

Le Cercle
des

économistes

Actes
des **Rencontres**
Économiques
d'Aix-en-Provence 2012

*Et si le soleil
se levait aussi à l'Ouest...*

What if the Sun also Rises in the West...



www.lecercledeconomistes.asso.fr



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence
2012

Et si le soleil se levait aussi à l'ouest...
La nouvelle dynamique mondiale

What if the Sun also Rises in the West...
The New Global Dynamics



Remerciements

Le Cercle des économistes remercie pour leur collaboration et leur soutien aux Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 2012 :

Sciences Po Aix,
L'Université Aix-Marseille,
La Mairie d'Aix-en-Provence,
La Communauté du Pays d'Aix,
Le Festival d'Aix-en-Provence.

Amundi ; AREVA ; BNP Paribas Cardif ; CA Cheuvreux ; Caisse des Dépôts ; CAISSE D'ÉPARGNE ; CIC Lyonnaise de Banque ; CM-CIC Securities ; CNP Assurances ; EDF ; Fédération SYNTEC ; GDF Suez ; GE ; Google ; Groupe RATP ; HSBC ; Lafarge ; LE GROUPE LA POSTE ; Le LEEM ; Malakoff Médéric ; McKinsey & Company ; NYSE Euronext ; Orange ; PwC ; PSA Peugeot Citroën ; Rise Conseil ; Saint-Gobain ; SNCF ; Standard & Poor's ; STMicroelectronics ; SUEZ ENVIRONNEMENT ; Total.

Ainsi que :

Clifford Chance ; Davis Polk ; Gide Loyrette Nouel ; Groupama ; HP ; i&e ; JeantetAssociés ; Lowendalmasai ; Orrick Rambaud Martel ; Pitch Promotion ; Radio Classique ; Ricol Lasteyrie ; Turenne Capital ; Vae Solis.

Et :

Nicolas Barré (*Les Echos*) ; Bruna Basini (*Le Journal du Dimanche*) ; Arlette Chabot (Europe 1) ; Guillaume Durand (Radio Classique) ; Philippe Escande (*Le Monde éco&entreprise*) ; Luc Evrard (Europe 1) ; Henri Gibier (*Les Echos*) ; Laurent Joffrin (*Le Nouvel Observateur*) ; Sylvie Kauffmann (*Le Monde*) ; Emmanuel Kessler (TF1/LCI) ; Eric Le Boucher (*Les Echos*) ; Gilles Leclerc (Public Sénat) ; Philippe Lefébure (France Inter) ; Patrick Lelong (France Info) ; François Lenglet (BFM Business) ; Philippe Mabilie (*La Tribune*) ; Christian Menanteau (RTL) ; Philippe Mudry (*L'Agéfi*) ; Nicolas Pierron (Radio Classique) ; François-Xavier Pietri (TF1/LCI) ; Jean-Michel Quatrepoint ; Antoine Reverchon (*Le Monde éco&entreprise*) ; Jean-Pierre Robin (*Le Figaro*) ; Dominique Rousset (France Culture) ; Jean-Marc Sylvestre (i>TELE).

Les Amis du Cercle des économistes, Marie Castaing et son équipe,
Hélène Clément et Anne Raffaelli pour le suivi éditorial,
Didier Guillard, Boréal pour les enregistrements audio et vidéo,
Ubiquis pour les transcriptions,
Studio Wagram pour la mise en page.

© Le Cercle des économistes, 2012
104 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS
www.lecercladeseconomistes.asso.fr

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC),
20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

Sommaire

Avant-propos.....	J.-H. Lorenzi	9
Session inaugurale. Les grands déséquilibres mondiaux		
Succès et limites du capitalisme d'État.....	B. Jacquillat	12
<i>Where does the Sun Rise?</i>	M. Aoki	19
Nous avons besoin d'un Ouest qui croit à l'Afrique	L. Zinsou	24
<i>From a World of Regions to a Global Future</i>	R. B. Wong	31
Quel Ouest ?	H. Védrine	37
1. Évolution de la population mondiale, migrations, vieillissement		
Vieillesse et migrations	Ch. Saint-Étienne	44
L'Europe forteresse n'a pas d'avenir	F. Frattini	46
L'impact du vieillissement sur les perspectives de croissance... ..	H. d'Albis	49
<i>Population Trends in Europe and the United States</i>	H. Zlotnik	52
<i>Demography: a First-Rate Security Challenge</i>	W. Ischinger	60
Une image passéiste des flux migratoires	H. Le Bras	63
Enjeux socio-économiques et perspectives de stabilisation en Méditerranée	R. Saïdi	67
Vers un monde de métissage	O. Sow	70
L'émigration est une chance pour l'Europe	M. Ziguélé	72
2. Délocalisation et relocalisation		
Fonder une activité économique plurielle et conquérante .J.-M. Chevalier		78
<i>Developments in Outsourcing and "Re-sourcing"</i>	R. Koopman	81
<i>What it Takes to do Business around the World</i>	M. Burda	85
Innovation et rapidité de mise en marché, aussi importantes que coûts de production	B. Cerceley	88
Produire près des clients	J.-P. Clamadieu	91
<i>An Indian Perspective on Outsourcing</i>	N. Godrej	94
Développer les compétences de la population active	E. Labaye	96
Faire le choix du long terme	R. Ricol	101
Renouveler la valeur ajoutée	D. Lombard	104
<i>Three Lessons from Asia</i>	L. Silipo	107
Échanges		109
3. Dette publique, dette privée : déséquilibres de l'épargne mondiale		
Déséquilibres mondiaux :		
la zone euro doit s'en sortir seule	D. Thesmar	114
<i>What is Wrong with the Euro Area Fiscal Strategy?</i>	A. Brender	118
La dette, un grand chantier pour la zone euro	Ch. Noyer	121
Le marché règle-t-il le dilemme entre croissance et rigueur ?.....	J. Beunardeau	125
<i>European Initiative Needed</i>	M. K. Brunnermeier	127
L'alterégoïsme	M. Cicurel	132
Comme le disaient les Aztèques... ..	J. Córdoba	135
Le temps de la lucidité est venu.....	A. de Romanet	138

<i>Buying Time for Structural Reforms</i>	R. Tamaki	143
La dette européenne vue de Chine	YAN Lan	145
Échanges		147
4. Europe et crise de l'euro		
Pour une approche progressive de la mutualisation des dettes souveraines en Europe	A. Bénassy-Quéré	154
Politique économique et pouvoir monétaire : de Keynes à l'euro	Ch. Stoffaës	160
Recréer la confiance	B. Cœuré	163
<i>Europe at a Critical Crossroads</i>	W. Klinz	168
Des projets pour les PME, des banques pour les financer	R. Weber	171
Redonner le goût de l'action	G. Mestrallet	174
Desserrer les freins	E. Lombard	177
<i>What Would Be Required to Make the EU More Popular?</i>	A. Moravcsik	180
<i>Contagion in Europe: Evidence from the Sovereign Debt Crisis</i>	P. Manasse	183
<i>Will the Next Crisis Sweep away Europe?</i>	N. Roubini	189
Échanges		193
Débat : Le renouveau avec l'Afrique ?		
.....	A. Perrot, Ch. de Margerie, M. Terrab, M. Ziguélé	202
5. Restaurer le rôle de l'État		
L'efficacité de la gestion publique	J. Mistral	214
<i>Governing in the 21st Century</i>	J. Bourgon	217
<i>When and Why did Government Become an Enemy of the People?</i>	J. Frieden	221
À quel niveau de gouvernance gérer les problèmes du monde ? .	K. Dervis	225
Un État « promoteur »	A. Gosset-Grainville	228
La souricière du haut niveau de vie et le rôle de l'État	H.-P. Rousseau	231
Pourquoi les Suédois aiment tant payer leurs impôts	G. Lund	239
<i>Disaster Risk-management in Colombia</i>	J. Londoño-Saldarriaga	242
<i>Recalibrating the Role of the State</i>	FU Jun	245
6. Redéfinir le rôle des entreprises		
Les entreprises jouent aussi un rôle macroéconomique	L. Boone	250
<i>What Must be done Now to Save the Euro?</i>	L. Tyson	257
<i>Redefining our World</i>	V. Kaushik	261
Période de crise, entreprise et intérêt général.....	S. Villepelet	265
« Changer », au cœur du métier de chacun.....	P. Barbizet	267
<i>Ethical Leadership and Socially Responsible Corporations</i>	M. Larraín	271
Pas d'économie sans entrepreneurs	J.-P. Martel	275
Les gouvernements, interlocuteurs clés de l'entreprise	B. Lafont	278
Tout ce qui ne se régénère pas dégénère	J.-P. Bailly	281
<i>International Business and Local Communities</i>	LIEW Mun Leong	284

7. Mettre un terme à la dynamique déstabilisante des marchés financiers

Finance occidentale : un modèle de financement à long terme des économies pour les pays émergents ?	C. Lubochinsky	288
<i>Neither Protectionism, nor a Race to the Bottom</i>	M. Hoban	292
Les marchés sont-ils déstabilisants ?	C. Sirou	297
Venir à bout de l'opacité des marchés ?.....	D. Cerutti	299
« Oui » à l'Union bancaire européenne... ..	O. Klein	302
<i>Time is of the Essence</i>	R. Viesulas	305
Comment dominer la dynamique des marchés ?	E. Le Boulch	308
<i>An Unstable System</i>	A. Giovannini	312
Jouer le jeu de l'épargne longue	P. Blanqué	315
<i>Prudential Regulation, Supervision and the Current Crisis</i>	C. Borio	318

8. Le nouveau dynamisme de la société civile

Le double rôle de la société civile	A. Brender	324
Nouveautés et perspectives de la société civile	Th. de Montbrial	326
Le Droit sert-il les revendications de la société civile ?	L. Donnedieu de Vabres	329
<i>The Great Eastern Japan Earthquake: Corporations, Citizens and their Evolving Contribution to Civil Society</i>	Y. Okamoto	332
<i>Civil Society will Have its Way</i>	D. Puri	335
L'entreprise, le politique et la société civile	J.-L. Placet	337
La visibilité de la société civile est vitale	G. Bonnard	340
Au confluent du patronat et des syndicats	G. Sarkozy	344

9. Les grandes organisations dans la coopération internationale

Mutation des banques centrales et gouvernance mondiale..	A. Cartapanis	348
Choisir la bonne feuille de route.....	C. Malmström	359
Le capitalisme menacé par l'écologie	M. Aglietta	364
<i>Global Governance Begins at Home</i>	York Chor TAN	368
Améliorer l'efficacité de la gouvernance économique mondiale ?	P. Raoul-Duval	371
<i>Cooperation Works Best when it is Voluntary</i>	V. Songwe	375
Des institutions financières au service des peuples..	Ph. de Fontaine Vive	379
Échanges		384

10. L'avenir passe par l'éducation

Le temps long de l'éducation	D. Vitry	390
<i>Education as One Way of Building Trust</i>	V. Ellis	393
Investir mieux dans l'école primaire	Ph. Aghion	397
<i>How Should we Design Training Through Life?</i>	D. Barton	400
<i>The Quest for the Core of Schooling</i>	A. Ekström	405
<i>Governance and the Dominance of US Universities</i>	Sh. Mehta	408
L'École de la deuxième chance	J.-L. Reiffers	412
Échanges		415

Débat : Les entreprises à la pointe de la relance du monde occidental

..... P. Artus, L. Gallois, H. Proglgio	423
La croissance ne peut venir que des entreprises, mais où et comment ?..... P. Artus	435
11. L'innovation	
Une méthode positive pour surmonter les défis	J.-M. Charpin 440
<i>Innovation, a Long-Term Commitment</i>	S. Stern 443
Le médicament, emblème des produits à forte valeur ajoutée ...	Ch. Lajoux 447
La politique d'innovation, un équilibre délicat	R. Steichen 452
<i>ITER: bringing a Sun to Cadarache</i>	O. Motojima 456
<i>Innovation in a Transforming World Economy</i>	C. Fink 459
Respirer l'air du temps, et y trouver l'éternité	C. Gaymard 463
«Il était une fois dans l'Ouest», conte de fée ou western ?.....	P. Hubert 467
L'innovation au service de la croissance verte	J.-L. Chaussade 471
12. Les mutations énergétiques	
Les mutations énergétiques après Fukushima	A. Trannoy 476
<i>The Future of Nuclear Energy and Nuclear Safety</i>	Y. Amano 479
<i>Let's not be Driven by Fear</i>	N. Tanaka 482
<i>The Perspective of German Business after Fukushima</i>	H.-P. Keitel 485
Il n'y a pas d'hiver nucléaire	L. Oursel 488
Le Maroc se lance dans l'énergie solaire	M. Bakkoury 492
<i>Supporting Improvements in Energy Efficiency</i>	P. Joskow 495
L'enjeu de la maîtrise énergétique des transports	P. Mongin 498
<i>The "Green Side" of the Chemical Industry</i>	D. Konov 502
Instaurer un ravalement thermique	P.-A. de Chalendar 505
Pour une gouvernance mondiale de la sûreté nucléaire	P. Gadonneix 507
Échanges	510
13. Comment nourrir la planète ?	
Nourrir 9 milliards d'humains	L. Fontagné 514
Plaidoyer pour les agriculteurs... et l'agriculture	E. Orsenna 521
<i>A Totally New Global Food Landscape</i>	K. Anderson 523
Pour résoudre le problème de la faim : paix, prix et pluie	S. Brunel 526
Production agricole et nouveaux modèles alimentaires	S. Le Foll 531
<i>Financial Innovation and Africa's Agricultural Sector</i>	V. Songwe 535
<i>Solutions for the Impact of Climate Change are not Lacking, but...</i>	H. Watanabe 539
Échanges	542
14. Une nouvelle consommation	
Une nouvelle forme de consommation est en train de naître	D. Roux 548
Nouvelles consommations et nouvelles communications :	
des enjeux liés	Y. Costes 550
De la possession à l'usage	R. Rochefort 554

Le monde entier consomme	J. Piqué I Camps	558
<i>Africa's On Line</i>	H. Chinery-Hesse	561
La philosophie d'Autolib'	M. Chibout	564
<i>Changing the World, One Purchase at a Time</i>	E. L. Guluma	566
Pour aller plus loin.....	M. Guillaume	570
Échanges		572
15. Choc des cultures et des modèles sociaux. Quel renouveau ?		
Des modèles sociaux aux modèles culturels.....	F. Benhamou	578
<i>Social Mobility, Social Models and Social Beliefs</i>	R. Bénabou	582
<i>What Social Europe Should Be About</i>	J. Palme	587
Les trois paradigmes du social.....	A. Masson	590
L'entreprenariat social, relais des pouvoirs publics.....	J.-M. Borello	595
Réinventer un service public bancaire	Ph. Wahl	598
Le dilemme de la démocratie et du développement	M. Sh. Aiyar	601
Comment être rentable sans être frileux	A. Panosyan	604
Six propositions pour répondre aux défis de la longévité ..	A. Lévy-Lang	607
Pour une France multiculturelle et solidaire	M. Soumahoro	610
16. Le retour d'une société de droit dans la dynamique mondiale		
Liaisons incertaines entre progrès de l'état de droit et nouvelle dynamique mondiale	J.-P. Pollin	614
<i>Corruption is an Insidious Plague</i>	F. Vogl	620
<i>Corruption vs Institutional Efficiency</i>	I. Kalfin	625
Les mafias, un mal qui ronge le monde	P. Grasso	628
La loi, la liberté, la propriété	S. Breyer	632
Les États et les progrès de l'état de droit dans l'ordre international	R. Abraham	635
<i>Rule of Law on the Seas and Oceans</i>	Sh. Yanai	639
On aura toujours besoin du Droit	G. Terrier	642
Débat : La relation transatlantique a-t-elle encore un sens ?		
.....	O. Pastré, S. Erlanger, C. Kolb, J.-D. Lévitte	646
Europe-États-Unis : guerre fratricide ou querelle amoureuse ?..	O. Pastré	654
Entretien : L'Europe aujourd'hui et demain		
.....	V. Giscard d'Estaing, P. Sloterdijk	662
17. Quelle ambition pour l'Europe ?		
Où va l'Europe ?	Ch. de Boissieu	674
L'Europe est-elle en train de tomber en deuxième division ? ..	M. Barnier	679
<i>Europe: a Superpower in Need of Psychoanalysis</i>	A. Moravcsik	682
L'Europe a-t-elle l'envie et les moyens d'une politique de défense commune ?	J.- L. Georgelin	687
<i>A Bridge Towards the Future</i>	Ch. M. Schmidt	690
«En l'Europe, nous ne croyons plus» ?.....	A. Palacio	693
L'Europe a-t-elle besoin d'une réforme institutionnelle ?	P. Sellal	696

18. Quel nouveau système de valeurs ?	
Revenir à la « grande politique »	P. Jacquet 700
Le monde occidental : unité ou diversité ?	Ph. Trainar 704
Histoire et valeurs émergentes	J.-C. Trichet 709
Sermon pour un dimanche pas ordinaire	J.-M. Guéhenno 713
Que nous disent les artistes ?	B. Focroule 717
<i>How will the People Govern themselves?</i>	E. Dyson 720
Pour un dialogue global entre privé et public	T. Thiam 723
<i>Humanity Needs Nature to Thrive</i>	P. Seligman 726
Entretien : L'Europe dans le monde	
.....	P. Moscovici 730
19. À la recherche d'un nouvel équilibre mondial	
<i>Imagine a World without Europe</i>	J. Pisani-Ferry 738
<i>The New Map of a Networked World</i>	A.-M. Slaughter 743
<i>The World is a Movable Map</i>	ZHU Min 746
L'Europe à la recherche d'un narratif	P. Lamy 749
<i>Leadership, alongside Governance?</i>	M. Monti 753
Échanges	756
Déclaration Finale	761
Closing Statement	766
Index des auteurs	768

Avant-Propos

Nous avons été les premiers surpris de la résonance du titre de ces 12^e Rencontres Économiques auprès des intervenants :

«Et si le soleil se levait aussi à l'Ouest ?»

Ce titre a inspiré à tous un double mouvement : celui de se situer à un point donné de la course du soleil économique et social et de reconnaître que l'humanité ne survivra que si le soleil se lève pour tous.

En réalité, la question posée ne va pas seulement à l'encontre d'une évitement cosmique, elle interroge sur la place du Japon, des États-Unis, de l'Europe, à l'Est, à l'Ouest ? Que dire de l'Afrique dont tant de signes indiquent qu'elle est en train de prendre son destin en main et qu'elle sera une puissance de demain ?

Si le centre de gravité de l'économie mondiale a basculé vers l'est, les économistes, surtout ceux qui ont fait de l'histoire, savent que rien n'est jamais écrit. Les économies avancées, y compris l'Europe gardent des atouts qui devraient les aider à réagir à des incertitudes qui sont aujourd'hui partagées par tous :

- Qui maîtrisera les nouvelles vagues d'innovation techniques ?
- Qui saura gérer les problèmes du vieillissement des populations et en tirer parti ?
- Qui saura capter l'épargne ?
- Comment arriverons-nous à gérer collectivement toutes les difficiles et cruciales questions d'environnement ?

De leur côté, les économies émergentes connaîtront nécessairement des difficultés d'adaptation qui rendront la coopération internationale encore plus essentielle.

En quatre demies journées, nous nous sommes successivement concentrés sur les déséquilibres récemment apparus et sur l'impact qu'ils peuvent avoir sur les sociétés occidentales ; sur les acteurs de la vie économique et sociale ; sur les politiques à mettre en œuvre pour que nos sociétés rebondissent et en conclusion sur les perspectives d'un nouvel équilibre mondial.

203 personnalités venues de 31 pays ont forcément des points de vue très différents, parfois complémentaires, parfois divergents. Mais c'est grâce à elles, comme d'habitude, plus peut-être que d'habitude compte tenu de la gravité des crises que nous traversons, que se dessine un monde divers, en mouvement et passionnant.

Comme chaque année, Les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence ont été conclues par une déclaration du Cercle des économistes, qui repose sur quatre mots : fatalité, atouts, risques et réalisme.

Enfin les membres du Cercle, ont souhaité dédier cette 12^e édition des Rencontres à deux personnalités, l'une physique et l'autre morale. La personnalité physique est Olivier Ferrand. C'était un homme absolument exceptionnel, fraîchement élu député de la 8^e circonscription des Bouches-du-Rhône. L'autre personnalité est un pays ami, le Mali, dont le premier ministre, Cheick Modibo Diarra, devait participer aux Rencontres. Mais les circonstances malheureuses que traverse son pays l'ont empêché de se joindre à nous.

Jean-Hervé Lorenzi

Président du Cercle des économistes

Session inaugurale

Les grands déséquilibres mondiaux

Le transfert d'activités des pays occidentaux vers les pays émergents s'est fait avec une ampleur et une rapidité inconcevables jusqu'alors. Les Américains, les Européens et les Japonais ont l'impression croissante d'un irrésistible déclin.

Ces déséquilibres sont-ils l'expression d'un changement de civilisation et d'une transformation irréversible de l'Histoire de l'humanité ? Comment les pays de l'OCDE pourraient-ils retrouver dynamisme, croissance potentielle, projets collectifs et nouveaux équilibres sociaux ?

Contribution du Cercle des économistes

Bertrand Jacquillat

Témoignages

Masahiko Aoki • Hubert Védrine • Roy Bin Wong • Lionel Zinsou

Modérateur

Guillaume Durand

Succès et limites du capitalisme d'État

Bertrand Jacquillat

■ Planter le décor

Le transfert de pouvoir économique de l'Ouest à l'Est s'accroît, et le rythme de convergence entre ces deux parties du monde ne fait que s'accroître. Les prévisions du FMI selon lesquelles le taux de croissance des économies émergentes prises dans leur ensemble sera de 4% supérieur à celui des économies de l'Ouest en 2012 et en 2013 a pour conséquence, si ces prévisions se réalisent, qu'à la fin de l'année prochaine, les économies émergentes représenteront plus de 50% de la production mondiale.

Les individus de ma génération et de cette région du monde se sont habitués à l'idée que l'Ouest domine l'économie mondiale. En fait, c'est une anomalie qu'une petite trentaine de pays ne représentant qu'une faible fraction de la population mondiale ait pu à ce point dominer l'économie mondiale et pendant si longtemps. Parce que dans l'histoire économique, le pouvoir économique est presque toujours allé de pair avec le poids démographique.

En 1700, la plus grande économie du monde, et le plus grand producteur de coton, était l'Inde qui avait une population de 165 millions d'habitants, suivie de la Chine, avec 138 millions d'habitants. La Grande-Bretagne avec une population de 8,6 millions d'habitants représentait moins de 3% de la production mondiale. Plus d'un siècle plus tard, en 1820, en pleine révolution industrielle anglaise, les deux géants asiatiques représentaient encore plus de 50% de la production mondiale. La révolution technologique manufacturière a eu pour conséquence la dissociation entre le pouvoir économique et la taille de la population. Si bien que dès 1870, le revenu moyen par habitant en Grande-

Bretagne était de 6 fois supérieur à celui en Chine ou en Inde. Et à la fin de la Première Guerre mondiale, le revenu moyen par tête en Grande-Bretagne était dépassé par l'américain. La Chine et l'Inde s'étaient refermées sur elles-mêmes sous la « protection » de droits de douane très élevés.

L'histoire changea de cours en 1978 lorsque Deng Xiaoping fit accepter une série de réformes économiques qui ouvraient la Chine au commerce international, à la technologie et à l'investissement. La libéralisation de l'Inde intervint plus tard, en 1991. Depuis, dans ces deux économies des taux de croissance annuels de 8% sont considérés comme normaux, à peu près du même niveau que ceux du Brésil entre 1945 et 1980. Certes, les niveaux de vie en Chine et au Brésil sont encore six fois inférieurs à ceux des Américains, et en Inde quatorze fois, mais les écarts se combrent, et vite. Cette grande convergence va au-delà de ces deux seuls pays, l'Inde et la Chine. 75% des autres grands pays émergents (et non producteurs de pétrole) ont eu depuis 2000, une croissance de leur revenu par tête supérieure à celle des États-Unis (contre seulement 29% entre 1960 et 2000).

Si les économies émergentes continuent à croître de 3% de plus par an que les pays de l'Ouest, elles représenteront les deux tiers de la production mondiale en 2030. Les quatre grandes économies émergentes par la population (Chine, Inde, Indonésie, Brésil) en représenteront les deux cinquièmes. La part des économies américaine et européenne passera de un tiers à un quart de la production mondiale.

Et le rattrapage économique ne fait que s'accélérer. Il a fallu 32 ans à l'économie britannique pour doubler de taille entre 1830 et 1862, 17 ans à l'économie américaine lorsqu'elle dépassa l'économie anglaise dans les années 1870, et moins d'une décennie pour les économies chinoise et indienne.

Cette situation de rattrapage accéléré, voire de dépassement des économies de l'Ouest par les économies de l'Est, suscite trois grandes peurs à l'Ouest :

- Une situation de concurrence frontale sur tout ce qui est en offre fixe ou quasi fixe, la suprématie géopolitique, la suprématie monétaire, et l'accès aux énergies non renouvelables et aux matières premières.

- La sécurité de l'emploi et le niveau de vie.

- Paradoxalement aux deux premières craintes, la crainte que s'arrête ou se ralentisse fortement le phénomène de rattrapage en cours, parce que c'est celui-ci qui tire l'économie mondiale.

La force de rappel qui fait converger les économies de l'Ouest et les économies de l'Est dépend pour une grande partie de l'écart de revenu entre les deux. Mais gare aux extrapolations linéaires ! Le chemin qui mène d'un

état d'extrême pauvreté à un état de moindre pauvreté est relativement facile à parcourir. Mais plus le développement se poursuit et plus le chemin est semé d'embûches. Le passage d'un état où les revenus sont beaucoup plus importants qu'ils n'étaient à un état d'une certaine aisance est beaucoup plus compliqué.

Est-ce que les économies émergentes sauront mener cette transition ? Rien n'est moins sûr.

■ Les obstacles au développement de phase II

Eichengreen, Park et Shin ont examiné le cas de pays de revenus moyens par tête (10 000 dollars au moins exprimés en prix 2005), qui, au cours des cinquante dernières années, avaient connu une croissance annuelle de leur PIB d'au moins 3,5% pendant plusieurs années de suite, mais dont le taux de croissance avait baissé subséquemment d'au moins 2%.

Leur recherche confirme leur intuition que la perte de momentum de ces pays est due principalement à leur maturité économique, plutôt qu'à une pénurie de main-d'œuvre ou un relâchement dans le taux d'investissement. La main-d'œuvre crût au même rythme que précédemment, les qualifications de celle-ci augmentèrent. Certes, le taux d'accroissement du stock de capital déclina mais cela n'a compté que pour une très faible part dans la baisse de la croissance du PIB. La plus grande partie de la baisse de PIB fut due à une baisse de la productivité globale des facteurs, c'est-à-dire à une baisse de l'efficacité avec laquelle les facteurs travail et capital sont agencés. En clair, la baisse du taux de croissance est due à la baisse de la croissance de la productivité. Et c'est ce qui risque de se produire dans les économies en phase II de leur développement.

Selon cette étude, une telle décélération survient lorsque trois conditions sont remplies : lorsque le revenu moyen par habitant atteint 16 000 dollars (en prix 2005), et/ou lorsque le revenu moyen par habitant atteint 58% de celui de l'économie dominante du moment, et/ou lorsque la part de l'emploi salarié manufacturier atteint 23% de l'emploi total. Ces trois cliquets, dont le plus important est le revenu par tête, ne sont pas atteints en même temps. Le dernier a sans doute été atteint en Chine, le premier le sera dans quelques années seulement si l'économie chinoise continue à croître à raison de 9% l'an. Mais on est encore loin du compte avec le revenu moyen relatif (58%), qui n'est actuellement que de 16% entre la Chine et les États-Unis.

Ces considérations ne sont pas des lois d'airain, mais des observations statistiques moyennes tirées de l'histoire économique contemporaine. Il n'empêche que la Chine s'approche de ces cliquets, et que pour éviter un ralentissement important et durable, elle doit changer de modèle de croissance

et s'orienter vers un modèle de développement qui cible davantage les industries de consommation.

Les cas du Brésil et de l'Inde sont différents.

Le Brésil constitue le cas exemplaire d'un pays à croissance rapide qui s'est heurté à un mur. L'économie du Brésil a crû de 7% l'an entre 1945 et 1980. Le PIB par tête a crû de 12% à 28% de celui de l'Américain pendant cette période. Et puis cette convergence a fait machine arrière jusqu'au milieu des années 1990 : accumulation des dettes pour importer les équipements, mais trop peu d'investissement, épargne et infrastructures insuffisantes, système éducatif déficient, crises périodiques de balances des paiements, trop de consommation des ménages (61% du PIB).

Le cas du Brésil est à l'opposé de celui de la Chine. Alors que la Chine a besoin de consommer davantage, le Brésil a besoin d'épargner et d'investir davantage. Le Brésil bénéficie de ressources naturelles importantes à l'inverse de la Chine. Le Brésil manque d'infrastructures routières alors que certaines en Chine sont vides de voitures. La démographie du Brésil est très positive, le Brésil est un peuple jeune, tandis que la population chinoise vieillit.

Peut-être les deux pays devraient-ils fusionner ! Les défis de l'Inde sont un mélange de ceux du Brésil et de la Chine. Mais ces trois pays flirtent avec un capitalisme d'État et un modèle de développement tourné vers l'intérieur, qui n'est pas durable.

■ Les formes organisationnelles : capitalisme d'État contre capitalisme libéral

La crise du capitalisme libéral a coïncidé avec l'émergence d'une nouvelle forme très puissante de capitalisme d'État dans les économies émergentes, dont les caractéristiques sont les suivantes :

– Un mélange de pouvoirs étatiques forts et de moyens et modes opératoires du capitalisme libéral (sociétés cotées, conquête des marchés étrangers, rachat d'entreprises étrangères).

– C'est l'État qui sélectionne les entreprises gagnantes et qui est le promoteur de la croissance économique.

– Une participation majoritaire ou minoritaire, directe ou indirecte, dans le tissu industriel.

Les succès de cette nouvelle forme de capitalisme d'État sont indéniables. Au cours des trente dernières années, la croissance du PIB chinois a été de 9,5% l'an et celle de son revenu international de 18%. La Chine a dépassé le Japon en 2011 pour devenir la seconde économie du monde et est devenue le premier marché du monde, dépassant les États-Unis, pour les biens de consommation.

Le capitalisme d'État peut prétendre qu'il gère les entreprises les plus puissantes du monde. Les 13 plus grandes entreprises pétrolières, qui détiennent plus des trois quarts des réserves mondiales de pétrole et de gaz, sont toutes des *State Owned Entreprises* (SOE). Mais il y en a dans d'autres secteurs que l'énergie (*China Mobile* dans les Télécoms avec 600 millions de clients, *Saudi Basic Industries Corporate* très profitable dans la chimie, *Emirates* dans les transports aériens). Dans les 10 plus importantes entreprises mondiales par le chiffre d'affaires, il y a quatre SOE. Le secteur d'État chinois qui représentait autrefois 100% de l'économie a reculé. Il ne représente plus que un tiers du PIB chinois et russe. Ce déclin n'est pas tant dû à une libéralisation de l'économie qu'à la marque d'une plus grande sélectivité du secteur d'État. Les gouvernements sont des propriétaires plus sophistiqués qu'autrefois. Les sociétés d'État ont peu ou prou évité les travers des entreprises publiques d'autrefois. Elles sont plus internationales et ont des managers expérimentés à l'occidentale.

En dressant le bilan du capitalisme d'État, il convient de faire trois remarques :

– La première est qu'il n'existe pas de frontière très précise entre les SOE et les entreprises privées, lesquelles ont pu recevoir des aides financières significatives de l'État, si bien qu'il est difficile de comparer la productivité des deux secteurs. Il n'empêche que les SOE semblent moins efficaces que leurs concurrents privés. Selon le «Unirule Institute of Economics» basé à Pékin, en tenant compte de toutes les subventions que reçoivent les SOE (foncier gratuit, financement à taux très bas 1,6% contre 4,7% pour les sociétés privées), leur ROE réel annuel entre 2001 et 2009 a été de moins 1,47%.

– Aussi, le succès des SOE n'a peut-être rien à voir avec leur forme organisationnelle, mais plutôt au fait qu'elles ont été portées par le développement économique. On fait ici peut-être la même erreur d'appréciation que celle portée par Landier et Thesmar¹ sur les Trente Glorieuses en France.

– Enfin, tout dépend du contexte industriel. Peut-être que le capitalisme d'État convient dans les premières phases du développement économique dans certains domaines, tel que celui des infrastructures, et moins bien dans d'autres, tels que les biens de consommation. Il est fort possible que le capitalisme d'État favorise la croissance à un certain stade de développement et devienne ensuite un frein. Le modèle chinois convient sans doute bien au développement des infrastructures dans le monde (routes, ponts, chemins de fer, bâtiments, grands projets énergétiques...), auquel il contribue largement.

Parmi les cinq grandes entreprises mondiales d'ingénierie, quatre sont chinoises. Et le capitalisme d'État a su constituer des champions nationaux par

1. *Le Grand méchant marché*, Flammarion, 2007.

secteur. Les deux tiers des entreprises des pays émergents figurant dans les 500 premières entreprises mondiales de la liste de *Fortune* sont des SOE.

En octobre 2007, le Président chinois dévoila sa plus haute priorité au 17^e Congrès du Parti Communiste Chinois «La capacité de la Chine à des innovations indépendantes». Toutefois, les probabilités que ces efforts soient couronnés de succès sont faibles. Les gouvernements sont utiles pour l'amorçage des innovations. Mais comme le dit Josh Lerner «les innovations sponsorisées par les Gouvernements sont comme un boulevard des rêves fracassés.» Les gouvernements ne savent pas transformer la levure en pain. En Malaisie, la Biovalley qui a ouvert en 2005 avec une subvention de 150 millions de dollars s'appelle aujourd'hui «*Valley of the Bio Ghosts*».

Malgré tous ses succès, le capitalisme d'État présente des défauts sans doute irrémédiables :

– Comment l'État peut-il réguler des sociétés qu'il détient et qu'il gère ? Le capitalisme d'État souffre d'avoir pris pied dans des états problématiques où l'ingérence et la corruption sont très répandues. Dans le classement par l'indice de corruption de *Transparency International*, le Brésil figure au rang 73, la Chine au rang 75 et la Russie au rang 145. Par ailleurs, les théoriciens du management se sont longuement penchés sur le problème du principal-agent, c'est-à-dire la tendance des dirigeants à gérer leur entreprise dans leur propre intérêt plutôt que dans celui de leurs propriétaires ou de leurs clients. Ce problème est particulièrement sérieux dans les pays qui pratiquent le capitalisme d'État.

– Comment éviter de jeter l'argent par les fenêtres ?

– Comment être innovateur alors que l'innovation requiert la liberté d'expérimentation, voire la liberté tout court ?

■ Conclusion

Pendant plus de deux siècles, le savoir-faire qui détermine la productivité et le niveau de vie était confiné à l'Ouest. C'était le cas de la technologie manufacturière, du savoir-faire organisationnel de la production, du développement des marchés, et du management macroéconomique des économies. Du fait que les progrès de productivité étaient confinés à l'Ouest, les régions les plus peuplées du monde restaient pauvres.

Ceci était une anomalie dans la mesure où, dans l'histoire économique, c'est la taille de la population, la démographie, qui confère le pouvoir économique. Aujourd'hui, la démographie et la technologie tirent dans la même direction. Les États-Unis, le Japon et l'Europe deviennent des nains démographiques, et la

crise économique et ses conséquences accélèrent le déplacement économique vers l'Est. Au moment même où le rattrapage économique des pays émergents s'accélère, les économies des pays riches semblent s'arrêter.

La grande question à laquelle fait face l'économie mondiale est celle de savoir dans quelle mesure la croissance des pays émergents peut continuer. Car la logique économique, entendue au sens large, suggère que la croissance de l'économie mondiale viendra bien davantage du rattrapage des économies de l'Est plutôt que du dynamisme économique de l'Ouest.

Mais, contrairement aux vues trop optimistes, la croissance des économies émergentes ne peut que ralentir, et ne sera pas aussi linéaire qu'elle l'a été.

Transférer du capital et des salariés d'industries en déclin à des nouvelles activités prometteuses est plus délicat que de transférer des populations des zones rurales dans les usines. Il faut des salariés de plus en plus qualifiés, de plus en plus instruits et de plus en plus libres. Il faut un système financier qui alloue les ressources là où elles seront les mieux employées. Les économies qui ont construit leur croissance sur les exportations doivent réorienter leurs ressources sur la consommation interne.

Les pays émergents ont d'immenses réserves financières, à l'inverse des pays « riches ». Mais attention au phénomène d'hybris ! Surmonter les crises aussi bien qu'ils l'ont fait peut induire des erreurs de politique économique. On oublie trop rapidement les leçons du passé.

Certes un ralentissement de la croissance des émergents aurait du bon, cela atténuant le sentiment de relatif déclin de l'Ouest, le dollar et l'euro pourraient garder plus longtemps leur duopole de monnaie de réserve, la pression à la hausse des matières premières sur les entreprises et les consommateurs s'atténuerait, etc. Mais soyons bien conscients que pour que le soleil se lève à l'Ouest, il faut qu'il continue à se lever avec force à l'Est. En d'autres termes, les pays développés se sentiraient mieux si la Chine et les autres économies émergentes rattrapaient leur retard dans un proche plutôt qu'un lointain avenir.

Peut-être que le pessimisme qui entoure les économies de l'Ouest est aussi exagéré que l'optimisme qui accompagne les économies émergentes. Le monde développé est très enviable vu de l'Est. Malgré ses difficultés récurrentes, les États-Unis d'Amérique sont une source d'envie. Les industries-frontière de technologie et les industries du luxe de l'Europe ne sont pas facilement imitables. Il y a une prime pour les économies développées du fait de l'accumulation de leurs succès, en tout cas passés. Les pays émergents trouvent qu'il est plus facile d'y faire des affaires, d'y lever des capitaux, et d'y trouver des salariés qualifiés.

Where does the Sun Rise?

Masahiko Aoki

Stanford University

In the year 2011, a noteworthy event occurred in terms of the long-term world economic history. Compare the total GDP in PPP produced in each of three major regions of the world economy: Western Europe comprised of EU and UK; North and Central America in NAFTA (US, Canada and Mexico); and East Asia comprised of China, Japan, South Korea, Taiwan and Hong Kong. Among them, the East Asian economies (18.5T US\$) slightly led the other two (the NAFTA 18.1T US\$ and WE 18.0T US\$) for the first time since the mid-nineteenth century. Indeed, in the early 19th century, East Asia constituted by far the largest economic region, producing about one-third of world GDP (1820), while the US produced merely less than 2 percent with a small population. However, the leading position was taken over in the second half of the 19th century by Western Europe, and held by them until the Second World War. Then, the US took its turn and enjoyed its undisputable position in the golden age of post-war capitalism. Then, East Asian economies started to gradually encroach on the US share and returned to the position of front runner slightly ahead of the other two in a current snap shot. This is as if the sun always rises in the East, but in turn westward across the globe. The sun never stops over anyone's head (although it does in the astronomical perspective). But there are some who appear to suggest as if it does so, as a Nobel laureate economist who forecasts that by 2040 China's GDP in terms of PPP will become more than ten times of the current level (123T US\$), accounting for 40 percent of the global total GDP. Is it likely?

► **Asian miracles or catching-up phenomena?**

I have serious reserves with such a prediction. What kinds of challenges is and will China be faced with, then? Is the development pattern of China really unique? Or, is there anything common in development patterns across East Asian economies, and possibly even beyond, to suggest an aspect of the future course of the Chinese economy? In considering these questions it is helpful to focus on the movement of GDP per capita. GDP per capita is a more relevant index for gauging the level of economic welfare of a country, although total GDP could be a good index for measuring the economic and political impacts that a nation or a region could have on global affairs. In the last decade or so, the so-called unified approach has gained influence in growth economics to account for the dynamics of GDP per capita. This approach is unified in two senses. One is to unify economics and demography. Second, by doing so, it interprets different levels of per capita income, low, middle, and high, as successive stages of the normal process of development rather than as different balanced growth paths conditioned by different parameters. From such a unified perspective, then, the recent miracles of the East Asian economies, first Japan in the 50s, then the Asian Tigers in the 80s, and now China, are not really miracles, but catching-up phenomena. Why?

The shift from the stage of stationary per capita income in the Malthusian state to the modern growth regime is normally intermediated by the stage in which employment share moves from agriculture to urban industries. Since labor productivity differential between agriculture and industry is large once the Industrial Revolution has set in, this movement can certainly contribute to a rapid increase in per capita income. England experienced this transition as early as the mid-nineteenth century, while other Western economies, like France and Germany, reduced agricultural employment shares from more than 50 percent to less than 30 percent relatively slowly but steadily over a period of a hundred years. Recently Professor Stiglitz argued that the fundamental cause of the Great Depression in the US was not financial, but structural, due to the institutional constraints on the mobility of redundant agricultural labor in the rural area, which in turn adversely affected demands for urban products and services. In East Asia, the labor mobility out of agriculture was for a long time suppressed by social constraints as in the prewar Japan or by political constraints in Maoist China. Once these constraints are lifted, however, domestic migrations can occur at a faster speed, with which unprecedented high growth coincides.

In China, the initial growth impetus in the 80s was given by the autonomous emergence of township and village enterprises absorbing redundant agricultural labor in the rural regions. And then in the last twenty years more than 200 million rural workers and their families moved into urban areas, which is undoubtedly the largest migration of people in such a short time in human history. Their contributions to GDP per capita growth was at least 2 percent in the decade of the 2000, even using official statistics that does not fully count the number of rural immigrants in the urban industry. However, experiences of other East Asian economies suggest that, when the agricultural employment share is reduced to less than 20 percent, the contribution of such structural change becomes minimal. China is approaching this critical point at least in the coastal area. Besides the gradual disappearance of the structural change, China has also lost another source of per capita income growth, the demographic dividend. This is an increase of per capita GDP made possible by a proportional increase in the working-age population due to higher fertility of previous generations. In China, fertility rates greatly increased in the 60s as if to compensate for great human losses caused by the Great Leap Forward, then it started to decline in the 70s even before the official introduction of One-Child Policy. Thus, demographic dividend started to disappear as early as the beginning of the 2000s.

► **Can China avoid the middle-income trap?**

China's purchasing power parity GDP per capita on the coastal area is a little bit over 10,000US\$ in terms of PPP in 2009. This happens to be about the same as the World average then. All countries that have achieved middle-income status have slowed down in most cases long before they have caught up with the per capita income of the highest income economies. Most have slowed down when their PPP GDP per capita was in the \$10,000 to \$16,000 range. Many other countries even stopped growing at that point. The phenomenon is referred to as the middle-income trap. Can China avoid this trap? For this not to happen, what can be done? This is the topic that is now heatedly discussed not only among development economists but also in public in China.

With two major sources of per capita income growth, the only remaining recourse for further increase in per capita income growth is to increase per labor productivity. This is done either by innovation or an increase in physical capital per worker. However returns to investment in physical capital is bound to be subjected to the law of diminishing returns to scale without the associated expansion of labor force. This phenomenon has also

become evident since the mid 1990s. Thus, China needs to move to a new stage of economic development based on the quality of human capital rather than on its quantitative expansion. There are reasons to believe that China can make this transition, particularly if we take into consideration their great efforts in expanding schooling and population health.

► **The issue of the “demographic transition”**

But there is another point of consideration to be taken. In the modern growth regime, human capital accumulation plays an important role, but investing in human capital is getting more and more costly to individual households in terms of schooling, parents' time and so (Incidentally, it is interesting to note that in the post financial crisis US, education loans made up a larger share of the average family's obligations than loans to buy automobiles for the first time in the history of the FED survey). Therefore people tend to have a smaller number of children. China will not be an exception for this “demographic transition” even if the one-child policy is lifted. Combined with rapid extension of life-span due to improvements in the standard of living, health care and so on, this demographic transition will generate an unintended consequence of the aging of population. As transitions to the modern growth regime were so compressed into short periods in East Asian countries alike, this phenomenon has already been emergent in acute forms. In Japan, population dividend has already become negative, although its consequences are mitigated by an increase in the labor participation of elder population through a reform of retirement schemes. If there is neither the reversal of fertility nor liberalization of immigration, it is expected that Japan's dependency ratio will become near 50 percent in 2050. Korea will not reach the stage of increasing dependency ratio until a few more years but after that the speed of aging will become even faster than in Japan. In China, the situation is similar, except for that it is “aging before becoming affluent” as succinctly summarized by the demographic economist, Cai Fang.

It is a good question whether or not the described new demographic transition is unique to East Asia. A recent study indicates that, while development continues to promote fertility decline at low and medium social development levels, further development reverses the declining trend in fertility. The only exceptions observed are Japan, Korea and Canada. Even if so, however, the prolonging of life span appears to be a universal reality among all developed economies alike. Indeed, social security and health insurance programs designed in the previous demographic stage are making the sustainability of public finance problematical everywhere.

East Asian economies may be just ahead of transiting to this new stage of economic-demographic dynamics rather than catching up.

► **How to avoid “the higher income trap” in advanced economies**

If we shift our focus on advanced economies, including the US, Western Europe and Japan, there is an issue unique to them that compounds the issue of sustainability of per capita income growth. As standard manufacturing jobs are shifting to emerging economies from there, these jobs are becoming in effect redundant in advanced economies. But there are various economic and institutional barriers to block the labor mobility out of traditional manufacturing, such as union organizations, seniority and pension systems and so on. The “redundancy” tends to lower real wages in manufacturing, while depriving the young generation of job opportunities. They together have depressing macro-economic impacts. I consider this being an essential source of the “lost decades” of Japan and there are symptoms of similar economic malaise in the US and Western Europe as well. Given the realignment of international division of labor prompted by structural upgrading in emergent economies, an attempt to protect traditional manufacturing by artificial trade barriers would not overcome the structural problem that the advanced economies, or worse it would exacerbate the problem. Of course, continual upgrading and innovation in manufacturing could and should remain one of the crucial ingredients of structural reform even in the advanced economies. But essential recourse for the advanced economies not to be trapped in, say, “higher income trap” should be in the creation of new jobs with higher added value per worker. The nature of this recourse is analogous to the growth-enhancing role once played by the domestic migration out of agriculture to manufacturing. The structural change of this time is, however, toward the post-industrial and post-demographic-transitional stage. A transition to this unknown stage would require much ingenuity, competition and mutual learning among all the regions of the world economy. Then, it will determine where the rise of the sun is observed.

Nous avons besoin d'un Ouest qui croit à l'Afrique

Lionel Zinsou

PAI Partners

Je ne sais pas si le soleil se lève au Sud, ou à l'Ouest, mais il n'est pas exclu effectivement que la terre ne soit pas fixe, au centre du système solaire. Il n'est pas exclu non plus que le monde occidental ne soit pas fixe, central et dominant, dans le système économique. Il n'est pas exclu que ce ne soit pas l'Occident qui forme aujourd'hui l'Empire du Milieu. D'ailleurs, il ne s'est jamais donné ce nom. Révolution copernicienne, donc. C'est le sujet d'aujourd'hui. L'Occident n'est pas au centre du monde. Pour autant, est-ce qu'il va être évacué du monde dans l'opprobre par des pays émergents et des pays en développement ? Non, évidemment. La richesse restera au Nord du monde, bien entendu, et continuera à croître au Nord du monde.

Je vais parler des pays en développement et prendre le cas de l'Afrique qui concentre la plupart des pays les moins avancés, au sens que prend cette expression pour les organisations multilatérales : les PMA. Ils sont essentiellement en Afrique et un peu en Asie avec le Turkménistan, le Laos et le Cambodge, un peu en Amérique centrale, avec le Honduras et Haïti. Cependant, ils sont essentiellement en Afrique. Il y a donc un changement d'échelle par rapport à ce que vient de traiter le Professeur Aoki. On ne parle pas d'un ensemble qui fait 18 000 milliards de dollars de PIB, mais d'un continent comme l'Afrique qui réalise 1 000 milliards de PIB. Un milliard d'habitants, aujourd'hui, pour faire un peu moins de la moitié du PIB français. La France n'est pas une puissance moyenne puisqu'elle fait, à elle seule, deux fois ce que font 54 pays, en Afrique. L'échelle est donc réduite. Comment regarde-t-on l'Occident, du haut de notre humble pauvreté et dans ce basculement ?

► **L'Afrique a une croissance très forte**

On en a parlé de façon un peu solennelle, ici même en 2007, alors que le sujet n'était pas du tout à la mode. Le thème de la session était à peu près le suivant : «Vous êtes pauvres. Qu'est-ce que nous, les pays du Nord, qui sommes riches, pouvons faire pour vous ?» C'était en 2007, il n'y avait pas de doute. Je vous avais dit : «Une chose que vous pourriez faire pour nous, ce serait de ne pas nous déranger, car, dans le monde émergent, nous réalisons quatre fois plus de croissance que vous. Mais s'il vous plaît, ne nous faites pas une crise financière.» Il y avait déjà eu celles de 1987 et de 1997. Malheureusement quelques semaines après Les Rencontres d'Aix, à partir d'août 2007, la crise est arrivée.

Malgré cela, l'Afrique croît fortement et elle va inscrire cette croissance dans la durée.

► **Croissance n'est pas développement**

Il ne suffit pas de croître pour se développer. On ne se développe pas tout seul et Dieu sait que l'on va avoir besoin des pays avancés et vice versa si on s'y prend bien. L'Afrique, comme les autres pays en voie de développement, est une chance, une nouvelle chance et pas du tout une dernière chance pour les pays avancés. Au fond, je crois que l'on peut construire dans le partenariat un avenir beaucoup plus équilibré, mais avec un regard complètement différent.

L'Afrique se développe. Elle se développe à 5% de croissance en volume, depuis maintenant une douzaine d'années. Elle n'a pas régressé plus bas que 3%, dans la crise, en 2009. Elle est en train de régresser un peu, parce que le monde occidental et l'Europe, notamment, ont tout à fait la capacité de nuire à la croissance des autres. Il n'est donc pas faux qu'il y ait des effets d'entraînement. Néanmoins, la prévision de consensus est qu'en 2012, la croissance sera encore de 3% en Afrique. Cette croissance est relativement homogène, car parler d'Afrique est évidemment une simplification. Elle est très différenciée. Cependant, il n'y a pas de variance considérable autour de ces chiffres de 3 et 5%. C'est donc tout le continent qui a un momentum fort et pas seulement les producteurs de matières premières minérales ou de pétrole dont la croissance a d'ailleurs subi un léger tassement à cause des cours du pétrole 2011/2012.

En réalité, les pays pétroliers d'Afrique croîtront moins vite que les pays exportateurs de matières premières agricoles. C'est peut-être contre-intuitif. Mais la division entre l'Afrique utile, qui croît vite parce qu'elle vend du

pétrole, et l'autre Afrique, qui ne servirait pas à grand-chose et qui croîtrait moins vite, est peut être intuitive elle aussi, mais elle est fausse. Il y a au moins deux raisons à cela.

► **Un renversement des termes de l'échange**

On a une chance, les matières premières sont devenues rares, en partie du fait des pays émergents. Les produits manufacturés, du fait des mêmes émergents, sont devenus bon marché. On a donc un renversement des termes de l'échange. Les exportations de l'Afrique se sont considérablement enchéries et les importations de produits manufacturés sont évidemment de moins en moins chers, aussi bien en produits de consommation qu'en biens d'équipement. Pour simplifier, il faut aujourd'hui 30 tonnes de coton pour acheter un tracteur, et non 100 tonnes. Il est vrai que le tracteur est indien. Il n'est plus américain. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles on l'achète moins cher. Ces prix relatifs sont un changement considérable. Il y a un effet de rente qui est très important.

► **Une inversion des flux**

Cela étant, il y a bien plus important. Dans l'analyse de la balance des paiements, c'est plutôt du côté des invisibles que du côté des marchandises que l'on trouve une explication centrale. L'Afrique est un continent qui, pendant 40 ans, est devenu exsangue en matière financière. Il n'y a pas tellement d'exemples, dans l'histoire économique, où l'on peut avoir des flux financiers négatifs. Paradoxalement, l'Afrique a financé le reste du monde au sens où les flux de départ des entreprises, soit les retours de dividendes des grandes entreprises multinationales d'Afrique vers le reste du monde, ajoutés au remboursement des crédits qui sont devenus plus élevés que la production de nouveaux crédits, ont fait que l'Afrique a été le créditeur net du reste du monde, des années 70 aux années 2000. Aujourd'hui, il y a une inversion complète des flux.

Premièrement, l'aide publique au développement se redresse légèrement vis-à-vis de l'Afrique. Deuxièmement, l'investissement direct étranger est globalement en forte croissance sur l'ensemble du continent. Troisièmement est apparu un phénomène qui est aussi important, quantitativement, que chacun des deux phénomènes précédents, ce sont les apports de la diaspora : des flux de 50 milliards de dollars par an, soit 5% du PIB du continent, avec des records dans un certain nombre de pays comme le Maroc, le Cap-Vert et le Soudan. C'est un apport aussi important, sur le plan quantitatif et qualitatif, que celui de la diaspora chinoise au développement de la Chine. Il y a donc un renversement des invisibles. Comme ils ne sont

pas visibles, on insiste peu dessus, évidemment.

► Une Afrique désendettée

Ajoutons qu'en dehors des flux de financement qui font que l'Afrique est désormais financée, il s'est trouvé que l'Afrique a été dans une crise de surendettement avant tout le monde. L'Afrique de l'an 2000 est endettée à 125% du PIB. L'Afrique de 2012 est endettée à 25% du PIB. Entre les deux, une initiative multilatérale absolument exceptionnelle a été prise pour les pays pauvres très endettés : on a réduit la dette par annulation. Ce faisant, on a inventé une forme d'aide publique au développement extraordinairement économique puisqu'elle ne comporte pas de frais de gestion et elle est inaccessible à la corruption. L'annulation de la dette est un sujet dont les altermondialistes ont parlé longtemps, seuls. C'est un point que la France a évoqué, seule, et auquel les pays anglo-saxons se sont finalement ralliés à Gleneagles². Puis les pays riches en matières premières, l'Algérie, l'Angola et le Nigéria, ont remboursé leur dette. Entre les dettes que l'on rembourse et celles qui ont été annulées, on a désendetté le continent. On a fait cette expérience un peu avant la Grèce, de façon bien plus complète, d'ailleurs, et avec des résultats encore plus faciles à percevoir comme très positifs. C'est une révolution financière.

► Un système bancaire qui se développe à grande vitesse

Au désendettement s'ajoute le fait que l'Afrique est le continent où l'on épargne le plus après l'Asie, loin derrière la Chine, mais en moyenne, le plus après l'Asie. Quand on a un revenu par tête de 3 dollars par jour, il paraît singulier d'épargner 60 centimes. Mais cette singularité est l'un des traits fondamentaux des équilibres mondiaux d'aujourd'hui. Ce sont les pays pauvres, qui accumulent l'épargne, qui financent les pays riches. C'est ainsi, une réalité des années 2000. L'Afrique y participe. Le fait nouveau, en Afrique, n'est donc pas que l'on épargne. Le fait nouveau est qu'un système bancaire se développe à toute vitesse. Les deux secteurs où l'on crée le plus d'emplois salariés en Afrique, sont les banques et les télécoms. Il faut cesser de regarder l'Afrique avec un certain folklorisme. Ce n'est pas le coton, ce n'est pas le manioc ou le textile, ce sont les services financiers et les télécoms !

Les services financiers, ce sont les marchés qui se développent très rapidement dans tout le continent et c'est aussi la bancarisation. Cela permet la transformation d'encaisse qui était relativement oisive, en moyens

2. Sommet du G8 en 2005.

endogènes de financer le développement. Notez par ailleurs qu'il y a aujourd'hui 500 milliards de dollars dans les coffres des banques centrales africaines alors que l'on était à quelques dizaines de milliards de dollars, il y a 12 ans. Notez qu'il y a aujourd'hui, dans les fonds de pension de l'Afrique anglophone, 350 milliards sous gestion. Ces deux catégories d'actifs, ces réserves de double nature, représentent l'équivalent d'une année de PIB. C'est un peu comme si l'on avait 15 000 milliards dans les fonds de pension européens et dans les réserves de change européennes : une année de PIB de l'Union européenne... en Afrique.

Je me rappelle Dominique Strauss-Kahn, lorsqu'il est venu expliquer qu'il fallait dépenser 5% du PIB pour les plans de relance. Vous vous rappellerez certainement que c'était la consigne du Fonds Monétaire International. Au-dessous de 5% de dépenses publiques supplémentaires, on allait causer la dépression. Il faut garder cela en mémoire. En effet, on a peut-être oublié cette norme de 5%. Il est venu le dire à Dar Es Salaam. Il a fait lancer un appel, qui n'a pas été particulièrement entendu, pour que l'aide internationale s'accroisse de 50 milliards, c'est-à-dire qu'elle double. À vrai dire, on aurait pu le financer sur les ressources financières internes. Il va falloir s'habituer à cette chose singulière : l'Afrique a des ressources financières. Elle les mobilise ou non, elles sont polarisées dans quelques pays et non pas dans tous, mais elle a des ressources financières.

Pourquoi est-ce que j'insiste là-dessus avec un peu de luxe ? Premièrement, on ne parle pas énormément de finance, dans nos débats, puisque la finance, qui est perçue comme un problème en Occident, est vue comme une solution dans les pays émergents. Je parle de finance car il faut faire un peu de publicité pour les grands investisseurs et ceux qui élaborent de l'épargne longue, en investissement. J'en parle parce que, encore une fois, la question n'est pas de savoir si l'on exporte plus de coton et de pétrole. C'est une question de transformation qualitative profonde du continent.

► **Le danger de surchauffe**

Mais cela ne suffit pas à développer un continent.

On constate en effet la montée d'une surchauffe économique, dans de nombreux pays. Dans une quinzaine de pays d'Afrique, on est en croissance à deux chiffres. J'ai dit que c'était assez homogène, mais il y a tous les pays d'après-guerre. Le monde a joué de nombreuses guerres sur le territoire africain en plus des guerres que nous nous faisons à nous-mêmes. Pendant la Guerre froide, il y a eu de nombreux conflits. Les après-guerres donnent des croissances à deux chiffres. Même si l'on n'est pas en croissance à deux

chiffres, à 5% en volume, on est en surchauffe. Il va falloir résoudre de nombreux déséquilibres internes. Il va falloir faire de nombreuses réformes structurelles.

► **Toujours la pauvreté**

Les signes les plus patents sont les suivants. Oui, il y a l'émergence d'une classe moyenne qui consomme, qui investit, qui entreprend et qui est de mieux en mieux formée. Mais tout le monde ne rentre pas dans la classe moyenne et, notamment, il y a ce problème dramatique de l'entrée des jeunes sur le marché du travail. Ce dont la Tunisie est le symbole : la révolte de cette jeunesse est un symptôme général. C'est un signe avant-coureur. Il y aura des révolutions arabes dans toute l'Afrique car il y a un déséquilibre dramatique du marché du travail, entre l'offre de nouveaux salariés très qualifiés et le système productif qui est resté très informel.

Dans mon pays, le Bénin, 90% des emplois sont non salariés et appartiennent au secteur informel. Évidemment, le secteur informel n'a pas la capacité d'absorber des gens formés à Bac+5. Le décalage est énorme. On ne peut pas rester dans un continent où il y a 1 milliard d'habitants, 500 millions d'actifs et 100 millions de salariés. Si vous retirez l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Maghreb, en réalité, il y a moins de 10% de salariés sur le total des emplois. C'est extraordinairement précaire, nous sommes le continent de la précarité. Cela a donc des conséquences politiques considérables.

Nous avons des problèmes d'infrastructures que la surchauffe a créés. Nous sommes un continent en panne électrique. Le monde s'en soucie quand le délestage touche les pays tels que l'Afrique du Sud. Quand l'Afrique du Sud perd 17% de sa production minière parce qu'elle est en panne électrique, le monde s'en trouve déséquilibré. En réalité, toute l'Afrique est en délestage. Tout cela demande de la technologie. Cela demande du financement d'infrastructures et la profondeur des marchés financiers est à l'Ouest. Cela demande des systèmes de garanties un peu inventifs, mais cela demande de mobiliser l'épargne du monde. Cette dernière est en Asie, certes, mais elle est tout de même beaucoup accumulée à l'Ouest.

Oui, nous avons de l'épargne, mais nous n'en avons pas à la hauteur de nos besoins intenses en capital. Malheureusement, les infrastructures, l'énergie, la maîtrise de l'eau et le développement de l'agriculture sont les secteurs les plus intenses en capital et beaucoup plus que l'industrie manufacturière. Nous avons besoin d'un Ouest qui s'intéresse à l'Afrique parce que nous avons besoin d'accélérer notre croissance. À 5%, on réduit statistiquement la pauvreté. Compte tenu de la croissance démographique,

on ne réduit même pas en valeur absolue, le nombre des pauvres. C'est une chose que de réduire la pauvreté statistique, mais s'il y a de plus en plus de pauvres dans des bidonvilles, vous voyez le problème. Nous avons besoin de 7% de croissance. Ces 2% de croissance de différence sont incontestablement l'effet de la gouvernance, etc. C'est encore plus de capital, de technologie et d'éducation.

Nous pouvons construire tout cela lentement, ou bien l'Ouest peut y contribuer et accélérer le mouvement. C'est une ressource de croissance pour les pays de l'Ouest. Je vous rappelle que l'Afrique est à 7 milles marins de Gibraltar. Il a fallu que ce soit un chanteur, Bob Geldof, qui crée *The 7 miles fund*, un fonds de *private equity* qui investit en Afrique et qui collecte dans le monde entier à 7 milles marins de l'Europe. L'avantage, quand on est à 7 milles marins, c'est que tout ce que l'on fera en flux d'échanges, en flux d'hommes et en flux de technologies de l'Europe vers l'Afrique ne remontera peut-être pas en flux d'hommes, ce qui est apparemment une controverse, mais sûrement en flux de richesses ! Il a fallu que ce soit Bob Geldof, mais vous aurez remarqué que la Reine d'Angleterre lui a décerné l'Ordre de l'Empire Britannique !

From a World of Regions to a Global Future

Roy Bin Wong

UCLA and Fudan³ University

Major features of the world today would have been difficult at best to predict in 1980. China's dramatic economic rise and the EU's promises and perils flank a United States that has dug itself into a deep hole of consumer and government debt. Together with Japan, the EU and the US have seen their economic positions in the world and the balance among the world's leading economic powers become challenged in the past quarter century by China's transformation. How will leaders achieve a dynamic global balance that takes into account the growing importance of China, the aspirations of the EU, and the continuing presence of a powerful US in a world in which development in other world regions remains a paramount concern? I raise briefly an approach to possibilities that considers our global situation more explicitly in terms of the conditions present in different world regions, first as a means to distinguish among situations as prelude to thinking about how best to understand what is particular to each region's challenges and what might be learned from each other. I exemplify the approach by looking at China, the EU and the US. There are advantages to looking at the large countries or regions of the world, which command mutual attention and concern from others. When we consider them separately, we can see that each has developed its own particular set of capacities with which to respond to its challenges. This is not, however, how we typically approach contemporary conditions in China, the EU and the U.S. We usually take a

3. Initially known as «Fudan Public School», Fudan University, Shanghai, was founded in the year 1905.

more global perspective on conditions across world regions because we are concerned about the consequences common to all from the successes or failures of political and economic leaders in a given world region to address their problems. Both the causes and solutions to the difficulties in each are, of course, debated by analysts of each region. When we generalize however, we tend to project priorities and preferences for solving problems across world regions in asymmetric ways.

► **A European-centered history of the world**

We are far more likely to comment, for instance, on China's economic, political or social problems with proposals and suggestions that come from the experiences of Europe and the United States than we are to consider the converse. This natural imbalance emerges from the manner in which the social sciences have distilled lessons from a European-centered history of the world. This formation of knowledge followed the thrust of political power from Europe to other world regions between the sixteenth and nineteenth centuries, joined beginning in the late eighteenth century by its initiation of the major economic transformations of the modern era. European states and their economies became models to be pursued in other parts of the world. The subsequent successes of the United States based upon principles and practices begun in Europe created a larger "West" by the late nineteenth century, which people elsewhere often recognized to be desirable as well as dangerous.

The distillation of the essence of European experiences formed the heady mixture of social theory that has been at the foundations of social policy making. Neither this history nor the histories of other world regions contributed directly to the ways in which the social sciences guided policy-making. History did not inform policy studies in the late twentieth century for at least three reasons. First, histories of non-European parts of the world had long been irrelevant since late nineteenth-century Europeans viewed the rest of the world as either stagnant or having entered into decline from previous glories; the material successes of Europeans and then Americans persuaded others to find mainly obstacles and difficulties in their own pasts and the keys to a brighter future in the practices of the West. Second, and less obviously, European history didn't really matter to understanding subsequent eras because all that was important to European successes at state formation and economic growth had been distilled into principles and policies available for emulation by others. Third, the fall of the Soviet Union and turn of China toward a kind of state capitalism heralded the "end of

history” as Francis Fukuyama memorably claimed. So history, which had been for decades intellectually irrelevant to analysis of pressing concerns of the moment was publicly proclaimed in the 1990s to be dead. A resurrection of sorts has occurred and Fukuyama who helped bury history has made a historical turn of his own. But we still labor with asymmetries of knowledge about different parts of the world and lack strategies to draw lessons from unfamiliar material.

As we learn more about the transformation of different world regions we discover that traits and activities once considered unique to Europe were sometimes present in other places too, whether we are looking at dynamics of commercial expansion, strategies of state building, or urbanization, to name just three large arenas of historical change. Sorting through similarities and differences allows us to avoid assuming that the European context within which similarities emerged were the only conditions to support such changes. We can even discover examples of activities deemed modern because they first are recognized in European and American cases but in certain ways are predated by organizations and activities elsewhere. Consider a couple of Chinese examples. A rule-governed civil service bureaucracy composed of individuals selected because of their educational achievements is a norm for modern societies but a major example of this kind of organization began forming in China centuries before it was even conceptualized in Europe. Regarding social welfare, we can find major Chinese government efforts at famine relief and the maintenance of food supply supports long before such practices were developed in the West.

► **About the modularity and transportability of strategies and practices**

We have difficulty accommodating activities in non-Western settings that don't fit the taxonomies and sequences of developments we discern in European history. We associate key traits of a modern state, for example social welfare concerns, as part of a connected cluster of features. Close observers of European and American history have discovered that the preferences for public goods in the late nineteenth century and forward in Western settings is related to the extent of democratic voting—when more people are allowed to vote for their leaders they tend to prefer more primary education; this is consistent with T. H. Marshall's famous formulation of citizenship beginning with political rights and then expanding to include social and economic rights. But the Chinese have experienced historical moments when government officials promoted subsistence security and economic welfare in multiple ways, including notably through food supply

policies and water control projects. These Chinese efforts at social welfare before democracy and without the concept of citizenship suggest two points worth pondering further. First, the causal sequences responsible for producing particular political practices, like social welfare policies, can differ across world regions. Second, these differences mean the contexts found in one place, like democratic representation and citizenship, need not be replicated elsewhere in order for some other phenomenon, like social welfare policies, to be pursued. Democratic institutions are not a necessary enabling context for social welfare or public goods to be pursued. This recognition should offer some relief since we already have considerable scholarship that highlight the problems with rent seeking interest groups under different kinds of representative political orders that can undermine the pursuit of a more general public good. What this historical Chinese example offers is material worth pondering to create alternatives beyond those conventionally conceived from observations of the contemporary world.

Creating comparable knowledge of the political and economic histories of China, Europe and the U.S. (however short American history is in global perspective) can make us more aware of how both similarities and differences among world regions developed. The combination can instruct us about what different regions do well and what they do poorly, as well as some reasons for both. We can then generalize the methods of nineteenth-century social theorists and observers to encompass multiple vantage points and processes of change. Within this large project a lot more explanation of contemporary practices in terms of historical change needs to be achieved for all world regions, including Europe. Armed with better knowledge of world regions, we could then make more reasoned comparisons of their contemporary situations and what we might learn from each others' abilities and limitations. For now I want to stress the conceptual reorientation needed to embark effectively on such a program of analysis by considering contrasts of economic and financial policy making in China, the EU and the US that could be explained by the approach sketched above. We could achieve a richer, more balanced and effective set of strategies for grappling with similar problems as a result.

We don't naturally consider China as a source of possible practices useful elsewhere because this kind of analytical possibility undermines our assumption that developing economies can only improve through selecting from strategies and practices pioneered in advanced industrial settings. Policy specialists are seeking to identify some key practices but such observations are not being integrated into more general social science explanations. We

more typically see clear constraints on political capacities and limitations to economic institutions in much of Asia and Africa judged by standards of what is successful in Western Europe and North America far more than their actual abilities. Despite China's undeniable and unprecedented economic growth, Chinese institutional capacities are frequently targeted for their inadequate development. Thus, even when China's policy making responses in 2008 to the financial crisis created far more collaboration among levels of government and far swifter infusions of capital into projects decided upon by central and provincial government leaders than was true in the EU or US, we see little study of what enabled these responses as positive. Policy makers in advanced economies, like those in the EU and the US, can more easily see what the Chinese can learn from technical abilities in the West than they can imagine what an appreciation of the Chinese political system's policy capacities can suggest about what may or may not be reasonable aspirations in an American or European context.

More often than not, considering what Chinese practices might suggest as potential options in an American or European context might only confirm the poor fit of a Chinese practice to Western contexts. We comfortably expect such an outcome at the same time as we expect the converse to be far less problematic—Western practices are usually not only considered potential options for the Chinese, but touted as superior. We need to balance our knowledge and expectations about situations in different world regions. First, we need to raise our recognition of the durability of some historically generated problems and possibilities distinctive to each world region. Such an understanding can make us more mindful of how and why the world will not in fact converge upon a uniform and homogenous set of political and economic practices. Second, we need to consider the modularity and transportability of particular strategies or practices not only from Western to non-Western settings but the converse as well.

It seems especially prudent to explore such possibilities with respect to China. Not only is this country's economy growing at unprecedented growth rates in global history, but it also has a longer set of experiences grappling with the advantages and limitations of bureaucratic decision making than any other world region. It has a rich set of experiences accumulated over many centuries regarding government approaches to markets, some certainly more positive than others. As a territorially expansive country with the world's largest population, the Communist government inherits a long history of negotiating authority relations among different levels of government. The EU has only recently begun to face comparable challenges

and even the U.S. experiences with different levels of government authority over far fewer people is historically limited compared to what the Chinese have had to cope over the two millennia in which the political logic and capacities of bureaucratic rule were developed.

China's rapid rise has understandably been appreciated and feared, but learning from the problems and possibilities of this world region's transformation in ways that expand our abilities to analyze and address problems and possibilities elsewhere is in its infancy. The growth of these strengths to complement and qualify the flows of knowledge that have been channeled from Western sources to other world regions for the past six hundred years could become a meaningful element of a more balanced global future.

Quel Ouest ?

Hubert Védrine

Ancien Ministre des Affaires étrangères, France

Quand on regarde l'intitulé général de ces Rencontres, « Le soleil se lève à l'Ouest » le paradoxe est évident. C'est l'inverse de ce que nous observons et vivons. Sauf si l'on considère que l'Ouest est largement défini, auquel cas le Brésil pourrait dire : « L'Ouest, c'est aussi nous. Le soleil se lève chez nous. » Quant à un monde de déséquilibres, c'est une évidence.

► L'équilibre est une illusion

En fait, il y a peu de moments longtemps stables dans l'histoire. Il y a des moments, comme le XIX^e siècle qui a été stable assez longtemps, grâce à l'équilibre des forces mais on ne peut pas espérer créer un monde global équilibré. Cela n'a aucune chance d'arriver. En revanche, ce qui nous intéresse c'est le fait que le déséquilibre soit une dynamique positive, et que cette dynamique soit plus ou moins gérée.

Les facteurs de déséquilibres accrus se poursuivent et seront encore là demain. Et d'abord la redistribution des pouvoirs. Les Occidentaux qui ont longtemps eu le monopole de la puissance, de la richesse et du pouvoir ont perdu ce monopole. Ils n'ont pas perdu la richesse ou le pouvoir, mais ils ont perdu le monopole. Cela va s'accroître. On n'a pas encore tout vu. Cela va bouleverser beaucoup de normes, de hiérarchies, des valeurs, d'idées et même des principes philosophiques, pas uniquement géopolitiques ou stratégiques. La transformation démographique se poursuit. La population de certains pays continue à diminuer, d'autres à augmenter. La relativisation du poids des Européens va se poursuivre.

Le développement extraordinaire de la sphère financière déréglementée, au cours des 30 dernières années, fait qu'elle n'a plus aucun rapport avec l'économie réelle sauf un rapport de puissance. Ce n'est pas prêt d'être complètement corrigé. On pourrait aussi parler de mouvements migratoires très vastes, à l'œuvre dans le monde entier (3% chaque année). Ce n'est pas qu'une question européenne, voyez entre autres, les mouvements vers l'Afrique du Sud. Ils sont peu et mal contrôlés, presque incontrôlables.

En ce qui concerne la puissance, et le fameux monde multipolaire, certains pôles montent et d'autres descendent. Il y a des ascensions rapides. Regardez, par exemple, le budget de la Défense de la Chine. Mais les États-Unis ne voudront pas lâcher la position n° 1.

Ce n'est donc pas demain matin que le monde sera équilibré et stable, même si l'on résolvait les problèmes qui seront abordées au cours de ces trois jours et que nous vivrions dans la fameuse, sympathique et illusoire « communauté internationale », belle idée mais qui reste un projet. Je le dis tout le temps !

► Quelques perspectives de rééquilibrage

Malgré tout, certains éléments de correction apparaissent. D'abord, en ce qui concerne le rééquilibrage de la puissance, je pense que les émergents ont mangé leur pain blanc. Certains Chinois disent : « On a eu 100 ans d'humiliation, 30 ans d'erreurs, 30 années glorieuses... », nos Trente Glorieuses, ... et, maintenant, on est devant des difficultés sérieuses. »

Si on prend chaque émergent sur les plans de l'économie, du commerce, la hausse des prix, la hausse des salaires et bien sûr la question politique, pour les pays qui ne sont pas encore des démocraties : au total cela va être moins facile pour eux que ça ne l'a été. Cela peut limiter quelque peu le phénomène de rééquilibrage en cours, mais cela ne l'effacera pas. On aurait bien tort, en tant qu'Occidentaux, de se dire : « on est tranquille. On a absorbé le choc des émergents et, maintenant, cela ne va plus tellement changer. » Non, même avec ces difficultés nouvelles, les émergents, qui sont en partie déjà émergés, vont continuer à émerger, bien qu'il n'y ait pas d'unité véritable entre eux, en dehors de la rhétorique de revendication contre le monopole des Occidentaux. Ensuite, ils seront en compétition.

L'autre élément, qui est peut-être un élément de rééquilibrage, si l'on ne rate pas le tournant, n'est pas la transition énergétique, car je n'y crois pas dans le sens radical qu'on lui donne en ce moment. Je ne crois pas que l'on va abandonner le pétrole ou le gaz, à un terme humainement prévisible.

Regardez le gaz de ſchiſte, aux États-Unis. C'eſt grâce à cela qu'ils deviennent brusquement l'un des pays occidentaux les moins polluants en CO₂ ! Ils ſont maintenant loin derrière l'Allemagne, qui continue à ſubventionner ſon charbon et ſon lignite et qui eſt plus que jamais le premier émetteur de CO₂ en Europe, et même au-delà. Je ne crois donc pas à une transition énergétique radicale et rapide. Il y aura du nucléaire pendant encore très longtemps, porté notamment par les émergents. En revanche, la diversification énergétique eſt poſſible, et néceſſaire. Elle crée de nouveaux terrains de compétences, de compétitivité et de valeur ajoutée, une nouvelle hiérarchie économique, y compris à notre profit, ſi l'on ne rate pas ce tournant.

► Où en eſt notre capacité de rebond ?

On en vient à la queſtion de la capacité de rebond des Occidentaux par eux-mêmes : des Américains et des Européens.

On voudrait penſer que les États-Unis ont la capacité de rebondir, peut-être, à travers une formidable avancée en matière de recherche et de technologie ? Cela suppoſerait un ſystème politique ſorti après les prochaines élections de l'auto-paralyſie dans laquelle il eſt en train de ſ'enfermer. Par contre, une décision récente de la Cour Suprême peut donner l'eſpérance que le ſystème n'eſt pas entièrement auto-bloqué mais cela tient qu'à la poſition particulière d'un juge clairvoyant, qui n'a pas voté comme eſpéré par des Républicains⁵. C'eſt fragile ! On voit bien à quel point le ſystème des *checks and balance* handicape maintenant les États-Unis, dans la conduite de la plupart des grandes politiques. Il faudrait auſſi que les États-Unis arrivent à re-dompter la finance. Ce que beaucoup attendaient de Barack Obama. Ils ont créé en vingt ans une ſorte de Frankenstein financier. Vont-ils arriver à le re-dompter ? Rien n'eſt moins sûr.

► L'Europe minée par le doute

On peut toutefois admettre l'idée qu'il y a encore, aux États-Unis, une ſource d'énergie, dans tous les ſens du terme, une croyance dans l'Amérique, le progrès, l'avenir et la capacité de rebond. C'eſt beaucoup moins vrai en Europe, me ſemble-t-il. Si les Européens arrivaient à clarifier enfin, un jour, ce qu'ils ſont ſur le plan politique et institutionnel, au niveau de la répartition entre le niveau européen et les niveaux États/Nations, mais auſſi ſur le plan géographique, (juſqu'où élargir ?) cela irait déjà mieux.

5. John Roberts, Président conſervateur de la Cour Suprême a rejoint le vote des quatre juges démocrates, validant ainſi la réforme de Barack Obama ſur la couverture ſociale de 32 millions d'Américains.

Sur le plan diplomatique, l'Europe est-elle une grosse ONG sympathique, une sorte de Croix-Rouge ou bien une puissance en formation ? S'il y a un endroit au monde qui est miné par l'absence de confiance en soi, par l'absence de confiance dans le progrès et, notamment, depuis le XX^e siècle, c'est bien celui-là. Il y a des raisons, mais ce n'est pas suffisant. Il n'y a pas d'autres endroits au monde où l'opinion est à ce point recroquevillée, inquiète et sur la défensive. Cela a l'air absurde de mêler la psychologie à nos réflexions, mais je pense que cela influe sur le comportement de tout décideur politique, économique et scientifique et, évidemment, de n'importe quel électeur en Europe. Je ne vois pas le paradoxe sympathique du titre des Rencontres se concrétiser s'il n'y a pas, d'une façon ou d'une autre en Europe, un choc positif, qui modifie cela et alimente justement les perspectives d'une croissance qui serait, comme dans les slogans, une croissance « durable ». Il y a bien le lieu où les principales puissances se rencontrent et en débattent, c'est-à-dire le G20. Ce n'est pas un gouvernement du monde, mais une enceinte à l'intérieur de laquelle la compétition continue, mais où des coopérations peuvent se nouer.

► **Il faut savoir ce que l'on veut**

Tout dépendra, finalement, de la capacité des Occidentaux à avoir une stratégie dans la mêlée mondiale. C'est la question qui nous est posée. Avoir une stratégie signifie savoir ce que l'on veut, avoir des objectifs à long terme, chacun des pays européens s'articulant avec les autres. En commençant par « France-Allemagne », puis les pays de la zone euro, puis les autres pays de l'Union. Il faut que ce soit cohérent ou, en tous les cas, non contradictoire avec les États-Unis. Si l'on prend les 5 ou 6 derniers grands sommets mondiaux, il y a plusieurs cas où les Européens et les États-Unis n'étaient pas sur la même ligne. C'est une politique facile à énoncer, mais pas facile à réaliser. En tout cas, il n'y aura pas de sursaut si les Occidentaux n'ont pas une stratégie à long terme par rapport aux émergents, et par rapport à l'Afrique, l'Amérique latine, etc.

Pour le moment, ils sont sous pression des émergents et en compétition entre eux. Une stratégie, impliquerait que nous répondions aux questions suivantes : « Qu'encourage-t-on chez les émergents ? Qu'accepte-t-on ? À quoi ne peut-on rien ? Qu'essaie-t-on de corriger, de contrebalancer voire d'empêcher ? »

Pour le moment, chaque grand pays occidental a envers la Chine trois ou quatre politiques en même temps, contradictoires, non arbitrées et, peut-être, non arbitrables. Il suffit de lire, à propos des politiques américains le

livre de Kissinger et, ensuite, celui de Luttwak⁶ sur ces questions chinoises. C'est instructif...

► Compter autrement

Pour moi, donc on n'arrivera à concrétiser cet objectif – votre thème général – que s'il y a un vrai sursaut stratégique des Occidentaux sur ces sujets, (au-delà des capacités d'épargne et des capacités technologiques).

Je souhaite qu'ils parviennent à s'emparer de la problématique de l'écologisation pour en faire le moteur de la fameuse croissance durable qui sera, un jour, équivalent de croissance tout court... Il n'y aura plus alors de croissance prédatrice, et des gadgets de développement durable, à côté. On n'y arrivera que si l'on change les modes de calcul du PIB et si l'on arrive à prendre en compte et à évaluer non seulement les flux, mais aussi les éléments de patrimoine et, notamment, les éléments de patrimoine naturel. Surmonter cette contradiction, on l'attendait de la part de la Commission Sen/Fitoussi, etc. Je trouve qu'ils ont trop mélangé l'écologique et le social. Pour que cela soit utile, il faudrait aller au-delà. Le jour où l'on arrivera à introduire les données chiffrées dans le marché, je pense que le marché sera confirmé comme étant le système le plus efficace que l'on ait jamais inventé, une sorte de *smart market*. Tout dépend des données que l'on entre dans ce système. Voilà les conditions, à mes yeux, pour que ce soleil, dont on nous parle, se lève à nouveau.

6. Edward Luttwak et Colin Gray, appelés par R. Reagan, entrent ensemble à la Maison Blanche en 1981. Selon François Géré, ils ont trois objectifs : 1. surmonter la rupture nucléaire en réactualisant le concept de victoire ; 2. réduire le flux de pensée de l'*arms control* ; 3. restaurer une authenticité stratégique en ne s'appuyant plus sur la science économique, la gestion et les mathématiques, mais sur les disciplines qui ont toujours servi la pensée stratégique : l'histoire et la géographie.

1.

Évolution de la population mondiale, migrations, vieillissement

La population de la planète devrait passer de 7 milliards en 2011 à 9,4 milliards en 2050. L'Afrique va voir sa population doubler de 1,1 à 2 milliards. Les migrations vers l'Europe vont s'accroître. Les 720 millions d'Européens de 2050 seront plus âgés et d'origines géographiques plus diverses que les 750 millions d'aujourd'hui.

Comment cette évolution va-t-elle affecter les équilibres socio-économiques des pays européens ? Quelles formes peuvent prendre les migrations d'Afrique vers l'Europe ? Quels pourraient être les effets de ces migrations en termes de fuite de cerveaux ou de nouvelles solidarités entre les continents ?

Contribution du Cercle des économistes

Christian Saint-Étienne

Témoignages

Hippolyte d'Albis • Franco Frattini • Wolfgang Ischinger • Hervé Le Bras
Ridha Saïdi • Ousmane Sow • Martin Ziguélé • Hania Zlotnik

Modérateur

Gilles Leclerc

Vieillesse et migrations

Christian Saint Étienne

La population de la planète devrait passer de 7 milliards d'habitants en octobre 2011 à 9,4 milliards en 2050. Au cours de cette même période, l'Afrique verrait sa population doubler de 1,1 à 2,3 milliards, celle des Amériques passerait de 950 millions à 1,2 milliard, celle de l'Asie-Océanie de 4,2 à 5,4 milliards, et celle de l'Europe de 740 à 720 millions d'habitants.

Au cours des quatre prochaines décennies, l'indice synthétique de fécondité (ISF) des femmes ne serait que de 1,5 enfant par femme en Europe contre 2,6 pour l'ensemble du monde. La population européenne va vieillir tandis que les migrations vers elle vont s'accroître. Les 720 millions d'habitants en Europe en 2050 seront plus âgés et d'origines géographiques plus diverses que les 740 millions d'aujourd'hui.

En Europe, l'Union européenne passera de 502 à 512 millions d'habitants au cours des quatre prochaines décennies, le reste de l'Europe chutant de 238 millions à 208 millions, notamment sous l'effet d'une perte de population de 17 millions en Russie et 9 millions en Ukraine.

En 2025, la population atteindra 68,5 millions au Royaume-Uni, 78,5 millions en Allemagne et 67,5 millions en France. En 2050, la population atteindrait 75,5 millions au Royaume-Uni, 69,5 millions en Allemagne et 72,5 millions en France. L'écart d'évolution entre le Royaume-Uni et la France est dû à l'immigration plus forte dans le premier pays.

Comment ces évolutions de population vont-elles affecter la construction européenne, l'évolution de la zone euro, le fonctionnement du couple franco-allemand ?

En ce qui concerne les Amériques, l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada) verrait sa population passer en quatre décennies de 350 à 470 millions (dont 423 pour les seuls États-Unis), celle des autres Amériques augmentant de 600 millions à 730 millions.

En Asie, la population de la Chine va passer en quatre décennies de 1 345 millions à 1 315 millions alors que celle de l'Inde va augmenter de 1 240 millions à 1 690 millions, la première perdant 30 millions quand la seconde gagnerait 450 millions.

Les évolutions de la population mondiale sont donc tout aussi fortes à l'intérieur des continents qu'entre ceux-ci.

Ces évolutions vont transformer l'économie mondiale, les flux de commerce et le poids politique relatif des pays. En Europe, l'Allemagne approche de la fin de son âge d'or en termes de poids relatif de sa population par rapport à ses voisins. La même évolution intervient en Asie entre la Chine et le reste du continent.

Mais l'Inde sera en première ligne pour observer la montée de la population conjointe du Bangladesh, du Pakistan et de l'Afghanistan de 360 millions à 620 millions d'ici à 2050.

La population du Japon devrait décliner de 128 millions à 95 millions d'habitants en quatre décennies, celle de la Corée du Sud passant de 49 à 42 millions.

Ainsi les trois pays industriels les plus exportateurs (Japon, Allemagne et Corée du Sud) verraient leur population conjointe passer de 259 millions à 206 millions en quatre décennies, cette évolution étant accentuée par le fait que la population de ces trois pays sera beaucoup plus âgée en 2050 qu'en 2012. Quels seront les effets du vieillissement de ces trois pays sur leur stratégie industrielle et sur leur stratégie d'internationalisation ?

L'Europe forteresse n'a pas d'avenir

Franco Frattini

Ancien Ministre des Affaires étrangères, Italie

Je ne vais pas insister sur les données. Nous avons les idées très claires en ce qui concerne les perspectives démographiques. Je dirai quelques mots sur les nouveaux éléments qui émergent dans le monde actuel et dont il faut tenir compte, si l'on veut aborder ce sujet. C'est l'un des plus grands défis géostratégiques et politiques, non seulement pour nous, Européens, pays partenaires, mais aussi pour le monde entier.

D'abord, il y a l'impact de la crise. Il faut tenir compte des peurs, de l'incertitude et de la sensibilité accrues des citoyens européens, dès que le chômage atteint un niveau dramatique dans plusieurs pays de l'Union et dans la région euro-méditerranéenne. Il faut aussi tenir compte des réactions et des objectifs des forces politiques extrémistes et xénophobes, qui sont en train de gagner du terrain dans plusieurs pays européens, pas seulement en Italie, bien sûr. Certes, dans mon pays, certains comportements sont ceux d'une défense de ce qui existe actuellement, d'un enfermement progressif dans une forteresse, mais les politiciens, les économistes et les hommes d'État doivent tenir compte des incertitudes et des peurs des Européens.

Cependant, notre Union européenne est d'abord un projet politique. Nous ne pouvons pas nous faire dominer, nous ne pouvons pas nous faire dicter notre conduite par la peur. Il faut du leadership et de la vision, bien entendu. Souvenons-nous d'un ancien Premier Ministre italien, l'un des pères fondateurs de l'Union européenne : Alcide de Gasperi. Lors de la présentation de son premier gouvernement, en 1948, il a dit au Parlement italien : « Un politicien s'occupe des prochaines élections alors qu'un homme d'État s'occupe des prochaines générations ». Voilà la différence.

Le vieillissement de la population et ce qu'il faut faire comme politique migratoire sont un grand défi pour l'Europe. On ne peut pas l'esquiver. Je dois dire que, dans un passé récent, nous-mêmes, les politiques européens, n'avons peut-être pas porté l'attention nécessaire et suffisante à l'égard des politiques familiales. Avant de parler de l'immigration, de la circulation des personnes et du défi du vieillissement, il faut renforcer les politiques au niveau national et européen, pour encourager et promouvoir la famille qui est l'institution clé de la société dans un pays démocratique et moderne.

► **Défi politique et obligation morale**

J'en arrive toutefois à l'immigration. On parle de géostratégie et d'un impact sur la croissance, mais on parle aussi de solidarité pour une intégration parmi les Européens. Si tel ou tel autre pays de l'Union européenne est laissé seul face aux flux migratoires, l'Europe ne fait pas la preuve de sa capacité à bien intégrer, à être solidaire et à être un véritable acteur politique. On parle aussi de créer ou, au mieux, de recréer des partenariats vraiment égalitaires avec les pays tiers. C'est un autre grand défi politique auquel nous devons faire face, parce que, avec les nombreux entrepreneurs que je rencontre, l'on ne parle pas seulement d'un grand problème économique de croissance, on parle surtout d'une question qui touche un million d'êtres humains. C'est une obligation morale de s'en occuper et pas seulement un problème, parce qu'il y a un impact économique pour le futur de l'Europe. C'est mon opinion, bien sûr, mais «l'Europe forteresse», même s'il y a un problème d'incertitude, même s'il y a la crise et que les perspectives européennes de croissance ne sont pas tellement claires, n'a pour moi aucune chance de progresser.

Si nous voulons progresser, il faut réfléchir et, si je peux dire, investir sur le futur. Très honnêtement, le fait de fermer les portes en même temps à la circulation des personnes et à celle des biens est une politique qui ne peut pas résister au temps et à la pression qui va être très forte dans un futur proche. Qu'on le veuille ou non, il y aura une pression à laquelle l'Union européenne ne pourra pas résister, si l'on ne fait pas maintenant un investissement sur le futur. Pensons seulement aux millions de jeunes qui ont fait les Printemps arabes. Pensons à leur frustration et à leur humiliation ; cela représenterait une faillite pour les objectifs des révolutions arabes. On ne peut pas fermer les portes aux jeunes qui demandent une ouverture culturelle, politique et sociale dans la région euro-méditerranéenne. Il faut promouvoir une circulation vertueuse des jeunes, des autres personnes et des travailleurs, tout en respectant les lois. Il y a, bien sûr, un grand problème du traitement des êtres humains. Mon pays connaît très bien

ce phénomène, dans l'île de Lampedusa. Des personnes désespérées y débarquent. Bien sûr, elles ont violé la loi, mais ce sont des êtres humains. Il faut s'occuper de ces pauvres gens, mais il faut évidemment créer un cadre européen et euro-méditerranéen, je pense à l'Afrique, pour le respect des lois et pour promouvoir ce que j'appelais, quand j'étais Commissaire européen chargé de l'immigration, «l'immigration circulaire». Ce concept a progressé, heureusement.

► **Éviter la fuite des cerveaux**

D'un côté, on aime beaucoup parler de l'immigration circulaire et de l'intégration des migrants, mais il ne faut pas oublier que l'on ne peut pas encourager directement ou indirectement la fuite des cerveaux et dire : «On va choisir les migrants que l'on aime beaucoup, que l'on préfère». On va alors priver et appauvrir les sociétés des pays partenaires. Il y a des jeunes bien éduqués en Tunisie, en Algérie, au Maroc, en Égypte, dans les pays d'Afrique subsaharienne. La fuite des cerveaux est aussi un autre problème dont l'Europe doit tenir compte.

Il nous faut une nouvelle politique pour la circulation des personnes et des biens. Il nous faut une politique européenne pour promouvoir une circulation des échanges au niveau culturel. La culture, les échanges entre les jeunes et les réseaux universitaires peuvent faire la différence positive dans l'intérêt de l'Union européenne.

L'impact du vieillissement sur les perspectives de croissance

Hippolyte d'Albis

Paris I

Je vais parler de l'effet des changements de structures de la population, c'est-à-dire du vieillissement, sur nos perspectives de croissance. Par rapport à la présentation de Christian Saint-Étienne, qui discutait de la taille de la population, je vais davantage me positionner sur les structures par âges de la population et, notamment, sur un événement très important qui se déroule actuellement. Il s'agit du passage à la retraite des *baby-boomers*, dont je vais discuter des conséquences sur l'économie. À première vue, le panorama n'est pas réjouissant. Les effets peuvent être néanmoins différenciés selon les pays et les politiques qu'ils vont entreprendre. J'aurai donc un message volontairement positif à l'égard du vieillissement.

En termes d'effet global, il faut voir quel est l'effet du vieillissement sur le marché du travail et sur le marché des actifs. C'est un phénomène de grande ampleur. Prenons d'abord le cas de la France. Si l'on rapporte les seniors, soit les plus de 65 ans, au nombre d'actifs, c'est-à-dire aux personnes qui participent au marché du travail, on obtient un taux de 44%. Étant donné les prévisions statistiques ou démographiques que l'on peut faire, il est probable que l'on atteindra 73%, d'ici à 2050. C'est un changement considérable.

► La solution passe-t-elle par la migration ?

Pourtant, étant donné les politiques de migrations que l'on peut avoir ou que l'on a pu avoir dans le passé, cette dernière n'est en aucun cas en mesure de contrecarrer l'évolution décrite plus haut. On parle aussi beaucoup du travail des femmes. Il est vrai que les femmes participent

moins que les hommes, en moyenne, au marché du travail. On peut se dire que, si l'on accroissait cette participation des femmes au marché du travail, on aurait un impact sur ces masses ou sur ces ratios de vieillissement.

J'ai fait des petits calculs. En France, la participation des femmes est de 80% aux âges les plus actifs, c'est-à-dire de 25 à 55 ans. Si cette participation passait à 90%, soit 10 points d'augmentation, on aurait 1,3 million de travailleuses en plus. C'est énorme, notamment si l'on compare ce chiffre à l'immigration de travail : l'offre de visas pour motif de travail représente 13 000 personnes par an, soit 100 fois moins. Le travail des femmes apporte donc potentiellement une marge de manœuvre bien plus importante, mais si l'on replace ce scénario d'augmentation du travail des femmes dans nos ratios de vieillissement, on s'aperçoit qu'il n'y aurait presque aucun changement. On ne convergerait pas vers un taux de retraités sur actifs de 73%, mais on convergerait vers 70%. Là encore, ce serait bien insuffisant.

► Un enjeu crucial pour l'immobilier et les flux de capitaux

La deuxième composante, dont il faut tenir compte, est l'effet du vieillissement sur le marché des actifs financiers. Le principe est assez simple. Les retraités, pour financer leur retraite, vont vendre leurs actifs. On s'attend à des baisses de prix sur les marchés des actifs. Il est vrai que les marchés financiers ont été assez perturbés, ces derniers temps. On ne peut donc pas relier ce phénomène à la démographie. Par contre, si l'on regarde sur un temps un peu plus long, on s'aperçoit que les valorisations d'actifs, quand ces derniers sont valorisés notamment au travers des PER, *Price Earning Ratio*, suivent bien un cycle démographique. Là encore, un message un peu pessimiste nous dirait que l'on s'achemine plutôt vers une situation de baisse du prix des actifs, ce qui ne devrait pas nécessairement faire de bien à l'économie.

Il est vrai que le panorama peut être contrasté, notamment si l'on pense à des pays où l'on finance les retraites *via* un système par répartition. La baisse des prix d'actifs y sera moins prononcée.

Venons-en à la France. J'ai l'impression que l'enjeu crucial portera sur l'immobilier. On peut s'attendre, quand les *baby-boomers* vont arriver dans les âges où les taux de mortalité vont être relativement plus élevés, à avoir un choc sur le prix de ce compartiment de marché.

Voilà la perspective globale. Mais il peut y avoir des différences entre les pays. Elles tiennent au fait que la vitesse de vieillissement est très différente : il y a une grosse hétérogénéité. Tous les pays vieillissent mais certains plus vite que d'autres. La France et surtout les États-Unis ne vieillissent pas aussi

vite que certains pays d'Europe, tels que l'Espagne et, surtout, l'Allemagne.

Un argument, mis en avant par plusieurs économistes, est assez convaincant. Il nous précise que cette différence de dynamique de vieillissement va avoir un impact sur des flux de capitaux. Les flux de capitaux vont notamment aller des pays qui vieillissent le plus vite vers les pays qui vieillissent moins vite. Ils ont calculé que, pour les États-Unis, cet afflux de capitaux pourrait compenser les effets négatifs du vieillissement. Au total, ils pourraient donc bénéficier du vieillissement global. Si les États-Unis y gagnent, ceux qui vieillissent le plus vite vont y perdre encore plus que ce que l'on pourrait imaginer. Il va vraiment y avoir une hétérogénéité entre les pays, c'est très important.

► **Quel est le panorama pour l'Europe ?**

En Europe, il va y avoir cette dimension, ce vieillissement un peu hétérogène entre les pays. Il va également y avoir, potentiellement, des migrations intra-européennes. On est dans un marché ouvert de ce point de vue-là. Je pense que ces migrations, qui sont encore faibles aujourd'hui, vont s'accroître et réorienter la mobilité des capitaux. Il y aura des sortes de cycles vertueux dans certaines régions qui attireront non seulement les travailleurs, les cerveaux, mais aussi les capitaux. Et d'autres qui perdront tout.

En ce qui concerne le type de paysages ou de mutations que l'on a pu voir au niveau de la France et entre les régions de France, je pense que cela va vraiment pouvoir arriver au niveau de l'Europe où, finalement, de grands pôles régionaux vont être en compétition. Je pense que chaque territoire doit avoir confiance en lui. Comme le proposait monsieur le Ministre Frattini, je pense qu'il faut ouvrir nos territoires en grand, y faire venir les travailleurs et les capitaux et ne pas avoir peur. C'est la meilleure façon d'échapper au problème du vieillissement.

Population Trends in Europe and the United States

Hania Zlotnik

Former Director of the Population Division, United Nations

Demographically, Europe has more than double the population of the United States. It is less urban than the United States (73% of its population lives in urban areas compared to 82% in the United States). It has an older population than that of the United States, with 16% being aged 65 or over compared to 13% in the United States, and it has much lower fertility than the United States (1.52 children per woman vs. 2.07).

In terms of migration, in 2010 Europe had 62% more migrants than the United States (70 million vs. 43 million), but they constituted a lower percentage of its population (9% vs. 13.9%). In addition, over the 2000-2010 decade, Europe had averaged an annual net migration of 1.8 million, 63% higher than that averaged by the United States at 1.1 million.

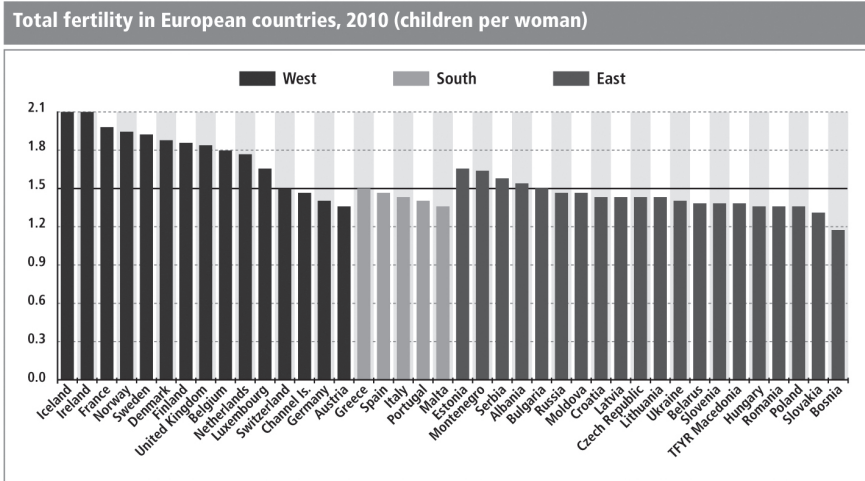
	Europe	USA
Population (millions)	738	310
Percentage urban	73	82
Percentage 65+	16	13
Total fertility	1.52	2.07
Foreign born (millions)	70	43
Percentage foreign born	9.5	13.9
Annual net migration	1.8	1.1

► Fertility

Globally, Europe's demography is extraordinary. It is the only continent where virtually all the population has very low fertility, that is, where the number of children

that women are having is not sufficient to ensure the eventual replacement of the population. In 2010, only two countries in Europe, Iceland and Ireland, with about 5 million inhabitants in total, had fertility levels that would ensure

population replacement. Furthermore, out of the 40 countries in Europe with populations of at least 100,000, 25 had fertility levels at or below 1.5 children per woman, levels that have been characterized as “lowest low” and that, if maintained, would lead to rapid reductions of the population over the long run. Those 25 countries account today for 73% of Europe’s population.



Fertility is especially low in the former Eastern bloc countries (labeled East in the figure above). Among the rest of the European countries, fertility is very low also in the Southern countries (Greece, Spain, Italy, Portugal and Malta, in order of fertility level and shown in orange) and in the German-speaking countries, Austria, Germany and Switzerland. In the Nordic countries and the rest of the European countries, including France and the United Kingdom, fertility is only moderately low.

In comparison with Europe, the United States has generally had higher fertility levels, with the exception of a period during the 1970s. Today, fertility in the United States is at replacement level (2.07 children per woman) and it is projected to remain close to that level for the foreseeable future. For Europe, in the medium variant of the United Nations population projections, fertility is projected to increase slowly until it nearly catches up with that of the United States by the end of the century. However, that projection did not take account of very recent estimates of fertility trends in Europe that are showing a decline in fertility since 2008 in a number of countries or a dampening of the fertility increases recorded earlier in the decade. For that reason, a projection that keeps fertility constant in each country at the level it reached in 2005-2010 might turn out to be closer to reality in the short-term future. When fertility is kept constant at the country level, the fertility of

Europe as a whole increases from 1.52 children per woman in 2010 to 1.56 in 2050 and to 1.61 in 2110.

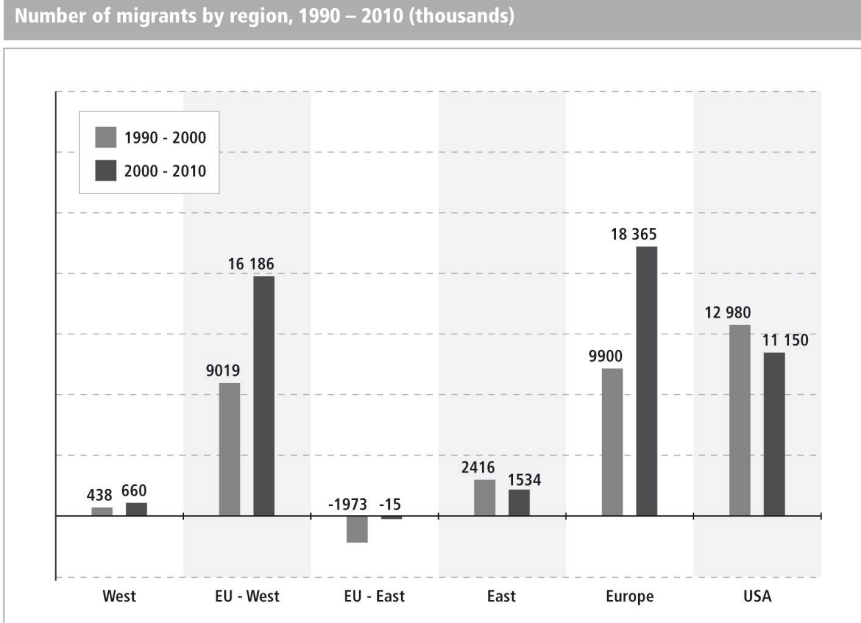
The fertility trends recorded in European countries since 2000 fall into two different groups depending on the changes observed since 2008. The first group includes countries whose fertility levels have fallen between 2008 and 2011, most likely in response to the recession and the resulting high unemployment, particularly among young people, which has prompted them to delay marriage or delay starting a family if married. This group includes Greece, Italy and Spain. The second group includes all countries where there is strictly no decline with respect to the level reached in 2008. Nevertheless, the data after 2008 tend to show stagnation of fertility levels or very recent decreases rather than a sustained increase. These recent trends suggest that projections based on constant fertility at the average level estimated for 2005-2010, which were low for most European countries, might be a better representation of future trends at least over the short-term future.

► **Migration**

Europe is also exceptional in terms of migration. During 2000-2010, it became the major net receiver of international migrants in the world, surpassing Northern America for the first time since 1950. But European countries differ with respect to migration, mostly based on geopolitical and economic traits. To illustrate the differences we consider four groups of countries. They include the members of the European Union divided in two groups: those belonging to the traditional “West” and those that are former members of the Eastern bloc (they are also the recent entrants to the EU). In addition, European countries that are not members of the EU are also classified according to whether they belong to the West or to the East (i.e., those that are former members of the Eastern bloc).

The figure below shows that net migration is highest and has grown the most for the EU-West group of countries, whereas it has been negative for the EU-East set of countries. Net migration has also been positive for the rest of the countries in the West (and relatively high given their small populations) as well as for the other Eastern countries, which include Russia. For this last set of countries, net migration has been declining and is low relative to their large population. The figure also shows the impressive increase in net migration to Europe between 1990-2000 and 2000-2010, which contrasts with the decline in net migration to the United States between those two decades.

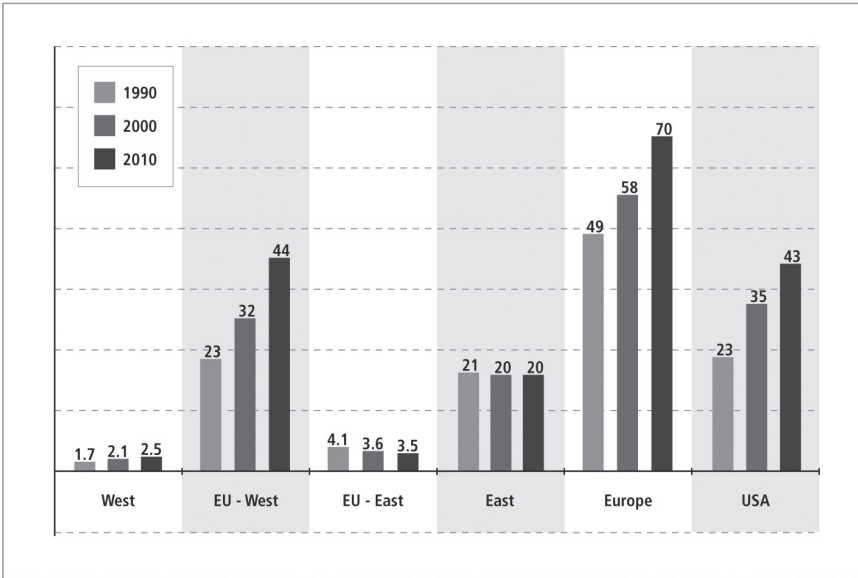
Net migration includes both the movement of natives who may emigrate or return to their country of origin as well as that of the foreign-born who



immigrate to the country of destination or depart from it. Independent information on the change in the number of foreign-born persons in European countries corroborates the increasing attraction exerted by the EU countries of the West and, on a smaller scale, by the other countries of the West. In both cases, the number of foreign-born grew significantly, especially in the case of the EU countries of the West during the last decade. In sharp contrast, the number of foreign-born declined in both the EU countries of the East and in the other Eastern countries. In all cases, the overall changes in the stock of foreign-born stem from complex inflows and outflows of people propelled, especially in the case of the former Eastern bloc countries, by political processes.

Just as fertility levels have responded to the recession in European countries, so has migration and the data available by 2010 suggested that the high intakes of migrants that Western European countries had recorded during 2000-2010 would not materialize during the next decade. The same was true for the United States. Therefore, in projecting future migration for both Europe and the United States, future net migration levels were cut by nearly half in both cases. In addition, for Europe a steady decline was projected: from an annual average net intake of 5.5 million migrants in 2010-2015 to 3.5 million in 2045-2050. For the United States, the annual intake was kept nearly constant at 4.5 million.

Number of foreign-born by region, 1990 – 2010 (millions)

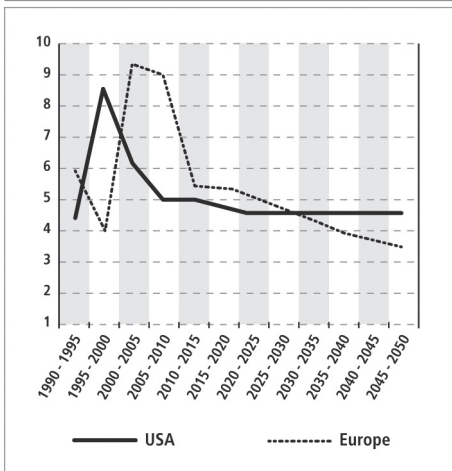


► **The implications of fertility and migration levels for future population**

In order to assess the implications of future fertility and migration trends on population, three different projection scenarios are considered, all produced by the United Nations Population Division: (a) the medium variant whose fertility for Europe increases to reach 1.96 by 2050 and whose migration is non-zero, though declining; (b) the zero-migration scenario where migration is set to zero but fertility is the same as that of the medium variant, and

(c) and constant-fertility variant where fertility is kept constant for each country at the level it had in 2005-2010 and migration is the same as in the medium variant.

Projected net migration to Europe and the USA, 1990-2050 (millions per quinquennium)



In general, increasing fertility and sustained positive migration make a population younger. Therefore, the population projected to 2050 under the medium variant has a higher percentage of the population at ages 0 to 24 than that projected either without

migration or with a lower fertility, as in the constant fertility variant. The zero-migration variant produces a slightly older population in both groups of countries of the West but very little difference in the countries of the East because the latter have, as a group, low projected levels of migration and, in several cases, negative net migration. Lower fertility in the future than that projected under the medium variant produces the most important reduction of the proportion of the population aged 0 to 24, especially in the countries of the East, whose current fertility levels are very low.

► **Population ageing is most noticeable at the older ages**

Thus, the percentage of people aged 65 or over in Europe is projected to increase markedly by 2050 in all scenarios, passing from 16% today to at least 27% according to the medium variant (see figure above). In the Eastern European countries where fertility is very low and migration rates are low or negative, maintaining fertility constant leads to an older population than if migration is set to zero and the difference with respect to ageing between the medium variant and the zero-migration variant is not large. In Western countries, where migration has been high, stopping it altogether leads to faster growth of the proportion aged 65 or over, because the migrants already admitted are not followed by younger ones as they themselves age. In addition, since fertility in several large Western countries is only moderately low, the constant fertility variant does not produce such pronounced ageing as in the Eastern countries.

In terms of overall population numbers, the population of Europe is projected to decline under the three scenarios considered, but the reduction to 2050 would be smallest under the medium variant (from 738 million in 2010 to 719 million in 2050). Were migration to remain at zero after 2010 or fertility to remain constant at recent levels, the decline would be more marked (to 669 million or 672 million, respectively). Zero migration would have a larger impact in the countries of the West, while constant fertility would produce a faster decline in the countries of the East, producing a population reduction of about 20% in Eastern countries. Constant fertility in the West combined with continued migration at a moderate level would leave the population of the West largely unchanged.

These prospects for decline or, at best, stability of overall numbers contrast with those for the United States, whose population under the medium variant would rise by 30% and even under zero migration would increase by 13%.

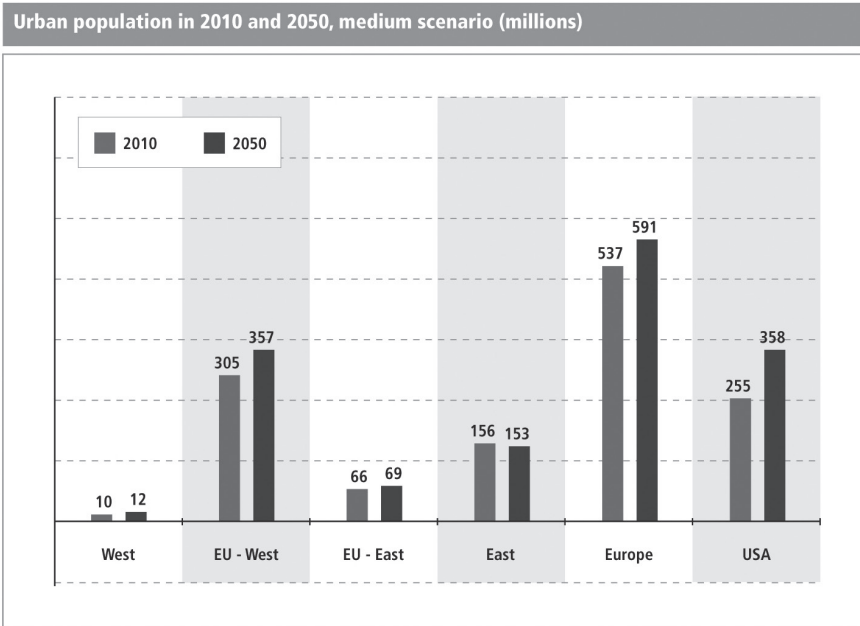
Although further population ageing is inevitable for the populations of

both Europe and the United States, by having fertility near replacement level, the United States will experience a slower ageing process and is less dependent on migration to avoid reductions of the population over the medium term. The low fertility in Europe implies that ageing will be faster and more pronounced. The best antidote to population ageing is to increase fertility, at least to levels close to 2 children per woman. Even if fertility by itself does not reach replacement level increasing it will imply that the levels of migration necessary to avoid rapid population reductions will be lower. The concern is that both higher fertility and positive net migration depend to a large extent on good economic prospects and the availability of employment and housing for young people who are starting families. The more people have to delay marriage because they are not gainfully employed or postpone the initiation of childbearing because of poor economic prospects, the more fertility will remain depressed. Similarly in the case of migration, countries that do not generate the jobs that migrants seek will find it difficult to attract migrants. Even migrants from lower-income countries will be less likely to migrate to European countries if the jobs that attracted them dry out. As the case of Mexican migration to the United States illustrates, a sustained period where jobs are scarce can promote returns and reduce inflows sufficiently to reverse the direction of the flow between the two countries. The evidence available so far suggests that there has been a marked slowdown of migration to Europe, both within the region and from other regions. There has also been a drop in the number of people trying to enter Europe without authorization. At the same time, unemployment among migrants in the region has increased markedly and many migrants risk becoming long-term unemployed. These developments suggest that the 2010-2020 decade will not see a repeat of the high level of net migration gains recorded in Europe during 2000-2010.

► **Europe still has room for further urban growth**

Although the overall population of Europe is projected to decrease by 2050, its urban population is projected to increase by 10%. Increases are projected for all groups of countries with the exception of the non-EU members in the East. Compared to the United States, Europe has relatively few large cities (that is, cities with at least 750,000 inhabitants in 2010): 74 vs. 59. And, exceptionally, four of Europe's cities, all located in Ukraine, are projected to lose population by 2025 whereas all other cities have growing populations. The Population Division projects that over the 2011-2025 period a number of large cities in Europe will grow faster than they have since 1970. The realization of that outcome demands that the economy of those cities be capable of attracting migrants, whether

from within the country or from abroad, and of providing them the additional services they will need, especially in regard to housing. Whether that will come to pass is an open question. Furthermore, Europe is expected to remain a region with a fairly sparse urban system, where just 28% of all urban dwellers will live in large cities by 2025, up from 26% in 2010. In contrast, in the United States, 62% of the urban population already lives in large cities and a projected 65% are expected to do so in 2025. To the extent that economies of scale are easier to reap when more people live in large cities, the United States is in a better position to reap such benefits. Fostering a greater concentration of the population in Europe may entail both an expansion of large urban centers and the depopulation of small cities or rural areas, a process is already being felt in some countries.



Demography: a First-Rate Security Challenge

Wolfgang Ischinger

Munich Security Conference

I would like to start with just a couple of very simple general observations coming from the kind of foreign policy and security policy background that I share with my friend, Franco Frattini. The challenges of demography are, in my view, one of the most underrated and most often ignored series of political and security challenges of our time. Full stop. This is not acknowledged most of the time. Why is it not acknowledged? Because political leaders tend not to like long-term problems that react to measures like a tanker: only after a long time. Sometimes I get the impression that the reaction of political systems to the challenges are like the man who says that where there is no solution there cannot be a problem, which is, of course, a fallacy. However, that is exactly our problem.

► **“The emergence of geriatric peace”**

Let me therefore just remind you quickly of the magnitude of the international and security aspect of demography. There is the challenge of budget priorities. We are going to have a fight between those who believe that we should spend money on arms and those who believe that we should spend money on wheelchairs. It is therefore going to be canes and wheelchairs and not guns, or the other way round.

Some people are arguing that this tendency of declining military budgets may be countervailed by what some researchers have called “the emergence of geriatric peace”. However, this is an untested theory. It is the theory that older populations are less likely to go to war against each other than

younger populations. We do not really know whether that is true because we have not had this kind of older population that we are going to move into. This has been already discussed here.

Secondly, we have of course an important challenge of out-breeding your adversary. Think of Northern Ireland or Israel versus the Palestinian population. Outbreeding your adversary can be the quiet way of dominating or claiming victory in the long term.

At the national level, the security challenges are no less significant than at the international level. Americans would say “You ain’t seen nothing yet”. We have not yet seen the conflict that is going to be very likely between those who have children versus those who do not. There is going to be a growing conflict between the young and the old and of course there is going to be a growing conflict between communities that are growing and communities that are shrinking or ethnic and other minorities.

These are just some aspects to remind you of the magnitude of the security challenge that demographic change, as it has been explained here, represents.

► **Give the vote to children!**

Let me now quickly run through some of the specific economic challenges as I see them. Firstly, there is competition for skilled labor. Then we have the fight against partial or total depopulation. In certain parts of Germany there is now no longer the capacity to have the kinds of services that we learned to consider normal in the 20th Century as entire non-urban areas are beginning to become unpopulated. People are talking about the fact that this is the new era of the wolf that is starting as wolves are coming across the border from Poland into these empty parts of eastern Germany.

There is also the challenge of innovation. If you have fewer young people, you are going to have fewer Nobel Prize winners and less innovation because innovation is mostly produced and pushed forward by people between the ages of 20 and 35 or 40. Older people like me are much less likely to produce meaningful innovation.

Last but not least, and economists know this very well, there is obviously the financial burden. Among European politicians, we have not even started to discuss, besides the well-known debt burden of our countries, the implicit debt that is carried by countries that do not have a capital stock for the pensions of teachers and civil servants, which is growing at an exponential rate and is not really accounted for in our budget discussions.

Finally, what are some of the political challenges that we need to deal with? Do we have a recipe to encourage higher birth rates? The experiences with different monetary and non-monetary tools in various countries have not been really conclusive. Sometimes it works and sometimes it does not.

I would just like to offer what I think is an interesting proposal. If it is true that our societies are going to be older and there will therefore be more older voters who will vote against less money for the elderly, would it not be a good idea to give the right to vote to all children and let parents exercise their voting rights until the children reach voting age? It would multiply the number of young people –so to speak– who actually have the right to vote and change the political balance against the older majority that is emerging in our countries. Is that a good idea or a bad one? I am not taking sides, but I think that it is an interesting idea.

Finally, what should we in Europe do? I think that the demography challenge offers an excellent argument in favor of more and not less Europe. I will not go into detail here. Secondly, we need to start the long and probably painful path towards European social protection harmonization. If we do not do this, the demographic shift will create more and more distortions among our countries. Thirdly, we need to review –and I repeat here what others have said– immigration policies, re-immigration policies and integration policies and so on. Finally, we need to define demography not as a subject for elite conferences like this but as a first-rate security challenge for our countries that should be on the front pages and in the news much more directly than we have seen in the recent past. It is just as important if not even more important than the challenge of climate change and the environment and I think that it is very important for you to deal with it here.

Une image passéiste des flux migratoires

Hervé Le Bras

École des Hautes Études en Sciences Sociales

Je ferai d'abord une remarque sur ce qui a été excellemment dit par plusieurs orateurs précédents, à propos de la famille. L'idée que l'on pourra permettre à la fécondité d'augmenter, en encourageant la famille, n'est pas prouvée par les données européennes actuelles. C'est le contraire. Les pays qui ont la plus forte fécondité en Europe sont les pays où le taux d'activité des femmes est le plus élevé et ce sont les pays où le nombre de naissances hors mariage est le plus élevé. La corrélation est très bonne. Autrement dit, en encourageant la famille, on découragera vraisemblablement la fécondité en Europe !

Pourquoi ? En réalité, derrière cette question de la fécondité se trouve une question d'égalité des hommes et des femmes. Dans les pays où l'égalité des hommes et des femmes est plus grande, la fécondité est à un niveau plus élevé. Je ne suis pas du tout désespéré pour l'Europe. Je pense que si un certain nombre de pays font un effort d'égalité hommes/femmes, leur fécondité pourra remonter. Pensons à la Grèce et peut-être un peu à l'Italie.

À propos de la pression migratoire en Europe, je signale qu'en 1990, une conférence internationale a été organisée à Vienne, afin de voir quelles seraient les conséquences de la chute du Mur de Berlin, du point de vue migratoire. L'avis des experts a été que, dans les 20 années à venir, 60 millions d'Européens de Russie et de l'Est allaient venir s'installer en Europe de l'Ouest. On les attend toujours, 20 ans après ! La migration n'est donc pas simplement un phénomène mécanique qui, va des hautes pressions démographiques vers les basses pressions démographiques, comme un vulgaire courant d'air, disait un auteur français du début du siècle. C'est plus compliqué.

Tout d'abord, la migration ne peut pas résoudre le problème du vieillissement en Europe. Une très bonne étude des Nations Unies en 2001 a montré que, si l'on voulait maintenir constant le rapport des personnes âgées de plus de 60 ans aux personnes de plus de 20 à 60 ans, à l'aide de l'immigration, il faudrait, pour un pays tel que la France, un solde net de 920 000 personnes, chaque année. Je pense que ce serait un peu difficile à faire accepter par la population française comme solution à la lutte contre le vieillissement !

► **Peu de pression vers l'Europe**

Une autre idée me semble inexacte. Elle consiste à penser qu'il y a une poussée irrésistible vers l'immigration, dans les pays émetteurs. Comme le montrent plusieurs études, il y aurait une «fenêtre démographique». Les pays de l'Europe sont des pays dont la population est vieillissante tandis que les pays du Maghreb tout particulièrement, en Turquie ou bien en Méditerranée de l'Est, ont, au contraire, à la fois une fécondité qui a beaucoup diminué, peu de personnes âgées et une population de 20 à 60 ans importante. On pense donc : «Puisque ces actifs du sud sont nombreux, ils pourraient venir combler le manque d'actifs en Europe» sans nuire à l'équilibre démographique de leurs pays. Je pense que c'est une façon de parler un peu rapidement des actifs. Quand on regarde qui sont réellement les actifs au Maghreb, en Égypte ou bien même en Turquie, on s'aperçoit que la proportion d'actifs est curieusement moins élevée, parmi la population de 20 à 60 ans, que dans les pays d'Europe. La raison en est simple : dans ces pays, la plupart des femmes ne travaillent pas. Si on prend l'Algérie, le taux d'activité des femmes est de l'ordre de 25% ; en Égypte, il est de 15%. Sauf à imaginer que ces femmes transplantées en Europe se mettraient brusquement à devenir des travailleuses, par ce courant d'air, je ne vois pas très bien comment l'affaire pourrait se produire.

Je pense donc qu'il y aura peu de pression vers l'Europe, contrairement à ce que l'on craint habituellement du sud de la Méditerranée et donc de l'Afrique subsaharienne, également.

En dehors de ces éléments, la réalité des flux a beaucoup changé. On vit très souvent sur une image passéiste des flux migratoires en provenance du sud de la Méditerranée. C'est l'image des années 70. Les migrations actuelles, et particulièrement celles en provenance du sud et de l'est de la Méditerranée, du Maghreb et du Machrek, sont l'opposé des migrations des années 70, en quelque sorte. Dans les années 70, les migrants étaient des ruraux. Maintenant, ce sont des urbains. Ces personnes avaient une famille

nombreuse ou bien allaient avoir une famille nombreuse. Désormais, ce sont des célibataires et l'indice de fécondité des pays du Maghreb est maintenant situé autour de 2,2 enfants par femme. C'est identique en Turquie où l'indice est aux environs de 2,3. Il n'y aura plus guère de familles nombreuses. Cette idée d'une «immigration familiale» est elle-même un mauvais terme. En France, l'immigration familiale ne comprend que 10% d'enfants. Ce sont essentiellement des conjoints de Français, c'est-à-dire des étrangères venant rejoindre leur mari français ou des étrangers venant rejoindre leur femme française. C'est tout à fait différent.

► **Transformer la «migration» en «circulation»**

Autre point important qu'il faut souligner : l'éducation des migrants arrivant en France, et particulièrement du Maghreb, est maintenant de niveau Bac, en moyenne. On peut le vérifier sur les données de l'OCDE. Ce qui a complètement changé est que l'on migrait pour la survie, il y a trente ans. Maintenant, les jeunes migrants qui viennent du sud migrent pour se réaliser et parce que, bien souvent, ils ne trouvent pas les opportunités de se réaliser dans leur pays.

Cela aura des conséquences tout à fait importantes comme, notamment, le fait de transformer ce que l'on appelle la «migration» en «circulation». Si ces migrants ne trouvent pas les opportunités de se réaliser dans tel ou tel pays européen, ils chercheront à passer dans tel ou tel autre pays, à moins d'aller en Amérique du Nord, ce qui est souvent le cas maintenant, voire, si on le leur permettait avec une politique de visa cohérente, de revenir un certain temps dans leur pays. Il y aurait donc, véritablement, une circulation. L'ancien Commissaire Frattini avait proposé cette Carte bleue, un premier pas important, permettant de tenir compte de la réalité de cette nouvelle migration.

Il est très important d'encourager un mouvement pour attirer les compétences. Il y a maintenant, à l'échelle mondiale, une véritable concurrence pour attirer l'intelligence. La question du *brain drain* se pose différemment pour les pays très pauvres et pour les pays moyennement pauvres ou émergents. Dans des pays tels que le Maroc, le chômage des diplômés est plus important que celui des non diplômés. Très clairement, des pays tels que le Maroc, mais aussi l'Égypte, sont demandeurs de l'émigration de leur population qualifiée, notamment, pour toucher ce que l'on appelle les *remittances*. En français, on parle de «remise», l'argent que rapatrient leurs immigrés qualifiés dans le pays d'origine. Il existe une importante littérature sur le sujet.

Je voudrais terminer, ayant commencé par une petite pique sur la famille, par une autre petite pique sur l'importance de la population. On a entendu de nombreux chiffres. Je ne suis pas certain que l'importance de la population soit le phénomène majeur dans le développement des sociétés et dans leurs qualités. Si on prend les sociétés qui ont marqué notre expérience très large de l'Europe et même du sud de la Méditerranée, Athènes est, ne l'oublions pas dans ses vicissitudes présentes, le berceau de la philosophie, de la politique, de la démocratie, de la physique, et ainsi de suite. Ce sont 30 000 citoyens et, sans doute, de l'ordre de 300 000 habitants, une toute petite population donc.

Florence, au Quattrocento, est une petite ville de l'ordre de 40 000 habitants. La Toscane n'est pas beaucoup plus peuplée. Pourtant, on y trouve Michel-Ange, Galilée, Léonard de Vinci, Machiavel aussi. L'Angleterre, au milieu du XVII^e siècle, comptait 6,5 millions d'habitants. Cette Angleterre nous a donné Newton, Boyle, Hobbes et Locke. À l'époque de Henri le Navigateur, le Portugal compte 1 million d'habitants. Ce million d'habitants a exercé une grosse influence sur la planète. Il faut sans doute être modéré quand on considère le nombre d'habitants comme un indice de qualité ou de puissance.

► **Retournement de situation entre jeunes et vieux**

Un dernier mot sur le vrai problème du vieillissement, en Europe, encore plus en France et assez largement dans les pays développés. Il s'agit de l'incroyable retournement de situation entre les jeunes et les vieux, du point de vue de la pauvreté et du revenu. C'est là l'une des conséquences majeures du vieillissement. La pauvreté, dans les années 70, en Europe, était la pauvreté des vieux. C'est pour cela que Simone de Beauvoir a écrit ce beau livre intitulé *La Vieillesse*¹. Actuellement, la pauvreté est massivement chez les jeunes. Selon les derniers chiffres de l'INSEE, le seuil de pauvreté en fonction de l'âge, en France, pour les hommes, décroît constamment de l'âge de 18 ans jusqu'à l'âge de 75 ans. C'est un véritable problème. Situation identique pour le patrimoine. Il me semble que cette conséquence du vieillissement est souvent ignorée. On se penche trop sur des chiffres globaux ou sur des rapports. Je plaide contre ma discipline, la démographie !

1. Gallimard (1970).

Enjeux socio-économiques et perspectives de stabilisation en Méditerranée

Ridha Saïdi

Ministre des affaires économiques et sociales, Tunisie

La migration est un phénomène universel. Elle traduit la dynamique de l'Homme en quête d'investir l'espace pour l'assujettir à sa raison. Depuis la nuit des temps et durant des siècles, le déplacement des individus sur une base géographique très vaste n'a posé un problème de taille. Cependant, depuis les mouvements d'enclosure, l'apparition des États nations, les écarts observés à travers les nations, la substitution de la technologie à l'Homme, les flux migratoires internationaux n'ont cessé de se modeler à la dynamique du capital international et local et les enjeux qui en découlent.

Depuis la renaissance industrielle, l'Europe a été la Mecque de populations de diverses cultures de tous les coins du monde. L'orientation de ces populations vers l'Europe s'est accélérée durant les années 50 et 60.

Berceau de la modernisation industrielle, l'Europe avait bénéficié de force de travail bon marché et avait aussi fait bénéficier d'externalités technologiques notoires plusieurs nations. Son système économique et social de l'époque, avec toutes ses composantes institutionnelles : société civile, syndicats, groupes de pression et autorités centrales furent presque en harmonie, en ce sens que chaque partie trouvait son compte dans un contexte d'esprit de partage assurant un équilibre soutenu du marché de l'emploi sur le longue période. En effet des marges de manœuvre de stabilisation sociale interne étaient de mise.

Cependant, vers la fin des années 70 et le début des années 80, et de manière isomorphe avec des sauts technologiques remarquables accompagnés par le renforcement de la mondialisation, les marges de manœuvre avaient commencé à se réduire en concomitance avec les considérations de sécurité. L'image d'une Europe unifiée put se dessiner et des mesures supranationales commencèrent à être mises en œuvre en ce sens. Il s'agit d'un processus visant la construction d'une Europe forte, faisant le poids avec les autres projets d'intégrations régionales dans le monde, assurant la stabilité et garantissant le bien-être de ses citoyens. Le problème de la gestion stratégique de la démographie, ses déterminants et les facteurs extérieurs qui s'y affèrent s'est alors posé avec acuité.

En même temps, dans les pays limitrophes à l'Europe, ainsi que ceux de l'Afrique du Nord, alors régis par des régimes globalement totalitaires et à modèles de croissance déjà essoufflés, l'appareil productif a commencé à montrer ses limites quant à l'absorption des flux de main d'œuvre sans cesse accrus. S'ajoutent à ce handicap des régimes de gouvernance publique reléguant l'individu au second plan dans les préoccupations des décideurs. À cet égard, nous assistons à un phénomène paradoxalement soutenu : il s'agit de l'accélération des flux migratoires de l'Afrique du Nord vers l'Europe au fur et à mesure que les contraintes d'accès sont strictes. L'Afrique du Nord est aussi devenue une croix de transmission d'immigration illégale en provenance de l'Afrique subsaharienne et du sud.

► **Des conditions de vie difficile**

Dans un contexte d'écart de développement qui se creuse entre le nord et le sud de la Méditerranée, la position du problème de la migration devient alors celle de systèmes économiques et sociaux du Sud mal gérés et donnant lieu à des conditions de vie, le moins que l'on puisse dire, difficiles mais surtout sans perspectives, aux yeux des jeunes générations subissant la marginalisation et l'exclusion sociale.

S'ajoute à cette situation, a priori imparable, l'absence de politiques de migrations coordonnées entre le Nord et le Sud. Mieux encore, les mesures proposées pour encadrer les flux migratoires, étaient souvent présentées comme des conditions lors des négociations euro-méditerranéennes.

Certes, en parallèle avec l'immigration clandestine, les pays du sud de la Méditerranée subissent aussi la fuite des cerveaux, le déséquilibre démographique et l'instabilité socio-économique. De son côté, l'Europe se voit gérer des flux démographiques affectant l'équilibre sur son marché de travail, ses choix budgétaires et ses stratégies urbaines.

Or, sans se pencher sur les déterminants anthropologiques des flux migratoires, l'Europe se trouve actuellement face à des défis de positionnement international stratégique eu égard à l'Amérique du Nord et la Chine. Des négociations sur la base d'intérêts collectifs avec ses vis-à-vis de la rive sud de la Méditerranée seraient stratégiquement bénéfiques pour toute la région.

La Tunisie, à l'instar des pays ayant entamé une transition démocratique, conçoit que la Méditerranée devrait être une zone de paix, d'échanges culturels et de partenariats technologiques multidimensionnels. Les réformes qu'elle est entrain d'amorcer en matière de gouvernance publique, de modèle de développement modernisé ainsi que le nouvel élan dont elle dispose actuellement, lui permettraient d'engager des négociations pour la position d'un partenariat rapproché à l'Europe, puisqu'elle est dotée d'une population jeune et instruite et de marges de manœuvre considérables de croissance, rendant possible la mise en œuvre de politiques « d'harmonisation de bien-être collectif », afin de juguler à terme les mésaventures d'immigration clandestine. En Tunisie et en matière de politique économique et sociale, ceci se traduit par l'absorption des disparités sociales et régionales ; absorption réalisable dans le moyen terme au vu du privilège dédié à l'investissement ainsi qu'à la gouvernance locale dans les choix irréversibles de développement économique et social.

Le ciblage et l'éradication des poches de pauvreté s'insèrent justement dans cette perspective. En même temps, la valorisation de la formation technologique dans les établissements d'offre de compétences ainsi que le traitement structurel du problème de l'emploi sont également des préoccupations focales dans nos stratégies, ciblant par là-même la réalisation des objectifs de la politique de l'immigration.

En même temps, la réalisation des objectifs de cette politique tunisienne supposerait aussi la coordination étroite entre autorités. Il serait d'utilité que les échanges de compétences s'intensifient entre l'Europe et la Tunisie. Il serait aussi d'utilité d'harmoniser les normes de qualité afin de permettre un rapprochement effectif traduisant la volonté de rendre commun un devenir euro-méditerranéen bénéficiant à tous ses partenaires de la taille, de la spécialisation et du développement durable.

L'aboutissement de cette coordination permettrait le rattrapage technologique et donc la convergence en termes de revenu par tête. Une coordination jalonnée sur les principes de l'intérêt collectif rendant possible la levée du soleil à l'Ouest.

Vers un monde de métissage

Ousmane Sow

Sculpteur

À la question «quelles conséquences peut-on prévoir, dans le domaine culturel en Afrique et en Europe compte tenu des flux migratoires ?», je réponds que je ne crois pas que les gènes apportent quelque chose, dans le domaine de l'art. Je pense que c'est lié à l'expérience et au lieu où l'on réside longtemps. J'en ai fait l'expérience, parce que j'ai vécu 30 ans en France. Aujourd'hui, je ne peux pas sculpter comme les Grecs, je ne peux faire que des sculptures «métissées», si je puis dire. L'immigration est nécessaire, me semble-t-il. Le fait de fermer des portes est castrateur, en fin de compte, puisque cela évite justement cet enrichissement. C'est valable dans plusieurs domaines, mais dans le domaine de l'art, c'est encore bien plus marquant. C'est pour cela que les individus vont ailleurs et que l'on reçoit des artistes d'autres pays, en Afrique, ainsi que des artistes d'Afrique.

Je parle de l'Afrique, étant donné que c'est un continent que je connais ! C'est là où il y a le plus de «fluidité», si je puis m'exprimer ainsi. Cependant, cette privation de résidence, qui permet aux artistes de regarder et d'apprécier ce que l'autre fait, peut tout de même créer certains conflits. Je suis quelqu'un de naïf et le monde est en train de me donner raison. On parle toujours de l'immigration de l'Afrique vers l'Europe, mais un phénomène commence à se mettre en place. Je ne sais pas si c'est à cause de la crise ou si les gens essaient de chercher un bien-être ailleurs. En tout cas, j'ai vu à la télévision un reportage sur des immigrés portugais qui s'établissent en Angola et au Mozambique.

Cela crée un espoir qui fait que ces jeunes, qui vont justement venir trouver un réceptacle pour leurs rêves, pourront s'y ancrer et fonder leur famille. On peut encore rêver, en Afrique ! Ces familles-là pourront peut-être

devenir des dirigeants, demain. Cela s'est déjà vu. Un Kenyan s'est installé aux États-Unis et il a donné un Président à la République !

► **Un repli de protection**

Un étranger peut également créer ce genre de choses, me semble-t-il. Je ne suis pas un spécialiste en économie et en sociologie, mais j'ai entendu beaucoup d'intervenants parler de « rattrapage ». Des pays comme la Chine ou l'Inde sont en train de rattraper. Je ne sais pas combien de temps ils mettront, mais qu'en est-il si l'inverse est créé ? Quand on rattrape quelqu'un, soit on le piétine, soit on le dépasse. Si la Chine, l'Inde et peut-être l'Afrique, dans un délai plus long, étaient demain des pays attractifs dans le domaine de l'immigration, qu'en serait-il ? L'inverse se créerait, pour le bien général.

C'est le seul point sur lequel j'ai été d'accord avec la politique de monsieur Senghor : il fallait s'enraciner mais également s'ouvrir. Sa conviction était que le monde de demain est un monde de métissage. Cela se vérifie maintenant. Cela va se vérifier de plus en plus et là, la crise n'y est pour rien. Beaucoup prennent le repli sur soi pour du nationalisme alors que cela ne l'est absolument pas. C'est peut-être exact pour certains, mais c'est un repli de protection. Ce sont des gens qui ont peur d'aller vers les autres. Il leur faut un prétexte pour cela et c'est cette barrière-là qu'il faut briser. Je ne dis pas qu'il faut ouvrir les portes en grand, mais il est aussi valable de recevoir des gens que de partir en voir d'autres. C'est cela, je pense, l'avenir, et la jeunesse va s'y employer.

L'émigration est une chance pour l'Europe

Martin Ziguélé

Ancien Premier Ministre de Centrafrique

Si le développement fulgurant attendu de la population africaine à l'horizon 2050 interpelle à juste titre, car c'est un sujet d'actualité, et s'il est conçu par une certaine partie de l'opinion, en dehors de l'Afrique, comme une donnée inquiétante pour les équilibres futurs entre l'Afrique, l'Europe et le reste du monde, je dois tout de même souligner, en tant qu'Africain, que cette explosion démographique est avant tout un défi pour nous-mêmes, les Africains. C'est un challenge pour les dirigeants de l'Afrique et pour les populations africaines qui sont déjà affaiblies aujourd'hui. C'est d'abord un problème africain, même s'il n'est pas simplement un problème d'Africains. C'est aux dirigeants africains et aux élites africaines, même si je n'aime pas trop le terme d'«élites» africaines, de s'interroger, bien sûr, avec le concours nécessaire du reste du monde sur les politiques stratégiques à développer, pour faire face à la très grande demande sociale, politique et économique qui découlera du développement de cette population-là, en moins de 40 ans.

► Accroître la participation citoyenne

Comment faire de cette échéance que tout le monde craint, comment faire de cette forte population, en 2050, une opportunité pour l'Afrique ? Nous savons tous que la démographie est un élément important pour le décollage économique d'un pays et, qui plus est, d'un continent. Je pense que c'est à l'Afrique d'essayer de se mobiliser pour réfléchir et balayer devant sa porte, afin de fixer sa population et de lui offrir un futur meilleur que celui que nous voyons, aujourd'hui. Il faut d'abord que nous nous

battions, en Afrique, pour améliorer la gouvernance de nos propres pays et pour accroître la participation des citoyens africains aux choix qu'ils doivent faire, comme tout autre citoyen, pour l'amélioration de leur vie quotidienne.

On le sait, lorsque les gouvernements et la gouvernance sont médiocres, cela débouche toujours sur des violences politiques. En cas de violences politiques, non seulement le développement économique est retardé, mais nous avons, de plus, des tensions sur les problèmes de migration : pas nécessairement vers l'Europe, l'Amérique ou les autres continents, mais même à l'intérieur des pays africains.

► **S'attaquer aux corrupteurs**

Deuxièmement, il faut nous aider à mener une lutte sans merci contre la corruption. Quand on parle de corruption, en Europe ou en Occident, on pense souvent aux dirigeants africains. On oublie toutefois que, comme pour danser le tango, il faut être deux ! Où sont les corrupteurs ? Il faut également qu'ils paient. Ce sont parfois ces derniers qui disent aux dirigeants africains comment faire pour soustraire certaines ressources de nos pays et comment les sécuriser ou les rendre introuvables. Il faut donc s'attaquer aux deux.

On me pose souvent la question : « Comment se fait-il que vous soyez tous pauvres alors que le sous-sol de l'Afrique est riche ? Vous avez du pétrole, de l'uranium et du cuivre. Que se passe-t-il ? » C'est une excellente question ! La réponse est bien simple : nous sommes restés dans l'économie de rentes du XVII^e ou du XVIII^e siècle. Nous produisons du pétrole, de l'uranium, du cuivre, des diamants et du coton, mais il n'y a aucune usine dans notre environnement. Il n'y a pas de transformation qualitative et quantitative de ces matières premières-là. Il n'y a ni usines, ni ouvriers, ni formation des classes moyennes. Il n'y a pas d'accumulation.

Alors, cela peut durer 100 ou 200 ans. Il n'y aura pas de transformation ou d'enrichissement. S'il n'y a pas d'enrichissement, ceux qui vont à l'école et qui regardent la télévision, vont se dire : « Allons là où l'on peut, et en vendant notre force de travail, nous aurons de l'argent et pourrons bien vivre. » Il faut donc nous aider à construire des économies où il y a transformation des matières premières pour créer de la valeur ajoutée, afin de créer cette classe moyenne qui permet aux pays d'avancer.

► **Développer l'agriculture**

Le troisième point est le développement de l'agriculture. En Afrique aujourd'hui, nous faisons face à deux phénomènes : soit on vend les terres

pour obtenir de l'argent, soit on a les terres, mais on n'a pas d'intrants. Dans n'importe quelle gargote d'un village africain, on trouve une célèbre boisson américaine que tout le monde connaît bien. Par contre, pour trouver des engrais, il faut se rendre à la capitale et on n'en trouve pas nécessairement ! Pourtant, l'Afrique brûle du gaz carbonique dans ses exploitations pétrolières alors que, pour faire de l'engrais, il suffit d'un peu d'azote que l'on trouve au Maroc, et de gaz carbonique. On les trouve dans les champs pétroliers où l'on brûle du pétrole. Il faut une agriculture africaine, il la faut pour nourrir les Africains. En effet, c'est d'abord à nous de porter le défi de demain.

► **La politique de la pintade**

Mais je voudrais re-situer le débat.

Du côté européen, on voit l'immigration comme une crainte et le développement de la population africaine comme une menace pour demain. En ce qui nous concerne, nous voyons tout d'abord cela comme une menace pour nous, en Afrique. C'est notre problème. C'est comme les parents d'un enfant handicapé. Ils doivent gérer le handicap de leur enfant avant que leur voisin ne supporte l'enfant handicapé. Il faut resituer le problème de cette manière. J'observe les débats, en Europe, et particulièrement en France, à cause de la langue et de la culture que nous partageons. Je remarque deux phénomènes. Le premier ne ressemble pas à la politique de l'autruche, mais à la politique de la pintade !

La pintade est un animal très intelligent. Elle a constaté que les hommes aiment beaucoup ses œufs, mais elle sait également que les hommes ont peur et perdent leurs moyens en cas d'événements brusques et inattendus. Comment donc font les pintades, en Afrique ? Elles pondent leurs œufs juste au bord des sentiers qui mènent aux champs. Quand elles entendent quelqu'un venir, elles allongent leur cou, coupent l'herbe, de l'autre côté, et la tirent. Le villageois qui arrive, entendant ce bruit-là, pense que c'est un serpent et il court pour ne pas se faire piquer par le serpent. Lorsque la saison sèche arrive, on met le feu à la brousse. Le paysan, qui se rend dans les champs, voit alors les œufs de pintade éclos. Il se dit alors : « Ah, la pintade m'a effrayé pour que je ne vois pas ses œufs ! ». Toujours est-il qu'il s'en rend compte quand les pintadeaux sont nés et que la pintade est partie. Certaines personnes se disent donc : « Il faut faire le maximum de bruit afin de ne pas voir le problème de l'immigration ».

Il y a également une seconde tendance : « Ce phénomène est là. Il faut faire avec ». Quand on me pose la question : « Faut-il réguler l'immigration ? », je réponds : « Oui, il faut la réguler ». Les pays africains n'ont pas vocation à

voir leurs enfants partir. Deuxièmement, comment faut-il la réguler ? Il faut le faire avec ce qui a déjà été commencé, ici. Il faut faire des accords globaux avec les pays. Il faut discuter, parce qu'il s'agit de réalités démographiques et économiques. Il faut gérer les réalités au lieu de les nier ou de les occulter.

Troisièmement, à la question : « Cela va-t-il causer la fuite des cerveaux ? », la réponse est : « Oui ». On le sait très bien ! On sait très bien qu'en France, il y a bien plus de médecins originaires d'un certain nombre de pays étrangers que dans leurs pays d'origine. Pourquoi y a-t-il une fuite des cerveaux ? Si certaines personnes peuvent s'exiler par plaisir, la majorité d'entre elles ne le fait pas par plaisir. Pour preuve, si des Portugais se rendent aujourd'hui en Angola ou au Mozambique, ce n'est pas lié au climat, qu'ils préfèrent, ou au fait que l'on y parle portugais. L'homme cherche tout simplement l'endroit où il peut avoir les moyens de mener une existence digne.

Dépassionnons donc le débat autour des problèmes d'immigration. Oui, c'est une réalité. C'est une réalité économique, c'est une réalité démographique, c'est une réalité qu'il faut gérer comme toutes les autres réalités. Il s'agit du plus grand défi des relations du XXI^e siècle entre l'Europe et l'Afrique et je pense que c'est une chance pour l'Europe, comme je l'ai déjà dit dans d'autres enceintes.

Nous avons besoin de croissance et vous avez besoin de maintenir votre niveau de vie. Nous avons besoin de sortir de la pauvreté et vous avez besoin d'entretenir les équilibres de vos caisses de retraite. C'est l'assureur qui parle ! Nous avons besoin de vous et vous avez besoin de nous ! Par conséquent, regardons les problèmes sereinement et débattons-en calmement. Nous trouverons les réponses à la seule condition que ce problème-là ne soit pas un problème pseudo-politique. C'est une réalité sociale et économique.

2.

Délocalisation et relocalisation

Les problèmes de délocalisation/relocalisation ont relancé le débat portant sur la théorie des avantages comparatifs. Ces phénomènes reposent sur une dynamique complexe dans laquelle interviennent les avantages compétitifs purs des éléments indifférenciés (énergie, matières premières, eau, sols) et la nature même des éléments différenciés liés à l'innovation, au contenu technologique, à la qualité et à la créativité.

À partir de ces éléments, quels sont les cas de délocalisations irréversibles, de relocalisations possibles et de création d'activités locales non délocalisables ?

Contribution du Cercle des économistes

Jean-Marie Chevalier

Témoignages

Michael Burda • Bruno Cercley • Jean-Pierre Clamadieu • Nadir Godrej
Robert Koopman • Eric Labaye • Didier Lombard • René Ricol • Luca Silipo

Modérateur

Christian Ménanteau

Fonder une activité économique plurielle, compétitive et conquérante

Jean-Marie Chevalier

Les problèmes de délocalisation/relocalisation doivent être abordés dans le cadre de la dynamique mondiale des avantages comparatifs. La production d'un bien ou d'un service, s'effectue tout au long d'une chaîne de valeur au sein de laquelle s'articulent des éléments matériels et immatériels, produits sur place ou importés. Ces éléments matériels et immatériels peuvent eux-mêmes appartenir à des catégories très différentes : il peut y avoir des pures commodités, homogènes, faisant l'objet d'un commerce mondial où le prix est déterminant ; il peut y avoir des expertises uniques et très recherchées dont le prix est, à la limite un prix de monopole ou, selon la théorie de la discrimination par les prix, un prix âprement négocié.

Le produit ou le service final auquel conduit la mise en œuvre de la chaîne de valeur peut être lui-même un produit (ou un service) homogène soumis à une forte concurrence-prix au niveau international, ou au contraire un produit (ou un service) très différencié, dont le marché est animé par une compétitivité hors prix fondée sur la qualité, la notoriété, la marque, la confiance des utilisateurs.

Les phénomènes de délocalisation et relocalisation reposent ainsi sur une dynamique complexe dans laquelle interviennent les avantages compétitifs purs des éléments indifférenciés (énergie, matières premières, eau) et la nature même des éléments différenciés liés à l'innovation, au contenu technologique, à la qualité, à la créativité (d'un espace ou d'une entreprise).

■ La dynamique complexe des avantages comparatifs

Le positionnement d'une entreprise dans la dynamique concurrentielle se fait par rapport à une ou plusieurs chaînes de valeur. Il est important de bien comprendre la totalité de la chaîne de valeur et l'articulation des éléments la composant. La chaîne de valeur va de l'extrême amont – R&D, brevets – jusqu'à l'extrême aval : publicité, vente et livraison, crédit, service après-vente. Entre l'amont et l'aval, il existe des flux complexes qui impliquent de l'organisation, de la logistique, du stockage. Ces flux recouvrent des flux de personnes, de biens, d'informations et aussi des flux financiers. La stratégie d'une entreprise consiste à se positionner au mieux sur les chaînes de valeur, à la fois en termes d'activité et de territoire. À la limite, certaines entreprises peuvent avoir pour seule activité d'organiser les flux.

La problématique de localisation se pose pour chacun des composants des chaînes de valeur. Il faut bien garder à l'esprit que la localisation de l'activité de production elle-même n'est pas seulement liée à des problèmes de coût (matières premières et autres *inputs*, main-d'œuvre, fiscalité) mais aussi à des questions d'environnement général, les externalités positives dont parlait Alfred Marshall¹ quand il écrivait « Les secrets de l'industrie sont dans l'air qu'on respire. » La localisation de la production constitue souvent un avantage comparatif en soi. C'est le *Made in France* pour Hermès ou LVMH, le *Made in Switzerland* pour Swatch.

On souligne fréquemment le retard de compétitivité de la France et sa désindustrialisation. Entre 1980 et 2011, la part des emplois industriels dans l'emploi total est passée de 24 à 13%. En vingt ans, l'industrie française a perdu 2,5 millions d'emplois. Plusieurs facteurs se conjuguent : la montée de la part des services associés à l'industrie, l'*outsourcing*, les gains de productivité, les délocalisations.

En fait, les vieux pays sont confrontés à un formidable défi de redéfinition des avantages comparatifs par rapport à ceux qu'ils avaient construits dans le passé. Cela n'implique pas nécessairement que l'on quitte l'industrie lourde pour aller vers des services à haute valeur ajoutée mais plutôt que l'on invente de nouvelles combinaisons gagnantes sur lesquelles fonder une activité économique plurielle, compétitive et conquérante.

■ La création d'activités non délocalisables

De nombreux pays, dont la France, disposent d'un potentiel national de création d'activités non délocalisables. Il serait intéressant de procéder à une évaluation détaillée et exhaustive de ce potentiel qui mélange le savoir

1. *Principles of Economics*, 1890.

(éducation, hautes technologies), l'innovation (parfois technologique mais aussi organisationnelle et humaine), les avantages comparatifs locaux (paysages, production des terroirs, gastronomie). Le rôle des territoires, des collectivités locales, des pôles de compétitivité constitue un élément majeur pour découvrir, impulser et encourager les talents, les initiatives individuelles et collectives. Cette dynamique locale n'est pas toujours facilitée par une gouvernance politique et administrative qui reste très centralisée et souvent bureaucratique. De nombreux chantiers ont été ouverts par le Grenelle de l'environnement ; ils invitent à l'invention de nouveaux modes de croissance qui seraient à la fois plus verts, plus humains et plus responsables. Les défis du changement climatique sont peut être pour nos vieux pays une opportunité de sortie de crise par des sentiers différents.

Cette session devrait permettre de réfléchir sur la réalité de cette dynamique en l'illustrant par des cas de délocalisations irréversibles, de relocalisations possibles, de création d'activités locales non délocalisables. Ce thème illustre sous un angle nouveau la dynamique schumpétérienne de destruction-crédation, avec un rôle central dévolu à l'entrepreneur.

Developments in outsourcing and “re-sourcing”

Robert Koopman²

United States International Trade Commission

In a recently released series of reports the Boston Consulting Group has argued fairly convincingly that manufacturing activities and jobs are likely to return to the United States over the next few years, largely as a result of faster rising labor (and other) costs in China and a combination of currency depreciation, slow wage growth, and rapid productivity gains in the US.³ This rebalancing of global competitive factors reflects a natural evolution of macroeconomic and microeconomic market forces that many traditional economists have long argued would eventually occur. On the other hand Brad Jensen’s recent study on the trade-ability of services and their contribution to the U.S. economy provides a useful counterpoint⁴. Jensen points out that US employment in software, finance, architecture and engineering is twice the size of manufacturing employment, has grown rapidly, and pays higher wages than manufacturing. More importantly Jensen makes compelling arguments that the US has a comparative advantage in these and other service sectors, runs a substantive trade surplus in these sectors, and would benefit from more open trade in these sectors. Jensen also productively discusses at length how one might classify service sectors, or jobs within those sectors, as tradable.

Given this background I would like to share with you today two

2. These comments are my own, and do not reflect the views of the Commission and or any of its individual Commissioners.

3. Boston Consulting Group (2012).

4. Jensen (2012).

perspectives that perhaps will provide a contrarian view on the long-term benefits and more recent intensifying fascination with re-sourcing of manufacturing employment and production in mature developed economies such as the United States and Europe. Essentially the systematic breaking apart and globalization of value chains, dramatic improvements in manufacturing productivity (not unlike the agricultural revolution that freed labor to move to manufacturing) and the commoditization of many manufacturing products and processes, combined with a long-term and continuing shift of developed world consumer preferences toward services likely means the importance of manufacturing for long-term economic health is often overstated. Increasingly developed world manufacturers are increasingly using their product sales to generate a more valuable stream of ongoing service sales, not unlike, in the US a cell phone company “giving” you that highly desirable phone with all the latest bells and whistles in order to collect at least two years of monthly service contract fees. And should its capabilities gobble up additional data use charges all the better!

I will draw first on value added perspectives on trade flows to better understand competitive factors in global trade and supply chains and second on a brief discussion of comparative advantage and the increasing integration (or perhaps blurring) of the intersection of services and manufacturing.

► **VA insights on competitive factors in global trade and supply chains**

Recent research by myself and co-authors, and numerous other researchers, in the area of value added trade has validated the insights found in the iPod/iPhone/iPad stories.⁵ In my own research we found that China’s exports of numerous categories of electronics goods contained very little Chinese value and substantial value from Japan, Korea, Singapore, etc. When correcting gross trade data for value added content the US/China trade deficit drops about 40 percent. This also illustrates that the sophistication of Chinese exports during this period is substantially overstated. In addition we estimate that ten percent of U.S. imports are its own value re-imported through upstream intermediate exports and Chinese import value accounts for less than 2 percent of U.S. domestic consumption. Further we found that global and regional levels highly integrated supply chains developed, particularly within Asia, North America, and Europe. These findings then dramatically blur the traditional notion of outsourcing/offshoring and insourcing/inshoring, and when combined with international capital ownership, and hence ownership of profits, suggests one needs to be very

5. See particularly Koopman, *et al* (2010) and Koopman, *et al* (2012).

careful when looking at trade and production data for insights on what these mean for a particular economy.

Another aspect of the value added trade work we have done allows us to examine the contributions of various sectors and factors to exports, including manufacturing exports. This work shows us that even though services account for only about 30 percent and manufacturing about 70 percent of US exports based on traditional data, that the service sector value added imbedded in manufactured goods is substantial. Stated differently, a significant source of the competitiveness of US manufacturing exports is derived from its competitive services sector. One needs to think about the contributors to the value chain that makes manufacturing exports competitive. In fact re-computing a simple, standard calculation like revealed comparative advantage using value added trade data instead of traditional trade data, results in India no longer having a revealed comparative advantage in services exports, while the US goes from not having a revealed comparative advantage in services to having a substantial one, because of services embedded in its manufacturing exports.

► **The impact of trade**

Finally, building on Jean-Marie Chevalier’s intervention we can look at some recent work by the McKinsey Global Institute on various factors affecting employment changes in various countries.⁶ MGI essentially demonstrates that overall mature economies do not have growing trade deficits, that the contribution of manufacturing goods to trade deficits is essentially overstated, and that primary resources, including oil, have been major contributors to these commodity deficits, and more importantly for this session they illustrate that trade has not been at the heart of job loss in manufacturing –a contributing factor for sure, but much smaller than other factors. An important factor identified in the McKinsey work is the “demand” pull for labor from fast growing service sectors –that is as consumers demand more services, many of which are relatively labor intensive and/or require geographic proximity to the point of consumption– these sectors competed with manufacturing for both capital and labor, and won. At the same time, with rapid productivity growth and technological change manufacturing demanded less labor and different kinds of labor. McKinsey illustrates for the US that the decline of 5.8 million full time equivalents in manufacturing can be largely explained by rapid productivity growth, with slow domestic demand growth for manufactured goods contributing a

6. McKinsey Global Institute - Roxburgh, *et al* (2012).

small decline in employment while rapid demand growth in various service sectors contributing to 14.5 million additional FTEs needed in those sectors (much of which was offset by fast productivity growth in those sectors also.)

So what does re-sourcing of manufacturing mean for the developed world? Given the complex relationship and inherent duality in developed countries manufacturing and services markets, combined with complex global supply chains probably means that trade will have more of an impact in rebalancing between these sectors, and that other more important macroeconomic and structural developments will have to be looked for to rescue slow growth and stagnant wages.

What it Takes to do Business around the World

Michael Burda

Université de Humboldt

I am an American living in Germany; I live in Berlin, and for almost 20 years I have watched how Germany became a different country due to the completion of the single market, the introduction of the single currency and all the problems which can be traced back to German reunification. How did Germany manage to get its labor costs down with all these East Germans coming in with no physical capital to work with and almost no experience with market economics?

As an economist, I am happiest when I can understand what is going on here. We are talking about why firms choose to stay, to go somewhere else or simply move certain activities abroad. We are used to thinking of production as a function of capital and labor. It was the very simple 19th century view of the factory, with workers standing at an assembly line using machines to put together things. Economists tend to follow the noise and write down mathematical functions that help us think about these things. The world has moved much faster than we have, and if we are honest, because of the Internet and communications technologies all these things have changed.

► **What matters is human capital**

Capital is important, but it is not the only thing. Labor is important, but what is more important is human capital. It is really about what people do with their heads, and the ability to react to new situations and develop new ideas is really important. The ability to communicate has become very

cheap with the Internet, so we can literally have the situation of a dentist in China actually using some device to play with my teeth here in Europe. It is happening already. The United States outsources its radiology work to doctors in India while they sleep, and when the American doctors wake up the next morning the results are already on their desks.

A lot of trade economists still believe in comparative advantage. France makes better wine than anybody else in the world, even, in my opinion, South Africa. That may change some day, but some things are changing, and other factors that are soft are becoming more important. I mentioned education; France has a well-educated population that is flexible, can change its orientation quickly and maybe speaks a second or third language; that is a huge advantage. However, training, having an apprenticeship system, also helps. It helps to have the political infrastructure, stability, rules of law, not too much corruption. It helps to have a tolerant population, a population that tolerates freedom as well as social conformism. Mobility is important.

In times of economic change, it is not a shameful thing to lose a job, and the Danes have shown all of Europe that it is possible to change your job because your employer says what you are doing is not useful anymore and has to let you go. It is not a shame, and the Danes have been able to figure out a way to integrate people into new jobs quickly, almost, I would say, in a more social way than the US or the UK have done.

► **Entrepreneurs, a key asset**

Most importantly, it is a comparative advantage to have entrepreneurs, because the world is changing so fast right now. The most valuable thing in the world is to have people who have the guts to try a new idea and are not scared that the government will take away all their profits if they are successful. I sound like a good old free market American, but I have to say this is an important fact, not only in France, but in Germany and a lot of countries where it is just difficult to start a business, it is difficult to close a business, it is difficult to get a license to do this and that.

The World Bank has a wonderful index, “Doing Business around the World,” and I think it is very important for finding out where the business is going to go. They rank 185 countries on the basis of how easy it is to start a business, close a business, get credit, enforce contracts, not have to pay bribes, get electricity, and you can imagine the top countries and the bottom countries. It is interesting that the United States is not number one. The number one is Singapore, with Hong Kong and Canada next. The United States is fifth or sixth. Ireland is tenth. France is 26th, and Germany is 22nd,

so you are in the same league. Where is Greece? It is 100th, just ahead of Bangladesh. You can see that this must have something to do with economic success, especially in a world where it is easy for me to move my radiology work to Bangladesh. It will go there if they have rule of law and can enforce a contract.

Therefore, my view of this is, it is important to talk about all of these things. The Germans had a string of luck and are producing the right things. One of the most important things Germany has that a lot of European countries do not have is a training system. Most Germans do not go to university, but they are very likely to attend an excellent apprenticeship program, and that gives them a lot of valuable market training they can use, and when things change they can reallocate, they can change firms and even sectors more easily. These are things I think are important for deciding where the next boom is going to be, whether in eastern Europe, Asia, Vietnam, or back in the United States, which I also anticipate, because the US is a place where you can actually market a good idea, and as we have seen in the case of Facebook and all these things I do not understand, it has been a real success.

Innovation et rapidité de mise en marché, aussi importantes que coûts de production

Bruno Cercley
Rossignol

D'abord, je voudrais partager une conviction que j'ai depuis un certain temps et qui nous a vraiment guidés, chez Rossignol, ces quatre dernières années, des années de grosses restructurations et de décisions de stratégie industrielle. En effet, le seul coût de la main-d'œuvre, qui a fait de la Chine la plus grosse usine du monde ces vingt dernières années, est un critère important, mais ce n'est plus du tout un critère suffisant pour prendre une décision industrielle que l'on veut durable. En ce sens, le cas de Rossignol est assez édifiant. Rossignol a une centaine d'années. L'entreprise est née en 1907. Nous fabriquons des skis ; nous fabriquons des chaussures ; nous fabriquons des fixations ; nous fabriquons des casques, des bâtons ; nous faisons du textile. Nous avons des usines en France et en Europe de l'Ouest (en Espagne et en Italie). Nous sous-traitons en Europe de l'Est ; nous sous-traitons en Chine. Concernant nos catégories de produits, je pense que nous avons une assez bonne vision de ce que sont les plus et les moins d'une fabrication dans un certain nombre de pays.

Quand on réfléchit à la stratégie industrielle, je pense que, en particulier dans le ski, il y a un certain nombre de facteurs très simples à prendre en compte, qui me semblent incontournables.

► Où est le marché ?

Dans le ski, le marché est à 60% en Europe, dans les montagnes alpines, à 30% en Amérique du Nord et à 10% dans le reste du monde. Quand on

a la chance d'avoir une usine par exemple à Sallanches, au pied du Mont Blanc, à côté de Chamonix, c'est tout de même un peu plus simple d'aller comprendre quelle est la pratique, ce que demande le consommateur, le skieur, et de le mettre en œuvre, localement, le plus vite possible.

► **Des matières premières proches**

Le deuxième point est que le coût de production, en particulier pour les skis, est essentiellement de la matière première. Nous avons la chance, et cela nous a beaucoup aidés dans les décisions prises ces trois dernières années, que les matières premières viennent essentiellement d'Europe ; il n'y a pas de marché en Chine et le coût des transports a augmenté de façon très importante ces dernières années. Ne serait-ce que sur le critère pur de coût de production, on a pu démontrer qu'on arrivait à une rentabilité tout à fait satisfaisante sur nos sites européens. Cela n'est possible que si, sur le long terme, vous investissez, vous continuez à faire des efforts de productivité. Aujourd'hui, nous sommes capables de produire des skis en France en dix minutes ; nous ne sommes pas capables de le faire en Chine, où il faut 50 ou 55 minutes au minimum.

► **Innovation et vitesse d'exécution : deux autres clés majeures**

Le troisième point qui me semble très important est que l'innovation – du moins en ce qui nous concerne – est tout aussi importante que le coût de production. Nous renouvelons notre gamme de produits tous les trois ans, c'est-à-dire par tiers tous les ans. Tout cela se fait à coups de bonnes idées et, si possible, de brevets. Le couple innovation et rapidité de mise en marché est absolument fondamental dans le succès qu'on peut avoir en lançant nos nouveaux produits. La réactivité de la chaîne recherche et développement, industrialisation et production, est au moins aussi importante que le seul coût variable de production. C'est vraiment la raison fondamentale qui nous a guidés dans les choix que nous avons faits, chez Rossignol, pour de nombreuses années à venir, j'espère. Je suis toujours frappé par les exemples américains de Ford et de Toyota. On voit l'implantation de Toyota aux États-Unis : je crois qu'il y a dix usines Toyota, aujourd'hui, aux États-Unis, qui font travailler plus de 40000 personnes. Au moment où Ford délocalisait massivement en Amérique du Sud ou en Amérique Centrale, Toyota investissait aux États-Unis, amenait des ingénieurs pour essayer de comprendre le mode de vie américain et la façon d'utiliser les voitures. Je pense que c'est cette chaîne de valeur qui leur a permis de passer devant Ford aux États-Unis en vingt ans.

► **Le label « Origine France Garantie » : un plus, oui si le prix est bon**

Il ne s'agit pas de dire qu'on peut être non compétitif, et que cela marchera simplement et uniquement à coups de bonnes idées. Je pense qu'il faut bien sûr absolument être compétitif. Quand on me pose la question : « Est-ce que le label France ou le *Made in France*, vous permet de vendre vos skis plus chers, comme ce pourrait être le cas pour des sociétés comme Hermès ou d'autres ? », je réponds que ce n'est pas du tout le cas. Nous sommes dans un monde hyperconcurrentiel. Simplement – si je prends l'exemple des États-Unis –, quand vous skiez à Aspen ou à Jackson Hole, il y a vraiment une histoire avec Rossignol. Les Américains connaissent très bien le coq bleu, blanc, rouge qu'on met sur la spatule des skis Rossignol. Il y a un affect positif et, si vous êtes compétitifs, ils vont vous choisir ; si vous ne l'êtes pas, ils ne vous choisiront pas. Ce n'est pas plus compliqué que cela. On essaie de fabriquer des skis de la façon la plus compétitive possible en nous servant de notre capacité d'innovation et de nos bases industrielles, proches des marchés. Vous pourrez utiliser ces skis à Chamonix ou à Aspen. Vous les utiliserez parce qu'un champion du monde a skié avec et a gagné ; parce que nous avons déposé des brevets pour des technologies nouvelles ; parce que, en fin de compte, nous sommes compétitifs par rapport à l'ensemble du marché. Ni plus, ni moins.

Produire près des clients

Jean-Pierre Clamadiou

Solvay

Je suis toujours impressionné lorsque j'interviens aux côtés d'universitaires. Je ne peux que raconter une histoire qui est celle de mon quotidien de chef d'entreprise. Ce qui est amusant, c'est qu'elle résonne de façon intéressante avec Rossignol, même si je fais des produits moins «sexy» que ceux de Bruno Cercley !

Solvay est l'un des grands acteurs de la chimie mondiale. Il a une double origine : une origine belge et une origine française, puisque Solvay a intégré en son sein le groupe Rhodia il y a plus de douze mois.

Première idée qu'il faut avoir en tête lorsqu'on parle de chimie : on parle d'industrie lourde. Un groupe comme Solvay, qui réalise 13 milliards d'euros de chiffre d'affaires, possède et gère 17 milliards d'euros d'actifs matériels. Cela signifie qu'on ne déplace pas nos usines sur un coup de tête, on ne les met pas sur un bateau pour aller se développer dans une zone où l'on trouverait des facteurs de production plus favorables. La problématique de localisation ne se pose pas tous les matins. La position géographique actuelle de nos activités est le fruit d'une longue histoire. On joue sur l'incrément. Solvay investit chaque année près d'un milliard d'euros, dont 400 millions d'euros sont consacrés à la maintenance et l'amélioration de nos actifs existants. Pour les 600 millions restants, nous avons un choix à faire. Nous sommes de très grands producteurs et exportateurs à partir de l'Europe. Solvay exporte à peu près la moitié de sa production européenne. Nous allons continuer à nous développer et à produire dans cette région, c'est une tendance de long terme.

Lorsque nous devons choisir un lieu pour implanter une nouvelle unité de production, trois critères s'imposent à nous. Le premier est évidemment le marché et son potentiel de croissance. Le second est la disponibilité des

compétences et un environnement favorable à l'innovation. Le troisième est le coût d'accès à l'énergie et aux matières premières.

► **Croissance et proximité**

Sur le premier critère, le marché, les chiffres sont assez simples. On analyse la dynamique de croissance de nos économies et d'un certain nombre de pays émergents. Nous avons également la volonté de développer des capacités de production près de nos clients. C'est un moyen efficace pour nous d'entretenir une relation directe avec eux et de créer des chaînes logistiques plus simples, plus fiables et moins coûteuses. Produire près de nos clients nous permet de limiter les stocks et de réduire notre exposition aux risques de change qui sont importants aujourd'hui. D'autres éléments viennent bien sûr compliquer cette équation, au-delà du coût du travail. D'ailleurs, dans les trois critères que j'ai évoqués, je n'ai pas cité le coût du travail. C'est bien sûr un élément significatif, mais quand on regarde notre compte d'exploitation, le coût du travail représente à peu près la moitié de nos coûts d'énergie et de matières premières. Pour nous, chimistes, ce n'est donc pas un facteur discriminant.

► **L'innovation au cœur du monde occidental**

Pourquoi la matière grise et l'innovation comme deuxième critère ? Parce que la vitesse à laquelle on innove est différente selon les régions du monde. Contrairement à ce que pensent certains, la chimie est au cœur d'une forte dynamique d'innovation. Nous sommes l'industrie des industries et fournissons à ce titre tous les secteurs industriels. Nous nous devons d'être à la pointe pour apporter à nos clients les matériaux, les produits et les technologies dont ils ont besoin pour faire évoluer leurs propres offres. Très souvent, les marchés les plus innovants sont les marchés occidentaux. Par exemple, Solvay est le premier fabricant au monde de polymères de spécialités pour smartphones. Même si on livre physiquement le produit auprès de mouleurs ou de monteurs chinois, la réalité est qu'on développe plutôt en Californie ou en Suède la relation qui nous permet de réussir à fournir ces fabricants prestigieux.

La matière grise, c'est l'accès aux ressources humaines, aux ingénieurs, aux docteurs qui peuplent nos usines et nos laboratoires. C'est aussi la capacité à développer des approches communes avec les grands laboratoires universitaires. On a développé en Europe, et singulièrement en France, un écosystème très performant. Nous avons des laboratoires mixtes avec le CNRS ; nous avons des collaborations universitaires de diverses natures.

Dès lors, nous avons pu développer un contexte d'*open innovation* qui est un facteur de succès pour nous. Certes, la Chine produit quelques centaines de milliers d'ingénieurs chimistes chaque année, mais nous ne savons pas encore comment utiliser cette opportunité et cette ressource. L'Europe restera une région du monde dans laquelle nous allons continuer à être présents, à travailler, à nous développer, parce qu'il y a cet environnement favorable en matière de compétences et d'innovation.

► Révolution énergétique

Le troisième critère est l'énergie. Je pourrais parler des matières premières au sens large. Mais je vais plutôt parler d'énergie car je voudrais faire passer un message en ligne avec les interrogations de ces Rencontres. Est-ce que le soleil se lève à l'Ouest ? En matière énergétique, la réponse est clairement oui ! Il se produit, depuis deux ans, une révolution, dont on n'a pas encore tout à fait perçu l'impact. Cette révolution est née aux États-Unis. C'est l'essor d'une production de gaz non conventionnels très bon marché qui a conduit à révolutionner l'équation énergétique mondiale. Aujourd'hui – j'exprime les prix dans la même unité, des dollars par millions de BTU – on achète du gaz à 2 aux États-Unis ; on achète du gaz à 10 en Europe et on achète du gaz entre 15 et 18 en Asie. L'écart devrait se réduire un peu dans les prochaines années et 2 pourrait devenir 4. Malheureusement, je ne vois rien qui me dise que le 10 pourrait devenir 5 ou 6 en Europe et je ne vois pas non plus les éléments structurels qui pourraient faire évoluer le 15 à 18 en Asie. Les États-Unis sont en train de devenir une zone d'énergie bon marché. Le gaz se transporte difficilement. Pour le transporter d'un continent à un autre, il faut le liquéfier puis le re-gazéifier. Les infrastructures n'existent pas car elles sont coûteuses à mettre en place. Pendant longtemps, ces grandes zones du monde vont rester des îles. Grâce à la disponibilité de très grandes quantités de gaz, très peu cher, les États-Unis sont en train de devenir un paradis énergétique.

Les conditions y deviennent particulièrement intéressantes pour les industriels qui ont besoin d'avoir accès à une énergie compétitive. De manière très concrète, mes collègues chimistes américains ont annoncé 16 milliards de dollars d'investissements nouveaux sur le territoire américain dans les cinq prochaines années, pour y construire des crackers et des unités de transformation. C'est une révolution dont les conséquences vont progressivement se propager en aval.

C'est une révolution dont malheureusement les autorités politiques tant au niveau européen que dans les principaux pays de la zone n'ont pas pris la mesure et dont je crains qu'il ne bouleverse les équilibres entre les grandes puissances industrielles.

An Indian Perspective on Outsourcing

Nadir Godrej
Godrej Industries

The EU now is in a bind
As jobs are very hard to find.
The Germans feel austerity
Is the one and only key.
The debtors feel we must have growth.
Is there a way we can have both?
And don't you think it would be great
If austerity could stimulate.
Of course all activity
That helps competitiveness
And cuts the deficit as well
Will serve the goal as you can tell.
Our panelist Eric Labaye
Says Portugal has found a way.
They tried to raise activity
By breaking through rigidity.
And working hours have been increased
And salaries have been decreased.
But will it see the light of day
Or could it still lose its way?
And jobs is what it's all about
And that is why we hear this shout
Against the trend of outsourcing
And even think about resourcing.
By now it is quite the cliché-
In goods China leads the way
The service sector's India's field.

And therefore both these giants wield
A power that's indeed immense
Which makes their customers quite tense.
In labour costs there was divergence
But now there is some convergence.
In recent years it's quite surprising
The Yuan has started rising.
Undoubtedly there is some hope
But frankly there is little scope
For resourcing jobs that have been lost.
It's not a matter just of cost.
The East has learned these skills the best.
Not much is left here for the West.
Once FDI flowed west to east.
But now it is a different beast.
And Indian firms in the USA
Have indeed found a way
To localize across the board.
At first all that they could afford
Were people who brought in the sales
But now we also hear some tales
Of guys who do the daily grind
And in good time we'll also find
That Europe might well find a way
To gently persuade and sway
Their Indian firms to employ
Some locals and you'll note of course
This is a good way to resource!
But the real solution for the West
Is doing what it does the best.
As industries begin to wilt
Newer ones should be built.
And as these industries employ
They will indeed spread much joy.
That is not to say of course
You shouldn't try and resource.
Now boosting first creativity
And then competitiveness.
Is the method that's the best
To make the Sun rise in the West!

Développer les compétences de la population active

Eric Labaye

McKinsey&Company

La question des délocalisations et des relocalisations revient à s'interroger sur un éventuel déclin des économies avancées. Ma réponse est que rien n'atteste aujourd'hui d'un tel déclin, en tout cas pas pour les pays de l'OCDE pris dans l'ensemble. Sur la dernière décennie, la balance commerciale des quinze de l'Union Européenne, plus les États-Unis, plus le Japon, n'a pas bougé. Elle était de -1,6% du PIB il y a dix ans ; elle est de -1,5% aujourd'hui ; et ce malgré le fait qu'elle ait encaissé un choc sur le prix des importations de matières premières de 1 à 2% négatifs. Ce qui veut dire – si l'on prend la valeur des exportations comme indicateur de compétitivité de ces 17 pays – que leur compétitivité s'est améliorée sur les dix dernières années, avec une hausse des exportations de services et de produits industriels.

Derrière ce constat qui indique une moyenne, il existe des différences fortes entre les pays. Parmi ces 17 pays, certains affichent des balances commerciales positives de 5 à 8% (les pays nordiques, la Hollande, ou l'Allemagne dont on parle régulièrement), la Belgique se situe entre 3 et 4%, et un certain nombre montrent des balances commerciales négatives de 3 ou 4%. C'est le cas de l'Italie et de la France, qui sont passées d'un solde positif à négatif sur les dix dernières années, ainsi que des États-Unis.

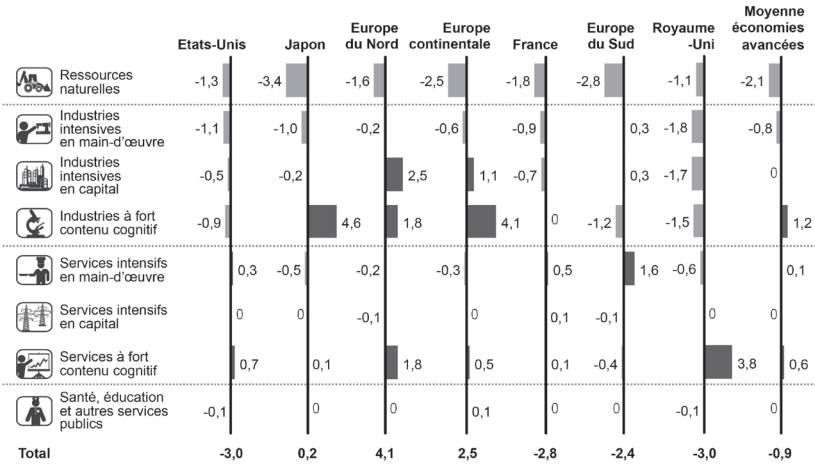
► Une approche par secteur

Au-delà de cette segmentation par pays, regardons la situation par secteur. McKinsey a réalisé une étude¹ qui analyse la compétitivité par type

1. *“Trading myths: Addressing misconceptions about trade, jobs, and competitiveness”*, McKinsey Global Institute, mai 2012.

Des profils de balance commerciale différents dans les économies avancées

% du PIB ; 2009



NOTE : Les totaux peuvent diverger de la somme exacte de chacun des composants en raison des arrondis
 SOURCE : EU KLEMS ; IHS Global Insight ; OCDE ; analyse McKinsey Global Institute

d'industries et de services. Dans les industries comme dans les services, nous avons identifié les activités intensives en main-d'œuvre, celles intensives en capital et celles à fort contenu cognitif. À travers ce prisme, deux secteurs ressortent comme étant fortement exportateurs pour le groupe des Quinze, des États-Unis et du Japon : le premier est celui de l'industrie intensive en contenu cognitif, et le second est celui des services de cette même catégorie. Le premier est à +1,2% en moyenne pour ces pays, le second à +0,6%. Les autres sont plutôt autour de 0%, excepté l'industrie intensive en main-d'œuvre qui, elle, est négative à -0,8%. Bien entendu, sur ces différents segments, apparaissent à nouveau de fortes variations entre pays. On va retrouver les pays nordiques, l'Allemagne, la Belgique et la Hollande, en position de force aussi bien sur les industries intensives en capital que sur celles à fort contenu cognitif (avec des soldes positifs de 5 à 10%). Sur les services à fort contenu cognitif, on va retrouver l'Angleterre en tête, avec un solde positif entre 3 et 4%, grâce notamment aux services financiers.

De cette première analyse, je tire deux conclusions. La première est qu'il n'y a rien d'inéluctable pour les économies avancées. On voit bien que, sur dix ans, malgré la forte croissance des pays émergents, leur balance commerciale hors énergie s'est améliorée. Deuxièmement, il faut identifier très clairement les secteurs dans lesquels on est présent et, pays par pays, définir les activités qu'il est opportun de développer, ce qui permettra de localiser cette valeur ajoutée sur le territoire national, que ce soit dans l'industrie ou les services.

► **45 millions nets de créations d'emplois dans les services**

Se pose aussi la question de l'emploi. La valeur ajoutée est une chose, mais on voit qu'en parallèle, dans quasiment tous les pays, l'emploi a diminué dans l'industrie. Ce ne sont pas les échanges commerciaux qui sont en cause, mais les mutations de la demande et le progrès technique. Nous nous sommes livrés à cet exercice d'analyse pour les États-Unis, et sur dix ans, on constate que 80% de la diminution du nombre d'emplois industriels sont liés à l'évolution de la demande et aux gains de productivité. Uniquement 20% sont liés à des phénomènes d'*offshoring*. Il se trouve que, dans l'industrie, la demande locale est quasiment stationnaire ou faiblement croissante, et avec de forts gains de productivité liés aux nouvelles technologies, ces facteurs entraînant une diminution de l'emploi industriel.

Où se réalise à l'heure actuelle la croissance de l'emploi ? Il est essentiel de le prendre en compte pour décider quel type d'activité il est souhaitable de développer ? Si l'on regarde au sein des 17 pays qui constituent notre groupe d'économies matures, en dix ans, il y a trois secteurs dans lesquels de l'emploi net a été créé. On constate globalement une croissance de 9% d'emplois dans les dix dernières années, qui correspond à -3% dans l'industrie compensés par 3 fois +4% dans les secteurs suivants : les services intensifs en main-d'œuvre, les services à fort contenu cognitif, et tout ce qui relève de la Santé et de l'Éducation.

Dans ces 17 pays, on a eu environ 15 millions nets de créations d'emplois dans chacun de ces trois secteurs en l'espace d'une décennie. La question que chaque pays doit se poser pour créer davantage d'emplois est donc : « ai-je bien le bon environnement réglementaire, concurrentiel et de formation pour localiser sur mon territoire et développer l'emploi dans ces trois secteurs ? » Il apparaît aussi que le débat « industrie contre services » est un peu dépassé. Quand on regarde, par exemple, la Suède ou l'Allemagne, une bonne partie des emplois dits « industriels » sont en réalité des emplois de services. Ainsi pour la Suède, 40% des emplois dits industriels dans la nomenclature sont en fait des emplois de services. Les services comptent déjà pour un tiers des exportations de l'Allemagne. La question, si l'on souhaite créer ces emplois, est donc de savoir, sur la chaîne de valeur ajoutée, quels sont les secteurs où l'on peut avoir des avantages comparatifs. Pour les pays avancés qui veulent tirer parti de la demande mondiale, ils sont plutôt dans les secteurs à fort contenu cognitif ou intensifs en capital. Dans ces secteurs, ces pays ont naturellement des avantages construits dans la durée, et qu'ils peuvent continuer à développer à l'avenir.

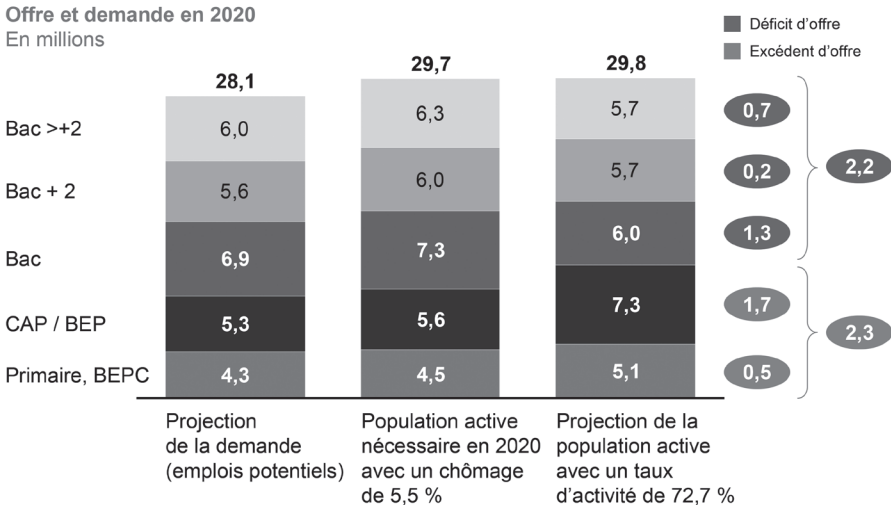
► **Mobilité et développement des compétences**

Ce qui m'amène au dernier point, celui du « comment ». Comment faire pour créer ces emplois ? Deux points me semblent fondamentaux :

- La mobilité du travail pour réallouer ou, en tout cas, assurer le passage de la main-d'œuvre des secteurs qui déclinent vers les secteurs en croissance. Comment assure-t-on cette mobilité ? Elle doit être sectorielle, fonctionnelle et géographique.

- Le développement des compétences notre cabinet a mené une étude, à la fois aux États-Unis² et en France³ sur l'emploi à horizon 2020. Elle révèle deux problèmes. Le premier est que nous allons manquer de personnes très fortement qualifiées pour occuper les emplois dont nos pays auront besoin en 2020. Ce sont par exemple des emplois dans les technologies de l'information, des emplois de statisticiens pour exploiter la tendance du *big data*. Ce sont tous des emplois très fortement qualifiés. En France, il y a un potentiel de création de deux millions d'emplois d'ici 2020, mais on ne sait pas encore si les actifs auront la formation requise. À l'inverse, il y a deux millions de personnes qui sont peu qualifiées et pour lesquelles il n'y aura

Une inadéquation en offre et demande d'emploi selon les niveaux d'études en 2020



2. *An economy that works: Job creation and America's future*, McKinsey Global Institute, juin 2011.

3. *L'emploi en France : Cinq priorités d'action d'ici 2020*, McKinsey Global Institute, mars 2012.

pas forcément d'emploi en 2020. L'enjeu sera donc à la fois de créer ces emplois, mais aussi de faire évoluer les compétences de toute la population active, en s'assurant qu'on a les bonnes filières d'enseignement pour préparer aux emplois de demain, qu'on a une bonne professionnalisation à l'entrée sur le marché du travail, mais aussi, et c'est encore plus important, qu'on propose des formations tout au long de la vie, pour pouvoir accroître les compétences et disposer d'une main-d'œuvre adaptée qui pourra être déployée dans ces secteurs intensifs en compétences et en capital.

Faire le choix du long terme

René Ricol

Ricol Lasteyrie

Si je résume, Bruno Cercley et Jean-Pierre Clamadieu ont dit que l'approche de court terme est une approche catastrophique. On le savait pour les marchés financiers et cela nous a coûté très cher. Cela s'appelle des produits structurés. On gagne à très court terme et on oublie ce qui se passe ensuite. C'est l'effet de mode de la délocalisation, dont on peut démontrer sur des sociétés moyennes, grandes ou très grandes, qu'en réalité, cela a apporté peu d'avantages, voire pas d'avantages du tout, que cela a coûté de l'argent, que cela a mis les marchés en risque parce qu'on ne savait plus comment maîtriser son marché, que les effets systémiques sont beaucoup plus compliqués à traiter ; que, subsidiairement, on se crée, de droit ou de fait, son concurrent de demain.

Derrière ce court termisme, il y a un phénomène de mode, une stupidité, une appétence pour l'argent et un mépris même du pays où on délocalise ses investissements, qui sont stupéfiants.

Puis il y a la bonne approche, celle que j'ai entendue des différents intervenants qui m'ont précédé, c'est l'approche du long terme. On se pose une première question : «Où est mon marché ?». Cette question est en fait une définition. Pour mon groupe, s'il est mondial, mon marché est mondial et il faut que je grossisse, que je m'adapte. La petite entreprise doit savoir se dire «mon marché est local. Alors, je ne fais pas semblant et je ne vais pas ailleurs.»

► Financer des formations longues

Deuxième question : «Où est le savoir-faire ?». Et on retombe sur des questions de fond. On a parlé des doctorants et on manque de doctorants dans

ce pays. Quand les grandes écoles, comme Polytechnique, comprendront qu'il faut sortir plus de doctorants, on ira beaucoup mieux. Mais, sur les mêmes sites, sur les mêmes campus universitaires, il faut qu'on ait toute la chaîne, jusqu'à l'apprentissage. Cela veut dire que la question se pose en termes de solidarité : comment mieux fonctionner ? Est-il normal que la taxe d'apprentissage finance des Grandes écoles plutôt que de financer, par exemple, des centres d'apprentissage ? La mobilité se fera autour de cela, avec de l'argent affecté à une stratégie de mobilité qui suppose une formation longue. Des gens qui, à 40 ou 45 ans, qu'ils soient ingénieurs ou ouvriers, se trouvent dans un secteur en voie de déclin ou de disparition, n'ont pas besoin de petites formations sur quelques mois, mais de formations longues.

► **Une relation adulte entre l'entreprise et l'emploi**

De la même manière, la relation de l'Entreprise au pays dans lequel elle s'installe, va devenir une relation adulte. Le pays où il y a un intérêt à délocaliser est le pays dont on veut prendre le marché. Dans ce cas, il est moral et légitime que les gens chez lesquels on va prendre un marché disent : « Vous êtes gentils, mais nous voulons aussi de l'emploi. Vous n'allez pas uniquement nous vendre vos produits ». C'est une relation adulte. C'est une relation de confiance. Et la relation avec ses salariés devient la même sur le long terme.

On a aujourd'hui un problème de compétitivité du travail. On en parle sans arrêt. Comme je suis comptable, c'est assez simple. On ne va pas faire la TVA sociale. Il y a eu un choix. On est tous démocrates et ce choix est clair. On ne va pas réduire les salaires. Le problème de la durée du travail est donc posé. Est-il légitime de penser qu'on a des RTT chez les jeunes cadres en France ? Par exemple, mes enfants ont neuf semaines de congés quand, en Allemagne, ils en ont quatre. C'est la réalité des choses. Il faut en convenir simplement. Quand j'en parle avec mes enfants, ils me répondent que cela a beaucoup d'intérêt pour leurs propres enfants. Oui, très bien, mais cela pose des problèmes.

Pour conclure : est-ce que nous rentrons dans un monde de solidarité ou est-ce qu'on reste dans un monde du court termisme et du chacun pour soi ? Tout tourne autour de cette interrogation. Nous avons essayé, avec les investissements d'avenir, de nous placer dans le long terme, de faire des investissements, des co-investissements entre le secteur public et le secteur privé, pour trouver des projets et des sites où l'on aura de la valeur ajoutée demain. On s'est positionné à cinq ans ou à dix ans. C'est tout à fait essentiel. C'est comme cela qu'on construit un pays et on voit que, là,

on a besoin de tout le monde. On a besoin de l'université ; on a besoin de centres d'apprentissage ; on a besoin de discuter avec les salariés ; on a besoin d'actionnaires qui soient dans la durée et pas court termistes. On n'a pas besoin de gens qui disent que, pour eux, le court terme est à cinq ans parce que, pour l'industriel, le court terme n'est pas à cinq ans. Pour l'industriel, les équipements valent plus que le chiffre d'affaires.

Renouveler la valeur ajoutée

Didier Lombard

ST Microelectronics

Pour répondre à la question de la délocalisation, je crois qu'il est indispensable de la mettre en perspective en se plaçant dans le contexte où le tissu industriel est en évolution permanente. Cette approche dynamique est cependant très difficile à faire passer. De prime abord, on dispose d'un tissu industriel ou d'un tissu économique bien organisé. Mais à y regarder de plus près, c'est le mouvement qui l'emporte : des cellules naissent, grandissent et, à un moment doivent être remplacées. Il faut en permanence se préoccuper de ce phénomène. Si l'on ne veut pas être confronté à des problèmes de délocalisation, il faut toujours anticiper ce genre de mouvement, absolument impossible à éviter. Et, donc, il convient de remettre systématiquement sur le métier le challenge de créer de la valeur, de créer des produits nouveaux, de se différencier par rapport à ce qui se passe partout ailleurs, et évidemment de s'adapter aux marchés qui nous entourent. Cette démarche est extrêmement importante.

Le deuxième point relatif aux délocalisations est bien sûr celui de l'emploi. Il y a quelques semaines, un des leaders mondiaux du e-commerce, Amazon, a annoncé qu'il allait implanter une plate-forme logistique en Bourgogne, au centre de la France. Cela a tout de suite eu un certain retentissement médiatique. Les créations d'emplois apportées par cette installation sont bien sûr une bonne chose, mais il faut souligner qu'il s'agit d'activités de logistique, c'est-à-dire des emplois qui, souvent, n'exigent pas un niveau d'expertise très élevé. Dans ce cas, la vraie création de valeur d'Amazon n'est pas là. Elle se situe ailleurs, en amont et hors de l'hexagone, dans le processus industriel. Dans ce monde du commerce électronique comme

dans d'autres secteurs, il faudrait faire en sorte de ramener la création de valeur sur le continent européen parce que, en ce moment, on est en train de perdre la partie face aux États-Unis et à l'Asie. Même si la nécessité de développer chez nous des emplois dans la chaîne logistique est une très bonne nouvelle, il faut évidemment s'attacher à la création d'emplois plus sophistiqués. À cet égard, je rappelle que lorsque je dirigeais l'Agence Française pour les Investissements Internationaux, on ne comptabilisait pas les emplois de proximité dans le bilan parce que je considérais qu'ils n'étaient pas délocalisables. Finalement, l'enjeu central de la localisation/délocalisation est celui des emplois à forte valeur ajoutée que la dynamique industrielle permet de créer.

À cet égard, l'aventure de ST Microelectronics est intéressante. Elle a commencé il y a plus de vingt ans. ST est basée sur le principe que j'énonçais précédemment consistant à toujours renouveler la valeur ajoutée réalisée en France. L'histoire des composants est extraordinaire puisque, tous les trois ou quatre ans, il y a une nouvelle étape technologique correspondant à une future génération de composants. Si l'on manque une de ces étapes technologiques, on sort du jeu trois ans après. ST Microelectronics a mené continuellement des développements technologiques extrêmement intenses pour accéder et rester aujourd'hui dans le peloton de tête mondial de son secteur. Chaque grande avancée repose sur l'élaboration d'un nouveau plan de développement. Au début, nous le réalisions seuls puis, confrontés aux coûts croissants de la R&D – doublement à chaque génération – nous avons été conduits à le faire avec d'autres partenaires. Nous nous sommes regroupés entre constructeurs et, une fois qu'une nouvelle technologie était en place, chacun repartait de son côté pour aller fabriquer des produits différents. Cela nous a permis d'avoir un système industriel dans lequel les produits les plus sophistiqués sont fabriqués en Europe, principalement en France et en Italie, mais également dans d'autres pays. Les produits issus de générations technologiques précédentes ont migré en Asie où l'on optimise la fonction de production tout en étant présent sur des marchés en forte croissance : 60% de nos marchés sont en effet du côté de l'Asie, tout en sachant que 50% de ces produits reviennent ensuite en Europe.

Les composants sont peut-être un univers un peu abstrait pour la plupart d'entre nous. Nous sommes pourtant environnés de composants : avec les mobiles, nous avons tous des produits ST dans nos poches ; quand on tourne la clef de contact de notre voiture, il y a automatiquement un composant ST derrière ce geste. Ces exemples illustrent l'importance économique et stratégique du secteur des composants et ils aident à mieux comprendre

la décision prise il y a vingt ans de faire les efforts pour faire en sorte qu'il reste un fabricant de composants de rang mondial en Europe. Nous avons réussi ce challenge qu'il faut renouveler régulièrement : nous avons une nouvelle étape à franchir l'année prochaine et nous sommes en ordre de bataille pour le faire.

► **Les trois chances de l'Europe**

Dernier point – sur lequel je vais me rapprocher des propos tenus par mon collègue et ami Jean-Pierre Clamadieu – je crois que l'Europe a devant elle trois chances à saisir. Trois secteurs sont au bord d'une révolution. Je ne parle pas des révolutions du passé, mais de révolutions à venir dans les deux ou trois ans et qui vont peser fortement sur la position européenne dans le concert économique mondial. Ce sont des problèmes d'infrastructures et de production. Le premier secteur, et le plus essentiel, concerne évidemment l'énergie. Le deuxième est celui des télécommunications où ce qui va se passer sera encore plus cataclysmique que ce que nous avons déjà connu. Le troisième secteur est celui des transports dans son ensemble qui ne peut pas continuer avec le système tel qu'il est. Relever le défi de ces trois révolutions nécessite des milliards d'euros d'investissements, ouvre des perspectives considérables d'emplois dans des activités à forte valeur. Le positionnement de l'Europe en dépend et il faut que les responsables politiques le comprennent ainsi que les régulateurs, qui suivent théoriquement leurs instructions. Dès lors, les investissements privés pourront être mobilisés, et non des financements publics, ce qui serait inapproprié en ces temps de crise. Si nous savons les conduire efficacement, ces trois chantiers peuvent être de puissants facteurs de croissance aptes en ces temps de grisaille économique à ramener le soleil au-dessus de l'Europe.

Three Lessons from Asia

Luca Silipo

Natixis Asie

One of the interpretations of delocalization I found most interesting is from someone who is not an academic but a theorist called Clayton Christiansen, an American, who has this theory of disruptive technology. It shows that small producers in a sector with tiers, for example steel or cars, start with low margin production, which bigger producers are very happy to leave to small producers, and slowly they conquer the market. And I think that this is exactly what is happening with emerging economies, first concentrating on low grade, low level production and then taking on more market shares.

I have been asked to summarize the lessons that Europe can learn from Asia on reindustrialization, to see if the sun can rise from the West. Obviously, Asia is a lot of different countries with a lot of different experiences, but I think that focusing on four countries, Singapore, Korea, Japan and Hong Kong –not so much China– can allow us to three lessons.

► Long-term business management

The first lesson is long-term business management. This is striking, because in Asia everyone speaks of the long term, whether politicians, corporates, bankers, etc. What are the most interesting long-term perspectives? The first one is cherry picking sectors with potential. It is not important that a sector does not yield profits to day as long as it is crucial for to the nation; in terms of industrial policy it is important to cherry pick. The second thing is long-term financing sources, implying long-term oriented banks, of which we have fewer and fewer here in Europe, but which are common in Asia.

► **Conglomerates**

The second thing is something that has not been mentioned but is very fashionable especially in Singapore and Hong Kong ; I want to talk about conglomerates. Conglomerates are large companies, which do everything from food, to oil, plastics, hairdressing, dentistry, everything; definitely not the model of industrial relationships and industrial development we are used to in Europe. However, they can be very useful, especially for the financing of some activities within a conglomerate, which can reallocate resources internally. This is an experience that has never been tried in Europe, with a few exceptions, but that we could draw from in terms of industrial policy.

► **Unions and corporations**

The third lesson is one that is very sensitive in Europe, it is the relationship between unions and corporations, which is really not an issue one in Asia, at least does not give rise to conflicts. It is not quite right to say that the success of Asia rests on poor labor protection. Maybe labor flexibility, to use a politically correct word, had a role at the beginning of development or at the early stages of development of some countries. It is no longer playing any role, and I share the view of many of my friends and colleagues today who say that cost is no longer the fundamental element of competitiveness and localization.

Therefore, this is something that we have to give up, and the idea that we will become competitive if we change labor regulations completely in Europe is not only wrong, it is a trap. You do not need lower costs you need less conflictual relationships between unions and companies. How do you reach this type of relationship? In many Asian nations unions are co-opted within the government, so that the government supports the unions, and together they speak to companies in order to design an industrial policy that is both governmental and corporate, which also profits companies in the long term.

Échanges

Question du public

Ma question s'adresse à Monsieur Cercley, qui a réussi à redresser magnifiquement Rossignol. Est-ce que le redressement avait pour règles de base les trois points que vous avez exposés : Où est le marché ? Quels sont les coûts de matières premières ? Quels sont les coûts de l'innovation ? Est-ce que cela a été suffisant pour redresser cette entreprise ?

Bruno Cercley

Pas tout à fait. Très rapidement, il y a eu deux phases. Dans la première phase, on perdait tout ce qu'on voulait tous les jours et la stratégie était seulement d'être vivant le lendemain matin. Cela a duré environ six mois. Cette première phase a consisté en une simplification de l'offre à outrance, une concentration sur le métier de base : on fait avec ce qu'on a et on essaie d'arrêter de perdre de l'argent. On est passé par une restructuration absolument drastique et on s'est posé la question sur toute la partie industrielle : Est-ce qu'on ferme des usines ? Est-ce qu'on va en Chine ou en Europe de l'Est ?» Franchement, en regardant le coût du facteur à ce moment-là et la vision qu'on avait du marché pour les dix années à venir, je répète qu'il n'y a pas de marché en Chine aujourd'hui. La Chine a un très gros potentiel de ski, mais, aujourd'hui, factuellement, en regardant les indicateurs que sont les nombres de journées de ski par an, les investissements en remontées mécaniques, la création de stations, le style de ski des Chinois aujourd'hui, etc., c'est à peu près 10% du marché français. Ce marché grandit de 10, 15 ou 20% par an et il est absolument certain que, le jour où la Chine sera un marché important de ski, on sera en Chine pour y fabriquer des skis.

Dans le cadre de nos décisions d'implantations industrielles de long terme, on a dû faire nos calculs. Est-ce qu'on peut aller chercher de la productivité ? Est-ce que, de manière durable, on peut continuer d'obtenir les matières premières qu'on souhaite là où on veut ? Est-ce qu'on est capable de maintenir une main-d'œuvre qualifiée là où on en a besoin ? La réponse a été plutôt oui. Encore une fois, on n'avait vraiment pas le temps de réfléchir à des plans stratégiques à dix ans pendant deux ans. Il a fallu prendre ces décisions très structurantes en quelques jours.

Question du public

Je suis très sensible à l'orientation sur le long terme que vous avez tous mise en avant, mais quelle est, aujourd'hui la réaction des milieux financiers à cette nécessité du long terme ? Peut-on également évoquer la prise en compte par les politiques de cette exigence du long terme ?

Luca Silipo

C'est une très bonne question. On passe à une phase où, à cause de nouvelles réglementations, les banques réduisent leurs actifs. C'est très facile de réduire des actifs à long terme. C'est très facile de maintenir des actifs à court terme, sur lesquels la banque a un peu plus de contrôle. C'est pour cela qu'il ne faut pas partir de l'idée que l'intervention de l'État dans une politique industrielle est inutile ou inefficace. Il faut naturellement avoir des politiques économiques, des politiques industrielles, des politiques financières qui vont dans la direction opposée de celles qu'on voit aujourd'hui à cause de nouvelles réglementations qui, probablement, devront être changées, car, sinon, elles entraîneront des problèmes économiques très significatifs.

Jean-Pierre Clamadieu

Quand j'étais patron de Rhodia, Rhodia étant une société qui n'était pas contrôlée, je pensais que mon métier de patron était de construire une stratégie de long terme avec des actionnaires de très court terme. C'est moins vrai aujourd'hui puisque Solvay a un groupe d'actionnaires familiaux de contrôle de très long terme. Mais la réalité est celle-ci : l'investisseur de long terme sur des marchés d'aujourd'hui a une vision de six mois, un an ou dix-huit mois. Il faut construire une stratégie de long terme, avec des actionnaires qui entrent et sortent ; qui prennent cette stratégie en marche et qui la quittent quand d'autres reviennent. C'est vraiment l'un des challenges du patron aujourd'hui.

René Ricol

Cela confirme ce qu'on a toujours essayé de faire à savoir faire perdurer les entreprises familiales, parce que cela fait du capital stable ; on le sait. Les gens qui ont imaginé Bâle 3 et Solvency 2, de l'extrait sec de court-termisme, sont juste fous et, malheureusement, ce sont des gens qui veulent servir l'intérêt général et qui n'ont pas d'intérêts personnels. Ce sont des régulateurs mondiaux et ils sont arrivés à un consensus complètement fou. On est entré dans du court terme de court terme. Cela ne va pas durer très longtemps, mais cela va nous coûter un peu cher à tous.

Question du public

Ma question va un peu dans le même sens. Pour quitter le monde et revenir à l'hexagone, je me souviens que Patrick Artus avait dit, très justement à mon avis, que les choix de spécialisation industrielle de la France avaient largement échoué. Il y a eu, c'est vrai, le succès d'Airbus, mais à part le TGV et le nucléaire, on n'a pas exporté grand-chose. Si vous étiez à la place de notre gouvernement, quel choix de spécialisation à long terme feriez-vous ?

Luca Silipo

C'est vrai que les choix politiques sont très complexes. Il faut quand même voir aussi l'idée du financement, où sont les marchés, etc. Ce sont des éléments importants. J'insiste sur les problèmes dérivants de dynamiques du secteur financier qui vont à l'encontre des idées qui seraient de long terme. Il faut vraiment insister sur ce sujet.

Question du public

J'ai deux questions très brèves, l'une pour Eric Labaye et une pour Monsieur Ricol. La première est que le principal problème est l'emploi. Les emplois sont-ils toujours créés par les petites entreprises et les PME et non pas par les grands groupes ? La deuxième question s'adresse à Monsieur Ricol parce que c'est lui qui a parlé des PME. Vous avez parlé de trois grands facteurs : le long terme, le marché et le savoir-faire. Vous avez oublié le capital. Ne pensez-vous pas que le principal problème des PME et leur déroute actuelle sont dus au manque de fonds propres et au manque de financements des banques ?

Eric Labaye

Sur la première question, d'après les statistiques, cela dépend des pays. Par exemple, en Suède, d'après les statistiques, ce sont les grands groupes suédois qui créent les emplois, mais qui créent aussi, derrière, des emplois dans les

PME. Ils sont nets créateurs d'emplois en tant que grands groupes suédois, leaders de filières dans les domaines dans lesquels la Suède excelle à l'export. C'est moins vrai, par exemple, en France ou aux États-Unis où, statistiquement, c'est essentiellement dans les PME. La question qui s'applique dans les deux cas est celle des filières. Est-ce qu'on crée un «écosystème»? Comme le disait Jean-Pierre Clamadieu, le lien entre universités, entreprises et centres de recherches va générer dans son sillage la création de valeur ajoutée et d'emplois dans des secteurs de croissance.

Jean-Marie Chevalier

Je ne peux pas résumer, ni conclure de façon exhaustive. Je mentionnerai néanmoins trois points.

Le premier point est la nécessaire mobilité du travail et la fluidification des marchés du travail. C'est un point fondamental et je pense qu'au niveau européen, nous avons beaucoup de travail à faire.

La deuxième idée n'a pas été explicitement mentionnée, mais elle est implicite. Tous les intervenants ont parlé de capital humain, de compétences, d'innovation, etc. Je pense que, derrière, il y a un point qui me paraît fondamental : la gestion des ressources humaines. Dans les avantages compétitifs que vous êtes en train de construire, aussi bien chez Rossignol que chez Solvay, etc., la gestion des ressources humaines, d'une ressource humaine compliquée, avec ce que vous avez dit sur le dialogue syndical, est évidemment quelque chose de majeur dans la recomposition du système productif mondial.

Le dernier point est que cette table ronde a montré de façon très claire que nous avons beaucoup à nous dire entre nous, industriels et universitaires. Nous sommes dans un monde complexe, auquel il faut s'adapter très rapidement. Il faut à la fois réfléchir et agir. Je pense que le dialogue entre le monde de l'industrie, de l'entreprise, et l'université est un point tout à fait exceptionnel et, donc, il faut absolument développer cela.

3.

Dettes publique, dette privée : déséquilibre de l'épargne mondiale

Alors que l'Europe s'enfonce dans la récession et la crise financière, les pays émergents continuent d'afficher une croissance solide et disposent, pour certains, d'imposantes réserves de changes.

Les pays riches ont vécu trop longtemps au-dessus de leurs moyens. Les États se sont endettés pour pallier les manques de compétitivité de leurs industries. Les banques se sont endettées pour financer des bulles. Mais depuis la crise, les créanciers s'impatientent. Pour le monde développé, l'heure de payer les dettes a sonné et la tentation de battre monnaie est grande.

Les pays émergents ne sont plus pauvres, mais ont-ils les moyens de financer les déficits européens ? Le souhaitent-ils ? Pour quelles contreparties ?

Les États-Unis peuvent-ils rétablir leurs comptes publics sans l'aide de la Fed et créer des relais de croissance ?

Quel est le risque d'une « grande stagnation » sans innovation technologique importante ?

Contributions du Cercle des économistes

Anton Brender • David Thesmar

Témoignages

Jean Beunardeau • Markus K. Brunnermeier • Michel Cicurel • José Córdoba
Christian Noyer • Augustin de Romanet • Rintaro Tamaki • YAN Lan

Modérateur

Philippe Lefébure

Déséquilibres mondiaux : la zone euro doit s'en sortir seule

David Thesmar

Depuis le début de la crise de l'euro, nombreux sont les politiques et hauts fonctionnaires qui sont tentés de voir dans les crises de dette des chocs financiers temporaires, spéculatifs, voire irrationnels ou même hostiles (le complot anglo-saxon contre l'Europe). Ces chocs provisoires, il convient de les gérer avec des lignes de crédit telles que celles fournies par le FMI, ou avec des prêts temporaires assortis de condition, comme le plan d'aide à la Grèce, ou le mécanisme européen de stabilité. Le mot d'ordre est donc de «tenir bon face aux marchés», de ne «pas être procyclique» (un mot savant pour dire que les États doivent prêter quand le secteur privé s'y refuse), de montrer qu'on est crédible et prêt à aligner les centaines de milliards pour soutenir la dette italienne. Cette attitude de déni fait penser au joueur de roulette qui menace le croupier en lui disant: «la banque finira bien par perdre, je jouerai le temps qu'il faudra». Mais pour faire sauter la banque, les États européens ont besoin d'un crédit illimité qu'ils n'ont pas.

La dislocation des marchés de dette européenne depuis deux ans et demi traduit en réalité une inquiétude sur les fondamentaux de la construction européenne : un fort creusement des déséquilibres financiers entre régions de l'Euroland, sans intégration politique permettant de les compenser par des transferts.

Lorsqu'un pays n'est pas compétitif, il consomme plus qu'il ne produit, et est contraint de financer cette consommation. Il peut vendre des actifs (le patrimoine de ses résidents), émettre des actions ou, surtout, s'endetter. Ses ménages et ses entreprises empruntent auprès de banques qui ne trouvent pas sur le marché intérieur suffisamment d'épargne à recycler, et qui donc vont

chercher des financements à l'étranger. L'État, de son côté, s'il est en déficit fait de même appel aux investisseurs internationaux. Résultat : le pays non compétitif s'endette. C'était la situation des pays asiatiques avant la crise de 1997. C'est ce qui arrive entre les États-Unis et la Chine, auprès de laquelle l'État américain s'endette. C'est la situation des pays de la périphérie de la zone euro vis à vis de son cœur (essentiellement l'Allemagne).

■ Comment en est-on arrivé là ?

En principe, dans ce genre de situation, le taux de change du pays non compétitif se déprécie ou alors les taux d'intérêt auxquels son État ou ses banques empruntent, augmentent pour refléter un risque de dévaluation prochain, jusqu'au point où les acteurs domestiques trouvent plus avantageux de réduire leur endettement. Ce mécanisme était à l'œuvre dans les pays du Sud de l'Europe jusqu'à leur accession à l'union monétaire, et en France jusqu'au milieu des années 1980. Certes, habituellement les taux de change jouent assez mal ce rôle correctif et ont tendance à s'ajuster brusquement, ce qui donnait lieu à une série de dévaluations impopulaires et humiliantes, mais ce mécanisme avait l'avantage de donner un *fresh start* à ces économies non compétitives, en faisant baisser brusquement les salaires et donc les coûts de production. L'euro a mis fin à ces possibilités d'ajustement. Pis encore : les investisseurs, confiants dans la parité de change, par exemple, euro espagnol, euro allemand, ne faisaient même pas payer de prime de risque aux emprunteurs invétérés qu'étaient devenus les pays de la périphérie, favorisant par là l'endettement à outrance.

■ L'initiative individuelle étouffée

Résultat : les pays de la périphérie de la zone euro ont accumulé, via leurs banques ou leurs États, des montagnes de dette qui obèrent la reprise économique, un peu comme une entreprise surendettée ne peut plus investir même dans des projets rentables. En exigeant plein remboursement de leurs créances, les créditeurs étouffent l'initiative individuelle : les entrepreneurs craignent les hausses d'impôts, les banques préfèrent reconstituer leurs réserves plutôt que de prêter davantage, les ménages ne peuvent plus déménager car les prix immobiliers sont trop bas pour qu'ils puissent rembourser leurs crédits. L'excès de dette agit comme une sorte de lendemain de cuite : l'activité stagne.

Comment sortir de ce piège ? Il faudra, dans le court terme, un mélange de restructuration de dette et de dévaluation. La restructuration de la dette peut se passer lentement, via une augmentation de l'inflation, mais ne rêvons pas : la maturité de la dette française, par exemple, est relativement courte : 5 ans en moyenne. Donc même en faisant passer – à supposer que les banquiers centraux

sachent faire cela – l'inflation de 2 à 6%, on ne pourrait obtenir une réduction que de 20 point de PIB. Ensuite, les nouveaux créanciers seront prévenus, et exigeront des taux plus élevés qui feront plus que compenser ce gain. La restructuration douce aura donc une portée limitée : car l'inflation est un fusil à un coup, passé l'effet de surprise, elle ne fonctionne plus. Il faudra donc, dans certains cas, recourir à des réductions de dette, comme cela est le cas en Grèce. Ces restructurations concerneront la dette publique, ou la dette privée ou certaines banques devront être recapitalisées, alors que les ménages – comme en Espagne par exemple – devront pouvoir réduire leur dette sous peine d'être étranglés.

À la manière des pays asiatiques en 1997, les pays de la périphérie doivent également dévaluer pour redevenir compétitifs. Comme nous l'avons dit plus haut, l'endettement massif de ces pays n'est que le symptôme d'un malaise plus profond : le fait de ne pas produire assez. Les déficits de compétitivité sont normalement réduits par des dévaluations. En termes étrangers, les salaires domestiques diminuent, alors que les marchandises importées se renchérissent. C'est historiquement ainsi que dans les pays de la périphérie, la rigidité à la baisse des salaires et les minima sociaux étaient régulièrement érodées, de manière à maintenir la compétitivité des entreprises. Pour les pays qui souhaitent rester dans l'euro, l'ajustement par les taux de change sera impossible, donc ce seront les salaires qui devront baisser. Historiquement, ce processus, dit de dévaluation interne, fonctionne mal et dure très longtemps. Il est donc improbable que la zone euro se maintienne dans son périmètre actuel.

Dans le long terme, la survie de la zone euro nécessite la prise en compte des liens que crée la monnaie unique entre les pays membres de l'Union. Une faillite bancaire dans un pays a des répercussions sur son État, contraint de voler à sa rescousse. La santé financière de cet État vacille, ce qui le contraint à procéder à des restrictions budgétaires qui affectent ses partenaires commerciaux. Simultanément, les banques étrangères qui détiennent comme réserve la dette de cet État sont en difficulté et doivent appeler leur propre puissance publique à l'aide. On voit bien comment, dans un espace financier et commercial unifié, les destins des États et des banques sont liés.

La solution consiste à débrancher les banques de leurs États de tutelle et d'éviter la contamination entre pays touchés et pays «sains». Cette déconnection devra passer par trois mesures complémentaires. Tout d'abord il faudra créer un actif certain qui puisse servir pour les transactions interbancaires et l'accumulation de réserves. Une façon d'atteindre cet objectif est de constituer un panier d'obligations souveraines déjà émises, puis d'en extraire la partie la plus sûre. Sans risque de déstabiliser les marchés obligataires européens, on peut produire près de 5 trillions d'euros de ces actifs quasi certains, sans

mutualisation budgétaire, et donc sans avoir à renégocier et re-ratifier les traités européens. Munies de cet actif sûr, les banques cesseraient d'être surexposées à la défaillance de leur propre souverain.

La deuxième mesure coupe un autre canal de dépendance entre banques et souverains : la création d'un organisme européen de résolution bancaire, sur le modèle de la FDIC américaine. Cet organisme jouirait de la garantie commune des États, serait financé par une taxe sur les banques, et aurait toute autorité pour mener à bien le démantèlement des institutions défaillantes. Grâce à cet organisme, les crises bancaires ne se transmettraient plus directement à leurs propres souverains, mais seraient prises en charge au niveau européen.

■ Permettre aux États de faire faillite

La dernière mesure consiste à mettre en place un processus transparent et efficace de gestion des faillites souveraines. Dans une union monétaire, et comme l'a montré l'expérience grecque, la défaillance mal gérée d'un État peut avoir des répercussions sur toute la zone : elle affaiblit le système financier, crée un chaos économique durable qui pèse sur la croissance. Une possibilité pour gérer de tels problèmes d'insolvabilité consiste à organiser des transferts permanents, mais cette approche est politiquement infaisable en Europe, car elle impliquerait une mise sous tutelle des pays destinataires des transferts que les peuples n'accepteraient pas. Par ailleurs, cette approche pose problème car elle affaiblit les incitations des gouvernements à réformer. L'alternative consiste à mettre les États face à leurs responsabilités en rendant la menace de faillite crédible car organisée et donc moins coûteuse pour les partenaires. Dans une union monétaire, permettre aux États de faire faillite est la seule alternative crédible à l'institution de transferts permanents. Elle est également faisable politiquement dans le court terme, car plus acceptable par les opinions publiques que le fédéralisme.

À l'heure actuelle, les dirigeants européens peinent à convaincre les marchés de la viabilité économique de cette construction politique. Les marchés ne voient qu'une porte de sortie : un fédéralisme à l'américaine qui semble impossible à mettre en place. La création d'un actif sûr, un processus de résolution des défauts bancaires européens, et la mise en place d'un code des faillites souveraines délimitent les contours d'une politique de stabilité financière réalisable, sans abandon de souveraineté majeur ni de modification des traités. Cette politique est une alternative crédible et cohérente, bien que modeste comparée aux projets grandioses des fédéralistes. La zone euro peut survivre – au moins partiellement – aux séismes qui l'ont secouée : c'est faisable, à condition de ne pas pêcher par excès d'ambition.

What is Wrong with the Euro Area Fiscal Strategy?

 Anton Brender

By mid-2012 it has become clear that the global recovery, which started in 2009 is at risk. By increasing uncertainty, while at the same time depressing demand in a large zone of the world economy, the euro crisis is dangerously slowing growth both in the US and in the emerging economies. This is particularly worrying since the US economy could easily be pushed close to recession zone and if the US engine were to stall, it would be very difficult to restart, given the constraints weighing on both fiscal and monetary policy. If this evolution is not rapidly curbed, the world economies could soon, one after the other, end up adopting precisely those “beggar thy neighbour” policies that the G20 tried to forestall at the end of the last decade. The great recession would then morph into a great depression. Understanding –and correcting– what is wrong with the euro government policy has now become essential.

To do so one has to go back to the global policy action that took place at the end of the last decade: the G-20 response to the deflationary shock that hit the world economy after the fall of Lehman Brothers. The sharp drop in private spending propensities associated with the collapse of globalised finance had put the world economy on the brink of collapse. Without a quick increase in public spending and borrowing, the fall of world activity would have been disastrous, especially in those economies –most of the Anglo-Saxon world, Spain...– where, in the preceding years, the increase in private borrowing and spending had been the fastest. In a recently published survey¹ we show that, left on its own, the fall in private spending propensities that took place in those

1. Brender *et al.*, 2012.

economies would have lowered their nominal income by roughly 20%, while at the same time sharply deteriorating budget balances all over the world. The latter often neglected point is not surprising: the post-Lehman confidence shock led to a fall in private spending propensities in the economies where they were the highest without increasing those propensities in the rest of the world. This implied that global activity would have had to fall until the deterioration in public balances absorbed the surplus savings generated by the world private sector. Indeed, thanks to the coordinated stabilization effort launched by the G20, nominal activity hardly fell, on average, in the directly hit economies while it (only) decelerated in the rest of the world. To be honest the effort was far from truly coordinated but at least, being triggered by the same confidence shock, it was synchronized. And it had a cost: a sharp increase in public deficits that put the public debt of most developed economies on an unsustainable trajectory. The need for a coordinated strategy to exit this situation was mentioned, but as soon as things started to look a little better it was forgotten.

By 2010, governments on both sides of the Atlantic had clearly adopted diverging strategies: for the US restoring self-sustained growth was the priority, for Europe the priority was to bring budgets back to balance. The problem is that reducing budget deficits had become tricky: in the post-Lehman period, the chances that the reaction of the private sector will be “non-ricardian” have tremendously increased. In many economies, because of the past financial excesses, monetary policy has, for a couple of years at least, lost most of its traction: borrowers being burdened with excessive debt and lenders with bad loans, lower policy rates have no chance to stimulate private demand in the near future. But in such a “non-ricardian” world, accounting identities makes the implication of a quick rebalancing of the budget clear: if the public sector borrows less, while the private sector does not borrow more (or does not save less), the country as a whole will borrow less and its current account is bound to improve: its exports will then increase more than its imports one way or the other. However, the way this will take place makes a difference: if exports can grow fast because the country’s competitiveness has increased or because the demand for its products is dynamic, imports –and hence domestic demand– may not have to contract in order to grow less than exports. But if this is not the case, things will be more painful: the implied improvement in the current account may have to be achieved through a contraction of imports and hence domestic demand. The contribution of net trade to (nominal) domestic income growth will of course be the same in both cases but the pace of income and domestic demand growth will be very different. Having overlooked this point, some European governments have tried –or have been asked– to reach ambitious fiscal targets at too fast a pace, with the predictable consequence of pushing their

economies if not yet into a tailspin as has been the case for Greece, at least towards a vicious contraction of activity.

■ The Spanish example

Unfortunately the case of Spain is a perfect illustration of the dangers associated with fiscal tightening in an economy where the spending propensity of the private sector is petrified. From 2007 on, this propensity fell sharply and its mirror image, the private sector's net financial saving ratio, jumped: expressed in terms of GDP points, it moved from -11% of GDP to +6%. As in the rest of the world, the government tried to stabilize the economy; as a result its deficit widened from +1% of GDP to -11% of GDP. Correspondingly the current account improved by close to 5 GDP points. Fiscal tightening then started: in 2010-2011, the public deficit shrunk by almost 3 GDP points but the private sector financial saving ratio diminished by less than half this amount and as a consequence the current account improved further. The way this happened is telling however. Contrary to what is often said about Spanish competitiveness, exports did their fair share: during those two years, they grew exactly as fast as in Germany. For a few quarters at least the improvement in the current account remained compatible with some increase in imports and domestic demand. But since the second half of 2011, the European slowdown has led to slower export growth while at the same time fiscal policy was further tightened and Spanish domestic demand had to contract to allow for a downward adjustment in imports. If, as announced, the Spanish government tries at any cost to reach its overly ambitious fiscal targets, with no miraculous improvement in foreign demand in sight, domestic demand will keep on crumbling. This will then put Spain on a trajectory that could soon resemble the one Greece has just followed.

The conclusion is easy to draw: the euro governments have to acknowledge that their response to the sovereign crises has been wrong. In the current circumstances, bringing budgets back to balance, as quickly as possible and at any cost for growth is a recipe for disaster. The pace of fiscal tightening has to be adapted, on a country-by-country basis, to both the pace at which the healing of private sector balance sheets takes place and the pace at which foreign demand for domestic goods and services expands. Can this be sold to the markets? Yes, especially if it is part of a new strategy aimed at regaining control of the euro crisis. This could be the contribution of European governments to a coordinated effort to support the weakening of global recovery. Let us remember that markets are more pragmatic than politicians: the only thing they value is the chances to get their money back in due time. What they know for sure is that where activity falters badly, those chances diminish.

La dette, un grand chantier pour la zone euro

Christian Noyer

Banque de France

Je vais dire un mot des banques centrales, un mot aussi de quelques autres sujets. En fait, je voudrais faire sept remarques.

► Les déséquilibres de dette publique

La première concerne la dette publique. La dette publique est aujourd'hui de 100% en moyenne, dans les pays avancés. Dans les pays émergents, elle est de 30%. C'est un écart immense. C'est un des plus grands déséquilibres de l'économie mondiale. Ce n'est pas forcément celui qui est le plus mentionné et c'est un retournement complet par rapport à la situation que nous avons vécue il y a une vingtaine d'années. À l'époque où je présidais le Club de Paris, on voyait défiler beaucoup de pays émergents qui demandaient un aménagement de leur dette. À l'époque, on ne parlait pas de remise de dette, sauf pour des pays très pauvres. On parlait de rééchelonnement de dette.

► Les déséquilibres de demande

La deuxième remarque est sur les déséquilibres de demande. En fait, la demande mondiale est encore très concentrée dans les pays avancés. Non seulement leur dette est plus élevée mais leur épargne, rapportée au PIB, est moindre. Par exemple, les pays du G7 représentent encore à eux seuls 56% de la consommation du monde. On voit donc bien le problème. Comment cette consommation peut-elle augmenter s'il faut réduire la dette et donc épargner ? Et si la consommation stagne, a fortiori si elle décroît, que devient

la croissance mondiale, notamment celle des pays émergents qui ont tout misé sur le développement des exportations ?

► **Nous avons besoin de marchés de capitaux internationaux efficaces**

D'où ma troisième remarque. Nous avons besoin que l'épargne des pays émergents continue à s'investir dans les pays avancés. Il faut donc des marchés financiers internationaux qui fonctionnent. Quand il y a de tels déséquilibres entre la localisation de l'épargne et celle de la demande, c'est une condition nécessaire de la croissance. Or les marchés de capitaux sont aujourd'hui très perturbés, ils paraissent pleins d'anomalies, et pas seulement en Europe. Par exemple, nous avons des États, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, qui empruntent aujourd'hui à des taux nominaux qui sont historiquement au plus bas ou très bas, des taux d'intérêt réels qui sont clairement négatifs, alors même que leurs déficits sont très élevés et qu'il existe de grandes interrogations sur la trajectoire future de leur dette. Autre anomalie : les grandes entreprises ont accumulé des réserves de trésorerie à des niveaux jamais atteints. Dans le monde, cela représente plusieurs trillions de dollars. En même temps, il existe des opportunités d'investissement très profitables dans le monde qui ne sont pas exploitées, des besoins d'infrastructure qui ne sont pas satisfaits, des goulots d'étranglement dans la production des matières premières.

► **Quelles sont les causes de ces anomalies du fonctionnement des marchés ?**

Je crois que l'on peut distinguer deux grandes causes. La première, c'est l'incertitude générale et exceptionnelle qui pèse sur l'économie mondiale. C'est une incertitude qui favorise les actifs liquides, les actifs sûrs et qui défavorise l'investissement. Elle peut donc expliquer en partie les phénomènes que j'ai mentionnés. Une deuxième cause, plus structurelle, est le dysfonctionnement des mécanismes d'intermédiation financière. Finalement, le monde ne s'est pas remis depuis la faillite de Lehman Brothers. Il y a des doutes sur la solidité des banques dans de nombreux pays. Les marchés de la dette sont profondément perturbés. Les mouvements de capitaux internationaux se sont révélés incroyablement volatils au cours des dernières années.

► **Les banques centrales n'ont pas vocation à monétiser les déficits**

La cinquième remarque concerne les banques centrales. Puisque vous m'y invitez, je ne résiste pas au plaisir ou à la tentation. Les capacités d'intervention des banques centrales sont naturellement limitées. Elles

peuvent remédier aux dysfonctionnements temporaires des marchés, elles peuvent remédier aux situations d'illiquidité causées par l'incertitude, et elles l'ont fait. Elles l'ont fait avec une ampleur jamais égalée dans l'histoire, comme en témoigne, je crois, l'expansion considérable de leurs bilans. Mais elles ne peuvent pas se substituer en permanence aux marchés financiers et aux banques pour remplacer une intermédiation financière qui serait défailante. De même, lorsqu'elles mettent des taux d'intérêt bas ou nuls, elles contribuent à stabiliser l'économie dans les périodes de crise, mais si elles prolongent cette action, ces taux peuvent créer des distorsions, favoriser la formation de bulles et créer des risques pour les investisseurs de long terme.

Une observation à ce sujet. David Thesmar ne l'a pas directement évoquée dans sa présentation mais c'est une question qui est souvent posée et que beaucoup de gens ont en tête. C'est la question du financement monétaire des déficits. Je vais être très clair là-dessus. Un financement monétaire des déficits ne peut en rien résoudre les désajustements entre épargne et investissement, ni au plan d'un pays ni au plan mondial. Certaines banques centrales ont développé des programmes d'achats de dette publique à grande échelle. Elles l'ont toujours fait pour des raisons de stabilisation macroéconomique immédiate, pour dépasser la limite du taux zéro. Nous-mêmes sommes intervenus, à moindre échelle, quand les dysfonctionnements des marchés de dette empêchaient la transmission normale des impulsions de politique monétaire. Mais aucune banque centrale – je dis bien « aucune » – ne s'est engagée ou n'envisage de s'engager dans une monétisation des déficits, avec l'intention plus ou moins avouée de réduire le poids de la dette par l'inflation. C'est, à mon avis, un fantasme d'analystes de marché. Au contraire, nous avons assisté dans les derniers six mois à une réaffirmation de l'objectif anti-inflationniste des politiques monétaires, avec un cas tout à fait exemplaire qui est celui de la FED, qui s'est dotée pour la première fois d'une définition quantifiée de la stabilité des prix. Elle est d'ailleurs exactement identique à celle de l'eurosystème.

► **Quelle est notre priorité ?**

Dans la zone euro, notre priorité immédiate est d'établir ou de rétablir des mécanismes et des structures d'intermédiation financière à la fois robustes et efficaces. C'est pourquoi au niveau de la zone euro, je considère que le projet d'Union financière ou d'Union bancaire est fondamental. Au plan mondial, le rôle du FSB est crucial parce que nous avons besoin de développer jusqu'au bout, d'affermir une architecture technique, réglementaire et prudentielle qui soit robuste et qui soit adaptée à l'interconnexion de nos économies.

► **Quelle politique budgétaire pour la gestion de la dette ?**

Je dirais que sur cette question, nous sommes tous un peu schizophrènes, à la fois au niveau des marchés et au niveau des responsables. Pourquoi ? Parce que, d'une part, nous voulons des marchés de la dette qui soient larges, profonds, liquides, tout simplement parce que ce sont les bases sur lesquelles se construisent tous nos systèmes financiers. En particulier, tous les systèmes sont fondés sur l'idée que les titres de la dette publique sont les actifs les plus sûrs et les plus liquides, qui servent de réserve de valeur à grand nombre d'investisseurs, à commencer par les banques centrales elles-mêmes pour leurs réserves de change ou comme collatéral de politique monétaire. Et d'un autre côté, nous voulons des États solvables, c'est-à-dire des dettes maîtrisées, des déficits sous contrôle, ce qui place évidemment une limite à la croissance des marchés de dette publique.

Je crois que c'est une contradiction exactement du type de ce que les économistes appellent le dilemme de Triffin. Il a été formulé à propos de la balance des paiements des États-Unis et du dollar mais je crois qu'il s'applique aussi bien à l'équilibre budgétaire. Je peux le résumer ainsi : l'économie a besoin d'un volume croissant d'actifs sans risque, mais plus on émet de tels actifs, plus ils deviennent risqués.

Je ne suis pas sûr que l'on puisse totalement dépasser ce dilemme mais, au moins, on peut éviter de dégrader la situation. Là, je réagis directement à un des propos de l'introduction de David Thesmar. Pour de grands pays développés, je crois qu'il n'est pas bon – quand je dis « pas bon », c'est un euphémisme – de jeter un doute sur leur propre solvabilité, de laisser entendre ou penser que dans certaines circonstances, ils pourraient ne pas rembourser totalement leur dette. C'est vrai que c'est ce que nous avons fait en Europe. Cela a été fait contre l'avis de la BCE, en introduisant le principe de la participation du secteur privé. L'idée peut paraître séduisante en théorie mais ses conséquences pour la stabilité financière sont extrêmement néfastes. Jamais le Royaume-Uni, jamais les États-Unis n'ont laissé planer le moindre doute sur leur volonté de rembourser leur dette. Ils bénéficient aujourd'hui de taux d'intérêt très favorables, par exemple par rapport à l'Espagne et à l'Italie dont les fondamentaux budgétaires sont pourtant bien meilleurs. Je sais que certains attribuent cet écart au comportement des banques centrales américaine et britannique. Personnellement, je ne le pense pas. Je pense que l'Europe, et la zone euro en particulier, a devant elle un grand chantier pour recréer un marché large, profond et liquide de la dette publique, dont tout risque d'insolvabilité soit sans ambiguïté exclu.

Comment le marché règle-t-il le dilemme entre croissance et rigueur ?

Jean Beunardeau

HSBC

Première remarque, le marché, c'est nous tous. Dans cette salle, tout le monde est exposé à toutes les dettes souveraines de la zone euro.

Que veut l'investisseur ? Que veut le marché ? Il se pose une question, non pas celle d'être remboursé. Je crois que tout le monde a renoncé, depuis toujours, à ce qu'une dette publique soit remboursée. Il est arrivé de temps en temps qu'en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, la dette publique baisse mais c'est très, très rare. En revanche, tout le monde s'intéresse à savoir si la dette publique est soutenable, c'est-à-dire si sa trajectoire de croissance est telle qu'il y aura toujours des investisseurs pour la refinancer. C'est donc cette question de la soutenabilité que les marchés se posent en permanence.

La soutenabilité est assez facile dans les scénarios vertueux de croissance, où il y a un peu de déficit public, un peu de dette publique. On l'avait fixé 3% en se disant à une époque que la croissance pouvait être à 3%. Aujourd'hui, on se pose beaucoup de questions parce que les potentiels de croissance des économies développées ne sont plus considérés comme étant de 3%. Mais c'étaient des scénarios où tout restait stable par rapport au PIB et où on ne se posait pas de question de soutenabilité.

► Un scénario de divergence

Aujourd'hui, David Thesmar a parfaitement décrit ce qui se passait. Nous sommes dans un scénario de divergence. Du fait d'un manque de

compétitivité, la consommation devient supérieure à la production. Plutôt que de diminuer la consommation pour faire l'ajustement, les administrations publiques empruntent à l'extérieur, distribuent du pouvoir d'achat qui finance la consommation. Comme on est sous-compétitif, cette consommation s'oriente plus vers l'importation que vers la production nationale. On génère donc le déficit de la balance des paiements. Le déficit budgétaire s'accroît parce qu'il faut financer la dette publique. Et on diminue encore la compétitivité parce qu'on est forcé d'augmenter charges sociales et fiscalité pour maintenir ce déficit public dans des limites, sinon raisonnables, du moins dans certaines limites. Cela accroît encore la compétitivité générale de l'économie. Nous sommes donc en plein cercle vicieux. Cela va jusqu'à un moment où l'investisseur se dit que ce n'est plus une dette publique soutenable dans la durée et qu'il faut faire quelque chose.

À quel moment fait-on le lien entre ce qu'il se passe en termes de dette et de déficit publics et le caractère insoutenable de la chose ? Je crois qu'un bouclage extrêmement important est le bouclage sur les comptes de patrimoine. À quel moment un pays est-il vraiment en désépargne, en diminution de sa valeur de patrimoine ? Pour cela, il faut regarder la balance des paiements extérieurs, qui est une approche de la désépargne d'un pays. L'autre approche concerne les épargnes de chacun des acteurs économiques.

Que voyons-nous ? La Grèce, l'Espagne et maintenant la France sont en désépargne évidente, de l'ordre de 3% du PIB par an pour la France. On peut même dire plus si l'on ajoute un peu d'amortissement du patrimoine – et normalement, il faut l'inclure pour avoir la vraie mesure de l'enrichissement ou de l'appauvrissement d'un pays. En ce qui concerne l'amortissement du patrimoine en France, il y a 10 000 milliards de patrimoine, moitié terrain et moitié bâti ; les actions sont complètement compensées par de la dette externe, on arrive vite à 3 à 4% du PIB d'amortissement de la valeur du bâti. En plus, on sait ce que vaut ce patrimoine en valeur de marché quand il y a une crise grave : il s'effondre. C'est l'Espagne, c'est la Grèce. Vous vous rappelez l'époque où l'on disait qu'en Grèce, il y avait 50 milliards de privatisation à faire. Post-crise, dans l'état de la situation économique de la Grèce, les 50 milliards valent probablement près de zéro.

► **Vous avez dit « restructurer la dette » ?**

« Restructuration de la dette », c'est un mot que le banquier déteste. Dès que l'on parle de restructuration de dette, on pense perte, nous détestons donc cela. Je sais que ce n'est pas la question. La question est macroéconomique. Quel effet positif cela peut-il avoir pour la macroéconomie ? Là, vous vous en

doutez, je partage évidemment le point de vue de Christian Noyer. Dès que l'on parle d'une restructuration possible, on crée un tel niveau d'incertitude et de défiance que l'on a des effets négatifs supérieurs aux effets positifs évidents de relance quand on fait une restructuration. Autrement dit, il n'y a qu'une manière de faire de la restructuration, c'est de ne pas le dire, de le faire un samedi soir, que personne ne l'attende et que le lundi matin, toute l'économie se trouve libérée d'un poids de charge de dette. Dans une économie ouverte, c'est quasiment impossible. Aujourd'hui, en parlant de restructuration, on ne fait que générer de l'ambiguïté partout.

L'ambiguïté est une des causes de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. S'il n'y avait pas eu d'ambiguïté au début sur le fait que les États faibles de la zone euro seraient ou non soutenus par les autres en cas de défaillance... nous n'en serions pas là. Il y avait un traité qui disait «*no bail-out*» il y avait des gens qui disaient «*bail-out* quand même». Dans les salles de marché, il y avait des discussions là-dessus. Il y avait ceux qui disaient qu'il ne fallait pas aller trop loin sur la dette grecque, qu'il fallait que les marchés arrêtent de financer la dette grecque comme il était dit dans le traité, que la BCE avait dit qu'elle ne rachèterait pas. Et il y avait ceux qui disaient que peu importait tout cela, qu'ils écrivaient ce qu'ils voulaient mais qu'à la fin, ils soutiendraient, que l'on pouvait donc y aller tranquillement et jouer la convergence sans état d'âme. L'ambiguïté a fait que nous sommes dans la situation actuelle. Sans ambiguïté, il n'y aurait jamais eu 400 milliards de dette grecque sur les marchés. Sans ambiguïté dans l'autre sens, s'il y avait eu un *bail-out* certain, la Commission européenne n'aurait jamais laissé 400 milliards non plus.

► Défaut de confiance

Un dernier mot, pour finir, sur les effets négatifs du simple fait de discuter de restructuration de dette. C'est sur la confiance. L'économie et le financement reposent entièrement sur la confiance. Dès que l'on restructure une dette, la perte de confiance est immédiate. Et elle est durable. Évidemment, on peut dire aujourd'hui que la faculté d'oubli du monde moderne et des marchés est supérieure à ce qu'elle était. Après la banqueroute des deux tiers, il a fallu 50 ans pour que la France puisse réemprunter. Aujourd'hui, on sait que ce ne serait pas le cas. Mais il y aurait une perte de confiance. En économie ouverte, la perte de confiance ne concerne pas que la dette publique, ce sont les flux de capitaux et d'investissements nationaux et internationaux qui sont touchés. Dans un pays qui fait défaut, pendant un certain nombre d'années, ni ses nationaux ni l'investissement international ne peuvent revenir vers

lui de manière certaine. Dans ce cas-là, très certainement, ce que l'on crée immédiatement, c'est une récession. Et on revient dans le déficit primaire. Quand je vois les paramètres macroéconomiques des pays de l'Europe du sud ou de la France, il est quasiment impossible de se dire qu'après une restructuration, on peut revenir en excédent primaire budgétaire. Si l'on n'est pas en excédent primaire, on retombe donc dans le cercle vicieux de la défiance et du ré-endettement.

European Initiative Needed

Markus K. Brunnermeier

Princeton University

I will concentrate on Europe and would like to talk about savings imbalances within the euro zone in particular. If you had asked a policymaker about three or four years ago whether they were worried about the imbalances within the euro zone, her reply would have been that the euro zone was a single entity. Indeed, in view of the neoclassical growth model, these imbalances –with peripheral countries importing capital from the core– were seen as a sign of convergence and financial integration. I think that we have underestimated how these imbalances can actually lead to huge difficulties.

► Underestimated imbalances

We were in fact wrong on two major counts. The first one was that most of these imbalances were financed with very short-term debt, which is naturally very fragile. Two-thirds of the Spanish current account was financed with short term interbank lending. When the interbank market froze, cross-border private financial intermediation collapsed and the European Central Bank had to step in and provide substitutes for interbank loans. That is why the so-called Target 2 balances have grown so large inside the eurosystem.

Second mistake: we thought that we had a well-developed and deep liquid bond market, but this was actually based on an illusion. We believed in the existence of a safe European liquid asset; Greek bonds and the German bonds were considered almost perfect substitutes. For the whole euro area, therefore, there were safe bonds that you could fall back on. In fact, Basel II, or the Basel regulations, treated Greek and German bonds

in the same way. The ECB also considered both bonds as equally sound collateral. However, this reasoning was inconsistent with one of the main premises of the Maastricht Treaty. It included a no-bailout clause ruling out a bailout of any sovereign debt.

► **Impact of the crisis**

With interbank relationships seriously impaired, banks had to turn to domestic markets; and last autumn, regulatory decisions further encouraged them to withdraw from foreign markets. Instead of raising additional equity, they were given the opportunity to sell (foreign) assets to satisfy a percentage capital requirement. This led to a “balkanization” of banking in Europe. An old saying goes “Banks are international in life but national in death”. Banks are still alive now, but they are also withdrawing to their national markets. We need to rebuild a strong, integrated financial system.

Moreover, a diabolic loop between sovereign risk and banking risk only makes this situation more urgent. As the sovereign becomes riskier, the banks suffer and reduce lending to the real economy. Growth slows and tax revenues follow; this increases sovereign risk further. In sum, sovereign risk increases banking risk and banking risk feeds back to sovereign risk. We need banks that diversify away from sovereign risk. This can only be done if they can invest in a safe asset. Bank’s balance sheets need to be cleaned and they have to be well capitalized. We must avoid a Japanese-type outcome with zombie under-capitalized banks that do not lend to the real economy. As a consequence, real growth slows down and hurts the economy and the futures of many young people.

► **We need a risk-free asset – European Safe Bond (ESBies)**

However, we need even more than this. We also need deep bond markets and a robust risk-free asset. An economy cannot thrive without a risk-free asset. How can a bank build a liquid buffer? If you want to deleverage, you have to invest in something that is risk free. Said differently, if we ask the bank to build up bigger buffers, we have to give them a risk free asset to comprise these buffers. You also need a risk-free asset as collateral and efficient lending.

Currently, the German bond is essentially Europe’s risk-free asset, but it is still a German asset. Trading leads to huge capital flows across borders from one country to another, and more specifically from the southern countries to Germany. To some extent, there are flights to safety capital flows to France as well. All of these flights to safety capital flows lead to huge distortions that must be managed. They are not healthy for the peripheral countries and

they are also not healthy for Germany, as low interest rate environments can nurture bubbles in real estate and other markets. Risk-free status provides a beneficial rate now for the German Finance Minister, but in the long run it is not healthy even for the German economy.

We need a European safe asset that is separated from sovereign risk. Many people think the only way to do that is through eurobonds or eurobills, i.e. instruments with joint and collective liability from all euro area members. Such instruments include implicit fiscal transfers, and this solidarity would require some form of control over national budgets to avert moral hazard. Introducing solidarity or transfers necessitates a corresponding transfer the control.

It will take time to develop the foundation for such a fiscal union, as all countries would have to agree on appropriate levels of debt. Right now, it is not clear that countries are willing to pass on these powers to the European level. Moreover, we cannot wait until power is transferred to the European level. Non euro investors would like to invest in a safe European asset and thereby diversify away from the US dollar. Europe should provide a safe asset and find a way of doing this without the need for large fiscal transfers and an immediate fiscal union.

In my view, there is a way of doing this. We should create a European Debt Agency, which would buy a diversified portfolio of Euro members' Government debt. That portfolio would be broadly diversified away from any specific Government risk. That debt agency would then issue two categories of bonds: senior and junior. By definition the senior bonds would be safe since any default by a specific government would be absorbed by the junior bondholders.

The purpose of the junior bond would be to protect the senior bond. 70% of cash flows go to the senior bond and 30% go to the junior bond. The junior bond is risky, while the senior bond remains a risk-free asset. This plan creates truly European risk-free assets and does not involve any fiscal transfers. Each country remains responsible for its own debt. When the crisis worsens, the flight to safety will therefore not take place from Italy or Spain to Germany but from the junior bonds to the senior bonds. Both are European bonds and flight will take place from one European entity to another European entity. The flight-to-safety capital flows are rechanneled between the junior bond and the senior bond instead of across borders.

I think this is important. I also think that it is important for Europe to take the initiative again. It is important for Europe to look beyond fighting this crisis on a day-to-day basis. Rebuilding a safe bond structure will encourage foreign investment and also provide a sustainable decrease in long run debt.

L'alterégoïsme

Michel Cicurel

Depuis trente ans, le monde vivait une idylle parfaite. Les fourmis émergentes travaillaient et accumulaient de l'épargne. Les cigales occidentales consommaient à bas prix et à crédit. Les fourmis finançaient les emprunts des cigales. «Je l'aime, elle m'aime, nos parents sont d'accord, que faire ?»

Une autre façon de présenter l'idylle mondiale repose sur l'équation espace-temps : tandis que l'espace productif se dilatait dans le monde émergent, les pays développés s'offraient du temps gratuit en ramenant le loyer de l'argent, c'est-à-dire le prix du temps, à zéro.

Mais voilà que l'idylle tourne au vinaigre. Et par l'économie autant que par la finance. Ainsi, par exemple, la poussée des émergents entraîne la flambée des prix des énergies fossiles et des produits de base, ce qui freine la croissance. Dans les pays développés, le double chômage résultant de la délocalisation et du ralentissement entraîne plus de transferts sociaux des États providence financés par la dette et, pour relancer la croissance par l'immobilier, plus de crédit bancaire, produisant finalement trois bulles spéculatives aux États-Unis, en Espagne, et en Chine.

Face à l'overdose d'endettement public et privé, il était fatal que les marchés financiers enchérissent le loyer de l'argent. Aujourd'hui, le temps coûte cher et le risque que le surcoût du temps désagrège l'espace n'est pas nul. Les créanciers du système, principalement la Chine pour les États-Unis, et l'Allemagne pour la zone euro, s'impatientent. Les débiteurs aussi se rebiffent et, sous la pression des peuples, le risque de protectionnisme américain ou d'éclatement de la monnaie européenne inquiète les dirigeants politiques.

► **Un concerto dissonant**

En effet, le concerto du débiteur et du créancier dans le monde devrait être harmonieux mais se fait dissonant, à cause des opinions publiques. Les gouvernants ont choisi la ruse en mettant tous les péchés sur le dos des banques, de la finance, et des riches. Quelques indignés de part et d'autre de l'Atlantique auront bruyamment injurié ces boucs émissaires bien commodes, et dilaté au passage le succès de librairie et l'ego de Stéphane Hessel. Quel talent de détourner vers les riches la fureur des pauvres des pays riches, alors que leur mal vient des très pauvres des pays pauvres, qui avaient bien le droit, pour s'extraire de la famine, de s'emparer des emplois non qualifiés. Or, ce subterfuge politico-médiatique utilisé par les gouvernants de l'Ouest commence à s'éteindre. Certes, la raison l'a toujours emporté, chez les fourmis comme chez les cigales, même chez les Grecs, mais il se dessine une réalité plus complexe à gérer, un nouvel équilibre de l'espace et du temps qu'on doit parvenir à mettre en place.

► **Anciens et nouveaux riches dans le même cercle**

S'agissant de l'espace, il faudra faire mieux comprendre l'impératif mondial aux opinions nationales. Les créanciers émergents n'ont d'autre choix que de financer leurs clients. C'est le cas au niveau mondial, car le découplage entre les émergents et les développés est une fable. Les gros consommateurs sont dans les pays riches pour longtemps, et leur anémie entraîne celle des BRICS. En Inde et au Brésil, la croissance est divisée par deux. En Chine, la relance par le crédit immobilier a fait long feu. Qu'il soit vertueux ou vicieux, anciens et nouveaux riches sont enfermés dans le même cercle.

C'est le cas aussi en Europe, où pédalent dans le même cercle l'Allemagne vertueuse et ses partenaires du Club Med. Un dérapage de la zone euro serait un cataclysme planétaire dont la première victime serait l'Allemagne. Mais, ayant évité le pire, la solidarité européenne pourrait se fortifier en bâtissant le meilleur. Dans la panique de l'éclatement de l'euro, nous oublions ce que pourrait être le rêve de notre monnaie unique après la fin de sa terrible crise de croissance. Quelles formidables marges de manœuvre s'autorisent les États-Unis pour fabriquer leur avenir à crédit, simplement parce qu'ils impriment impunément une monnaie mondiale sans vraie rivale jusqu'ici ! L'agenda de Lisbonne pour faire de l'Europe la première cervelle du monde serait simple si l'euro devenait l'égal du dollar.

Peu à peu, les opinions publiques comprennent que les nations se tiennent par la barbichette en Europe comme dans le monde : l'égoïsme

bien compris doit être désormais à plusieurs. Il ne s'agit pas d'altruisme mais d'altergoïsme.

S'agissant du temps, il apparaîtra progressivement qu'il faut solder le passé pour préparer le futur. Et tant pis pour l'aléa moral ! Les contribuables européens ont été sollicités pour alléger le surendettement du passé, qu'il soit privé ou public. C'était la condition pour que les mécanismes de marché acceptent de financer l'avenir. Il faudra aller plus loin pour effacer l'ardoise de certains États périphériques, et tant pis pour l'aléa moral ! C'est la condition pour que les mécanismes de marché acceptent de financer l'avenir.

Qu'on l'appelle Union politique à l'allemande ou Intégration solidaire à la française, il s'agit de la même feuille de route : la solidarité communautaire vous accorde le pardon pour hier, mais elle s'assure que vous ne recommencerez pas. Certes, il faut du temps pour ériger ce véritable altergoïsme européen qu'il nous faut. Mais à force de gravir les sommets, il se pourrait bien que la montagne n'accouche pas que d'une souris.

Comme le disaient les Aztèques...

José Córdoba

Ancien Secrétaire général de la Présidence du Mexique

Je vous propose quelques remarques sur le Mexique et sur l'Europe du point de vue mexicain.

► Le Mexique et les États-Unis, une relation asymétrique

Le Mexique a une relation asymétrique avec les États-Unis : les échanges sont intenses mais les économies sont inégales. Cela nous rend vulnérables aux retournements de la conjoncture américaine... et vétérans en matière de crise de la dette. Trois en douze ans, c'est un record malheureux : en 1982 une crise classique de surendettement public – type Italie –, avec une rechute en 87, et en 94 la crise *tequila*, liée au surendettement privé – type Espagne ou Irlande. De 1982 à 1988, en moyenne, la croissance a été nulle, le surplus budgétaire primaire de 5% du produit, l'excédent des paiements courants de 2% du produit. C'est un ajustement considérable cumulé sur 7 ans. En parallèle, privatisation et libéralisation commerciale ont été mises en œuvre. En 1989, le plan Brady a réduit la dette du Mexique à 5% du produit, comparé à 25% dans le cas récent de la Grèce. Le plan Brady a été un succès et a suscité la confiance des marchés, parce qu'il est intervenu à la fin et non pas au début du processus de redressement, ce que l'on oublie quelquefois.

En 1993, en anticipation de l'ALÉNA, les flux financiers vers le Mexique ont atteint 30 milliards de dollars et l'endettement privé a explosé. En 1994, de mauvaises nouvelles et de mauvaises décisions ont provoqué un retournement des flux de capitaux et une nouvelle crise. Là, le gouvernement a réagi rapidement et, avec l'appui des États-Unis et du Fonds monétaire, a mis en place un programme de redressement doublement surdimensionné :

un financement externe disponible de 50 milliards de dollars – un record à l'époque – et un ajustement interne bien supérieur à celui exigé par les créanciers. Ainsi, en 1995, le surplus primaire budgétaire a atteint 5% du produit alors même que celui-ci chutait de plus de 6%. La balance des paiements courants est passée, en un an, d'un déficit de 8% à l'équilibre. Les salaires réels ont chuté de 5%. La stabilisation s'est faite avec des taux de change flottants et des taux d'intérêt élevés, ce qui a augmenté le coût du sauvetage bancaire, à plus de 20% du produit. Mais, en 1996, un an après, le Mexique est retourné sur les marchés de capitaux. En 1997, le produit était déjà supérieur à ce qu'il était avant la crise. Pendant ces 15 dernières années, le Mexique a vécu une extraordinaire stabilité macroéconomique.

► **Quelles leçons avons-nous tirées de ces tourmentes ?**

– L'essentiel, c'est la responsabilité et la pédagogie politiques : reconnaître la réalité, dire la vérité, ne compter que sur soi-même. Il est toujours difficile de faire ce que l'on s'interdit de nommer.

– Les outils traditionnels de politique économique sont plus efficaces que les formules trop ingénieuses.

– Se désendetter, c'est corriger des déséquilibres de stocks avec des ajustements de flux. C'est, en termes mathématiques, un processus lent et violent. Seule la vente d'actifs peut le tempérer.

– Un redressement interne réussi est le préalable pour une éventuelle restructuration salutaire de la dette extérieure.

– Récupérer la confiance des marchés réduit le coût social de l'ajustement. Pour cela il faut un programme crédible, c'est-à-dire surdimensionné. Par nature, nous le savons, les marchés sur-réagissent ; les gouvernements doivent aussi le faire. Aux marchés il faut raconter une histoire, pas des histoires.

– Un sauvetage bancaire n'est jamais quelque chose d'agréable à voir. On sous-estime toujours son coût fiscal. Il est difficile de sauver les banques sans sauver les banquiers. Les contribuables doivent participer aux pertes présentes mais aussi aux profits futurs. Pour cette raison, le *bad bank* est une mauvaise idée : les banques doivent continuer de gérer directement les créances douteuses et ne pas les transférer (en dernière instance, au fisc) à un prix qui s'avère *a posteriori* toujours trop élevé ; le TARP américain (2008) est une solution supérieure.

– Le volontarisme keynésien dans une économie périphérique augmente dangereusement sa dépendance financière. Pour cette raison, le Mexique a renoncé depuis 1995 à conduire une véritable politique anticyclique.

► **L'Europe et les formules magiques**

Si vous le permettez, quelques remarques intruses sur l'Europe. Selon les classiques, une zone monétaire inachevée entre en crise le jour où elle subit des chocs asymétriques exogènes, car les pays membres ne peuvent compter que sur la politique fiscale nationale pour conduire une politique anticyclique. Mais la crise européenne, ce n'est pas cela ; c'est bien plus grave. Pendant 10 ans, les marchés financiers ont recyclé les excès d'épargne du centre vers la périphérie. Ils ont alimenté, de façon endogène, surendettement public, bulles privées et divergences compétitives. Que faire aujourd'hui? Je crois qu'il faut éviter deux formules magiques.

1. Utiliser le pouvoir de la BCE ?

Oui, la politique monétaire peut aider. Mais avec un bilan de 30% du produit de l'euro zone, la ligne rouge entre politiques monétaire et fiscale est sans doute proche. La BCE ne peut guère continuer à financer les déséquilibres ; c'est maintenant aux gouvernements de les corriger.

2. Mutualiser les risques souverains ?

Oui, une union monétaire efficace exige une union fiscale et politique. Mais le temps requis pour passer de l'Europe des patries à un État fédéral semble presque être celui qui sépare Maastricht de la Communauté Charbon Acier. Vouloir résoudre la crise en créant les institutions qui l'auraient évitée est une illusion.

Reste donc une voie difficile : reconstruire une trajectoire macroéconomique convergente. À Bretton Woods, Keynes, déjà malade, avait perçu que, pour soutenir la demande mondiale en temps de crise, il fallait un ajustement symétrique des pays en surplus et en déficit. Sa vision reste aujourd'hui valide. La Chine et l'Allemagne doivent dépenser plus pour réduire leur surplus. Sans doute est-il déraisonnable de vouloir que l'Allemagne garantisse la dette de ses voisins. Mais peut-être est-il légitime de lui demander d'élever les salaires vers le niveau qu'ils auraient sous l'hypothèse d'un retour au deutschemark.

Quant aux pays en déficit, à partir de l'expérience mexicaine, ils n'ont qu'une option : rigueur budgétaire, dévaluation interne, ventes d'actifs et réformes structurelles, de préférence dans le cadre d'un programme cohérent.

La question de ces Rencontres est « que faire pour que le soleil se lève de nouveau à l'Ouest ? » En toute franchise, il n'y a qu'une réponse : de grands sacrifices. Après tout, c'est ce que disaient déjà les Aztèques.

Le temps de la lucidité est venu

Augustin de Romanet

Ancien directeur général de la Caisse des dépôts

Vous m'avez posé deux questions, je vais essayer de vous donner trois brèves réponses.

La première question : peut-on raisonnablement espérer que la croissance soit supérieure à 1% pour les années qui viennent et que peut-on attendre des stimuli keynésiens ou des réformes structurelles ?

La deuxième question : que peut-on attendre des fonds souverains ?

► Petit historique de la croissance

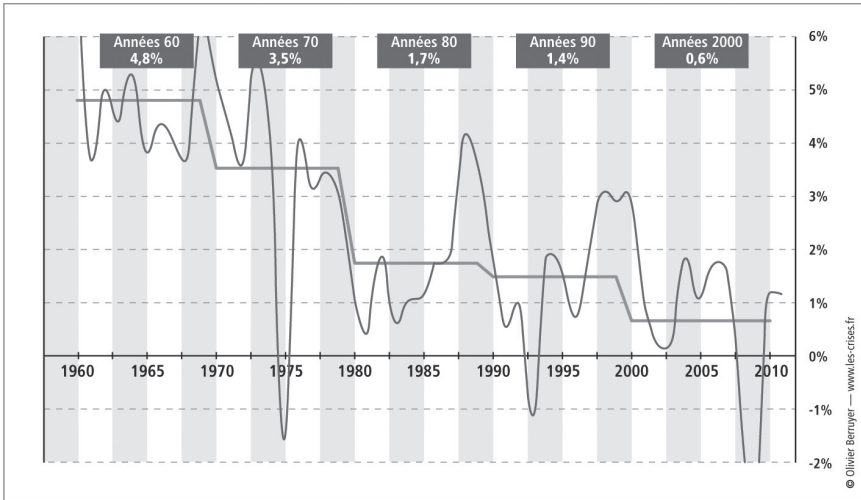
Pour répondre à la première question, un bref retour en arrière est nécessaire.

Dans les années 60, la croissance en France était de 4,8% par an en moyenne, en volume ; dans les années 70, elle est passée à 3,5% ; dans les années 80, à 1,7% ; dans les années 90 à 1,4%, dans les années 2000 à 0,6%. Le graphique présenté page suivante l'illustre brutalement.

Cela veut dire que le taux moyen de croissance en France, dans la décennie 2000, a été 8 fois inférieur au taux moyen de croissance dans les années 60. Évidemment, quand on regarde l'histoire sur une très longue durée, on peut se dire que c'est finalement un retour à la normale, puisque les travaux de l'historien Angus Maddison², dans le cadre de l'OCDE, ont montré que la croissance était nulle entre l'an 0 et l'an 1000 : elle était juste égale à la croissance de la population. De l'an 1000 à 1820, elle était à peu

2. Angus Maddison (1926-1998), historien et économiste britannique, un des rares économistes à avoir étudié la croissance mondiale par grandes zones géographiques sur le très long terme (an 1-1998).

Évolution annuelle en volume du PIB français par habitant 1960 – 2011, et taux annuel moyen par décennie (source: INSEE)



près de 0,22% par an. Ce n'est que depuis la révolution industrielle que l'on a des taux de croissance qui sont très au-dessus de 1%.

Ce que nous avons vécu depuis la deuxième guerre mondiale en Europe et aux États-Unis, avec la révolution agraire et la mécanisation de l'agriculture est derrière nous. Derrière nous aussi les gains de productivité de l'industrie qui n'est plus partie prenante aujourd'hui que pour 13% du PIB en France. Sans même aller chercher les arguments du professeur Meadows³ qui a montré dès 1972 les limites, y compris écologiques, de l'extrapolation des taux de croissance que nous connaissions depuis la guerre, il va falloir nous habituer à des taux de croissance beaucoup plus bas. J'ouvre le débat, notamment avec nos amis de la Direction de la prévision du Ministère des Finances qui nous calculent toujours des taux de croissance potentiels de l'ordre de 1,90 ou 2,25 ou 2,75. J'aimerais que l'on examine les hypothèses pour savoir d'où cela vient.

La première réponse est donc qu'il va falloir s'habituer à des taux de croissance plus modérés.

En ce qui concerne les réformes keynésiennes, n'y pensons plus. Songez que lorsque nous étions étudiants en finances publiques, on nous apprenait le théorème de Haavelmo. Monsieur Haavelmo est un économiste finlandais qui a eu le prix Nobel à la fin des années 80. Il nous apprenait qu'en cas de problème économique, il suffisait d'augmenter les dépenses publiques

3. Dennis Meadows (1942), physicien américain, signataire du rapport Meadows sur la croissance sollicité par le Club de Rome (1972).

de 1 point de PIB, le solde budgétaire restant équilibré par une augmentation des recettes publiques de 1 point de PIB. Par le jeu de la différence du multiplicateur entre la dépense publique et les recettes publiques, vous aviez un PIB *ex post* qui était supérieur à ce qu'il aurait été *ex ante* d'un montant égal à celui de la dépense publique injectée. Vous voyez bien qu'avec 56% de dépense publique par rapport au PIB en France, il faut juste oublier la relance keynésienne.

En ce qui concerne les réformes structurelles, naturellement, tout le monde en parle mais chacun sait qu'il faut du temps. Je lisais récemment une étude de McKinsey qui montrait que dans tous les épisodes de *deleveraging*, on a 7 années difficiles. Nous y sommes aujourd'hui en plein. Lorsque vous regardez le graphique, vous voyez que la dette a été notamment créée par une génération d'hommes politiques qui n'a pas pu s'habituer à ce que l'on descende en dessous des 3% de croissance. Parce qu'au moment des Trente Glorieuses, on a eu ces 3% de croissance, la génération des hommes politiques qui a suivi les années 75 et la crise du pétrole s'est dit : puisque l'on ne peut plus répartir la croissance « naturelle », on va créer artificiellement cette croissance avec l'endettement. Cela nous amène là où nous sommes aujourd'hui. Évidemment, on a besoin de solidarité en Europe pour éviter que l'Europe ne soit Gulliver empêtré, avec 1 monnaie et 17 dettes.

► Que font les fonds souverains ?

Les fonds souverains sont les représentations financières du fait que les pays en voie de développement ou les pays émergents ont des taux d'épargne très supérieurs aux nôtres. Les fonds souverains, c'était 2 500 milliards de dollars en 2007. Aujourd'hui, les pays qui détiennent les réserves de change ont tendance à les considérer de plus en plus comme des fonds souverains. Je pense notamment à SAFE en Chine ou à HKMA à Hong Kong. Ce sont des fonds de réserve de change qui commencent à investir comme des fonds souverains. Aujourd'hui, si on ajoute aux fonds souverains traditionnels ceux qui gèrent des réserves de change, on arrive déjà à un total d'actifs de 7 000 milliards de dollars.

Je crois que l'épisode de diabolisation des fonds souverains survenu en 2007 est terminé. Nous savons aujourd'hui que la plupart du temps, les fonds souverains ont des gouvernances transparentes. Ils sont orientés vers le marché. Il est vrai qu'il y a 5% d'impact politique dans leur gouvernance. C'est vrai que quand Monsieur Poutine va voir Monsieur Hu Jintao et décide de faire un fonds russo-chinois, pour investir 4 milliards de dollars en Extrême-Orient, il y a une dimension politique. C'est vrai que lorsque la

Chine investit dans un fonds sino-africain, il y a une dimension politique. Mais, après tout, c'est la façon de travailler de ces pays. Quand le Qatar investit en France, il y a aussi une dimension politique. Je crois qu'il faut s'habituer à apprivoiser ces fonds souverains, qui ont besoin d'investir dans nos territoires pour avoir des actifs avec des revenus récurrents et une bonne solidité juridique.

Je dirais que la valeur ajoutée des pays d'Europe et des États-Unis, c'est une certaine sécurité juridique, une habitude du financement de projets sophistiqués et une crédibilité qui peut conduire tous les détenteurs de fonds souverains à avoir un intérêt à co-investir avec nous. Dans le cadre de mes précédentes activités, nous avons créé une plateforme de co-investissement dans les infrastructures, qui s'appelle FROG, qui va représenter 5 milliards d'euros et dans laquelle nous avons d'ores et déjà attiré la Chine, Hong Kong et des fonds canadiens.

► **De qui avons-nous besoin pour assurer la croissance de nos économies ?**

Nous avons besoin de ces fonds souverains mais nous avons aussi besoin d'une épargne domestique qui s'investisse à long terme. Au risque de lasser, mais il y a une nécessité de répétition dans la pédagogie des choses les plus importantes, nos économies ont besoin de retrouver des investisseurs de long terme. Comme chacun le sait, les compagnies d'assurance n'ont plus, de fait, en raison des règles dites de «Solvabilité 2» le droit de détenir d'actions. Elles ont des passifs qui ont des durées assez longues : six, huit, dix ans. Et elles n'ont pas le droit de détenir d'actifs dont la valeur pourrait être trop volatile à échéance d'un an. Cette dissymétrie n'est pas durable.

Nous avons aussi le devoir de chasser les règles prudentielles ou les contraintes de liquidité des banques qui les empêchent de s'engager dans des financements de long terme. En préparant cette intervention, je lisais que la ville de Chartres a contacté la banque de développement de Chine pour financer la réfection de sa gare. C'est doublement intéressant. Cela montre d'abord que les Chinois sont particulièrement avisés et qu'ils cultivent cette coutume des zones économiques spéciales, qu'ils ont parfaitement développées dans leur pays. En France, si vous allez près de l'aéroport de Vatry, en Champagne, à Châteauroux ou si vous allez à Chartres, vous voyez des acteurs de la banque de développement de Chine qui s'intéressent à des zones particulières. Si Chartres se tourne vers la banque de développement de Chine, c'est parce qu'il y a un déficit de 6 à 7 milliards par an de financement à long terme des collectivités locales, créé par la disparition de Dexia.

Enfin, et je parle sous le haut contrôle de Christian Noyer, il faut regarder dans quelle mesure on peut essayer de favoriser les financements désintermédiés, en assurant un minimum de surveillance prudentielle pour éviter le *shadow banking* qui nous conduirait à une nouvelle crise.

En conclusion de mon propos, je dirais que je pense que les déséquilibres du monde qui existent aujourd'hui peuvent être une chance pour les Européens et les Américains et pour les pays de l'OCDE en général. Nous avons une fenêtre d'opportunité pour capter une épargne de long terme dont nous avons extraordinairement besoin. Je prendrai simplement un exemple. Est-ce que vous êtes conscients du fait qu'à douze kilomètres de Paris, nous avons une zone de 5 000 hectares, qui rassemble le plus grand nombre de chercheurs en Europe. Quand vous amenez un Américain visiter le *cluster* ou le pôle de Saclay, où pouvez-vous l'amener ? Probablement dans une petite maison, avec quatre toits d'ardoise, qui doit être le Novotel du Christ-de-Saclay. C'est probablement la seule entité architecturale qui soit représentative de ce site. Or nous avons aujourd'hui 25 000 chercheurs à Saclay. Dans quelques années, lorsque l'Agro, Centrale, l'École des ingénieurs de l'armement auront rejoint ce site, nous aurons le premier *cluster* d'Europe. Nous avons aujourd'hui besoin d'investisseurs de long terme pour créer une ligne de transport qui y mène. Nous avons besoin d'investisseurs de long terme pour créer un signal architectural. C'est évidemment en nous associant avec ces poches profondes que sont les investisseurs de long terme des pays émergents que nous pourrions créer un mariage mutuellement intéressant.

Ils sont aujourd'hui dans un cycle de croissance très favorable de 7 à 8% par an ; l'histoire nous montre que ce taux de croissance est insoutenable dans la durée. Les humains ne peuvent pas tolérer qu'en une génération, le PIB croisse par un facteur 5. Or quand vous croissez de 7% par an, vous doublez le PIB tous les 10 ans. Cela veut dire que sur une génération, il est multiplié par 5. L'étude des exponentielles, tout comme la démographie, est formidablement importante pour nous montrer qu'il ne faut pas nous résoudre à ces déséquilibres extraordinaires, puisque le moment venu, les cycles dans lesquels sont ces pays se retourneront et qu'ils auront besoin de notre aide à ce moment-là pour surmonter leurs années douloureuses.

Buying Time for Structural Reforms

Rintaro Tamaki

Deputy Secretary-General of the OECD

Before talking about growth, allow me to say a word about my recent concern as regard the developments in the European banking system. The European banking system seems to be going back to being national instead of looking at post-financial integration. At the height of the first leg of the financial crisis back in 2008/2009, several cross-border banks were broken up and more recently, banks in the euro area have been reducing their exposure to euro area sovereign debts other than their own. Spanish banks tend to buy more Spanish bonds, for example. Conversely, European area sovereigns have been issuing Government-guaranteed bank bonds and as a result the risk diversification gains obtained through the financial integration process are being reversed and the adverse feedback loops between banks and sovereigns are getting even stronger.

► **Structural reforms, fiscal consolidation and monetary policies**

As regards growth, I would like to stress the importance of structural measures. Structural measures are essential combined with efforts on fiscal consolidation and support of monetary policies to straighten up the situation in a more fundamental way. They must address the long-standing issues that in the past have produced current financial fragilities. Indeed, a clever combination of reforms will lead to a triple dividend: firstly by lifting output and employment; secondly by strengthening public finance; and thirdly by rebalancing global demands. The OECD estimates show that a broad and ambitious reform agenda could raise annual GDP by as much as 1% on average across the OECD area for the next 10 years.

I believe that it is possible for each country to identify its own growth-enhancing reforms that are likely to create an even fiscal space or reduce global imbalances. More specifically, for countries in external deficit, priority should be given to labor market reforms, as these measures would improve international cost competitiveness and smooth the reallocation of resources to tradable products. For countries in external surplus, product market measures should receive the highest priority. The reason for this is clear: measures of this kind are more likely to boost investment, including foreign direct investment, and domestic demand at large. Concomitantly, for countries that need fiscal consolidation, higher priority should be attached to structural reforms that have a direct positive fiscal impact. For instance, reducing subsidies to agriculture or energy would be an effective way of boosting economic efficiency and consolidating the budget. Measures of this kind would be preferred over those that have only an indirect positive fiscal impact, such as easing product market regulation. For countries in fiscal peril, priority should be attached to those structural measures that have, at least in the short term, an adverse fiscal impact. For example, cutting the tax rate on labor income should receive low priority in those countries. The growth and employment effects of structural reforms, in our calculation, are more positive in the short term than generally thought.

Nevertheless, reforms obviously take time to bear fruit and monetary easing and financial backstops can buy time to allow the necessary conditions for structural reform to be effectively developed. They can also ensure that demand is crowded in quickly. Subsequently, the surrendered burdens would be more manageable. Output would grow more quickly and in turn support the falling unemployment rates where these are currently high.

To sum up, we strongly believe that structural reforms are of the essence at this critical juncture. If they are designed cleverly, they can help develop the conditions for global rebalancing, a return to sustainable public finances and a lasting recovery.

La dette européenne vue de Chine

YAN Lan

Lazard Chine

Comme vous le savez, la grande majorité des actifs détenus par la Chine à l'étranger sont sous forme de dette. Par exemple, jusqu'en juin 2011, la Chine détenait des obligations du Trésor américain pour un montant équivalent à 21,2 mille milliards de dollars. Fin 2011, la Chine détenait des obligations des principaux pays de la zone euro – la France, l'Allemagne, l'Espagne – à peu près à hauteur de 15 milliards de dollars.

Aujourd'hui, quelle est la position de la Chine face à cette crise économique et financière, en Europe ? On constate un grand changement. La Chine est orientée vers l'accroissement de ses avoirs en actions, par rapport à ses avoirs en dette. Prenons l'exemple de CIC. CIC est le fonds souverain chinois qui a vocation à investir à l'étranger et qui a reçu, il y a 6 mois, une allocation, de 300 milliards dollars pour ses investissements à l'étranger. Il y a deux ans, moins de 15% du portefeuille de CIC était sous forme de dette. Et il y a un mois et demi, les responsables de CIC annonçaient qu'ils n'investiraient pas dans les dettes des pays européens. C'est donc un changement radical.

Ce changement est dû à la crise de l'euro, qui crée une opportunité pour des investisseurs chinois comme CIC. Auparavant, certains pays européens étaient réticents envers les investisseurs chinois comme CIC qui viennent pour acheter des actions sur les marchés, ou acquérir des participations stratégiques dans de grands groupes européens. Aujourd'hui, le marché est plus ouvert. Par exemple, CIC a investi dans des actifs de privatisation au Portugal, surtout dans le secteur de l'électricité. Aujourd'hui, la Chine regarde beaucoup les situations de privatisations, pour la Grèce, ainsi de suite. C'est

une tendance inévitable parce que la confiance dans les dettes souveraines s'est fortement affaiblie, surtout depuis la crise grecque et surtout aux yeux de créanciers comme la Chine.

► **Que pense la Chine de la restructuration de la dette ?**

Je pense que dans les relations économiques normales, la restructuration d'une dette ne devrait pas être un acte normal. Cela doit être un événement exceptionnel, surtout vis-à-vis des prêts souverains. Lorsque les créanciers étrangers venaient en Europe, investir dans la zone euro, ils croyaient dans la sûreté des emprunts. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. La crise grecque a donc déclenché, une grande crise de confiance, surtout chez les investisseurs, les créanciers étrangers ont cessé d'être convaincus que leurs créances pourraient être récupérées à maturité et remettent en question l'investissement dans le marché des dettes dans la zone euro. Pour un créancier étranger, il n'y a pas de tribunal qui lui permette de récupérer ses créances. Les dettes souveraines deviennent donc un investissement à risque. La Chine ne veut pas s'exposer au risque d'un tel investissement.

Cela dit, la restructuration de la dette pourrait être un cas exceptionnel, parfois inévitable, dans des situations extrêmes. Dans un tel cas, il faudrait que les créanciers et les emprunteurs puissent négocier de bonne foi, dans un esprit coopératif, pour trouver une solution. La Chine est membre du FMI. Dans ce cadre-là, je pense que la Chine respecterait le principe de coopération internationale, sur un tel sujet si elle devait faire face à une telle situation en tant que créancier à risque.

Échanges

Philippe Lefébure

Augustin de Romanet, vous avez trouvé la part politique dans les investissements des fonds souverains. À combien s'élève la part politique dans les investissements de la Caisse des dépôts ?

Augustin de Romanet

Elle existe. C'est comme le houblon dans la bière : on croit qu'il y en a beaucoup, en fait, il n'y en a pas tant que cela.

Philippe Lefébure

Christian Noyer, est-ce que la restructuration des dettes peut être une solution, par exemple ? Vous l'aviez exclue d'entrée, mais quelques intervenants ont dit que cela pouvait arriver quand même et même qu'il fallait y passer.

Christian Noyer

J'ai noté quand même que j'avais de forts soutiens, à commencer par Jean Beunardeau, et beaucoup d'autres aussi. Je dirai simplement la chose suivante : d'abord, et cela a été dit par plusieurs, il est vain de croire qu'il suffit de faire une restructuration de dette pour régler le problème. Quand on restructure une dette, on perd pour très longtemps, parfois pour une durée extraordinairement longue, la confiance de ses créanciers. Ça va si l'on n'a plus besoin de ces créanciers pour plusieurs décennies. Si l'on retrouve instantanément un excédent primaire ou un excédent tout court ou un équilibre, il n'y a pas de problème. Si l'on a besoin de faire à nouveau appel à ces créanciers, convaincre ceux qui viennent de perdre de l'argent avec vous de vous re-prêter, c'est très difficile. On le sait bien. Par conséquent, tous les pays émergents le disent, de toute façon, la seule vraie solution est de faire du redressement budgétaire.

Cela peut durer 7 ans. Mais, moi, c'est ce que j'entends constamment de la part de nos amis mexicains, brésiliens, coréens, thaïlandais, etc. Il faut que les Européens apprennent à faire du redressement.

Deuxièmement, je ne change absolument pas d'avis. C'est vrai qu'il y a des cas où vous ne pouvez pas faire autrement. J'ai présidé des restructurations de dette où l'on a fait des abandons de créance, au Club de Paris. Et le secteur privé faisait la même chose. Mais on le fait quand on est dans des situations extrêmes, notamment quand il s'agit de pays très pauvres, pour lesquels il est totalement impossible d'imaginer qu'ils puissent retrouver un équilibre à un horizon raisonnable. On a connu des cas de très belles réductions du stock de dette sans aucune restructuration. Je vais vous donner un exemple qui, pour moi, est formidable. C'est l'Irlande. Quinze ans avant la création de l'euro, l'Irlande avait un ratio dette sur PIB qui devait être de 130%. C'était même dix ans avant la création de l'euro. À la veille de l'accident Lehman Brothers, l'Irlande avait fait baisser son taux de dette sur PIB à 30% : 100 points de PIB gagnés en une vingtaine d'années. Si c'est possible pour un pays comme l'Irlande, pourquoi cela ne serait-il pas possible pour la plupart des pays développés ? Je n'ai pas en tête les chiffres des pays émergents mais certains ont fait des mouvements absolument remarquables. Quand il y a eu des réductions actuarielles du type plan Brady, cela a été dit tout à l'heure, c'étaient des montants très faibles par rapport au PIB.

La seconde remarque que je voulais faire est la suivante. Je rebondis sur une des notations très amusantes, parmi beaucoup d'autres, de Michel Cicurel qui a parlé de la faute des plus pauvres des pays pauvres. Je crois que c'est une façon de très bien résumer le problème. On a un problème de déséquilibre d'épargne mondiale, qui est un problème dramatique qu'il faut corriger. Mais ce n'est pas forcément si simple que cela. Sous le contrôle de YAN Lan, je prends l'exemple de la Chine. C'est vrai que le taux d'épargne des ménages en Chine est absurde, à plus de 50%. Pourquoi est-il si élevé ? Quel que soit leur degré de richesse, les ménages épargnent pour le risque santé, pour le risque retraite ou la période de retraite, et pour les besoins d'éducation. J'oublie sans doute d'autres choses. Je le dis mais les gouvernants chinois le savent encore beaucoup mieux que moi, en réalité, on sait que pour réduire le taux d'épargne des ménages, il faut faire des réformes structurelles très fortes en matière de santé, d'assurance santé, en matière de retraite et en matière de couverture publique ou collective des besoins d'éducation, avec prise en charge collective. Ce sont des réformes structurelles qui sont aussi lourdes que celles que doivent faire les pays développés, en Europe notamment, en matière de réforme du marché du travail, ce qui a très bien été décrit par Rintaro Tamaki par exemple.

Marché du travail, marché des biens, marché des services : tout le monde a à faire des réformes structurelles considérables. Cela prendra quelques années.

Michel Cicurel

C'est difficile de rajouter quelque chose à ce qu'a parfaitement dit Christian Noyer.

Je voudrais simplement expliciter un peu plus le propos sur le stock et sur le flux. Encore une fois, c'est très iconoclaste. Pour faire simple, je crois qu'il est complètement impensable qu'un seul des pays membres de la zone euro quitte l'euro. D'ailleurs, l'affaire grecque est un cas d'école. Tout le monde comprend que si la Grèce quitte la zone euro, elle ira encore beaucoup plus mal, que ce sera une suspicion totale sur l'ensemble de la zone euro. Aucun membre de la zone ne peut quitter la zone. Je crois tout à fait que des efforts budgétaires significatifs peuvent traiter les flux, c'est-à-dire stabiliser la dette voire la faire descendre doucement, mais le fait de la faire descendre significativement, dans un certain nombre de cas, je n'y crois pas. Comme au fond nous l'avons tous dit, je crois tout à fait que si l'on jette une suspicion sur le remboursement de la dette des acteurs privés – la France l'a dit, la Banque de France l'a répété cent fois, la BCE l'a dit –, le pays concerné ne pourra plus jamais aller sur les marchés, pendant une période qui, vue avec les lunettes modestes que nous avons, ressemble à l'infini. En réalité, je crois qu'il y a un moment où il faudra une solidarité budgétaire européenne pour taper dans le stock. Franchement, je crois que cela est absolument nécessaire, sinon on va avoir des problèmes grecs à la queue leu leu, pendant des décennies.

Question du public

Nous avons ici un parterre de financiers et nous n'avons pas entendu parler des paradis fiscaux. De quoi sont-ils responsables dans ce qui nous arrive ? Pourrait-on compter sur eux pour nous en sortir ?

Christian Noyer

Soyons libres et iconoclastes jusqu'au bout. C'est un peu comme ce que disait Michel Cicurel tout à l'heure. Je ne veux pas dire qu'il n'y a aucun problème avec les paradis fiscaux, loin de moi l'idée que ce sont des anges de vertu. Mais franchement, je crois que ce n'est pas le problème.

Jean Beunardeau

Il est évident qu'il y a une économie parallèle qui passe par les paradis fiscaux. Je ne pense pas que ce soit une économie très branchée sur l'Europe

occidentale. Pour l'essentiel des flux paradis fiscaux, c'est une économie qui tourne beaucoup plus autour du trafic de drogue que de l'optimisation fiscale. Quand c'est de l'optimisation fiscale, je ne pense pas que cela ponctionne énormément l'assiette des pays occidentaux.

Ce qui ponctionne le plus l'assiette des pays occidentaux, c'est l'évaporation parfaitement légale des investisseurs qui, dans des pays considérés comme fragiles et où il y a liberté de mouvement des capitaux, s'installent ailleurs et investissent ailleurs, de manière parfaitement légale, indépendamment de la fiscalité. Ils ont moins confiance dans la possibilité de croissance et donc de rentabilité de leurs investissements. C'est cela qui nous menace. Il s'agit de retrouver l'attractivité de la zone euro, comme une zone mondiale d'investissements. C'est ce que l'on a perdu ces dernières années. Si on ne la retrouve pas rapidement, on va évidemment vers un appauvrissement très significatif.

David Thesmar

En filigrane de la discussion, on a eu la question des restructurations de dette publique. Je vois dans ce débat une contradiction profonde, qui est résolue par les uns et par les autres, de diverses façons. La contradiction profonde est que d'un côté, on a beaucoup de dette qui s'est accumulée dans un certain nombre de pays et que, comme dit Michel Cicurel, on ne voit pas très bien comment elle est résorbable, dans le cas italien par exemple. Pourquoi est-ce le cas ? Parce que d'un autre côté, on n'a pas de croissance. C'est un mélange de la vision d'Augustin de Romanet. On est durablement sur une tendance de 1%. C'est cela, notre futur. Le soleil qui se lève le fait très doucement, à 1% de croissance. Et on a un mélange, à la périphérie de la zone euro, de dévaluation interne, c'est le modèle économique aztèque, du sacrifice. Pour rester dans la zone euro, il va falloir faire des ajustements de salaires relatifs, qui vont nécessiter des politiques keynésiennes très restrictives, qui vont durer très longtemps.

Dans ces conditions, dans le monde qui est le nôtre où l'on n'a pas beaucoup de croissance et des réformes structurelles qui vont prendre beaucoup de temps pour se faire, dans un monde où vous avez peu de croissance d'un côté et de grandes quantités de dette de l'autre, il n'y a pas 36 solutions. Soit les candidats les plus riches, par exemple les Allemands, les Finlandais ou les Autrichiens, paient une partie de cette dette, c'est la vision de Michel Cicurel ; soit on a recours en douceur à un certain nombre de mesures très classiques : on fait de l'inflation, on érode doucement. Il y a le bon exemple de l'Irlande, – que les gens prennent souvent – avec 7% de croissance tous les ans sur 10 ans, ce n'est pas l'horizon que l'on voit. Un exemple classique est celui du Royaume-

Uni ou des États-Unis dans l'après-guerre mondiale. Mais cela a été absorbé par l'inflation, ces montants de dette très importants qui avaient été hérités de la deuxième guerre mondiale. Dans ces conditions, il n'y a pas 50 solutions. Soit on érode via l'inflation des allongements de maturité, des rééchelonnements en douceur, etc., la valeur de la dette ; soit on demande à certaines catégories de personnes de la payer. Dans tous les cas, on ne résout pas le problème du futur. Cela a été très bien dit par à peu près tout le monde. Il y a quand même un problème : une fois que vous dites que vous ne remboursez pas, vous ne pouvez plus retourner et réemprunter. L'exemple mexicain est donc typiquement un bon exemple. En fait, les restructurations de dette sont venues après les années d'ajustement. Cela a été un peu comme une sorte de carotte : faites d'abord le boulot, montrez que vous êtes crédible ; une fois que vous êtes crédible, on vous pardonne une partie de votre dette pour ne pas vous donner un boulet pour la suite. Ce sera un peu ma synthèse, très personnelle.

4.

Europe et crise de l'euro

La crise de la zone euro n'est pas une simple conséquence de la crise financière mondiale. Elle trouve sa racine dans le Traité lui-même, lequel proscrit à la fois le renflouement d'un État membre par ses partenaires et la monétisation de la dette par la Banque centrale européenne, sans pour autant envisager la conséquence logique de ces deux interdictions : le défaut d'un État.

Les concepteurs du Traité croyaient avoir écarté ce danger à l'aide du Pacte de Stabilité et de Croissance. C'était sans compter l'aptitude des États à dissimuler la situation réelle de leurs finances publiques.

Aujourd'hui, c'est toute la conception de la zone euro qui est en cause. Or, la situation exige deux solutions diamétralement opposées. Faut-il abandonner la monnaie unique ou faut-il aller vers une intégration politique poussée, avec euro-obligations, fédéralisme budgétaire et bancaire, plus une banque centrale à l'américaine jouant pleinement son rôle de prêteur de dernier recours ?

Contributions du Cercle des économistes

Agnès Bénassy-Quéré • Christian Stoffaës

Témoignages

Benoît Cœuré • Wolf Klinz • Eric Lombard • Paolo Manasse • Gérard Mestrallet
Andrew Moravcsik • Nouriel Roubini • Rémy Weber

Modérateur

Antoine Reverchon

Pour une approche progressive de la mutualisation des dettes souveraines en Europe

Agnès Bénassy-Quéré

La crise aiguë que traverse la zone euro s'explique par l'interaction entre : (1) des finances publiques perçues comme insoutenables dans un certain nombre de pays ; (2) des banques fragilisées par la crise financière mondiale, l'éclatement de bulles immobilières (et la dépréciation des actifs qui en résulte) et l'attrition des financements (défiance du marché interbancaire, fuite des dépôts) ; (3) des problèmes de compétitivité et de croissance dans une partie de la zone. Ces trois dimensions de la crise se renforcent mutuellement : les mauvaises perspectives de croissance renforcent le pessimisme des marchés concernant les trajectoires d'endettement, tandis que les plans d'ajustement budgétaire dégradent encore les perspectives de croissance ; la situation des finances publiques est rendue plus difficile encore par les plans de recapitalisation des banques (que les États ne peuvent financer que par endettement), tandis que la dégradation des signatures souveraines dévalorise les titres détenus par ces mêmes banques que les États tentent de sauver.

Si la crise est si profonde, c'est parce que les trois problèmes mentionnés ci-dessus sont traités pays par pays et non au niveau européen :

– Si les finances publiques des pays périphériques sont perçues comme non soutenables, c'est parce que la solidarité européenne est limitée – une exigence répétée de la Cour constitutionnelle allemande et matérialisée par des fonds de secours aux capacités de financement plafonnées. Au niveau agrégé, la Commission européenne prévoit pour 2012 un déficit budgétaire de 3,2% pour

la zone euro, ce qui n'est pas si mal compte tenu de la prévision de croissance (-0,3%). Mais ce chiffre favorable n'est pas pertinent en l'absence de solidarité entre États membres.

– Si les banques sont fragilisées, c'est en partie parce que leur actif est insuffisamment diversifié : il est vulnérable au risque immobilier (local), au risque souverain (également national, les banques de chaque pays ayant tendance à détenir surtout des actifs publics de leur propre pays) et finalement au risque de récession. Ceci provoque à la fois un problème de solvabilité (la qualité de leurs actifs se dégrade) et de liquidité (ces actifs deviennent plus difficiles à refinancer auprès de la BCE). Au passif, l'assurance des dépôts offerte par chaque État ne tranquillise pas les déposants lorsque les caisses de l'État sont vides et la capacité d'endettement supplémentaire faible, voire nulle. Il en résulte une fuite des dépôts.

– Si les problèmes de compétitivité et de croissance sont si aigus, c'est parce que l'Europe n'a pas une stratégie de croissance cohérente. D'une part, elle joue le jeu de l'intégration économique, ce qui entraîne une concentration des activités dans un petit nombre de régions peuplées et bien connectées, mais refuse d'organiser au niveau européen des transferts analogues à ce qui se passe au niveau de chaque État, les régions pauvres recevant, de manière récurrente, des fonds en provenance des régions riches. D'autre part, la politique budgétaire agrégée de la zone euro est le résultat de décisions décentralisées sous la contrainte de respecter le pacte de stabilité. La démarche n'est aucunement de fixer le solde budgétaire de l'année d'abord au niveau agrégé, puis de le décliner pays par pays en fonction des besoins des différentes économies et des externalités entre États membres.

■ Soit moins d'Europe, soit plus d'Europe

Pour traiter cette crise, il faut donc soit moins d'Europe (et renoncer à l'euro), soit plus d'Europe. De nombreuses propositions ont été faites pour résoudre la crise par l'introduction d'euro-obligations, la création d'une union bancaire, l'acceptation d'une union de transferts. Ces solutions se heurtent à trois problèmes :

– Un problème politique : en vertu du principe démocratique « pas d'imposition sans représentation », la solidarité entre États-membres implique une co-décision des politiques nationales. Par exemple, les partenaires européens devraient pouvoir, le cas échéant, imposer leur veto à un projet de loi de finance dans un État-membre. Ceci suppose donc une forme d'intégration politique.

– Un problème constitutionnel : la constitution allemande interdit au Bundestag de prendre des engagements budgétaires indéfinis et potentiellement

importants ; les constitutions nationales donnent aux parlements nationaux le pouvoir de décision en matière budgétaire ; le traité européen interdit le renflouement d'un État par un autre. Eurobonds, union bancaire et union de transferts nécessiteraient de modifier non seulement le Traité, mais aussi les constitutions nationales.

– Un problème de confiance : la crise a commencé lorsque la Grèce a révélé la falsification de ses comptes ; elle s'est poursuivie avec l'incapacité du gouvernement grec à mettre en œuvre plusieurs éléments du plan d'ajustement, mais aussi avec le non-respect, par d'autres États-membres, de leurs engagements budgétaires, puis avec le traitement chaotique de la crise bancaire espagnole par le gouvernement de ce pays. Dans cette situation, toute solution fédérale se heurte à un manque de confiance profond entre États-membres. Une mutualisation des ressources pourrait renforcer encore les comportements déviants – un argument central des opposants à l'euro-obligation (voir Gros, 2011).

Ces trois obstacles conduisent de nombreux analystes à écarter des solutions de type Eurobond ou union bancaire, lesquelles ne pourraient être mises en œuvre qu'au terme d'un long processus politico-institutionnel¹. Il est clair qu'on ne peut pas demander aux peuples du Nord de l'Europe une garantie solidaire sur l'intégralité d'une dette dont ils ne sont pas responsables et dont la gestion leur échappe. Cependant, ne rien faire sur ce terrain risque d'aboutir tout simplement à l'éclatement de la zone euro. Le Conseil des Sages allemands en a pris conscience en proposant la création d'un «fonds d'amortissement» des dettes souveraines². L'idée est de mutualiser progressivement la partie des dettes souveraines jugée «excessive» (en excès par rapport à la norme de 60 % du PIB). Le remboursement de ces dettes serait sécurisé par le fléchage de recettes fiscales nationales et par la mise en garantie d'actifs publics (une part des réserves de la banque centrale). Les dettes émises par le fonds pour le compte des États seraient alors garanties solidairement, c'est-à-dire qu'en cas de défaillance d'un État-membre les autres États se substitueraient pour servir sa part de la dette. Un tel dispositif pourrait être accepté par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe en raison de son caractère «fini» (les montants seraient connus) et «temporaire» (le fond serait appelé à disparaître progressivement au fil des remboursements). S'il fonctionne, ce système pourrait contribuer à rétablir la confiance entre les États-

1. L'union bancaire est moins exigeante que l'Eurobond en termes de solidarité budgétaire, notamment si les restructurations bancaires sont financées par des contributions des grands établissements bancaires européens. À court et moyen termes, cependant, il est illusoire de penser qu'un fonds de restructuration pourra être financé entièrement par le secteur lui-même (voir Schoemaker et Gros, 2012). Le Fonds européen de restructuration bancaire devra alors être financé, en cas de besoin, par emprunt solidaire des États-membres.

2. Voir *German Council of Economic Experts* (2011).

membres, facilitant alors la mise en place d'une Europe fédérale. Néanmoins, outre les problèmes de profilage (seuil de dette, rythme de remboursement...), la création d'un fonds de remboursement se heurte à deux difficultés de fond :

– En sécurisant une partie de la dette, on rend le reste de la dette plus risqué. Face à un problème de surendettement global, découper la dette en plusieurs compartiments ne résout pas le problème de fond qui est la capacité de chaque État à rembourser³.

– Ce fonds d'amortissement ne résoudrait pas les problèmes de refinancement à court terme des États et des banques.

■ Créer des obligations synthétiques

Une autre proposition, émanant elle aussi d'Allemagne⁴, consiste à créer non pas des euro-obligations, mais des obligations synthétiques, sortes de paniers d'obligations publiques nationales. Un fonds serait créé avec pour mission d'acheter, sur le marché, des obligations nationales, en proportion du poids de chaque État-membre dans l'économie de la zone euro (ou dans le capital de la Banque centrale européenne), puis de revendre par lots ces obligations, sous la forme d'une obligation synthétique qui serait un panier de ces différentes obligations nationales. Simple intermédiaire, le Fonds n'aurait pas besoin de financements publics. En cas de défaut d'un État-membre, la perte serait répercutée sur l'obligation synthétique. Il n'y aurait donc aucune mutualisation du risque. Néanmoins, l'obligation synthétique serait par construction moins risquée qu'une obligation grecque ou espagnole. Ce risque faible permettrait de garantir son refinancement auprès de la BCE, laquelle pourrait de surcroît encourager son développement par un traitement favorable lors des opérations de refinancement. Le développement de cette obligation synthétique irait en effet dans l'intérêt de la BCE dans la mesure où elle permettrait de diversifier progressivement le risque souverain dans les bilans bancaires.

Peu exigeante en termes institutionnels et politiques, cette solution pourrait être mise en place rapidement. Hélas, elle non plus ne résoudrait pas le problème fondamental de surendettement des pays périphériques : si l'on souhaite respecter une clé de répartition proche du poids de chaque pays dans l'économie (et non dans la dette agrégée) de la zone euro lors de la constitution des paniers de dettes, il y aurait trop de titres irlandais et pas assez de titres allemands, de sorte que nombre d'obligations d'États périphériques demeureraient « orphelines » et risqueraient d'être rejetées par les marchés.

3. Le même problème se pose pour les propositions de Delpla et von Weizsäcker (2011), Hellwig et Philippon (2011) ou Brunnermeier et *al.* (2011).

4. Beck, Uhlig et Wagner (2011).

Une solution à la crise des dettes souveraines en zone euro serait alors de combiner obligation synthétique, fonds d'amortissement et restructuration de certaines dettes. L'idée serait de faire disparaître du marché les obligations souveraines nationales telles que nous les connaissons aujourd'hui. En dessous de 60% du PIB, les obligations nationales seraient combinées dans les obligations synthétiques⁵ ; au-delà, elles entreraient dans le fonds de remboursement proposé par les sages allemands. Sur le marché ne s'échangeraient alors plus que deux sortes de titres : des titres synthétiques (sans garantie mutuelle) et des titres du fonds d'amortissement (avec garantie mutuelle), ces deux types d'actifs pouvant être refinancés auprès de l'Eurosystème. Les États membres auraient alors interdiction d'émettre des titres de dette en-dehors de ces deux dispositifs⁶ et la BCE n'accepterait plus les titres nationaux en collatéral des refinancements bancaires. Cette interdiction des émissions nationales se substituerait favorablement à la surveillance *a posteriori* opérée par le pacte de stabilité, qui a prouvé son inefficacité. Elle suppose cependant de mettre en place des mécanismes de flexibilité, fonction de la conjoncture, sur le rythme de réduction des dettes incluses dans le fonds d'amortissement. On peut aussi imaginer que le Mécanisme européen de stabilité soit utilisé pour financer temporairement un pays soumis à un choc spécifique, sous conditionnalité stricte.

■ Une solution : la décote

La disparition des obligations souveraines nationales du marché aurait pour inconvénient de faire disparaître les taux d'intérêt de marché associés à ces titres. Dès lors, l'écart de taux d'intérêt que chaque pays aurait à verser par rapport au taux de marché de l'obligation synthétique devrait être déterminé de manière administrative, en maintenant des écarts entre pays pour limiter l'aléa moral. Par exemple, le taux pourrait être modulé selon le niveau de dette totale de chaque État membre. Cela permettrait de maintenir des écarts de taux d'intérêt entre États membres selon la situation des dépenses publiques tout en évitant le sur-ajustement des *spreads* en cas de crise de confiance.

5. Selon une pondération correspondant au poids de chacune des dettes nationales (sous la barre des 60% du PIB) dans le stock total de dette participant au dispositif, le pourcentage dans le panier étant mécaniquement plus faible que le poids dans le PIB de la zone pour les quelques pays (Estonie, Luxembourg, Slovénie, Slovaquie) dont la dette reste inférieure à 60% du PIB. Les pondérations évolueraient au cours du temps en fonction de l'évolution des dettes nationales. Pour les pays endettés à plus de 60% du PIB, toutefois, la priorité serait le remboursement de la dette située dans le fonds d'amortissement, les titres inclus dans l'obligation synthétique étant renouvelés à chaque échéance. Le fonds émettant les obligations synthétiques ferait progressivement converger les maturités des différentes dettes nationales de manière à offrir une gamme d'obligations synthétiques de différentes maturités.

6. Ils ne pourraient pas non plus garantir les émissions de gouvernements régionaux ou locaux.

En combinant obligation synthétique et fonds d'amortissement, on ne résout toujours pas le problème du surendettement de certains États. Pour traiter ce problème, la seule solution est la restructuration voire la décote. La décote pourrait être appliquée au fur et à mesure du basculement des dettes dans le nouveau système, à l'échéance des titres ou bien en cours de maturité. La décote serait alors justifiée par le risque moindre associé aux titres de substitution. La perte pour les banques serait amoindrie par le fait qu'une part importante des titres est comptabilisée en valeur de marché, donc avec une décote pour les pays en difficulté. À l'issue du processus, le risque souverain se trouverait mieux réparti entre les différentes banques européennes, ce qui renforcerait aussi la résilience du système bancaire à la difficulté d'un État. La boucle explosive entre risque souverain et risque bancaire serait ainsi coupée. Les problèmes d'aléa moral seraient atténués par la limite de 60% du PIB imposée aux pays pour participer à l'obligation synthétique, l'impossibilité, sauf crise grave, d'accroître la dette contenue dans le fonds de remboursement, les conditions associées à ce fonds, les *spreads* de taux d'intérêt et l'interdiction faite aux États d'émettre sur le marché des titres nationaux. Et la BCE pourrait devenir moins réticente à pratiquer, le cas échéant, un véritable assouplissement monétaire par acquisition d'un titre public «zone euro» qui pourrait préfigurer un futur Eurobond.

La défiance des États membres les uns vis-à-vis des autres doit être considérée comme une donnée du problème. Inutile, donc, de chercher à imposer à l'Allemagne la mutualisation immédiate de toutes les dettes de la zone euro. Pourtant, il est à craindre que la crise se poursuive tant qu'une solution radicale ne sera pas trouvée pour les dettes souveraines des pays périphériques. Sans aller jusqu'à la garantie mutuelle des dettes par les États membres, la solution dessinée ci-dessus permettrait de résoudre les problèmes de court terme tout en offrant aux États membres une période probatoire permettant de reconstruire la confiance perdue, avant une étape ultérieure réellement fédérale.

La politique économique face au pouvoir monétaire : de Keynes à l'euro

Christian Stoffaës

La conclusion du traité sur la coopération, la stabilité, et la gouvernance au sein de l'union économique et monétaire (TCSG ; 1^{er} mars 2012) était passée presque inaperçue, sous son apparence purement technique. Pourtant l'histoire retiendra le pacte budgétaire comme une étape décisive car ouvrant l'ère nouvelle de la politique économique européenne.

La politique économique, c'est la coordination des politiques monétaires et des finances publiques. L'Europe en était jusqu'à présent dénuée, disposant certes d'une monnaie fédérale mais de budgets restés nationaux. La crise de l'euro est le fruit, on le sait, de cette absence de coordination : d'une part les pères fondateurs de l'euro, dans l'euphorie de Maastricht, n'avaient pas imaginé le scénario de l'éclatement ; d'autre part, l'eussent-ils anticipé qu'ils n'auraient pu faire prévaloir à leurs électeurs les conséquences à en tirer en termes de rigueur et de souveraineté.

■ Traité inaperçu

Traité inaperçu, car pour éviter la lourdeur des procédures statutaires de révision des traités communautaires, le Pacte budgétaire prit la forme d'un traité intergouvernemental, sous calendrier rapide, à ratifier à postériori et ce au nom de l'urgence des marchés financiers aux aguets. Il s'agissait « simplement » de donner des gages à l'Allemagne sur la discipline des pays États membres impécunieux.

Officiellement, le pacte était la condition nécessaire posée par l'Allemagne aux États impécunieux pour accepter le mécanisme européen de stabilité

nécessaire pour parer aux défauts en cascade. Officieusement – car la BCE fait ce qu'il faut faire sans accepter qu'on le lui dise ce qu'elle doit faire – il était aussi la condition posée pour ouvrir les vannes du crédit en évitant qu'il ne se déverse dans le tonneau des Danaïdes.

Traité inaperçu, car la qualification d'«historique» ne semble guère en apparence s'appliquer à un texte qui ne change rien aux critères de Maastricht, se bornant à mettre en place un contrôle a priori et des sanctions garantissant que, cette fois, ils seront (peut-être ?) respectés.

Traité inaperçu, heureusement, car s'ils avaient su à quoi ils s'engagent en termes d'abandon de souveraineté nationale et d'austérité, les peuples d'Europe auraient peut-être exprimé quelque réticence.

Ils ont fini par s'en apercevoir, comme en témoigne l'actualité. Car en réalité le TCSG change tout.

L'obligation de soumettre les budgets nationaux à l'approbation préalable des partenaires crée un processus inexorable de convergence des dépenses publiques et des fiscalités nationales. Tout gouvernement éprouvera demain de graves difficultés à s'abstraire de la surveillance multilatérale sourcilleuse de ses pairs, *a fortiori* à tricher.

Le concept moderne de politique économique est issu des débats de la Grande dépression. L'institut d'émission était alors sous le contrôle des banquiers, des rentiers, des agioteurs et des «deux cent familles». C'était le temps où les régents de la Banque de France ne se gênaient pas pour adresser leurs «remontrances» aux gouvernements, où le «mur de l'argent» faisait tomber les gouvernements impécunieux.

Pour contourner l'empêcheur de s'endetter en rond, les pouvoirs politiques de la Grande crise placèrent les banques centrales sous leur tutelle, du New Deal au Front populaire. Nationaliser la monnaie, pour assurer le financement budgétaire des déficits budgétaires, des grands travaux et des transferts sociaux, au nom du retour au plein emploi : tel fut l'objet de la révolution keynésienne.

Il n'a guère étonné, il y a trente ans que l'affranchissement des politiques économiques à l'égard de la contrainte monétaire finisse par déboucher sur les déficits et l'hyperinflation. Il est paradoxal en revanche que l'indépendance de la banque centrale s'achève aujourd'hui dans les dettes publiques. C'est que l'ère de l'euro suscita un gigantesque «aléa moral» dès lors que la monnaie unique avait annulé la menace de la dévaluation, sanction humiliante et appauvrissante des mauvaises gestions, et que la faiblesse des taux d'intérêt avait rendu l'endettement quasi indolore.

La politique économique européenne qui se dessine prend une forme exactement inverse : la vassalisation de la politique budgétaire et fiscale à la politique monétaire.

La règle d'or va profondément changer la société, dès lors que la «génération-dette» devra désormais compter parcimonieusement chaque euro dépensé.

Un dispositif où 17 États s'expriment en ordre dispersé face à la BCE peut être qualifié d'hyper-monétariste», la rigueur monétaire et budgétaire y étant inscrite non seulement dans les constitutions mais dans les traités – dont on ne peut sortir qu'à de graves détriments.

■ Un fort attachement à l'euro

La vassalisation de la politique monétaire avait profondément transformé les sociétés occidentales, engendrant l'ostracisme du capitalisme, l'État providence, la montée inexorable de la dette publique, qui engendra à son tour trente ans plus tard la stagflation puis la contre-révolution monétariste. Comment la vassalisation à la monnaie des politiques budgétaires et fiscales va-t-elle transformer les sociétés européennes ?

Le nouvel équilibre est en train se tracer, qui n'est que la première page de l'histoire de la politique économique européenne à écrire. Déjà deux chefs de gouvernement européen ont été chassés par le pouvoir monétaire ; et de nombreux renversements électoraux constatés ces derniers mois sont la conséquence directe. Il y aura des débats, des programmes électoraux, des convergences transnationales ; les partis, les syndicats, les acteurs sociaux se positionneront : ce qui est nouveau c'est qu'ils le feront sur une base européenne. On l'a déjà constaté avec notre campagne présidentielle.

On se plaint régulièrement en France, et ailleurs en Europe, que la BCE serait sous contrôle de l'Allemagne. Son influence y est certes puissante. Mais ce n'est pas ce que dit la constitution de cette puissante institution. La ligne actuelle, ultra-monétariste, est à la merci d'un renversement de majorité à son conseil. Tentons d'imaginer l'angoisse allemande d'avoir abandonné le contrôle de leur trésor sacré national, la monnaie, à une institution fédérale, à la merci d'une révolution de palais. Déjà deux éminentes personnalités monétaires allemandes ont démissionné de leurs responsabilités monétaires.

Leçons de ces trois années de crise : l'euro sort renforcé de l'épreuve de vérité. Les anti-euros sortent du bois : les majorités votent, même les Grecs. Les marchés financiers ont dû constater qu'ils avaient sous-estimé l'attachement à l'euro ; les peuples européens ont pris conscience qu'il y avait un prix à payer.

Les grands tournants, il vaut mieux les prendre sans être trop conscient de leurs conséquences. Sans verser dans le cynisme, l'Europe n'est-elle pas née sur le charbon-acier ? Et ce sont les files de camions aux frontières du Luxembourg qui – via Schengen – forcent à poser la question de l'identité européenne.

Recréer la confiance

Benoît Cœuré

Banque centrale européenne

Le tableau des problèmes fondamentaux ou des vices fondamentaux de la zone euro a été brossé de manière très claire et très concise par Agnès Bénassy-Quéré. Je ne vais pas y revenir. Ma lecture des événements qui se sont déroulés d'abord entre 1999 et 2007, le début de la crise, et ensuite depuis le début de la crise, est que, finalement, tout ce que cette crise a démontré c'est un manque de mécanismes d'ajustement au sein de la zone euro. La zone euro, qui a bien fonctionné par temps calme, en l'absence de chocs venant de l'extérieur ou de l'intérieur des pays, s'est trouvée extrêmement démunie quand les chocs sont arrivés. Cela vient peut-être d'une sorte de naïveté des fondateurs de la zone euro qui avaient pensé que les ajustements dans la zone euro se feraient principalement par les politiques budgétaires nationales. Ils savaient bien que la flexibilité des marchés était insuffisante dans la zone euro par rapport à d'autres grandes unions monétaires comme les États-Unis. Par exemple, il y a peu de mobilité du travail entre pays de la zone euro. Ils ont conçu un système qui donnait l'entière responsabilité de l'ajustement et de la réponse aux chocs, aux politiques budgétaires des États, avec un système de gouvernance budgétaire assez lâche, assez peu contraignant qu'était le pacte de stabilité. Tout cela n'a pas marché du tout. La question est de savoir comment on peut recréer des mécanismes d'ajustement au sein de la zone euro.

Il y a un mécanisme qui, contre toute attente, a très bien fonctionné, ce sont les marchés. Au début de l'euro, on disait toujours que les marchés financiers n'étaient pas assez intégrés en Europe. En réalité, ils ont été très bien intégrés et intégrés à tel point qu'ils ont permis des erreurs majeures comme le financement

d'une croissance excessive et de « bulles » dans un certain nombre de pays de la zone euro, par les banques du centre de la zone euro. On voit bien que le seul mécanisme d'ajustement qui a marché était l'ajustement par les marchés financiers. C'est celui qui était le plus difficile à contrôler et il n'a pas été bien contrôlé. Tout cela a échoué lorsque la crise est arrivée.

► **Que s'est-il passé avec la crise ?**

On a recréé des mécanismes d'ajustement en urgence. Ce sont des mécanismes publics, c'est-à-dire que la puissance publique, sous ses différentes incarnations, s'est substituée progressivement aux marchés. D'un côté, les gouvernements ont créé des mécanismes tels que le fonds européen de stabilité financière, bientôt le mécanisme de stabilité, qui viennent en aide aux États qui ont des problèmes, qui facilitent l'ajustement. De l'autre, la Banque centrale européenne, dans le cadre de son mandat, a pris un certain nombre de mesures dites « non conventionnelles » – je n'y reviens pas. Elle a fourni de la liquidité et elle continue à fournir de la liquidité aux États qui présentent des déséquilibres importants. Elle continue à le faire quotidiennement aujourd'hui, tant que les contreparties de la BCE demeurent saines. La BCE prête à des banques qui sont solvables et contre du collatéral, mais, sous ces conditions, elle continue à financer l'ensemble des pays de la zone euro dans des proportions qui sont, aujourd'hui très importantes. La décision, prise par le Conseil des Gouverneurs de la BCE, de réduire le taux de refinancement à 0,75 % – le plus bas niveau jamais atteint dans la zone euro –, s'inscrit dans cette démarche. Il s'agit de répondre au ralentissement économique dans la zone euro. Il s'agit également de répondre au constat que les tensions inflationnistes dans la zone euro sont moins fortes aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a quelques semaines ou quelques mois parce qu'un certain nombre de risques à la baisse sur la croissance de la zone euro se sont matérialisés, ce qui permet à la Banque centrale de baisser ses taux. Tout cela, sans risque pour l'inflation.

► **Assurer la stabilité des prix**

La stratégie de la banque centrale est de continuer à assurer la stabilité des prix dans les deux sens – en ce moment à éviter la déflation, au besoin en baissant les taux d'intérêt – et aussi fournir des liquidités pour que les économies de l'ensemble des pays de la zone euro, y compris les pays périphériques, puissent continuer à tourner alors que les marchés financiers ne jouent plus ce rôle.

Il s'agit de mesures qui sont essentiellement temporaires, puisqu'on voit bien que ce fonctionnement-là ne peut pas être le fonctionnement de la zone euro à long terme. L'ensemble des marchés, notamment l'ensemble des marchés financiers, ne peut pas être remplacé par la puissance publique. La banque centrale européenne a désormais un bilan qui dépasse les mille milliards d'euros. Ce n'est pas une situation acceptable à long terme pour une banque centrale. Il faut recréer la confiance dans l'économie privée. Il faut recréer des mécanismes de marchés. C'est ainsi que la zone euro a été conçue.

► **Ramener la confiance**

Quelles sont les conditions nécessaires pour y parvenir ? Il s'agit de ramener la confiance. On voit bien qu'une crise financière est une crise de confiance. Les marchés et, peut-être, dans une certaine mesure, les citoyens de la zone euro – ce qui est beaucoup plus préoccupant que les marchés –, ont perdu confiance dans le bon fonctionnement de la zone euro. Pour ramener la confiance, il faut se désendetter. Il faut mettre des limites strictes aux déficits et à la dette. C'est ce qui va être fait à travers le pacte budgétaire qui est en cours d'adoption dans tous les pays. Pour ramener la confiance, il faut de la croissance ; c'est le complément indispensable de la réduction des déficits. Cela fait partie des décisions prises la semaine dernière par le Conseil européen. Il faut aussi surveiller les déséquilibres courants. Il faut des réformes pour améliorer la compétitivité. Cela a été dit clairement par Agnès Bénassy.

Pour ramener la confiance, il faut aussi ramener la confiance dans le secteur financier. Il faut ramener la confiance dans le secteur bancaire de la zone euro. Pour cela, il faut que les banques de la zone euro soient bien capitalisées. Il faut que leur taille soit raisonnable. Il faut qu'elles aient un comportement prudent. Il faut aussi que l'avenir des banques ne dépende plus de manière existentielle de l'avenir des États dans lesquels elles sont localisées. Autrement dit, il faut couper ce lien entre les banques et les États auquel Agnès a également fait référence.

Le dernier Conseil de la zone euro a pris un certain nombre de décisions importantes qui vont dans ce sens. Je pense, par exemple, à la possibilité de recapitaliser directement les banques à travers le mécanisme européen de stabilité, avec une conditionnalité stricte et quand un contrôle centralisé des banques sera en place. Cela contribuera à couper le lien entre les banques et les États. Je pense à d'autres mesures, plus techniques, comme l'abandon du statut de créancier privilégié du mécanisme européen de stabilité. C'est technique, mais c'est très important pour permettre aux États de revenir sur les marchés et d'émettre à nouveau des obligations.

► **Création d'un mécanisme de supervision centralisée**

J'ai dit que ce mécanisme pourrait recapitaliser les banques quand un contrôle centralisé sera en place. La Commission européenne va préparer des propositions pour créer un mécanisme de supervision centralisée, de contrôle centralisé, des banques de la zone euro, sur la base de l'article 127-6 du Traité, qui existait dès l'origine de l'union monétaire, dans le Traité de Maastricht. La Banque centrale européenne est prête à jouer ce rôle si on le lui demande, mais avec les principes ou avec des conditions. La première condition est de trouver une manière de bien séparer la politique monétaire, qui doit rester indépendante, et le contrôle bancaire pour que chaque mission ne contamine pas l'autre. C'est une question d'organisation. Il faut, bien entendu, des principes de rigueur et de crédibilité. Il faut un principe de transparence et – j'insiste beaucoup sur ce point –, si la Banque centrale européenne gagne de nouveaux pouvoirs, si le Conseil et le Parlement européens donnent à la Banque centrale de nouveaux pouvoirs, il faudra sans doute qu'elle franchisse une étape supplémentaire dans la transparence et dans la responsabilité démocratique. Quand les pouvoirs augmentent, il faut être responsable devant les Autorités démocratiques et, en particulier, devant le Parlement européen.

Tout cela constitue de bonnes décisions. Il faut maintenant qu'elles soient mises en œuvre rapidement. Quand j'entends dire que l'union bancaire, le contrôle bancaire, seront pour la deuxième moitié de 2013, je trouve cela assez inquiétant. On en a besoin tout de suite. Pour cela, la balle est dans le camp des États et de la Commission.

► **Esquisse d'une union monétaire**

Au-delà, j'attire votre attention sur le Rapport qui a été présenté au Conseil européen par les quatre présidents (M. Van Rompuy, M. Draghi, M. Junker et M. Barroso) qui esquisse la suite du chemin au-delà des décisions. Ce Rapport est très important. Il esquisse les autres éléments constitutifs d'une véritable union financière. C'est aussi technique, mais c'est important (par exemple, la résolution des banques, la garantie des dépôts, dont il va falloir parler assez vite). Il esquisse aussi la perspective d'une union budgétaire, c'est-à-dire d'un cadre budgétaire intégré, avec des mécanismes conjoints de décisions et de contrôles, qui permettront une décision conjointe des États sur la politique budgétaire. C'est ce mécanisme qui permettra un jour l'émission d'une dette commune dans la zone euro (*eurobonds*). Pour cela, il faut d'abord définir ces mécanismes de contrôle et aussi vérifier que ces mécanismes de contrôle seront légitimes et seront démocratiques. Ce sera le rôle du Parlement européen.

Pour moi, le dernier sommet de la zone euro, c'est la manifestation, par les Chefs d'État de la zone euro qu'ils veulent rester dans l'euro, qu'ils ont un avenir commun dans l'euro. Ce geste politique est le plus important. C'est ce que, à l'église, on appelle le renouvellement des promesses.

Europe at a Critical Crossroads

Wolf Klinz

European Parliament

The Euro project has in fact been, as we now know, a political project from the very beginning. The idea was to make European integration irreversible, and the illusion one had at the time was that one could integrate the monetary policies of the member states of the euro zone into the single currency and leave fiscal and economic policies at national level. We know now that this was not really feasible and realistic.

The member states, with the exception of Germany, were quite willing to accept membership of the Euro zone because they wanted to get rid of the diktat of the Bundesbank. We had in reality a European central bank at the time, the Bundesbank, and the others did not like that and wanted at least to pool sovereignty when it came to monetary policy matters. The approach has failed, as we know now, Europe is at a very critical crossroads, and if we do not take the right avenue we risk that the Euro project will fail. This is not only very costly and will do us a lot of economic damage; it is particularly critical from a political point of view, because if it did fail, I think we would have political damage that we probably could not estimate highly enough.

► **Too many years of muddling-through policies**

What has happened over the past two or three years, when it became apparent that we had a major debt crisis and also a banking crisis? We have basically had two or three years of muddling-through policies. We have taken a number of measures, and already after a few weeks or months it became apparent that these measures would not do the trick and that we had to go further.

We have tried to instill new disciplinary measures by beefing up what used to be the Stability and Growth Pact. We have the Fiscal Compact Treaty; we have the European semester and the like. I have just learned that the problem with these things is that the definition of what is a rule is being interpreted differently by the various European citizens. A rule for Germans is that when a traffic light is red you do not cross the road, but for a Frenchman, and even more for an Italian or a Spaniard, a rule is a point of reference that does not necessarily have to be obeyed.

Here we are, and the question is whether the tougher new disciplinary measures will work. I have my doubts, and therefore we have to think of some other measures, which Mr Cameron the UK Prime Minister called the “big bazooka” and others would call the “Big bang”, to really impress markets and regain the lost confidence of markets and citizens.

What could this be? Our friends in the States, Krugman and Nouriel Roubini, say that the ECB has to accelerate the printing machine and buy up sovereign debt by the hundreds of millions, billions or even trillions, as a matter of fact, and I think this is difficult because it is clearly against the statute of the ECB, and as at this point in time we have already violated a number of rules, we do not want the ECB to really go that far.

Others, such as Mario Monti, want to introduce eurobonds and mutualize debt. The problem is that it is against the German Constitution; you can change the Constitution but not overnight, and it will take a long time and a lot of massaging of German citizens. Germany also wants control if its citizens assume liability for other states’ debts. Can you imagine Italians and Spaniards wanting to be controlled by Germany? It is impossible, so we have to find other ways.

What has basically been decided in principle at the last summit is probably going in the right direction, and I say this as a private person, because if my party heard me they would ask me to leave; I am in strict contrast here to my party back in Berlin, but if we have a single currency, a single monetary union, then we have to turn the euro zone into a single market for financial institutions. That means single supervision, a single rescue, crisis and resolution management function, and eventually maybe a single deposit guarantee scheme.

► **Yes to the Redemption Fund**

Furthermore, I am strongly in favor of what the so-called group of wise men –and women, because there was also one woman involved–

recommended to the German Government last autumn, namely to set up a so-called Redemption fund, which would include all the debts of all the 17 euro zone members exceeding 60% of the debt, the famous Maastricht hurdle, put it into one fund and amortize it over a period of 25 years. This would reduce the interest rate to be paid by Italy, Spain, etc. and increase it for Germany, but I would say that is a solidarity support that is justified and can be sold to the German citizens, and at least that fund would decrease in size from one year to the next. What the Italians, Spaniards, etc., save in terms of interest they can use to amortize their debt, so this would be a very good thing.

Now, of course this would only work if member states are willing to balance their budgets and watch their remaining debt, if they are willing to pool sovereignty, which is a big hurdle for many countries, and if they are willing to tap the growth potential, because we do need growth at the same time. However, this does not necessarily have to cost a lot. You can increase growth by opening markets that are closed right now, you can complete the single market including the service sector and –above all– you can and should reduce bureaucracy.

Des projets pour les PME, des banques pour les financer

Rémy Weber

CIC Lyonnaise de Banque

Il n'est peut-être pas tout à fait inutile que je réaffirme ma fierté d'être banquier ; banquier de terrain, banquier de l'économie réelle.

Il m'a été demandé d'intervenir sur deux sujets : le *deleveraging* et les *project bonds*.

Dans une optique de croissance et de financement de cette dernière, je souhaite élargir cette intervention à l'influence de la régulation sur la distribution du crédit et l'orientation des financements, par des acteurs pertinents, vers des acteurs pertinents. Face à la crise, le régulateur a exigé des banques et des compagnies d'assurances qu'elles renforcent le ratio prudentiel. On évoque fréquemment Bâle 3 et Solvency 2, en soulignant leurs défauts ; néanmoins, cela se met en place. Si des ratios plus exigeants peuvent être compréhensibles, il faut être très attentif à certains effets pervers. Quelles que soient les raisons (tolérance du marché vis-à-vis du ratio de *leverage*, incapacité à trouver des fonds propres ou difficultés à émettre des ressources longues face à des emplois longs), nous arrivons à un moment, finalement assez paradoxal, où de nombreuses banques sont plus dans des logiques de céder des actifs que dans des logiques d'en produire.

La très faible croissance en Europe n'a vraiment pas besoin d'une attrition plus grande, plus marquée, du crédit. J'ai la chance de faire partie d'un groupe bancaire, le groupe Crédit Mutuel CIC, dont les fonds propres croissent, année après année, de l'essentiel des résultats de l'année et dont 90% de l'activité est une activité de banque de détail. Nous ne sommes absolument pas dans une logique de cession d'actifs, au contraire. Et pourtant, comment

peut-on aujourd'hui nous demander de financer, de façon soutenue, par exemple les collectivités locales, avec les contraintes de Bâle 3 ? Et il ne faudrait pas qu'il en soit de même pour les petites et moyennes entreprises qui, contrairement aux grands groupes, n'ont pas accès dans de bonnes conditions, ni au marché d'actions, ni au marché obligataire. Est-il normal, dans cette prééminence de la régulation, que mes collaborateurs étudient par exemple le dossier de financement d'une entreprise plus en termes de ratios de solvabilité ou de ratios de liquidités qu'en fonction de l'entreprise elle-même et de ses projets ? Je ne le pense pas. Je rappelle que les petites et moyennes entreprises et les collectivités, en Europe, restent massivement financées par les banques. La dette des entreprises de la zone euro est à plus de 85% bancaire, là où elle n'est que de 35% aux États-Unis.

► **Une supervision accrue serait inutile**

Cela dit, pour la zone euro, on ne passe pas facilement au modèle nord-américain de financement obligataire pour les collectivités et les PME. D'où ces craintes d'un recul de l'investissement public et de celui des entreprises de la zone euro. Ce mouvement de baisse est d'ailleurs déjà en cours sur la période récente. En réalité, de mon point de vue, pour l'activité bancaire classique, celle que je pratique, celle qui innerve le champ économique local, celle qui participe quotidiennement au développement des projets industriels et commerciaux, celle qui est faite de femmes et d'hommes qui connaissent intimement l'environnement économique dans lequel ils travaillent, je ressens beaucoup moins l'utilité d'une supervision accrue et, pourtant, je la subis.

Plus largement, les dix millions d'entreprises PME européennes, sans compter les treize millions d'entrepreneurs individuels, constituent, à mon sens, un véritable avantage concurrentiel, une vraie chance pour notre continent par rapport à d'autres. Ces PME sont à l'origine, ces dix dernières années, de beaucoup de créations d'emplois en Europe. Elles doivent être au cœur de nos réflexions et des dispositifs de demain.

► **Les *project bonds* ?**

Dans *project bonds*, il y a «projet». Ils ne se décrètent pas. Il est clair que ce n'est pas parce que l'on consacre des sommes importantes à des investissements que ceux-ci sont immédiatement mûrs et potentiellement rentables pour l'économie. Compte tenu de l'état d'endettement de nos États, il faut évidemment éviter tout projet qui n'a pas un levier rapide sur la croissance. Au fond, le fait que les fonds structurels européens ne soient

pas utilisés à 100% montre la difficulté de la tâche. Je suis par avance fasciné par tous les échelons, du local jusqu'aux instances bruxelloises, qu'un projet identifié va devoir gravir pour être éligible et, éventuellement, derrière, se concrétiser.

► **Faire émerger les petits projets**

Enfin, quand on parle de *project bonds*, on les associe très largement à de grands projets. Or, il me paraît crucial de mettre le maximum de moyens en face de notre tissu de moyennes entreprises et, donc, d'avoir l'humilité de faire émerger le maximum de petits projets, proches des préoccupations du tissu local.

Dans cet esprit, je voudrais revenir à ces PME qui ont besoin de fonds propres, d'appuis financiers, pour leurs innovations, pour leurs investissements, pour leur développement international, pour la formation de leurs équipes. Soulignons que 5 à 10% seulement des fonds structurels leur sont affectés.

Je me permets enfin de revenir sur un point que j'ai évoqué les années précédentes. L'épargne est un bien commun au sein de l'Europe de l'euro qui doit être destinée à financer les investissements productifs et, donc, à irriguer d'abord le tissu des PME et des ETI⁷. L'épargne privée, qui représente plus de trois fois le PIB européen, est un deuxième avantage concurrentiel majeur pour que le soleil soit au bon endroit et se lève là où il faut. À cet égard, on parle souvent de la frilosité des banquiers, et je voudrais d'abord parler de celle de nos peuples, quand on les juge à l'aune de leur épargne de précaution. Comment faire pour aiguiller cette épargne, sans formalisme excessif, sans strates institutionnelles trop nombreuses, dont la valeur ajoutée de chacune s'opposerait à celle de la précédente, vers les vrais créateurs de richesse par le biais du système bancaire ?

Le marché d'aujourd'hui et le régulateur poussent vers le changement du *business model* des banques en tablant, notamment, sur de nouveaux outils publics pour prêter aux entreprises. Je pense, pour ma part, que les acteurs publics ne doivent pas être en première ligne pour assumer ce rôle à la place d'un système bancaire, responsable et raisonnable, dont les équipes de décideurs intégrés dans les tissus économiques et sociaux locaux, travaillent sur le long terme.

7. Entreprise de taille intermédiaire.

Redonner le goût de l'action

Gérard Mestrallet

GDF Suez

Je vais renforcer encore les propos de Rémy Weber et donner cinq idées, simples mais fortes.

► **Contraction du crédit et déséquilibre entre États-Unis et Europe**

La première idée est que la crise bancaire va très fortement contracter les crédits bancaires à l'économie, aux entreprises, aux particuliers, aux collectivités locales, et, donc, avoir un effet dégressif sur la croissance.

Double choc bancaire :

- premier choc : la première crise financière 2008-2009 a amputé les fonds propres des banques avec, notamment, les subprimes ;

- deuxième choc : le durcissement des ratios de solvabilité et la crise des dettes souveraines vont accroître encore davantage les pressions sur les crédits à l'économie du système bancaire. On a décrié Bâle 3, à certains égards à juste titre. Tout ceci va conduire, à un moment où les économies ont besoin de croissance, à réduire les moyens de la financer.

La deuxième idée est que l'Europe va être beaucoup plus impactée que les États-Unis, à régulation constante. En effet, les acteurs américains de l'économie, des entreprises notamment, sont financés à raison de deux tiers par les marchés et un tiers par les crédits bancaires. Les acteurs européens sont financés dans la proportion inverse : un tiers par les marchés et deux tiers par les banques. En clair, cela veut dire que la même régulation bancaire, le même Bâle 3 – à supposer d'ailleurs, qu'il soit appliqué de la même façon des deux côtés de l'Atlantique et les Américains n'appliquant déjà pas Bâle 2, on peut s'inquiéter de la façon dont sera appliqué Bâle 3

aux États-Unis –, les mêmes paramétrages auront un impact double sur la contraction des volumes de crédits à l'économie en Europe par rapport aux États-Unis. Il y a donc, là, un déséquilibre entre les États-Unis et l'Europe.

► **Les PME hyper-vulnérables**

La troisième idée est que les PME, effectivement, sont hyper-vulnérables. 92% des financements des PME viennent des banques. C'est vrai que les grandes entreprises ont la possibilité d'accéder aux marchés financiers. Aujourd'hui, le marché d'actions est malheureusement très déprimé et ce n'est pas vraiment lui qui peut fournir des financements massifs en fonds propres. Il n'y a presque plus d'investisseurs en fonds propres, en France en tout cas. En revanche, le marché obligataire fonctionne assez bien, pour des entreprises de grande taille et de bonne surface. Je reprends ma casquette GDF Suez pour dire qu'il est vrai que nous avons pu emprunter trois milliards d'euros, dont notamment une tranche à dix ans, à un taux moyen de 1,83%. Donc, le marché obligataire marche ; le marché actions beaucoup moins bien. En revanche, les PME, qui n'ont accès ni au marché actions, ni au marché obligataire, vont subir de plein fouet la contraction du crédit, et ceci à un moment où les marchés, leurs marchés, les commandes, sont sous pression. S'agissant des PME, il est essentiel de les protéger à court terme et, là, les banques jouent un rôle critique, immédiat, alors qu'il y a grand danger. Il faut effectivement renforcer OSEO et tout ce qui peut ressembler à des concours. Il faut aussi préparer les PME et les ETI à accéder aux marchés financiers. C'est ce qui est arrivé dans les pays anglo-saxons. En France et en Europe, on a pris beaucoup de retard, mais beaucoup de mesures sont en cours pour ce faire. Il faut permettre aux PME d'accéder au marché obligataire, éventuellement en se groupant à plusieurs. Il faut aussi que les PME, les ETI, puissent être cotées en bourse. La Caisse des dépôts fait des efforts et la place de Paris aussi puisqu'on a annoncé la création de la Banque de l'Entreprise cette semaine. En tout cas, je suis très inquiet, à court terme, sur le tissu industriel des PME qui est en grand danger, compte tenu de ce qui se passe sur le marché bancaire.

► **Investir sans ponctionner l'État**

La quatrième idée concerne la croissance. Il est clair qu'aujourd'hui, pour établir des équilibres financiers, il faut réduire massivement les dépenses courantes des États et des collectivités publiques. En revanche, il faut investir partout et on peut le faire sans tirer sur les budgets de l'État. On peut faire de l'investissement privé dans les transports, dans l'énergie,

dans la santé, dans l'environnement, les télécommunications. Pour parler uniquement de l'énergie, les domaines dans lesquels l'investissement est utile et peut être financé sans concours public, sont nombreux : les réseaux d'électricité, de gaz, les interconnexions, les stockages d'électricité, les énergies nouvelles, tout ce qui est *smart energy*, l'efficacité énergétique, la bioénergie, le biogaz, etc. Le monde agricole a beaucoup de choses à faire pour devenir un producteur d'énergie. Ces investissements peuvent se faire en dehors des États. La BEI, les eurobonds, etc., tout cela peut marcher et cela ne fonctionne pas sur des crédits budgétaires. Il existe aussi des fonds privés d'infrastructures. Mais il faut donner de la visibilité, de la stabilité et, évidemment, de la rentabilité. Le chemin est long en Europe puisque les États, le régulateur, changent tout le temps la règle du jeu.

► **Initiative pour tous**

La dernière idée est que, en plus de l'investissement et en plus de toutes les mesures macroéconomiques qu'il faut prendre, sur les dépenses publiques à la baisse et sur les investissements à la hausse, il y a le domaine de la micro-initiative. L'économie ne repartira pas si on ne donne pas aux gens, aux individus, l'envie de se bouger. Il faut redonner le goût de l'action, le goût de l'innovation, de l'entrepreneuriat, de l'initiative, dans le domaine économique. Je crois qu'il faut pour cela injecter de la liberté dans le système et aussi donner du droit à l'audace, du droit à l'erreur. Et, donc, il faut que les individus, les personnes physiques, qu'ils soient auto-entrepreneurs, micro-entrepreneurs, micro-financeurs, aient envie d'agir, sinon rien ne se passera.

Desserrer les freins

Eric Lombard

BNP Paribas Cardif

Après Rémy Weber, je vais moi aussi défendre le rôle des financiers dans l'économie et notamment le rôle de l'assurance qui, dans l'environnement actuel, transforme les turbulences de marchés en investissement à long terme puisque notre horizon de gestion est à dix ans. Il n'y a pas que de la finance de court terme.

Avant de regarder ce qui manque, il faut aussi saluer ce qui a été accompli. Le Sommet européen de fin juin mérite un coup de chapeau et donne envie de citer Churchill, en novembre 42 : « *Ce n'est pas la fin. Ce n'est pas le commencement de la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement.* » Pour la première fois – d'ailleurs pendant peu de temps, mais tout de même – les responsables politiques ont repris la main sur les marchés. Ils ont repris l'initiative. Il est absolument essentiel que les responsables politiques et les banques centrales gardent la main.

Cela dit, si rien de plus n'est fait, le risque est que le tissu social européen ne résiste pas aux tensions extrêmes qui sont causées par la crise. Pour prendre une autre référence historique, par rapport à la crise de 1929, nous sommes en 1933 et c'est le moment où il ne faut pas refaire l'étalon-or. Or, il me semble qu'on refait l'étalon-or dans de nombreux domaines. Soyons clairs : si le plan politique va être traité à la suite du Sommet européen, au plan économique, tous les freins sont serrés ; et quand tous les freins sont serrés, en général, on n'avance pas.

1. Le premier frein est la régulation. Baisser les taux d'intérêt, c'est très bien, mais, la régulation interdit aux banques de prêter plus et interdit aux assureurs d'investir. Je suis un peu caricatural, mais on a peu de temps.

La réalité de la situation est que Bâle 3 a conduit à un doublement des fonds propres à un moment où les actionnaires n'étaient tout de même pas très enthousiastes. Le doublement a seulement permis de maintenir les enveloppes de crédit, puisque, pour les augmenter, il aurait fallu plus de fonds propres encore. C'est fait et, de toute façon, on ne va pas y revenir.

En revanche, une chose est extrêmement toxique. Lorsqu'on était jeune, on pensait que les militants de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) n'avaient pas compris l'économie. Aujourd'hui, on a une nouvelle LCR, le *Liquidity Capital Ratio*. Ce serait bien que ce soit comme la LCR de notre enfance, renvoyée dans les oubliettes de l'Histoire, car c'est extrêmement toxique.

Solvabilité 2 ? C'est le procédé qui fait que les assureurs, qui doivent investir à un horizon de dix ans, ne peuvent pas acheter d'actions et ne peuvent pas investir dans les obligations d'entreprises. Qu'on m'explique en quoi cela a un sens.

2. Le deuxième frein est la politique budgétaire. On a mis du temps, mais la politique budgétaire est en train d'être conforme dans la plupart des États européens et peut-être même en France. C'est nécessaire, mais récessif ! Je ne vais pas développer, mais les freins budgétaires sont mis en Italie, en Espagne, en Allemagne, en France, etc.

3. Le troisième frein est la politique de change. L'Europe n'a pas de politique de change. L'année dernière, ici même, j'avais dit à Mario Draghi qu'il fallait que cela change. Il m'a sûrement entendu, mais ce n'est pas à lui d'en décider. L'euro est surévalué et on voit bien que, dès que l'euro baisse un peu, l'économie européenne va mieux, mais alors il remonte...

► Des taux beaucoup trop élevés

Les taux longs, ceux qui conduisent l'économie et les États, sont extraordinairement trop élevés. Aujourd'hui, ils sont à nouveau à 6% en Italie et 7% en Espagne. Ce n'est pas tenable.

Il y a trois choses à faire qui, en réalité, sont assez techniques puisque les grands sujets politiques sont traités par ailleurs.

La première est qu'il ne faut pas se contenter de dire que la régulation qui a été décidée avant la crise va se mettre en place et qu'on n'y peut rien. Il faut combattre le ratio de liquidité. Il faut aménager très fortement Solvency 2. Il faut faire en sorte que les banques puissent faire leur travail et que les assureurs puissent faire le leur. La bataille n'est pas terminée parce que c'est tout simplement vital.

Le mécanisme européen de stabilité (MES) ? C'est effectivement brillant qu'il puisse découpler la crise bancaire de la crise des États. Mais les marchés ont une puissance de feu à peu près infinie. Si on veut gagner contre les marchés quand il y a des moments de tension, il faut que le MES ait aussi une puissance de feu infinie et la seule institution, dans un État moderne, qui ait une puissance de feu infinie c'est la Banque centrale européenne. Il faut donc brancher le MES avec un statut de banque sur la Banque centrale européenne, sinon les marchés vont tester le MES et vont aller au bout parce que, franchement, 800 milliards, ce n'est rien. Dans ma petite compagnie, je gère déjà 150 milliards.

Le bilan de la BCE est de deux mille milliards d'euros. Le bilan de la FED est bien supérieur. D'ailleurs les Américains ont un taux de chômage de 8,5% ; c'est encore trop et ils ne le supportent pas. La dernière arme qu'il nous reste alors que tous les freins ont été serrés, c'est la BCE. Il faut donc que la BCE soit un petit peu moins Bundesbank et un petit peu plus FED.

Pour conclure, je pense qu'il y a encore de l'espoir, mais pour voir le soleil se lever, encore faut-il ne pas avoir été tué par des potions mal dosées.

What Would Be Required to Make the EU More Popular?

Andrew Moravcsik

Princeton University

My basic thesis is paradoxical. The euro lacks democratic legitimacy, which is the criticism of many people, but the solution is not more direct democracy—at least not at the European level. Today most things that the European Union does are democratically legitimate. The European Council is democratically legitimate; it is mostly comprised of directly elected national leaders. The Council of Ministers is democratically legitimate. The European Parliament is directly elected, and most regulations and directives are implemented by national governments. Democratically elected national governments implement most regulations and directives. Even the Commission, ever weaker as a body, is selected indirectly by national governments. There is no fundamental “democratic deficit” in European institutions.

► **The European Central Bank: an undemocratic exception**

There is one exception to this rule. The euro is different. The ECB is an undemocratic exception. This is not simply because it is independent. Most central banks in most countries are independent for a good reason: we think they will be more representative of what most people want over the long term if they remain independent. Independent central banks are a way for publics to commit credibly to long-term goals they could not otherwise achieve. Rather, the problem is that the ECB is more independent than any other national central bank since the heyday of the Gold Standard, one hundred years ago, with no democratic or technocratic justification. It is this way because in the 1990s Germany and other creditor countries in Europe

insisted that it be so. This means that the ECB is more committed to fighting inflation and less committed to Europe-wide growth than it otherwise would be. The result is the sort of crisis we see today, with deflation in the periphery of Europe –an outcome, which is not supported by most Europeans. It is making the EU unpopular and illegitimate, at least in this single policy area.

What would be required to remedy this situation? Budgetary controls and banking regulation are insufficient, I argued in a recent article in *Foreign Affairs*. As I think my colleagues on this panel agree, national governments in Europe would also need to commit to a wide range of other policies having to do with wages, unit labor costs, especially in the tradable sector. Such policy convergence would have to be symmetrical, committing not just debtor countries, but also Germany, to particular levels and forms of macroeconomic performance, wage inflation and private spending. One would also need, in order to convince any rational German leader to go along with that kind of policy, further structural reforms of wage policy, labor markets, sectoral investment policies in the tradable and non-tradable goods sectors, a European currency policy, and so on.

It is unrealistic to expect Brussels officials or Frankfurt officials to do this. They lack the legal mandate, political clout, or common technocratic vision required to impose budget cuts, shut down banks, suppress or raise wages, direct investment, or dictate macroeconomic priorities. I will leave it to my friend Nouriel Roubini to give you the technical reasons why. I believe it ultimately comes down to the fact that there are different “varieties of capitalism” in different European countries, reliant to a greater or lesser degree on inflation, devaluation, wage growth, etc., and these cannot be homogenized. But, whatever the situation, the immediate political reason why convergence is impossible is that European officials cannot impose a “one size fits all policy” from Brussels, and disparate publics do not want it to happen, either in Brussels or in national capitals. They are unlikely to change their minds anytime soon.

► **Institutions are judged by their results**

Some who favor European solutions to the current crisis propose that the way out of this situation is to generate more public support –we have heard this today at this conference– by moving toward “political union,” by which they mean nowadays a more “democratic” Europe. The notion is that decisions would be turned over to national or European parliaments, or to elected commissions, or to voters themselves in elections, referenda, or some other form of greater participation.

This is an illusion. To see why, let us explore the hidden theory of politics that underlie these kinds of reform proposals. The common view is that the more democratic citizens participate in politics, either indirectly or via parliaments, the more legitimacy they accord the policies that result, and the more they will support those policies. This premise is not just speculative and naive; it is, according to the best research we have, simply empirically invalid. As long as a political system is basically democratic (and we have just seen that the EU and its member states are basically democratic), there is no evidence that citizens are more likely to support policies because they result from direct participation. In fact, they are less likely to do so.

Let me just leave you with one piece of evidence. Polls show that the most trusted, respected and liked national political institutions and actors in European countries are not parliaments and elected politicians. People dislike and distrust them more than any others. They prefer unelected and insulated actors: judges, bureaucrats, the police, the army, and yes, even central banks. Why is this? Research shows that citizens do not judge political institutions by legitimate process. They judge them by results. In the European case, the implication is that one specific policy, the euro, is unpopular because it is increasingly delivering results Europeans do not like. As we have seen, there is little chance it will stop doing this –and, therefore, there is little chance it will be popular, whatever its democratic basis.

The takeaway point is this. When commentators ignore practical policy outcomes and start lauding political union and European democracy, it is generally because they cannot manage and wish to talk around the real issues of structural adjustment. Pleas for political union do not solve problems; they distract us from the real ground on which a solution must be found. A closing anecdote from relatively recent French history illustrates this point. Remember that political union was originally proposed by France in the early 1970s. Édouard Balladur, General Secretary to President Pompidou, convinced his President to support political union at that time. When he did, the French Foreign Minister at that time, Michel Jobert, went to Balladur and asked him for guidance, as any good foreign minister should. He asked what this new policy of political union was, what European political union meant, and what he should be doing. Balladur smiled and responded, “Nothing, and that is the beauty of it.”

Contagion in Europe: Evidence from the Sovereign Debt Crisis

Paolo Manasse⁸

Université de Bologne

«Contagion» is today's buzzword. The troika's bail-out of the Greek government and the heavy haircut imposed on private bond holders failed to reassure markets about Greece's permanence in the Eurozone. The relief brought about by the recent election results waned in a matter of hours. Similarly, the decision by the EU to pour about 100 billion into Spanish banks has not proved sufficient to convince investors that the umbilical cord between the State's and the banks' balance sheets have been severed. In the meantime, confidence on peripheral sovereign bonds and banks has been crumbling, as interest rates and CDS spreads rose in the past weeks. While proposals for a banking union, (varieties of) euro bonds and fiscal union still belong to the realm of dreams (or nightmares, depending on who should be footing the bill), the question is whether the flight out of Europe's periphery will become a flight out of the Euro *tout-court*. But are financial markets behaving "irrationally" or, following a long period of "benign neglect", they are simply rediscovering market fundamentals? And crucially, what policies should Southern Europeans, Italy in particular, implement to maintain market access?

In order to address some of these questions we look at the recent evidence on "contagion" across EU sovereigns CDS spreads. Our empirical model builds on Bekaert et al. (2009) by using time-varying factor loadings and market indexes in order to proxy the dynamics of common and specific risk factors. In the empirical model the daily change in a country sovereign's

8. This article is based on Luca Zavalloni's MSc Economics (Lmec) Dissertation at the University of Bologna and on work in progress with Paolo Manasse.

spread depends on four elements: the change in a global risk factor, measured by an index of the most important (non-European) sovereigns' CDS, the change in a European risk factor, measured by an index of Western European sovereigns' CDS; the change in a financial risk factor, measured by an index of the CDS on private European Financial Institution; a (time-varying) idiosyncratic component captures the market participants' assessment of the individual country sovereign risk.

We proceed in two steps. First we estimate the model on daily observations (1,630) from 1st January 2006 to 29 March 2012, separately for fifteen European countries, eleven of which belong to the Euro Zone (Germany, France, Italy, Spain, Belgium, Greece, Portugal, Ireland, Netherland, Austria, Finland), and four of which that do not (Sweden, Norway, UK and Northern Ireland, Denmark). Unlike the previous literature, we run a series of rolling regressions, on a moving window of 200 observations, estimating 1,427 regressions for each country and retaining the time series of parameters relating the spread change to the Global, European and Banking indexes. The evolution of these parameters is quite interesting in itself, as it reveals comparatively when and to what extent each country reacted to “external risks” through the recent waves of crises (we do not discuss these results here for reasons of space). In addition, our approach allows us to trace the systematic movements in the country-specific risk, the drift in the CDS spread daily change. This captures the idiosyncratic component that is unrelated to the remaining “external” factors accounted by the model. When this parameter spikes simultaneously for many countries, we have an indication of “pure contagion” in the sovereign CDS market, possibly resulting from herd behavior, a rise in risk aversion, agents' coordination on a “bad equilibrium”.

► “Pure” Idiosyncratic Sovereign Risks during the US subprime and the Greek Crises

Figure 1 below plots the evolution of the systematic change in the idiosyncratic risk component (only when significantly different from zero at 5%) for the countries in the sample. The US subprime crisis (September 2008 and March 2009) and the Greek crisis (around November 2009) are evident in the data, as jumps in risks are clustered around these episodes.

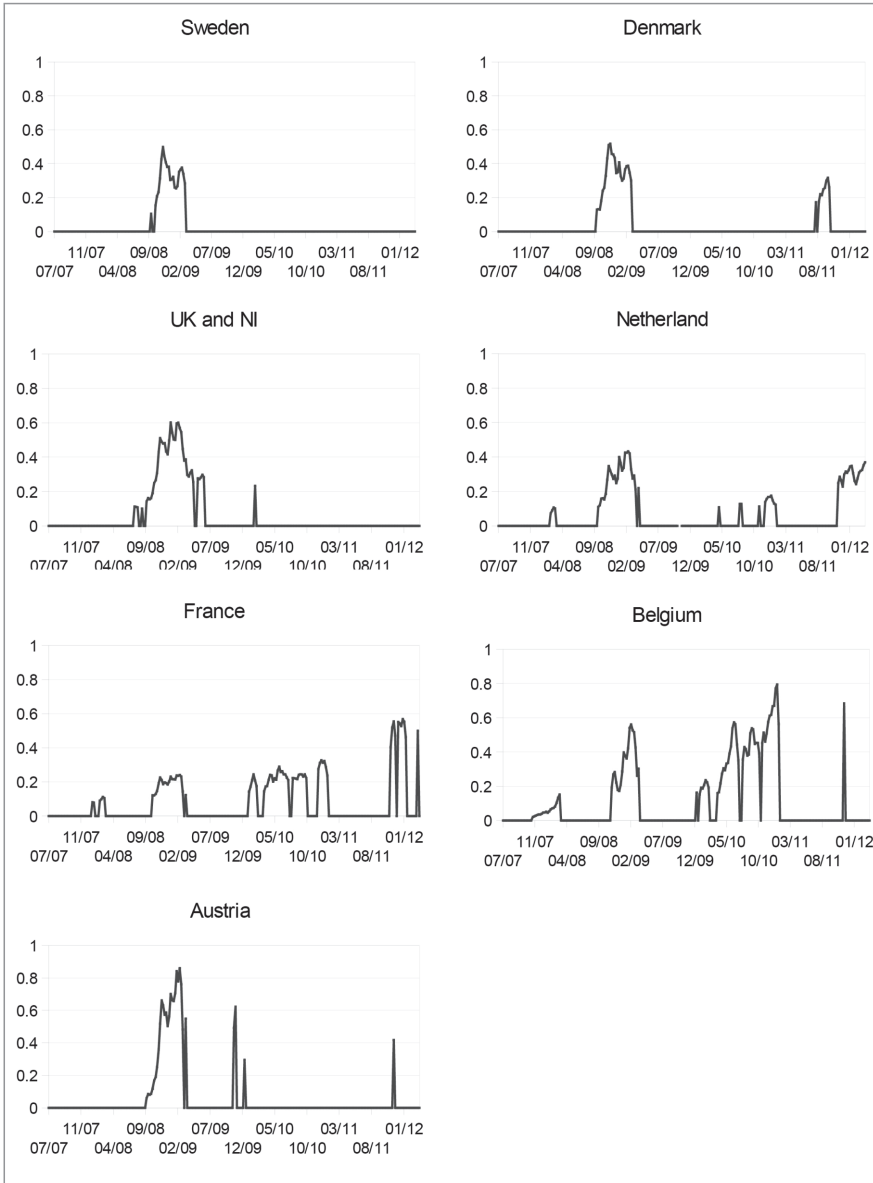
As regards to the crises' impact, countries naturally divide themselves into three sizes: Small (Finland, Germany and Norway), Medium (Sweden, Denmark, the Netherlands, Belgium, France, the UK, and Austria on the high side) and Large (the “periphery”). More fundamentally, while the US subprime earthquake affected all Europeans, albeit with different magnitudes (Ireland,

followed by Austria and the UK being the most affected for reasons due to the role of their financial institutions), the Greek crisis is largely a matter for the euro zone. Norway, Sweden, the UK and Denmark, which do not belong to the EZ, were hardly affected. But differences inside the EZ were at least as remarkable, with France, Belgium, Italy, Spain, Ireland and Portugal showing large and recurrent spikes in idiosyncratic risk. Thus an explanation requires more than the one-size-fits-all corset provided by the euro.

► **The Role of Fundamentals**

In order to understand what makes a country vulnerable to changes in “market sentiment”, we perform a second round analysis. We use panel estimation in order to explain cross-country differences in the model parameters on the basis of each country’s (lagged) economic fundamentals (trade openness, the public debt/GDP ratio, the budget deficit/GDP ratio, the current account balance as percentage of GDP, the rate of unemployment, the monthly change in industrial production, the country’s sovereign rating (Moody’s), an index of market volatility (the VIX), of liquidity-shortage in the inter-bank market (the TED spread). We also include a “crisis” dummy, which takes the value of one from November 2009, when the numbers for the Greek 2009 budget deficit was revised from 5 to 12.7%, and a Euro Zone

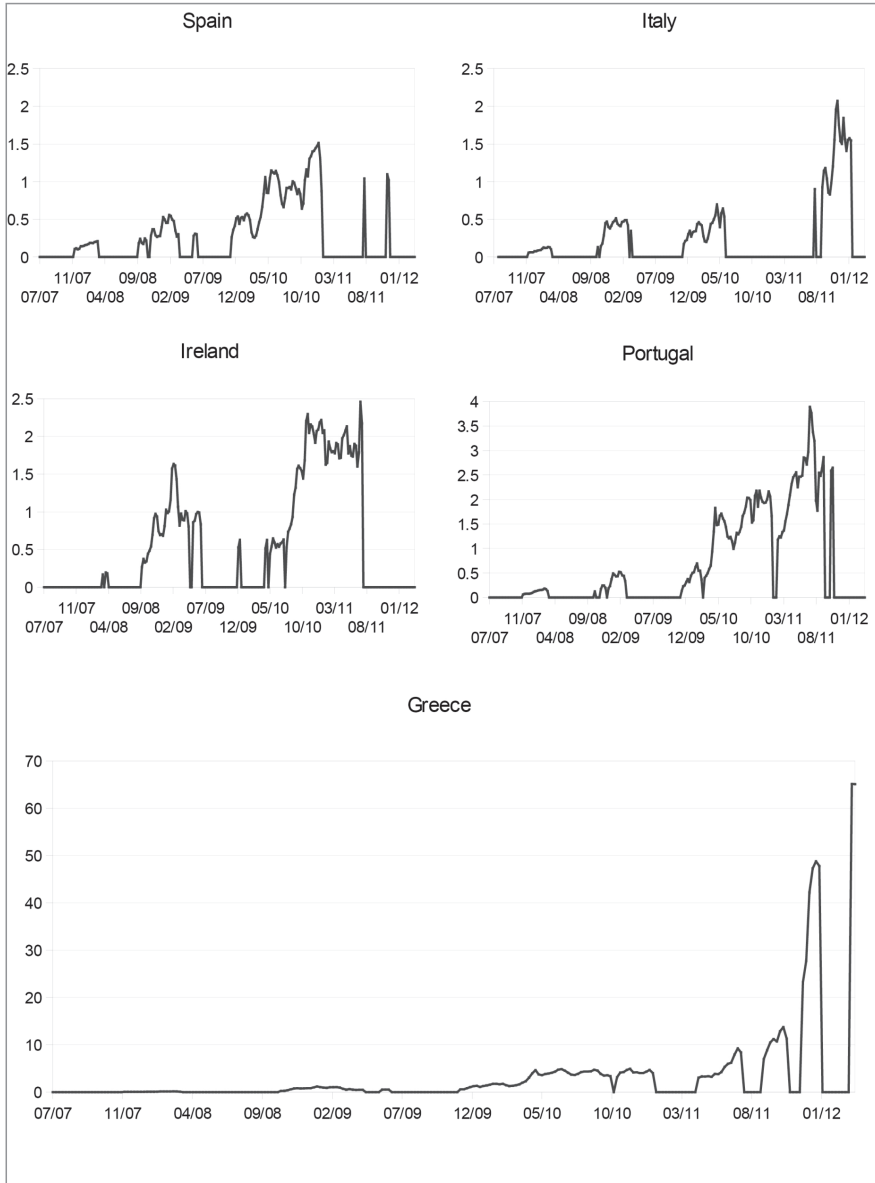
The first column shows the effects of the countries’ lagged economic fundamentals on the time-varying risk coefficients, outside the crisis. The second column shows the additional effects of each variable during the Greek crisis (e.g. the coefficient of the interaction of each variable with the crisis dummy). It appears that before the outset of the European debt crisis (first column) three variables significantly affect the idiosyncratic risk: the rate of growth in industrial production (which significantly reduces the risk), the budget deficit/GDP (which significantly raises it), and the volatility index (which significantly raises it). However, things change dramatically during the crisis. First, markets sentiments shift against the euro zone countries, as documented by the fact that the EZ dummy becomes significant during the Greek crisis with positive sign; second, the systematic change in the spread is higher in countries where the public debt /GDP ratio is higher, as this variable now becomes positively associated to the systematic risk. Moreover, *the real economy matters more inside the crisis*: idiosyncratic risks respond positively and significantly to the rate of unemployment, and the coefficient for the rate of growth of industrial production becomes larger during the recent crisis. Another difference with the pre-crisis period is that countries’ systemic risks become sensitive to credit rating: this variable, which was



not significantly different from zero outside the crisis, becomes positive and significant. Overall, our measures for economic fundamentals explain more than 50% of the cross-country variation in idiosyncratic risks.

► **Conclusion**

In brief, the recent evidence supports the conclusion that after a long period of “benign neglect” in the EZ, financial markets have rediscovered that



fundamentals and structural fragilities matter for sovereign risks. In the crisis, markets have increasingly focused on the public debt, on the real economy and on the labor market in particular. The implications for the appropriate policy response required in order to become more resilient are straightforward:

– More emphasis should be placed upon the employment and growth so that fiscal consolidation does not backlash by plunging the economy into recession. Here the reason it is not because the recession widens the deficit

through the automatic stabilizer. The effect works via a direct link from lower employment and growth to spreads.

– Although not necessarily the panacea for solvency,⁹ privatizations should be accelerated, not only because they do not adversely affect the economy, but also because they may well work to calm fears of debt insolvency.

– Labor market reforms that reduce unemployment should have priority. However, structural reforms aimed at increasing flexibility and reducing firing costs, such as the one currently being voted by the Italian Parliament, may backlash if they raise unemployment in the short run. They should be accompanied by reforms the wage bargaining system in order to make real wages more flexible¹⁰.

– Finally, the evidence seem to reject the naïve “credibility” view of multiple equilibria and sunspots, according to which “credible promises” of future reforms may be all is needed to select the “good equilibrium” of low interest rates and solvency. If this were true, past economic fundamentals should not explain cross-countries differences in “fear perceptions”. However, to a large extent, they do.

Pooled OLS, using 2665 observations 13 Units cross section - Dependent variables: Alpha - Robust Standard errors (HAC)						
	Beta	Std. Error	p-value	Crisis	Std. Error	p-value
const	-0,166265	0,366462	0,6501	-0,229747	0,113195	0,0425**
EZ	-0,0437684	0,0586939	0,4559	0,346037	0,160526	0,0312**
Industrial Prod.	-0,00456631	0,00251173	0,0692*	-0,0111891	0,00447375	0,0124**
Public Debt	-0,00238887	0,00254621	0,3482	0,00601242	0,00263260	0,0225**
Public Deficit	0,0256049	0,0136868	0,0615*	-0,000389891	0,000531999	0,4637
Current Account	-0,00953192	0,00646830	0,1407	0,00270353	0,00196413	0,1688
Unemployment	-0,00532230	0,0228851	0,8161	0,0233754	0,0103858	0,0245**
Trade	0,00151996	0,00127177	0,2321	-0,00344331	0,000915407	0,0002***
Rating	0,0495670	0,0635503	0,4355	-0,276175	0,0935336	0,0032***
VIX	0,00797780	0,00105036	0,0000***	0,00703624	0,00424160	0,0973*
TED	0,0190308	0,0131000	0,1464	-0,112881	0,249257	0,6507

Average dependent variable	0,288530	SQM dependent var.	0,493629
Squared sum of residuals	295,0123	S.E. of the regression	0,334096
R2	0,545531	R2 corrected	0,541920
F(21,2643)	151,0752	P-value (F)	0,000000
Log-likelihood	-848,7158	Akaike Criterion	1741,432
Schwarz Criterion	1870,967	Hannan-Quinn	1788,306

Source: Author's calculations. ***, **, and *, indicate statistical significance at the 1%, 5%, and 10% levels, respectively.

9. See Paolo Manasse, “Why Privatizations are not the Panacea for Greece”, <http://voxeu.org/index.php?q=node/6592>

10. See Paolo Manasse “Monti and the Mother of all Reforms”, <http://www.economonitor.com/blog/2012/01/monti-and-the-%E2%80%9Cmother-of-all-reforms%E2%80%9D/>

Will the Next Crisis Sweep away Europe?

Nouriel Roubini

New York University

The simple answer I will give to this question is that there is certainly a risk that if we do not take the right actions there could be a situation where the euro zone dissolves, or even eventually breaks up, though not in the short run. Let me try to ask why that could be the case.

It is clear now that there are at least seven countries in the euro zone that are in trouble: Greece, Ireland, Portugal, Italy, Spain, Cyprus, and as of yesterday Slovenia, where there is a banking crisis. All of them to a certain extent have a stock problem, too many liabilities either in the private or public sector. They also have a flow problem, lack of growth and actual recession, lack and loss of competitiveness, large external deficits that the private sector does not want to finance. Therefore, this is the problem we are facing, stock and flows.

► **Three vicious circles**

There are three vicious circles occurring right now in the euro zone. One is a recession, especially in the periphery, though the latest data suggests that the core has stalled. This recession may get worse in the next few quarters because you have front loaded fiscal austerity, because the Euro is still too strong, because there is a credit crunch in the periphery of the Euro zone, because there is political and policy uncertainty that leads people to not spend, not invest and so on. Therefore, we have a deepening recession.

We have a severe banking crisis, with disintegration, fragmentation and balkanization of the banking system in the periphery, with cross-border

money gone, interbank money gone, wholesale funding gone, smart money gone. We are on the verge of depositor bank runs, so we have balkanization.

We have dysfunctional markets for public debt, because on one side spreads for Italy and Spain are too high and unsustainable, there is also a balkanization of the public debt markets, because not only cross-border investors in the banks but also cross-border investors in the public debt of these countries are going away, and ECB policies just allow the exit of those foreign investors.

Therefore, you have these three vicious circles between economic recession, balkanization of the banks and unsustainable spreads, and balkanization and domestication of public debts. It was clearly said here that muddling through, kicking the can down the road, is not going to work. Europe, on the other hand, is going to move forward in the direction of a greater economic union where there is growth convergence as opposed to growth divergence, and you stop this vicious cycle of an ever-deeper recession. You go in the direction of a fiscal union where there is some degree of debt mutualization. You are going to go in the direction of full banking union where there has to be easy and wide deposit insurance. Eventually, some form of greater political integration, –if you do not want to call it “union”–, is also going to be necessary to provide democratic legitimacy if countries are going to further give up some sovereignty on fiscal, banking and economic affairs to the EU.

Therefore, either you move in the direction of union integration, or there will be a process of disintegration, disunion, in which more countries will lose market access, more bailouts will fail, more restructuring will occur, more countries will start to exit the euro zone, and if enough of them exit the Euro zone, eventually the euro zone will break up. That is what we are facing right now; the situation is extremely tense and dramatic.

There was a EU summit a week ago, and there were five results from it; in my view they are totally insufficient. First of all, there was a decision to go in the direction of a banking union with ECB supervision of the banking system, and even that will be subject to significant resistance, because national and central banks do not want to give up that authority.

Secondly, there was an agreement on a direct recapitalization of the banks as a way of reducing the loop between sovereign risk and banking risk. However, today¹² there was a report in the press which said that if a country gets the aid of ESM for its banks, the risk is eventually the risk of that sovereign, and there is no mutualization of that risk, so that is also limited.

12. Friday, July 6th 2012.

Thirdly, there is the idea of a flexible use of the ESM/ESFS to buy the debt of Italy, Spain and others in the primary and secondary market, but as I pointed out, it is too little, because there is not enough money, and countries like Finland and the Netherlands are objecting to it.

Fourthly, there was the idea of reducing the subordination of private claims by making *pari passu* the lending that the ESM or the ESFS is going to make to Spain, and then there will be some reduction of the sovereign pressure on Ireland by reducing, again, the link between the banks and the sovereign.

► **What is missing?**

Those are the five things that are there, and each of them is limited. First of all, there is not really a serious growth compact. It is critical in order to restore growth. You need to have more symmetrical adjustment, less fiscal austerity in the periphery, fiscal stimulus in the core, easier monetary policy, and a weaker euro.

Secondly, you need Euro zone-wide deposit insurance; but for deposit insurance you need a fiscal union with that mutualization, because that is part of what that mutualization is about, otherwise you will not have it, and Germany in the core does not want to take the credit risk of guaranteeing 15 trillion worth of euro zone deposits.

You need a resolution regime for the banks and you need a bail-in of insecure creditors of the banks, something that the ECB and others have so far resisted. You need a fiscal union with that mutualization. If they are too high, the spreads on Italy and Spain, in part because of fundamentals and in part because they are worried about the bad equilibrium, will become unsustainable unless you have that mutualization.

You need to have greater firewalls. The ESFS and ESM are not enough, as I pointed out; after they use half of it for recapitalizing the banks or for sectorial programs for Ireland, Portugal or Greece, what is left for Spain is maybe a couple of hundred billion, where the stock of the debt is three trillion. People know it, and therefore spreads will go higher.

You have to have that monetization if you are not going to have those things, if you are not going to have debt mutualization or a bigger firewall, but the ECB is against their legal institutional constraints and do not want to do it, and so the role of the ECB in trying to help the system is also limited.

Some people say it is all an issue about subordination, but it is not an issue about subordination. The catalytic effect on spread reduction in

IMF programs occurs in situations where the problem is one of liquidity; if the problem of the Euro zone is partly one of solvency, and if you add senior public debt to private debt, then you will have a situation where the spreads will widen: it is not a problem of subordination or illiquidity but of insolvency.

Therefore, this situation is becoming vicious. We have fatigue on the austerity side, increasing austerity fatigue on the periphery of the Euro zone, and we now have bailout fatigue in the core of the Euro zone, as countries are saying they have enough of bailing out the Greeks, Italians, Spanish and so on, and the two things are colliding together.

► **What will happen?**

We had a EU leaders' summit a week ago, and yesterday we had the decision of the ECB to cut rates. Guess what? Spreads for Italy and Spain are almost back to what they were before these two positive things, and stock markets in Spain and Italy are back again to what they were yesterday; they went down by 2-3%, spread blew up, and more so today.

Why is this? The market realized that even the flexible use of the ESM/ESFS is not enough. You will either have debt mutualization, but Germany says "Not yet, certainly not until my election," or you need to have debt monetization, and the ECB will say, "No, I cannot do it because of my legal and other constraints." Now, if we are not going to have debt mutualization, if we are not going to have debt monetization, if we are not going to have a bigger ESM, if we cannot leverage the ESM, if we cannot convert it into a bank, if we are not going to do other things that will allow us to have a bigger bazooka, eventually, sooner, not later, in the next few weeks, not months, Italy and Spain are at risk of losing market access.

Once they lose market access and end up in the Troika, it will be a mess, because there is not enough official money, because there will be a problem of subordination, and when there is a Troika behind you, hundreds of people breathing down your neck, then the political backlash against that austerity and reform becomes overwhelming.

Therefore, we are at a critical point at which we either move forward, otherwise there is a risk that the situation will become much more severe.

Échanges

Question du public

What do you think of the debt redemption fund? I know it is not your favorite tool, but at least that could be introduced relatively quickly. The others would take far too much time.

Nouriel Roubini

I would say that there are many proposals out there for debt mutualization. The German Council of Economic Experts proposal is one of them. It is not the perfect one in my view, both because it is not as large as it should be, because it is not a permanent mechanism, it is only temporary, and because it will probably impose too many conditions. However, if you had to choose only one of them and the Germans would only accept one of them, and one subject to their own constraints, then that is as good as we can get.

Antoine Reverchon

Nous allons prendre trois questions de suite dans la salle.

Questions du public

1. Je suis entrepreneur dans le milieu du Web et simple citoyen, donc contribuable. Notre collègue de la Banque centrale nous disait qu'il faut maintenant enlever le statut de séniorité pour le MSE, c'est-à-dire sa priorité sur les remboursements en cas de soucis, parce que cela effraie les marchés. Est-ce utile ? Moi, petit contribuable, quand on va prêter mon argent aux Grecs et aux Portugais, vu qu'on ne m'a même pas demandé mon avis, j'aimerais bien, en cas de problème, avoir au moins un petit chemin d'échappatoire pour prendre mon argent en retour. Il semblerait que vous vouliez l'enlever, où en est-on et pour quoi faire ?

2. On a beaucoup parlé de souveraineté et de la démocratie. Je suis un peu choquée d'entendre que la démocratie et les revendications de démocratie sont une illusion. J'ai eu l'impression d'entendre des paroles du style «la fin justifie les moyens», «peu importe du moment que c'est efficace», «peu importe que les institutions soient légitimes ou pas». Cela m'a un peu perturbée et j'aimerais avoir un peu plus développements sur cette question.

3. Il y a des investisseurs dans la salle. Est-ce qu'on pourrait saisir l'occasion d'en avoir autant pour poser la question suivante : qui est prêt à acheter de la dette espagnole à 7% ? Qui est prêt à acheter du bond à 1,2% ?

On n'a pas évoqué les soldes de balances de paiement et de système de Target2, est-ce que l'ampleur même de la créance que l'Allemagne, la Bundesbank, détient n'est pas une forme d'assurance ? Est-ce que les Allemands, à leur corps défendant, ne sont pas déjà tellement impliqués dans le financement du reste de la zone que, d'une certaine façon, au dernier moment, ils finiront par bite the bullet (serrer les dents), comme disent les Américains ?

Benoît Cœuré

Je vais répondre à la question sur la séniorité du mécanisme européen de stabilité (question 1.). Votre question a beaucoup de sens et, d'ailleurs, c'était manifestement le point de vue des gens qui ont écrit le traité créant le mécanisme européen de stabilité puisqu'il comporte cette clause de créancier privilégié. C'était, jusqu'à récemment, le point de vue des gouvernements européens. Vous dites qu'on ne vous a pas demandé votre avis avant de prêter à la Grèce, au Portugal et à l'Irlande, mais le gouvernement français a demandé l'avis du parlement français qui a voté ces aides. C'est pour illustrer le débat sur la démocratie. Le même parlement français a ratifié le traité créant le mécanisme européen de stabilité.

Pourquoi ce débat sur la clause du créancier privilégié ? Si les créanciers publics se donnent un droit privilégié, cela va dissuader d'aller au marché et cela va repousser d'autant la perspective, pour ces pays-là, de retourner à un mode normal de financement. C'est dans l'intérêt des États, c'est indiscutable, mais cela repousse d'autant le retour à une situation normale dans la zone euro qui est que la Grèce, l'Irlande et le Portugal émettent sur les marchés. C'est un choix à faire. Il a été considéré que, notamment dans le cas de l'Irlande, par exemple, qui a pu réémettre des obligations cette semaine, cette perspective de pouvoir revenir à une vie normale était importante.

Target2 est le système de paiement à l'intérieur de la zone euro par lequel les banques des pays de la zone euro peuvent emprunter ou prêter, notamment par lequel transite l'argent prêté par la BCE. Effectivement, des pays comme

la Grèce, l'Irlande et le Portugal, mais aussi l'Italie, l'Espagne et la France ont un déficit puisqu'ils ont un déficit des paiements courants et, en plus, leurs banques – pas dans le cas de la France, mais dans le cas des autres pays – ont du mal à se financer. Certains pays sont en déficit, d'autres en excédent et tout cela se passe à l'intérieur de la BCE. D'une certaine manière, cela illustre ce que j'ai voulu dire au début de mon introduction, à savoir qu'on a remplacé le fonctionnement des marchés par une grande machine à faire circuler l'argent au sein de la BCE. Cela fonctionne. C'est indispensable pour continuer à faire tourner ces économies en attendant qu'elles aillent mieux, mais ce n'est pas un fonctionnement souhaitable. Il faut qu'à un moment ces déséquilibres dans Target reviennent à des niveaux plus raisonnables.

Les questions sur la BCE ne m'ont pas fondamentalement étonné. Je trouve que tout ce qui a été dit sur la BCE, d'une certaine manière, illustre bien le débat sur le rôle de la démocratie qui a été lancé dans cette table ronde et illustre une certaine confusion institutionnelle ou un certain étonnement institutionnel, aujourd'hui, dans la zone euro. Dans la liste de toutes les requêtes – peut-être même les injonctions – qui ont été adressées à la BCE, j'ai entendu que la BCE devait avoir une politique monétaire semblable à celle de la FED et j'imagine que cela signifie qu'on doit amener les taux d'intérêt de 2,075 à 0. J'ai entendu qu'il fallait que la BCE fasse baisser l'euro ; qu'elle fasse baisser les taux d'intérêt à long terme ; qu'elle achète des obligations italiennes et espagnoles ; qu'elle réforme les ratios de liquidité et qu'elle fasse le contrôle bancaire. Il y a donc une liste de demandes adressées à la BCE pour régler toute une série de dimensions différentes de cette crise et, en même temps, on entend que la BCE n'est pas suffisamment responsable démocratiquement et que c'est une institution technique qui, finalement, dépasse son mandat. Il y a là une contradiction. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas faire tout ce qui a été dit ; on l'a déjà beaucoup fait et on peut continuer à le faire. Mais cela veut dire qu'il faut bien identifier la ligne qui nous sépare des gouvernements. Je prends l'exemple des achats des obligations italiennes et espagnoles sur les marchés, qui semblent être une demande générale autour de cette table, je constate que les Chefs d'État de la zone euro, depuis juillet 2011, avec beaucoup de difficultés, de discussions et, initialement, de désaccords entre eux et maintenant d'accords, ont construit le mécanisme européen de stabilité pour le faire ; le mécanisme est prêt et il va être mis en œuvre en juillet. Maintenant, on demande à la BCE de faire cela à la place des gouvernements parce que, finalement, on n'a pas confiance dans la capacité des gouvernements à le faire. Si cela n'est pas une atteinte à la démocratie, je ne sais pas ce que c'est. Les gouvernements ont décidé de le faire ; qu'ils le fassent. Cela ne veut pas dire que la banque centrale

européenne ne peut pas acheter des obligations italiennes et espagnoles sur les marchés, mais elle le fera, si besoin est, dans le cadre de la politique monétaire, mais pas autrement.

Andrew Moravcsik

I am not sure if the question about democracy (question 2.) was meant normatively or empirically. Normatively, we do not think that more populist governments are necessarily more democratically legitimate, because we have other goals as well, like human rights, fairness more informed and expert policies, and things like that.

However, the force of my remarks was more empirical. The statement was this: that lots of people who talk about the European crisis today seem to think that, if we make the policy more democratic, if we make it more participatory, if we permit people to somehow participate in policymaking, they will therefore support the policy more. That is an empirical statement, not a normative statement, and I am saying that that statement is false.

Therefore, if we want to solve the problem of the European crisis, and we want to do so in a way that generates public support, we then have to address the issues that the public cares about, which have to do with a growth strategy, which has to do with re-inflation in Germany, which has to do with wages, which has to do with a lot of things to which people find it very difficult to find effective solutions. You cannot address it by simply saying that we have half the technocratic solution, and then democratize the European Union, and people will therefore like it.

Eric Lombard

Je voudrais dire un mot sur la question des investissements. Il y a dix ans, le portefeuille obligataire de BNP Paribas Cardif était à 100% investi en obligations d'État. Les obligations d'Etats, soit elles ne rapportent pas, soit elles sont risquées et volatiles. Aujourd'hui, plus de la moitié de notre portefeuille obligataire est investie en dette d'entreprises, principalement européennes, et moins de la moitié, donc, en dette d'Etats. C'est la raison pour laquelle, si Solvabilité 2 renverse ce système au moment où les banques prêtent moins, je ne sais pas bien qui va financer les entreprises en Europe.

Questions du public

1. Je suis Caroline Weber, directrice générale de Middenext qui est l'association des valeurs moyennes cotées en bourse, PME et ETI. Je suis désolée de vous ramener un peu dans la boue du quotidien. On a monté un emprunt

obligataire coté qui rassemble vingt champions nationaux, vingt PME et ETI. On ne trouve pas d'investisseurs. Quand on va voir des investisseurs, ils disent : «Grâce à Solvency 2, vous êtes dans le ratio poubelle de la poubelle. Donc, on ne peut pas investir chez vous». Quand aurons-nous enfin des investisseurs qui vont le faire ?

Deuxièmement, à un niveau un peu plus structurant, je voudrais dire que la France est le seul pays moderne qui ait vendu sa bourse à un pays étranger. Il y a trois ans qu'on essaie de reprendre un peu de contrôle pour qu'il y ait une logique d'intelligence économique et qu'on s'occupe enfin des PME et des ETI. Les conséquences concrètes sont que, avant, il y avait trente personnes sur le terrain et qu'aujourd'hui il y en a trois. Je voudrais seulement citer le pragmatisme allemand : il y a quatre-vingts personnes, en Allemagne, qui sont aux côtés des entreprises pour les aider à financer, à progresser pour aller sur les marchés financiers. Pourquoi est-ce qu'en France on n'a pas la volonté politique de le faire ? C'est vrai qu'il y a eu des annonces disant que la réflexion allait encore durer six mois. Cela dure depuis trois ans. Si, chaque fois, les PME doivent attendre trois ans pour qu'on décide et qu'on avance, on ne peut pas fonctionner de cette manière.

2. Steve Erlanger, *New York Times*. I have a very simple question. Are you personally in favor of giving the ESM a banking license, or do you think that is a bad idea? If you think it is a bad idea, why is it a bad idea?

3. J'ai eu l'impression que la Banque centrale européenne n'aurait pas été assez laxiste. On lui reprocherait d'avoir eu une politique monétaire trop restrictive, notamment par rapport à la FED. Or, il me semble qu'aujourd'hui, si on regarde bien, c'est un peu un mythe. Le bilan de la Banque centrale européenne est de trois mille milliards, trois trillions. Il est plus important que celui de la FED et la Banque centrale européenne fournit toutes les liquidités nécessaires aux banques, soit au niveau central, soit par un programme qui est assez secret, the emergency liquidity assistance, où chaque banque centrale nationale peut créer de la monnaie, peut faire tourner la planche à billets pour financer et injecter des liquidités dans les banques nationales.

4. Madame Bénassy-Quéré, dans votre introduction vous avez dit que cette crise avait trois sources : une crise bancaire, une crise de dettes et une crise de productivité et de compétitivité. Je réalise que, dans ce débat comme dans la plupart des débats, on a parlé pendant 90% du temps de la crise bancaire et de dettes. On parle très peu de la crise de compétitivité. Je comprends qu'il y ait une logique de court terme par rapport au long terme dans la crise actuelle. Même si on règle tous les problèmes dont on discute aujourd'hui, est-ce qu'on va retomber dans la même mécanique dix ou vingt ans après, dans la mesure où les pays du

Sud ne font pas les gains de productivité qu'ils sont censés faire, sans avoir l'arme de la dévaluation ? On n'en parle pas du tout et cela me surprend toujours.

Eric Lombard

Sur l'investissement (question 1.), vous avez raison. Un certain nombre d'assureurs français ou installés en France ont signé récemment avec la Caisse des dépôts deux fonds pour financer les entreprises cotées et les entreprises non cotées. C'est vrai que notre rôle est de financer y compris le tissu de PME et d'ETI. Notre problème, je le répète, est que, lorsqu'on fait cela, on va à l'encontre de la règle de Solvency2. Très concrètement, quand on prête 100 à une entreprise, quelle qu'elle soit, il faut mettre 25 à 30 de capital de fonds propres. On ne peut évidemment pas rémunérer les fonds propres de façon tenable. Pourquoi le fait-on néanmoins ? Parce que c'est l'intérêt de nos souscripteurs. Si on veut leur servir un rendement dans la durée, il faut qu'on ait une diversification vers les entreprises et le crédit aux entreprises. C'est aussi notre rôle d'investisseurs longs ; donc, on le fait, mais c'est vrai qu'on va contre la régulation en le faisant.

Antoine Reverchon

Question naïve, sans doute : pourquoi le marché obligataire ne peut-il pas s'élargir de façon institutionnelle aux ETI ? Actuellement, le marché obligataire concerne les grandes entreprises uniquement.

Eric Lombard

De nombreuses initiatives sont en cours. Je ne sais pas laquelle va gagner, mais on les suit toutes. Il y a du pulling de crédit bancaire au travers de véhicules dans lesquels les assureurs investissent. De nombreuses opérations ont été faites. Le Crédit Agricole a annoncé récemment un fonds pour financer pour deux milliards d'euros les collectivités locales. Ce qui d'ailleurs est intéressant c'est que, aujourd'hui, uniquement 400 millions ont été demandés parce que, évidemment, cela ne se fait pas au même tarif que ce qui se faisait avant par Dexia. Beaucoup d'initiatives visent donc à traiter ce problème. On y participe et on le fera, malgré Solva2.

Rémy Weber

Mon groupe a une banque d'affaires, qui est une des dernières en France appartenant à une banque, qui intervient en fonds propres. Elle met ses fonds propres dans l'économie des entreprises. Pouvoir mettre ses fonds propres, c'est pouvoir réfléchir à long terme. Ce dont nous avons besoin, c'est d'outils à long

terme qui nous permettent d'accompagner les gens qui travaillent dans une entreprise pour qu'ils puissent le faire dans une durée qui ne soit pas l'instantanéité du marché. Le marché est une partie de la réponse ; ce n'est pas la seule.

Benoît Cœuré

Avant de répondre à la question 3., je voudrais faire, si vous me le permettez, un commentaire très bref sur le financement de l'économie puisque c'est un des grands thèmes de cette table ronde. La BCE peut faire et a fait des choses pour le financement de l'économie. On a rendu possible, dans tous les pays de la zone euro, d'apporter des créances bancaires directement en financement de la BCE. On a élargi considérablement les règles d'éligibilité pour les ABS, à condition qu'ils soient assis sur des créances sur l'économie. Ce ne sont pas des subprimes ; c'est sur des prêts aux entreprises. On a un programme d'achat de covered bonds qu'on n'arrive pas à réaliser parce qu'il n'y a pas d'offre, mais le programme existe et il nous permet d'acheter directement des covered bonds. Et, dans le deuxième prêt à très long terme, à trois ans, qui a été accordé à en février, une très grande majorité des banques qui ont soumissionné étaient de petites banques. Ce n'étaient pas de très grandes banques, mais de petites banques qui financent des entreprises et des PME. On peut aussi utiliser des instruments de mise en œuvre de la politique monétaire pour apporter de la liquidité à l'économie réelle.

I will switch to English to answer Mr Erlanger's question: regarding the question on the banking license for the European Stability Mechanism, the banking license is not really the issue. The issue is whether the ECB has the right to lend to the ESM for the purpose of buying government bonds. They may or may not have a banking license; we do not care, in a sense. The question is whether we have the right to do that, and we may have the right to lend to the ESM if the purpose is to lend to non government entities, so we may have the right to lend to the ESM if the purpose is to provide bridging finance to bonds or maybe funding deposit insurance. This is totally compliant with the Treaty. Providing money to the ESM to buy government bonds directly in an unlimited manner is clearly not compliant with the EU Treaty.

Agnès Bénassy-Quéré

Je répondrai à la question 4. C'est une question très importante et très difficile. Il y a un débat très difficile en ce moment sur la Lettonie. La Lettonie a fait un ajustement très important, qu'on appelle la dévaluation interne, qui consiste à baisser les salaires. Le solde extérieur s'est redressé de manière spectaculaire. Une partie des économistes applaudit et dit : «Vous voyez, on

peut bien faire une dévaluation interne, améliorer la compétitivité sans sortir de la zone euro». La Lettonie n'est pas dans la zone euro, mais a une monnaie fixe par rapport à la zone euro. En fait, quand on regarde plus en détail, on voit que les salaires ont baissé essentiellement dans le secteur public, pas dans le secteur privé ; que le solde extérieur s'est redressé essentiellement parce que la demande intérieure s'est effondrée et que le chômage a plafonné parce que les Lettons sont partis dans d'autres pays.

Donc, la démonstration n'est pas encore faite. Je crois que ce n'est pas forcément la bonne manière d'aborder le sujet puisque la sortie éventuelle d'un pays de la zone euro aurait des conséquences bien au-delà de ce simple raisonnement, y compris des conséquences sociales et politiques qui peuvent être très importantes. Ce n'est pas un sujet qu'on peut traiter à la légère. Mais la grosse question qui se pose aujourd'hui est la suivante : «Comment amorcer l'ajustement des prêts relatifs ?». Le travail qui a été fait au CEPII récemment montre que les réformes structurelles, y compris dans des secteurs qui sont abrités de la concurrence (transports, distribution), peuvent avoir un effet d'offre très important en déplaçant les ressources des secteurs abrités de la concurrence vers les secteurs exposés. Encore faut-il qu'il y ait une demande extérieure et cela pose la question sur ce qui se passe en Allemagne.

Débat

Le renouveau avec l'Afrique ?

Introduction du Cercle des économistes

Anne Perrot

Témoignages

Christophe de Margerie • Mostafa Terrab • Martin Ziguélé

Modérateur

Nicolas Barré

Le renouveau avec l'Afrique

Anne Perrot (*Cercle des économistes*)

Tout le monde a entendu parler, en vrac, de l'émergence d'une classe moyenne africaine, de l'évolution du prix des matières premières plutôt favorable au développement, de l'achat de terres agricoles par des opérateurs extra-africains, souvent chinois, de l'émergence d'entreprises africaines. Tous ces facteurs, qui sont évidemment positifs et qui ne sont évidemment pas indépendants les uns des autres, dessinent clairement un nouveau visage pour l'Afrique. Lionel Zinsou disait d'ailleurs que ce n'est pas seulement le coton ou le manioc qui font le développement africain, ce sont aussi les services bancaires et les télécoms. Mais c'est aussi bien entendu, d'un autre côté, le déficit d'État, le déficit d'institutions démocratiques, la difficulté à collecter l'impôt, la substitution du privé au public pour assurer certaines des fonctions régaliennes de l'État et l'instabilité politique très forte de certains des pays africains comme d'ailleurs en témoigne l'absence de Cheick Modibo Diarra qui devrait être ici mais qui a dû rester au Mali.

L'un des fils conducteurs de ce débat sera la question des rapports du privé au public dans les pays africains. Ce lien est-il un lien de substitution entre le secteur public et privé, comme par exemple l'action des fondations privées peut se substituer parfois à la défaillance de l'État. Est-ce une relation de complémentarité ? Est-ce une relation de coopération entre secteurs publics et privés ? Et en filigrane, ceci permet de se relier en creux à beaucoup des sujets capitaux pour certains États africains comme le rôle de l'État, la possibilité de financer et de maintenir certaines infrastructures comme le transport ou l'eau par exemple. Cela me permet d'ailleurs de citer certaines des études menées par l'AFD précisément sur ces secteurs de transport, d'énergie, d'eau et d'assainissement, qui montrent que finalement, souvent le secteur public trouve à se développer dans les zones les plus riches contrairement à ce que l'intuition pourrait laisser penser. Tout

simplement parce que dans les zones riches, il y a une infrastructure d'institutions qui permettent de collecter l'impôt, et d'organiser certains des services publics, institutions qui font défaut dans les zones les plus pauvres où, par contre, le secteur privé est plus flexible et a su développer certains business models qu'il veut rendre rentables dans ces zones africaines plus pauvres. Cette analyse est très intéressante parce que, avec un regard d'Occidental, on a l'impression que le secteur public est celui qui s'occupe des plus démunis alors que le secteur privé s'adresse au contraire à une demande beaucoup plus solvable. Ces études de l'AFD soulignent qu'en Afrique, c'est exactement le contraire qui se passe. De plus en plus d'ailleurs, les liens entre secteurs publics et privés évoluent plutôt vers une coordination des deux secteurs non pas pour se substituer ou se compléter mais pour atteindre ensemble un objectif de politiques économiques déterminées, comme par exemple la sécurité alimentaire.

On voit donc se nouer de nouveaux liens entre secteurs publics et privés, non pas comme c'était le cas autour de l'exploitation en commun d'une infrastructure, mais bien autour de la poursuite d'un objectif de politiques économiques commun. Et c'est d'ailleurs peut-être l'une des innovations en termes de gouvernance dans cette articulation du public et du privé. Ces questions et beaucoup d'autres vont être traitées par nos intervenants. Elles se posent évidemment très différemment d'un bout à l'autre de l'Afrique. Parce qu'on se rend bien compte que l'Afrique, c'est certes un continent, mais c'est aussi une diversité très grande de situations démocratiques, économiques, de pays, de richesses naturelles ou non, d'industrialisation, de développement d'une classe moyenne, et d'entreprises privées actives, qui génèrent des inégalités intra-africaines et intra-pays évidemment très grandes.

Nicolas Barré (*Les Echos*)

Nous avons trois intervenants absolument exceptionnels. Mustapha Terrab dirige le premier groupe marocain, l'Office Chérifien des Phosphates qu'il a profondément transformé.

Christophe de Margerie, patron de Total depuis 2007, qui est présent en Afrique depuis quasiment 80 ans. Et enfin Martin Ziguélé, qui a été Premier ministre de la République Centrafricaine au début des années 2000.

J'aimerais commencer avec vous, Monsieur Terrab, puisque votre groupe investit beaucoup en Afrique subsaharienne. Vous avez donc une perception du décollage économique de l'Afrique.

Mustapha Terrab (*Office chérifien des phosphates*)

Vous avez prononcé le mot-clé qui est perception. Il faut clarifier cette question de perception.

Madame Perrot a parlé de la sécurité alimentaire. Nous sommes dans ce secteur puisque nous produisons et vendons des engrais. Jusqu'à il y a quelques années, l'intégralité de ce que nous produisions en termes d'engrais était vendue en dehors de l'Afrique. Cela ne fait que trois ou quatre ans que nous commençons à vendre et à dédier des capacités en Afrique. C'était un problème de perception. Nous expérimentons la même situation dans les télécoms, dans les services bancaires. Moins de 3% de pénétration télécoms en Afrique il y a vingt ans, moins de 5% de taux de bancarisation en Afrique, et le fait que l'agriculteur moyen africain ne consomme qu'un 1/20^e des engrais consommés par l'agriculteur chinois : est-ce un problème de potentiel de croissance ou une opportunité ? On a très bien vu que les opérateurs télécoms africains – et pas les Européens – ont compris dans les années 1990 que c'était une opportunité et ce sont eux qui ont saisi ces opportunités. C'est la même chose dans le service bancaire : ce sont les banques africaines qui investissent en Afrique et qui conçoivent qu'un taux de bancarisation faible est une opportunité. Nous-mêmes au niveau des engrais, nous avons multiplié pratiquement par huit nos ventes en Afrique. Au-delà de la perception, il y a donc un véritable changement de paradigme qu'il faut considérer en Afrique.

L'Afrique croît pratiquement de 5% depuis quelques années. C'est la troisième région en termes de croissance. Mais le problème de perception persiste. Par exemple, sur la sécurité alimentaire. Lorsqu'on parle à des économistes ou à d'autres observateurs avertis, on s'aperçoit qu'ils considèrent que l'Afrique est l'endroit où la sécurité alimentaire est un problème. Or, c'est probablement l'endroit d'où la solution va venir. Lorsque qu'on sait qu'il va falloir nourrir 9 milliards de personnes dans quelques années, que la surface de terre arable disponible par habitant va aller en décroissant, la solution va venir par un accroissement de productivité. Considérant que plus de 60% des terres arables non cultivées existent en Afrique, je pense que les équations se font très facilement : une grosse partie de la solution va venir de l'Afrique. Le changement de paradigme viendra du fait que l'Afrique sera la seule région, le seul continent, qui ira en forte croissance tout en ayant sur son sol les matières premières sous-jacentes à cette croissance. Les autres continents sont allés chercher leurs matières premières ailleurs et notamment en Afrique. Mais quand l'Afrique commencera à consommer ses propres matières premières pour appuyer sa croissance, le phénomène de croissance sera exponentiel.

Nicolas Barré

Christophe de Margerie, ces transformations qu'évoquait Mustapha Terrab, vous les vivez, vous en êtes même acteur dans de très nombreux pays africains depuis longtemps. Comment voyez-vous ces mutations, peut-on parler d'accélération du décollage du continent africain ?

Christophe de Margerie (Total)

Je crois qu'il ne faut pas que la crise traversée par le Mali ou la Côte d'Ivoire, pour citer deux exemples, nous fasse oublier que l'Afrique change de manière extraordinaire et excessivement rapide, avec surtout un élément de puissance et en même temps de faiblesse : sa jeunesse. Quand on va en Afrique, on est frappé par la manière dont les jeunes maintenant réagissent, la manière dont ils parlent. D'abord ils parlent d'Afrique. Je suis toujours surpris. Je sais bien qu'on va me dire qu'il y a l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du nord, le Maghreb, mais globalement, il y a un sentiment d'appartenance africaine. J'aimerais bien entendre en Europe quelqu'un qui me dise qu'il est Européen. Je ne l'entends pas souvent, alors qu'en Afrique, on entend souvent les gens se dire Africains, chez les jeunes en particulier. On voit aussi que ces jeunes demandent de plus en plus à faire partie du développement de leur pays et surtout dans le privé. Ils ne sont pas forcément demandeurs – à nouveau je ne veux pas faire de mauvaise comparaison – de postes dans l'administration. Ils reconnaissent que le privé a un avantage énorme : on est responsable de soi-même et plus responsable des autres.

Je trouve cette jeunesse africaine tout à fait étonnante. On le voit par des choses simples, je ne veux pas parler que du pétrole : dans le domaine de l'art, de la peinture, on retrouve maintenant beaucoup de jeunes peintres africains dans tous les pays, et ils ne font pas que de la peinture dite «africaine». Nous devons abandonner cette perception un peu simplifiée de l'Afrique. Pour moi, cette Afrique qu'on oublie trop souvent est un formidable espoir. Quand on parle des pays émergents, on ne parle pas de l'Afrique ; il faut pourtant l'intégrer, parce qu'elle en fait partie.

Si on parle de pétrole, l'Afrique, c'est 10% des réserves mondiales de pétrole et 8% des réserves mondiales de gaz. Récemment, on a fait des découvertes extraordinaires en Afrique de l'Est qui rééquilibrent d'ailleurs la puissance de l'Afrique de l'Est par rapport à l'Afrique de l'Ouest. C'est un élément tout à fait nouveau et ce n'est pas une question de perception, c'est une vérité. Et ce gaz va servir dans un premier temps à être exporté. Aujourd'hui, je crois que près de 50% de l'énergie africaine est consommée par les Africains. Donc, à terme, par définition, ils vont finir par consommer, indépendamment des échanges,

toutes leurs réserves, puisqu'ils passeront de 1 milliard à 2 milliards d'habitants d'ici 2050. Il faut s'y préparer. Mais aujourd'hui, comment faire pour que ces réserves, ces ressources de pétrole et de gaz, profitent aux Africains eux-mêmes d'abord, et ensuite à l'exportation. Comment faire pour que cette exportation permette de financer leur développement, d'avoir accès à des hôpitaux, à plus de sécurité... La lutte contre le sida fonctionne bien, il faut le dire. On en parlait quand cela ne marchait pas, et maintenant que cela marche, on n'en parle plus. Ce n'est pas terminé, il faut être extrêmement vigilant, mais cela fonctionne.

On assiste en Afrique à un véritable renouveau, qui va être difficile, on le voit actuellement avec le Mali, mais il ne faut pas que ce soit l'arbre qui cache la forêt. Il faut comprendre que ce continent – parce que ce n'est pas un pays, ce sont 53 pays – est en pleine effervescence avec des difficultés qui ne sont pas les mêmes partout, des problèmes de cultures, de religions, de races.

Je crois que d'abord les Africains méritent qu'on les respecte, qu'on les aide d'une manière moderne et plus comme autrefois. Ce sera vraiment la grande différence.

Nous, dans le pétrole, nous faisons beaucoup de choses et nous les faisons mieux qu'avant ; nous ne cherchons plus à contrôler les pays comme c'était le cas autrefois. Au contraire, nous cherchons vraiment à les aider. Il y a des brochures tout à fait claires en la matière. Le développement sociétal de Total en Afrique est un exemple très cité maintenant par les Africains eux-mêmes. C'est la meilleure preuve, car l'auto publicité ne marche pas, mais quand elle est faite par les locaux, les nationaux, je crois qu'on peut en être fier. Et moi je suis assez fier de ce que Total fait en Afrique. Ce n'est pas toujours parfait mais globalement, c'est bien. Et l'énergie est nécessaire non seulement pour les Africains, mais aussi pour nous. Faisons en sorte qu'elle profite véritablement à tout le monde et que les revenus soient distribués de manière transparente et dans le respect des lois.

Nicolas Barré

Martin Ziguélé, on parle de changements en Afrique, de renouveau. Mais peut-être que pour vous les choses ne vont pas encore assez vite par rapport notamment aux défis auxquels votre pays est confronté. Je rappelle qu'il y a 4,5 millions d'habitants en Centrafrique, vous serez peut-être 20 millions dans une quarantaine d'années, comment est-ce que vous voyez les choses ?

Martin Ziguélé (ancien premier ministre de la République Centrafricaine)

Je vais élargir un peu le sujet, ne pas le ramener aux frontières étroites de mon pays, même s'il fait 622 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire plus que la

France. Mais ce n'est pas le sujet, je pense qu'il faut que je vous donne ma perception d'Africain de la situation globale de l'Afrique aujourd'hui. Est-ce que l'Afrique est porteuse d'espoirs ou pas ?

Du côté positif de la balance, il y a un phénomène extraordinaire qui se passe en Afrique : lorsque vous prenez aujourd'hui dix cadres africains et que vous leur demandez : « est-ce que vous croyez que notre développement viendra de plus d'État ou de la création d'entreprises dans le secteur privé ? », huit sur dix répondront que c'est le secteur privé qui portera le développement. Pour les gens de ma génération, y compris pour moi-même, ce n'était pas évident. Ayant appris à lire et à écrire en français, ayant naturellement vécu des influences que vous connaissez, chez nous, quand on fait des études, on devient fonctionnaire, pour atteindre le plus haut niveau possible dans la hiérarchie administrative jusqu'à la retraite. Il y a donc un changement de mentalité que nous percevons aujourd'hui de manière massive : quand un cadre africain travaille en dehors de son pays dans les organisations internationales, dans le privé, dans le public, son premier réflexe quand il a accumulé assez de moyens financiers est de créer une entreprise tournée vers l'Afrique, sinon implantée en Afrique. Je pense que cela est fondamental.

Deuxièmement, depuis plus d'une dizaine d'années, la majorité des pays africains sont sortis de la période dure des programmes d'ajustements structurels. Pratiquement tous – certains ont fini le cycle des initiatives en faveur des pays pauvres très endettés – se retrouvent avec un stock de la dette après annulation de traitement devant le club de Paris, de Londres, etc. avec un taux d'endettement de l'ordre de 30%. C'est un facteur important.

Troisièmement, depuis plus d'une dizaine d'années également, la grande majorité des pays en Afrique aujourd'hui ont un taux de croissance réel du PIB de 5.5 en moyenne par an. C'est également quelque chose qu'on n'avait jamais connu.

Enfin, sur le plan global de la gouvernance, même ceux qui font des coups d'états aujourd'hui en Afrique annoncent des élections prochaines dès le lendemain, ou même dans la déclaration qu'ils font pour proclamer le coup d'état. Pour l'Africain que je suis, ce n'est pas une mauvaise nouvelle. Tous ces facteurs sont positifs.

Mais attention, l'assureur que je suis sait que le risque zéro n'existe pas. Les défis sont naturellement immenses. Aujourd'hui, mon pays par exemple, la République Centrafricaine, a 4,5 millions d'habitants, mais quand j'entrais en 6^e, nous étions 1,5 million, c'était il y a moins de 40 ans. Et les projections nous situent entre 15 et 20 millions d'habitants en 2050. Est-ce qu'aujourd'hui, avec

une population déjà démunie, avec des indicateurs plus qu'inquiétants, nous avons mené les réflexions nécessaires, est-ce que nous faisons ce qu'il faut pour que ces populations-là puissent vivre décentement le jour venu ? J'élargis cette question à l'ensemble de l'Afrique. Et je pose des indications qui nous permettent peut-être de débattre.

Premièrement, les pays africains sont en majorité désendettés aujourd'hui. Mais comment va-t-on financer la croissance à partir de maintenant ? Est-ce qu'il faut revenir dans l'endettement ? On l'a vu au Congo démocratique : quand le Congo a voulu s'endetter en proposant matière première contre investissement, la Banque mondiale a dit non. Donc ce n'est pas la voie. Quelle est la voie ? Il est vrai que nous avons assisté à un renforcement du secteur tertiaire en Afrique, notamment des banques, avec une mention spéciale pour les banques nord-africaines qui ont cru en l'Afrique et ont occupé le terrain qui a été abandonné 15 ans plus tôt par les mouvements de yo-yo. Il y a un secteur financier qui se renforce, il y a un marché financier qui se crée, je parle des zones francophones avec la BEAC en Afrique centrale, la BRVM à Abidjan. Est-ce que ce secteur financier-là peut financer la croissance ? De manière critique, je pense que non.

Deuxièmement, et je l'ai déjà dit, en tant qu'ancien Premier ministre, on me pose systématiquement la question : « Comment se fait-il qu'avec du pétrole, de l'uranium, du bois, du coton, du diamant et de l'or, vous soyez toujours aussi pauvres ? Comment se fait-il que vous soyez toujours en train de demander de l'aide, comment se fait-il que la malnutrition, les problèmes de famine existent toujours en Afrique ? Pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi ? »

Nous aussi, nous nous posons la même question. Mais nous connaissons la réponse : c'est qu'en réalité les économies africaines n'ont jamais changé dans leurs structures. Ce sont des économies de rente. Prenons le diamant centrafricain : on ramasse un diamant à Berbérati, il est couché dans le lit du Sangha, on le prend dans l'état dans lequel Dieu l'a créé il y a des millions d'années ; avec ce diamant, on va à Bruxelles, plus précisément à Anvers où il est taillé et mis sur un bijou qui vaut 10 000 fois plus. Aucune valeur ajoutée pour le paysan ou le villageois qui dort au bord de cette rivière-là et qui a reçu peut-être 100 000 francs CFA pour céder ses diamants. On peut multiplier les exemples. Le problème de l'industrialisation, le problème de la création de la valeur ajoutée, le problème de la croissance, le problème de la construction, de la création ou de la formation des classes moyennes qui permettra de servir d'amortisseur au développement, ces problèmes-là sont fondamentaux.

Nicolas Barré

Mustapha Terrab, vous avez, vous, une stratégie claire en Afrique subsaharienne. Est-ce que les Européens et singulièrement les Français ont aussi une stratégie claire à votre sens ?

Mustapha Terrab

Vous avez parlé de problème de perception en termes de politiques publiques et de certaines entreprises. On parle beaucoup d'Euro-Méditerranée, on renouvelle cette politique chaque deux ou trois ans etc. Mais il y a un problème en Euro-Méditerranée : où se trouvera la zone de croissance, en Europe ou en Afrique du Nord ?

Nicolas Barré

On parle d'Euro-Méditerranée, mais on voit les chinois.

Mustapha Terrab

On voit les chiffres. On voudrait parler d'Euro-Afrique : en tant qu'Africain, on a un problème avec l'Euro-Méditerranée, enfin je parle pour moi-même. Elle ne reconnaît pas entièrement la nature africaine de l'Afrique du Nord. D'ailleurs on l'appelle le Maghreb au lieu de l'Afrique du Nord. Véritablement, on a l'impression que le seul pays européen qui a une vraie stratégie européenne, c'est la Turquie.

Christophe de Margerie

Effectivement comment faire pour développer la rente à l'intérieur du pays et ne pas la laisser partir. Je crois que cela dépend vraiment des secteurs, et il n'y a pas que le diamant. Si on prend le cas du pétrole, il est à cent dollars le baril et donc la rente est maintenant dans les pays producteurs, ils ne peuvent plus utiliser cet argument. D'ailleurs les pays consommateurs se plaignent suffisamment de la hausse du prix du pétrole, ce qui prouve bien que la rente est chez le producteur.

Ensuite, tout le sujet est l'équilibre à trouver entre ce que l'on doit faire sur place et ce que l'on doit faire ailleurs pour le bénéfice du pays. Parce que ce n'est pas forcément en faisant tout sur place qu'on est le meilleur, car on risque d'étrangler le pays, il va se sur-endetter. Je ne vais pas prendre l'exemple du Maroc, je vais prendre celui de l'Algérie, qui à une époque a cru qu'en développant une industrie lourde comme en Russie, on allait créer de la valeur. Les Algériens se sont aperçus qu'on allait étouffer le pays parce qu'il y avait trop d'investissements, pas assez de revenus et pas assez d'emplois. Il faut trouver, et

ce n'est pas simple, un équilibre entre ce qu'on doit faire à l'étranger, sur place et comment ensuite on fait bouger les choses, un jour plus sur place, un jour plus à l'étranger. Chaque pays doit trouver son propre équilibre parce qu'on ne peut pas faire le même raisonnement pour 53 pays. C'est valable pour le Maroc, dont c'est le problème aujourd'hui. Il y a une seule raffinerie aujourd'hui au Maroc, 100 000 barils jours. C'est tout à fait insuffisant pour la production et la consommation locales. En plus, elle ne marche pas. Mais qui a envie d'aller faire une raffinerie au Maroc ? Très honnêtement, pas Total. Pourquoi ? Parce qu'on pense que cela n'est pas rentable. Et c'est là qu'il faut trouver l'équilibre pour ce pays qui effectivement a des phosphates, mais qui n'a ni pétrole ni gaz, et quand même besoin d'une raffinerie pour ne pas dépendre complètement de l'étranger. Faut-il que 100% de la capacité de raffinage soit faite au Maroc ? Sûrement pas. Voilà typiquement les débats que nous devons avoir aujourd'hui, que ce soit en Centrafrique, au Maroc, ou ailleurs.

Quel est le rôle de l'Europe? L'Europe devrait jouer un rôle plus important, c'est évident. Mais aujourd'hui l'Europe a quelques problèmes qui font qu'elle est un peu perdue. Mais j'aimerais qu'elle rejoue le rôle qu'elle a joué en tant que partenaire naturel de l'Afrique. Que la Turquie en profite, dans le bon sens du terme, c'est très bien. Je pense que la France pourrait aussi y revenir sur de nouvelles bases, pour le plus grand bonheur, je crois, de ces pays. Cela peut paraître un peu rose mais c'est ce que je souhaite.

Nicolas Barré

Martin Ziguélé, vous trouvez cela un peu rose aussi ?

Martin Ziguélé

Non, je voulais juste dire que quand je parlais de la création de chaînes de valeur localement, naturellement ce n'est pas dans une vision binaire. Dire qu'il faut tout faire ici et rien ailleurs, ce n'est pas vrai, c'est de l'autarcie et cela n'existe plus. Mais je pense que le transfert progressif du savoir-faire, de la technologie, la transformation progressive, etc. donnent du contenu et permettent de stabiliser également ces pays-là. Parce que lorsque la politique économique est mauvaise, la conséquence est toujours politique, des hommes et des femmes descendent dans la rue et ce sont les violences, l'instabilité qui nuit aux intérêts de tous. C'est vrai que dans certains secteurs, la rente est locale, c'est vrai également que dans certains secteurs, il persiste des modes de fonctionnement de l'économie qui méritent d'être revus et améliorés.

Nicolas Barré

Mais justement vous avez été Premier ministre, qu'est ce qui a été finalement le plus difficile ? Quand on est aux manettes comme vous l'avez été, dans votre expérience gouvernementale, quand vous voyez tous les défis que votre pays doit relever, qu'est ce qui a été le plus frustrant ?

Martin Ziguélé

Le plus frustrant, c'est ce que vit la ménagère tous les matins. Lorsque la ménagère sort le matin, elle n'a pas un sou et elle n'a que des bouches à nourrir. Que fait-elle ? Elle bricole. L'Afrique est une, mais elle connaît des situations diverses. Il y a des pays africains qui ont de la ressource parce que ce sont des pays miniers et pétroliers, il y en a d'autres qui sont miniers mais non pétroliers et il y a une troisième catégorie qui n'a ni mine ni pétrole. Les situations ne sont pas les mêmes en matière d'exigence et de pression financière. Tous les jours que Dieu fait nous nous battons pour d'abord avoir de l'argent et faire face au plus urgent.

Lorsqu'on est dans le circuit de l'aide, on vous dit « mobilisez des ressources en interne puis on vous donnera les compléments qui vous permettront de faire fonctionner le pays ». Mais le problème, c'est que lorsque vous vous battez pour mobiliser des ressources en interne, cela veut dire que vous coupez dans les dépenses, cela veut dire que vous ne satisfaites pas un certain nombre de besoins également importants et urgents. Et lorsque vous tentez de satisfaire ces besoins, vous sortez encore des clous, des critères de l'ajustement structurel, et que se passe-t-il ? On coupe tout simplement tout financement aux pays. Donc les situations ne sont pas les mêmes, je parle de ce que je connais et là je suis d'accord avec monsieur de Margerie : le fait que les pays disposent de ressources financières issues du pétrole, ce n'est pas une fatalité. Lorsqu'on est vraiment aux manettes, le fait de disposer d'une marge de manœuvre financière est plutôt, j'allais dire, une bénédiction. Le vrai problème naturellement est dans les choix économiques. Qu'est-ce qui est prioritaire et qu'est ce qui ne l'est pas et comment manœuvrer ?

5.

Restaurer le rôle de l'État

Depuis trois ans, la crise financière a porté un coup fatal à l'idéologie des marchés autorégulateurs et pousse les gouvernements à exercer des responsabilités plus larges. Mais la crise des dettes souveraines restreint les marges de manœuvre et laisse plutôt entrevoir, à l'Ouest, l'inévitable recomposition ou recul d'un État devenu tentaculaire.

Comment sera déterminé le cheminement entre ces tendances contradictoires ? Faut-il inventer, comme dans les pays scandinaves, un nouveau compromis social ?

Face à la montée de capitalismes obéissants, en particulier en Asie, à des logiques économique-politiques différentes, reste aux États occidentaux à enclencher une nouvelle articulation avec les forces de marché.

Contribution du Cercle des économistes

Jacques Mistral

Témoignages

Jocelyne Bourgon • Kemal Dervis • Jeffrey Frieden • FU Jun

Antoine Gosset-Grainville • Jorge Londono Saldarriaga • Gunnar Lund

Henri-Paul Rousseau

Modérateur

Sylvie Kauffmann

L'efficacité de la gestion publique

Jacques Mistral

■ Lendemain de crise

La crise financière a porté un coup fatal à l'idéologie des marchés auto-régulateurs. Les États sont revenus au premier plan avec les mesures de relance, qui ont évité la répétition d'une grande dépression, et le programme de re-régulation financière, qui entend empêcher la répétition des excès financiers ayant conduit à la crise. Ce programme a été lancé au sommet du G20 à Londres en mars 2009 mais une reprise économique durable est encore loin d'être assurée. Partout, les gouvernements sont poussés à exercer des responsabilités accrues en matière de chômage, de restructurations, d'innovation.

Quel bilan tirer de ce nouvel activisme ? Comment aborder, au delà de la typologie traditionnelle des trois fonctions, les nouvelles responsabilités des États ? L'État peut-il agir, et comment, pour relancer une croissance durable ?

■ Le poids de la dette

La crise des dettes souveraines s'est développée de manière spectaculaire dans l'eurozone depuis deux ans ; elle est latente en Grande-Bretagne et aux États-Unis dont la note a été abaissée en août dernier au terme d'une bataille politique épique sur le plafond de dette. L'avenir est lourd de menaces des deux côtés de l'Atlantique, la crise européenne a d'ores et déjà rebondi au printemps en Espagne et les débats budgétaires à Washington promettent d'être terribles en fin d'année à Washington. Faisant face à de nouveaux besoins, les gouvernements constatent aussi que leurs marges de manœuvre se sont dramatiquement réduites.

Le moment est-il venu d'organiser le recul d'un état devenu tentaculaire, quelles dépenses réduire, ou bien faut-il adapter ses ressources à ces nouveaux besoins, quels impôts relever ? Y-a-t-il une répartition optimale de l'effort de réduction des dépenses et d'augmentation des impôts ? Quel doit être, dans un cas comme dans l'autre, le calendrier de ces mesures pour éviter que la maîtrise de la dette n'exerce un effet récessif brutal ?

■ **La réforme de l'État ne peut plus attendre**

L'État pressé de toutes parts doit améliorer sa gestion, délivrer de meilleurs résultats tout en recherchant l'économie de moyens. Ces objectifs identifiés déjà de longue date ont donné lieu dans différents pays à des réformes plus ou moins ambitieuses et réussies. Les obstacles sur cette voie sont nombreux, les structures ministérielles transformées en silos, les attentes du public et des parlementaires, surtout préoccupés par le volume des résultats, l'attitude des employés du secteur public bien sûr en charge des services publics mais aussi défenseurs de leurs propres intérêts. Quoi qu'il en soit, il n'y a plus le choix, la réforme de l'État ne peut plus attendre.

Quelles leçons tirer des expériences de réforme les plus réussies, des échecs les plus retentissants ? Quelles méthodes adopter qui respectent la différence de nature qu'il y a entre la productivité d'un service public et la productivité d'une entreprise de marché ?

■ **La dimension politique**

Les gouvernements sont partout à la recherche de solutions à ces défis emmêlés et contradictoires ; ils résistent difficilement aux attentes d'un électorat qui espère «le changement» ; ils doivent trouver un cheminement compatible avec la dynamique politique locale. Il leur faut évidemment adopter une démarche pro-active, alertant l'opinion publique sur les écueils et les contraintes tout en sachant donner l'espoir de solutions nouvelles offrant en particulier un espoir aux jeunes générations particulièrement touchées par l'assombrissement du climat économique.

Quel discours les gouvernements doivent-ils tenir face à la crise pour allier les exigences de lucidité économique et de volontarisme politique ? Quelle contribution la réflexion économique peut-elle leur apporter ?

■ **Le paradoxe des démocraties**

On sait que, dans les faits, cette voie est étroite, que le populisme est en hausse et la cote de l'économie en baisse. Au delà des aléas de la vie sociale et

politique, il faut se demander si le problème n'a pas des racines plus profondes comme l'a suggéré Dani Rodrik¹. Comme on le sait, celui-ci a énoncé une sorte de théorème d'incompatibilité entre la poursuite de la globalisation, la définition de choix politiques nationaux et les exigences de la vie démocratique.

Le diagnostic de Rodrik est-il partagé ? Quelles conséquences en tirer pour l'action ?

■ La diversité des capitalismes

L'un des aspects les plus fascinants de l'économie mondiale contemporaine est l'éclosion d'une surprenante diversité des capitalismes. Il est loin le temps où l'on pouvait croire qu'un modèle, américain, japonais, scandinave... s'était définitivement établi, indiquant sans ambiguïté la voie à suivre pour les autres nations. Le *free-market capitalism* à l'anglo-saxonne a perdu de sa superbe, ce sont les succès des pays émergents, reposant le plus souvent sur une étroite connexion entre l'État et les milieux économiques, qui impressionnent le plus, en oubliant parfois tout esprit critique.

Quelles leçons retenir de ces expériences diverses ? Comment, au delà de succès économiques incontestables, bien identifier et éventuellement corriger les faiblesses possibles d'un mode de développement reposant sur une prééminence aussi forte de l'État ?

1. Dani Rodrik, professeur turc d'économie politique internationale, né en 1957 à Istanbul, professeur à Harvard. Spécialiste des problèmes de croissance, en particulier de la question de savoir pourquoi certains types de gouvernements et certaines politiques gouvernementales réussissent mieux que d'autres. Selon lui, si le libre-échange est bien la meilleure solution dans le monde idéalisé des théories économiques standards, le monde réel est loin de cet idéal, et cela a pour conséquence que des politiques alternatives peuvent s'y avérer plus performante que le pur libre-échange.

Governing in the 21st Century

Jocelyne Bourgon

Public Governance International

Welcome to the 21st Century. There are a number of unique characteristics of governing in the 21st Century. Governments are called upon to address an increasing number of issues of increasing complexity. They serve in an environment that is characterized by volatility, uncertainty and a higher risk of global, cascading failures. This is the result of the merger of globalization and the information technology revolution. Our hyper-connected and interdependent world is characterized by uncertainty and there is every reason to believe that the scale, scope and frequency of crises will continue to increase.

Traditional approaches are leaving Governments in a reactive position, unable to detect emerging issues in a timely way, to introduce actions that could reduce the risk of failure, even when the cost of these failures will be borne by society as a whole, or to introduce proactive interventions that would improve the likelihood of a more favorable future.

Government interventions are taking place when an issue reaches crisis proportion, the cost is the highest for society and the risk of impact is greatest for the most vulnerable people in society. Traditional approaches will be insufficient to address the complex issues and the intractable problems of the 21st century.

Government Fit for the Future

Preparing government fit for the times require a different way of thinking and different approaches. It may prove particularly challenging for the liberal democracies that have benefited the most from the governance model

inherited from the industrial age. We are witnessing all at once a number of manifestations of weaknesses of our institutional arrangements.

► **The Consequences of Institutional Deficit**

We are witnessing institutional deficit when the public institutions needed are lacking or when their capacity is not commensurate to the challenges at hand. For instance, the European project is in difficulty because of a lack of common institutions to support it. It is not because of a lack of good ideas or good will or commitment. Institutional capacity is not commensurate to some of the problems that are being faced in real time.

► **The Consequences of Institutional Breakdown**

We are witnessing the consequences of institutional breakdowns when public institutions designed for deliberation, consensus building and collective decision-making are unable to make timely decisions because of entrenched positions. The USA is facing a crisis of authority as the mechanisms to enforce the will of the majority are weaker than ever before, while the power of single interest groups is stronger than ever.

► **The Consequences of a Lack of Institutions**

We are witnessing the risks of chaos that follows when institutions are lacking. The Arab World is in crises because hegemonic systems of whatever kind prevent the creation of institutional capacity be it public, private or civic society.

► **Experiments in Progress**

The conclusion that I am sharing with you therefore is that institutions matter. They have a direct impact on the capacity of achieving results of high public value at a lower cost for society as a whole. I am not talking only about the cost for Government; it is the overall cost for society that matters most. As the unfolding events reveal the weaknesses of our existing institutional arrangements, new approaches to governing are emerging. Countries are experimenting with different approaches such as the State capitalism in China but also in other countries; the democratic development capitalism being used in India and Brazil and other countries; the entrepreneurship model that we find in Singapore and Israel, etc. These models are experiments in progress. However, I would add that every model brings its particular set of challenges. Part of the difficulty will be to discover how these systems will evolve and co-evolve with each other, and work in synergy. This would be an interesting topic of discussion for this panel.

► **A Search for Balance**

However, if the sun is also going to rise in the West, liberal democracies will need to reinvent themselves. A governance model that harnesses the benefits of a market economy as a way of organizing productive activities and a model that uses democratic institutions as a way to forge consensus has contributed to the success of the OECD countries.

Continued success requires a constant search for balance and when balance is lost, heightened risks of failures and crises ensue. We have learned a lot in the recent past. We know that a government-centric approach is at risk of devaluing the contribution of other actors in society and crowding out the contribution of citizens. We know that too much reliance on government creates dependencies and increases vulnerability. Government programs create rigidities, since governments have a greater propensity to announce new initiatives than to overhaul existing programs.

However, we have also learned that markets are not self-regulating and corporations are not responsible for the public good even if they are good corporate citizens. Governments are the stewards of the collective interest of their country and the insurer of last resort of the worst crisis of our time and whether they like it or not. In the hyper-connected and interdependent world we live in, there is a need to rethink the relationships between state, market and citizenry and to recombine in new ways the issues, capacities and resources. Complex issues respect no boundaries. They cut across the public, private and civic spheres. The economic, social, political, environmental and technological aspects of these issues are interconnected. They are multi-dimensional. Quick fixes and uni-dimensional solutions will fail. Whether you are dealing with sovereign debt crises, climate change security threats, or poverty reduction, multi-dimensional approaches to problem-solving is characteristic of governing in the 21st Century.

Different times require different ways of thinking and different approaches. An *Affirmative State*, meaning neither a minimalist nor an overbearing state, may be the way forward. One that is able to promote and defend the collective interest in all circumstances. One that is able to recombine issues, state authority and collective power in different ways and in different circumstances to achieve results of higher value and at a lower cost for society. This is a major challenge but it is also an exceptional opportunity to re-invent the interaction between the state, the market and citizenry.

Let me conclude. The greatest risk going forward is not about losing market confidence but people losing confidence in the capacity of public

institutions to defend and promote their interests. The greatest deficit is not a fiscal deficit; it is a deficit of imagination –to re-invent the interaction between the state, the market and citizenry. The greatest risk is about people losing confidence and the greatest risks come when people start to believe that the system is rigged against them and lose faith and hope in the collective capacity to invent a better future for themselves and the next generation.

Permettez-moi de terminer en citant Jean Monnet: «Rien n'est possible sans les hommes mais rien n'est durable sans les institutions.» J'ajouterai qu'aucune institution n'a un droit dominant pour tous les temps. Les institutions qui se renouvellent, celles qui ont la capacité de s'adapter à des circonstances changeantes, les institutions qui ont une capacité de co-évoluer avec la société, sont celles dont nous avons besoin.

“We cannot solve the problem of our time by relying on the knowledge that gave rise to them.” There is a quest for balance that is underway and it is taking place in many parts of the world. It is taking place in Europe, Asia and America. Out of necessity, Europe may be a place where a new balance is defined and if this happens, it may be, once again, a source of inspiration for others. That would be a very important contribution to the world –I suppose this is why we are meeting today.

When and Why did Government Become an Enemy of the People ?

Jeffry Frieden

Harvard University

The role of the government in economic life is once again at the center of political controversy. The 1980s saw a wave of liberalizations, privatizations, and deregulations in the advanced industrial countries, followed by an even stronger wave in the developing world and, eventually, in the formerly centrally planned economies. By the 1990s a middle ground appeared to have been achieved, combining lighter regulation and more private enterprise with a strong social welfare state.

The crisis that began in 2007 has called this consensus into question. Some indict radical free-market policies and irresponsible deregulation; others blame overweening government intervention and an overgrown welfare state.

Current conflicts should not obscure the fact that there is a general intellectual consensus about the role of the state in advanced industrial economies. Apart from extremists on both sides, modern thinkers and politicians accept that government is responsible for a range of public goods, including economic and social infrastructure, public health, education, and financial and monetary stability. All but extremists also accept that governments in rich societies should provide a range of social insurance programs: unemployment insurance, worker's compensation, retirement pensions and health care for the indigent. There are disagreements over the scope and range of public goods and social insurance, and these disagreements can be heated. But the consensus is broad, especially in historical perspective. This is not, in fact, the central arena in which battles

over the role of the state are being fought. Whether in normative neo-classical theory, or in more practical programmatic terms, the modern capitalist state's responsibility to provide an array of public goods and social insurance is well established.

Today's controversies come largely from dissatisfaction with the ways in which governments have carried out their responsibilities. Many feel that the government's programs serve only narrow interests –including the narrow interests of politicians– rather than broader public purposes.

► **Aggregate social welfare does not vote**

The problem is an enduring and general one: concentrated interests are well positioned to get policies on their behalf, even when the purpose of the policy is more general. This means that public goods and social insurance can be distorted to favor concentrated interests, so that the public feels that its interests are being ignored or contravened by policymakers.

By definition, incentives to supply pure public goods are weak; this is why they are supplied by government rather than private firms. Yet incentives to politicians are also weak, for demand for public goods is diffuse –and diffuse demands do not often translate into meaningful political pressure².

Even the most desirable policies needs interested parties to promote them. Politicians undertake policies when these policies affect how constituents reward the politicians. Politicians' incentives to provide public goods are strongest if powerful interest groups press for them. The public good might be a joint product with a private good; this could be the case, for example, of the establishment of an independent central bank, where the bank was structured so as to provide particular benefits to the financial sector.³ The public good might have differential benefits, providing substantial assistance to some but only trivial benefits to others. Government support to establish a national railroad network served the economy as a whole –but it served railroad-men particularly well.

2. This is not to say that politicians are completely indifferent to the impact of policy on aggregate social welfare. Indeed, standard political economy models present the policymaker as weighing the impact of policy on both special interests and the broad electorate. This is the central argument of the canonical Stigler-Peltzman model, of which the more modern version is the Grossman-Helpman model first presented in Gene Grossman and Elhanan Helpman, «Protection for Sale,» *American Economic Review* 84 (1994): 833-850.

3. I use "constituents" broadly, in the sense of the "selectorate" in to include the politically relevant portion of society: all voters, or all powerful elites, or the military, as the case may be. On the selectorate, see Bruce Bueno de Mesquita, Alastair Smith, Randolph M. Siverson and James D. Morrow, *The Logic of Political Survival* (Cambridge: The MIT Press, 2003).

► **Public interest vs special interests**

Most public goods can be provided in very different ways, with very different distributional implications. Pollution control is a public good; it can be implemented in ways that are very costly to polluting firms, or that pay them handsomely for compliance. Interests battle over the ways and means the public goods are structured and provided.⁴ But there is ample evidence that the provision of even the most worthy public goods is powerfully influenced by concentrated interest groups.

This creates a tension between the public purpose and those private interests that gain disproportionately from its pursuit. On the one hand, the principal supporters of many public goods are concentrated groups that stand to benefit especially from them. On the other hand, this means that the public goods are provided in ways that may be biased toward these concentrated groups. Publically funded education can be bent to provide most assistance to the children of wealthier parents, or to protect teachers and administrators. Retirement benefits can be structured so as to subsidize the politically powerful elderly, at the expense of current taxpayers who have no chance of receiving such generous benefits. Defense spending can go to powerful corporations or politically connected regions.

This creates resentment about the ways in which governments accomplish even generally accepted goals. Financial regulators and central bankers are seen as tools of private financial institutions. Infrastructure projects are regarded as cash machines for contractors. Voters blame beneficiaries of government programs, public employees, and politicians for hijacking worthwhile policies for private benefit.

The result is that there is substantial public opposition even to some of the most important public policies. In the United States, for example, observers are virtually unanimous about the need for more public spending on education and the economic infrastructure. Yet there is such suspicion about the eventual effects of such spending –will it go to children of the rich, to ineffective administrators, to crooked contractors, to bridges to nowhere?– that there is virtually no possibility of obtaining broad support for this spending.

We can argue all we want about the appropriate role of government in the economy, but the outcome will be determined in the political sphere, not the intellectual one. And the political reality is that while voters

4. In the words of Stephen Krasner, the politics of public goods provision is “life on the Pareto frontier;” see Stephen D. Krasner, “Global Communications and National Power: Life on the Pareto Frontier,” *World Politics* Vol. 43, No. 3 (April 1991), pp. 336-366.

appreciate what governments do for them, they generally feel that public policies are beholden to powerful special interests. And they are not wrong –concentrated interests are powerful, and do dominate much policymaking.

The principal obstacles to a more constructive involvement of the state in economic management are not intellectual, or ideological, or historical; they are political. Governments need to build, or restore, faith in their willingness and ability to provide for the public good, rather than for private special interests. Only government can supply the public goods needed to keep a modern economy running smoothly –regulation, infrastructure, monetary policy, social policy. But the experiences of the past couple of decades have left many voters embittered and cynical, scarcely believing government commitments to do what is best for the nation. The challenge, especially to those who believe in a positive and progressive role for the state in modern economies, is to demonstrate that government policies are driven primarily by the public interest, and not by special interests.

À quel niveau de gouvernance gérer les problèmes du monde ?

Kemal Dervis

Brookings Institution

J'aimerais souligner trois points. On parle de l'État, mais je pense qu'il est très important en ce début du XXI^e siècle de distinguer quatre niveaux de gouvernance ou de fonctions publique. Parce que nous sommes dans un monde où ces quatre niveaux ont chacun leur importance et il faut que les citoyens arrivent à débattre de ces quatre niveaux.

Quatre niveaux de gouvernance

Il y a le **niveau local** de la fonction publique. La municipalité, la cité, la petite région. Il y a le **niveau national**, l'État nation. Une trop grande partie de la discussion est axée directement sur l'État nation. Il demeure très important, c'est encore le niveau le plus important et je ne pense pas du tout qu'il va disparaître, car c'est le niveau où beaucoup de décisions se prennent et où beaucoup de contraintes se posent.

Le troisième niveau, c'est le **niveau continental** qui est le plus développé dans l'Union européenne, mais qui devra se développer ailleurs aussi. L'Afrique ne pourra que progresser si une certaine gouvernance continentale africaine, une coopération africaine se développe, surtout étant donné la petite taille de certains pays africains. Il y a l'Amérique latine, il y a des ensembles en Asie de l'Est et le monde arabe. Il y a ces ensembles supranationaux dont l'Europe est évidemment le laboratoire le plus avancé.

Et puis il y a le **niveau mondial**. Certains problèmes ne peuvent se traiter et se résoudre qu'au niveau mondial. Par exemple, le réchauffement climatique, la protection contre le terrorisme nucléaire, les maladies infectieuses. Il y

a beaucoup de problèmes qui se posent à ce niveau. Or, la discussion politique, l'espace politique se concentrent essentiellement soit sur le local soit sur l'État nation. Je pense que l'une des frustrations des citoyens et des citoyennes, c'est que le niveau national ne peut plus répondre à beaucoup de défis. Le local demeure très important, il ne faut pas du tout le sous-estimer, il y a beaucoup de problèmes qui peuvent se résoudre au niveau local. Mais il y a aussi le niveau continental et le niveau mondial.

Si on arrivait à articuler notre discussion du rôle de la fonction publique, de l'État, mais de l'État largement défini, de l'action publique, de la provision des biens publics à ces quatre niveaux, et si la démocratie pouvait apprendre à discuter de ces quatre niveaux plus ou moins en même temps, en réalisant que chaque niveau peut cibler certains problèmes, mais qu'il faut d'autres niveaux pour d'autres problèmes, je crois que l'on ferait un grand progrès dans cette discussion du rôle de l'État et de la fonction publique.

► **Prendre les grandes décisions aux quatre niveaux de gouvernance**

Cela va être difficile. Toute politique est très locale et très nationale, l'État nation demeure très fort. Mais je pense que la crise européenne aujourd'hui est une crise qui nous annonce d'autres crises de ce genre. Les grandes décisions que doivent prendre l'Europe et les États-nations européens, c'est justement à quel niveau mettre quelles décisions budgétaires, financières, etc. Je crois que c'est très important de voir ce problème à ces quatre niveaux.

► **L'espace économique ne coïncide plus avec l'espace politique**

Dans la situation actuelle qui est quand même assez grave, c'est que l'espace de décision économique et financier n'est plus du tout le même que l'espace politique. Or qui dit démocratie veut dire que ces deux espaces doivent être proches. La démocratie doit pouvoir influencer sur les décisions économiques et financières et évidemment prendre en compte toutes les contraintes. On assiste à une déconnexion géographique qu'il faut surmonter, que l'on peut surmonter ; mais je crois que ce sera la grande tâche de la première moitié de ce siècle.

► **Solidarité sociale et ciblage budgétaire**

Deuxième point, c'est le problème de la solidarité sociale, du ciblage et de la gestion budgétaire, ce que l'on appelle quelquefois trop facilement le « *Washington consensus* » ; c'est un peu trop court pour décrire tout cela. Mais, le FMI, beaucoup d'organisations internationales, beaucoup de spécialistes économiques vont conseiller de cibler les pauvres, les parties

les plus vulnérables de la société et évidemment c'est vrai. Un budget qui donne le même soutien, les mêmes subventions à tout le monde est injuste. Par exemple, comme les subventions à l'essence dans beaucoup de pays émergents. Les subventions au pain qui parviennent aussi aux touristes en Égypte, sont un autre exemple.

C'est vrai. Mais il ne faut pas aller non plus dans l'autre extrême, car il faut que la fonction de l'État, le soutien de l'État, des choses comme l'éducation nationale, la garde des enfants, la santé, la sécurité, concernent tous les citoyens. Si on va trop loin dans le ciblage, on divise la société en deux : ceux qui ont des bénéfices de l'État et ceux qui n'en ont pas. Ce serait je crois le suicide de l'État solidaire et de la communauté solidaire.

Je pense que la solution serait qu'il y ait une fonction publique qui gère la solidarité nationale et quelquefois locale, quelquefois continentale et même mondiale ; que ceux qui sont les plus vulnérables en profitent le plus, reçoivent plus de subventions, mais que ces systèmes demeurent universels. Il ne faut pas que tous les riches mettent leurs enfants dans les écoles privées et tous les pauvres dans les écoles publiques. Il ne faut pas que la santé pour les riches soit un système complètement différent de la santé pour les pauvres. Dans les pays scandinaves – j'exagère peut-être un peu – mais le citoyen en Suède ou en Norvège, aime beaucoup plus payer ses impôts que le citoyen américain, parce qu'il sent que les services publics vont lui profiter directement, ainsi qu'à ses enfants et à sa famille. Je crois que l'intégrisme du marché ne donne pas assez d'importance à la solidarité nationale.

Dernier point dans cet espace politique, et après le professeur Frieden, j'aimerais insister sur la capture dont il a parlé : la plus grande capture de l'État, surtout aux États-Unis, est celle qu'ont opérée les super-riches. Combien d'argent faut-il dépenser pour se faire élire aujourd'hui au Congrès ou à la présidence ? La part des 1% les plus riches dans le revenu national aux États-Unis est passée de 8% de la population au début des années 80 à plus de 20% aujourd'hui. Ce n'est pas un phénomène totalement mondial heureusement, mais c'est un phénomène qui grandit à travers le monde, notamment aussi en Chine.

Quand on parle de la capture de l'État, je crois que le plus grand danger, c'est la capture de l'État par les super-riches.

Un État « promoteur »

Antoine Gosset-Grainville

Caisse des dépôts

Le monde occidental est confronté à un profond paradoxe : la crise financière inédite des dernières années réveille le besoin de régulation et d'intervention des États, en même temps qu'elle révèle un niveau d'endettement jamais atteint en période de paix. Tout est dans ce paradoxe : nous avons besoin d'une implication forte des États, mais ces derniers ont de moins en moins les moyens d'intervenir.

Il est quatre missions essentielles dont l'État ne peut se défaire et sur lesquelles il doit se recentrer : organiser le bon financement de l'économie, encourager la transition vers une économie verte, refonder le projet européen, et enfin, garantir la cohésion sociale. Cette dernière mission ne sera pas développée ici tant elle nécessiterait de considérations sur le renouvellement des modalités d'exercice d'un État providence sous tension.

La libéralisation financière des dernières décennies a pu faire croire que l'État pouvait se désengager du financement de l'économie. Il n'en est rien. Sans implication forte de l'État pour une « bonne régulation », la confiance s'étiole et le financement se rétracte.

La première menace pesant sur l'Europe est l'asphyxie. Les investisseurs privés sont contraints par l'absence de perspectives de croissance et par les difficultés d'accès aux ressources à long terme. Les investisseurs publics n'ont plus les moyens de compenser ce sous-investissement, hypothéquant la croissance future. La compétition internationale pour attirer les capitaux fait rage. Aucun des pays européens pris individuellement, pas même l'Allemagne, n'a la taille critique suffisante pour répondre sur le long terme à ses besoins de financements considérables dans des conditions de

coûts acceptables. Il est donc capital que les États se préoccupent du bon financement de l'économie.

► **Expérimenter l'autorégulation et la corégulation à l'échelle nationale**

Pour ce faire, ils doivent se prémunir contre leur tentation première d'édicter de nouvelles réglementations, faute de ressources pour intervenir directement. Il s'agit à l'inverse de réguler mieux. Depuis 2003, la Commission européenne a reconnu la nécessité d'accorder plus de place dans le droit communautaire à l'autorégulation et à la corégulation pour responsabiliser les acteurs concernés et les encourager à définir leurs propres règles. Ces dispositifs ont fait la preuve de leur efficacité dans les domaines où ils ont été testés. Celui du financement de l'économie, avec la multiplicité des acteurs qu'il implique, pourrait constituer un champ d'expérimentation de ces méthodes à l'échelle nationale.

Le politique doit réinvestir le sujet des normes comptables et prudentielles aux effets procycliques et dissuasifs sur l'investissement de long terme. L'État doit s'assurer que les PME ou les collectivités locales, qui sont les premiers investisseurs dans les territoires et créateurs d'emplois, puissent continuer à emprunter auprès d'acteurs de marché. Il doit œuvrer pour réorienter l'épargne des Français vers le financement de projets aux retours différés ou à fortes externalités positives.

► **Mutualiser les risques entre générations**

Les États européens doivent tirer pleinement parti des capitaux que des investisseurs de long terme du monde entier (fonds souverains, fonds de pension...) pourraient investir dans cette partie du monde qui jouit encore d'une forte attractivité. Ces investisseurs stabilisent les marchés, en particulier en période de crise. Ils ont la capacité de mutualiser les risques entre générations : sans investisseur de long terme, chaque classe d'âge supporterait le risque des marchés durant sa propre existence, alors que le propre de l'investissement de long terme est d'agir au bénéfice des générations suivantes.

Le second champ d'intervention « obligée » de l'État est celui de la transition vers l'économie verte. Cette révolution ne se fera pas sans des investissements massifs représentant entre 0,5% et 2% du PIB mondial. Nous parlons ici des investissements dans les technologies vertes, la transition énergétique, ou les nouveaux modes de transport. Ces investissements ne garantissent pas toujours un retour financier rapide. C'est aux États, par les mesures réglementaires, fiscales et financières appropriées, de créer le cadre des investissements de long terme dans l'économie verte.

Les enjeux sont de trois ordres : réduire la dépendance énergétique ; promouvoir une économie plus sobre en carbone et en énergies fossiles pour faire naître un nouveau modèle de croissance ; favoriser l'emploi et le développement économique. Il nous faut agir en faveur de l'efficacité énergétique, des filières vertes et du développement durable des territoires.

Le troisième enjeu majeur est propre aux États européens. Il s'agit de refonder leur projet politique commun pour créer les conditions d'un développement harmonieux du continent.

L'Europe doit apprendre de ses erreurs. Rien ne sera possible sans une discipline partagée par l'ensemble des États de la zone euro en matière budgétaire. Il y a dix ans, l'Allemagne a accepté de partager sa souveraineté monétaire. Aux autres États aujourd'hui de partager leur souveraineté budgétaire.

Cette discipline budgétaire doit s'accompagner d'une stratégie de croissance. Les outils d'une telle ambition, plus économes des deniers publics tels les nouveaux instruments financiers (NIF), méritent d'être encouragés.

► **Mutualisation**

Cette ambition doit aussi s'accompagner d'une ouverture sur le monde et les investisseurs de long terme qui peuvent opérer un puissant effet d'entraînement pour l'économie de la zone. Ces derniers passent à l'acte : les membres du Club des investisseurs de long terme, qui réunit 14 institutions financières du monde entier dont la Caisse des dépôts, ont pris l'engagement ferme, lors du Sommet de Rio, d'investir dans les projets liés au climat et à l'environnement, et dans le développement d'instruments public-privé innovants. Par ailleurs, les membres fondateurs européens (CDC, KfW, CDP, BEI) ont décidé de mutualiser leurs efforts pour promouvoir les investissements d'avenir en Europe.

C'est un État « promoteur » qui doit voir le jour, qui facilite le financement de l'économie, accompagne la transition vers une économie plus durable et plus respectueuse des besoins humains et de la cohésion sociale. Promoteur également d'un projet européen ambitieux. L'heure n'est plus à se cacher derrière le paravent de la souveraineté nationale.

La souricière du haut niveau de vie et le rôle de l'État

Henri-Paul Rousseau
avec **Richard Pan**

Power Corporation du Canada

Plusieurs pays occidentaux dont les habitants jouissent d'un haut niveau de vie sont gouvernés par des États endettés et contraints par les marchés financiers : les peuples sont riches mais leurs gouvernements sont pauvres. Ce fort niveau d'endettement restreint leur capacité de jouer leur rôle tant sur le plan de la création de la richesse que de sa répartition. Paradoxalement, plusieurs pays émergents dont les habitants ont un très faible niveau de vie sont gouvernés par des États riches (réserves internationales, fonds souverains et faible niveau d'endettement). Ces États exercent un rôle des plus actifs et des plus déterminants dans leur économie et leur société.

Que s'est il donc passé pour que les gouvernements de ces pays riches se retrouvent dans une telle situation d'impuissance ?

Nous émettons l'hypothèse qu'ils sont tombés dans la «souricière du haut niveau de vie» un concept que nous allons développer et qui, à l'instar de la souricière du revenu moyen (*middle income trap*), peut amener la stagnation, voire la décroissance des pays riches qui y sont plongés.

► Les souricières du développement économique

Les études sur le développement économique ont introduit depuis longtemps le concept de «souricière de pauvreté» (*poverty trap*), un seuil de sous-développement duquel les pays à très faible revenu moyen n'arrivent à émerger qu'en adoptant des stratégies de développement économique

qui amènent les travailleurs à migrer d'activités à faible productivité vers des activités à haute productivité. Cela se traduit le plus souvent par un déplacement de la main-d'œuvre du secteur agricole et des régions rurales vers les secteurs industriels et les régions urbaines.

Cependant, lorsque le niveau de vie moyen atteint un certain seuil (que plusieurs situent aux environs de 8 000 dollars), il n'est pas rare qu'il stagne ou même se mette à décroître. Le pays est alors entré dans la «souricière du revenu moyen» (*middle income trap*). Il est en effet reconnu qu'à cette étape critique, le renforcement de la demande domestique, la découverte de nouveaux marchés extérieurs et le développement du secteur des services sont déterminants pour que le niveau de vie continue à monter. Il importe donc que les politiques publiques aillent en ce sens. Par exemple, un des facteurs souvent mentionné pour éviter cette souricière du revenu moyen est la mise en place d'un ensemble moderne de lois et de règles de gouvernance pour encadrer les droits de propriété et stimuler l'apparition de marchés efficaces et compétitifs.

Sans un tel cadre, il arrive qu'un petit nombre d'acteurs économiques, sociaux et /ou politiques s'accaparent les fruits de la croissance du pays par corruption, népotisme, monopole ou quasi monopole, élimination des concurrents, des distorsions qui toutes empêchent l'économie de passer à l'étape suivante de son développement : la création d'une richesse adéquatement partagée. Il arrive que ces mêmes acteurs contrôlent l'appareil de l'État qui devient alors complice de ces «déviances», bloquant ainsi toute possibilité à une classe moyenne d'émerger, de grandir en nombre, et de s'enrichir elle aussi des fruits de la croissance.

Les politiques publiques pour éviter cette souricière du revenu moyen sont elles aussi bien connues. En gros, elles doivent instaurer des règles de gouvernance de l'activité économique pour assurer une saine concurrence et une véritable égalité des chances. Le but visé est d'établir un juste équilibre entre liberté économique et encadrement public, en préservant à la fois la liberté d'entreprendre, le droit de propriété, les droits des travailleurs, des consommateurs, des contribuables et des électeurs. Plusieurs pays peinent encore à atteindre et maintenir cet équilibre.

Nous allons maintenant développer le concept de «souricière du haut niveau de vie» qui infère que dans les étapes plus avancées du développement économique, quand le revenu moyen atteint 30 000 à 40 000 dollars, les pays riches sont confrontés, à l'instar des pays moins développés, à un risque de voir leur croissance ralentir, voire stoppée, s'ils n'adoptent pas les politiques publiques adéquates.

► **« Effet de richesse » et « Effets de vieillissement »**

La souricière de haut niveau de vie apparaît parce qu'au fur et à mesure qu'un pays devient riche, des « effets de richesse » viennent sabrer son potentiel de croissance en réduisant l'offre de travail au moment même où les « effets de vieillissement » font exploser les dépenses publiques en santé, en sécurité sociale et en régimes de retraite. Pour éviter cette « souricière du haut niveau de vie », le pays doit maintenir des politiques publiques favorisant la croissance de la richesse et de la population, tout en répondant aux besoins croissants de sa population vieillissante et sans recourir à des déficits budgétaires chroniques qui l'endettent à un point tel que l'État est menotté par les marchés financiers et ne peut plus jouer son rôle.

Certains pays « riches » semblent, par chance ou par volonté, avoir évité cette souricière de haut niveau de vie alors que d'autres, y sont pris, ou sur le point d'y être pris. Voyons de plus près les étapes qui conduisent les pays à se retrouver piégés dans cette souricière sans qu'ils ne l'aient voulu, ni anticipé. `

– **Le dividende démographique : plus nombreux, plus jeunes, plus au travail et plus productifs**

C'est un phénomène connu : au fur et à mesure que le niveau de vie d'une société augmente, on observe la transition d'une démographie traditionnelle à une démographie moderne, *i.e.* l'une où le taux de natalité et le taux de mortalité diminuent simultanément de sorte que, sur plusieurs décennies, la proportion de personnes âgées dans la population augmente. Au début de cette transition, les effets sur la croissance économique sont positifs car le pays jouit d'un dividende démographique, alors que la société voit le ratio des personnes non actives aux personnes actives (le ratio de dépendance) diminuer.

Durant cette première phase, le nombre de personnes en âge de travailler est en hausse et le taux de participation au marché du travail augmente tout comme le taux d'emploi. Très souvent aussi le nombre d'heures travaillées par employé est également en hausse. L'économie connaît alors une forte croissance car bien que la population croisse moins rapidement, l'offre de travail augmente, ralentissant ainsi la hausse des coûts de main d'œuvre et améliorant la capacité concurrentielle de l'économie. Cela s'accompagne aussi souvent d'une très forte croissance de la productivité, généralement associée à une forte urbanisation et à l'accélération des activités à forte valeur ajoutée destinées à l'exportation.

Cette dynamique crée un cercle vertueux où le couple démographie et économie se renforcent mutuellement pour créer une embellie. Plusieurs

pays de l'OCDE ont connu cette période après la deuxième guerre mondiale. Le tableau ci-dessous illustre cette embellie entre les années 50 et 70 au Japon.

Composantes de la croissance décennale du PIB/h au Japon

	Croissance du PNB/h	Augment. tranche active	Hausse taux d'activité	Hausse taux d'emploi	Augment. l'intensité du travail	Augment. réelle product.	PIB réel/h	Dette gov. (%PIB)	Ratio de dépend.
1950-60	116 %	8 %	3%	1 %	4 %	84 %	6 USD	8	56
1960-70	134 %	6 %	-3%	0 %	- 8 %	148 %	13 USD	8	46
1970-80	38 %	- 1%	- 3%	- 1%	- 6 %	55 %	19 USD	39	48
1980-90	49 %	3 %	0%	0 %	- 3 %	48 %	26	49	43
1990-2000	9 %	- 2%	- 1%	- 3%	- 9 %	28 %	29	105	47
2000-2010	7 %	- 7%	- 4%	0%	- 3 %	25%	31	187	59

- Le dividende économique : moins jeunes, plus productifs et plus riches

À la période du dividende démographique succède une période où la population vieillit et où le taux de dépendance se stabilise. Dans le cas du Japon, cette période se situe entre la fin des années 70 et le milieu des années 90 où le taux de dépendance s'est établi entre 45 et 50%. Durant cette période, le niveau de vie a continué de croître mais à un taux nettement inférieur à celui de la période du dividende démographique. On parle ici d'un dividende économique car l'augmentation de la productivité du travail est demeurée la principale source de croissance et a pu contrebalancer les effets négatifs (1970-80) ou neutres (1980-90) du vieillissement de la population et de la réduction de l'offre de travail.

- La souricière du haut niveau de vie : moins nombreux au travail, plus nombreux à la retraite et plus endettés

Plusieurs études ont été réalisées pour expliquer pourquoi le Japon a cessé de croître depuis le milieu des années 90. La mauvaise allocation du crédit, la réglementation excessive et les erreurs de politiques macroéconomiques sont au nombre des causes souvent avancées. Mais quelles qu'en soient les causes, le Japon est le cas patent d'un pays pris dans la souricière de haut niveau de vie et le tableau I l'illustre éloquentement.

Depuis le milieu des années 90 la diminution de la population active, du taux de participation, du taux d'emploi, jumelés au recul dans l'intensité du travail, ont à peine été compensés par des hausses de productivité, de sorte que l'on a assisté à une stagnation du niveau de vie (autour de 30 000

dollars per capita). De façon concomitante, au cours de cette même période, le pourcentage de dette au PIB passait de 49% à la fin des années 90 à plus de 187% à la fin de 2010 et le taux de dépendance repartait à la hausse pour passer de 43% à 59%.

Les pays qui, comme le Japon, sont pris dans la souricière de haut niveau de vie peinent à s'en extirper car ils sont empêtrés dans un cercle vicieux à la dynamique infernale qui au lieu de renforcer l'offre de travail, facteur de croissance économique, concourt à la réduire.

Ces pays riches et vieillissants sont aux prises avec une rareté de main-d'œuvre qui exerce une pression à la hausse sur les salaires, d'abord dans certains régions et secteurs, puis de manière généralisée. Pendant un moment, le taux de chômage peut même diminuer mais rapidement, la rareté de main-d'œuvre se répercute en des coûts salariaux plus élevés et une économie moins compétitive en faisant grimper le prix des produits et des services.

Au même moment, cette main-d'œuvre rare voit son fardeau fiscal augmenter ce qui l'incite à réduire son offre de travail, aggravant le problème. En effet, les besoins grandissants des sociétés vieillissantes en biens publics, santé, retraite, etc. sont souvent financés par des hausses successives et généralisées des impôts et des taxes et/ou par des augmentations récurrentes de la dette publique. Jusqu'à maintenant, rares sont les pays qui ont réussi à financer cette croissance de la demande pour ces «biens publics» par des réformes appropriées et en évitant de transférer aux générations futures une dette importante.

Un dernier élément qui concourt à réduire l'offre de travail est que les travailleurs-citoyens des sociétés riches ont généralement obtenu ou réclament plus de temps de loisir, (la semaine de 35 heures), plus de congés fériés, un abaissement de l'âge de la retraite, etc.

Au net tous ces effets se conjuguent pour réduire l'offre de travail, et par le fait même, le potentiel de croissance de l'économie.

Face à un fardeau fiscal qui s'alourdit, les travailleurs-citoyens poussent leurs gouvernements à adopter des taxes et des impôts plus progressifs qui, à leur tour, ont un impact négatif sur l'épargne, l'investissement et la prise de risques et donc l'offre de capital. Si une grande partie de la demande accrue de biens publics est financée par de la dette, les pays échappent pour un temps à la souricière de haut niveau de vie mais il arrive un point où une dette et des impôts anticipés très élevés ont des effets négatifs sur le comportement des agents économiques.

Il faut quand même mentionner que les pays dotés de ressources naturelles abondantes jouissent d'une marge de manœuvre plus grande. C'est le cas de la Norvège, du Canada et de l'Australie de toute évidence, bien qu'il soit utile de rappeler que ces deux derniers pays ont eu leurs années troubles en matière de finances publiques qui les ont forcés à réviser leurs politiques budgétaires et à libéraliser leurs marchés. Heureusement pour eux ces années n'ont pas été suivies d'une grande récession puis d'une lente reprise caractérisée par la présence de risques systémiques importants comme c'est le cas aujourd'hui. Il y aurait donc un peu de chance dans cette évolution favorable du Canada et de l'Australie; entrevoir la souricière du haut niveau de vie plus tôt que plus tard aura été ici un avantage !

► **Le rôle des politiques d'immigration**

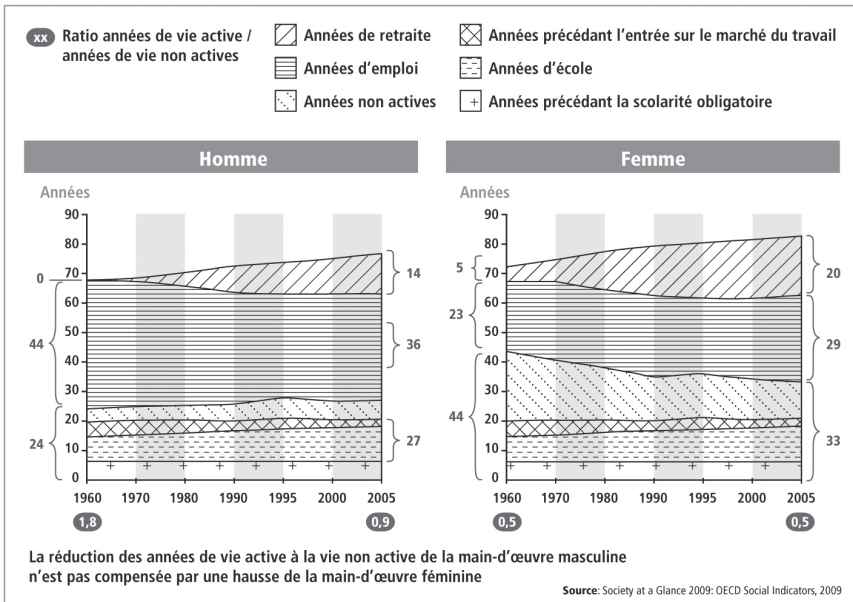
Enfin, les politiques d'immigration peuvent jouer un rôle important pour accroître l'offre de main d'œuvre et ainsi retarder la hausse du taux de dépendance. Le cas du Canada, qui a depuis toujours des politiques actives pour attirer des immigrants, démontre bien leur impact sur l'évolution favorable du taux de dépendance.

Au fur et à mesure qu'un pays devient riche et sa population plus âgée, le ratio années de vie active sur années de vie non active de sa population diminue, posant de grands défis de politiques publiques en matière de santé, de sécurité sociale et de régimes de retraite.

En effet, une économie à haut niveau de vie en est généralement une qui a une main d'œuvre instruite et mieux formée qui entre tard sur le marché du travail et en sort tôt, l'âge de la retraite y étant relativement jeune. Mais comme ces économies offrent de très bons soins de santé et que les populations instruites ont souvent de meilleures habitudes de vie, l'espérance de vie s'y prolonge. Ces deux phénomènes s'installent de façon graduelle et leurs effets prennent des décennies à se faire sentir, comme le démontre l'expérience de l'ensemble des pays de l'OCDE.

On observe en effet, que de 1960 à 2005, le ratio de la vie active à la vie non active des hommes est passé de 1,8 à 0,9 fois pour l'ensemble des pays de l'OCDE et n'a pas été compensé par l'augmentation du taux de participation des femmes pendant la même période. Les femmes ont, à l'instar des hommes, étudié plus longtemps et pris leur retraite plus tôt, sans compter qu'elles vivent plus longtemps que les hommes. Au net, ces effets se sont annulés de sorte que pour l'ensemble de la population féminine de l'OCDE, le ratio vie active/vie non active est demeuré le même (0,5) au cours de cette période 1960-2005.

Segmentation des étapes de la vie active et non active dans les pays de l'OCDE



► Conclusion

Comme pour les autres étapes de développement, des politiques publiques adéquates permettent d'éviter des souricières qui bloquent la croissance économique. Dans le cas de la souricière de haut niveau de vie, ces politiques bien que connues sont généralement difficiles à implanter. Cela tient à des facteurs socio politiques propres aux pays démocratiques riches. Ceux qui arrivent à implanter de telles politiques le font dans un cadre qui n'est pas simplement celui du droit et des institutions démocratiques mais qui fait appel à la capacité de la société de bâtir et de maintenir des consensus sur les avenues à emprunter pour assurer une croissance équilibrée et partagée.

Les États-Unis par exemple affichent un ratio dette/PIB qui est sur une trajectoire insoutenable alors que son ratio revenus des gouvernements/PIB, qui oscille autour de 25 et 30% depuis les années 60, démontre l'existence d'une marge de manœuvre fiscale qui permettrait d'infléchir cette trajectoire. Malgré cette grande marge de manœuvre fiscale, le pays semble paralysé, incapable de trouver un niveau de taxation acceptable politiquement qui permettrait d'établir le plan budgétaire de long terme que les marchés financiers attendent.

En France, l'évolution de ces ratios indique que la marge de manœuvre se rétrécit de jour en jour, aggravée en cela par le fait que les deux tiers de la dette publique (1,4 tr €) sont détenus par des non-résidents et que la balance des paiements est déficitaire tout comme le budget de l'État. Ici aussi les marchés financiers sont en attente d'un plan de redressement de long terme.

À contrario, la Suède, qui fut confrontée à une crise financière dans les années 90, est parvenue à forger un consensus socio-politico-économique pour redresser ses finances publiques et ainsi éviter d'être prise au piège de la souricière de haut niveau de vie. Son gouvernement a réussi à faire accepter des réformes souvent douloureuses, qui ont remodelé le panier de biens publics, révisé la taxation et amené des changements structurels qui ont rendu l'économie plus efficace et plus productive, sans plonger le pays dans une crise sociale majeure.

La Suède a eu «la chance», comme le Canada et l'Australie, de connaître sa crise financière à un moment où le niveau de risque systémique était beaucoup plus faible qu'aujourd'hui. Le contexte actuel de crise économique et de division sociale rend difficile la formation de consensus. Pourtant la solution à la souricière de haut niveau de vie passe par l'adhésion d'une très large partie des citoyens des pays concernés à une lecture commune de leur situation difficile, de ce qui l'a causée, des conséquences si on n'y remédie pas et, à terme, des solutions pour la corriger.

La production et la large diffusion d'études ayant pour objet de comparer l'expérience des pays menacés par la souricière du haut niveau de vie devraient être à l'agenda du G-20. Un tel programme de recherches internationales permettrait aux médias, aux dirigeants, et à l'ensemble des citoyens de mieux débattre de ces enjeux et de trouver des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Les questions soulevées exigent une planification intergénérationnelle systématique, réfléchie et minutieuse. La complexité d'une telle planification rend la quête d'un compromis et d'un consensus, nécessaire sur le plan social, d'autant plus difficile compte tenu des intérêts établis et dont la passion est alimentée par l'intensité de la crise. Néanmoins, les enjeux sont considérables – s'entendre sur une façon de procurer aux pays et à leurs dirigeants une plus grande indépendance et une occasion réelle de favoriser la création soutenue de richesse au cours d'une période d'instabilité économique.

Pourquoi les Suédois aiment tant payer leurs impôts

Gunnar Lund

Ambassadeur de Suède en France

Je vais essayer de dire quelques mots sur notre expérience en Suède, en ce qui concerne l'État providence et ce fameux modèle suédois. Nous avons vécu comme vous le savez probablement une crise très profonde, économique et financière, au début des années 90. Sous des gouvernements de couleurs politiques diverses, nous poursuivons depuis cette crise une politique de réforme de l'État très déterminée.

Avant la crise, nous avons vécu clairement au-dessus de nos moyens, pendant très longtemps, et nous avons été contraints, à cette époque, de prendre des mesures drastiques pour retrouver l'équilibre. L'année passée, ici à Aix, j'ai eu l'occasion de décrire en détail cette politique et ses résultats tout à fait impressionnants.⁵ Il suffit ici de rappeler deux exemples. Nous avons ramené les dépenses publiques, qui avaient atteint un niveau de plus de 65% du PIB au-dessous de 50% aujourd'hui. Cela fait presque 15% du PIB. Avant la crise, nous avions 600 000 fonctionnaires dans nos administrations, aujourd'hui nous en avons 240 000.

Tout ce processus et cette expérience sont assez bien connus non seulement en Suède, mais ailleurs maintenant. Parfois je vois un risque qu'on donne un peu trop l'impression d'avoir été forcés d'effectuer ces réductions par des facteurs extérieurs ou par le marché. La politique est souvent décrite comme une gigantesque opération de sauvetage : nous avons sauvé le modèle suédois en le *cutting down to size*, comme on dit en anglais.

5. Voir *Actes des Rencontres 2011*, page 425.

Mais cette analyse à mon avis n'est pas entièrement correcte et cache probablement une réalité plus intéressante et peut-être plus fondamentale. Si ces réformes consistaient seulement à faire face à une moins bonne conjoncture, pourquoi ne sommes-nous pas revenus tout simplement au modèle que nous avions lorsque les conditions économiques le permettaient ?

► **Un État fort pour garantir la liberté et l'individualisme**

Ce n'est pas du tout cela que nous avons fait. Au contraire, nous avons continué de simplifier, rationaliser et réformer alors même que les finances publiques étaient excédentaires. L'opinion publique, il faut le noter, a soutenu une telle politique et même de temps en temps a récompensé les partis politiques qui ont voulu aller plus loin. Il faut se demander alors si nous avons fait face plutôt à un changement presque idéologique qui a modifié notre façon de voir l'État et son rôle, un changement provoqué et accéléré par la crise, mais qui au fond n'en découlait pas nécessairement. Je m'explique.

Pendant longtemps la discussion sur le rôle de l'État en Suède, comme ailleurs d'ailleurs, était liée à la notion de liberté individuelle d'un côté et au niveau d'imposition de l'autre. Les deux étaient bien sûr en opposition, des impôts élevés semblaient aller à l'encontre de l'initiative personnelle et de la responsabilité individuelle, tandis que des impôts faibles exprimaient la croyance que l'individu pouvait contrôler son avenir.

La discussion a évolué, et je pense que notre débat ici aujourd'hui en témoigne. On se rend compte qu'un État fort ne mène pas nécessairement au conformisme, mais peut contribuer à la liberté et à l'individualisme. En Suède, notre pression fiscale, même si elle a été diminuée, reste parmi les plus élevées du monde. Mais en même temps, nous sommes en tête des classements internationaux en matière d'individualisme, de créativité et de capacité d'innovation. Cette idée qu'il n'y a pas forcément antagonisme entre l'État et l'individualisme est, je pense, déterminante pour l'évolution du modèle suédois.

► **Trouver le bon dosage**

Le défi est bien sûr de trouver le bon dosage entre la taille et la fonction, l'État doit être suffisamment grand pour assurer une certaine sécurité, mais pas trop pour ne pas susciter un sentiment d'assistanat. Les individus doivent oser créer des entreprises et prendre des risques, tout en sachant qu'il y a un filet de protection en cas de problème. Mais il faut aussi que ces individus sachent que si les affaires marchent, l'État ne prendra pas tout sous forme d'impôts.

Auparavant, on défendait les qualités statiques de l'État, il était fiable, sûr, sécurisant. Maintenant, on met en avant ses qualités dynamiques : sa capacité de prévoir et opérer des changements. Dans cette perspective, la vision du bien-être que l'État peut garantir a changé. Les électeurs ne veulent pas forcément avoir un grand secteur public qui opère des transferts très importants, mais plutôt des institutions puissantes et stables qui donnent la possibilité de faire face à un environnement devenu instable, incertain, volatile.

C'est une évidence dans les pays nordiques qui sont petits et dépendent de l'économie du reste du monde. Ces dernières années nous avons montré que des institutions légitimes et efficaces, avec bien sûr un système politique participatif, sont le meilleur moyen de faire face, par exemple, aux fluctuations de la conjoncture ou aux crises financières. En Suède, cela se voit dans un cadre institutionnel fort et indépendant, avec des autorités et des agences, sous contrôle politique, mais libre dans l'exécution de leur tâche.

Je suis convaincu que des modifications à plus long terme, les réformes structurelles comme on les appelle, nécessitent des institutions fortes et durables pour être mises en œuvre. Et je dois mentionner ici le rôle clé des partenaires sociaux et de la société civile pour nourrir une interaction fructueuse avec l'État et ses institutions ; c'est le cas dans notre modèle.

Le rôle de l'État est aussi de plus en plus important sur le plan psychologique, comme porteur d'identité et de valeurs nationales. On parle de la marque ou de l'image des nations, ce que nous sommes, les valeurs auxquelles nous voulons être associés, l'État a un rôle pour aller de l'avant dans la promotion des droits humains, l'égalité et la responsabilité sociale.

L'identité créée par l'État est à mon avis de plus en plus importante pour le bien-être des citoyens, mais aussi dans une perspective économique bien sûr pour attirer des investisseurs, pour attirer des chercheurs et des entrepreneurs. C'est peut-être l'État promoteur dont il a été question.

Dans ce temps très marqué par la crise de la dette, je suis convaincu qu'il ne faut pas seulement penser à un redressement des finances et de l'État, – bien sûr il faut y penser... et le faire, – mais il faut en même temps repenser le rôle de l'État.

Disaster Risk-Management in Colombia

Jorge Londoño-Saldarriaga

Colombia Humanitaria

Colombia is a good example of how it could be that “The sun also rises in the West”. The country’s GDP has grown by 4.3% on average during this century, and has an income per capita of US\$ 7,131. FDI has been growing very dynamically, and during last year reached US\$ 13.2 billions, after growing 92% during the year in which the FDI in the world only increased by 16%. Total investment is 24.7% of GDP.

Nevertheless, it is relevant to look at the main characteristics of the macroeconomy of the country. The fiscal policy is oriented to maintain a structural primary deficit to keep the ratio of public debt to GDP below 20%; currently it is at 24.6%. There is a truly independent Central Bank, which manages a successful system of inflation targeting, which has allowed the economy to maintain an average inflation for this century below 6%. There is also a flexible market-based rate of exchange, in fairly open capital account and open international trade. Colombia will have 14 free-trade agreements operating in 2014, with 50 countries with a total population of 1.5 billion people, the main one recently established with USA, and with the EU, already signed and expected to be operative next year.

Other aspects, which are worth highlighting, are its democratic system, which stands out as the most stable in the region, the diversification of the economy (industry represents 12.6% of GDP, agriculture 6.3%, mining 7.7% and exports 14.3%) and the great population dispersion, with 26 cities with more than 200,000 inhabitants.

► **The disaster**

Let me go now to what is the main purpose of this intervention. Colombia had a very strong rainy period, as a consequence of La Niña Event, from May 2010 to June 2011. This caused an unprecedented disaster. Landslides and floods spread simultaneously all over the country. Four million people were affected, damages to public and private infrastructure were valued by BID-CEPAL at almost seven billion dollars; there were enormous losses of productivity because of the flooding of agricultural land and destruction of transport infrastructure.

It is important to mention that Colombia has one of the most developed Disaster Risk Management Policies and institutions in the region, but the impact of the disaster overwhelmed the local capacities to respond. The Government reacted promptly in December 2010, in order to reinforce those capacities by creating a couple of temporary institutions that I was designated to preside. One responsible for the immediate reaction on humanitarian assistance to the affected population and the short-term repairs of the damages, and the other in charge of the recovery process with strong emphasis in disaster risk reduction.

Thanks to the short-term reaction, we can say that basic needs were fulfilled swiftly preventing famine to happen and the extension of effects. We managed to distribute 38,000 tons of food, to near to two and a half million people across the country, in flooded areas and under very challenging logistics. The repairs were performed satisfactorily: the children went to school and had their calendar complete in spite of the destruction of 1,900 classrooms, communications were maintained fairly operative, 100,000 houses of the poorest families are in the process of repair and more than 7,000 small and medium civil works were initiated, from which right now, more than half are finished and the average advance is over 70%.

Significant improvements are taking place regarding institutional capacities. A law that actualizes the national disaster risk management policies was recently enacted and a very robust department of disaster risk management, with strong budget and directly depending from the Presidency has been created.

► **The recovery process**

On the other hand, we believe that the recovery process is what could give us the most important contribution. The magnitude of the disaster revealed the great vulnerability of the country to meteorology related hazards:

growing population living in flood prone areas or on unstable hillsides, rapid deforestation, lack of land planning leading to inadequate use of land. More importantly, it revealed the poor knowledge of risk and the low culture of risk assessment in decision-making and public investment. Therefore, the recovery process gives us the opportunity to better understand risk and to make progress in its identification, managing and reduction by tackling vulnerability issues.

The main commitment in the recovery process is to reduce the underlying factors of risk that have been identified by the events derived from La Niña phenomenon. Many interventions of different scopes must be undertaken. The way they are managed and the involvement of the community are equally important in the process. We must confront the most serious risks with the construction of huge pieces of infrastructure in which the developments of “Smart Infrastructure” are important tools.

The extraordinary advances in IT, particularly in fields related to disaster risk management such as geographic information systems that today are part of our daily lives, support a more efficient and financeable development for economies such as ours, which face rapid growth and rapid urbanization.

There are a number of water control projects that must be improved as part of the recovery process that should be performed in Colombia. One of the most relevant is the Dique Canal, a waterway that connects the Magdalena River to the port of Cartagena and gives fresh water to a large and rich area. This canal was first started during the 16th century, and has undergone a series of changes during the years. During La Niña 2010-2011 a failure of the canal caused the flooding of a large area, affecting more than 400,000 people and an important number of small villages. France has an important leadership in these topics, and distinguished French companies are participating in the bid to structure and design the works of this canal. Smart Infrastructure provides us with a significant number of tools to be used in order to design a more efficient and less costly canal that will ensure safety to the communities settled around it and a recovery of the ecosystem of this beautiful area.

To keep the dynamic development of the Colombian economy, the modernization represented in the development of elements of Smart Infrastructure is one of the most important duties of the country.

Recalibrating the Role of the State

FU Jun

University of Beijing

My comments on the role of the state will be composed of three parts. Firstly and briefly I will state a few theoretical principles on the role of the state. I will do this because I think that we will then be in a better position to understand China's story. The second part will be my observation of what has transpired in China, to explain the dramatic growth in China. I will then conclude.

In terms of the theoretical exposition of the necessity of the role of the state, I think that the best place to start is for us to look at *The Nature of the Firm*, by the Nobel Prize winner, Ronald Coase. He starts with his observation that if there is no state the market cannot operate smoothly, although he was talking about the firm, which is by nature not a hierarchy. His question is therefore where to draw the line between the hierarchy and the hierarchical institution, and the same logic applies to the state. There is also the marketplace, which is a horizontal institutional arrangement. His question is actually very simple. Without a hierarchy, the market will incur transaction costs. If it is not free –there will be enormous transaction costs. Theoretically, we therefore need to have a hierarchy to reduce transaction costs and the firm will be there to internalize some of the horizontal institutional arrangements.

Ronald Coase won the Nobel Prize without providing answers to that question. The theoretical answer was provided equally brilliantly by another Noble Prize winner, Douglass North. North's answer was that to build a hierarchy that will incur management costs without a hierarchy of costs that will incur transaction costs. However, where do we find a good fit between

the two parts? North's answer –which I emphasize is theoretical– is that you will have a good fit when management costs equal transactions costs.

Rather than speaking in terms of “Restoring” the Role of the State, I would prefer to use the word “recalibrating”. In times of economic slowdown, it would probably be easy for us to assume that we need to bring the state back in, but theoretically that is not necessarily the case and it depends on whether we have that good fit.

► **Chinese growth rate and the role of the state**

With that very brief theoretical exposition, let me now offer my observation of the China story. I have repeatedly heard it said that China has state capitalism but if you argued that in China's case it is led by the state, I would counter argue by saying that 30 years ago China was more of a case of a state-led example than it is today. In other words, we have been moving dynamically from a very hierarchical state-centric system to a less state-centric system and that, in a very deep way, explains the dramatic growth rates that have been observed in China. With that observation, it would be very misleading for us to believe that because of a very powerful state we have accomplished what we have accomplished. The truth is the opposite.

When you look at the aggregate size of Chinese GDP, China is now number two in the World. However, when you look at GDP per capita, China's case continues to be below the world average. Nevertheless, when I look at the history of economic reforms in China, what we have been doing is being successful in marketing commodities but without a corresponding marketing the factors of production. In other words, we are halfway between a central-planning system and a market-oriented system. In a way, that explains why we continue to be below the world average in terms of efficiency. When you market commodities without marketing the factors of production and someone then has access to markets of goods and markets of production factors that continue to be controlled by the state, it is extremely easy for them to get rich. However, the implication here is that this will hugely widen the gap between the rich and poor. There are then two implications for that process. Firstly, it will give rise to inefficiency and, secondly, it will give rise to corruption.

For the Chinese to continue to move towards a model of efficiency it is easy from that theoretical framework to understand that now that we have achieved the marketization of goods we need to work hard to marketize factors of production. In other words, we need to recalibrate the role of the state vis-à-vis that of the market.

Let me conclude by saying that the state is the solution but it is also the problem, depending on where you are in the pendulum between the state and the market. Even though theoretically in the very long term we may have one model, in practice one model does not fit all.

► **A model of growth vs a model of efficiency**

I tend to be a bit concerned about our so-called model. I would not argue that we have a model. While moving from a central-planning system to a market liberal democracy system, we have had a unique strategy, and a strategy is different from a model. I would therefore make a distinction between a model of growth and a model of efficiency. Starting from a very low base, we may have had the right strategy for moving from point A to point B so that we have experienced very dramatic growth. However, measured by efficiency, that model, if we call it a model, has continued to perform at a very low level. Theoretically, therefore, in my mind, there is no question about this and we should be determined to continue to move towards a model of a market based on liberal democracy. In other words, you have two sides to the same coin –the market and the rule of law. If we are not successful in achieving that, we will continue to face the prospect of the middle-income trap.

6.

Redéfinir le rôle des entreprises

L'entreprise, moteur de l'activité réelle et créatrice d'emplois, cristallise tous les enjeux de société. En période de crise, elle est au centre des conflits opposant actionnaires et salariés sur le partage des profits. On lui demande en outre d'être éthique par les valeurs qu'elle véhicule.

L'entreprise doit donc à la fois créer des emplois sur le territoire national, participer à la capacité d'innovation du pays et contribuer à l'effort de « reconstruction » à travers l'impôt.

Doit-elle assurer tous ces rôles économiques, sociaux, éthiques, environnementaux, en un mot « citoyen » ? Faut-il privilégier l'entreprise manufacturière, industrielle à l'entreprise des services ? Quelles sont les relations à privilégier entre État et entreprises ?

Contribution du Cercle des économistes

Laurence Boone

Témoignages

Jean-Paul Bailly • Patricia Barbizet • Vikram Kaushik • Bruno Lafont
Mauricio Larraín • LIEW Mun Leong • Jean-Pierre Martel • Laura Tyson
Serge Villepelet

Modérateur

Philippe Mabilie

Les entreprises jouent aussi un rôle macroéconomique

Laurence Boone

L'entreprise est une des principales structures économiques et sociales constitutive de l'économie de marché. Elle agrège des ressources, humaines, naturelles, financières, pour fournir des biens ou des services, pour des clients nationaux ou pour l'exportation ; elle crée une richesse partagée entre actionnaires, États, salariés.

Dès lors, il n'est pas étonnant que les entreprises cristallisent beaucoup des enjeux de société. On demande beaucoup aux entreprises : créer de la richesse et la distribuer équitablement entre actionnaires et salariés, créer des emplois sur le sol national, exporter, financer les déficits publics, préserver l'environnement et les ressources naturelles. Ces objectifs ne sont pas contradictoires, loin s'en faut.

Mais à donner beaucoup d'objectifs différents, on ne donne pas de direction. Et se pose naturellement la question de savoir quelle est la façon la plus efficace, pour la société et pour les différents acteurs, d'organiser ces différents objectifs entre eux et de s'assurer qu'ils sont bien remplis.

■ **L'entreprise a-t-elle comme objectif exclusif la maximisation des profits à court terme ?**

La réponse de la théorie économique classique, c'est que l'objectif unique de l'entreprise, et son rôle dans l'économie, est de maximiser son profit au bénéfice de ses actionnaires. Si cette entreprise est cotée, cela se mesure par l'évolution du cours de bourse qui fluctue en fonction de la capacité de l'entreprise à créer, dans le futur, de la valeur pour ses actionnaires. Ce postulat, cet objectif donné à l'entreprise, est sans conteste simple à comprendre et pratique à implémenter.

Les dirigeants sont responsables de la mise en œuvre à travers la définition de la stratégie et la gestion au quotidien. Les organes de gouvernance ont vocation à s'assurer que cette mise en œuvre est la plus efficace possible et que les intérêts des dirigeants et autres organes de gestion sont bien alignés avec l'intérêt des actionnaires.

La simplicité de ce postulat pose cependant trois problèmes principaux :

– Elle justifie a priori toutes les actions possibles pour atteindre l'objectif de maximisation du profit, au détriment des salariés, des crédettes, des fournisseurs, des concurrents, des clients dans la limite des conditions fixées par la loi et la réglementation.

– L'horizon temporel de l'objectif n'étant pas fixé, cette théorie peut favoriser des comportements bénéficiaires dans le court terme au profit d'une partie des actionnaires qui vont permettre de maximiser le cours de l'action à court terme, mais qui seront nuisibles à la valeur de l'entreprise à plus long terme au détriment d'autres actionnaires ou partenaires.

– Enfin, elle ne tient pas compte de l'impact des activités de l'entreprise sur son environnement au sens large : ressources naturelles mais aussi communautés ou populations. Ne pas prendre ces coûts en compte peut conduire les pouvoirs publics à mettre en place des réglementations, des taxes qui se révéleront *in fine* plus coûteuses que leur prise en compte *ex ante* par l'entreprise. Plus simplement, cela peut aussi entraîner une détérioration de l'image de l'entreprise nuisible à sa valeur de long terme.

■ La très grande majorité des entreprises n'ont pas des comportements aussi caricaturaux

En réalité la très grande majorité des entreprises n'ont pas des comportements aussi caricaturaux : elles ne sacrifient pas tout ce qui est légalement possible pour maximiser à très court terme leurs profits. Elles développent des stratégies de long terme en partenariat avec leurs clients, fournisseurs, salariés, etc. Certes, elles sont soumises à la nécessité de prendre en compte l'opinion publique et leurs partenaires. Mais les entreprises se dotent également de contraintes propres, en général résumées dans des chartes sur leurs valeurs.

Les entreprises sont aussi soumises à des contraintes réglementaires et fiscales qui sont intégrées comme contraintes de coûts dans la maximisation du profit. Ces contraintes incluent des réglementations et taxations des externalités, notamment environnementales (comme le rejet de CO₂, de déchets ou produits dangereux), les relations contractuelles avec des tiers (clients, fournisseurs, salariés, etc.) dont les caractéristiques – y compris les coûts – varient d'un

pays à l'autre. On peut penser ici aux délais de paiement, aux différences de réglementation du marché du travail (des différences de protection sociale aux droits de l'enfant), et des normes de qualités produits et services après-ventes.

Au delà de la contrainte réglementaire et fiscale, les entreprises sont attachées à leur image aux yeux de l'opinion publique. Les bonnes relations avec les clients créent de la fidélité dans la relation commerciale. La qualité globale des filières d'approvisionnement, de la sous-traitance permettent d'assurer un processus de production optimal. La création d'un climat de confiance propice au développement des salariés, une bonne gestion de la transmission de l'expérience, suscite les demandes d'emplois des meilleurs salariés – en témoigne par exemple le sondage du *Financial Times* sur les «entreprises les plus prisées des salariés». Les investissements dans l'innovation et la formation, parfois en partenariat avec les acteurs locaux contribuent au dynamisme de l'entreprise. Enfin, de bonnes relations avec les communautés dans lesquelles s'installent les entreprises créent un climat propice aux affaires. On peut retrouver ici les actions écologiques mais aussi des initiatives à l'égard des communautés dans lesquels sont implantées les entreprises. Plus largement comptent la soutenabilité des modèles de production ou comportements de consommation.

■ Comment les entreprises peuvent-elles faire s'approprier ces différents objectifs ?

La théorie des parties prenantes, développée dans les années quatre-vingt-dix s'est attachée à intégrer les différentes caractéristiques de la valeur de l'entreprise¹. Dans cette théorie, l'objectif de l'entreprise est d'assurer l'équilibre des intérêts entre tous les ayants droit pour prendre en compte les impacts (positifs ou négatifs) sur les ayants droit des actions prises par l'entreprise tout en maximisant son profit. La théorie des ayants droit ne vise pas à redistribuer une partie des profits vers d'autres parties prenantes que les actionnaires. Au contraire, elle défend l'idée que si l'on intéresse tous les ayants droit à la maximisation de la valeur de l'entreprise alors sur le long terme, le rendement d'une telle entreprise devrait être supérieur.² On pourrait arguer que la réglementation et la fiscalité suffisent à prendre en compte les intérêts de toutes les parties prenantes. Mais réglementation et fiscalité sont par nature générales : elles ne peuvent couvrir qu'imparfaitement tous les intérêts des parties prenantes de l'entreprise, surtout lorsque celle-ci est globale.

1. Milgrom and Roberts, 1988, Jensen 2001, par exemple.

2. Les employés travaillent mieux, les créiteurs peuvent devenir actionnaires si ceux-ci ont pris trop de risque pour maximiser la valeur de court terme, les fournisseurs s'attachent à fournir un meilleur service, etc.

■ **Quelle gouvernance des entreprises peut le mieux assurer que l'ensemble de ces objectifs seront remplis ?**

En simplifiant, dans un système de gouvernance classique, le dirigeant a pour fonction de maximiser les profits, ce qui est mesuré par le rendement des actions. Le conseil d'administration ou de surveillance a vocation à contrôler le dirigeant et rendre des comptes aux actionnaires. La rémunération du dirigeant est liée à la performance de la valeur de l'action sur le « long terme » au moyen de stock options ou d'actions, qui sont « vestées » sur plusieurs années. La performance de l'action par rapport à la performance d'un panier d'actions du même secteur est l'outil d'évaluation de la performance du dirigeant.

La question de la gouvernance est plus complexe dans un système de parties prenantes puisque la mesure de la performance ne peut plus se résumer à la seule évolution de l'action par rapport à un panier de référence. Il faut au minimum inclure des mesures de bonne gestion des ressources humaines, de la prise en compte des externalités, des bonnes relations avec les fournisseurs. Dans la pratique, certains points – tels la relation avec les fournisseurs – sont difficiles à intégrer dans les objectifs des dirigeants, car difficilement quantifiables.

Le développement de codes de bonne conduite, de chartes des valeurs, des rapports de développement durable peut être vu comme un mode de mise en œuvre de la théorie des parties prenantes. Ainsi les entreprises élaborent des codes ou chartes pour gérer les relations avec les partenaires ou parties prenantes, qui sont généralement regroupées dans le code de Responsabilité Sociale et Environnementale. Ces codes détaillent les valeurs de l'entreprise, la façon dont elles gèrent les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités pour intégrer les responsabilités sociales et environnementales dans la stratégie commerciale de l'entreprise.

Ces actions des entreprises, le cadre dans lequel elles agissent, font ainsi l'objet de rapports, qui peuvent être audités, notés le cas échéant. Ces rapports prévoient la mise en place de programmes de gestion du risque et de la sécurité, une veille environnementale, sociale, sociétale et juridique, des programmes d'assurance qualité, une communication interne et externe des bilans sociaux et environnementaux (au minimum). Les diverses parties prenantes peuvent alors s'y référer librement, et choisir en conséquence, qui de devenir actionnaire, qui de postuler pour être salarié, etc. De plus en plus ces règles prévoient aussi des audits des fournisseurs pour vérifier que les règles sont aussi appliquées par ceux-ci et que l'externalisation de services n'est pas un moyen de contourner ces règles.

Lorsque les codes de gouvernance ne peuvent suffire à prendre en compte les intérêts des parties prenantes, la politique économique peut favoriser

les « bons » comportements. Ainsi, aux États-Unis on trouve un régime de cotisations plus favorables aux entreprises qui licencient moins fréquemment et continuent de former les employés (Blanchard a théorisé un tel système pour les licenciements). De même, la réglementation ou la fiscalité peut inciter les entreprises à améliorer leurs relations avec les fournisseurs (délais de paiement légaux, mise en concurrence des entreprises de petite taille, parrainage des fournisseurs pour développer les contrats à l'exportation), mais comme on l'a mentionné, seule la gouvernance assure une égalité des valeurs à travers les différentes entités de l'entreprise.

■ Quel est le rôle de la politique industrielle ?

Les récents développements de la théorie de l'entreprise permettent d'expliquer en quoi celles-ci ont un rôle plus large que celui de maximiser le profit au seul bénéfice des actionnaires ; mais les entreprises ont aussi un rôle macro-économique. La sortie de crise de 2009 a montré que les pays dont le secteur industriel (producteur de biens et services) est compétitif ont pu plus facilement rebondir, réveillant le débat sur le rôle de la politique industrielle. Les principaux débats portent sur le rôle de l'État dans le développement des entreprises à long terme comme acteur de la croissance nationale.

Les travaux récents d'économie industrielle³ redonnent un rôle moteur à la politique économique comme soutien du développement des entreprises, au delà des mesures de réglementation visant à assurer un climat bénéfique aux affaires. Aghion *et al.* montrent que concurrence et soutien au développement des entreprises ne sont pas opposés.

Deux observations macro-économiques (au moins) justifient de réétudier la politique industrielle. Tout d'abord, la Chine comme les pays émergents ont des politiques de soutien au développement de leurs entreprises qui ont démontré leur efficacité. Ensuite, les déséquilibres qui ont mené les pays européens à la crise des années 2000 résultent en partie d'une interprétation trop stricte des règles de concurrence. La politique industrielle était tombée en déshérence avec le développement des théories de captures du régulateur : elle est apparue dans les années 90 comme le symbole des distorsions de concurrence, les aides de l'État pouvant être « capturées » par les entreprises ou secteurs les mieux armés pour défendre leurs propres intérêts. S'en est suivie la mise en place de règles de concurrence visant, entre autres, à réduire les soutiens des aides d'État aux entreprises. Dès lors, toute politique industrielle étant devenue impossible, le laissez faire a conduit à une spécialisation des économies européennes : les

3. Aghion, Boulanger et Cohen 2011, *Rethinking Industrial Policy*, Bruegel Policybrief.

entreprises exportatrices se sont concentrées autour des pôles de compétitivité ou les industries étaient déjà fortes et les clients nombreux, c'est-à-dire en Europe du nord ; l'Europe du sud a pu alors concentrer les activités et les services non exposés à la concurrence internationale, et notamment à l'immobilier, facilité en cela par ailleurs par des taux d'intérêt faibles. Le résultat a été une dégradation de la productivité, des couts salariaux et finalement de la compétitivité de certaines économies.

La politique industrielle peut alors retrouver une justification pour corriger ces déséquilibres. Cela se justifie d'autant plus que l'État est un des rares acteurs à pouvoir maximiser les effets d'entraînement d'une entreprise ou d'un secteur sur les autres. Les États sont également seuls capables de corriger ou favoriser si nécessaire les effets d'agglomération qui déséquilibrent les capacités productives des régions⁴. Cela a deux implications :

– Politique industrielle et de concurrence sont complémentaires. La politique industrielle qui vise à développer l'innovation au sein des secteurs de pointe est d'autant plus efficace que la concurrence entre les entreprises d'un même secteur est forte. Et cela parce que ces entreprises vont utiliser les aides de l'État pour accroître leurs innovations et tenter de prendre le leadership dans leur domaine.

– La politique industrielle doit privilégier les secteurs exposés aux échanges et dans lesquels chaque économie a un avantage comparatif car ce sont ceux qui sont plus à même de contribuer aux exportations d'un pays. Ce sont les secteurs à fort contenu innovant pour les pays qui sont au plus près de la frontière technologique. Mais ce peut être les secteurs de services comme les services touristiques ou dédiés au commerce pour d'autres.

La politique industrielle doit donc cibler les secteurs concurrentiels et exposés aux échanges.

■ Conclusion

L'entreprise est une organisation complexe dont le rôle ne peut être réduit à celui d'une entité maximisant du profit sous contraintes de coûts au bénéfice exclusif des actionnaires. En pratique on l'a vu, l'entreprise interagit et réagit avec son environnement interne et externe. Il est difficile de simplifier ces interactions dans une fonction objectif simple. C'est le rôle de la gouvernance de garantir la prise en compte d'objectifs propres et multiples de façon à maximiser la valeur de long terme de l'entreprise. Ces objectifs doivent être explicites au travers de documents de référence et de normes d'environnement

4. Aglietta, 2012, *Zone euro : éclatement ou fédération ?*

et de responsabilité sociale. C'est le rôle des dirigeants de mettre en œuvre ces objectifs et du conseil d'administration d'en assurer le contrôle.

C'est aussi le rôle de l'État de corriger les abus de marchés et de fournir les incitations supplémentaires à la bonne gouvernance, comme de favoriser la croissance des entreprises et une allocation optimale sectorielle. Politique industrielle et concurrence ne sont pas incompatibles, au contraire elles font du développement des entreprises un atout majeur de croissance durable des nations.

What Must be done Now to Save the Euro ?

Laura Tyson

Haas School of Business University of California, Berkeley

This week's economic summit among European leaders has exceeded expectations. New ground has been broken in an agreement that would allow Europe's joint rescue funds to be used to recapitalize struggling banks in European Union member states and that would establish a single bank supervisory mechanism under the European Central Bank.

Global markets have responded with initial relief to the agreement that is designed to stem a worsening banking crisis in the euro zone, a crisis that poses an immediate and existential threat to the euro.

► A step in the right direction

Although many details are still uncertain, the agreement appears to be an important step in the right direction. But much more remains to be done to put the euro on a sustainable path for the future and reverse Europe's slide into recession and stagnation.

The economic and political crises confronting Europe's leaders today are the result of more than three years of misdiagnosis and policy errors. At the beginning of the crisis, Europe as a whole was in good financial health. Its current account was balanced, its government debt-to-gross domestic product ratio was lower than those of the United States and Japan and its total leverage ratio was about the same as in the United States.

Spain and Ireland were hailed for their fiscal rectitude, with far lower debt-to-G.D.P. ratios than Germany. Private investors were not worried about default

risk on Spanish or Irish debt or about Italy's chronically sizable sovereign debt, which was largely held and serviced by Italy's high-saving citizens.

Deluded by the convergence of bond yields after the euro's introduction and overlooking the fact that Europe lacked both a lender of last resort and an integrated fiscal authority, investors fed a private-sector credit boom in Europe's less developed periphery countries, failing to recognize real estate bubbles in Spain and Ireland and the Greek government's slide into insolvency.

When global growth slowed sharply and credit flows collapsed in the wake of the Great Recession, throughout the euro zone government revenues plummeted, governments were forced to socialize private-sector liabilities and government deficits soared.

With the exception of Greece, the deterioration in public finances was a symptom of the crisis, not its cause. Moreover, the deterioration was predictable: the real stock of government debt soars in the wake of recessions caused by financial crises. (Federal government debt in the United States has also increased for the same reason.)

► **Austerity has not worked**

But European leaders, spearheaded by Germany, diagnosed the problem as one of fiscal profligacy for which fiscal austerity is the essential and painful cure. According to the austerity logic, significant rapid reductions in government deficits are a precondition to restoring government credibility and investor confidence, stemming contagion, bringing down interest rates and restarting growth.

Austerity has not worked; indeed, it has been counterproductive. In countries crushed by onerous austerity targets, growth and employment have fallen, along with government revenues. Austerity has undermined, not bolstered, market confidence.

Investors, like voters, recognize that stagnation and high unemployment enlarge government deficits and debt in the short run. Markets have lost faith in the sovereign debt of Spain and Italy, and now even France is threatened. Contagion is apparent both in high government borrowing costs, driving solvent countries into insolvency, and in capital flight, driving solvent banks into insolvency.

Both Greece and Portugal are snared in classic debt traps as the interest rates on their sovereign debt have soared beyond their growth rates by considerable margins, and Spain is on the brink. France, Italy and Spain now face considerably higher interest rates on their sovereign debt than Britain, although its fiscal position is considerably worse.

Now Europe requires several complicated and politically contentious measures to stem the crisis and foster growth.

First, Europe needs immediate measures to stabilize financial markets. This week's summit agreement appears to be an important first step. It allows resources from the 500-billion-euro rescue fund, the European Stability Fund, to be used directly to recapitalize systemically important banks.

Financially beleaguered national governments cannot do this, and lending them the funds to do so only aggravates their sovereign debt problems, as the recent bailout plan of the Spanish banks confirms. Euro-zone funds are essential to break the adverse feedback loop between sovereign debt and bank balance sheets at the national level and to stem deposit and capital flight from troubled banks. The agreement is designed to do this.

The agreement also calls for the establishment of a Europe-wide supervisory authority under the European Central Bank to approve the use of rescue funds for bank recapitalization. Longer term, Europe needs a banking union with a unified regulatory and supervisory mechanism, a unified deposit insurance plan paid for by bank fees and resolution authority under the central bank's control.

The agreement also allows for the possibility that euro rescue funds can be used to purchase the sovereign debt and lower the borrowing costs of Italy and Spain – “virtuous” countries that are under speculative market attack as they struggle to adhere to the harsh deficit targets of Europe's fiscal compact.

If the euro zone rescue fund proves insufficient for these purposes –as seems likely– new euro bonds jointly backed by all members of the European Union, including Germany, should be introduced to raise additional funds. Moral hazard is the major argument against such bonds, but moral hazard can be contained both by limiting the amount and duration of such bonds and by restricting their use to nations adhering to the fiscal compact and to banks subject to supervision by the European Central Bank.

► **What should the European Central Bank do?**

In the meantime, the European Central Bank can and should provide additional funding to ease the banking crisis through expansion of its existing long-term lending facility for banks and through possible “quantitative easing,” or the expansion of the central bank's balance sheet to purchase bank and other private sector debt.

According to the European Union treaty, the European Central Bank is precluded from purchasing the sovereign debt of member states, so it cannot

serve as a lender of last resort for them, as the Federal Reserve can and does for the United States government. An optimal single-currency area requires a lender of last resort for its member states, and Europe does not have one. This is a major institutional void that undermines the euro's stability.

But the European Central Bank does have authority to set its interest rate, and it should cut the rate to near zero to stimulate growth in the absence of inflationary pressure.

Germany, with a modest fiscal deficit, record low interest rates on its government bonds and a huge current account surplus, primarily with its European partners, should also foster European growth through fiscal stimulus measures, including providing funds to increase euro-zone-wide infrastructure spending through the European Investment Bank and dedicated special project bonds.

Germany emphasizes the importance of structural reforms for growth — but such reforms are supply-side measures that take time. Chancellor Angela Merkel appears to have forgotten that it took more than a decade and about two trillion euros of subsidies for structural reforms to make the former East Germany competitive with the rest of Germany.

Right now, demand and access to credit are the main impediments to euro-zone growth. Moreover, structural reforms are harder to achieve in a contracting economy; they result in more transitional unemployment and wasted resources and they undermine political support.

The liberalization of national restrictions on the service sector is probably the most powerful structural reform Europe could undertake, but even Germany is doing little in this politically sensitive area.

► Immediate actions are required

At this week's summit meeting, Europe's leaders debated ambitious long-term plans for both a banking union and a fiscal union with central budgetary authority. Both kinds of unions are essential pillars for a sustainable euro in the future.

Perhaps agreement on this long-term plan will provide political cover for Germany to support the short-term measures required now: broader uses for Europe's rescue funds, the issuing of euro bonds, more aggressive measures by the European Central Bank and a significant growth pact.

Time is running out, and immediate actions are required. The fate of the euro, the stability of global capital markets and the strength of the United States and global recoveries depend on what Europe's leaders decide.

Redefining our World

Vikram Kaushik

Former CEO of TATA SKY

We are living in times of transition and beyond transition I think that we are living in times of redefinition. Socialism is no longer what it used to be and capitalism is certainly not what it started out to be! I think that we are, therefore, looking at times across countries and continents where a review is being undertaken of some of the concepts and basic philosophies that we have worked with in business over the last thirty years or so.

► **The Three phases of management**

I believe that there have been three phases that we have addressed over the previous three decades in business. In the first phase, there was a consciousness that we had to reduce the environmental footprint that businesses leave behind and to cut waste. Many of us who were working in businesses at that time used to focus on these aspects as important things to do while running companies.

Very quickly, with growing competition and growing economies, there was a desperate need to reduce costs in order to survive. The next focus, or phase two, therefore, started emphasizing cost reduction above most other things. Along with that came the imperative of innovation, because simple cost reduction could have resulted in a lack of competitiveness. At that point, the entire value chain right across the process from manufacturing to the consumer facing front-end had to be reviewed critically.

I think that phase started fading when it became evident, because of social pressures, that sustainability would be at the heart of the long-term success of any business. In our current environment, sustainability is simply the way that business must be done.

► **What are the new questions?**

New questions are, therefore, being raised and they emanate from fundamental issues. For example, what would it cost to achieve the same results that natural environments perform? Let me give you three examples here from a recent study published in the *Harvard Business Review*. Firstly, in waterfronts, mangroves help prevent or control erosion. Can man do anything that could ever compete with that or should man try to change that? For that matter, the pollination that insects provide cannot be replaced very easily by anything that industry would wish to do. There is also the matter of plant diversity supporting drug discovery, as opposed to molecules being generated in laboratories. There are therefore some compelling reasons why, as Laura Tyson has just said, business needs to redefine value, and this redefinition of value needs to be quantified and then factored into the economic equations that we work with on a day-to-day basis in our businesses.

The other observation is that across the world when you speak with business leaders of large corporations you will hear that 'socially responsible investing' is now becoming not merely the right thing to do but a value-seeking proposition. You need to build value from being socially responsible. You get greater credibility, and your brands are accepted better if you are seen as being a socially responsible corporation.

There is also the point that across continents we are seeing a growing convergence of views on the standard measures or indices that rate the sustainability of products. It is no longer the Russian definition versus the Chinese definition versus the Indian definition versus the American definition. This is now reaching a point where there has to be, and there is, a greater convergence on the perception of what sustainability is going to achieve.

In short, aligning the prosperity of a business with the best interests of people and the planet is becoming, and must become, a social responsibility.

► **The Indian approach**

Let me tell you about my reading of the approach that the Indian Government is taking to some of these issues relating to sustainability. The first thing that is being enunciated more emphatically is that society's present needs cannot compromise the ability of future generations to meet their needs. You cannot consume your current environment to death, so to speak.

Secondly, the alleviation of poverty and the promotion of equitability is extremely important, and not merely by measuring GDP growth. There is a huge debate on this in India today and every time there is a shift of

one percentage point in GDP growth there is an outcry from the right and celebration from the left. The fundamental question is that the Government—at least the Government that we have today—is very serious about the alleviation of poverty and very large chunks of the Government's annual budget go into subsidies on food, fuel and healthcare.

Thirdly, the Indian Government's view is that sustainability must be a global goal. It cannot be limited to developing countries and must transcend national boundaries. This has international implications and all kinds of diplomatic negotiations are involved in it, of course, but that is so.

Let me now give you a second insight from a large industrial group in India called the Tata Group, where I have worked, which is now, incidentally, the biggest employer in the United Kingdom because of the businesses that they own there. The Tata Group has always been known for its philanthropy and the Group is over 100 years old. However, from philanthropy it moved to corporate social responsibility (CSR) or socially responsible corporate spending. They have now made the next move, which is from philanthropy to CSR and then to sustainability.

The way that they are breaking down their current philosophy is that a business, whether it is in manufacturing or the service sector, must have durability without any negative impact on the community it works in. It should have the ability to last for a long time. Secondly, you cannot exploit a localized environment without undertaking regeneration in the same location. For example, you cannot build a factory, mine the area and then run away and set up a factory somewhere else. Those days are gone. Thirdly, you must be able to pay attention to communities who work with you, so you must become community-oriented rather than just business-oriented. Fourthly, you must create economic, social and environmental capital as an investment.

Let me give you an idea of the way that people in India are thinking today. I agree completely with the idea that business has been seen to be prospering at the expense of the community for all these years. Many companies are trapped in an outdated approach to value creation, where they optimize short term financial performance and ignore long-term success. Companies and businesses have to come together around the principle of shared value.

We are therefore basically talking about businesses having to reconnect company success with social progress and Governments must learn to regulate in ways that enable shared value rather than constrict businesses and destroy their attempts to create value. For example, energy and the

consumption of energy is one area where re-examination is required so that the value chain can be protected and can grow. Lastly, natural resources, such as water, raw materials, and packaging are areas, which require complete and a totally new focus in a business to ensure that one thing is not being done at the cost of another.

► **It is our problem**

The important thing is that, as business communities, we cannot leave these social problems as things that have to be managed by NGOs and the Government. It has been fashionable for some to say “This is not my problem; my problem is to manufacture and make a profit for my shareholders and the rest must be managed by the Government.” This will no longer do. Conventional and societal needs must be met by a redefinition of the way that we look at markets, and waste and social harm are things that need to be built into the mission statements of companies when they have developed their business plans.

► **Conclusion**

Let me conclude very simply by putting this to you. When I joined Unilever as a management trainee 40 years ago the view was that business contributes to society by making a profit, supporting employment and paying taxes, and that was good enough.

I believe that view is now an old view and the new approach has to be that you have to re-conceive products and markets; redefine productivity in the value chain and build supportive industry clusters. That is what younger people coming into business will be more and more conscious of, and what they need to be more conscious of, rather than the way that we looked at things when we entered business 30 to 40 years ago.

Période de crise, entreprise et intérêt général

Serge Villepelet

PwC

Diriger une entreprise c'est participer pleinement à l'intérêt général. Cette contribution à l'intérêt général est d'autant plus nécessaire et évidente que l'environnement est secoué, car l'entreprise n'est pas un univers clos.

L'entreprise contribue d'abord à l'intérêt général dans son activité même de production de biens et de services. En période de crise, les responsables des entreprises se doivent de maintenir coûte que coûte, le mieux possible, le niveau de leur production. Ils servent ainsi l'intérêt général – ne serait-ce également que par leur contribution à l'impôt, ne l'oublions pas –, mais aussi l'intérêt de leurs salariés. Il est clair qu'en période de crise l'attention que doit porter le chef d'entreprise à l'ensemble des «parties prenantes» (clients, salariés, actionnaires) est renforcée.

Je pense sincèrement que la crise a la vertu de renforcer l'attention à l'essentiel, d'amener à approfondir les questionnements.

En terme d'éducation, par exemple, à partir du moment où une entreprise recrute des collaborateurs et forme des équipes, elle exerce, de fait, une mission d'intérêt général. Chaque année, en France, un cabinet comme PwC, dans lequel la moyenne d'âge est de 29 ans, recrute environ 500 jeunes. Ils viennent chez nous, entre autres, pour se former. Nous avons toujours été une sorte de troisième cycle, et malgré la crise nous gardons le cap. Au-delà de PwC, toute entreprise a ce rôle, qui est de recruter, de faire évoluer, s'épanouir et progresser les salariés, notamment en augmentant leurs compétences et leurs qualifications.

Dans le contexte difficile dans lequel nous évoluons depuis quelques années, il faut observer aussi combien aujourd'hui plus qu'hier les jeunes attendent que leur entreprise participe ouvertement à des actions d'intérêt général. Une récente étude menée conjointement par PwC et l'ORSE montre qu'un des critères importants de la qualité d'appréciation des dirigeants réside précisément dans ce point.

Dimension citoyenne, dimension sociale, dimension sociétale : il est clair que tout ce qui a été fait en termes de RSE va dans le bon sens, même s'il ne faut pas oublier les objectifs principaux en les noyant dans d'excessives obligations de rapports ! Mais je ne partage évidemment pas la formule de Milton Friedman qui estimait que les entreprises ne sont faites que pour accroître les revenus des actionnaires. On trouve une grande générosité «sociétale» chez beaucoup de chefs d'entreprise outre-Atlantique. Là-bas, quand on a beaucoup reçu de la société, la moindre des choses est d'en rendre une partie dès qu'on est en situation de le faire. C'est quelque chose qui n'existe pas assez en France. Chez nous, à part en matière fiscale, les sphères politiques et économiques se veulent étanches. Est-ce vraiment légitime ? N'a-t-on pas intérêt au contraire à rapprocher ces deux mondes surtout en période de crise?

De mon point de vue, la crise ne fait que renforcer l'entreprise dans son implication dans l'intérêt général, et même d'une façon plus large dans l'intérêt humain.

« Changer », au cœur du métier de chacun

Patricia Barbizet

Artémis

C'est un peu une évidence de dire que depuis quelques années tout a changé dans les entreprises : on l'a vu à travers les exemples un peu théoriques, on le vit effectivement au quotidien. Et quand on dit changer, c'est profondément, au cœur même du métier de chacun.

Le numérique a tout changé, la mondialisation a tout changé, la crise a tout changé, l'évolution des générations a tout changé aussi, et on voit arriver la fameuse génération Y, la génération *why*, qui en effet pose les questions de façon complètement différente. Nous sommes, c'est vrai, dans un environnement complètement remis en cause par le regard public, mais aussi par l'intérieur et le management, quant à l'appréciation des entreprises. Il est évidemment très important que les entreprises comprennent cette mutation et anticipent les changements. Ce n'est qu'à cette seule condition que l'on pourra construire une vision de long terme plus globale et plus adaptée.

Dans ce contexte de changement, on s'aperçoit que tout a changé sur le plan du management. Là où hier nous brevetions des technologies, maintenant les Américains brevettent des *business process* et des *business methods*. Les valeurs à protéger se sont déplacées vers les managers, vers leurs compétences, vers leurs expériences, ce qui fera le renouveau de l'Ouest c'est aussi la capacité qu'on aura à faire émerger l'esprit d'initiative, les compétences, la diversité et le patrimoine humain des entreprises de façon encore plus forte et encore plus consciente. Je voudrais partager rapidement avec vous trois aspects qui me paraissent importants dans cette mutation très profonde.

► «Halte aux chiffres, place aux mots»

Le premier aspect pourrait se résumer par «Halte aux chiffres et place aux mots». En tout cas, un peu moins de chiffres et un peu plus de mots. Dans ces dernières années, on a beaucoup quantifié, on a beaucoup mesuré, on a beaucoup chiffré, et on a beaucoup lu l'ensemble des entreprises et l'ensemble du management à travers des chiffres et des réalisations. Faute de comprendre, ou d'expliquer le monde, on l'a mesuré parce que le chiffre a la vertu d'être une grandeur universelle, qu'il est devenu indispensable dans nos économies et qu'il correspond à notre ère numérique. Peut-être d'ailleurs aussi qu'avec ce chiffre on s'est donné l'illusion qu'on pouvait mesurer le monde faute de le comprendre dans sa complexité ou dans ses complications ou dans ses crises et qu'on pouvait en expliquer ses changements ou sa diversité. On a donc un peu confondu «mesure» avec «valeur» et quelque fois avec «prix» ; dans ce chemin on a été bien accompagné par la financiarisation et la marchandisation de tout. Alors encore une fois ça n'a pas que des défauts mais ça a aussi quelques profondes limites. On a fait des managers de plus en plus en plus efficaces, de plus en plus rapides mais aussi de plus en plus spécialisés. Pour ma part je trouve que c'est un manque. Il faut veiller à ne pas avoir des gens hyperspécialisés dans des domaines de compétence qui seraient de plus en plus restreints. Je crois beaucoup à l'évolution des choses par la flexibilité, par la capacité. Si l'intelligence est effectivement une capacité d'adaptation à des situations nouvelles, il vaut mieux encourager le raisonnement et l'analyse et pas seulement la méthode des cas, la réplique de ceux qu'on a vus, et la façon chiffrée de voir les choses. On doit encourager l'évolution des compétences, on doit encourager l'universalité de la pensée, c'est à cette condition qu'on arrivera à avoir des managers de plus en plus capables d'affronter des situations nouvelles pour le meilleur de leur entreprise, puis d'eux-mêmes et de leur évolution.

C'est d'autant plus important en France que l'éducation française a gardé notamment par rapport à d'autres pays cette capacité d'abstraction et ce goût de l'abstraction et du raisonnement. Donc surtout, surtout, tirons-en profit, cela me semble important.

Ne tombons pas non plus de l'autre côté du cheval, ce n'est pas non plus «fini les chiffres, uniquement des mots». Je n'aimerais pas qu'on arrive dans une situation où l'on ne prendrait plus les chiffres en compte mais où on tacherait d'écrire à l'avance toutes les situations. Une fois que tout serait décrit, on le ferait cautionner par une multitude d'avocats et là on serait dans une situation où le mot aurait remplacé, dans son excès, l'excès du chiffre.

► **La mobilité, nouveau mot clé du management**

Cette mobilité est devenue un élément absolument fondamental de l'organisation des entreprises. Et quand je dis mobilité je pense évidemment mobilité géographique, mais pas seulement. Je pense aussi à la mobilité à l'intérieur des entreprises, à la mobilité d'une entreprise à l'autre. Bien fini le temps que nous avons connu où on posait sa valise dans une entreprise quand on avait vingt-trois ans et demi et où on y finissait ses jours. C'est totalement terminé. On recherche maintenant des managers non plus pour leur expérience dans une entreprise mais pour leur capacité à avoir effectivement vu des situations nouvelles. Il n'y a pas très longtemps nous avons cherché un patron pour une de nos entreprises tout à fait mondiale. Nous nous sommes demandé dans quel genre d'entreprise analogue il aurait pu trouver des capacités ou des expériences qui lui permettraient d'affronter les nôtres. C'était pour Christie's. Nous avons cherché quelqu'un qui aurait eu une société dans l'immatériel, une société où on aurait géré des experts, et finalement on a pris quelqu'un qui arrivait de l'industrie de la musique et de l'édition. C'est ce genre de raisonnement qui permet de réussir à adapter les mobilités et à faire du sur-mesure. Je pense qu'on a tous, dans les grands groupes, le souhait d'envoyer quelque fois des managers au bout du monde. Il y a aussi à faire en sorte de pouvoir accepter et répondre aux demandes de carrière d'une population de managers, qui sera beaucoup plus hétérogène, dans son origine géographique, dans son origine de genre grammatical, dans son origine de culture. Cette réponse sur mesure me paraît très importante.

► **Au fond, à quoi sert un manager ?**

Je trouve qu'une des façons de se poser la question quand on est manager soi-même, c'est de se demander comment faire en sorte que dans un an, dans cinq ans, dans dix ans, tous les gens qui travaillent avec moi, pour moi, soient contents ou se disent «j'ai vraiment eu de la chance de l'avoir comme patron», plutôt qu'un autre.

Sous l'angle de l'utilité, la question qu'on peut se poser tous les soirs – à l'égard aussi de chacun de ses collaborateurs – c'est de se demander «comment et en quoi ai-je pu lui être utile aujourd'hui ?», et de valider comme un écran radar. Je crois que ce n'est qu'à cette condition-là qu'on trouvera les réponses à la fois dans le court terme et dans le long terme puisqu'il ne faut pas perdre des yeux, surtout quand on est manager, le fait qu'on a des objectifs immédiats, ceux du chiffre dont je parlais, mais qu'on a aussi des objectifs de développement de l'entreprise et des individualités qui la constituent. La question de l'utilité et l'importance accordée au dialogue

me paraissent être une bonne réponse. On résoudra ainsi les questions de la diversité, on résoudra aussi la question des attentes de cette fameuse génération Y. On arrivera peut-être à mieux poser toutes les questions qui concernent l'évolution de l'entreprise tout en lui attachant des compétences dans la loyauté vis-à-vis de l'entreprise, dans la durée et dans la flexibilité.

► **Et le conseil d'administration ?**

Ces questions doivent aussi être adressées au *board*. À quoi sert un Conseil aujourd'hui ? Quel genre de gens doit-on y trouver ? Quelles compétences chacun peut-il y apporter, quelle organisation et quel rôle un conseil d'administration ou un conseil de surveillance apportent à un management ? Quelle est la répartition optimum des rôles entre le « support » au sens américain du terme, le « challenge » que les Anglo-Saxons aiment affronter, comme étant une façon essentielle de poser les questions de board vis-à-vis du management en place, la juste répartition entre les exécutifs. Et toutes les contributions qui ne feront pas de la diversité un gadget mais qui constitueront un véritable apport pour un projet commun d'expériences différentes.

► **Que transmettre et comment ?**

Quelles sont les valeurs qu'une entreprise incarne ? Comment définit-on les valeurs sur l'éthique et l'intérêt général. Mais aussi, qu'est ce qui fait la spécificité d'une entreprise, de chacune des valeurs qu'une entreprise peut avoir vis-à-vis d'elle-même : est-ce que c'est l'excellence ? Est-ce que c'est la passion ? Laquelle prend le pas sur l'autre ? Comment ensuite interagit-on avec chacun pour transmettre ces valeurs ? Comment est-ce qu'on les incarne en étant un manager ? Parmi d'autres réponses, je crois à la conjugaison d'une délégation immense et d'un contact quotidien, plutôt direct par téléphone que par mail, et plutôt tous les jours, voire plusieurs fois par jour. C'est le moyen d'être au cœur des préoccupations, des idées, et même des réalisations, sans interférer dans la délégation. Le manager ou le chef d'entreprise doit devenir un support, un apport, une personne de dialogue et non un censeur ou un juge. François Pinault m'a répété deux phrases, trois fois par jour, pendant vingt ans : « Rien de neuf, je suppose ? » et « Allez-y comme ça. » Deux phrases simples qui résument assez bien la clé de voûte du management : savoir définir un objectif commun puis savoir déléguer.

Délégation et proximité, raisonnement et interaction, agilité et mobilité. Voilà les termes que je retiens et qui me semblent constituer une nouvelle valeur à l'Ouest, qui ne réside plus dans les technologies ou dans les produits, mais dans la capacité de nos managers à mener le changement.

More Ethical Leadership and Socially Responsible Corporations

Mauricio Larrain

Banco Santander Chile

► The need for change

“There is a clear need for a change in corporate leadership.” “Business leadership must view their companies’ success in terms that go beyond mere financial profits”⁵. These are the words with which the Dean of one of the most prestigious European business schools opened his annual account for 2010 and 2011. And he is absolutely right.

The view that the world needs business leaders with higher ethical standards and that corporations must assume greater responsibilities in modern society, is gathering greater and greater momentum. This is especially true after the international financial crisis.

The crisis did not originate as a result of faulty products, technology, or lack of capital. The crisis was due in large part to ethical failures, abuse of client trust, the privileging of short-term profits, selfishness, and in many cases, a total disregard of regulations. High-level executives favored their own short-term interest at the expense of their corporation’s long-term sustainability, the interests of employees, clients, and the community as a whole.

For those of us who believe in free markets and the important role of private companies in modern society, we cannot simply be bystanders and must act to correct these mistakes. If not, free market economy and private enterprise will weaken and regulations will increase. This, in turn,

5. Jordi Canals, IESE Dean, Annual Report 2010-2011.

will consolidate the erroneous view that when corporations perform well only management and shareholders benefit, and that in times of crisis, it is the government, and in the end taxpayers, who bail them out.

► **Ethical breakdowns**

Various ethical failures have surfaced in the current crisis. The lack of transparency in balance sheets and financial statements prevented stakeholders of formulating a correct opinion of the real financial situation of some companies. The real risks were in many cases not correctly explained or were simply kept off-balance sheet.

Secondly, short-term profits were stressed instead of the sustainability of corporations in the long term. Many times management's objectives were solely oriented to maximizing bonuses and short-term rises in share prices. In this process, companies avoided making necessary long-term decisions or investments that were not profitable in the short-term. This, led firms to take on unusual levels of risk.

Clients also suffered the unethical practices of some businesses offering products that clients did not need, that were too complex, or simply products a company was trying to get rid of. Finally, corporate governance and regulators failed, since governing and regulatory bodies did not assume the responsibilities assigned to them, or simply performed their functions superficially.

The consequences of these unethical practices were not only felt by shareholders but also by employees, clients and taxpayers. In other words, by society as a whole.

► **Changes in paradigms**

All of the above has produced a change in the paradigms of how corporations should behave in the future. The main changes being the need to increase transparency, produce profits that are sustainable in the long run, sell products that clients understand and really need, develop corporate governance standards that are more effective in measuring a company's risks and, finally, regulatory bodies with better supervisory and enforcement roles.

The need arises for leaders with higher ethical standards and for corporations that strive for maximizing long-term results, as well as the wellbeing of employees, clients and the community as a whole. This obviously contradicts the classical view of Milton Friedman (1970), in which the sole social responsibility of a firm is to maximize profits.

If corporations do not adapt themselves to this change in paradigms, State intervention will be greater, resulting in corporations losing flexibility, efficiency and innovative abilities. This in turn will harm economic growth, job creation, and lower tax revenues for the State.

► **Strategies for facing these changes in paradigms**

There are three possible strategies for facing these changes: do nothing and wait for the recessionary cycle to pass; leave everything in the hands of the State, which through regulations will try to implement the necessary changes; or have the private sector be the motor of change, by implementing effective self-regulation mechanisms that achieve these objectives.

The final solution will most likely be a mix of the last two strategies. In my opinion greater emphasis should be placed on the self-regulation path in order to minimize the impact on efficiency and growth.

► **Actions that could be taken by the private sector**

– **Corporations:** establishing ethics and social responsibility as permanent corporate values; internal control, social responsibility, and ethics committees in the Board; increasing the importance of Human Resources departments; bonus and variable incentives that privilege long-term results; programs to balance work and home-life; strategies that detail the relation of a company with its community; establishing the CRO (Chief Risk Officer) position for the better management of risk; etc.

– **Business associations:** guidelines or codes for better corporate governance; guidelines regarding minimum ethical standards and social responsibility by industry; training in ethics and social responsibility; guidelines on transparency on the sale of products; etc.

– **Think-tanks:** seminars of analysis and discussion on these topics; research to quantify the positive impact of ethics and social responsibility on shareholder value; etc.

– **Universities:** training in ethics and social responsibility, especially in business schools; case studies and articles of examples of good and poor ethic and social responsibility standards in MBA and Executive Development programs; etc.

► **Conclusion**

If after this crisis we are able to improve the ethical behavior of business leaders, and if corporations stop focusing solely on short-term profits, then

a more healthy corporate culture will emerge. This in turn will increase shareholder value and the contribution of the private sector to economic growth. In this process, society's approval of the business sector will also improve. Otherwise, the pendulum will shift towards a world with greater regulations and more involvement of the State in social and economic life with the subsequent negative impact on world growth and wellbeing.

Pas d'économie sans entrepreneurs

Jean-Pierre Martel

Orrick Rambaud Martel

Je vous propose deux ou trois réflexions totalement centrées sur cette idée qu'il n'y aurait pas d'économie s'il n'y avait pas d'entreprises, et il n'y aurait pas d'entreprises fussent-elles de grandes multinationales, s'il n'y avait pas à la base des entrepreneurs, c'est-à-dire des hommes et des femmes ayant de l'ambition et le goût du risque, avec autour d'eux leur famille et, pour leur entreprise, qui n'est pas un actif patrimonial comme un autre, se pose le problème de la transmission, puisque personne n'est éternel.

► **Transmission-continuité et transmission-rupture**

Il y a deux types de transmission : la transmission continuité qui a pour but de perpétuer l'œuvre du fondateur en sauvegardant l'entreprise dans son autonomie, avec sa culture, ses valeurs propres. Et puis il y a la transmission rupture, c'est-à-dire la cession, la cession s'opposant à la succession.

Ce secteur d'entreprises est absolument vital. En préparant cette intervention, j'ai retrouvé quelques chiffres qui m'ont, je dois dire, impressionné : en France par exemple 83% des entreprises, hors les TPE, sont détenues par des familles qui représentent à elles seules 50% du PIB et des emplois. Il y a de très grandes réussites, il y a de petites entreprises, toutes ont généralement une forte culture qui contribue à leur existence et à leur succès. Comment pérenniser cela ?

Il faut constater que selon les pays, le résultat est extrêmement différent : moins de 10% des entreprises transmises en France sont transmises dans le cadre d'une transmission continuité, cela veut dire que 90% sont cédées. La proportion est extraordinairement différente de ce qui se passe dans

d'autres pays. Par exemple, en Italie, 72% des entreprises sont transmises, 55% en Allemagne, et 50% au Québec.

On se plaint qu'en France nous n'ayons pas de grosses PME familiales comme en Allemagne par exemple. Mais il y a à cela toutes sortes de raisons facilement identifiables outre les raisons économiques. Il y a des raisons juridiques : le droit civil, depuis la Révolution et le code Napoléon, a créé une rigidité extraordinaire avec cet égalitarisme successoral qui n'existe pas dans d'autres pays. Nous avons un régime fiscal que je ne commenterai pas, avec des droits de succession qui pompent de la substance. C'est autant de substance qui ne restera pas ou qui n'ira pas dans l'entreprise. Il est difficile de trouver des financements pour se développer face à de grandes multinationales venant de toutes les zones du monde, dont beaucoup sont très présentes ici. Et puis il y a sur le marché l'apparition de nouveaux acteurs qui se posent en acquéreurs potentiels, ce sont les fonds de *private equity* qui se sont développées au point de créer un véritable marché de l'entreprise, et qui constituent une alternative extrêmement tentante.

Pour toutes ces raisons, on peut dire aujourd'hui que le chef d'entreprise et sa famille sont littéralement poussés vers la liquidité. Cela rend évidemment l'entreprise moins pérenne car la transmission-rupture veut dire que l'entreprise peut disparaître.

► Comment transmettre sans rupture ?

Comment par exemple assurer le maintien d'une entreprise quand on n'a pas d'héritier, quand la transmission en cas de décès va coûter un volume d'impôt tel qu'inexorablement il va falloir vendre, c'est-à-dire dépecer, déplacer les centres d'emploi, les centres de décision, etc.

Il faut gérer à la fois la gouvernance et le capital. On a aujourd'hui des outils d'anticipation : plus on part de loin moins ça coûte cher, mieux ça réussit, mieux ça se met en place. Il s'agit d'identifier le ou les gens qui après le fondateur vont être capables de gérer l'entreprise, de la diriger, être les gardiens du temple. Nous n'avons pas en France de structures fiduciaires comme il en existe dans pratiquement tous les autres pays. Donc nous utilisons des remèdes, des techniques, qui sont un peu du Canada dry de trust ou de fondations. La commandite par actions a servi pendant très longtemps. Aujourd'hui nous avons la SAS qui permet de déconnecter la gestion, c'est-à-dire d'assurer une permanence, une continuité dans le management et une indépendance du management après une transmission à des héritiers qui ne sont pas nécessairement aptes à gérer.

Et puis il y a le problème du capital avec le fameux problème des droits de succession. Je citerai le cas d'un chef d'entreprise pour lequel l'entreprise est toute sa vie. Son obsession était que son entreprise se poursuive avec toutes ses caractéristiques propres y compris géographiques alors qu'elle excitait beaucoup d'ambitions et que les évaluateurs pensent que, découpée en morceaux, l'entreprise vaudrait probablement deux ou trois fois ce qu'elle vaut en bloc aujourd'hui. Mais la valeur n'est pas un sujet pour ce chef d'entreprise, la valeur patrimoniale ne compte pas. C'est la valeur de l'entreprise, la valeur sociale de l'entreprise aussi bien en interne pour les salariés, que pour tout l'environnement économique. Il s'est donc acharné pour faire bouger les choses, car il appartient aux pouvoirs publics, à l'État, aux législateurs de donner les outils aux chefs d'entreprise et aux fondateurs d'entreprises et aux familles pour leur permettre que ce réseau économique de base se perpétue et se développe. Et c'est ainsi qu'en 2005 il a pu être obtenu après des années et des années de résistance idéologiques – on peut le dire ainsi – que les fondations reconnues d'utilité publique puissent enfin avoir des participations dans les entreprises industrielles et commerciales sans limite dans leur quantum, ce qui leur était interdit jusqu'ici. En France, nous n'avons pas le trust. Nous n'avons pas la fiducie-transmission, nous n'avons pas les fondations comme elles existent dans tous les pays environnants, mais nous avons quand même cette solution qui dans le cas de figure, a permis de sauver, de pérenniser, du moins nous l'espérons tous, à peu près 10 000 emplois, dont 8 000 dans des zones françaises où la logique industrielle est quasi inexistante.

C'est un exemple de ce que l'innovation législative ou réglementaire peut apporter. Je forme le vœu qu'il y en ait beaucoup d'autres pour encourager et soutenir l'entreprise et les entrepreneurs.

Les gouvernements, interlocuteurs clés de l'entreprise

Bruno Lafont

Lafarge

On m'a demandé de parler de la relation entre les gouvernements et les entreprises industrielles puisque je représente l'industrie, une industrie qui s'investit très lourdement et très localement. Lafarge, c'est 64 choix d'investissements dans 64 pays, avec 64 gouvernements qui sont 64 *stakeholders* très importants pour le groupe. Je ne vais pas vous parler de politique industrielle au sens fort parce que ce n'est pas un mot qui veut dire quelque chose, ou plutôt il n'a pas partout le même sens.

Je vais essayer de tirer quelques leçons de notre expérience, pour montrer les cas dans lesquels ça marche bien et les cas dans lesquels la relation gouvernement-industrie permet à l'industrie de réussir. En bref, deux idées fondamentales.

► La réussite est une question de priorité des gouvernements

Quand l'industrie est une priorité dans l'agenda public, dans l'agenda des gouvernements, les chances de réussite sont démultipliées. Pourquoi ? Parce que l'État a une influence énorme sur l'avenir de l'industrie, il règle la fiscalité, le social, il règle l'environnement, l'état de droit, il règle un certain nombre de stratégies en matière d'infrastructures. Tout ce qu'il fait peut avoir une conséquence sur l'industrie. Sans oublier quelque chose de très important qui est l'éducation. Quand l'État ne fait pas figurer l'industrie parmi ses priorités, ce n'est même pas la peine d'y penser. Et on sait combien il est facile de ne pas choisir l'industrie comme priorité. Et généralement, quand l'industrie s'affaiblit dans un pays, on a perdu beaucoup de temps, il est trop

tard. Parce que ça prend du temps. Pourquoi ? Parce que l'industrie est faite d'entreprises qui naissent et qui deviennent fortes en une, deux, trois, quatre générations. L'agenda de l'industrie n'est donc pas l'agenda d'un mandat électoral. Cette relation entre l'agenda public et le développement industriel me paraît absolument clé.

► **De la nécessité du dialogue entre gouvernements et industries**

Le dialogue structuré, durable, stratégique entre les gouvernements et l'industrie est extrêmement bénéfique à l'industrie et bien entendu au pays considéré. Je pourrais vous donner quantité d'exemples où les États ou les gouvernements ont organisé un dialogue qui nourrit à la fois la stratégie des entreprises et celle des États. Un exemple : le Nigeria. Un des objectifs du Nigeria est de devenir autosuffisant en fourniture de ciment. Pour cela, le président du Nigeria réunit tous les ans – et pas seulement pour l'industrie du ciment – un certain nombre de chefs d'entreprises. Il passe une journée avec eux, avec tout son gouvernement. Depuis sept ans que j'observe le Nigeria, il n'y a pas eu de changement dans les attitudes de l'État, et le contact stratégique a été constant.

L'industrie ne peut réussir sans stratégie et à mon avis les États ne peuvent pas davantage faire réussir leurs industries sans stratégie. Cela ne veut pas dire qu'il faille une politique industrielle au sens où on l'entend mais une pensée industrielle en quelque sorte organisée selon deux axes : faire de l'industrie une priorité et organiser un dialogue qui permette de créer la confiance, de comprendre les vrais sujets, de prendre les bonnes décisions, de créer des avantages compétitifs durables. L'État doit jouer son rôle au-delà des changements, ou des crises, il doit avoir une politique continue vis-à-vis de son industrie et une politique continue de dialogue avec les entreprises. Bien entendu les entreprises ont elles aussi un rôle à jouer : elles doivent avoir une attitude totalement et de plus en plus responsable. Et c'est une des raisons pour lesquelles malgré la diversité de ses positionnements géographiques Lafarge vient de lancer ses ambitions de développement durable 2020, parce que pour nous, la responsabilité est une des conditions de notre crédibilité dans le dialogue avec les gouvernements, qui permet bien entendu de faire plus de bénéfices.

Pour résumer, l'industrie est un enjeu majeur pour tous les États. Parce que c'est un enjeu économique, social, bien entendu stratégique car il y a des conséquences pour l'emploi, pour le commerce extérieur, et bien entendu pour la croissance. C'est vrai en Europe, c'est vrai dans les pays émergents. Il y a maintenant une compétition accrue, énorme, considérable

pour attirer les investissements. Le rôle de l'industrie, c'est d'investir, de réussir ses investissements c'est-à-dire d'atteindre un niveau de rentabilité acceptable. Cela ne veut pas dire excessif, cela veut dire acceptable. Et pour l'atteindre l'industrie doit bénéficier d'un cadre de stabilité et de confiance. Un seul exemple : quand on crée une cimenterie, on la crée pour 50 ans. On ne peut faire un pari sur 50 ans mais on peut faire un pari sur un ensemble de conditions qui vont le permettre. Et la qualité du *stakeholder* gouvernement est « clé » dans les choix que nous faisons. Nous y travaillons, c'est un effort à long terme, persévérant et parfois ingrat des deux côtés car la solution n'est pas facile à trouver. Et je crois que c'est ce dialogue qui doit permettre de créer des pactes gagnants-gagnants qui feront gagner effectivement les différents pays et qui bénéficieront bien entendu à tous les autres *stakeholders*.

Tout ce qui ne se régénère pas dégenère

Jean-Paul Bailly

Le Groupe La Poste

La Poste est une entreprise particulière. Tout d'abord, avec 21 milliards d'euros de chiffre d'affaires en totale concurrence, c'est une des plus grandes entreprises françaises. Elle exerce ses métiers presque exclusivement en Europe. Elle réalise, maintenant près de 20% de son chiffre d'affaires et plus que ça de ses résultats en dehors de France. Comme ses services sont des services de proximité, elle est assez peu affectée par la globalisation.

En même temps, et plus original, elle a l'État et la Caisse des dépôts comme actionnaires et plus de la moitié de son activité concerne des missions de service public.

► La Poste, une entreprise presque comme les autres ?

Pourtant, à bien y regarder l'originalité n'est peut-être pas si forte que cela. D'abord l'État. L'État a réparti les rôles et ce ne sont pas les mêmes instances qui jouent le rôle de régulateur et celui d'actionnaire. L'État actionnaire et la caisse des dépôts, en réalité, attendent un rendement de leurs investissements dans la Poste et attendent des dividendes. Ils en ont ailleurs l'obligation puisque, La Poste étant une entreprise active sur des marchés en concurrence, les règles européennes leur font l'obligation de se comporter en investisseurs avisés c'est-à-dire d'investir avec le retour qu'attendrait un investisseur normal sur le marché. Disons qu'en la matière ce sont des investisseurs et des actionnaires stables et de long terme.

C'est vrai que La Poste n'est pas exposée directement à la mondialisation. Mais en réalité, la société numérique change absolument tout. Elle bouleverse

l'économie du courrier, mais elle a aussi un impact considérable sur l'économie des bureaux de poste. Il faut se souvenir que depuis plusieurs années et pour les années qui viennent les activités de ces deux métiers diminuent de l'ordre de 3% à 5% par an. Bouleversement considérable donc en matière d'activités, de niveau d'activités, d'usages, de comportements. La réalité de la Poste aujourd'hui, c'est sa capacité à gérer des transformations structurelles lourdes, probablement parmi les plus lourdes du pays, à le faire sans relâche avec la bonne pédagogie vis-à-vis de toutes les parties prenantes.

► **Des exigences particulièrement élevées**

J'en viens au point qui me paraît le plus important : la complexité et les exigences des parties prenantes vis-à-vis de la Poste sont particulièrement fortes. C'est sans doute sa principale originalité par rapport à beaucoup d'autres très grosses entreprises. Personne ne supporterait en effet que la Poste soit un poids pour les finances publiques. Elle ne l'est pas. Elle a, depuis plusieurs années maintenant, régulièrement un résultat de l'ordre de 700 millions d'euros avec des marges de 3 à 4%. Personne ne supporterait que le traitement des clients ne soit pas attentif, individualisé, soucieux de la qualité de service mais en même temps accessible à tous. Pas plus les élus que les citoyens, les clients ou le personnel de l'entreprise ne supporterait qu'elle ne soit pas exemplaire en matière d'éthique, d'émissions de CO₂ par exemple. Un exemple sur ce point : la Poste aura dès 2013-2014, de très loin la plus grande flotte électrique du monde. De plus, elle s'est engagée dans un dispositif de compensation par l'intermédiaire de programmes dans le monde entier, notamment un certain nombre de mangroves en Afrique pour un montant de 10 millions euros, si bien qu'aujourd'hui, lorsque vous postez une lettre ou un colis par la Poste l'émission de CO₂ est de zéro. Personne ne supporterait enfin qu'elle ne soit pas exemplaire en matière d'emplois dans les territoires, de respect de la diversité, ou des politiques sociales qu'elle mène quant à la qualité de l'emploi, du travail ou des compétences.

Cette particularité de la Poste est intéressante du point de vue qui nous occupe aujourd'hui. Quelques commentaires supplémentaires : je pense qu'il faut que ces exigences des parties prenantes soient intégrées dans les choix stratégiques de moyen terme. C'est la seule manière de rendre ces exigences compatibles avec la nécessité d'une performance et d'une performance durable. En effet, les coûts peuvent devenir très élevés pour se conformer à des normes que l'on aurait négligées. À l'inverse, l'intégration anticipée de ces contraintes l'est beaucoup moins et peut véritablement devenir un avantage compétitif. Bref, mon sentiment aujourd'hui c'est que les

entreprises ne doivent plus seulement anticiper les tendances des marchés mais qu'elles doivent aussi anticiper, et c'est probablement au moins aussi important, les exigences de leur environnement.

► **Une pédagogie de l'adaptation constante**

En même temps, il faut constamment faire de la pédagogie de l'adaptation, expliquer en permanence que le respect de l'individu n'est pas de renoncer aux transformations nécessaires, que le respect des collectivités dans lesquelles on vit, n'est pas ne pas changer la manière de faire c'est au contraire presque toujours faire autrement. La philosophie est claire : tout ce qui ne se régénère pas dégénère. C'est en changeant que la Poste pourra rester elle-même.

Je termine simplement en vous disant qu'au fond, j'ai maintenant la conviction que la Poste est une entreprise dont la nature même est l'équilibre entre les parties prenantes. Chaque partie prenante apporte quelque chose et reçoit quelque chose. Je crois que c'est fondamental d'avoir cet échange équitable avec chacune d'entre elle. Il me semble que ce sont ces exigences, cette exemplarité, cette anticipation, qui créent la confiance. C'est ce traitement équilibré de toutes les parties prenantes qui crée la confiance autour d'un objectif qui doit à mon avis être reformulé pour les entreprises. Mon sentiment, et j'essaie de le faire partager le plus largement possible, est que l'objectif d'une entreprise aujourd'hui, c'est le développement responsable.

Derrière le développement responsable, il y a, à mon avis le développement de l'économie et de la richesse, le développement des territoires, des emplois et de l'écosystème dans lequel on travaille, et puis bien sûr le développement des hommes et des femmes qui y travaillent.

International Business and Local Communities

LIEW Mun Leong

CapitaLand, Singapore

I was asked to talk about how international business should interface and interact with local communities, which is a subject of immense interest to me as I run a real estate company. I am involved in both hospitality and real estate and we build homes, shopping malls and offices in 20 countries in both Asia and Europe. As you know, real estate is a very local business and in the hospitality business you will be faced with diversity in terms of both your employees and guests. I will therefore just pick up on a few points.

► **Getting accepted by local communities**

The first thing is that you need to be able to have your company accepted by the local community and being accepted here means that you provide economic reasons for being where you are. You also need to have social reasons and reasons for assimilation and there need to be long-term interests with the community at large. In terms of the economic contribution, you must be seen to be long term and that you are not simply coming in and then pulling out. You must provide jobs and job stability to your employees and your employees must be happy with you in the sense that they are receiving training, making progress and getting financial rewards. Therefore, from the standpoint of economic benefits, you have to demonstrate all that for the local community to accept you.

► **Core value in keeping with society**

From the social and cultural point of view, I think that it is very important to have what I call the core values of your company being in harmony with society at large. For example, if you are selling arms or drugs in a city,

you will not be accepted by the community. In our case, we build homes, offices and shopping malls as well as apartment hotels that provide jobs and the community will therefore accept us. Again from the social and cultural point of view, our core value is that in every city we go to we make a pledge that we will do what I call “clean business”. We are a company that is anti-corruption and all our 12,000 staff pledge to carry out clean business. When your business is clean and there is no corruption of Government officials, people are happier with you. It is therefore very important to demonstrate that your core value is the right core value that the community is happy to accept.

► **The need for bi-cultural management**

The other thing is that if you are doing business in Japan, China and France, which all have different cultural values, you cannot impose core values from one country on another. Your managers and business leaders therefore must not only be bilingual and be able to speak French, Japanese, Chinese and Indonesian, but they must also be bi-cultural and understand the culture of the society that they are working in. All this therefore needs to be demonstrated.

► **What about Corporate Social Responsibility?**

The last point on the benefit to society is CSR. I think that this is a term that is greatly abused. Many international companies practice CSR as a means of public relations (PR) and if you do that, you will be seen as being artificial. In our case, our CSR programs are aimed completely at society. We look after small children in schools, health and education and do nothing else. There is no benefit for us there –we build schools, hospitals and homes. You therefore have to avoid using CSR as a public relations measure.

► **Be local**

The last thing that I would like to talk about is localization. We pledge that in every city we go to we will localize our operations. We want our managers and leaders to be local and that must be seen as an effort to promote the local community. You may be interested to know that in the 45 years since our nation was formed there has not been a single strike. How have we been able to do that? We have what we call tri-partism, which is the concept of Government, employers and employees working together to make sure that any conflict with the unions and workers can be resolved. You may be surprised to learn that the leader of the unions is a cabinet minister and employee and employer associations are in constant dialogue. I am not necessarily promoting this but I think that if your business is constantly plagued with strikes, you will not be accepted by the community.

7.

Mettre un terme à la dynamique déstabilisante des marchés financiers

La crise de l'Eurozone a mis en exergue les limites d'un système dont les horizons temporels divergent. Le court-termisme exacerbé des marchés financiers s'oppose au nécessaire retour des États vers des pratiques de financement à long terme. Le manque de coopération internationale renforce les arbitrages directs entre acteurs financiers. L'interdépendance accrue entre banques et marchés place les régulateurs en position de faiblesse puisqu'ils s'adressent à des interlocuteurs qui sont leurs bailleurs de fond mais qui sont aussi les financeurs de leurs économies en difficulté. Les régulateurs sont-ils démunis face à la complexité des marchés financiers et à la procyclicité de leur activité?

Quels systèmes de régulation adopter, alors que l'influence des créanciers sur les finances publiques n'a jamais été aussi forte ?

Contribution du Cercle des économistes

Catherine Lubochinsky

Témoignages

Pascal Blanqué • Claudio Borio • Dominique Cerutti • Mark Hoban
Alberto Giovannini • Olivier Klein • Eric Le Boulch • Carol Sirou
Romas Viesulas

Modérateur

Philippe Mudry

Finance occidentale : un modèle de financement à long terme des économies pour les pays émergents ?

Catherine Lubochinsky

À l'Ouest, le modèle de financement par les marchés financiers a révélé ses limites. Les répercussions de la crise financière et bancaire sur les finances publiques montrent que l'on a sans doute surestimé les avantages des marchés (dont leur résilience) et des innovations financières mais sous-estimé leurs risques, et plus particulièrement le risque systémique. Il va donc être difficile de convaincre les pays émergents, en particulier les BRICS, que le modèle occidental de croissance basé sur l'essor des marchés financiers est le modèle optimal de financement des économies. Si les universitaires et acteurs de l'économie s'accordent pour reconnaître qu'il n'y a pas de croissance sans finance tant qu'elle demeure au service de l'économie réelle, force est de constater que les travaux, tant théoriques qu'empiriques, ne peuvent déterminer la répartition optimale entre marchés financiers et banques.

Poids de la finance dans les principales zones (en % du PIB)

	Actions et dettes	Actifs bancaires	Total
Amérique du Nord	335 %	109 %	444 %
Europe	272 %	298 %	570 %
Pays émergents	99 %	105 %	204 %
dont Asie émergente	119 %	156 %	275 %

Source : IMF, GFSR Avril 2012 (nb : hors produits dérivés)

L'interdépendance déstabilisante, banques-marchés financiers-dette public-économie réelle, dont le deuxième semestre 2011 est exemplaire, a mis en exergue les failles d'un système dans lequel les horizons temporels des acteurs divergent : celui des marchés financiers (investisseurs et dirigeants des entreprises cotées), victimes d'un court termisme – indéniablement accentué par les normes comptables occidentales – incompatible avec celui des régulateurs soumis à des contraintes de coordination politiques démocratiques et surtout incompatible avec le financement des investissements assurant la croissance de long terme (recherche, innovation, infrastructures...). De plus, dans certains pays comme la France, le financement des PME a été trop longtemps négligé occultant le fait que ces entreprises contribuent pour moitié au PIB et pour 2/3 de l'emploi.

■ Le casse tête des régulateurs

La dépendance accrue des banques vis-à-vis des marchés financiers complique la tâche des régulateurs qui exigent une recapitalisation des banques et une diminution de leur effet de levier. Simultanément, les gouvernements demandent aux banques de financer l'économie réelle, voire... de détenir de la dette publique. L'effet de levier des banques demeure trop élevé, particulièrement en Europe au regard de la taille des économies individuelles. L'« Union bancaire » est, à terme, incontournable afin qu'il n'y ait plus de banques *too big to fail*, c'est-à-dire *too big to save* par un seul État et d'atténuer ainsi la dynamique infernale entre risque souverain et risque bancaire.

Plus inquiétants, la complexification de la régulation bancaire et financière ainsi que le manque de coopération internationale renforcent les arbitrages règlementaires entre pays (l'extraterritorialité de certaines réglementations américaines n'a pas de réciprocité) et entre acteurs de la sphère financière, en particulier avec le système bancaire parallèle (*shadow banking*) qui regroupe toutes les institutions financières effectuant de la transformation de maturité, de liquidité ou de risque crédit sans avoir d'accès explicite à la liquidité d'une banque centrale ni à des garanties par les États. Leur activité n'a pas baissé depuis 2007 et représente, selon le *Financial Stability Board*, environ 60 000 milliards de dollars.

Quant aux marchés financiers, la Commission européenne peine à lutter contre l'opacité engendrée avec MIFID et la fin du monopole des transactions sur les bourses. La concurrence entre les plateformes électroniques de transactions et les bourses traditionnelles, a peut-être permis de réduire légèrement le coût des transactions pour les investisseurs finaux... mais d'un montant plus que négligeable comparé aux surcoûts engendrés par le *trading* algorithmique.

Ce dernier permet certes une optimisation des méthodes de négociation des ordres. Cependant, le sous ensemble constitué par le *trading* à haute fréquence, dont on peine à démontrer l'utilité économique, ne fait que renforcer le court termisme des comportements ; et s'il n'est pas certain qu'il contribue à la volatilité des prix des actifs (mesurée par la part aléatoire des variations de prix), il s'apparente indéniablement au *front running*, voire à la manipulation de ces cours... Donc, si ce type de *trading* est profitable, il l'est au détriment des investisseurs finaux. Encore un modèle pour les pays émergents ?

■ Un horizon temporel des investisseurs occidentaux trop court

La recapitalisation des banques devant se faire dans l'urgence et dans un contexte où l'aversion envers le risque détourne les investisseurs de tels placements, les banques tentent de réduire la taille de leur bilan en se délestant – dans une stratégie d'arbitrage réglementaire – des activités les plus consommatrices en fonds propres, dont le crédit aux entreprises, surtout à long terme, et le capital-investissement. Parmi les victimes se trouvent donc les PME et ETI. En France, ces entreprises, habituées à être la variable d'ajustement des situations du crédit bancaire, se désendettent dès que leur rentabilité le permet au lieu d'investir à long terme en capacité de production. Il est regrettable que la nouvelle régulation bancaire Bâle III prenne insuffisamment en compte le fait que, si la probabilité de défaut d'une PME est plus élevée que celle d'une grande entreprise, leur nombre et leur taille permettent de mieux diversifier le risque dans les portefeuilles bancaires.

Pour l'instant, seuls les fonds souverains et certains fonds de pension se préoccupent de la rentabilité à long terme. Ils sont moins contraints par la régulation et les normes comptables. En France, l'assurance-vie est le substitut des fonds de pension. Cependant la future régulation prudentielle européenne (Solvency 2), inspirée de la régulation bancaire, va renchérir le coût en fonds propres de détention des actions et des dettes privées. Jusqu'à présent, l'avantage comparatif des assureurs (en tant qu'investisseurs) était d'investir à long terme, ceci étant facilité par l'illiquidité relative de leur passif constitué d'engagements à long terme pour l'activité d'assurance vie. À l'inverse des banques, la durée du passif des assureurs est plus longue que celle de leur actif. Ceci les conduit naturellement à devoir détenir des actifs de long terme. Mais il est à craindre que cette future régulation ne les incite à raccourcir la durée de leurs placements et les détourne des placements en actions si le raisonnement de maximisation du rendement à court terme sur fonds propres persiste.

Par ailleurs, l'essor de la gestion collective s'est traduit par un mimétisme accru des comportements, amplifiant ainsi les fluctuations des prix des actifs. La

gestion collective de plus en plus « benchmarkée » est déstabilisante par nature. Les stratégies de réplication synthétiques, en particulier via les ETF (*Exchange Traded Funds*), sont potentiellement, elles aussi, déstabilisatrices – ne serait-ce que par les interconnexions accrues entre les acteurs financiers, et ici encore se pose la question de leur utilité économique en termes de financement de l'économie. Pour autant, l'industrie de la gestion collective remplit la fonction essentielle d'orienter l'épargne vers le financement de l'activité économique réelle. À la différence des banques, le risque de marché est supporté directement par les investisseurs et n'est pas assuré par les gouvernements. Le succès de la gestion collective est indéniable : elle pèse plus de 20 000 milliards de dollars, la part de marché de l'Amérique du Nord représente 50% des actifs sous gestion en OPCVM, celle de l'Europe 32% (avec une industrie beaucoup plus concentrée). Cette industrie attire les capitaux étrangers : 25% des fonds collectés par l'Europe provenaient de l'étranger, dont une grande majorité en provenance d'Asie et une part croissante d'Amérique latine (*Symbiosis in the evolution of UCITS 1988-2018*, LIPPER 2010). Pour la seule année 2011, selon les estimations de l'EFAMA, cette part s'élève à 40%. La Commission européenne a proposé (2011) une réglementation en vue d'unifier et de développer des fonds de capital investissement européens. De tels fonds, par nature à long terme, devraient faciliter le financement des entreprises, en particulier pour celles qui n'ont pas accès aux marchés, tout en complétant les activités de capital investissement. Bref, l'industrie de la gestion collective apparaît pour l'instant comme l'un des secteurs de la finance permettant de développer le financement à long terme des entreprises, et à ce titre être un modèle pour les pays émergents.

La question de fond demeure toutefois celle du modèle optimal de financement des économies. La séparation entre banques de dépôts et banques d'investissement qui tente nombre de gouvernements ne permettra pas d'éviter des crises bancaires si en même temps l'effet de levier n'est pas restreint : les caisses d'épargne espagnoles n'entrent-elles pas dans la catégorie banques de dépôts ? Cette crise financière a également confirmé que la détention par les non résidents des actifs financiers d'un pays renforce la dépendance économique de ce dernier vis-à-vis du reste du monde. La diversification internationale des portefeuilles comporte donc des inconvénients qui devraient inciter les pouvoirs publics à revoir le modèle de financement « par le reste du monde ». Finalement, la situation actuelle des systèmes financiers occidentaux ne risque guère d'inciter les pays émergents ni à s'inspirer d'un tel modèle, ni à financer les économies occidentales dont la croissance semble compromise pour la prochaine décennie.

Neither Protectionism, nor a Race to the Bottom

Mark Hoban

MP, Financial Secretary to the Treasury, UK

It is a measure of the shockwaves that have hit the world economy in recent years that this question on ending the destabilizing dynamics of financial markets is now at the heart of economic and political debate. Five years ago, attendance at a session with this title would, I suspect, have been rather sparse. It's a substantial topic, and I look forward to hearing the views of my colleagues on the panel.

I would like in my opening remarks to focus on one particularly important aspect of this question –the interdependencies between the state and the financial sector, and the risks these interdependencies pose to fiscal sustainability and to financial and economic stability.

There is international consensus that tougher financial regulation is essential to safeguard stability and end the too big to fail problem. The UK has been at the forefront of these efforts.

But as we have seen, the implications for the eurozone are even more profound, raising fundamental questions about its regulatory architecture and economic governance. There are still many questions –some of which will no doubt be considered by those who follow.

But as we work together to tackle the problems we face, equally important is to work together to maintain the benefits that a well functioning sector can deliver –through preserving and deepening the single market with a common core of minimum standards that neither allows for protectionism, nor invites a race to the bottom.

► **Government Interdependence & ‘too big to fail’**

Fear of the destabilising effects of a banking crisis has linked banks and governments together.

Taxpayers across Europe provided around four and a half trillion euros in capital support and guarantees before LTRO to stave off catastrophic collapse. And the sobering examples of Spain and Ireland show that there can come a point at which banks become such large institutions that even Governments lack the capacity to stand behind them. A stable, responsible sector will never exist in an environment in which banks enjoy gains when things go well, and taxpayers take the pain when they don't.

► **UK actions**

So we need regulation, which does not allow for banks to privatise gain and socialise loss. In some cases, that will depend on the specific nature and size of the problem. Learning from the mistakes of the financial crisis, the UK Government has taken a tough approach to both supervision and regulation, given the size and global nature of our financial sector.

We are bringing micro and macro prudential supervision within the Bank of England to improve the management of risks in the sector ensuring complex risks are effectively managed within a single organisation.

We are creating a separate, independent, market and conduct of business regulator, to ensure that business is conducted to advance the interests of all market participants.

In addition to fundamentally reshaping the regulatory architecture, we are reforming the structure of the market itself –driving the change required for financial services once again to be placed on a sustainable footing.

In 2008-09, it was the taxpayer that bailed out RBS and Lloyds. This Government is determined to ensure that never happens again, so we are implementing the Vickers report ring-fencing retail operations of investment banks to protect depositors; new measures to ensure that losses fall on creditors rather than taxpayers; and recovery and resolution planning to ensure critical functions continue in any future crisis.

► **LIBOR**

We are also taking action in response to the LIBOR scandal. In the last few weeks, banks in the UK and elsewhere have rightly been under intense scrutiny for the attempted manipulation of LIBOR –the latest in a series of scandals to hit the financial sector– following rogue traders at Société

Générale and UBS; pervasive failures in risk management, and allegations of mis-selling complex product to name a few.

The behaviour we have seen is utterly unacceptable. It is not, and cannot be allowed to become, representative of the way business is done in London or in any other Financial Hub. We have established a review into what reforms are required to the current framework for setting and governing Libor, headed by the incoming CEO of our new Financial Conduct authority. And there will be a full Parliamentary inquiry into the lessons to be learned on transparency, conflicts of interest, and the professional standard of the banking industry. We will also be seeking changes to the EU market abuse regime to ensure it captures this kind of activity.

► **High common international standards**

So we are pursuing a far-reaching programme of reforms to strengthen the UK financial services sector. I have explained what the Government is doing at home to tackle the LIBOR scandal. But it's also worth reflecting on what this scandal demonstrates about the international nature of financial markets – alleged manipulation of Libor set in London, Euribor set in Brussels, and other leading benchmark rates, with investigations by competition authorities and regulators in America, Japan, and across Europe. Indeed, Japan has already settled with Citi for alleged manipulation of TIBOR (the yen benchmark).

So, given the globally interconnected nature of financial markets we have repeatedly made the case for strong internationally agreed regulatory standards.

► **Higher capital and liquidity standards in Basel**

- Moving all standardised derivative trades into central clearing.
- Creating a comprehensive set of tools for recovery and resolution of financial firms.
- Ending the perceived implicit taxpayer guarantee.

Once implemented, our global and local banks will be stronger in life and easier to deal with in death. We need high common standards, but countries need to be able to go further where particular circumstances demand it.

► **Currency, Banking, and Fiscal Union**

But nowhere has the need to address bank and government interdependence been clearer than in the Eurozone, where the impact of bank collapse on the state that backs it –explicitly or implicitly– and the

impact of one state's finances on those of another, means states must act as one to preserve the integrity of the union in which they operate. Given the size of liabilities banks represent, both a fiscal and a banking union is necessary –pooling resources, facilitating shared liability across countries, protecting depositors and strengthening the financial system, with collective oversight.

The euro area has taken some important decisions on this.

We welcome ensuring a key role for the ECB as supervisor – with the credibility and legal mandate it carries.

We welcome the identification of the ESM as a tool for banking interventions, with the capacity to recapitalise banks directly.

And we welcome the European council's statement that should Member States with a common currency wish to go further to coordinate and integrate their policies, they must respect fully the integrity of the single market and the EU as a whole.

Of course, there remain many important design questions to consider as we seek to maximise the benefits of the banking union and mitigate the risks to the single market:

- Who will set core minimum standards for all 27 members?
- What is the most efficient way of taking forward legislation like deposit guarantee and resolution?
- What will be the scope of the Union –how many banks will be supervised by the ECB, given even small banks can pose systemic risk?
- What will the euro area resolution regime look like? Who will be in charge in a crisis?

I look forward to engaging with colleagues on all these questions, and perhaps hearing more on them from the speakers to follow.

► **Protectionism and the single market**

It is critical that as we strengthen the regulatory regime, we ensure that we resist the spectre of protectionism. To do otherwise will do nothing but shrink the global economy at a time when it desperately needs growth.

Within the EU single market, the UK supports the treaty freedoms to non-discriminatory access and fair competition –freedoms that must be upheld.

And we will fight to maintain those freedoms, in the European Courts if necessary. Some argue that a banking union will encourage the eurozone to put up barriers and close inwards. I don't think this would be in anyone's long-term interests.

All EU member states require open capital markets to support our businesses. And ultimately, a global reserve currency like the Euro or Dollar can only maintain its international standing if it can freely be traded and cleared beyond the 17 Eurozone members, across the world.

The EU is lucky enough to enjoy so many world-leading financial hubs –in Luxembourg, in Frankfurt, in Dublin, in Paris, and, of course, in London.

London, and its sister hubs across Europe, mean that businesses can gain access to capital and savers can find investment opportunities from outside their home country.

And I strongly believe that those hubs should continue to serve the wider economy beyond national boundaries and currency zones, channelling the funds of savers to investment opportunities, transforming our bank deposits into loans to our businesses and helping businesses and individuals manage risk.

- Helping European Governments raise almost €1 trillion in bond markets in 2010.

- Helping European companies raise almost €3 trillion in funds since 2006.

- And helping EU citizens save over €6 trillion in current and savings accounts.

But for us all to continue to enjoy these benefits – not just the banks and the member states in which they locate – we must have proportionate regulation that supports free choice through promoting a vibrant single market.

So in conclusion, the uniquely interconnected nature of the financial services sector, together with its size, complexity and importance, poses great challenges for ensuring that regulation, supervision, and structural reform, is adequate to curb its destabilising effects.

But there are also great rewards from interconnectedness, which allows financial services in one part of the globe to help the economy in another flourish.

Through working together –through international agreements, and through defending and advancing the single market as strongly as we can, we can meet the dual challenge– of enjoying the greatest benefits of a thriving globalised financial services sector, while curbing its worst excesses.

Les marchés sont-ils déstabilisants ?

Carol Sirou

Standard & Poor's

Il serait plus exact de dire que ce sont les marchés européens qui sont déstabilisés, notamment par la crise souveraine, mais il ne faudrait pas occulter le fait que les marchés obligataires permettent – et même de manière vigoureuse, – le financement des entreprises et le financement de l'économie. On voit là une différence majeure entre le coût de financement du monde dit *corporate*, qui d'ailleurs s'est fortement accéléré ces dernières années du fait de l'impact de Bâle III et l'accès de ces nouveaux émetteurs aux marchés, à peu près 35 milliards d'émetteurs qui traditionnellement passaient par les banques et qui accèdent aujourd'hui au marché obligataire. J'insisterai aussi sur cette distinction faite entre les *corporate* et par exemple les émetteurs bancaires qui sont beaucoup plus considérés dans la sphère souveraine.

Deux chiffres pour illustrer cette différence. Début juillet, le coût de financement moyen des banques notées A en Europe était de l'ordre de 337 points de base, à contraster avec le monde *corporate* là aussi au niveau d'une note A qui était de 120 points de base. Vous voyez qu'il y a dans l'appréciation des risques des perceptions qui sont très divergentes, même si en tant qu'agence de notation nous considérons que le risque est le même puisque notre objectif, est qu'à un même niveau de note, on mesure bien, quel que soit le secteur, le même niveau de risque ultime.

Ce point de décrochage, on peut le situer à 2010, juste avant la première crise grecque. C'est là que les perceptions sont devenues très différentes. Et qu'une autre dimension, géographique entre le nord et le sud, est entrée en jeu. C'est à ce stade, qu'en tant qu'agence de notation nous avons signalé et

souligné ces deux risques, souverain et bancaire. On voit bien que tant qu'il n'y aura pas de clarification entre ce risque souverain et ce risque bancaire, on risque de continuer à avoir cette dichotomie.

► **Un problème d'architecture financière**

Bien sûr, cette situation et cette appréciation par les investisseurs sont liées à ce contexte. Mais également par la manière dont les notations sont utilisées dans l'architecture prudentielle et qui leur donne ce rôle systémique qui est remis en cause actuellement, parce qu'on se rend compte que la notation qui est une appréciation sur la qualité de crédit d'un émetteur, quel que soit le secteur, et qui donne une opinion sur ce risque futur est devenue complètement ancrée dans l'ensemble de l'architecture financière. Notre outil, la notation, est à horizon plutôt de moyen terme, mais compte tenu de l'architecture, il peut finalement à très court terme devenir assez déstabilisant.

Alors comment résoudre ce problème ? Il serait souhaitable que les notations qui ont pris cette importance systémique soient retirées des réglementations futures. D'ailleurs, dans le cadre du G20, des textes sont en cours de discussion au niveau européen qui visent à retirer ces références pour éviter que la notation qui n'est qu'un outil d'information sur une qualité de crédit ne prenne cette importance. Le monde de la notation est certainement un des derniers à avoir été réglementé dans la sphère financière et de nombreux textes depuis quelques d'années ont contribué à donner de la clarté à ces notes et assurer leur qualité. L'étape suivante devra consister à réduire cette dépendance, tout en tenant compte du fait que la notation est un outil qui permet de comparer des acteurs au niveau mondial dans des secteurs très différents. Il est très important que, comme dans d'autres domaines, la régulation ne crée pas de fragmentation des notations entre les différentes géographies ce qui affecterait la capacité des agences de notation à exercer leur métier, mais surtout empêcherait les entreprises d'accéder au marché obligataire alors qu'elles ont tant besoin, quel que soit le secteur, de pouvoir attirer des investisseurs du monde entier.

Venir à bout de l'opacité des marchés ?

Dominique Cerutti

NYSE Euronext

► Les initiatives telles que MIF2 vont-elles aller dans le sens d'une stabilisation des marchés financiers ?

Globalement, elles vont dans le bon sens. Les régulateurs essaient aujourd'hui de traiter aux États-Unis et en Europe les problèmes créés respectivement par NMS il y a 7 ans et par MIF il y a 5 ans. Ils se sont en effet rendu compte que, si ces régulations ont introduit plus de concurrence et donc plus d'innovations, elles ont eu des effets secondaires désastreux parmi lesquels figurent une opacité excessive et une fragmentation extrême. Ces problèmes de microstructure ont accru l'instabilité des marchés, rendu leur surveillance très complexe et les ont écartés de leur fonction première : financer l'économie.

► Le fléau de l'opacité

Les marchés financiers mondiaux peuvent être structurés en quatre blocs : le marché des dérivés, celui du change, de la dette et le marché actions. Le plus grand marché est celui des dérivés : 600 000 milliards de dollars de contrats ouverts sur la planète, dix fois le PIB mondial. C'est principalement sur ce marché que s'accumulent les vulnérabilités car il est par essence dédié aux transferts de risques. Dans le contexte actuel caractérisé par des liquidités massives et des taux d'intérêts bas, de nouvelles bulles spéculatives sur ces actifs risqués vont inévitablement se former. Or ce marché est à 90% opaque, c'est-à-dire qu'il échappe encore à l'heure actuelle en quasi totalité

à la supervision des régulateurs, et donc des gouvernements. À défaut de contrôle, il est donc à craindre que des crises bien plus graves que celles que nous avons connues soient encore devant nous.

L'opacité touche toutes les classes d'actifs. Le marché de la dette est à 90% opaque, celui du change l'est à 100%. Le marché actions, auparavant très transparent, est désormais opaque à plus de 40%.

L'opacité n'est donc pas un problème à la marge. C'est le cœur du problème et c'est ce que MIF II essaie de régler.

► Le problème de la sur-fragmentation

Il y a aujourd'hui en Europe 132 places d'exécution qui peuvent traiter des produits actions. Si vous ajoutez à cela la part croissante de la technologie, l'interconnexion des différentes places et les volumes échangés chaque jour, vous comprendrez l'extrême difficulté que les régulateurs et les législateurs peuvent avoir à appréhender et contrôler ce qui se passe sur ces marchés.

Sauf incident technique, la sur-fragmentation n'est pas à l'origine des crises. En revanche, elle contribue à rendre le système non linéaire et à accentuer les effets d'événements perturbateurs, créant ainsi une crise dans la crise. Cela a été le cas en mai 2010 par exemple, lors de ce que l'on a appelé le *flash crash* aux États-Unis. Les marchés étant très fragmentés et fortement interconnectés, une série importante d'ordres à la vente s'est transformée en un crash boursier éclair lors duquel l'action d'une entreprise a perdu 100 fois sa valeur en quelques minutes pour ensuite revenir à son cours. L'introduction en bourse de Facebook est une autre illustration des conséquences que peuvent avoir des dysfonctionnements dans la structure des marchés.

Tout cela est préoccupant. Même si les problèmes de microstructure ne sont pas les éléments déclencheurs des crises, la situation actuelle n'est pas de nature à inspirer confiance à l'entrepreneur qui souhaite s'introduire en bourse pour lever des capitaux et contribuer ainsi à financer l'économie et à créer de l'emploi. Elle n'est pas non plus de nature à inspirer confiance à l'investisseur qui souhaiterait investir ses fonds dans un environnement contrôlé, sain et stable.

► MIF II peut-elle résoudre ces problèmes ?

L'objectif est de mettre plus de transparence et de ramener les marchés en amont au plus près de l'économie réelle. Nous allons dans la bonne direction, mais MIF II n'en est qu'à l'étape du Parlement européen et la route

est longue avant l'adoption du texte final. Il y a actuellement de nombreux échanges avant le vote qui aura vraisemblablement lieu en septembre¹. Notre point de vue est qu'il y a encore trop d'exemptions prévues sur la transparence. Il faut également veiller à ce que les dispositions aillent dans le sens de la réduction de la fragmentation. Nous allons sans doute dans la bonne direction, mais il va falloir encore beaucoup de vigilance et de travail dans les mois qui viennent.

1. Le vote de MIF II au Parlement Européen a eu lieu le 26 septembre.

« Oui » à l'Union bancaire européenne...

Olivier Klein

Caisse d'Épargne

Je ferai deux mises en perspectives en disant que les problèmes de la zone euro en ce moment viennent profondément du fait qu'elle n'a pas tous les éléments de régulation d'une zone monétaire classique, notamment qu'on ne sait pas très bien régler les divergences légitimes qui viennent de spécialisations industrielles au sein d'une zone monétaire : il y a des pays qui se désindustrialisent, il y en a d'autres qui s'industrialisent. On a en conséquence de tout cela, et parallèlement à tout cela, des divergences progressives de comptes courants des balances des paiements.

► Deux cercles vicieux

À l'intérieur de ces problèmes structurels, on assiste à deux phénomènes d'accélération, deux boucles d'accélération, deux cercles vicieux. Le premier qu'on connaît bien évidemment, vient de ce que, lorsqu'on lutte contre des déficits publics excessifs et qu'on le fait simultanément dans plusieurs pays de la zone, cela crée des problèmes de croissance accrus qui rebondissent en boucle sur les problèmes de déficit budgétaire. D'où la nécessité de rechercher davantage de croissance.

Le deuxième cercle vicieux est celui du risque bancaire *versus* le risque souverain. On comprend bien que les banques peuvent accumuler des difficultés, mais elles en accumulent d'autant plus face au risque souverain que, légitimement là encore, elles portaient comme des placements de bons pères de famille depuis des années, depuis toujours en réalité, des titres souverains dans leur bilan ; de plus, les banques nationales européennes, – de par l'intégration financière qui s'était très bien faite depuis la création

de la zone euro – portaient aussi des dettes souveraines de différents pays européens. Dès lors que ces banques devenaient fragiles parce qu'elles détenaient des risques souverains, il ne restait que les États, eux-mêmes isolés, pour prendre en compte le risque de leurs banques. Et même dans le récent sauvetage des banques espagnoles, l'argent a été prêté à l'État espagnol pour qu'il prête lui-même aux banques qui, évidemment, concentraient les problèmes sur l'État et aggravaient la boucle de difficultés dont je viens de parler.

► L'Union bancaire européenne, une solution ?

De cette double difficulté a émergé l'idée de l'Union bancaire européenne. Elle est un élément constitutif d'une zone monétaire et elle est essentielle. Pourquoi ? Parce que d'une part, il faut un niveau de supervision européen des banques. Il y a là plusieurs raisons, l'une d'elles étant parfois la suspicion vis-à-vis des superviseurs nationaux sur le fait qu'ils protègent trop leurs banques ou qu'ils ne veulent pas voir les problèmes ou qu'ils s'aveuglent. On parle souvent de «capture» (c'est un mot à la mode en ce moment) nationale du régulateur.

Le fait d'organiser une supervision au niveau européen a l'avantage de supprimer cette question de capture et d'imposer à tous une qualité de supervision identique. Cela est d'autant plus valable – c'est le deuxième argument – que nos banques sont aussi multinationales en Europe, et qu'il est beaucoup plus simple de ne pas juxtaposer des réglementations et des supervisions nationales et de se fier à une supervision directement européenne. Cela assure une homogénéité tant en termes de qualité que d'efficacité de la supervision.

Le deuxième élément de l'Union bancaire européenne, c'est éventuellement une solidarité interbancaire au niveau européen. Mais cette solidarité inquiète les banques qui vont le mieux parce qu'elles ont peur d'être embarquées par les banques qui vont moins bien. Mais c'est la solidarité interbancaire européenne avec la constitution, dont on parle en ce moment, d'une garantie des dépôts éventuellement à plusieurs étages. C'est-à-dire qu'il y ait des garanties de dépôt national, mais aussi des garanties de dépôt à partir de certains moments qui s'enclenchent au niveau européen directement.

Enfin, c'est le fait de mettre en place un système européen de résolution des crises avec notamment un fonds d'intervention européen, nourri naturellement par les États, pour éviter la seule recapitalisation des banques par des États isolés qui ne font rien d'autre que d'aggraver la boucle dont

je viens de parler. Ce Fonds d'intervention direct pourrait intervenir, comme on l'imagine, sur certaines banques de certains pays sans passer par l'État, ce qui briserait précisément ce cercle vicieux.

La fonction de l'Union bancaire européenne est donc de rassurer. Elle devrait et elle doit permettre de rassurer les clients des banques fragiles de certains pays en difficulté et éviter les *bank run*. On est bien là dans la prévention des risques systémiques et tout à fait bien dans la régulation.

► **L'Union bancaire européenne va-t-elle résoudre tous les problèmes de la zone euro ?**

Non, mais c'est un élément fondamental. Est-ce que ce sera suffisant pour briser les cercles vicieux ? Dans le principe, oui. Il reste deux questions à fixer : le montant des fonds d'intervention – évidemment, ce sera crucial – et les termes de la conditionnalité du déclenchement de ces fonds pour pouvoir intervenir. Restons optimistes et espérons qu'il sera possible d'aller jusqu'au bout de sa logique et de ses objectifs.

L'Union bancaire ne résoudra pas à elle seule les problèmes de fond structurels de la zone euro. Mais c'est un premier pas et un pas essentiel pour restaurer le calme et aborder les problèmes de fond. Il ne faudrait pas que l'Union bancaire soit un substitut à un fédéralisme plus poussé, d'autant plus que l'Union bancaire apporte de toutes façons une mutualisation du risque de la dette : s'il y a des fonds qui sont nourris par les États au niveau européen pour intervenir sur les banques, cela veut dire que les États mutualisent une partie de la dette qui va permettre de résoudre le problème. Pourquoi pas ? Mais il faut que cela soit assumé ou assumable, et on peut espérer que l'Union bancaire européenne qui a été décidée, marquera le début du redressement européen et qu'elle ne finira pas dans une impasse.

Time is of the Essence

Romas Viesulas

CA Cheuvreux¹

I will talk about speed and stability and will pick up on what we heard in the introduction in terms of the effect of instantaneous trading strategies on market stability. Is speed a good thing and has technology been a benefit to trading? You would think that the answer would be clear by now, yet academics and market practitioners are still debating the effects and impact of the Flash Crash and its causes two years on. The whole issue of the high-frequency trading strategies in the marketplace is still open to some debate and what to do about their impact is also open to debate. One of the key issues is defining exactly what we mean by a high-frequency trading strategy or what we call “Hi-Freqs” in industry jargon.

There is no agreed definition. At the end of last year, the Securities Industry and Financial Markets Association published a paper entitled “The Impact of High Frequency Trading” and there was no neat delineation between strategies. The commonalities are strategies that leverage computer technology, those that use algorithmic market-making arbitrage and directional strategies and those that limit human intervention. There are a lot of firms both on the buy-side and the sell-side and a lot of quantitative strategies that fit this description.

► **Three microseconds**

We heard from Dominique Cerutti earlier about the fragmentation that has necessitated these strategies in the marketplace, which were born of an anti-trust sentiment to encourage greater competition and more choice.

1. «Navigating Liquidity 6», Charles-Albert Lehalle, Global Research, CA Cheuvreux, January 2012.

This has attracted a tremendous amount of new entrants to the point where in 2005 80% of trading in stocks on the New York Stock Exchange (NYSE) was done on exchange, whereas the reverse is now true and it is done off exchange. I will not dwell on this point because I think that Dominique dealt with it adequately, but on the points of fragmentation and speed, this is very much the result of technology. Just to illustrate the sorts of speeds that we are talking about, we heard about three microseconds as being the lower limit of trading strategies. If supermarkets were to run a high-frequency trading strategy, the average household would complete an entire lifetime's worth of orders in under a single second.

► **What is NOT indispute**

Therefore, if the impact of high-frequency trading is in dispute, there are three things that are absolutely not: that there are ever larger volumes being done in ever smaller timeframes; that traders are trading more and more frequently; and that it is not just the speed but also the nature of the trading where it is more machine to machine. When I started in this industry, it was very much about picking up the phone and speaking to another human being. These days, trading execution is done in black boxes. For algorithms that are being deployed with the lifespan of a ladybird, that makes for a very rapid evolutionary adaptation or, if you prefer, extinction. In 2003, a US trading firm went insolvent in 16 seconds when a trader accidentally turned on an algorithm by mistake. It took the company 47 minutes to realise that it had gone bankrupt.

► **An issue for regulators**

Clearly, this therefore raises some very big questions for regulators as well as practitioners. There is evidence that the benefits of greater liquidity and speed, such as lower costs for practitioners and price discovery, improve efficiency and liquidity in the markets at the margin. I think that that is agreed. However, you can see the inherent potential for a destabilisation of the markets, particularly given the interconnectedness that Mark Hoban mentioned at the outset and nowhere was this more evident than in the Flash Crash of 2010. As Dominique mentioned earlier, two years on evidence is still being debated. As for the official report, although it did not blame high-frequency trading strategies for originating what was a tremendous cascade in the marketplace, USD1 trillion of value was momentarily vaporised before the markets stabilised and regained their composure. However, they established that the high-frequency trading strategies did nothing to help

prevent the cascade from happening in the first place. At the moment of extreme stress, many high-frequency trading strategies actually scaled back their liquidity and were net sellers in the market.

With asset markets relying on the accurate pricing of risk and financial regulation relying on the accurate reading of markets, these are clearly critical questions to delve into further and markets being like ecosystems, where you have equity strategies, derivatives and foreign exchange (FX) across developed and emerging market platforms, the interactions and the interdependence are overwhelmingly complex. This presents a very real and real-time challenge for regulators and market participants.

► **Technology as part of the problem... and of the solution?**

I mentioned at the outset how technology can be construed as part of the problem, having facilitated the development of these strategies. However, it is also possibly part of the solution, and this is a question that I would like to open up to the other panellists. We have a database that is mind-bogglingly rich in terms of the transactions that take place in the market. In theory, it is possible to map price and volume within and across markets and at very close to real time. On a practical level, the stability and efficiency might also be improved by introducing real-time clearing and settling.

At the moment, in their work, many clearing-houses reconcile trades in batches, often at the end of a day or trading period, and for orders that are executed in milliseconds you can see that this mismatch creates a potential hazard. Real-time clearing and risk management requires further institutional re engineering and in an interconnected global economy of the kind that we have been discussing today many of these structures continue to defy understanding. As they are difficult to understand they are therefore difficult to manage or regulate rigorously and the speed of evolution has outpaced the ability of firms and regulators to oversee things at a granular level. It is also an open question whether regulators have the technology and information technology (IT) budgets to tackle this adequately. Therefore, if fragmentation is a given of the structure of our markets today, there is still an open question as to whether technology, speed and real time data will facilitate their understanding and therefore their effective regulation.

Comment dominer la dynamique des marchés ?

Eric Le Boulch

CM-CIC Securities

Lionel Zinsou indiquait³ que la finance est perçue comme une solution en Afrique mais est considérée sans nul doute comme un problème en Europe et dans les pays occidentaux. Cette remarque a au moins la vertu de rappeler l'importance d'un système financier fort mais qui ne soit pas hypertrophié. En 2007, le secteur financier aux États-Unis représentait 8% du PIB et 40% des profits de l'ensemble des entreprises américaines. C'était sans doute trop.

Les marchés financiers ont un effet déstabilisateur pour une raison qui apparaît maintenant évidente, les États n'arrivent pas à dominer leur dynamique, les marchés financiers jugent et sanctionnent les politiques. Il est évident que cette situation n'est pas supportable. Cela reflète aussi une réalité incontournable, les marchés financiers sont aussi des détecteurs de mensonges privés ou publics, et un moyen d'imposer des normes. Il est bon de se rappeler que l'essentiel de l'épargne est géré sur trois zones : l'essentiel de l'épargne longue est gérée depuis le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis. Ce point met en exergue la faiblesse de l'Europe continentale sur l'épargne longue et la difficulté en conséquence que l'Europe a pour imposer ses conceptions et ses normes privées ou publiques dans le champ financier. C'est un point important.

La finance, les marchés financiers ne sont pas responsables de la crise qui est née – on le sait tous – de 15 ans de taux longs trop bas, qui ont

3. Voir page 18.

instillé la croyance que l'effet de levier pouvait aller de plus en plus loin. La finance soutenue par l'innovation financière a sans doute contribué à repousser les limites, l'avidité aussi a joué son rôle. Cette crise a mis en lumière la notion de finance inutile, le rapport de force entre les créanciers privés et les débiteurs publics, et une inversion de l'échelle des risques entre les États, les banques, et les *corporates* : on assiste ainsi à une modification profonde des primes de risques.

► Trois voies pour trouver des solutions

La première voie, c'est d'admettre «le marché tel qu'il est». Les marchés ne sont pas efficaces, ils ne l'ont jamais été. Néanmoins, ils sont fondamentaux et il faut comprendre leur fonctionnement si on veut les dominer. Il faut le faire parce que les marchés vont voir leur rôle croître. Donc l'affaire n'est pas gagnée ! Donc, le monde tel qu'il est, les marchés tels qu'ils sont.

La deuxième voie, c'est la nécessité de réaligner les intérêts. C'est de remédier à la notion de finance inutile si on le peut. C'est en fait paradoxalement renforcer les vrais marchés au service de l'économie. C'est aussi reconnaître le caractère stratégique du développement d'une industrie financière et particulièrement de l'industrie de l'épargne longue, conception qui n'est ancrée en France, et en Europe continentale. C'est jouer un rôle jusqu'aux PME et PMI qui sont les grands exclus du marché de la dette obligataire.

La troisième voie est la plus difficile. C'est d'affirmer que si les marchés sont inefficaces, s'ils ne s'autorégulent pas, s'ils sont le lieu de rapports de forces importants, et si on ne peut pas s'en passer, il faut une régulation efficace et une supervision forte. La difficulté réside dans le fait que l'on ne peut agir seul dans ce domaine.

► La première voie n'a pas fait ses preuves

Il y a un échec patent notamment centré sur la crise des *subprimes*, sur la mesure du prix et celle du risque. La notion de triple A ou d'actifs sans risque a été revisitée. Néanmoins, les marchés ne sont pas efficaces et par conséquent il ne faut pas faire une révérence excessive au *full fair market value* qui confond valeur et prix et qui conduit à une obligation de court-termisme pour les investisseurs. Bien sûr, cela protège *in fine* l'épargnant final d'une certaine manière, mais cela peut conduire aussi à détruire son épargne et à rendre pro-cyclique l'épargne longue. Autre point, il est clair qu'il ne faut pas admettre le principe de l'autorégulation. C'est un point qui est important, même si les acteurs privés peuvent proposer

une *self-regulation* en partie. Enfin, la notion d'actifs sans risque qui a été promue par les réglementations a notamment conduit à autoriser ou imposer aux investisseurs institutionnels et aux banques une exposition excessive en souverain. C'est un point qui me semble essentiel, il n'y a pas d'actifs sans risque. Enfin, il faut admettre que les bulles sont inhérentes au fonctionnement des marchés financiers.

► **Deuxième voie, il faut promouvoir les «vrais marchés»**

Un constat. Cela ne sert à rien de fragmenter les marchés qui sont très liquides sur les produits d'avenir et il est dangereux de laisser concentrer les marchés sur des produits complexes. Je partage complètement le point exprimé par Dominique Cerutti, il faut de vrais marchés, profonds, liquides, centraux, compensés. Il faut des acteurs responsables, donc des investisseurs contrariants, et ce en quoi, plutôt que de ne blâmer que les *hedge funds* qui essaient de décorrélérer leur gestion, il faut peut-être aussi blâmer la gestion indicielle qui renonce à son travail d'analyste. Donc il faut encourager une industrie de l'épargne longue, d'autant plus que les «bilans» régulés ne pourront pas investir sur des maturités longues comme auparavant. Donc l'encourager, cela veut dire pouvoir espérer imposer ses normes aux autres parties prenantes. Ce n'est pas gagné pour l'Europe continentale.

► **Troisième voie, proscrire certaines pratiques et certains produits**

C'est l'enjeu de la régulation et de la supervision mais aussi de la fiscalité. La tâche est difficile car il y a une dépendance très forte à l'innovation financière qui est utile. Il faut beaucoup de moyens pour superviser et réguler. Il faut aussi constater que l'on concentre les moyens sur les sujets simples. C'est un peu le principe de la «patrouille dans les beaux quartiers». Il est clair que sur les sujets moins simples, les produits les plus complexes, le *shadow banking*, il y a sans doute beaucoup moins de moyens.

La technologie va plus vite que le réglementaire, les contrats privés peuvent grandir à toute vitesse. En 2000, le montant notionnel des CDS était de 100 milliards ; 7 ans plus tard, 6 200 milliards. Quand on veut réguler, les activités se délocalisent très rapidement, donc il y a un risque d'arbitrage réglementaire entre les localisations. Il est difficile de distinguer l'offre de liquidité et la spéculation puisque si on interdit la couverture, il n'y a plus d'investissement dans le sous-jacent. On ne peut pas agir seul, il faut évidemment éviter d'être trop cyclique ; il faut peut-être aussi rappeler la primauté des intérêts du client, le devoir de conseil et la gestion des conflits d'intérêts, et sur ce point, la politique de rémunération est essentielle.

Il faut encourager l'autonomie de décision des investisseurs. Il faut standardiser le plus possible les contrats dérivés, au moins qu'ils passent en chambre de compensation – c'est un point clé. Que faut-il proscrire ? les « CDS nus » ? Parier sur la ruine, c'est vraiment pervers, s'assurer sans détenir le bien ? Je trouve la haute fréquence inutile : mettre plus de liquidités sur des marchés très liquides, sur-tarifier *in fine* l'épargne finale dont les ordres « traversent la fourchette de prix », n'est pas normal.

Je conclurai peut-être sur les contre-effets de la réglementation et sur l'accompagnement de la désintermédiation bancaire. La TTF est un exemple, c'est la « veuve de Carpentras » qui va payer la taxe sur les transactions sur un produit victime de la crise (les actions), pas les transactions sur les produits de gré à gré ou les produits toxiques. Heureusement les PME-PMI sont exclues du champ (le seuil du milliard d'euro de *capitalisation boursière*). Autre exemple de contre-effet, le dégroupage de l'exécution et de la recherche a conduit à asservir un peu plus encore la recherche à l'exécution et à détruire la recherche financière localisée en France de spécialités en particulier celle portant sur les PME et ETI cotées. En revanche, malgré certains contre-effets, il faut constater que la France a été protégée par une bonne régulation et une supervision forte. En revanche, s'il peut être utile d'éliminer ou de contraindre certaines pratiques ou produits, il faut aussi développer les activités financières utiles et les localiser sur le territoire national. C'est une faiblesse de la France. Il y a urgence maintenant d'accompagner le cadre de désintermédiation bancaire. Comment faire pour que les assureurs prêtent et fassent du crédit ? Peut-on structurer un marché des euroPP ? Comment faire pour financer les PME et PMI et ainsi leur permettre de grandir ?

An Unstable System

Alberto Giovannini

Unifortune

The tragedy of the current and all financial crises is that 99% of the actors are doing their jobs very well and probably 1% is breaking the law. 99% are therefore not breaking the law. This rational and honest work of 99% of the actors can sometimes generate disasters for themselves and the rest of the economy. What we are therefore talking about are market failures and what we need to do is to use economic analysis to deal with them.

First of all, I need to describe what a market failure is when there is a financial crisis and how it was dealt with before and why it is that we are not dealing with it now. Market failures are best described in terms of thinking about the origin of this problem, which was when the financial system was based on banks alone and banks performed a very important function –which they still perform– in the economy of liquidity transformation or liquidity pooling. Banks have liquid liabilities and they use them to provide long-term investments of various kinds.

Why is this, which is a function of the financial system as a whole and banks in particular, a great thing? It is because by doing this and pooling the different liquidity needs of people who place deposits in banks you allow society to finance longer-term plans. If you were not doing this pooling, society would not be able to afford the longer-term plans that are needed to produce things that have a higher yield and generate more wealth for everybody. It is therefore very clear what liquidity pooling and liquidity transformation is and why it is a good thing.

Of course what happens is that with this situation every bank is insolvent at every point in time because if everybody decides to take out their

investments, the bank cannot liquidate those assets, which are illiquid. The system is therefore very unstable and whenever you have liquidity pooling you have instabilities and the possibility of market failure, with everybody behaving the same way and rushing to the bank. This is the financial crisis and the market failure.

This was addressed very well at the end of the 19th Century with a set of regulations and institutions. The institutions were Central Banks, which were invented to deal with financial markets failure and not to target inflation. They were invented for that purpose and they did it very well because they knew about everything that was happening in the financial system and could exercise a lot of influence over market participants. On top of that, there were a number of other institutions, such as deposit insurance, bank supervision and so on and if you look at those institutions carefully, they are designed to prevent these liquidity collapses.

► **What about today?**

What characterizes the financial system today is not only liquidity pooling carried out by banks but also liquidity pooling being carried out by the financial securities and derivative markets. This is because when a Government or corporation issues a 30-year bond, those who buy the bond buy it because they know that if they want to they can sell it the day afterwards. There is therefore also liquidity pooling there and long-term investment plans pooled with the resources of people who know that they can sell these things and to the extent that they can sell there, is liquidity transformation. The same problem therefore occurs. If everybody wants to rush to the exit, the whole system collapses. How, then, do you deal with that? It is much more complicated in the financial system.

► **What do we need to do and what is being done?**

By the way, to solve these market-failure problems there are unfortunately no ethics, good behaviour by people or the jailing of anybody because, as we have said, there is not a lot of breaking of the law. We need to create new rules and institutions and this is being done in various directions. What we need first of all are rules of behavior for individual participants in the marketplace so that we do not have a perception that there is too much liquidity.

In the past 10 years, there has been a high perception of liquidity. People created or sold liquidity thinking that the markets would pool liquidity efficiently and this has created a huge risk of liquidity failure. That is the first thing. The other thing is the role of the main actors, e.g. the Central Banks.

Apparently, European Governments are waking up to the fact that we forgot what Central Banks were about when the ECB was set up. We are now very slowly rethinking the role of an institution that by its own design as the sole supplier of the ultimate source of liquidity in the market place has to be a main actor in dealing with financial market failures. Unfortunately, there is still a lot of controversy around this.

Finally, we have information and infrastructure. There is no information. The authorities have no information about what is happening in the marketplace. Thank goodness there are initiatives for gathering together this information, and it will have to be processed properly for the authorities to carry out their proper role of market stabilisers. Infrastructure was also mentioned and we need to pool counterparty risks as much as possible so that one essential channel of transmission of this crisis is eliminated.

Jouer le jeu de l'épargne longue

Pascal Blanqué

Amundi

Quand on parle d'épargne longue, on peut avoir l'impression d'avoir affaire à la chimère ou au dodo de l'Île Maurice, quelque part entre l'animal fantasmagorique et l'espèce en voie de disparition. C'est un dur combat à mener, et le jeu en vaut la chandelle. Je voudrais faire trois remarques et évoquer cinq chantiers pratiques.

► Épargne longue, rôle des *assets managers* et réduction de l'épargne non productive

Première remarque : il n'y a pas d'épargne longue s'il n'y a pas d'investisseurs à long terme ; et il n'y a pas d'investisseurs à long terme si l'on ne croit pas que les actifs financiers ont une valeur fondamentale d'une façon ou d'une autre justifiant des stratégies contra-cycliques de *mean reversion* ou « contrarian ». Si on s'en est convaincu, cela devrait être simple. En fait, dans la vraie vie, ça ne l'est pas. Il y a très peu d'investisseurs de long terme, et ils sont pris dans un jeu de contraintes, d'incitations faibles, fiscales, normes comptables, supervisions des *boards*, on peut en citer beaucoup. Ces acteurs eux-mêmes sont très divers : entre un fonds souverain, un *retail*, un assureur, ou un fonds de pension, peu de points communs ; ce sont des animaux très différents aux problématiques et trajectoires distinctes.

Enfin, l'ensemble des acteurs, qu'il s'agisse des marchés financiers, des régulateurs, des *assets managers*, n'a pas forcément des intérêts toujours alignés. À cette première remarque, on pourrait ajouter le fait – vous le connaissez – que la durée de détention d'une action aujourd'hui ne dépasse pas un an, et que le long terme n'est pour les hommes que nous sommes rien d'autre qu'une série d'années calendaires.

La deuxième remarque porte sur le modèle de financement et le rôle que jouent les *asset managers*. En gros, dans les années 90, on a vu monter en puissance les marchés, puis les *asset managers* aux côtés des banques dans le financement à long terme de l'économie. Ils l'ont fait au travers des CD, du *corporate credit* notamment, ils en ont importé les défis et les caractéristiques et une partie de la fonction de transformation des banques leur a été transférée. La crise est venue casser net cette mécanique, en ramenant les investissements, en ce qui concerne les *asset managers* vers du monétaire très court, tandis que la charge de financement à long terme s'est reportée sur les banques, au moment où des contraintes de fonds propres s'élevaient sur elles. La machine a redémarré. Mon point ici c'est que les *asset managers* jouent un rôle clé dans la fonction de financement et ils vont continuer à le faire par exemple au travers des fonds de créances, de *loans* ou de dettes aujourd'hui sur du *Mid Cap* ou des PME. Deuxième point : les *asset managers* assument une fonction de recyclage de l'épargne mondiale. En fait, si je prends mon exemple chez Amundi, deux tiers de notre collecte depuis trois ans vient du *Middle East* et de l'Asie, et elle est recyclée au travers de différentes classes d'actifs en Europe ou ailleurs.

Troisième remarque : il s'agit de réduire l'épargne non productive et les réserves de soi-disant valeurs qui peuvent exister. La réalité aujourd'hui, c'est que l'épargne ne manque pas, il y a des surplus, et en face il y a des besoins énormes de PME, d'infrastructures de villes vertes... Mais ces surplus sont caractérisés par un rendement très faible et un sous-emploi généralisé sur fond de demande globale faible. Tout cela se traduit par un coût du capital plus élevé et des effets d'éviction sur la recherche et le développement, sur l'intégration de l'ESG ou sur l'investissement à long terme. Il y a un problème de structure des sous-jacents et d'horizon à régler, et l'impact de la crise n'a rien résolu. Il y a une tétanisation des esprits liée à la crise, à la volatilité constatée dans les économies de bulles dans lesquelles nous nous trouvons. S'y ajoutent la remise en question des vaches sacrées et de la diversification telle qu'on l'entendait ou des *benchmarks* tels qu'on les entendait, la confusion entre liquidité et sécurité, sans parler de la notion complexe et floue d'actif sans risque. Il y a un paysage intellectuel bouleversé par la crise et qui a besoin d'être clarifié afin d'aller vers l'investissement à long terme.

► Cinq chantiers pratiques

Le premier, un triptyque : «Communication, Éducation et Networking». Deux exemples : sur l'investissement à long terme, il faut faire un effort pédagogique sur l'intérêt du retour à la moyenne des classes d'actifs. Autre exemple, on ne sait pas que la volatilité des rendements actions a tendance

à diminuer à moyen terme, et celle des obligations à augmenter à moyen terme. *Networking*, c'est mettre en contact les acteurs, les fonds souverains par exemple et les *asset managers*, nous y travaillons.

Deuxième chantier : **les incitations**. Elles sont fiscales. Ce sont des thèmes de lisibilité, de structure de la fiscalité à aligner sur l'horizon d'investissement et les risques. Dans ce deuxième chantier, il faut inclure les incitations orientant les investisseurs. Il s'agit de donner des incitations aux investisseurs pour porter à long terme leurs investissements. Pour les *boards* aussi, il faut avoir des mécanismes de supervision dans les *boards* qui soient alignés sur des investissements de long terme. Enfin, les normes comptables. C'est probablement le problème le plus compliqué aujourd'hui. La messe semble dite, et c'est dommage : est-il raisonnable d'encadrer de la même façon des acteurs institutionnels qui sont à des points de maturité ou à des points différents de leur cycle ?

Troisième chantier : **les univers d'investissement**. Je le disais, la diversification telle qu'elle a été conçue aujourd'hui a fauté d'une certaine façon, en tout cas a trouvé des limites, et elle doit être réinventée, par exemple en passant de la diversification par classes d'actifs à la diversification par facteurs. Les *benchmarks* par capitalisation, vont céder peu à peu la place à des *benchmarks* pondérés par les risques ou d'autres facteurs.

Quatrième chantier : **les produits**. Il faut jouer sur l'existant. En France par exemple, flécher l'intéressement participation sur le PERCO ou utiliser l'enveloppe PEA sont des moyens très pratiques en fait d'orienter l'épargne vers l'investissement à long terme. Il faut investir par ailleurs dans de nouveaux produits. J'ai évoqué les fonds de créances ou de dettes de PME ou d'entreprises moyennes. Voilà un thème très pratique qui permet aux *assets managers* de jouer leur rôle. Enfin, globalement, une des leçons de la crise, c'est que pour réamorcer l'ensemble de la pompe, il appartient aux BFI de produire les instruments avec la liquidité adéquate. Il appartient aux *assets managers* de fabriquer des produits simples avec un adossement adéquat de la liquidité, ce qui ne signifie pas du tout que certains produits ne doivent pas intégrer des sous-jacents qui peuvent être partiellement illiquides. L'immobilier, le *private equity*, les infrastructures ont du sens, pour autant que le produit soit conçu avec un adossement adéquat à la liquidité et des *lock-up periods* par exemple.

Enfin, dernier axe, **l'intégration de l'ESG**, je pense que c'est un effort de longue haleine. L'intégration des critères ESG dans les gestions longues, mais aussi l'implication dans la gouvernance permettant de peser sur les acteurs, dont les entreprises, constituent à mes yeux des axes importants.

Prudential Regulation, Supervision and the Current Crisis

Claudio Borio²

Bank of International Settlements

The organisers have asked me to address a deceptively simple question: what should prudential regulation and supervision do to help overcome the continuing financial strains? While I suspect the question is largely motivated by what is happening in the euro area, it applies much more broadly to several mature economies. In some respects, as highlighted in the latest BIS Annual Report, the euro area should be seen as a microcosm for more general challenges.

I would summarise my answer in three points. First, let me start with what should not be done, and that is to weaken or slow the pace of implementation of the prudential regulatory and supervisory reforms agreed internationally, in particular of Basel III. Second, regulatory and supervisory authorities should address financial institutions' balance sheet repair head-on. This is a necessary step to establish the basis for a self-sustaining economic recovery. Finally, that said, other policies should also support the required balance sheet repair. Here, it is important to acknowledge the critical role of fiscal policy as well as the limitations of monetary policy. Going forward, it will be essential to restore the creditworthiness of the sovereign and to use any fiscal room for manoeuvre effectively; and it will be equally essential to avoid overburdening monetary policy.

I shall first say a few words about the context, *i.e.* paint a broad-brush macroeconomic picture for much of the advanced economy world. I shall

2. Deputy Head of the Monetary and Economic Department, Director of Research and Statistics, Bank for International Settlements. The views expressed do not necessarily reflect those of the BIS.

then discuss the role of prudential regulation and supervision before finally turning to that of other policies.

► **The context**

Several key advanced economies are facing a post-financial boom hangover: they are struggling to escape a “balance sheet recession” associated with a serious financial bust.

Not all recessions are born equal. And balance sheet recessions are very different from typical postwar recessions, which were triggered by a monetary policy tightening to stop rising inflation. The preceding expansion or boom is much longer; the subsequent debt and sectoral capital stock overhangs are much larger; the financial sector is much more damaged; and the subsequent recovery is comparatively weak and the associated output losses bigger. The experience of Japan following its financial bust in the early 1990s is the closest equivalent.

There are obvious symptoms of this condition. Banks continue to be weak: while they have improved their common equity-to-total capital ratios significantly, their credit default swaps are at levels close to those that prevailed at the time of the Lehman Brothers failure, their shares have lost ground in relation to the overall stock market index, and they have experienced widespread downgrades –in both their stand-alone and all-in ratings. Private sector debt in relation to GDP, a crude measure of aggregate leverage, is still very high. Sovereign debt has ballooned and sovereigns have been downgraded. And major central banks’ interest rates have been at their effective zero lower bound for quite some time now, while their balance sheets have ballooned too.

Within this broad picture, there are significant differences across countries. Those that have experienced *domestic* financial booms and busts have faced serious strains in both non-financial sector and bank balance sheets and are, to varying degrees, seeing deleveraging in both sectors. Clear examples are the United States, the United Kingdom, Spain and Ireland. Those countries whose financial institutions were exposed to financial booms *elsewhere* have also seen serious strains in their banks, but their non-financial private-sector debt-to-GDP ratios have typically risen further on the back of credit expansion. Notable examples are Germany, France, and Switzerland. Indeed, in Switzerland a strong and possibly unsustainable

3. Several advanced economies and, in particular, emerging market economies whose banks did not incur large losses during the crisis have been experiencing domestic financial booms that, in some respects, resemble those seen in a number of industrial countries prior to financial crisis. See the latest BIS Annual Report for a discussion of these issues.

housing boom is under way, despite comparatively weak economic growth³. In the euro area, the perverse feedback loop between weakness in the banks' and that in the sovereigns' balance sheets is most intense. It has been brought into the open, and exacerbated, by an obviously incomplete economic and monetary union.

► **The role of prudential regulation and supervision**

What should the role of prudential regulation and supervision be in this context? I would stress two points.

The first point is that there should be no weakening or delaying of the implementation of regulatory reforms agreed internationally, and in particular of Basel III. This, of course, is a task that goes beyond regulators and supervisors, as national legislatures are ultimately responsible for enacting the agreed standards. Banks went into the crisis with capital cushions that were far too thin and of too low a quality. A core objective of Basel III is precisely to address this problem, so as to make future crises less likely and severe.

One oft-heard criticism is that strengthening capital cushions at this juncture is counterproductive because it risks weakening the economy further – in jargon, it is said to be procyclical. There are two answers to this.

The first echoes the famous farmer's answer to a foreigner who has lost his way and asks for directions: "If I were you, I wouldn't start from here." Specifically, if Basel III had been in place, it would have ensured that banks had strong capital buffers designed precisely to be drawn down at times of stress (conservation and countercyclical buffers), thereby acting as built-in stabilisers. Addressing the procyclicality of the financial system is a novel objective of Basel III relative to its predecessor, as part of a greatly strengthened systemic or macroprudential orientation of the arrangements. But the buffers simply were not there, and you cannot draw down what you have not built up! Moreover, banks need to build strength to face deterioration in the creditworthiness of the sovereign and to break the perverse feedback loop noted above.

The second point is that the priority for regulation and supervision should be to induce and support in-depth repair of banks' balance sheets as well as a return to sustainable profitability. In other words, the priority should be to address head-on the legacy of the financial boom. This means: enforcing full recognition of losses (write-downs); recapitalising institutions (subject to tough tests), including through temporary public ownership;

sorting institutions according to their viability; dealing with bad assets (including through disposal); reducing the excess capacity in the financial system; and promoting operational efficiencies. This is precisely what the Nordic countries did when they faced their banking crises in the early 1990s; and it is what Japan failed to do around the same time. This difference was no doubt a key factor in explaining their divergent subsequent economic performance. Before the current crisis, the Nordic countries' handling of their crisis was universally regarded as the way to go.

Such a policy would have several benefits. It would restore confidence in the banking system. At present, market-to-book values are well below 1 (below 50% for euro area banks and around 75% for their European and US peers) and there is little funding on offer to banks other than against collateral (exacerbating the problem of "asset encumbrance"). It would unblock interbank markets and relieve pressure on central banks – just think of the extraordinary long-term unconditional liquidity support that the Eurosystem has been providing to banks. And it would restore incentives for the proper allocation of credit and avoid unwelcome risk-taking. It is probably no coincidence that volatile trading profits have been the main source of income since the crisis erupted and that at least one large institution has recently incurred sizeable trading losses on its credit portfolio. Unless losses are fully recognised, viable institutions are recapitalised and unviable ones exit the market, the incentives to take on unwelcome risks, including by betting on resurrection, and to overcharge healthy borrowers to the benefit of unhealthy ones are too great. When the initial level of debt in an economy is too high and has to be reduced to establish the basis for a self-sustaining recovery, the allocation of credit is more important than its overall amount.

► **The role of other policies**

But regulation and supervision cannot overcome the current and prospective financial strains on their own. Other policies have a role to play too.

Fiscal policy is critical. First and foremost, it is essential to restore the creditworthiness of the sovereign. The sovereign is the ultimate backstop for the financial system. In fact, as judged by rating agencies, the value of the implicit support of the sovereign for the banking sector increased substantially between 2007 and 2011. There cannot be lasting financial and macroeconomic stability if public finances remain on an unsustainable path.

At the same time, it is important to make sufficient room to use the public sector balance sheet to support the repair of private sector balance

sheets. As already noted, temporary public sector ownership may be necessary as part of credible and orderly restructuring plans for the banking sector, as confirmed by the experience of the Nordic countries. And public money may also be necessary to address the balance sheet problems of an overindebted and underwater household sector, such as that in the United States. Arguably, this would be a much better use of public money than pump-priming (expenditure increases or tax cuts). It would remove a key obstacle to a self-sustaining recovery rather than risk building a bridge to nowhere, as the Japanese experience seems to indicate. If people do not wish to borrow, even the short-term effect of untargeted fiscal expansion (the so-called “fiscal multiplier”) is likely to be small, as beneficiaries would tend to use the additional income to repay debt. In the euro area, for the sovereigns with the least room for manoeuvre, support from the euro area as a whole is a welcome option, especially if it is part of a well-sequenced and comprehensive shift towards a more complete economic union rather than just another short-term fix. A so-called banking union, with a common regulator and supervisor as well as common deposit insurance and resolution schemes, would advance such a long-term strategy.

But just as it is important to recognise the key role of fiscal policy, it is equally important not to overestimate what central banks can do, be it through extremely low interest rates or the aggressive expansion of their balance sheet, whether in the form of large-scale asset purchases or unconditional liquidity support. These policies have had the great merit of preventing the collapse of the financial system and the economy. But they are less well suited once the priority shifts from crisis management to crisis resolution. They can buy time but also make it easier to waste it: the incentives they generate are not supportive of balance sheet repair. For example, they risk delaying the recognition of losses, may induce unwelcome risk-taking and reduce the sense of urgency for the required adjustment.

Failure to recognise these limitations risks overburdening central banks and generating a growing “expectations gap”, between what they are expected to deliver and what they can actually deliver. In the long term, this can undermine their credibility and operational autonomy. Ultimately, it can make the achievement of sustainable and balanced economic performance ever more elusive. There are no quick fixes for the current economic problems. To believe otherwise would be a serious mistake.

8.

Le nouveau dynamisme de la société civile

Rassemblements, pétitions, think tanks... les initiatives citoyennes sont de plus en plus efficaces dans la promotion de causes ou de valeurs délaissées par les pouvoirs publics. La société civile, par sa mobilisation, influence la sphère politique au-delà de son seul rôle de participation au processus démocratique.

Les réseaux sociaux, la globalisation et l'accroissement du niveau d'éducation ont contribué à l'émergence de ces mouvements. Dans nombre de pays développés, des collectifs comme celui des indignés se mobilisent pour proposer un modèle social plus juste. Ces nouveaux moyens permettent aussi de structurer et de dynamiser l'opposition au politique lorsque celui-ci ne respecte plus les valeurs partagées par les citoyens.

Ce dynamisme n'est-il qu'un feu de paille ou est-ce un nouveau mode d'expression qui fera évoluer les sociétés du XXI^e siècle ?

Introduction du Cercle des économistes

Anton Brender

Témoignages

Gaby Bonnard • Loraine Donnedieu de Vabres • Thierry de Montbrial
Yukio Okamoto • Jean-Luc Placet • Deepak Puri • Guillaume Sarkozy

Modérateur

Eric Le Boucher

Le double rôle de la société civile

Anton Brender

On parle beaucoup de société civile, C'est une expression qui a une longue histoire et qui aujourd'hui est à utiliser un peu comme un gadget. Je ne vais pas essayer de rentrer dans les définitions, mais il faut rappeler que ce terme de société civile est communément accepté pour désigner ce qui s'oppose d'un côté au pouvoir politique, au pouvoir de l'État, mais de l'autre aussi au pouvoir marchand, celui du capital. Donc la société civile c'est tout ce qui se situe dans cet espace, et ce n'est pas facile de le définir sur le plan purement conceptuel. Ce n'est pas non plus très facile de donner une vision exhaustive du rôle que joue la société civile dans nos sociétés. C'est ce sur quoi je voudrais juste insister en introduction.

Cela fait longtemps que la société civile joue un double rôle dans la société. D'abord c'est elle qui complète l'État. Elle joue un rôle complémentaire de l'État. Là où le cadre étatique est soit inexistant soit trop étroit pour que ce rôle soit rempli, la société civile le prend en charge. Ce qu'on appelait pendant très longtemps la charité, on l'appelle aujourd'hui la générosité, l'entraide ; tout cela ce sont des efforts de solidarité qui sortent du cadre public de l'État et qui sont souvent déployés dans le cadre depuis très longtemps par la société civile.

Il y a également une activité d'imagination sociale qui aujourd'hui se développe dans les *Think Tanks*. Hier c'étaient les clubs, c'étaient les sociétés académiques, tout cela existe depuis très longtemps. Et c'est une activité naturelle presque de la société civile que de compléter l'État là où il est finalement relativement peu efficace. De ce point de vue-là, il n'y a pas trop de changement.

■ Une force révolutionnaire

Il y a une deuxième activité de la société civile qui est extrêmement importante elle aussi. C'est tout simplement au contraire non pas de compléter l'État, mais de s'opposer à l'État, de s'opposer au pouvoir politique par des revendications, parfois par une opposition, parfois par des mouvements politiques, voire c'est une force révolutionnaire. Les révolutions par nature proviennent de la société civile. Tout cela est vraiment ancré dans l'histoire –comme on dit– et que les moyens modernes de circulation de l'information ont activé, mais n'ont pas transformé dans son principe. C'est toujours la même chose, sauf que les moyens de communication moderne dont on dispose ont avivé fortement ces fonctions, que ce soit d'un côté de complément de l'État –c'est la rapidité avec laquelle les efforts de secours aujourd'hui et de mobilisation de solidarité s'organisent– et puis aussi du côté, bien sûr, de la force d'opposition à l'État.

Une des questions qu'il faut toujours garder en tête, c'est que l'efficacité technique n'est pas forcément un garant de succès dans ce genre de chose. Il faut rappeler qu'avec des moyens techniques moins achevés, on a eu par le passé d'énormes succès de la société civile, et je ne parle même pas des révolutions, mais plus récemment, le droit des femmes, le droit d'un certain nombre de minorités, l'opposition à des guerres coloniales... Tout cela, ce sont des mouvements qui émanaient de la société civile, qu'elles prenaient en charge et qui ont été extrêmement efficaces. Donc il faut se demander si les moyens modernes donnent une plus grande puissance à la société civile ? Est-ce qu'ils vont lui permettre de servir de force de rebond à nos économies occidentales ? Sur ce thème, les éléments d'expérience dont on dispose ne sont pas encore complètement probants. D'un côté, il y a le récent succès qui est étonnant et qui a été remporté par la société civile, d'avoir bloqué au niveau du Parlement européen le traité international sur la contrefaçon. C'est un succès extraordinaire qui a été totalement obtenu par l'Internet. Cela concernait directement les usagers de l'Internet, mais c'est vraiment la manifestation parfaite de la puissance qu'acquiert aujourd'hui la société civile lorsqu'elle veut s'opposer à des décisions politiques de ce point de vue-là. De l'autre côté, et c'est là-dessus que je voudrais aussi insister. Il y a des exemples tout aussi spectaculaires et moins concluants. Prenons simplement tout ce qu'on appelle *Occupy Wall Street*, le mouvement des indignés à Francfort, Paris, etc., c'est spectaculaire, et dans certains cas dramatique. Pour l'instant, ce qu'on peut dire, c'est que cela traduit quand même une relative impuissance de la société civile face à des problèmes qu'on n'a pas arrêté d'évoquer dans ces enceintes. Donc une expérience qui pour l'instant est mitigée.

La question demeure : est-ce que la puissance nouvelle de la société civile, est un mythe ? Est-ce que c'est une réalité ?

Nouveautés et perspectives de la société civile

Thierry de Montbrial

Institut Français des Relations Internationales

Je vais commencer par des questions de définition au sens large du terme. «Société civile» est un terme très riche. Je dirai simplement que génériquement, la société civile c'est tout ce qui désigne la participation des citoyens à la vie publique, en dehors de l'État.

La société civile est plus ou moins organisée. Par exemple dans un pays comme la France, elle est assez organisée, et paradoxalement, en ce qui concerne la France, avec l'aide de l'État, je pense en particulier au financement des syndicats.

► L'émergence des *Think Tanks*

L'émergence des *Think Tanks* est un élément original et relativement récent de la société civile. Le mot *Think Tank* est aujourd'hui utilisé à tort et à travers. Il est utilisé notamment comme substitut de ce qu'on appelait autrefois les clubs. Pour moi, le *Think Tank* a une définition assez précise. Sans entrer dans les détails, je dirais que, pour qu'il y ait un véritable *Think Tank*, il faut qu'il y ait une organisation structurée avec une base de chercheurs permanents, avec à la fois un aspect recherche et un aspect débat, cela en vue d'éclairer des politiques publiques. De ce point de vue-là, on en revient toujours à la notion de politique publique. Normalement, un *Think Tank* doit être indépendant de l'État. Et en ce sens, il correspond bien à une institution de la société civile. C'est un concept qui est originellement anglo-saxon, particulièrement américain et britannique, mais qui s'est considérablement développé un peu partout dans le monde. Mais j'insiste : pour qu'il y ait vraiment un *Think Tank*, il faut à la fois recherche et débat.

► **La notion de société civile est-elle attachée à un État ?**

La première question que je voudrais poser aujourd'hui concerne les frontières de la société civile : la notion de société civile est-elle attachée à une unité politique, typiquement un État ou peut-elle transcender un État ? Par exemple, peut-on parler de société civile européenne ? Peut-on parler de société civile mondiale ?

La réponse à cette question n'est nullement évidente parce que ce qui caractérise une unité politique, c'est une culture et une organisation dans le cadre d'un État. Il faut qu'il y ait une culture commune. Pensez par exemple à la réponse de Renan à la question *Qu'est-ce qu'une Nation ?* Or il n'y a évidemment pas actuellement d'unité politique mondiale. Peut-il y avoir une société civile dans un milieu culturellement hétérogène ? Je me borne à poser les questions parce que le temps nous est limité.

Dans le domaine des *Think Tanks* à vocation internationale, je crois que l'IFRI est en France l'institution de référence. Sur un plan plus léger, le « *Council on Foreign Relations* » américain, qui est un peu l'ancêtre de tous les grands *Think Tanks* mondiaux dans le domaine international, vient de prendre l'initiative de ce qu'on appelle le « *Council of Councils* » qui comprend une vingtaine d'institutions dans le monde, parmi lesquelles l'IFRI pour la France, et l'un des rares européens d'ailleurs. Ce « *Council of Councils* » essaie de développer des codes de communication communs qui permettent de s'entendre, ne serait-ce que culturellement. J'insiste sur ce point-là qui est extrêmement important : il faut s'entendre.

► **Et les réseaux sociaux ?**

J'en viens maintenant à la question des réseaux sociaux qui, effectivement, bouleversent la donne. Les réseaux sociaux sont à la fois un outil qui peut être utilisé par exemple par les entreprises dans leurs nouvelles politiques de marketing, par les États, mais aussi –il est important de le noter– par des gangs ou par des institutions terroristes ou illégales. C'est une nouvelle forme de coalition qui agrège des individus et qui emploie souvent –on pourrait dire s'appropriet– un vocabulaire sociologiquement connoté. Par exemple, chez Facebook, quand on parle d'amis on fait référence à une notion très proche de la notion émotionnelle de communauté au sens sociologique du terme, telle qu'elle est liée par un ciment affectif. C'est ce que j'appellerai un faux ami. On emploie un vocabulaire connoté qui fait penser (qui veut faire penser ?) aux vraies communautés, celles qui sont enracinées dans le temps. Or, de fait, ce sont des coalitions temporaires, fragiles, instables et fondées sur une ambiguïté fondamentale au sens sociologique du terme.

Mais le cœur du problème des réseaux sociaux est celui de l'éternelle dialectique entre ordre et désordre. Premièrement, les réseaux sociaux ont montré leur excellence pour mobiliser des «troupe» et déstabiliser les institutions établies. «Printemps arabe» peut légitimement être perçu comme un exemple réussi où des régimes autoritaires ont été déstabilisés et renversés. On pourrait multiplier les exemples, les dernières élections présidentielles iraniennes, les manifestations en Russie dans le contexte de la dernière élection de Poutine et ainsi de suite.

Mais, et je voudrais insister là-dessus, les limites sont assez claires. D'abord, celle de l'indignation qui n'est pas à elle seule un facteur de production. «*Occupy Wall Street*» tourne en rond, pour dire le moins. Stéphane Hessel ne nous conduit pas bien loin. D'autre part, les révolutions échappent le plus souvent à leurs auteurs. Cela a toujours été le cas, mais aujourd'hui cela se passe à toute vitesse. Regardez par exemple ce qui se passe à l'heure actuelle en Égypte. Si la Russie et la Chine se trouvent déstabilisées – ce qui est possible – je vous demande ce qui arrivera ensuite ? Le monde serait-il plus heureux avec une Russie, ou pire encore, une Chine en proie à une déstabilisation interne totale, ne serait-ce que sur le plan économique ? Cela peut même être dangereux. Par exemple, au moment où nous parlons, nous assistons à une certaine déstabilisation en Europe : les Allemands sont indignés ou préoccupés par les campagnes féroces contre eux dans le contexte actuel de la crise financière, non seulement en Grèce mais dans le reste de l'Europe. Cela les perturbe profondément, il y a un aspect passionnel dans tout cela qui peut conduire jusqu'où ?

D'où les questions que je pose pour conclure. Première question, comment les réseaux sociaux vont-ils dans le temps contribuer constructivement au développement des sociétés civiles, et éventuellement d'une société civile mondiale ? Constructivement voulant dire dans une sorte d'équilibre harmonieux, comme diraient les Chinois, entre ordre et désordre ? Ou bien va-t-on vers un accroissement local et mondial de l'anarchie ? Plus généralement, cela pose la question de la viabilité de la démocratie représentative, laquelle suppose une certaine harmonie entre les institutions de l'État et celles de la société civile. D'ailleurs, on peut se demander si les réseaux sociaux ne sont pas par nature opposés à toute notion d'institution. C'est une vraie question.

Question subsidiaire : le développement des réseaux sociaux, et plus généralement des technologies de l'information et de la communication, ne favorise-t-il pas paradoxalement les activités criminelles qui peuvent les instrumentaliser ? Voilà donc quelques questions, et je m'empresse de dire que je ne prétends d'aucune manière à avoir des réponses fermes sur plusieurs d'entre elles en tout cas.

Le Droit sert-il les revendications de la société civile ?

Lorraine Donnedieu de Vabres-Tranié

Jeantet Associés

Jean-Jacques Rousseau affirmait cyniquement avant la Révolution française : «Le peuple anglais pense être libre. Il se trompe fort. Il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement. Sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien.» Qu'en est-il aujourd'hui ? Ce qui est sûr, c'est qu'en démocratie représentative les électeurs délèguent à leurs représentants la fonction normative de production du Droit ainsi que la fonction exécutive.

Comme dans l'exemple de Rousseau, ils ne reprennent le pouvoir que le jour des élections. Il faut saluer sur ce point, la réforme récente qui a permis aux Français de l'étranger de voter par Internet lors des dernières élections législatives et d'exercer ainsi leur pouvoir à distance.

► Les modes traditionnels d'expression des revendications de la société peu utilisés

On pense bien sûr aux référendums sous la V^e République : il y en a eu neuf, autant dire rien ! 31 référendums locaux ont aussi été organisés mais 12 d'entre eux ont été annulés parce qu'ils portaient sur des sujets autres que strictement communaux. Cela étant, 72% des Français souhaitent que la France suive l'exemple suisse et se serve du référendum d'initiative populaire en l'élargissant à des sujets économiques et environnementaux. Les consultations avant l'adoption de la loi, via des forums de discussion ouverts sur Internet par les autorités publiques pourraient marquer un nouveau rapport entre le législateur et le citoyen comme le préconise le rapport public du Conseil d'État pour 2006 sur la sécurité juridique et la complexité du Droit. C'est ce

qui se passe au Royaume-Uni où tous les textes sont mis en ligne avant leur adoption avec un délai de trois mois laissé aux justiciables et aux citoyens pour s'exprimer. En France, les procédures de consultation préalables sont pour l'instant majoritairement le fait d'autorités administratives indépendantes : AMF, ARCEP, et même l'Autorité de la concurrence, qui, depuis sa création, consulte régulièrement la société civile sur ses projets de lignes directrices.

Quant aux pétitions, elles existent depuis fort longtemps, mais sont très peu utilisées. En 1830, 1 370 pétitions avaient été portées devant le Parlement français. Sous la dernière législature, on en dénombrait 34.

S'agissant des pétitions adressées au Parlement européen, les chiffres ne sont guère plus brillants : en 2009, on recensait 1 108 pétitions recevables, ce qui est très peu à l'échelle du nombre de citoyens européens. Quel sera dans ce contexte le sort réservé à l'initiative citoyenne qui permet à un million de citoyens européens, en provenance d'un quart des membres de l'Union européenne, d'inviter la Commission européenne à faire des propositions sur des sujets précis ?

► **Quelles voies la société civile emprunte-t-elle, dans ces conditions pour exprimer ses revendications ?**

La mobilisation de la société civile via Internet

L'accès Internet est présent au domicile de trois quarts des Français. Les trois quarts des abonnés à Internet se connectent tous les jours. Plus de quatre cinquième des Français ont un mobile et un sixième des Smartphones, étant observé que les trois quarts de détenteurs de smartphones naviguent sur Internet trois fois plus que l'ensemble des personnes équipées d'un mobile.

Il s'avère que ces outils sont utilisés par nos concitoyens pour peser sur le débat public. Deux exemples récents en témoignent. Ce sont des débats, via des forums, des blogs et bien sûr les fameux réseaux sociaux qui ont permis l'adoption de la loi sur la Responsabilité Sociale des Entreprises, imposant aux entreprises un reporting plus qualitatif que financier.

La réunion de 35 000 signatures sur un site Internet dédié contre la circulaire relative à la maîtrise de l'immigration professionnelle est un autre exemple de revendication citoyenne entendue par les pouvoirs publics.

Une vigilance requise

Face à de tels moyens d'action, il faut faire preuve de vigilance. Prendre en compte des intérêts particuliers groupés, peut tout d'abord remettre en cause le pacte républicain aux termes duquel la loi est l'expression de la volonté générale.

Il y a ensuite, un risque de prime laissée aux deux G, les « grandes gueules » organisées en réseaux déterminés qui reçoivent de surcroît un accueil tout à fait favorable de la part des médias et un écho d'une ampleur sans rapport avec leur représentativité.

La question se pose de savoir si le Droit peut offrir des moyens de se protéger de ces excès.

► **L'encadrement par le Droit des revendications de la société civile**

Plusieurs nouveaux outils permettent d'encadrer les revendications de la société civile. La « question prioritaire de la constitutionnalité » dite « QPC », en vigueur depuis 2010, permet à tout justiciable de soulever, à l'occasion d'un contentieux la non conformité à la Constitution du texte applicable au litige et d'obtenir en conséquence sa modification. Le succès de garde-fou contre l'arbitraire de la norme est au rendez-vous : en moins de deux ans, plus de 1 000 QPC ont été déposées !

Un autre moyen consiste pour la société civile à prendre son destin judiciaire en main en ayant recours à la médiation qui permet aux parties de sceller par un accord leurs revendications respectives. C'est la justice douce ou participative, appelée de ses vœux par le Président Magendie¹.

L'action de groupe est enfin très attendue par la société civile. Même si un système d'*opt-out* à l'américaine est difficilement concevable, ne serait-ce que parce qu'il entraînerait des bouleversements profonds dans notre procédure civile, l'adoption rapide d'un « *opt-in* » très encadré est aujourd'hui très probable.

Le Droit a donc toute sa place pour promouvoir et encadrer les revendications de la société civile.

Chers amis économistes, vive le Droit !

1. Premier Président de la cour d'appel de Paris de 2007 à 2010, auteur d'un rapport « *Célérité et qualité de la Justice devant la cour d'appel.* »

The Great Eastern Japan Earthquake: Corporations, Citizens and their Evolving Contribution to Civil Society

Yukio Okamoto

Okamoto Associates

The recent success of a range of citizens' initiatives and public campaigns around the world represents a long-term trend that is already prompting changes in the *modus operandi* of governments and ruling authorities. I would like to draw on a situation quite 'close to home' for me.

Last year the Tohoku region of Japan was hard-hit by an unprecedented "triple disaster" comprising one of the largest earthquakes ever recorded, a massive tsunami and the worst nuclear accident for the last 25 years. It is the most expensive natural disaster in history, the damage bill topping \$235 billion.

Fortunately for Japan, the ferocity of the disaster was met in equal measure by the outpouring of assistance and support from around the world. Volunteers, financial donations and supplies streamed in to Japan in a spontaneous expression of sympathy and solidarity with the people of Tohoku, including twenty thousand US service personnel on the ground assisting rescue efforts.

When we compare last year's disaster to the 1995 Great Hanshin Earthquake we can see a distinct shift in the respective roles, levels of involvement and reaction time between government and corporations.

► A shift in corporate involvement

In the 1990s, when corporate involvement in civil society was more along the lines of "mécénat" or "patronage", corporations were told that in

order to be “good corporate citizens” they had to not only think of earning profit for shareholders but also donating a portion of these profits to society.

Over subsequent decades, Japanese companies have been placing increasing emphasis on Corporate Social Responsibility, or CSR, under which corporate contributions are more active and comprehensive. Since the 2011 earthquake, for example, corporations have been sending enormous amounts of cash, goods and manpower to assist recovery in the Tohoku region.

I believe that how Japanese society is responding to the disasters and managing the recovery process demonstrates the ‘new momentum’ we are seeing in civil society right now. But even more than that, it illustrates the types of challenges and opportunities inherent in such momentum.

For many Japanese, the triple disaster brought into sharp focus the cumulative failures of recent governments and exposed the inability of politicians to effect necessary change in a timely manner. Righteous anger and sheer necessity galvanized ordinary citizens to take action themselves, realizing that this might be the only way to see change.

► **Signal of Hope**

I have been involved in a project that represents a real “success story” for citizen-initiated cooperative action. The project, “Signal of Hope”, brought together fishermen, marine product producers, private companies and local government to provide urgently needed equipment to the fishing industry, which is the major component of the Tohoku economy.

While it may not be a “revolt” by civil society, this project is emblematic of a new momentum in Japan in which citizens are not waiting for government to act but pushing things forward themselves. The 2011 disasters boosted this momentum.

These grass-roots civil movements are having an impact not only at the local level but also at regional and even national level.

One example is the build-up of anti-nuclear sentiment throughout the country in the wake of the Fukushima accident. Sustained citizen action has prevented the government from following past practice of automatically restarting idled reactors following completion of scheduled maintenance. The government has had to introduce new, stricter testing regimes for reactors and really take the concerns of citizens and local communities into account.

Charismatic regional leaders have tapped into the groundswell of public dissatisfaction over the ineptitude and stagnation of national politics to create new political movements that have not only implemented reforms but

have stimulated interest and excitement in politics from ordinary citizens, many of whom for the first time feel their voices are being heard and that their activism is making a difference.

These civil movements in Japan are not just a flash in the pan. This is because they tap into deep-rooted and long-standing dissatisfaction with the quality and direction of Japanese politics and its seeming inability to tackle problems such as pensions and social security that are core concerns for citizens, who stand to lose much if nothing is done.

Elected officials, anxious not to risk losing their seats by upsetting powerful vested interests, are reluctant to make the tough choices needed to secure the country's long-term future.

But for citizens, time is running out and they can be silent no longer. This is why they are supporting politicians who take their views on board, or are taking action themselves where there are no such politicians.

Given Japan's demographics and globalization trends, the underlying fundamentals that have led to the current climate of unease and uncertainty are unlikely to improve and there will be ever-growing calls on increasingly limited resources. To my mind, this makes it even more likely that citizens will keep up efforts aimed at re-structuring and stimulating politics so that it responds in a way that genuinely addresses the myriad and serious challenges confronting the Japanese society.

Civil Society will Have its Way

Deepak Puri

Moser Baer

History is replete with many examples of civil uprisings, where people have challenged the legitimacy of authority and the government's monopoly on power. Your wonderful country alone has a profound example of civil uprising in the year 1789. The importance of civil society has been underscored time and again, witnessing dramatic events such as the Bolshevik Uprising in Russia and the mass communist movement in China in the early 20th century.

It is often said that history repeats itself, and today we see it in the form of several uprisings against oppressive regimes around the world. Therefore, being from the technology sector, I will highlight how technology played a key role.

► Social networks and better education

Comparing older political protests and mobilizations to current ones, the difference is glaring. Today, increasing globalization and better education have definitely lent necessary faith in the people's movement. Additionally, as in the Arab Springs, the momentum gained was instantaneous due to deft use of modern digital technologies, such as Facebook and all other media.

However, some say the social media tools – and this is where I depart from a lot of people – have driven the current mass uprisings in west Asia. This is too simplistic an argument to my mind. The Egyptian mass movement succeeded because three unprecedented elements fell simultaneously into place. The first was a very a strong underlying cause, secondly, its indignant people, and thirdly, the apt use of mass communication tools to share anger among people in real time, which helped tens of thousands of them to rally behind the cause.

Social networks of late have been transformed into vast public networks where millions of people can actually communicate online; this was unthinkable until very recent times. Something dramatic and transformative has taken place. People can now communicate with one another rapidly, share information and inform each other. We all know how Facebook and Twitter were used for real-time updates in events like the Bombay terrorist attacks. Whether this was good or bad, I do not know; it is a debatable point. However, it was real time, and as it was happening it was all over the world.

The architects of the Egyptian movement worked on the principles of Mahatma Gandhi, who once famously talked about civil mass uprisings, because he was the architect of the peaceful moment of civil uprising in India. He said, "First they ignore you, then they ridicule you, then they fight you, and then you win." Interestingly, this was how Wael Ghonim organized mass demonstrations anonymously on Facebook, gathering support from more than a million people. He aptly captured the mood of youth today when he said, "The power of people is greater than the people in power."

What civil society wants today, and which is suppressed, is democracy; freedom of speech; more transparent management of taxpayers' money; the rule of law and the right to justice. They essentially wish to put a stop to borrowing from tomorrow. Naturally, they are seeking better social models for values they share. The Arab Spring, armed with satellite news and social media tools, holds a promise for a better future. These tools have helped young people form groups and organize demonstrations in a flash while evading state control.

Let me just add something else. Egypt does not stop here. The Egyptian movement –and I will try to explain this so you see the historical point– ousted a dictator and organized elections for the first time, and following the elections Mohamed Mursi was elected President; he represented the Muslim Brotherhood. Unfortunately, this victory was very short-lived. The real power in Egypt, the Supreme Council of Armed Forces, issued a single decree –not the lawmakers, as they had no role to play in this– nullifying the key portfolios which were supposed to be in the President's hands, with a simple statement that the country was safer with finance, budgeting, defense and national security in the hands of the Army. I will leave you to think how civil uprising spreads and who is the more powerful force, although ultimately I would say the Egyptians will have their way. I have rarely seen anything like this. What Gandhi said is proving true. Today, civil society, driven by youngsters after having been ignored and ridiculed for a long time, will definitely emerge the winners in the end.

L'entreprise, le politique et la société civile

Jean-Luc Placet

Fédération Syntec

Quelle est la place de l'entreprise dans ce nouveau dynamisme de la société civile ?

Je dirais que l'entreprise ne s'en sort pas si mal aujourd'hui, plutôt mieux que les politiques. Mais il faut rappeler qu'elle vient de beaucoup plus loin. Pendant longtemps elle ne s'est pas sentie concernée par la société civile, qui s'arrêtait à sa porte. Si on regarde l'organisation des entreprises au XIX^e siècle, elle a été faite, depuis la loi Le Chapelier², non pas contre, mais à côté de la société civile. La démocratie existait déjà partout, sauf dans les entreprises. La société civile était du ressort du politique, pas des organisations économiques. Cela a duré un siècle et demi. Il y avait vraiment la vie dans l'entreprise, et puis la vie civile, la vie extérieure.

► De gré ou de force, l'entreprise intègre la société civile

Depuis une vingtaine d'années, les entreprises ont considérablement rattrapé ce retard. De force d'une certaine manière, puisqu'aujourd'hui la société civile s'impose au sein des entreprises, que les questions sociétales sont de fait placées au cœur des relations de travail. Mais de façon très volontaire aussi, en se rendant compte qu'il n'y avait pas qu'un jeu entre le patron et ses salariés, qu'il y avait beaucoup de *stakeholders*, comme on dit maintenant, c'est-à-dire les salariés, les actionnaires, l'État, les clients,

2. Loi promulguée en France le 14 juin 1791, proscrivant les organisations ouvrières, notamment les corporations des métiers, mais également les rassemblements paysans et ouvriers ainsi que le compagnonnage.

les fournisseurs, les groupes de pression, etc. En apprenant à articuler tout cela, le génie du capitalisme a intégré des forces qu'il connaissait mal, qu'il comprenait mal et dont il a longtemps eu peur.

Une des forces des entreprises, c'est qu'elles savent s'appropriier et utiliser rapidement, à bon escient, les outils. Il y a par exemple une chose que l'entreprise a utilisée, plutôt bien si on compare avec le politique, cela s'appelle le management participatif. J'aurais tendance à dire que les cercles de qualité ou les lois Auroux, ont fait « surgir » les groupes d'expression, des expressions de la société civile. Ils ont placé le débat au cœur de l'entreprise. Alors l'entreprise – qui n'est ni bonne ni mauvaise – intègre, absorbe, ingurgite. C'est vrai qu'aujourd'hui, un chef d'entreprise qui dit : moi mon objectif, c'est de faire du profit, ne peut le faire que s'il sait gérer, intégrer beaucoup d'éléments émanant de la société civile.

L'insertion, l'égalité hommes-femmes, les nouvelles générations X, Y, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, etc. tout cela, le chef d'entreprise est obligé de l'intégrer s'il veut faire du profit. Les entreprises apprennent de plus en plus, par exemple, à accompagner le management intermédiaire qui joue un rôle clé dans cette intégration. De plus en plus elles complètent son rôle de relai, de déclinaison, par une mission d'écoute, de dialogue, d'adaptation. C'est un des leviers par lequel la société civile s'intègre dans de nouveaux modes de fonctionnement.

Sur ce terrain, l'entreprise a pris un temps d'avance sur les politiques. Eux parlent de ce qu'ils veulent faire mais ont beaucoup plus de mal à parler de la manière de le faire. C'est probablement un de leurs grands enjeux s'ils veulent eux aussi intégrer la société civile et aboutir aux résultats qu'ils souhaitent. Un chef d'entreprise aujourd'hui, quand il veut faire une grande transformation, s'il n'est pas capable d'un côté de parler des objectifs qu'il veut atteindre, et de l'autre, des modes de fonctionnement qu'il veut utiliser pour les atteindre, de la façon dont il va associer les équipes, des réseaux qu'il va solliciter, n'arrivera à rien.

► **Entreprise + société civile = espoir**

Pour terminer, je trouve qu'aujourd'hui l'entreprise gère mieux, intègre mieux, est plus moderne, est plus sensible au fait social que le politique. La raison en est peut-être tout simplement que le chef d'entreprise ne peut pas faire autrement s'il veut prospérer. Les hommes politiques semblent eux avoir toujours la latitude, une fois élus – en tout cas dans nos pays – de passer outre la société civile – une fois élue, comme le disait Jean-Jacques Rousseau, la société civile n'a qu'à se coucher.

Pour un chef d'entreprise, ce n'est pas tous les cinq ans, c'est toutes les minutes que la question se pose. Aussi, à l'interrogation «est-ce que le soleil se lève à l'Ouest ?» j'aurais tendance à répondre oui. En tout cas, dans ce domaine de l'échange social, de la prise en compte des formes, attentes et mouvements nouveaux, de l'éclatement des besoins individuels, je trouve que l'entreprise fait mieux que le politique, et je trouve que les entreprises «du vieux monde» sont peut-être plus taillées et plus capables de le faire encore que celles du nouveau monde. Tant mieux, il nous reste de l'espoir.

La visibilité de la société civile est vitale

Gaby Bonnard

UNEDIC³

L'expression de la société civile, ses formes d'organisation dans l'espace public a toujours été au cœur des débats démocratiques.

Dans son livre *Le Modèle politique français, la société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Pierre Rosanvallon, a largement développé les débats et les décisions qui ont émaillé chez nous en France, les deux siècles et demi d'histoire qui nous séparent de la révolution de 1789.

De la loi Le Chapelier qui interdit toute organisation des corporations aux lois de 1884 et 1901 qui reconnaissent d'une part le syndicalisme et d'autre part les associations, l'expression de la société civile dans l'espace public a été un long et dur combat. Mais, de ces lois fondatrices à nos jours, les chemins de cette expression furent aussi escarpés. Les tronçons de circulation facile ont été rares.

Les raisons en sont multiples et sont largement explicitées dans le livre de Pierre Rosanvallon. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est donc moins la mobilisation de la société civile que sa forme d'expression. Mais quelles que soient les formes d'expression, les questions de fond sont les mêmes. Elles concernent la légitimité de ces formes d'organisation et de leur expression. Lors des dernières élections présidentielles, nous avons vu rejallir dans le débat public des attaques frontales contre les corps intermédiaires, qui sont pourtant une des formes d'expression de cette société civile, au motif qu'ils feraient écran, comme si la réalité était «une» et existait en dehors de toute représentation.

3. Ancien président.

Elles concernent aussi leur capacité d'influence sur le cours des choses. Nous l'avons bien vu lors des révolutions arabes. Ceux qui doutaient de l'efficacité des réseaux sociaux ont pu se rendre compte comment ces derniers sont devenus structurants et influents dans l'espace public.

Elles concernent également les formes de la démocratie et nourrissent les débats entre démocratie directe et démocratie représentative.

► **Deux éléments se nourrissent l'un l'autre**

Pour autant que ces questions se soient révélées constantes durant l'histoire, la nouveauté qui réside dans ces nouvelles formes de mobilisation de la société civile, me semble reposer sur deux éléments qui se nourrissent l'un l'autre.

– Premièrement, les transformations en cours, qu'elles se déroulent sur un plan national, européen ou international, bousculent et percutent les formes traditionnelles d'organisation, d'expression et de mobilisation de la société civile. Par exemple les formes de représentations sociales qui se sont imposées au cours de la fin du XIX^e siècle jusque dans les années 1970 ont largement été formatées par la société industrielle, et se sont fortement structurées dans le cadre des États Nations. Le dépassement de ces modèles nous projetant dans des sociétés plus éclatées remet en cause pour partie nos formes de représentation sociales. Les inadaptations de ces formes d'organisation laissent une partie de la réalité sociale sans grande expression et représentation.

– Deuxièmement, l'internationalisation des économies, notamment, a fait émerger des acteurs qui progressivement ont résumé le monde, l'espace économique mondial en un objet ne pouvant se penser et penser son évolution que de manière rationnelle, obéissant à des règles essentiellement économiques et financières. Ces acteurs ont su se rendre incontournables pour les décideurs politiques et ont imposé leur analyse comme la seule pouvant répondre aux critères de vérité absolue.

Ces deux éléments se sont nourris entre eux. Une société civile qui n'arrive pas à renouveler ses formes de mobilisation, d'organisation et d'expression, au rythme de l'évolution de nos sociétés, laisse un vide. Ce vide se traduit par l'absence de visibilité de la réalité sociale telle qu'elle est, ou plus exactement, elle se traduit par une déformation de la vision de cette réalité, du fait des prismes à travers lesquels elle est regardée. Les questions du vivre ensemble sont abordées le plus souvent de façon désincarnée ou prenant mal en compte la complexité de la réalité sociale. Cette absence

est comblée par une vision technique, technicienne des choses et des transformations possibles, élaborée et véhiculée par des acteurs dont le travail n'est pas de représenter la société civile, mais de répondre par la technique aux questions que pose le développement de nos sociétés.

Il ne s'agit pas dans mon propos d'opposer la technique et l'expression de la société civile, mais de prendre les moyens de conjuguer les deux pour approfondir la démocratie.

L'impossibilité ou l'incapacité d'opposer en permanence à la technique et notamment actuellement à la technique financière, une expression de la société civile dans la complexité de sa réalité est une des causes du divorce qui existe entre ces deux sphères. Ce que vit la Grèce actuellement en est une illustration.

► Feux de paille ou facteurs d'évolution ?

La question ou les questions qui nous sont posées aujourd'hui, vont au delà de la simple question de savoir si ces nouveaux vecteurs seront des feux de paille ou capables de faire évoluer les sociétés du XXI^e siècle.

Les différentes formes de mobilisation et d'expression qui se sont manifestées et qui ont pris de l'ampleur à la faveur de la crise financière du milieu des années 2000, nous rappellent que la conduite des affaires du monde ne peut pas se faire en ignorant jusqu'à la négation les sociétés civiles. Certes ses formes d'expression peuvent être éphémères. Elles n'obéissent pas aux mêmes codes que les représentations traditionnelles existant dans les démocraties. Mais dans le même temps elles prennent vie y compris dans des pays où la démocratie n'est pas la règle. Par ces nouveaux modes, des énergies qui n'osaient ou ne pouvaient s'exprimer, se libèrent. Les *Think Tanks* se sont développés chez nous, des forums divers se sont également multipliés. Les réseaux sociaux ont trouvé là une occasion d'étendre leur influence.

La question qui est posée est celle de notre capacité à trouver les formes adaptées à l'expression de la société civile incarnée dans une réalité concrète et complexe, pour que cette expression et mobilisation soient permanentes.

Très concrètement dans le champ du social, il nous faut travailler sur des formes nouvelles d'expression, de mobilisation, capables de rendre visible la réalité de ceux par exemple qui vivent le chômage ou qui sont au travail tout en vivant des situations de pauvreté, mais aussi de celles et de ceux qui travaillent dans des petites entreprises, habitent dans des quartiers à la périphérie de nos villes... L'exigence de visibilité est absolument vitale, tant

ce qui n'est pas rendu visible dans l'espace public semble ne pas exister, pour les décideurs. C'est catastrophique pour celles et ceux qui ne sont jamais visibles. Le plus difficile, y compris avec les nouvelles techniques de communication qui peuvent faciliter cette expression, c'est de rendre visible de manière permanente cette réalité dans l'espace public. C'est la condition pour qu'elle soit prise en compte, pour qu'elle s'impose comme une donnée incontournable dans les décisions, au même titre que d'autres éléments qui sont dans l'espace public en permanence. Comme par exemple la dette.

Il ne s'agit donc pas simplement de prolonger les formes d'organisation du passé en ajustant quelques éléments à la marge. Il s'agit d'inventer de nouvelles formes qui soient légitimes et légitimées pour rendre compte d'une réalité sociale complexe, qui doivent être efficaces. De ce point de vue, la réforme de la représentativité syndicale est une étape importante dans cette nouvelle donne où un renouveau démocratique est essentiel et nécessite des remises en cause fortes de tous les acteurs «établis».

Au confluent du patronat et des syndicats

Guillaume Sarkozy

Malakoff Médéric

Dans les tables rondes précédentes, il a beaucoup été question de la dette, peu de la compétitivité des entreprises. Et la question de la dette ne sera réglée que si l'on s'occupe sérieusement de la seconde question. Au sein du Groupe Malakoff Médéric, nous sommes particulièrement attentifs à cette question de la compétitivité parce que nous représentons 200 000 clients entreprises qui vont du CAC40 aux artisans, et que nous sommes au confluent du patronat et des syndicats. J'ai effectivement la chance d'avoir comme patrons et comme administrateurs à la fois le MEDEF, et les cinq confédérations syndicales (CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO), ce qui donne une certaine légitimité – vous le comprendrez – aux idées que je peux mettre en avant.

► **Compétitivité des entreprises et société civile : 5 pistes de réflexion**

En ce qui concerne l'amélioration de la compétitivité, je propose qu'on regarde ensemble cinq pistes de réflexion. Le premier point est celui de la **légitimité des partenaires sociaux**, c'est-à-dire le patronat et les syndicats qui sont vraiment la rotule entre la société civile et l'entreprise. On dit beaucoup que les syndicats n'ont que 8% de part de marché et qu'ils ne sont pas représentatifs. Mais vous savez certainement que les deux plus importants syndicats français ont quatre fois plus d'adhérents que les deux plus importants partis politiques français. Ce qui veut dire que ce n'est pas le nombre d'adhérents qui fait la légitimité, c'est l'élection, bien sûr. Étant un ancien du MEDEF, je sais que le MEDEF représente au moins 50% de représentativité en termes de cotisations. Le problème reste celui de la

légitimité par l'élection, qui reste à conquérir par les corps intermédiaires auprès de l'opinion publique.

Le deuxième point qu'il faut ouvrir, à mon avis, c'est celui de l'**entreprise exemplaire**. Chefs d'entreprises, nous sommes pressurisés d'obligations légales par exemple en matière de santé sécurité au travail mais également sur l'intégration ou le maintien des publics exclus du marché du travail. Des obligations de moyens qui sont désormais des obligations de résultat. J'invite, et nous le faisons au sein du Groupe Malakoff Médéric, les entreprises à s'engager véritablement dans des politiques très fortes en faveur de l'emploi des personnes en situation d'handicap ; des jeunes ; des seniors ; de l'égalité des chances dans l'entreprise... En ce qui concerne, Malakoff Médéric, nous avons atteint un taux de 6,2% de travailleurs handicapés au sein du groupe. Nous avons également amélioré notre féminisation du COMEX de 0 à 30% en trois ans et du CODIR de 0 à 40% en cinq ans. Mais la situation reste d'actualité, car cela nécessite beaucoup d'efforts de la part des entreprises qui ne peuvent pas s'engager sur tous les fronts. Il faut s'engager, et il faut que les entreprises le fassent, et ne se contentent pas d'appliquer la loi ; qu'elles se revendiquent auprès de la société civile comme exemplaire dans ces domaines.

Le troisième point est un dossier interne à l'entreprise et aux salariés. Nous l'appelons «**entreprise, territoire de santé**». Nous avons la conviction que le bien-être des salariés et la productivité de l'entreprise sont intimement liés. Ce n'est pas du paternalisme, c'est une nouvelle réalité qu'il faut regarder en face. En effet, il y a quatre ans, on ne s'autorisait pas à mettre cette approche en avant. Aujourd'hui un grand nombre d'entreprises se posent ces questions. Comment pouvons-nous améliorer notre productivité en améliorant réellement la santé de nos salariés ? Et comment peut-on concrètement, et pas seulement par des euros mais par des politiques, améliorer la santé et le bien-être de nos salariés ? Nous avons la conviction que c'est une condition majeure de productivité. Il s'agit là aussi de se donner une obligation de résultat.

Le quatrième point s'appuie sur l'idée de mobiliser une partie des résultats de l'entreprise pour apporter une aide à la société civile. C'est une idée que nous allons tester. Il s'agit d'autoriser les entreprises qui le souhaitent à affecter une petite partie de leurs résultats pour **financer des actions économiques, sociales, sanitaires...** Il s'agit que l'entreprise prenne en considération la société et l'impact qu'elle a sur celle-ci, et pouvoir rétablir une image trop souvent négative que l'opinion publique a sur les entrepreneurs ou les actionnaires.

Le cinquième point qui me semble majeur, à un niveau plus interprofessionnel, est la **redéfinition de la solidarité**. Il faudra entre partenaires sociaux redéfinir ce qu'est la solidarité, redéfinir ce qu'est le collectif. Il est nécessaire d'y intégrer les nouveaux besoins et attentes individuelles de la société civile, notamment pour ne pas perdre son adhésion au modèle social. Pourquoi ne pas personnaliser une partie des droits de protection sociale sur les bases traditionnelles de la solidarité et de la mutualisation ? On pourrait imaginer pouvoir transformer une partie de ses droits collectifs en droits individuels à utiliser en fonction des moments de vie. Il s'agirait d'organiser la transférabilité des droits des personnes d'un risque à un autre, d'une entreprise à une autre, du collectif vers l'individuel... Cela permettrait de sécuriser les parcours professionnels, favoriser la mobilité, donner plus de lisibilité et de fluidité au système pour justement être en adéquation entre solidarité, besoins des individus et des entreprises.

Voilà les cinq idées que je voulais avancer afin de vous proposer une solution à ce problème de la productivité. Je conclurai en disant que nous fonctionnons avec des principes, des idées, des objectifs qui ont 50 ou 70 ans. Les transformations s'installent, il faut vraiment que nous nous réinventons.

9.

Les grandes organisations dans la coopération internationale

Comment améliorer l'efficacité de la gouvernance économique mondiale, y compris pour les citoyens et les migrants ?

Au plus fort de la crise financière, on s'est rendu compte que les organisations internationales n'étaient pas à même de coordonner l'action d'urgence des États, des banques centrales, et encore moins de maîtriser les risques systémiques. Les conséquences ont été graves pour le chômage et la productivité. Comment redémarrer une croissance basée sur la recherche et l'échange des idées en favorisant la mobilité des chercheurs et des travailleurs ?

Quelles modifications apporter au fonctionnement des institutions internationales ? Leurs modes de gouvernance ignorent l'apparition de géants économiques qui ont pourtant bouleversé les rapports de force et la répartition des richesses. Ces questions permettent de redéfinir les domaines d'actions collectives que les institutions internationales devront mettre en application.

Contribution du Cercle des économistes

André Cartapanis

Témoignages

Michel Aglietta • Philippe de Fontaine Vive Curtaz • Cecilia Malmström
Pierre Raoul-Duval • Vera Songwe • TAN York Chor

Modérateur

Patrick Lelong

Mutation des banques centrales et gouvernance mondiale

André Cartapanis

■ Où en est la gouvernance économique mondiale ?

Malgré la crise financière et les innombrables contagions qui ont amplifié son ampleur, malgré le degré élevé d'intégration internationale, la gouvernance économique mondiale reste encore un projet. Le G20 s'est avéré fort utile au plus fort de la crise, à l'automne 2008 et début 2009, en mobilisant tous les pays du G20 dans la mise en œuvre des politiques de sauvetage des banques et des stratégies de soutien de la demande. Également, en lançant plusieurs chantiers, en particulier celui des nouvelles régulations financières qui se concrétisera avec l'accord de Bâle III, adopté lors du Sommet de Séoul, en novembre 2010. Mais dans le même temps, du côté des gouvernements, les progrès enregistrés sur la voie d'une gouvernance macroéconomique mondiale sont bien plus ténus.

Prenons l'exemple de l'avant-dernier sommet du G20, qui s'est tenu à Cannes en novembre 2011. On attendait de ce G20 qu'il apporte des réponses résolues face à l'aggravation de la situation financière en Europe, depuis août 2011, et face au risque d'un très net ralentissement de l'économie mondiale que laissent craindre toutes les prévisions officielles. Certes, dans le communiqué final, on pouvait lire que «les pays développés s'engagent à adopter des politiques de nature à renforcer la confiance et à soutenir la croissance.» Mais cet engagement est resté lettre morte. Dans le domaine de la gouvernance mondiale, le communiqué indiquait qu'en fonction «de leur situation nationale, les pays dont les finances publiques demeurent solides s'engagent à laisser fonctionner les mécanismes de stabilisation automatiques

et à prendre des mesures discrétionnaires pour soutenir la demande intérieure si la situation économique devait s'aggraver fortement. Les pays affichant des excédents courants s'engagent à mettre en œuvre des réformes destinées à accroître la demande intérieure, associées à une plus grande flexibilité des taux de change.» Derrière cette position de principe figuraient implicitement deux pays : l'Allemagne, dont on attendait donc qu'elle mène une politique salariale et budgétaire plus accommodante, et la Chine, appelée à laisser s'apprécier significativement son taux de change face au dollar ou à l'euro. Or, ces deux pays n'ont infléchi leurs politiques qu'à la marge et nul ne peut croire qu'ils s'attacheront, dans un avenir immédiat, à l'application de tels engagements, si contraires à leurs options de politique économique depuis une dizaine d'années.

■ Du déjà vu, au dernier sommet du G20

Le Communiqué issu du dernier sommet du G20, les 18 et 19 juin 2012, à Los Cabos, au Mexique, est dans le même ton : les pays européens feront tout leur possible pour «encourager les ajustements internes à la zone et pour promouvoir la demande et la croissance dans les pays excédentaires.» Autrement dit, l'Allemagne doit créer un choc de demande interne ! Quant à la Chine, elle s'engage à nouveau à libéraliser un peu plus son régime de change... C'est du déjà vu ! Au delà des postures formelles figurant dans les communiqués du G20, le statu quo non coopératif l'emporte toujours du côté intergouvernemental malgré la récession en Europe et le ralentissement de la croissance au plan global.

Le bilan est tout différent s'agissant des banques centrales. Ce sont principalement les banques centrales, mais aussi le Conseil de stabilité financière, la BRI et toutes les structures qui lui sont adossées, en particulier le Comité de Bâle, qui se sont trouvées au cœur de la gestion d'urgence et de la résolution des crises de liquidité, avant de définir les nouveaux standards prudentiels. Elles l'ont fait de façon bien plus discrète que les chefs d'États et de gouvernements siégeant au G20, mais avec une efficacité indiscutable, par exemple en activant à plusieurs occasions, pour des montants considérables, les lignes de *swaps* en dollars pour répondre aux crises de liquidité, notamment en Europe, ou encore en menant des politiques monétaires non conventionnelles et en maintenant les taux directeurs à des niveaux très bas. Par leur rapidité d'action, par leurs échanges d'informations en temps continu, par la coordination de leurs interventions, les banques centrales ont évité l'implosion pure et simple du système financier mondial. Depuis, elles ont même regagné certains pouvoirs, à l'image de la Banque d'Angleterre qui a récupéré les fonctions de supervision qui lui avaient été soustraites au profit du FSA, ou de la Fed qui officie désormais

dans la supervision des institutions bancaires systémiques. Quant à la BCE, les gouvernements de la zone euro s'approprient à lui confier la supervision bancaire en Europe et le mode de résolution des faillites bancaires. En ce sens, selon l'expression de Claudio Borio, les banques centrales ne sont plus les mêmes. Elles sont pleinement conscientes que le principe de séparation, distinguant de façon étanche l'objectif de stabilité monétaire et l'impératif de stabilité financière, est caduc. Mais elles ne pourront pas échapper à une coordination internationale beaucoup plus approfondie de leurs politiques afin de juguler *ex ante* les fragilités financières. Telle est la problématique envisagée dans ce texte. Mais revenons au préalable sur la question du *new central banking*.

■ **La mutation en cours des banques centrales : de la stabilité monétaire à la stabilité financière...**

Depuis la crise financière, il est question d'un *new central banking*, autant sous l'angle des objectifs de la politique monétaire qu'en ce qui concerne la place à accorder aux politiques de stabilité financière. Certes, depuis 2007-2008, sans modification de statut, les banques centrales ont été au cœur de la gestion des crises (crise des *subprimes*, crise de l'endettement souverain dans la zone euro) et elles sont encore aujourd'hui au centre des politiques de soutien apportées aux banques. Mais, dans le même temps, on leur impute une lourde responsabilité dans l'accumulation des fragilités financières d'avant-crise, autant à cause des politiques monétaires accommodantes et des niveaux très bas des taux d'intérêt qu'en raison d'une supervision financière défaillante. Si les années 2000 ont pu être considérées comme l'âge d'or des banques centrales dans le contexte de la grande modération combinant une faible inflation et une croissance soutenue, la crise financière a démontré que le maintien de la stabilité monétaire n'était en aucune manière le garant de la stabilité financière. D'où le recours aux réglementations macroprudentielles dans Bâle III. Cet agenda d'un *new central banking* répond donc à une critique des politiques menées par les banques centrales, et surtout par la Fed, avant le déclenchement de la crise financière. Tout au long des années 2000, les banquiers centraux ne s'étaient guère préoccupés des innovations à risque qui touchaient les systèmes bancaires, notamment de l'application de la *Value at Risk* dans l'évaluation des collatéraux et du recours croissant à la titrisation des crédits, jugeant que ces innovations amélioraient l'efficacité des marchés sans mettre en cause leur capacité à maîtriser l'inflation. C'était patent aux États-Unis. Le discours des banquiers centraux a beaucoup changé à cet égard.

Les autorités monétaires, à l'exception de la BCE, ont également été mises en cause en raison de leur politique de taux d'intérêt réels à court terme

maintenus durablement à des niveaux historiquement bas, et parce qu'elles n'ont pas jugé souhaitable, ou possible, de brider la dynamique explosive du crédit. Elles ont laissé se développer des bulles du crédit et des situations de surendettement qui ont alimenté l'instabilité financière et rendu possible le déclenchement de la crise bancaire. Et en matière de réglementation des banques, les autorités prudentielles se sont cantonnées à la dimension micro-prudentielle de la supervision bancaire. Dans cet âge d'or des banques centrales, la stabilité et l'expansion macroéconomique paraissaient durablement garanties et l'évolution des prix d'actifs, des prises de risque ou des leviers bancaires n'avait pas à interférer avec leurs stratégies monétaires. Prévalait donc un principe de séparation entre les conditions de la stabilité monétaire et les facteurs de l'instabilité financière. Cela ne s'opposait pas, cependant, aux interventions des banques centrales, en particulier de la BCE, pour maintenir la stabilité financière au sens étroit, en l'occurrence afin d'approvisionner le marché interbancaire en liquidités, et cela à un taux proche des taux directeurs, afin de limiter la volatilité des taux courts.

Il serait excessif d'affirmer que les banquiers centraux n'accordaient aucune attention à la stabilité financière et aux prix d'actifs, au-delà des effets de *feedback* sur l'inflation. Mais sur le plan de l'action monétaire, les banquiers centraux ont continué à se focaliser sur les prix des biens et services et à adresser des signaux aux marchés, par les taux ou par leurs déclarations, dans le seul but de canaliser les anticipations inflationnistes. Ce qui se passait parmi les intermédiaires bancaires ou en matière de surendettement n'avait pas à être pris en compte dans les orientations de la politique monétaire. C'était l'affaire exclusive de la politique prudentielle, dans une perspective micro-prudentielle. La dimension macroéconomique ou systémique de la réglementation prudentielle était purement et simplement ignorée. Tel était le cadre de référence des banques centrales pendant la grande modération.

Le consensus d'avant crise, s'agissant des relations entre la politique monétaire et les questions d'instabilité financière, a fait long feu. Si la stabilité des prix et de l'*output* reste l'objectif final de la politique monétaire, la stabilité financière ne peut plus être considérée comme une dimension négligeable de la stabilité macroéconomique. Tous les banquiers centraux le reconnaissent. Le paradigme macro-prudentiel tente de répondre à ce constat, mais de nombreux défis surgissent alors pour les banques centrales. Si les politiques macro-prudentielles reposent essentiellement sur des instruments réglementaires, elles interfèrent inévitablement avec la politique monétaire. Le rattachement des volants de sécurité contracycliques au ratio crédit/PIB peut influencer sur les canaux de transmission de la politique monétaire, surtout si l'on se réfère au

canal du crédit. Mais une autre raison peut être invoquée. On a, en quelque sorte, redécouvert la relation entre le niveau des taux d'intérêt à court terme et celui des risques bancaires. Ce *risk-taking channel*, qui n'était qu'une hypothèse théorique, notamment dans les analyses à la Minsky de l'instabilité financière, semble avoir joué pleinement dans l'avant-crise financière. La qualité des crédits évolue au cours du cycle et en fonction des taux courts. Cette relation avait été négligée jusqu'ici parce qu'elle relevait de deux approches qui s'ignoraient : l'économie bancaire s'intéressait aux fragilités liées aux imperfections et aux asymétries d'information ; la macroéconomie ne s'intéressait qu'au volume du crédit et non pas à sa structure par niveaux de risques. Or, il y a bien une relation négative entre les taux d'intérêt fixés par les autorités monétaires et la prise de risque des banques, mesurée de différentes manières (*spreads*, *rating* internes des banques). Des taux d'intérêt faibles, non seulement encouragent l'expansion quantitative du crédit, mais ils dégradent également sa qualité intrinsèque en termes de risque. La politique macro-prudentielle doit donc contrecarrer de tels phénomènes, issus de la politique des taux.

Mais ces deux volets de l'action des banques centrales, la politique des taux et la politique macro-prudentielle, sont au cœur d'innombrables externalités internationales justifiant une gouvernance commune mieux affirmée. Les politiques monétaires non conventionnelles, pensons aux politiques menées aux États-Unis, ont créé des vagues de perturbation dans nombre de pays émergents, provoquant *ex post* le recours à des politiques de contrôle des entrées de capitaux ou à des mesures réglementaires, de type macro-prudentiel, qui auraient mérité d'être examinées *ex ante* sur une base coopérative. De la même manière, les politiques de stabilité financière, et en particulier la supervision bancaire, gagneraient beaucoup à être coordonnées. Face aux institutions bancaires systémiques et à l'extrême mobilité des capitaux, à l'ampleur des transferts d'épargne longue et à la volatilité des flux bancaires internationaux, il est difficile d'imaginer que le *new central banking* ne s'accompagne pas d'une coordination internationale accrue des politiques de stabilité financière et de supervision bancaire menées par les banques centrales et l'on retrouve la question de la gouvernance mondiale.

Référons-nous aux grands modèles de gouvernance mondiale proposés dès 2002 dans un rapport du Conseil d'analyse économique. Si l'on exclut l'autorégulation privée dont les insuffisances sont patentes aux yeux de tous depuis la crise financière, si l'on exclut également le gouvernement mondial, dénué de tout réalisme, et si l'on relève les insuffisances, malgré le renouveau du G20, à l'automne 2008, de la coopération institutionnalisée des gouvernements, soit sous une forme discrétionnaire, soit au sein au sein d'une institution

internationale comme le FMI, alors c'est la solution d'une mise en réseau d'autorités indépendantes qui a le plus de chances d'émerger, tout particulièrement en matière de stabilité financière, et cela concerne évidemment les banques centrales. À ce sujet, il est étonnant d'observer qu'il y a là une option que Keynes avait lui-même défendue, dans les années 1930 et au moment de la préparation de la conférence de Bretton Woods. D'où l'intérêt d'un rappel de sa position à propos des institutions financières internationales et, donc, selon les termes d'aujourd'hui, à propos des acteurs de la gouvernance économique mondiale.

■ Relire Keynes à propos des institutions internationales...

Les discussions menées à propos des acteurs de la gouvernance économique et financière internationale rappellent les débats que Keynes avait entamés, autant dans le *Treatise on Money*, publié en 1930, s'agissant des améliorations à apporter au système d'étalon-or, qu'à l'occasion de la conférence de Bretton Woods. Certainement pas au sens de l'adoption d'une *Clearing Union*, comme dans le *Plan Keynes*, formulé en 1941. C'est plutôt du côté des principes de gouvernance monétaire et financière internationale que l'on peut parler d'un héritage fécond des idées keynésiennes.

Keynes avait affiché plusieurs principes en ce qui concerne les institutions financières internationales. D'abord en exprimant sa méfiance envers des organisations internationales trop autonomes et sujettes à des dérives bureaucratiques, et sa très nette préférence pour ce qu'on appellerait aujourd'hui une mise en réseau des institutions nationales. Ensuite, en soulignant sa préférence pour que les responsabilités en matière monétaire et financière internationale soient confiées aux banquiers centraux plutôt qu'aux représentants des gouvernements. Ainsi, dans le *Treatise on Money*, Keynes aborde la question d'un aménagement de l'étalon-or pour mieux répondre aux besoins de l'économie et il propose deux modèles. D'abord, celui qu'il qualifie de «minimal», avec le passage à un régime de change-or et la création d'un Comité des banques centrales, chargé en particulier de modifier le taux de couverture des monnaies participantes afin d'éviter une pénurie de monnaie et ses conséquences déflationnistes. Mais sa préférence allait au modèle maximaliste impliquant la création d'une monnaie et d'une banque supranationales. La nouvelle monnaie devait être convertible à taux fixe en or, mais elle était appelée à prendre la place du métal précieux dans la plupart des transactions internationales. Surtout, elle pouvait être créée par la banque supranationale sous la forme de crédits d'escompte accordés aux banques centrales nationales membres du système. Tout ceci devait permettre d'atteindre un objectif central : stabiliser le pouvoir d'achat de la monnaie

supranationale, et donc de l'or, en référence à un indice des prix des produits de base échangés à l'échelle internationale et, donc, empêcher l'apparition de tout processus d'inflation ou de déflation d'origine étrangère.

Quant aux moyens prévus, ils associaient action centralisée et coordination des banques centrales. «Deux types de méthodes seraient mis en œuvre pour atteindre ces objectifs : d'une part en manipulant le taux, les plafonds d'escompte et l'*open market* de la banque supranationale ; d'autre part – et tout autant – grâce aux consultations et aux actions conjointes entre la banque supranationale et les banques centrales adhérant au système. Celles-ci discuteraient de leurs politiques de crédit particulières aux réunions mensuelles du Conseil de la banque supranationale et devraient agir ensuite, dans la mesure du possible, conformément aux orientations décidées en commun.¹» Le projet de *Clearing Union* reprenait les grandes lignes du système que l'on vient de décrire, à savoir un réseau de banques centrales. Au moment de la mise en place du FMI, Keynes s'est d'ailleurs battu pour imposer ce modèle. Outre le choix du siège, qu'il souhaitait localiser à New York, plutôt qu'à Washington, le débat le plus vif a porté sur les organes directeurs du Fonds. Keynes désirait absolument que la responsabilité opérationnelle du FMI fût confiée, certes, à un corps de fonctionnaires internationaux, mais sous l'autorité impérative d'un Conseil exécutif intermittent, composé de membres conservant leurs fonctions nationales au sein des banques centrales nationales. Cependant, en mars 1946, à la Conférence de Savannah consacrée à la mise en œuvre opérationnelle de l'accord de Bretton Woods, Keynes trouva en face de lui une délégation américaine résolue à imposer un autre mode d'organisation, où le pouvoir reposait principalement sur des directeurs exécutifs à plein-temps, mais restant les représentants de leurs gouvernements respectifs. C'est ce qui fut voté à Savannah et Keynes, réfléchissant *a posteriori* sur ce qu'avaient été les intentions réelles des américains, en conclut que ces derniers avaient voulu politiser les organes décisionnels des deux institutions de Bretton Woods, afin de mieux asseoir leur contrôle du processus de reconstruction économique du Monde libre.

Comment Keynes aurait-il contribué aux débats actuels ? Sans doute aurait-il souligné que la gouvernance monétaire et financière internationale a d'abord pour fonction d'alimenter l'expansion des affaires et d'assurer la confiance et la liquidité sur les marchés, sans dommage majeur sur un plan systémique. C'est ce qui justifie, au plan domestique, le rôle irremplaçable des banques centrales dans la gestion des systèmes de paiements, l'exercice de la politique monétaire et la fonction de prêteur en dernier ressort. En ce sens, c'est très certainement

1. *Treatise on Money*, vol. 2, *The Applied Theory of Money*, 1930, The Collected Writings of J. M. Keynes, Robinson A. and Moggridge D. (Eds.), Cambridge, Macmillan and Cambridge University Press, 1971-1989, p. 360.

aux banquiers centraux, plus qu'aux représentants des gouvernements ou au FMI, que Keynes aurait confié la responsabilité de prévenir et de gérer les crises financières internationales.

■ **Pour une plus grande coordination internationale des politiques de stabilité financière menées par les banques centrales**

Les États semblent avoir repris leurs vieilles habitudes en se focalisant sur leurs propres contraintes macroéconomiques, sous la menace d'électorats versatiles et susceptibles de les sanctionner, en négligeant les nombreuses externalités adossées aux interdépendances internationales. Faut-il alors conforter la place et les pouvoirs des institutions financières internationales, en l'occurrence, pour l'essentiel, du FMI, si l'on se préoccupe de la stabilité financière, si l'on s'inquiète des déséquilibres globaux et des mésalignements des taux de change ? Ou bien doit-on rechercher de nouveaux dispositifs d'action collective, par exemple en déléguant à des agences indépendantes le soin de mener à bien la gouvernance mondiale, en l'occurrence en confortant la mise en réseau et l'exercice procédural et discrétionnaire de la gouvernance monétaire et financière entre les mains des banques centrales ? Cette solution paraît aujourd'hui la plus réaliste, mais cela suppose, d'une part, que le mandat des banques centrales soit redéfini, ce à quoi elles ne pourront pas échapper, tôt ou tard, et que, d'autre part, leurs compétences s'étendent à la coordination internationale des politiques de supervision bancaire et de surveillance des fragilités financières.

Il semble que les banques centrales soient prêtes à assumer de nouvelles responsabilités, tant du côté des objectifs de stabilité financière qu'en ce qui concerne la coordination internationale de leur action. Leur mutation est en cours mais elle est encore inachevée. «Prêtres défroqués de la religion de la stabilité des prix», selon l'expression de Martin Wolf, le chroniqueur du *Financial Times*, elles ont considérablement adapté leur doctrine et leur action, en menant des politiques monétaires non conventionnelles, et en se tenant prêtes, désormais, à assumer l'objectif de stabilité financière, ce dont témoigne, par exemple, le tout récent plaidoyer de Christian Noyer, le Gouverneur de la Banque de France, en faveur d'un transfert entre les mains de la BCE, au sein de la zone euro, à la fois de la supervision bancaire et des mécanismes de résolution des faillites bancaires. En réalité, depuis le déclenchement de la crise financière internationale, les banques centrales ont peu ou prou rempli ce rôle sans en avoir véritablement le mandat, sans que des règles d'action aient été explicitement approuvées sur le plan politique, et sans que la coordination s'opère *ex ante*. Mais elles l'ont fait en accordant une place insuffisante aux externalités que leur comportement était de nature à induire dans les autres économies.

Prenons l'exemple des rapports entre la politique monétaire non conventionnelle menée par la *Fed* et la situation monétaire et financière de nombreux pays émergents. Au sortir de la récession mondiale, après l'été 2009, on a assisté au retour des flux internationaux de capitaux vers les économies émergentes, non seulement en Asie, mais également parmi plusieurs économies latino-américaines, le Brésil en particulier. On a pu y voir la conséquence des injections de liquidités, à des taux proches de zéro, auxquelles procédait la *Fed* auprès des banques américaines. Dans les économies émergentes, ces afflux ont provoqué une appréciation significative des taux de change nominaux et, compte tenu des tentatives menées par les banques centrales locales de limiter cette hausse, cela a suscité également une accumulation de réserves de change en devises et une forte expansion de la liquidité globale, favorisant une accélération de la dynamique du crédit et menaçant la stabilité financière au Brésil, au Chili, en Colombie, en réponse au retour des capitaux en provenance des États-Unis. Car ces transferts hypothèquent la maîtrise de l'inflation, créent des tensions très fortes sur les taux de change et, surtout, contribuent à une expansion très rapide du crédit. Cela a créé une situation de dilemme pour la politique macroéconomique au sein de ces économies. Une hausse des taux d'intérêt, de nature à modérer les tensions et à freiner le crédit, a certes toutes les chances de conforter l'attractivité de ces pays et d'amplifier les entrées de capitaux, les IDE, mais aussi les investissements de portefeuille et les flux bancaires, favorisant ainsi la hausse des prix d'actifs, sur les marchés d'actions tout particulièrement. D'autant que ces pays bénéficient d'une très forte baisse des primes de risques sur le marché des financements *corporate* ou des emprunts souverains, couplée au maintien de taux d'intérêt très faibles aux États-Unis ou en Europe. À l'inverse, une politique monétaire accommodante et une baisse des taux peuvent éventuellement réduire l'attractivité des actifs domestiques et inverser les anticipations de change. Mais cela peut également accentuer les tensions monétaires et financières internes. D'où le regain d'intérêt porté aux politiques de contrôle des entrées de capitaux que le Brésil a d'ores et déjà expérimentées. Cela concerne également les autres économies latino-américaines intégrées au système financier mondial – le Chili, la Colombie, le Mexique et, à un degré moindre, le Pérou – qui, toutes, ont vu leur monnaie s'apprécier, corrélativement à la hausse des cours boursiers et aux entrées de capitaux sous la forme d'IDE, d'investissements de portefeuille ou de transferts bancaires.

Aucune politique simple ne paraît capable de neutraliser ou, à tout le moins, d'atténuer de tels afflux. Tous les instruments paraissent devoir être mobilisés : une politique monétaire modérément plus restrictive ; grâce aux interventions sur le marché des changes, une appréciation maîtrisée du taux de change ;

et, cela, sans infléchissement marqué sur le plan budgétaire compte tenu des difficultés politiques qu'un ajustement drastique pourrait induire. Les contrôles sur les entrées de capitaux peuvent également s'imposer. Mais la solution la plus innovante a consisté à mettre en œuvre des politiques macro-prudentielles contracycliques. Conçus afin de limiter le risque d'un nouvel accident systémique au sein des pays industriels, ces dispositifs sont particulièrement adaptés à la situation des économies émergentes et aux nombreux dilemmes qui contraignent la politique macroéconomique en présence d'importantes entrées de capitaux. C'est là un moyen privilégié de contrecarrer le *boom* du crédit et la sur-réaction des prix d'actifs qui pourraient bien, à un moment ou un autre, provoquer un mouvement de défiance et interrompre la croissance. Comme l'ont fait auparavant les autorités monétaires à Hong-Kong ou en Corée, les gouvernements latino-américains ont donc amorcé l'application de tels instruments macro-prudentiels. Le Brésil et le Pérou, parmi les premiers, mais également la Bolivie et la Colombie, ont adopté un renforcement des exigences contracycliques en capitaux propres et ont exigé des provisionnements exceptionnels sur les positions externes en dollars et à court terme des banques. L'enjeu est de taille car la combinaison d'une situation de surchauffe sur le plan macroéconomique et de bulles sur les marchés d'actifs en réponse à la dynamique du crédit augmente considérablement le risque d'une nouvelle crise financière en Amérique latine ou en Asie. Mais ce qui est regrettable, dans cette configuration, c'est l'absence de coordination tant des politiques monétaires que des politiques prudentielles entre la *Fed* et les banques centrales de ces pays émergents. Ce n'est qu'*ex post*, face aux tensions monétaires et financières touchant les émergents, qu'une sorte de coordination discrétionnaire forcée s'est mise en place. C'est exactement ce qu'une coordination internationale *ex ante* des politiques menées par les banques centrales, sous l'angle monétaire et sous l'angle prudentiel, aurait permis d'assurer dans de bien meilleures conditions. Il en est de même si l'on veut éviter les arbitrages réglementaires des investisseurs internationaux, qui s'apparentent aussi à des arbitrages entre les superviseurs si ces derniers appliquent avec une célérité inégale les standards prudentiels internationaux et recourent, là encore de façon inégale, aux sanctions en cas de non respect de ces ratios. Il ne sert à rien d'adopter des standards internationaux s'ils font l'objet d'une application à géométrie variable.

La mise en réseau discrétionnaire des banques centrales offre donc un compromis tout à la fois nécessaire et politiquement aisé à mettre en place si l'on veut conforter la gouvernance mondiale dans le domaine monétaire et financier, malgré les réticences ou l'impuissance des gouvernements. La question des formes opérationnelles de la coordination allant bien au delà des

réunions mensuelles au siège de la BRI, à Bâle, celle du champ de compétences précis d'un tel réseau de banques centrales indépendantes, tout cela est évidemment ouvert... C'est là un agenda, bien plus qu'un projet... Mais cela exigera que des évolutions soient introduites dans le champ d'action collective des banques centrales et, donc, dans le mandat qui les régit. Car une telle option donnerait un pouvoir considérable aux banquiers centraux et à leur expertise. Leur indépendance statutaire devrait sans doute, alors, être contrebalancée par une plus grande exigence démocratique, une plus grande responsabilité, au sens anglo-saxon d'*accountability*, avec une obligation de s'expliquer et de rendre des comptes, non seulement vis-à-vis des gouvernements, mais aussi des parlements ou de la société civile. C'est une telle configuration que Keynes avait à l'esprit en appelant de ses vœux une institution financière internationale, un « Conseil exécutif », composé de membres conservant leurs fonctions au sein des banques centrales nationales. On n'a pas fini de redécouvrir la modernité du Maître de Cambridge !

Choisir la bonne feuille de route

Cecilia Malmström

Commissaire européenne

En tant que Commissaire européenne, je suis responsable entre autres de ce qui touche à la migration, l'asile, la sécurité interne et la politique en matière de visas. Et dans ces dossiers, il y a certainement des conflits, des choses très émotionnelles, des différences politiques, surtout en ce qui concerne la migration. C'est un débat qui reflète les tensions partout en Europe. Par exemple autour du principe basé sur le Traité de Lisbonne de la libre circulation au sein de Schengen :

- la pression politique qui se manifeste malheureusement vis-à-vis des migrants et des personnes d'origine non européenne en Europe, malgré les défis démographiques énormes dans le moyen terme auxquels nous devons faire face tous ensemble ;

- un taux de chômage élevé, une situation économique très précaire dans plusieurs États membres qui risquent de réduire l'ambition et la confiance au niveau politique et de faire les propositions nécessaires pour s'en sortir. Et en même temps, nous savons qu'avec ce chômage il y a quand même un grand nombre d'employeurs qui ne peuvent pas trouver la main-d'œuvre adéquate.

Autre dossier délicat : le « Printemps arabe » qui offre des possibilités de coopération ainsi que des défis, et qui a trait à tous ces problèmes reliés à la migration, à l'asile, à la mobilité.

► Des défis et des possibilités

Et qu'est-ce que ça a à voir avec la croissance économique et la gouvernance ? Je vais vous le dire dans quelques instants parce que bien évidemment ce sont des choses auxquelles il faut répondre d'une manière

globale : nationale, européenne, mais aussi globale. Et je pense qu'ici il faudra beaucoup plus que ce que nous avons fait auparavant.

Je ne veux pas insister sur les chiffres de l'état économique en Europe, vous les connaissez tous : le chômage, les taux de chômage qui sont très élevés, et en particulier en ce qui concerne les jeunes ; les niveaux de croissance très bas en Europe : prévus pour cette année à moins de 0,2%. La croissance est ailleurs : un tout petit peu plus aux États-Unis, mais surtout en Inde, en Chine, en Turquie, etc., donc le dynamisme est bien ailleurs pour l'instant.

Nous avons les politiciens qui font face à des défis énormes pour essayer de faire toutes les réformes structurelles nécessaires qu'il faut faire. Il y a des gens beaucoup plus qualifiés que moi dans ce panel qui peuvent vous parler de ça : des réformes de structure, des réformes de marché du travail, les systèmes de pension, etc. Mais aussi le paradoxe dans tout cela, c'est que nous vivons plus longtemps – ce qui est bien – mais nous avons aussi une natalité réduite dans presque tous les pays en Europe. Donc ici se pose un problème pédagogique pour tous les politiciens, les organisations mondiales. Lutter contre le chômage, mais en même temps faire face à des problèmes comme trouver la main-d'œuvre adéquate dans les secteurs de l'informatique, des ingénieurs, du personnel de santé, tous ces secteurs de l'économie pour lesquels nous avons besoin dans les années qui viennent de millions de gens qui ne se trouvent pas en Europe. Dans les quinze années à venir, la population active en Europe aura diminué de 12%. Ce qui veut dire que dans les années 2050, selon les pronostics, il y aura un retraité pour deux travailleurs, alors qu'aujourd'hui nous en avons quatre. Et ceci est un problème national, mais aussi global ; et ça donne bien évidemment un fardeau aux futures générations qui est très lourd.

Il est donc évident que notre priorité n°1, c'est de sortir de la crise actuelle. Pour cela, il faut faire les réformes auxquelles j'ai fait référence, mais il faut aussi réformer la gouvernance européenne et la manière dont nous regardons la crise à tous les niveaux.

On peut être optimiste en Europe quand même : nous avons des atouts, nous avons une éducation très élevée, nous avons la productivité et des systèmes de sécurité sociale qui protègent nos citoyens en période de crise. Et comme la crise actuelle nous le rappelle parfois trop brusquement, l'Union européenne représente aussi la primauté de l'État de droit vis-à-vis des alternatives plus chaotiques. Mais nous sommes, vous le savez tous, en pleine discussion aussi pour renforcer la gouvernance non seulement économique mais aussi politique en Europe pour faire face à ces défis que nous avons actuellement.

► **L'Europe doit s'ouvrir au monde**

Mais je vais aussi vous faire un plaidoyer pour une migration vers l'Europe, pour une ouverture d'esprit vis-à-vis des idées et les produits venant des pays tiers. Le Printemps arabe nous a clairement montré à quel point notre modèle est attirant : la démocratie, les droits de l'homme, la liberté. Mais cela ne suffit pas, il faut aussi parler un peu de la mobilité. Quand je rencontre les ministres des pays du Printemps arabe, ils me disent : «Oui, c'est très bien. Vous soutenez la démocratie, vous soutenez nos économies, mais nous avons entendu un autre message aussi, c'est très bien que vous fassiez la révolution là-bas, mais restez où vous êtes parce que nous avons une crise ici, alors ne venez pas.»

Donc ce n'est peut-être pas un message d'ouverture et de coopération parce qu'eux aussi ils veulent la mobilité ; non pas pour venir tous travailler en Europe, mais des touristes, des chercheurs, des étudiants, des gens qui ont beaucoup d'idées et qui ont senti qu'ils n'étaient pas les bienvenus en Europe.

Le chômage est chez nous, c'est une réalité. Mais n'oublions pas les leçons de l'histoire qui nous montrent que les pays ou les empires qui se ferment et qui ne prennent pas en compte les avancées dans le reste du monde, se condamnent à un avenir appauvri au niveau économique mais aussi sur le plan social, politique, culturel, intellectuel. Donc il faut choisir la bonne feuille de route. Et bien sûr aussi une stabilité dans nos pays voisins. C'est nécessaire pour la coopération politique, mais aussi pour la coopération économique.

Donc mon premier point ici – je vais en faire deux – c'est qu'à moyen terme, nous aurons besoin d'un niveau de migration économique vers l'Europe : un retraité pour deux employés, ce n'est pas une vision saine pour l'Europe. Et plus nous attendons et plus ce sera difficile de convaincre nos citoyens d'avoir un esprit ouvert vis-à-vis du monde, et c'est vers cela que nous pourrions garantir leurs pensions et leur mode de vie. Alors il faut commencer à trouver des manières d'attirer les chercheurs, les cadres, les jeunes avec potentiel de venir travailler et payer leurs impôts en Europe. Il faut faire le premier pas dès maintenant pour qu'il y ait un débat de l'opportunité d'une migration bien gérée vers l'Europe à moyen et à long terme. Il faut aussi, bien évidemment, améliorer les politiques d'intégration pour ceux qui vivent déjà en Europe pour mieux utiliser leurs capacités et donner la possibilité à tout le monde de bien réaliser ses chances.

Nécessité d'une mobilité accrue

Un exemple très bref sur la législation en vigueur actuellement en Europe entre le Conseil et le Parlement européen : c'est une directive sur

intercorporate transfers. C'est-à-dire qu'un Indien ou un Américain qui travaille dans une entreprise internationale, a du mal à venir en Europe pour travailler dans la même entreprise. La communauté des entreprises en Europe dit qu'environ 16 000 personnes seraient ainsi nécessaires; 16 000, ce n'est pas énorme mais ce sont 16 000 personnes qui n'existent pas en Europe, et chacune d'elles représente des occasions d'investissements, une croissance et un développement de leur entreprise.

Mais aujourd'hui, il est encore très compliqué de les faire venir en Europe. Il faudra que nous fassions un travail ensemble pour faciliter la mobilité de ces personnes, non seulement pour venir travailler à Aix-en-Provence avec leur famille, par exemple, mais peut-être aussi pour en profiter et aller à Berlin pour le week-end ; aujourd'hui c'est très difficile.

Je voudrais qu'à long terme en Europe tous les États soient bien sûr responsables de leurs frontières, de la définition de leur main-d'œuvre et de leurs besoins dans ce domaine. Mais, il faut que le message soit celui d'une mobilité accrue : si vous avez un travail, vous êtes le bienvenu, vous pouvez venir. Il faudra veiller bien sûr à ce que les salaires soient décents, qu'il n'y ait pas de renversement social et qu'il y ait une protection contre l'exploitation. Autrement dit, une mobilité accrue est une nécessité. Et si nous voulons avoir une économie basée sur la connaissance, si nous voulons que l'Europe joue vraiment son rôle dans l'innovation et la recherche, nous devons devenir plus attrayants pour les meilleurs et les plus brillants, sinon ils iront ailleurs : l'Europe n'est pas si attractive que nous le croyons.

Pour cela, il faut non seulement que les gouvernements et l'Union européenne, mais aussi que les institutions globales s'engagent dans cette discussion. C'est un plaidoyer pour une gouvernance économique qui mette ces idées en valeur. Les organisations mondiales du travail et des migrations existent et font un travail. Mais les forums et les institutions au cœur de ce débat, le FMI, le G20 et autres organisations ici présentes devraient aussi reconnaître de manière plus visible la contribution de la migration pour une croissance économique plus soutenable en Europe et au niveau mondial aussi, de faire le *business case* pour la migration. C'est ce que fait d'ailleurs l'OCDE dans leur nouvelle édition de «*Migration outlook*». La migration peut être un élément clé pour redynamiser nos économies. Ce n'est pas le *quick fix*, ce n'est pas la seule solution. Il faut faire la majorité du travail à l'intérieur, mais c'est un élément nécessaire. Il faut le reconnaître et il faut en parler ouvertement, et ce concept devrait figurer dans les communiqués du G20, et peut-être aussi dans les programmes d'ajustement du FMI.

► **La question des transferts de fonds**

Les transferts de fonds sont un problème lié à la migration et il y a beaucoup de choses à faire qui devraient relever d'une gouvernance globale. Ces transferts intra-familles sont extrêmement importants pour les pays pauvres qui les reçoivent de l'Ouest. Selon la Banque mondiale, le total des versements l'année dernière au profit des pays pauvres a atteint 350 milliards de dollars, et ne cesse d'augmenter. Cet argent est utilisé pour investir dans ces pays, mais aussi pour faciliter des échanges et des possibilités de commerce pour l'Europe. Donc c'est de notre intérêt commun, et aujourd'hui il y a une taxe *de facto* à cause des frais des banques et des organisations qui s'occupent des versements. Ici je pense que les organisations internationales pourraient faire beaucoup plus pour réduire ces frais.

Pour conclure, le défi collectif est alors de construire un agenda qui fasse le lien entre la relance au niveau économique – la confiance parce qu'aujourd'hui nous savons aussi qu'il y a beaucoup de forces populistes qui dominant dans le discours politique – et la migration comme élément de rééquilibrage de notre modèle. Pour cela nous avons besoin d'un vrai leadership global, européen et national, qui ne se plie pas au populisme mais qui sait défendre ses politiques qui peuvent être bien gérées, une politique de *win-win*.

Le capitalisme menacé par l'écologie

Michel Aglietta

CEPII

Je vais prendre une option théorique pour tenter d'expliquer que les organisations internationales sont affaiblies – c'est un constat – et qu'il y a à cela deux raisons de fond.

La première peut être exprimée par le déclin de l'hégémonie sur lesquelles les organisations jumelles issues de Bretton Woods, qui constituent le socle de la régulation économique, ont été fondées. La deuxième qui me paraît encore plus importante, ce sont les enjeux planétaires non assumés.

► Un monde hérissé de murailles

Rappelons d'abord que des institutions ne sont efficaces que dans les modes de régulation pour lesquelles elles ont été créées. Certes, elles ont des capacités d'adaptation aux changements structurels, mais si leur principe d'efficacité est devenu inopérant, elles ne sont plus du tout efficaces. En régime international, c'est un ensemble hiérarchisé de principes : après la guerre, le principe du libre-échange, de normes et de règles contraignantes concernant le système des changes ont permis de transformer ces principes généraux en principes d'action. Ça a été un régime monétaire, essentiellement le régime de Bretton Woods, la monnaie étant ce qui permet de réguler l'ensemble des prix. Et puis des procédures de décision en conformité avec ces principes qui ont engendré la distinction entre déficits soutenables et non soutenables. Ça a été le rôle du FMI avec ses procédures de négociation pour décider des sous-évaluations et par conséquent des dévaluations légitimes.

Cet ensemble a été progressivement détruit. En effet, un régime hégémonique et rendu cohérent par la suprématie du leader entraîne les

autres pays : les intérêts du leader concilient l'ensemble des intérêts de ceux qui gagnent à rester dans le cadre des règles en question. Le danger d'un régime hégémonique, c'est toujours que l'ensemble des règles, dans la mesure où, par définition, elles peuvent être manipulées par le leader puisque c'est lui qui est à l'origine de leur constitution, se transforme en principes arbitraires qui entraînent l'autodestruction du régime hégémonique.

L'autodestruction a commencé évidemment avec la chute de Bretton Woods, mais la suprématie du dollar est restée par défaut, compte tenu de son rôle comme devise clé jusqu'à la disparition du mur de Berlin. Car la disparition du mur de Berlin, n'a pas été ce triomphe définitif du principe d'hégémonie, – au sens de l'idée de Fukuyama que le monde devenait plat et que par conséquent le système des règles qu'il portait était généralisable partout. C'est exactement l'opposé qui s'est produit. Cela a créé des opportunités, cela a permis à des particularités nationales et à des particularités de développement d'exister et de mûrir, mais évidemment au prix d'une hétérogénéité du monde beaucoup plus importante. L'image en opposition à celle du monde plat, c'est la métaphore chinoise : le monde est hérissé de murailles. C'est une vision totalement opposée.

► **Le dérèglement au cœur du capitalisme**

Cela m'amène au deuxième élément du problème de l'hégémonie. Il y a dérèglement au cœur du capitalisme. On sait que la globalisation y a joué un rôle et que toutes les règles du système monétaire ont été mises en cause. Mais le deuxième facteur, c'est la montée en puissance de la Chine qui exprime une philosophie politique totalement différente. Ce n'est pas qu'elle soit contre l'hégémonie ou qu'elle veuille remplacer une hégémonie par une autre, mais plutôt que la Chine a construit cette philosophie politique à partir d'une expérience très ancienne des royaumes combattants qui ont permis au principe d'hégémonie d'être vraiment battu en brèche. C'est l'idée que, pour avoir un bon gouvernement, il faut construire un système de réseaux d'engagements mutuels qui permettent à chacun de trouver à la fois des avantages et des contreparties dans des obligations réciproques. C'est ce que la Chine fait en Asie avec les autres pays asiatiques. La Chine fait partie de six organisations régionales qui sont autant de réseaux qui s'entrecroisent et qui constituent un système de régulation au niveau régional.

Ce principe de réseaux fait que la Chine a un point de vue sur la globalisation totalement opposé à celui qu'on pourrait appeler le « modèle Wall Street », c'est-à-dire une globalisation fonctionnant par l'autorégulation des marchés financiers. Ce système est donc à l'opposé de la notion de principe hégémonique qui est hiérarchique par essence.

Aujourd'hui, la Chine fonctionne surtout de façon bilatérale, et puisqu'elle ne veut pas de l'instabilité financière, le financement se fait par des accords d'État à État qui sont des accords de long terme, voir le lien notamment avec le Brésil et avec tout un ensemble de pays africains. C'est une conception administrée de la finance qui est opposée à celle du modèle «Wall Street». C'est donc un problème de fond parce que ça veut dire que c'est sur des oppositions fondamentales que pour l'instant il n'y a pas d'unité de points de vue sur ce qu'on appelle les biens publics globaux.

► Retour des raretés absolues

Le deuxième élément qui me semble encore plus important, c'est la destruction des fondements écologiques de l'économie. L'écologie n'est pas un supplément d'âme, c'est le fondement d'un régime de croissance qui peut permettre l'éclosion d'une nouvelle civilisation qui nous est indispensable mais qui est menacée par ce que j'appelle le retour des raretés. Aujourd'hui, le grand auteur qu'il faut mettre en avant plus que les autres, c'est Adam Smith, parce qu'Adam Smith parlait des raretés absolues. Les raretés absolues sont des catégories de capital naturel auxquelles on ne peut substituer d'autres formes de capital. Les deux raretés absolues les plus importantes sont le climat et la biodiversité. Elles constituent des externalités irréversibles.

L'industrie, c'est-à-dire la révolution industrielle a cru avoir définitivement éliminé par la technologie les problèmes de raretés absolues de l'économie mondiale. La croyance au caractère illimité de la croissance popularisée par le fameux modèle de Solow repose sur la parfaite substituabilité du capital. Des modèles plus sophistiqués existent. Toutefois tant que les élasticités de substitution entre les catégories de capital sont supérieures à l'unité, les résultats du modèle de Solow sont qualitativement étendus. C'est exactement le contraire qui se produit aujourd'hui pour les externalités climatiques et la destruction de la biodiversité. La rareté pose absolument deux problèmes d'institutions essentielles qui ne sont pas visibles. Le premier, c'est la comptabilité. Nous avons besoin d'un système comptable qui exprime la juste valeur, c'est-à-dire qui exprime à la fois l'existence des raretés dans les coûts et le coût social total de chacune des composantes du capital qui participent à la production. Or le capital naturel n'est pratiquement pas valorisé.

Autres **externalités** : les externalités de type climatiques, les externalités par destruction de tout un ensemble de soubassements écologiques de l'activité humaine.

Je prends un seul exemple : tant que l'arbre sur pied n'a pas une valeur qui exprime l'ensemble de l'utilité des services qu'il rend, la forêt tropicale

sera détruite au rythme où elle est actuellement, c'est-à-dire 1 à 2 millions d'hectares par an ! La conséquence de cet état de fait, ce sont des catastrophes systémiques futures possibles. Il faut que le système de prix, et donc la comptabilité qui le porte, exprime la totalité des coûts. Cette mission devrait revenir aux Nations Unies, ce qui est une autre façon de dire qu'il faut une institution mondiale pour s'occuper de gouvernance mondiale. Ce n'est pas seulement le G20 qui est concerné, c'est l'ensemble de la planète et par conséquent tous les pays qui sont en cause. Aujourd'hui, on peut dire que l'avenir du monde se joue dans les pays les plus pauvres, les plus peuplés.

La Deuxième Guerre mondiale a créé la comptabilité nationale. La comptabilité nationale a été faite pour mobiliser l'effort de guerre, et le PIB est devenu en dix ans la référence incontournable de la politique économique et la mesure de ses performances. Dans les années de la Seconde Guerre mondiale, la comptabilité nationale est partie des États-Unis et du Royaume-Uni comme instrument pour mesurer le transfert de ressources nécessaire pour soutenir l'effort de guerre. Les Nations Unies en ont fait un système cohérent en dix ans. La question comptable posée aujourd'hui est l'insuffisance du PIB. Nous avons besoin de mesurer le capital dans toutes ses composantes, donc la richesse totale des Nations. Il y a des avancées qui ont été faites par la Banque mondiale. Il y a des avancées qui ont été faites par le rapport Fitoussi-Sen-Stiglitz, puis par le rapport de la Banque mondiale sur la richesse des nations. Mais rien n'a été fait un niveau national : les comptabilités sont toujours les mêmes. La comptabilité d'entreprise ne valorise toujours que le capital productif. Le capital humain n'est valorisé nulle part, les ressources naturelles, encore moins. Donc nous avons un système de prix qui est dramatiquement incomplet. Là est le problème de la juste valeur, pas dans les arguties financières des comptes de l'IASB.

Pour conclure, je ferai une remarque, une simple comparaison : l'Union Soviétique a péri parce que son système de prix ne reconnaissait pas la réalité économique. Le capitalisme est aujourd'hui menacé parce que son système de prix ne reconnaît pas la réalité écologique. C'est une menace fondamentale. Et derrière ça, il y a vraiment un problème de sécurité pour la civilisation humaine au XXI^e siècle. Il ne peut être assumé qu'au niveau planétaire. C'est l'enjeu. Il faut se concentrer sur les institutions de base les plus essentielles et les moins connues : comptabilité et système de prix.

Global Governance Begins at Home

York Chor TAN,

Ambassadeur de la République de Singapour en France

Our first international organizations were created in 1865 and 1874, which was a long time ago, to coordinate standards and rules for the telegraph and postal services respectively for connecting the world. As further technologies then linked the world and enabled flows of goods, capital, people and services, distances shrank. At the same time, the world's population grew and countries rubbed up more easily against one another, leading to conflict and war. A number of international institutions were then founded to meet the need for behavioral norms and rules, several of which were created after World War I, while most the of the United Nations system that we know today as well as the Bretton Woods institutions were established after World War II. Since then, which is now a good 67 years ago, the world has become much more interdependent, especially in the last 25 years during which I was able to watch this complexity develop in my various roles as a diplomat.

I would like to share with you four very quick observations. Firstly, the end of the Cold War facilitated global cooperation by breaking down geopolitical and ideological barriers. Secondly, in what someone has termed “the rise of the rest”, the remarkable surge of energy and effort coming from developing countries, especially from Asia and Latin America, has boosted economic growth. As these countries, including China, India, Brazil and others, grew in economic heft, they gained importance, firstly, in trade and then other areas, and their views and voices can no longer simply be discounted and ignored. Therefore, reaching agreement across so many disparate national interests has become more and more difficult and complicated. Thirdly, technology has also brought about many new possibilities, not only for individuals in

the remotest parts of the world but also for big corporations and the world of finance. This has utterly transformed the way businesses operate, often without adequate rules or supervision. Fourthly, the integrated nature of the world and the speed of the Internet for news and reaction mean that developments in one country can quickly spill over and spread to impact on other countries across the globe.

Our old institutions have therefore found themselves overtaken and unable to cope with many challenges and modern-day problems and complexities; above all, our economic institutions have been ill-prepared, as they were not supposed to interfere in or hinder the markets. The world therefore got a wake-up call when many people around the world lost assets, homes or jobs in the global financial crisis of 2008. The markets did not self-regulate or correct themselves, and the legitimacy of the global financial system and of economists and bankers alike took a hit. The top 1% of people are perceived as having exploited the system and making money at the expense of the other 99%. The latest Barclays episode of rigging the London Interbank Offered Rate (LIBOR) shows that the lack of ethics and morals has perhaps not quite ended.

► **What can we do to improve global governance?**

Unfortunately, there is no magic bullet. While international organizations and institutions can adapt and evolve from within –and almost all of them have been working on reforms for years– they take time to do so, rule by rule, resolution by resolution. To be able to really revamp and rebuild or start anew is out of reach. For this, we would need global unity, but it seems that humanity can unite to reset the international system only following cataclysmic wars. The League of Nations was created after World War I and could be replaced by the United Nations only after World War II. We should therefore perhaps better not hope for the possibility of changing everything.

In the absence of any better alternative –and there is unfortunately still no better alternative– the G20 was a major step forward in complementing the existing system by focusing discussions on key issues and addressing the global crisis, as well as forging much needed political views on a way forward. Ideas from the G20 can then be brought back to the international institutions for further, and quicker, discussions and actions.

At the height of the global crisis, the G20 succeeded in coordinating action among the major economies to prevent a global depression and it has discussed ways to fix the international system and bring it up to speed vis-à-vis the challenges we are facing. One piece of work in progress

relates to keeping an eye on entities that are systemically important or too big to fail and another challenge is that many international institutions and organizations deal with different but increasingly inter-related and crosscutting global issues. These organizations need to work together in a more coherent manner and the G20 has given some fresh impetus to that.

► **Who keeps an eye on the G20?**

However, the G20 itself needs to be held accountable for its performance. Who, then, keeps an eye on it? When the G20 emerged in 2008 Singapore launched a group of small and medium-sized countries in the United Nations called the Global Governance Group, 3G for short, to keep a close watch on the work of the G20 and see that they stay honest in implementing their own commitments. The 3G has now grown to 30 members and reports its views regularly to the United Nations on the G20's performance. Over time, the G20 has come around to accepting various recommendations by the 3G. One point that the 3G has stressed to the G20 is that it does not have a monopoly on wisdom and that as some non-G20 members and non-stakeholders can bring valuable contributions on specific global issues, it would be wise to bring them into the respective G20 discussions.

I would now just like to conclude on the following point. Everyone has a role to play because global governance and resilience begins at home. If every country and region puts their own house in order and avoids bubbles, debt and other imbalances from building excessively, the sources of many global crises can actually be eliminated. As Paolo Manasse², noted from a study carried out by the University of Bologna, the risk of contagion is 50% external but also 50% domestic for every country. In that respect, therefore, it is good that the G20 countries have submitted themselves to a process of regular self-accounting plus examination by the OECD and World Trade Organization. There is much that these "too big to fail" G20 countries need to do for their own good and for the good of humanity.

2. Voir session 4, page 183.

Améliorer l'efficacité de la gouvernance économique mondiale ?

Pierre Raoul-Duval

Gide Loyrette Nouel

Pour paraphraser un célèbre proverbe français : «Les plus belles organisations internationales ne peuvent donner que ce qu'elles ont.»

Le décalage entre leurs responsabilités, les attentes qu'elles génèrent, les crises qu'elles gèrent et leur capacité de réponse n'est pas nouveau. Et ce serait prendre le débat par le petit bout de la lorgnette que de le traiter uniquement sous l'angle de leur gouvernance ou même de leur composition.

La situation actuelle nous renvoie à un débat qui n'est pas facile à résoudre : celui de la souveraineté, celui du décalage entre le niveau auquel la souveraineté s'incarne et celui auquel elle est, ou pourrait être, efficace.

Dans la plupart des pays, le niveau auquel la souveraineté est reconnue comme légitime, certifiée démocratiquement, reste l'échelon national. Cela vient de l'Europe qui a inventé l'État nation et en a fait pendant plusieurs siècles «l'échelon-source», hélas, de tous les conflits mais également, par un effet miroir, «l'échelon-pertinent» de leur gestion. C'est seulement très récemment que l'État nation a commencé à être concurrencé par les échelons infra-nationaux (les régions depuis les années 1960) et internationaux.

L'Europe ayant digéré ses guerres de malheur en a inventé l'antidote : la construction européenne, avec son savant dosage d'abandon de souveraineté, de souveraineté partagée et de cordes de rappel comme celle de la subsidiarité mais aussi avec la reconnaissance d'une nécessaire institution supranationale (la Commission) et l'adoption de règles de mise en œuvre d'une discipline collective contre les égoïsmes nationaux (les procédures d'infraction).

L'édiction de règles strictes est essentielle car une organisation internationale n'est rien sans pouvoirs de contrainte ; le contre-exemple est la Société des Nations ; une organisation internationale pleine de bonnes intentions, mais dénuée de moyens. Le problème est que l'Europe, qui a su accompagner chaque étape de sa construction en combinant mise en commun des compétences et moyens juridiques de les exercer, a parfois oublié d'en assurer le suivi. Ainsi, par exemple, plus de vingt années séparent le traité de Rome qui a donné naissance à la CEE et l'arrêt de la Cours de Justice des Communautés Européennes (CJCE) «Cassis de Dijon», décision fondatrice de la libre circulation des marchandises, obligeant nos amis allemands à accepter la commercialisation de ce breuvage, étrange pour eux, qui n'entrait dans aucune de leurs catégories réglementaires.

► **10 ans « d'€uro »**

Pour l'euro, les États ont mis en commun la monnaie, mais ont renvoyé aux calendes grecques la gouvernance économique partagée et ont même refusé d'exercer le peu de pouvoir de contrainte qui était prévu par le biais des sanctions du pacte de stabilité. Sur dix ans « d'€uro », la France n'a jamais respecté les critères de Maastricht, même la vertueuse Allemagne les a oubliés pendant la moitié du temps, d'autres sont entrés carrément dans l'euro sans les respecter, au moins s'agissant du critère de la dette. La fragilisation de l'euro remonte au jour où le Conseil des Ministres de l'UE a refusé de voter les sanctions prévues par le pacte de stabilité en raison d'une alliance conjoncturelle entre l'Allemagne du Chancelier Schröder, prenant argument des déficits publics pour faire adopter d'amères, mais nécessaires, réformes de structure et la France du Président Chirac, mithridatisé aux déficits. Il est vrai que ces sanctions sont paradoxales puisqu'elles consistent à mettre à l'amende les États déficitaires, comme des pompiers qui appuieraient sur la tête d'un pêcheur en train de se noyer parce qu'il n'a pas respecté le règlement ou des gendarmes passant à l'hôpital pour verbaliser un accidenté de la route.

► **Sentiment d'impunité**

Les sanctions du pacte de stabilité étant procycliques, leur application est problématique car elles peuvent aggraver la crise. Dès lors, le risque est, comme le savent tous les juristes qu'à l'inefficacité, la loi inappliquée ajoute le sentiment d'impunité. L'inapplication de sanctions par les États résulte de l'aléa de l'accord de ces derniers : si la saisine de la Cour de Justice Européenne sur la libre circulation des marchandises dépendait du vote des États, le cassis de Dijon ne franchirait toujours pas le Rhin !

À la vérité, ces sanctions demeurent souvent lettres mortes servant à cacher que l'on a mis la charrue monétaire avant les bœufs de l'économie et à masquer le refus de la discipline commune qui va avec la monnaie unique et l'incapacité à mettre les discours sur « plus » de gouvernance économique en accord avec les actes. En l'absence de radar invitant au respect des limitations de vitesse budgétaire avant que n'arrivent les accidents, le pouvoir de contrainte a été délégué *de facto* aux agences de notation et aux marchés. La sanction (perte de confiance, incapacité de se refinancer) n'en a été que plus tardive et plus brutale.

Au moment où s'ouvre le légitime débat sur la croissance et le bon dosage entre croissance et rigueur, celui sur le respect de la discipline est loin d'être achevé : comment mutualiser la dette grecque si le parlement allemand auquel on demanderait *in fine* de payer la facture n'est en rien décisionnaire ? Comment faire accepter par des citoyens grecs l'abandon de souveraineté qui leur est demandé ? Cet équilibre reste à inventer.

C'est autour de la question de la mise en œuvre des décisions que se cristallisent les difficultés. La plupart des Européens conviennent qu'il faut allier soutien à la croissance et discipline ; beaucoup sont d'avis que pour restaurer la croissance, il faut achever de mutualiser les dettes nationales lesquelles, de fonds de soutien en refinancement par la BCE, sont, *de facto*, déjà largement mutualisées ; mais il reste à garantir que les disciplines joueront *ex ante*, sans quoi la mutualisation reviendrait une fois de plus à reculer sans certitude de mieux sauter !

► **Faire respecter les règles de l'OMC**

À un niveau plus international, c'est aussi du pouvoir de faire respecter les règles de l'OMC que viendra la capacité collective à résister à la tentation protectionniste que la crise favorise naturellement un peu partout dans le monde.

Enfin, nous n'échapperons pas, une fois le monde peu ou prou réstabilisé, à un examen de conscience plus global sur le fonctionnement du FMI, le rôle du G20, la globalisation de la gouvernance pour accompagner la globalisation des problèmes.

Mais restons modestes et pragmatiques. Il n'est pas réaliste d'envisager un plan d'ensemble de gouvernance mondiale, personne n'a le pouvoir de l'édicter, personne ne pourrait imposer les décisions qui seraient prises. Il faut agir cas par cas, instruire institution par institution les améliorations à apporter, doser les mesures à prendre pour empêcher les excès. Les procédures existent, espérons que l'intendance suivra. Il faut adopter une

approche pédagogique guidée par le respect de deux nécessités :

- Représentativité – facteur de réalisme, mais aussi vecteur du sentiment d'appartenance, de partage de valeurs définies en commun.

- Efficacité des mesures prises, leur mise en œuvre effective, accompagnée de sanctions en cas de non-respect.

À cet égard, il importe que les Européens commencent par balayer devant leur porte et ne répètent pas l'erreur de l'euro qui a consisté à mettre en commun un symbole de la souveraineté - la monnaie avec son bagage de liberté de mouvement et d'investir – tout en refusant les transferts de souveraineté nécessaires à la bonne gestion et à la protection de ce patrimoine commun.

La crise qui se poursuit est d'abord l'échec des États : des États-Unis puis des États européens à correctement superviser leurs systèmes bancaires et maîtriser leurs dettes publiques. Une des suites logiques a d'ailleurs été la création d'organisations nouvelles, d'autorités chargées respectivement des banques/des marchés/des assurances ; mais là encore reste à renforcer la mise en œuvre des décisions. En Europe, par exemple, le choix récent de l'Espagne de sous-estimer puis gérer seule la crise de Bankia n'a fait que retarder l'appel à la gestion commune des risques.

Le domaine crucial de l'environnement est un autre exemple type des limites de l'intergouvernemental et de ce que, sans structures et compétences pour en garantir l'efficacité, la coopération internationale est inopérante. Beaucoup a été annoncé, promis, engagé ; peu a été obtenu. Contrairement à la crise économique qui fait peur tout de suite et crée donc assez de pressions pour se soumettre progressivement à des disciplines collectives, concéder des abandons de souveraineté et faire progresser les principes et les actions, la crise climatique pourtant bien réelle reste réglée sur le mode de la Société des Nations. Espérons qu'elle ne conduira pas aux mêmes catastrophes.

Toutefois, il n'y a nulle raison de jouer les Cassandre, il existe un grand nombre d'enceintes et d'organisations dont les travaux sont considérables, source de réglementations uniformes et décisions qui s'imposent internationalement – même dans le domaine financier et, à l'évidence, dans maints domaines techniques (établissement de normes : poste, aérien, etc.).

Ces avancées sont la traduction de ce que l'interdépendance des économies oblige à gérer ensemble. Il faut continuer à s'attacher, organisation par organisation, enceinte par enceinte, à améliorer leur efficacité, sans oublier, pour paraphraser Beaumarchais en conclusion, que « Sans la liberté de sanctionner, il n'y a pas de résultat flatteur. »

Cooperation Works Best when it is Voluntary

Vera Songwe
World Bank

It goes without saying that we live in an increasingly interconnected world where policies and developments in one region or country can have impacts well beyond national borders.

We see this across a wide range of areas –from the environmental externalities associated with climate change, to the impact of monetary policy in one country on capital flows into others. National policies and developments in financial sector supervision and regulation can generate cross-border contagion to other countries. National policies to insulate domestic populations from volatile food prices can export price volatility to other countries.

► Emergence and evolution of international forums

In recognition of this, we have seen in the last century, the emergence and evolution of a multitude of international forums for discussion and cooperation among countries –from those with formal membership and structure like the UN and Bretton Woods institutions, to less formal groupings like the various “Gs” (e.g., the G7, G-8, G-20 and G-24).

Reflecting their different mandates (some political, some economic, some both) each of these have their own cultures and decision-making rules to facilitate international coordination. Some have formal voting rules; others are consensus-based. Voting rules can be based on “one country-one vote” or, when financial resources are involved (like at the World Bank and IMF), voting rules can depend on capacity to participate. Some are supported by independent and professional staff; others are largely driven by capitals.

Each of these structures and formats have their own strengths and weaknesses, which influence how they can best contribute to effective international cooperation. These differences often are the basis for external criticism about relative legitimacy or effectiveness of particular international bodies or institutions. What I would like to argue is that, when faced with the potential tradeoffs between considerations of legitimacy, effectiveness and efficiency, the optimal result in terms of international cooperation may derive from fostering cooperation between the international institutions and bodies themselves.

I would like to talk about the World Bank and use it to illustrate the potential for international institutions to either directly contribute to better international cooperation or to complement one another in fostering international cooperation.

In a multi-polar world, cooperation cannot easily be coerced. While the interests of individual countries are complex and can involve trade-offs, cooperation works best and is most sustainable when it is voluntary. In this regard, for an international institution like the World Bank to contribute to international cooperation, it needs to be seen to have the following (often inter-related) characteristics:

- fair and even-handed;
- appropriately representative;
- technically competent and unbiased;
- reliable partner

At the Bank, we endeavor to achieve this through a transparent and rule-based system of governance, with accessible mechanisms for revealing and appealing disagreements. We continue to improve the diversity of our staff, and at the level of our Executive Board, we have a stated objective of achieving equity among developing and transition economies and advanced economies.

► **How does this work in practice?**

There are two main channels: directly through our convening power and our internal and constituency based decision-making structure, and indirectly, through the provision of credible and unbiased technical input and advice to other forums.

On the former, a constituency —based system like that of the Bank and many MDBs, provides a structure and rules for coming to agreement among a large number of sovereign nations, helping bridge the divide between

conflicting perspectives and pressures to ensure that global issues are treated in a truly multilateral way and of course that those without voice can feel represented at these discussions.

In this respect, it is important to see cooperation as a “repeat game” rather than a series of “one-off” efforts to win the argument. In that regard, it is notable how rarely formal votes are taken at the Bank or other MDBs. Rather, the ongoing effort to seek consensus on challenging issues helps build confidence in the institution as a forum for cooperative solutions.

Clearly voting rules and weights do matter, if only implicitly, and in this regard, as noted, the evolution of our governance structure to reflect an increasingly multi-polar world is important, as is the creation of a third chair for Africa at our Board.

Perhaps of greater interest to a forum like this, is the indirect way that international institutions like the World Bank contribute to international cooperation.

A particularly topical example of this is our involvement with the G20 where we have official “observer” status. The G20 is essentially a political entity, where agreement is reached by consensus. Members each have their own analytical capacity embodied in their civil services and central banks, but both capacity and quality can vary from members to member. The ability of the G20 to draw on inputs from international organizations that are seen as technically competent, unbiased and sufficiently representative, plays an important role in bringing disparate views together.

Without question, politics and narrow self-interest play an important and frequently dominant role in forums like the G20. But we can, and do, play a role in bridging gaps to the extent that individual members have confidence in the quality of our analysis and our impartiality, which is grounded in the diverse and global perspective we bring to issues like green growth, structural reform, and financial-sector development.

This does beg the question that frequently comes up in discussions of, for example, the international financial architecture, were some advocate embodying oversight and decision making power in international organizations, rather than viewing them as facilitators of cooperation. Efforts in the late 1990s to give the IMF jurisdiction over the capital account of members were a particular example of this.

Implicit in this and other similar proposals was the notion that certain aspects of the global economy could be regulated by “impartial” technocrats rather than left to the vagaries of political winds.

I think it would be a mistake to go down this route for a number of reasons.

- First, technocrats are rarely impartial or independent.
- Second, decisions that have major consequences for domestic economies are best left to those economies. Technocrats at international institutions should provide impartial advice and highlight repercussions of certain actions, but the ultimate decision must rest with those who will be held accountable for the results.

- Third, as we have seen repeatedly, in current and past crisis, technocrats never know as much as they believe they know. It is best to be humble and those who are required to persuade tend to be more humble than those who can instruct or assert.

► **Where does that leave us?**

I tend to believe that, when it comes to decisions that require international cooperation, how you get there matters as much as where you get to. In this regard, international institutions like the World Bank should continue to foster an inclusive and cooperative dialogue among members, work to ensure their technical credibility and impartiality. This last element, in particular, requires that we build our own internal diversity. We must be seen to be working on behalf of all our members if we are to most effectively contribute to deliberations that can result in meaningful and sustained cooperation among countries.

Des institutions financières au service des peuples

Philippe de Fontaine Vive Curtaz

Banque européenne d'investissement

Ce qui est à la mode aujourd'hui, c'est d'être critique sur l'Europe et positif sur les institutions financières internationales. Si cette mode peut souffrir une exception grâce à la liberté intellectuelle des Rencontres d'Aix, je vais prendre exactement le contre-pied de cette thèse en étant laudatif sur l'Europe et critique sur les organisations financières internationales. Personnellement je pense que ce ne sont pas les organisations financières internationales qui doivent diriger le monde, mais le monde qui doit diriger les organisations financières internationales. Donc je commencerai par être positif sur l'Europe, parce que nous en avons tous besoin. En quatre points.

► L'Europe, plus grand marché du monde

Premier point, l'Europe reste aujourd'hui la plus grande force existante de marché avec plus d'un demi-milliard d'habitants à fort pouvoir d'achat. Elle a trouvé une réponse originale à la démographie qui est la question fondamentale depuis Sauvy, et Malthus avant lui, et tant d'autres, c'est l'élargissement : penser européen. L'élargissement de l'Europe est une réponse au problème démographique. Est-ce que vous voulez être à 28 États membres au 1^{er} juillet prochain ? Vous avez dit oui. Est-ce que vous voulez passer à 29 l'année d'après ou un peu plus tard ? Vous vous y êtes engagés sans le savoir. Est-ce que vous voulez à terme 75 millions de Turcs pour compenser les problèmes démographiques d'Europe de l'Est ? C'est une question forte qui vous est posée pour les années à venir.

L'autre façon de répondre à cette problématique démographique,

c'est d'organiser une immigration massive pour redonner une dynamique économique à l'Europe. C'est une belle question que pose la Commission européenne. Il est certain que pour peser dans le concert international, il y a deux réponses possibles : s'élargir ou s'ouvrir. Mais dans les deux cas, nous devons conforter le fait d'être le plus grand marché au monde.

► **L'Europe, première puissance économique**

Deuxième point fort de l'Europe qu'on ne souligne pas assez : en force économique pure, mesurée certes de façon imparfaite par le PIB comme le disait Michel Aglietta, nous sommes aujourd'hui la première puissance économique du monde avec 26% du PIB ; les États-Unis ne sont qu'à 23. Il faudrait trois fois plus de taux de croissance en Chine pour produire exactement la même chose qu'en Europe. Et donc avec une démographie qui est la nôtre, pensez en tant qu'entrepreneurs pour certains d'entre vous qu'il faut trois fois plus en Chine pour arriver à la même augmentation en nominal. Le grand marché reste pour longtemps l'Union européenne.

► **L'Europe, première puissance commerciale**

Pour nous comparer équitablement aux autres dans le domaine commercial, ignorons le commerce entre Européens : si vous faites ce calcul, vous verrez que nous représentons 17% du commerce mondial sans tenir compte de ce que nous faisons entre nous, ce qui fait de nous encore la première puissance économique commerciale. Ce n'est pas par altruisme que nos amis chinois, africains, latino-américains ou américains veulent investir en Europe. C'est parce que c'est la meilleure plateforme d'exportation au monde. Il faut le dire, il faut le répéter.

► **L'Europe, première force universitaire**

Enfin, quatrième point fort de l'Europe que nous ne valorisons pas assez. Nous sommes ici à Aix-Marseille. Savez-vous que vous êtes dans la première université de France depuis un an grâce à la fusion universitaire ? De loin, la première université de France grâce à la réforme des universités ? Mais savez-vous qu'au total l'Europe est la première force universitaire au monde, contrairement à ce qu'on nous répète à longueur de journaux, puisque si vous prenez le classement de Shanghai, 38% des 500 meilleures universités au monde sont sur le territoire de l'Union européenne ; les États-Unis ne représentent que 31%.

Donc cessons cet europessimisme permanent qui fait que nous aimons nous dénigrer comme des Gaulois ou des nostalgiques des empires défunts. À nous seuls à la Banque Européenne d'Investissement, notre

bilan représente plus que les bilans de la Banque mondiale et de toutes les banques régionales de développement du monde réunis ! Soyons fiers un peu de nous-mêmes. Essayons de nous remettre en cause pour améliorer notre fonctionnement en utilisant, entre autres, les institutions financières internationales. En tant qu'institution financière internationale, nous devons appliquer à nous-mêmes les questions que je vous propose de poser à toutes les institutions financières internationales. J'en vois quatre qui me paraissent importantes pour essayer de nous repositionner au service du monde, et non pas pour le diriger.

► **Quelle vision servons-nous ?**

Pour la Banque Européenne d'Investissements, c'est relativement simple : notre vision doit être celle de nos dirigeants de l'Union européenne, et nous sommes à leur service, point final ! Le FMI et la Banque mondiale sont dans une situation beaucoup plus difficile puisqu'ils sont censés servir la vision définie par les Nations Unies ou leur assemblée annuelle itinérante. Mais cette vision est celle d'un monde qui est mort sans le savoir. Ce monde a été créé après la seconde guerre mondiale avec aujourd'hui des survivances qu'on essaye de maintenir en faisant un G7, un G8, un G20,... et en accumulant des mandats factuels qui s'accumulent sans cohérence. Mais nous n'avons pas recréé de système de gouvernance mondiale, et ce n'est pas aux institutions financières internationales de le faire, c'est aux politiques de le faire ; peut-être avec cette vision de la rareté des ressources planétaires qui a été évoquée et qui me paraît séduisante. Mais chaque organisation financière internationale est au service de ses mandants. En Amérique latine, il y a un projet de régionalisation ; en Afrique, en Asie, il y a des projets de régionalisation. Au niveau du monde, il n'y a plus de vision collective.

► **Quelles priorités pour servir notre vision ?**

Pour l'Union européenne, la réponse a été donnée à la fin du mois de juin, au Sommet européen, c'est un changement majeur, il s'agit de provoquer un sursaut de croissance durable. Il ne s'agit plus à l'heure actuelle uniquement d'une gestion plus disciplinée des finances publiques. Si nous voulons redonner envie aux Européens, si nous voulons leur redonner espoir, nous devons en même temps certes mettre en œuvre une vertu budgétaire – une évidence pour une institution financière internationale, – mais nous devons aussi redonner des perspectives de croissance, d'emploi, de meilleur partage. C'est le modèle européen que l'on redécouvre à l'occasion d'une crise, à nous de le porter.

Si vous regardez les autres organisations financières internationales et que vous leur posez cette question, vous aurez des éléments de réponse, mais vous n'aurez pas un *mapping* comme on dit en anglais des priorités de ces organisations parce qu'on a choisi souvent leurs dirigeants en fonction de règles anciennes sans savoir ce qu'ils proposaient à l'institution, y compris à la Banque mondiale. Vous pouvez poser la question à son nouveau président, il ne sait pas quelle est sa ligne stratégique. On lui a posé la question : il n'en a pas. Il a répondu qu'il la définirait une fois qu'il serait en place, et il faut s'étonner de la façon dont nous exprimons nos choix.

► **Les organisations financières ont-elles les moyens de leurs mission ?**

Ont-elles les moyens de mener à bien les priorités qui leur sont données au service de la vision que les politiques leur ont confiée ? À la Banque Européenne d'Investissement, nous avons procédé à une autocritique et à un constat simple : nous n'avons plus les moyens de participer seuls au sursaut de croissance en Europe. Nous avons eu le courage de le dire aux chefs d'État et de gouvernement en leur disant : «Si vous voulez que nous y participions, donnez-nous 10 milliards d'euros sous forme d'augmentation réelle de capital», ce qu'ils ont décidé dans le principe au dernier sommet, ce que les Ministres des finances mettront en œuvre d'ici la fin de l'année.

La presse vous en informe, mais ne souligne pas l'importance de cette décision. Cela faisait 54 ans que nous existions et que nous n'avions jamais demandé au contribuable européen de payer pour sa propre croissance ; nous n'avons jamais fait appel à une augmentation de capital payée par le contribuable en dehors du moment de l'adhésion d'un pays. Aujourd'hui, l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement européens y ont consenti. Les modalités concrètes seront débattues dans les Parlements.

Mais face à cette crise mondiale d'origine anglo-saxonne, avez-vous relevé que les États-Unis et le Canada ont refusé de participer à due concurrence de leurs facultés à cet effort de solidarité internationale ? Qui les a critiqués ? Aucun journal de référence ne critique cela. Le problème des moyens est donc lui aussi à poser en termes démocratiques. Il faut que lorsqu'on affiche une volonté, on vérifie que chaque institution a effectivement les moyens de la mettre en œuvre.

► **Quelle gouvernance interne et quel *leadership* ?**

Cette question est déterminante et à poser à chaque organisation internationale. Effectivement, les conseils d'administration sont essentiels. Je pense que c'est une des grandes leçons que nous Européens devons

apprendre, surtout nous Français : savoir décider ensemble. C'est exactement le contraire de notre éducation nationale. On nous enseigne une approche un peu impériale, un peu napoléonienne, alors que le monde moderne, lui, demande à être piloté de façon collective grâce à un conseil d'administration, des débats et des règles de majorité.

Je dirai donc en conclusion que pour les organisations financières internationales la réponse à la question posée par notre modérateur de savoir quelle règle d'action et de décision nous devons adopter est simple : appliquer la règle démocratique, celle d'une majorité qui sait prendre des décisions pour faire face aux difficultés, et non pas la recherche indéfinie d'un consensus ou d'une unanimité qui nous contraint à l'inaction, qui laisse des paradis fiscaux ou des îles nous empêcher de prendre les décisions utiles pour les continents. Mettons les institutions financières internationales au service du monde qui décide par voie démocratique.

Échanges

Question du public

Je voudrais poser une question à Michel Aglietta en ayant en tête la conclusion de Monsieur Fontaine Vive Curtaz. Nous voulons des organisations démocratiques au service de la démocratie et à vous écouter, il n'y a aucune chance qu'on puisse se servir des organisations internationales dont nous avons hérité au lendemain de la seconde guerre mondiale. Donc plutôt qu'un mouton, comment est-ce que vous me dessineriez une organisation internationale ?

Michel Aglietta

Ce que je crois, c'est que le processus est nécessairement endogène, c'est-à-dire que le caractère diversifié du monde va produire un ensemble d'institutions qui permettront les niveaux de coopération qui sont aujourd'hui requis. Il me semble que nous sommes dans un univers dans lequel vont se constituer des espaces régionaux. Et l'Europe en est un, cela a été bien dit, mais l'Asie est en train de se constituer en espaces régionaux qui vont être véritablement les pôles d'un système de type polycentrique.

Aujourd'hui le type de coopération à espérer à niveau plus large n'est pas du tout visible. C'est que pour le coup le principe de subsidiarité fonctionnera. Suffisamment de problèmes qui sont des chocs importants, qui sont des problèmes non assumés aujourd'hui par rapport à un certain nombre de questions, notamment environnementales dont j'ai parlé, n'auront pas de solution globale immédiate, mais peuvent avancer au niveau régional. C'est-à-dire que si l'Europe mettait un prix du carbone et si la Chine faisait de même, la négociation internationale changerait de nature, et il paraîtrait très difficile aux États-Unis de maintenir leur position actuelle. Donc il y a un problème de possibilité de changer le jeu de la négociation à partir d'espaces régionaux qui seraient capables eux de définir une vision et de la confronter à celle des autres.

Et c'est vrai aussi sur le plan monétaire. On va aujourd'hui sur cette évolution qui me semble la solution. Au point où on en est de la crise, la capacité de surmonter les problèmes structurels qu'ont les différentes régions passe d'abord par l'organisation internationale.

Question du public

J'ai beaucoup apprécié l'intervention sur la comptabilité de l'écologie et ses références. Il y a une question qui n'a pas été vraiment mentionnée, c'est celle de la croissance de la population mondiale. On a discuté récemment des migrations et de la réduction de la population européenne et nous savons que deux actifs pour un retraité, ce n'est pas durable. Mais on ne parle pas beaucoup d'objectifs de taille de la population mondiale. Est-ce qu'on peut continuer à croître indéfiniment ? Est-ce que les organisations mondiales peuvent à un moment fixer ce que la taille de la population mondiale devrait être, et comment la réguler ? Et est-ce que ce taux de renouvellement de 2,1 est la cible principale pour tous les pays ?

Vera Songwe

That is a good question. We have demographic pressures across the world and diverging demographic maps. As you rightly said, you have an aging population in Europe, but in Africa we have a young population and in Latin America the population is in the middle. As everybody is very conscious of, we now have what we call the demographic dividend and if used well, the economy will grow. China is just going through its demographic dividend and is now going down and I think that the conclusion is that they did not use their demographic dividend well enough to be able to grow. That is therefore the economic part of what we try to do with the economic population.

However, in this day and age, we have sufficient data, although it may not be enough, to know that what is happening is that with better health services and access to education, populations are reducing. If you send a woman to school and keep her in school for longer, she will have fewer children by definition. We would hope that if you give a man a job and he keeps it, he will have fewer children by definition. I think that what is therefore happening is not about setting a target of the number of people we need but a question of what the optimal economics are that it can take. I believe that over time, as we have seen, the unit of analysis, which is the family, will make those decisions if they have the right information and what we do as institution is to try to make sure that people have access to the information they need to ensure that girls go to school and women have the drugs they need if they want and choose to have family planning.

We have examples today in the world of China's policy and India's policy and everybody else's policy and the jury is still out on the work of China's policy or India's policy. As an economist, I think that if we keep it as giving the information and providing the assets and letting the family unit make the decision, that is probably the best way.

Question du public

Pour répondre en tant que démographe à la question précédente on montre toujours sur des graphiques la croissance de la population mondiale. Mais il y a un autre graphique de l'évolution du taux de croissance de la population mondiale depuis 50 ans. Or, depuis 1975, le taux de croissance de la population mondiale diminue régulièrement. Il était de 2,1% en 1970/75, et il est un peu en dessous de 1,1%. Cela veut dire que s'il continue à ce rythme, entre 2045 et 2055, il sera à peu près à 0%.

André Cartapanis

Trois remarques brèves pour conclure.

Michel Aglietta a eu raison de poser la question des rapports entre les organisations internationales et la coopération en termes de régime international. Qu'est-ce qu'un régime international ? C'est un ensemble de règles, de valeurs, de normes ; mais aussi de procédures ou d'institutions auxquelles les États Nations participent au plan international. De ce point de vue, on peut tirer trois éléments d'analyse pour conclure.

Premier élément : s'ajoutant à ce que sont les principes et les valeurs qui ont longtemps gouverné le fonctionnement de l'économie mondiale depuis l'après-guerre, ont été ajoutés dans notre discussion des éléments tout à fait intéressants, tout à fait nouveaux. Qu'il s'agisse de la prise en compte, notamment dans les prix, des conditions de maintien de la planète et donc de soutenabilité ; ça a été évoqué par Michel Aglietta.

On a également mis en avant la question de la prise en compte des migrations. Après tout, pourquoi faire de la mobilité des capitaux et de la mobilité des biens des préceptes, des principes absolument incontournables et pas pour les hommes ? Cela a été évoqué.

Et puis on a aussi parlé des questions de sanctions. Ce point est important parce que des règles qui ne sont pas sanctionnées n'ont pas d'intérêt. Donc du point de vue des principes, je trouve que la discussion a été à la fois intéressante et positive. Du point de vue des dispositifs, du point de vue des institutions, je pense que là nous sommes peut-être restés en deçà de ce que nous aurions

pu espérer ; peut-être que l'an prochain, lors des prochaines Rencontres, nous pourrions aborder ce point.

Dernière remarque : qu'en est-il du régime européen ? Et là je voudrais peut-être tenter de tempérer l'optimisme qui s'est exprimé à cette table. Je considère que le régime européen est menacé. Et il est menacé notamment à cause du retour de la situation économique sur les valeurs, notamment sur la perception qu'ont les citoyens aujourd'hui du jeu des élites du côté économique comme du côté politique. N'oublions pas le jugement porté par les citoyens sur les conditions déplorables de gestion de la crise de l'euro pendant pratiquement deux ans et demi ou trois ans qui nous ont amenés aujourd'hui dans une situation où nous sommes la seule zone au monde, la zone euro, à entrer en récession.

10.

L'avenir passe par l'éducation

Dans les pays développés comme dans les pays émergents, le niveau de formation requis augmente, même pour les emplois très modestes. Le goulot d'étranglement de la croissance relève plus de la formation des individus que de la finance ou des matières premières.

Mais l'éducation fait face à des choix contraignants. D'un côté, il faut trouver les financements, adapter les méthodes de formation à l'extrême hétérogénéité des élèves, utiliser les nouvelles technologies. De l'autre, la crise économique oblige à diminuer les dépenses publiques, l'hétérogénéité des élèves est peu reconnue, et les nouvelles technologies sont plus connues des élèves que de leurs maîtres.

Comment concilier ces deux tendances ?

Contribution du Cercle des économistes

Daniel Vitry

Témoignages

Philippe Aghion • Dominic Barton • Anna Ekström • Vernon Ellis
Shailendra Mehta • Jean-Louis Reiffers

Modérateur

Dominique Rousset

Le temps long de l'éducation

Daniel Vitry

Cette année 2012 est l'occasion de célébrer à la fois les 300 ans de la naissance de Jean-Jacques Rousseau et les 250 ans de la parution de *Émile ou de l'Éducation*, l'un des plus célèbres ouvrages sur la formation, traduit dans de multiples langues. Aucun pédagogue, aucun responsable de l'éducation ne peut se dispenser de connaître l'*Émile*, ne serait ce que pour en tirer l'exergue d'un ouvrage. J.J. Rousseau n'était pas économiste, loin s'en faut, mais il avait déjà vu que la formation était nécessaire pour l'acquisition d'un métier. Les économistes contemporains ont mis l'éducation au cœur même de l'analyse de la croissance depuis plus de cinquante ans, jusqu'à imposer le cliché de l'économie de la connaissance à l'occasion de la présentation en mars 2000 de la stratégie de Lisbonne relative à la croissance économique dans les pays de l'Union européenne.

Deux débats sont complètement emmêlés. Un peu brutalement peut-être, on peut distinguer les pédagogues d'un côté et les économistes de l'autre. Les pédagogues sont principalement intéressés à la méthode d'acquisition des savoirs et à la socialisation de l'élève ou de l'étudiant pendant et du fait de cette acquisition ; les économistes de leur côté sont plus intéressés aux résultats de la formation, c'est-à-dire à l'efficacité et l'efficience du système éducatif. Pour corser le débat, il faut bien sûr admettre qu'il y a interférence entre la face pédagogique et la face économique du sujet.

La démocratisation de l'enseignement, du primaire au supérieur, entraîne à l'évidence une hétérogénéité de plus en plus grande des jeunes, enfants du primaire, adolescents du secondaire, jeunes adultes du supérieur. Il y a 35 ans, l'idéal de l'égalité républicaine pouvait s'imaginer dans un collège

unique, mais celui-ci n'a pas résisté, dans les faits sinon dans les discours, à la vague démographique. Se pose alors la question de savoir si et comment cette hétérogénéité doit être prise en compte. Longtemps on a nié le phénomène en se réfugiant derrière le mythe de l'égalité traitée par l'égalitarisme pour tous les élèves. Donner à tous une égalité de chance aurait du conduire à une diversité adaptée à chacun. Le slogan de l'élève au cœur du dispositif scolaire a cependant justifié bien des conservatismes. En réalité c'est l'enseignement, son contenu scientifique et donc par répercussion ceux qui le construisent et le transmettent, les maîtres, qui devraient être regardé comme le cœur du dispositif.

■ Le rôle particulièrement difficile des maîtres

Les maîtres dans l'enseignement primaire et secondaire ont un rôle particulièrement difficile face à la délicate question de l'affection pour les disciplines. La désaffection pour les disciplines scientifiques, que l'OCDE et l'UNESCO constatent dans un très grand nombre de pays est particulièrement préoccupante pour l'avenir. La qualité des résultats obtenus par le programme «La Main à la pâte» de nos académiciens Georges Charpak, Pierre Léna et Yves Quééré aurait mérité un meilleur accueil dans les écoles.

On se rapproche alors de la façon dont les économistes ont traité le problème, en particulier sur un point tout à fait essentiel pour notre sujet. Les nouvelles théories de la croissance s'intéressent tout particulièrement au lien entre la croissance de la productivité et l'éducation ; le rapport¹ «Éducation et croissance» a, dès 2003, mis le doigt sur la grande différence entre les systèmes éducatifs, les uns adaptés à une économie d'imitation et les autres à une économie fonctionnant au niveau de la frontière technologique.

En avril 2000 à Dakar, le Forum mondial de l'éducation a adopté un programme d'éducation intégratrice très ambitieux. L'éducation pour tous vise à permettre à tous les enfants, notamment les filles, d'accéder à l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour y acquérir les compétences de base en lecture, écriture et calcul, à l'horizon de 2015. Dix ans plus tard, l'Unesco a fait le constat que, si des progrès ont été réalisés, les objectifs ne seront sûrement pas atteints pour au moins deux raisons : les conflits armés dans de nombreux pays, en particulier en Afrique subsaharienne, font obstacle à ce type de programmes qui sont en outre victimes de la crise financière. Les gouvernements des pays pauvres en guerre coupent dans les dépenses d'éducation au profit des dépenses militaires et les donateurs internationaux ne

1. Aghion, Cohen et Dubois, 2003.

respectent pas leurs engagements en matière d'aide pour l'éducation de base ; celle-ci stagne depuis 2007.

L'éducation met beaucoup de temps à produire des effets mesurables ; les réformes dans l'éducation sont très longues avant d'être acceptées et mises en place. L'avenir passe par l'éducation ; l'éducation est lente à venir.

Education as One Way of Building Trust

Vernon Ellis

British Council

Education is such a huge and vitally important subject, that I am just going to concentrate on my experience over the last two years as Chair of the British Council, which is the UK's arm for cultural and educational opportunities.

We operate in three areas: English, the arts, and education and society. What we do is to try to engage with people around the world in such a way as to build trust and understanding as well as providing opportunities. We have about 7,000 people in 110 countries. The British Council has been on the go for 75 years and increasingly, as I travel around, I am impressed by what we do. However, I am also very anxious that we should do a lot more of it. Why is that? It is because of that word 'trust'. If we look at the world today, it is a paradox, in a way: it is an incredibly connected world, with tight, connected manufacturing supply chains, the media facilitated through internet technology, and education also is becoming increasingly transnational. Yet, it is actually quite a fragile world. By the very fact that it is tightly connected, it is subject to shock, never mind things such as ecological disasters or running sores. Moreover, communications expose vast inequalities between countries in the world. Whatever the exact figures are, there is high unemployment amongst most young people in many countries, and at the same time inequalities of wealth between countries and within countries. That leads to fear and a sense of displacement and loss of community, which can then lead to extreme views and actions of both a political and religious nature.

Trust is therefore needed as never before and education is one way that we can build trust because lack of trust often accompanies ignorance. Education does not always win, because it depends what you are educating in, but it usually wins.

► **School linkages and Employment**

In our work, as I have thought about it for today, I have found that increasingly education is at the heart of whatever it is that we do. In the education area itself, there is higher education, which I will talk more about later, and schools linkages. Schools linkages lead to teacher development, training and all that you can gain from exchange. If we look at the society element that often links to skills for employability, which then links to education. If we want to have a more enterprise-oriented society, which we will need to have if we are going to climb out of poverty, enterprise will be encouraged by many things, one of which is skills. Increasingly, therefore, work in that area is linking institutions together that provide a skills framework for employment. One of our major programmes in the arts at the moment is with young creative entrepreneurs in the arts, whether it is filmmaking or design –there is huge growth in the creative industries– and programmes that can help develop skills in this area will be beneficial for many reasons. If we look at English, which is a major platform for us, there are of course teaching programmes, which are sometimes through teacher-training centres but there are also often massive programmes such as in India where we have trained about 5,000 master trainers who in turn have trained 750,000 teachers who are then educating tens of millions of children.

However, as we go into this large-scale work, we are confronted time and time again by the efficacy of the teachers themselves in terms of the way that they are trained, directed and motivated and the quality of head-teaching, and we then go right into the heart of the quality of education systems. What is interesting to find is that this is a common concern when we look at other ways of looking at the world. I had lunch this week with the “Chair of the Wellcome Trust”, a private trust and one of the biggest research-funding organisations in the world –they are involved in science and cooperation with universities, higher education and industry. They have become involved in the quality of science teaching, which then leads them to the quality of teacher-training and then to issues of how you govern schools. They now have a programme on school governance because they believe that that is at the heart of producing better science. The enterprise side is very important and business people are realising more and more that skills are part of a very important equation.

► **The Shape of Things to Come**

Talking of enterprise, the British Council itself has to earn more than three-quarters of its revenue to cover costs as the grant that we receive is less

than a quarter of our income. That makes us part of a global marketplace in the same way that education is becoming market oriented and I think that a big question that lies underneath this is how that will develop. We see successful examples that range from low-cost private schools in India and Pakistan, where the model seems to be working quite well. Higher education is becoming increasingly competitive.

I will concentrate on higher education now because it is such a big part of our experience and it is very important in an internationalising world. We have just published a report called "The Shape of Things to Come" where we found that global tertiary enrolments reached 170 million in 2009, although four countries –China, India, the US and Russia– account for 45% of that total. There is also an increasing mobility. In the 1970s, about 800,000 university students went abroad and the figure is now about 3.5 million and still growing. Interestingly, if you look at extrapolating the trends –and this report looks at this– you can say that more people are going to the UK, the US, Australia, France and Germany, which are the usual sources, but the bigger trend shows that people are going to places such as China, Singapore and the Gulf, where there is a huge amount of investment. The pattern of mobility may therefore change considerably over the next decade. At the same time, there are big economic and trade as well as demographic shifts. By 2020, India, China, the US and Indonesia will account for half of the world's population of 18-22 year olds. In fact, the next quarter in terms of numbers of 18 to 22 year olds are Pakistan, Nigeria, Brazil, Bangladesh, Ethiopia, the Philippines, Mexico, Egypt and Vietnam. None of those are countries that are normally on our radar screen when we are talking about the education of young people.

The growth in higher education will probably not continue at such a rapid rate as the 5% per annum that it has been because of demographic reasons in China, for instance. However, again there is a big shift here and if we look at tertiary enrolments, again more than 50% of the world's enrolments comes from four countries, although Brazil replaces Indonesia as the fourth biggest.

Brazil is an interesting country. I had a meeting not long after becoming Chair of the British Council with the British Ambassador and some Vice-Chancellors who were seeking to engage much more actively internationally, and I think that this is a big trend. They looked at the framework that we had had between Britain and India –the UK India Education and Research Initiative– and wanted to create something similar. I was back in Brazil last month and there has been considerable growth. In fact, there had been quite a lot of contacts between British and Brazilian universities but it was

very *ad hoc* and there was no overview or systematic process for increasing those contacts, which there is now.

► **Connecting education and jobs**

A key theme here is the knowledge economy and connections between education, research and private enterprise, and Governments are keen to be involved in this as they see it as part of economic success. There are therefore many new actors and programmes for mobility, with regional hubs, branch universities, transnational education schemes, qualifications and more and more of a general focus internationally on higher education. We have been doing this in Britain for quite some time. If we go back to 2004, Mr Blair and Mr Putin agreed on a British programme in Russia and I mentioned the India programme, which has several hundred initiatives between research universities and students. Interestingly, I talked at a conference in India earlier this year about the links between universities and commerce, which are in fact not very strong there and need to be improved. Alongside this is the big theme of skills and employability. As people look at the skills that they need, they do not always match the skills that are being produced –or the lack of skills. For example, there is huge unemployment amongst graduates in Egypt, partly because of the lack of growth but partly also because many of the graduates are being educated in subjects that will not make them very employable. There is therefore a lot more emphasis now on curriculums and vocational skills but also on non-university apprenticeships. In Britain, a Rolls Royce apprenticeship is as sought after as a university place and huge attention is now given to apprenticeships and vocational training, which has been neglected in recent years.

The role of the British Council has therefore changed hugely over the period. It is not just teaching English and buying in students. In fact, there has been a big shift in universities in Britain, as before 1979 there were no fees for university students. There were foreign students then, who added diversity, but that is all that it was. Since then, there has been a drive with fees to attract more foreign students from an economic perspective and some universities went into overdrive, particularly as regards the Chinese. I think that there is a realisation now that you can go too far and that that is probably the wrong motivation, and that the right motivation is to have much more interconnected systems of higher education and common research programmes, with students going both ways instead of just one way. Our emphasis is therefore increasingly on collaboration within the worldwide growth of the knowledge economy. We hope that as a result of all that we will be able to then build some trust.

Investir mieux dans l'école primaire

Philippe Aghion

Université de Harvard

Un grand nombre de travaux ont montré l'importance de l'éducation pour la croissance. L'éducation fournit du capital humain. Pour le capital humain comme pour le capital physique, l'accumulation contribue à la croissance. Par ailleurs, l'éducation permet d'absorber les technologies nouvelles et d'augmenter la capacité d'innovation d'un pays. C'est ce que Nelson et Phelps par exemple ont montré et d'autres après eux. Donc l'éducation est un facteur de croissance. C'est la première idée.

Deuxième idée : ce n'est pas seulement l'éducation mesurée par le taux de participation ou par les dépenses, qui compte, c'est la qualité de l'éducation. Des travaux récents, par Hanushek et Woessmann, montrent que la qualité de l'éducation, mesurée par exemple par les performances aux tests PISA, est fortement corrélée avec la croissance. De même, j'ai fait des travaux avec Caroline Hoxby et d'autres qui montrent que les performances Shanghai ou les performances universitaires sont fortement corrélées avec les performances de croissance. Donc, quantité, qualité.

La troisième idée, c'est que pour arriver à la qualité, il faut du financement. L'argent est le nerf de la guerre, on ne peut pas dire : « Supprimons un poste sur deux dans l'éducation comme on le fait chez les douaniers... ». Mais, si les moyens sont importants, la gouvernance est également importante, parce que des moyens sans gouvernance ne vous donnent pas la qualité. C'est vrai aussi pour les universités. Il faut investir dans l'université, mais il faut des universités autonomes, il faut des conseils d'administration avec membres extérieurs. J'ai produit un rapport sur l'excellence universitaire où j'insistais beaucoup sur cette idée de la complémentarité entre moyens et

gouvernance des universités. Ça a beaucoup sous-tendu toute la discussion sur les IDEX, sur les universités d'excellence qui ont été poussées dans le cadre du grand emprunt en France et qu'il faut poursuivre.

► Petite moyenne pour la France

La France consacre 7% de son PIB à l'éducation, mais elle affiche des performances éducatives en déclin si on les mesure par les tests PISA depuis dix ans. Si on regarde les tests PISA, la France est dans la moyenne OCDE en lecture, elle est en dessous de la moyenne OCDE en mathématiques. 20% des élèves entrants en 6^e ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux. En outre, la France est le pays de l'OCDE où les résultats scolaires sont le plus fortement corrélés avec l'origine socio-économique.

► L'exemple finlandais

Si on regarde la Finlande qui consacre le même pourcentage de son PIB à l'éducation que la France, elle est première dans les tests PISA en sciences et deuxième en lecture. On n'y constate pas d'inégalité qui soient liée aux origines socio-économiques ou à la géographie.

Quelle est la clé de la réussite finlandaise ? Je crois qu'il y a deux éléments très importants. Le premier élément, c'est que les Finlandais investissent massivement dans le soutien individualisé aux élèves. La loi finlandaise permet à chaque enfant d'obtenir gratuitement un soutien individuel pédagogique soit général soit dans une matière spécifique. Résultat : seulement 0,3% des élèves en Finlande quittent l'école après neuf années d'études. 97% poursuivent jusqu'au bac. 2% de redoublement seulement, grâce à ce soutien individualisé. C'est ce qui manque cruellement chez nous.

Deuxième ingrédient : une formation hors pair des enseignants. En Finlande, pour être professeur de collège ou de lycée, il faut un bac +5 d'abord, et après le bac +5, vous devez suivre une formation pédagogique de 18 mois avec un examen général écrit et un examen oral. En 2010, il y avait un total de 16 000 candidats au professorat en Finlande, ils en ont pris 800. C'est très sélectif et c'est une profession très bien payée, très bien considérée. On respecte beaucoup les professeurs en Finlande.

En plus en Finlande, ils ont un système hors pair de formation continue des professeurs. Près de 75% des professeurs chaque année entrent en formation continue. En France, la formation continue des professeurs est un énorme problème : nous n'avons pas un bon système de formation continue des professeurs de lycée.

► Preuves à l'appui

On me dira que La Finlande, c'est très différent de la France, que c'est une population homogène puisque seuls 4,5% des 5,4 millions de Finlandais sont nés à l'étranger, que ce n'est pas comme la France, et comment peut-on extrapoler ? Ma réponse est d'abord que l'on peut comparer la Finlande à des pays comme la Suède ou la Norvège qui sont des pays très similaires à la Finlande à beaucoup d'égards. Par exemple, la Suède avait un système semblable à celui de la Finlande, mais elle a décidé d'engager des réformes poussant vers la concurrence entre écoles et un rôle beaucoup plus important des écoles privées, avec des systèmes de *vouchers*, etc. Cela n'a rien donné : les tests PISA en Suède se sont fortement détériorés au cours des dernières années, et comme vous le dira sans doute Anna Ekström, il y a augmentation très forte des inégalités d'éducation. Donc, quand on dit que la concurrence entre le privé et le public est la clé du problème, la comparaison entre la Finlande et la Suède montre le contraire.

On pourrait me reprocher ces comparaisons internationales. En fait il y a des études économétriques qui montrent les avantages d'abord d'un système qui évite la présélection des élèves. En France, on sélectionne trop tôt les élèves, on décide trop tôt que quelqu'un va être doué ou pas doué, un décideur ou un non décideur. Il y a des études très précises qui montrent que présélectionner trop tôt, c'est une très mauvaise idée. Il y a des études qui montrent que c'est très bien d'investir massivement dans le soutien individualisé aux élèves, dans les maths et la lecture, toute une série d'études par Joshua Angrist et d'autres de mes collègues qui montrent ça très bien. Puis, il y a des études notamment par Raj Chetty, mon collègue à Harvard, et d'autres qui montrent l'importance de la qualité des professeurs pour l'avenir des étudiants. Ils ont montré qu'il y a un fort effet de la qualité du professeur sur le devenir professionnel et le salaire futur de l'élève.

Donc, il est très important d'investir dans la formation à la fois initiale et continue des professeurs comme le font les Finlandais. Ce qui a été fait pour l'université en France doit maintenant être fait pour l'école. Il ne s'agit pas uniquement de moyens, mais également de gouvernance pour être sûr que les moyens sont bien utilisés.

How Should we Design Training Through Life?

Dominic Barton

McKinsey & Company

We live in an era of historic, relentless change that is only accelerating. Emerging markets are transforming the global economic balance. The rise of more than one billion new middle class consumers in the next 10 years is demanding we do more with the resources that we have, as well as find alternatives. An increasingly aged population in many parts of the world –especially Europe and north Asia– will have a major negative impact on productivity growth (especially if all these people leave the workforce at the age of 60 or 65). Rapid changes in technology are having a significant impact on consumer businesses in all sectors, chopping the average lifetime of an S&P company from 90 years in the 1930s to just 15 years today. And, in the middle of all of this, the nature of work itself is changing and we are simply not keeping up. The McKinsey Global Institute estimates while the world will have a surplus of 90 million low-skill workers by 2020, it will have shortfalls of 45 million medium-skill workers and 40 million high-skill workers. Our ability to bridge this gap depends directly on our ability to train the workers required for the jobs that are needed – and to do so in a world that is changing even faster.

It is hard to overstate how important this is. At the highest level, we know that there is a direct link correlation between economic growth and education. Skilled workforces are required to drive global growth and productivity. Previous generations experienced just two or three jobs throughout their lives. My generation – baby boomers born between 1946 and 1964 – already average more than 10 jobs throughout a career. Today's labour market demands that

we move beyond the mindset that formal education is completed when we are young. We must embrace the fact that from the cradle to the grave, we are engaged in lifelong learning: training that is undertaken on an ongoing basis to improve knowledge, skills and competence.

► **Designing training through life**

Michio Kaku's book *Physics of the Future*² provides some reminders of the extraordinary technological changes we have seen and are likely to see. Many of you may have received a greeting card that plays a song when you open it. That chip holds more computing power than all of the Allied Forces in 1945. In fact, your smart phone today has more computing power than all of NASA in 1969, when it landed men on the moon. Moore's law states that computing power doubles about every 18 months and it has for more than four decades –so it stands to reason that our investment in learning how to use technology should follow a similar trajectory. Instead, while young workers received an average of more than two weeks of training each year in 1979, today's OECD average is just three days each year. We have gone backwards when change has, in fact, accelerated. In addition, while the past decade has seen an explosion in participation in formal tertiary education, the number of people in OECD countries engaged in learning as adults has barely moved.

This makes no sense until we consider the lack of structures and mechanisms in place to provide lifelong learning. While we have long established, formal approaches to primary, secondary, vocational and tertiary education, lifelong learning remains largely ad hoc. Some companies are passionate about it, others ambivalent. Some professions –such as law, medicine and accounting– require continuing education and regular re-certification. Others do not. Government seems unsure of its role, and individuals are just confused. Even the form that lifelong learning should take is debated. Should people work towards diplomas? Or are bite-sized modules of discrete skills more important?

Given that we should expect an increase in disruptive change rather than a decrease –whole industries today continue to be born as others disappear– we see three specific actions that are critical to spurring effective lifelong learning:

- First, **individuals, industry and government all have a critical role**. For the most part, industry must play a stronger role than it has in the past. Industry has a natural incentive to get it right: smarter, more agile workforces are critical to competitiveness and companies are the end consumers of such training. In

2. Random House, 2011.

addition, companies have the 'assets' required: knowledge of current industry practices, access to expert practitioners, contexts in which to provide real experience and the latest equipment. It seems natural that they should play a key role in the design of lifelong learning curricula, with industry associations ideally placed to specify training needs and qualifications. But who should actually deliver the training and in what form?

Companies will, of course, always deliver specific training to employees. For example, the Infosys Global Education Centre has 610 full-time training staff and can host up to 14,000 employees at a time for its 23-week foundational training course. Yet public and private educational institutions are critical. Perhaps the most important recipients of lifelong learning are those without jobs –they need access to training at external institutions that have strong feedback loops with industry so they emerge with the qualifications essential to be successful. In addition, this collaboration should result in curricula heavy in hands-on, practical learning that delivers specific skills –studies show that adults learn better by 'doing' and that needs to be acknowledged.

Finally, individuals must adopt a different mindset. It is no longer enough to regard the learning phase of your life as the period before you get a job. People should expect to spend as much as 10 percent of their working lives learning in formal settings, compared with perhaps 2 percent today. Indeed, we truly should expect to never stop learning and it is worthwhile instilling the notion that a typical career will result in multiple certifications or mini-degrees along the way.

- Second, there must be some **standardization of qualifications** to ensure that skills are transferable across companies and industries. An increasing number of companies have robust lifelong learning programmes: Microsoft, for example, has a certification programme that indicates the skill level of information-technology professionals. The company measures ability through Microsoft Certification Exams that must, for higher skills, be undertaken every two to three years. Anyone can prepare by taking different courses offered by Microsoft or third-party providers in formats including books, in-person, and online, both virtual and instructor-led. Because of the company's standing in its industry, other companies recognize the value of these certifications. Yet what is critical to the future of lifelong learning is that qualifications be recognized universally. That is what genuinely fosters a skilled, mobile workforce.

Statistics bear out the importance of standardizing qualifications. The biggest barrier to investment in learning among individuals is the belief that while they can improve their own skills, they have no way of demonstrating

that to employers. Countries with the best systems for recognizing learning –such as Denmark and Germany– have participation rates that are twice the OECD average. Denmark’s Qualifications Framework for Lifelong Learning, for example, recognizes very specific levels and subject areas of knowledge, skills, and competence achieved through continuing education as well as primary, secondary and tertiary settings. It also aligns to the broader European Qualifications Framework³, facilitating smooth recognition of capabilities with employers in other countries. We see government playing a critical role in coordinating education programmes in ways such as this, standardizing lifelong learning qualifications to motivate and empower employees to the ultimate benefit of employers.

- Finally, we must **improve access**. While participation in lifelong learning is low, not everyone is missing out: people with tertiary educations receive three times as much life-long learning as those with minimal education. In most places in the OECD, people with good schooling are provided heavily subsidized tertiary education, whereas OECD statistics show that kids who go to ‘bad’ schools or don’t finish secondary school typically have to pay for their own lifelong learning to try to catch up. The bottom line is that the current system is deeply inequitable. Many of the tools currently employed by government to ensure access to higher education –such as tax breaks, student loans, investment accounts and grants– should apply to lifelong learning. Tax incentives and subsidies also can be provided to employers, encouraging them to up-skill their employees. For example, the interest earned on Singapore’s \$5 billion (\$US4 billion) Lifelong Learning Endowment Fund subsidies up to 90 percent of the cost of continuing education courses for employers and individuals. As demand for lifelong learning grows, we need to think more creatively about how education is funded –particularly for those without jobs. For instance, could individuals pay ‘tuition’ for lifelong learning from future compensation? While the mechanisms will obviously vary, the objective is simple: ensuring access to lifelong learning for everyone, particularly those who are lower skilled or unemployed.

During the very period when the global economy is undergoing a radical transformation, it seems that our commitment to developing workers for it has waned. Lifelong learning is very much the ‘forgotten’ part of the education system – after all, we rigorously test and compare primary and secondary schooling globally, but what metrics do we have to assess the effectiveness of lifelong learning? Even a basic measure –such as the shortfall

3. Danish Ministry of Science, Innovation and Higher Education, 2012.

of skilled workers by geography and industry– would provide a means to gauge the work ahead of us and our efforts over time.

We believe that we need to think differently about how we design lifelong learning and how we deliver it. In our view, everyone would view learning as a lifelong endeavor. It should comprise two elements: fundamental learning and technical learning. Fundamental learning would be, in essence, learning how to think and how to learn: everything from basic skills such as reading, writing and arithmetic to logic, reasoning, philosophy and values. In this way, fundamental learning would be done at least three or four times in one's life –classic tertiary when one is between 18-25 years of age; the next at mid-life (40 years of age for one year); then somewhere near what used to be the classic retirement period (55-65 years); and even one at 80. This would provide a foundation not just for work but for life.

The second element is technical skills: the specific knowledge required to perform a particular job. This would be undertaken much more regularly –perhaps every three years or so, as we see in professions such as law and medicine– and is tailor-made for non-conventional learning methods such as online, after hours and on mobile devices. It could include “gameful” engagement –immersive virtual simulations– as practice for real-life situations. Already, the British, US, Canadian, Australian and New Zealand armies use a product called Virtual Battlespace 2 to rehearse for missions in virtual environments that simulate real places of deployment and real situations, such as improvised explosive devices and small-arms fire. As technology improves, these simulations will become more realistic and relevant to a broader range of industries.

The last major innovation in education was in the late 1870s with the introduction of ‘kindergarten’ by Otto von Bismarck when he was trying to help facilitate the movement of young boys and girls from an agrarian society to provide skilled workers for the industrial age. We now need the equivalent for lifelong learning. Many of the building blocks already exist, we just do not use them correctly. If we can get the design and delivery of lifelong learning correct, we can achieve a genuine win-win: industry and government can fill the jobs that are needed, we will see ongoing productivity growth and, most importantly, the people who determine their success will have the skills they require.

The Quest for the Core of Schooling

Anna Ekström

Swedish National Agency for Education

I would like to start by picking up one of the strands left by Philippe Aghion. In the Nordic countries, we have a long tradition of reforming our schools together. We learn from each other and introduce changes to the curriculum and after the first country does it. Finland has always been a country to follow the Swedish example, which is something that we are very proud of in Sweden. 20 years ago, a Finnish delegation came to Stockholm to learn about what we had done to change our system and they were met by the Swedish Minister for Education who said proudly that the new Swedish goal was to have the best schools and the best results in the world. The Finnish Minister replied that they were more modest in Finland and had only one goal, which was to be better than Sweden. You will have to be the judges of who achieved their goal.

► **Avant-garde reforms...**

Since then, the Swedish Government has undertaken big changes in the education system. We have revised the curriculum a number of times and curriculum revision has been very much in line with what was proposed earlier by Mr Barton, with a strong focus on entrepreneurship and the children's ability to teach themselves, learn from their own examples and find knowledge themselves on the Internet and so on. We have opened up the market for free schools so that almost anyone can start up a school if they meet certain criteria. We have a voucher system that gives every child the right to choose their school, and along with the right to start up schools, this voucher system gives enormous dynamism to the Swedish school market. There is also the fact that schools can make a profit and there are almost no restrictions on profit making.

At the same time, we have had the information communications technology (ICT) revolution, which is almost impossible to measure when it comes to the possibility for a country to uphold a curriculum when every child in the classroom has a smartphone that more than matches the technology that NASA had when I was a child.

► **...disappointing results**

We have also seen enormous changes when it comes to results. The Program for International Student Assessment (PISA) shows that results have gone down dramatically, especially in mathematics and reading. Today in Sweden, 25% of the boys who leave school at the age of 15 cannot read a complicated text well enough to understand it and there are alarming results when it comes to mathematics.

Looking at what has happened to equity, we also see dramatic changes. Equity is decreasing between individuals, school classes and, most of all, schools. What school you attend matters more and more. Whether this is a good or bad example of the voucher system depends on who you are. You could see it as the result of a fantastic vision where young children can choose their school and improve their chances of learning a great deal, but you could also see it as a terrible example of where children from deprived backgrounds are left to themselves.

► **How to improve results and equity?**

As regards the reasons for this, as usual when it comes to economics and social sciences it is relatively easy to say what happened and extremely difficult to say why it happened. Could it be the effect of the revised curriculum? The fall in results could partly be a result of the revised curriculum, and I can tell you that the curriculum has been changed again. Could it be the result of the opening up of the market and the voucher system? The decrease in equality between schools is probably a result of the voucher system, but no one can say what would have happened if we had not had the revised curriculum or the ICT revolution or market mechanisms working in schools. The results may even have been worse without these changes. Nobody knows.

► **A strong need for evaluation**

The big thing is to find smart ways of improving results and improving equity at the same time. New data from the OECD tell us that the strong link between good results and equal results is becoming even more emphasized. A recent study from the OECD even claims that there is a positive correlation

between equity and good results in the school system and points out that countries that perform well in PISA year after year, namely Canada, South Korea and Finland, are also the countries with the highest grades when it comes to equity.

One interesting aspect of this is that a lot of economists are strong advocators of more market mechanisms when it comes to school systems and I think that it would be very useful to study what happened in a country where we have probably done most in the western world to introduce market mechanisms. We should absolutely not draw the conclusion that this was a failure because we really do not know. We should draw the conclusion that we need to look more carefully at the results and be better at measuring and evaluating results from schools, and the PISA results are more or less all that we have today when we want to know what is happening in school systems.

What happened to the Finnish delegation that visited Stockholm 20 years ago? They went home and set up a large investigation committee to follow the Swedish example. However, in 1996, just when they were going to push the button on implementing the new curriculum and interesting reforms, they received the first PISA results. The shock that they had was a bigger shock than all the other PISA shocks in Europe because they suddenly realized that they were among the best. Their only ambition had been to be relatively good, to provide every child with a good school all the time (and to beat Sweden), but they were the best. They therefore put a stop to the reforms and continued on the road that many people have already pointed to today where they supported their teachers and focused on the core of schooling, namely the meeting of the teacher and pupil.

Governance and the Dominance of US Universities

Shailendra Mehta

Indian Institute of Management-Ahmenabad

When it comes to higher education, the US has very little competition. As Rosovsky (1991) points out, no other country has dominated any other industry so totally in recent years as the United States has dominated higher education. Take for example the table from the Shanghai Jiao Tong University World Rankings of Universities for 2010: 17 of the top 20 slots are occupied by US Universities.

Table 1: The World University Rankings – Shanghai Jiao-Tong University

Rank	Institution	Country	Score
1	Harvard University	USA	100
2	University of California, Berkeley	USA	72.4
3	Stanford University	USA	72.1
4	Massachusetts Institute of Technology (MIT)	USA	71.4
5	University of Cambridge	UK	69.6
6	California Institute of Technology	USA	64.4
7	Princeton University	USA	60.8
8	Columbia University	USA	60.4
9	University of Chicago	USA	57.3
10	University of Oxford	UK	56.4
11	Yale University	USA	54.6
12	Cornell University	USA	52.6
13	University of California, Los Angeles	USA	52.2
14	University of California, San Diego	USA	50
15	University of Pennsylvania	USA	49
16	University of Washington	USA	48.7
17	University of Wisconsin - Madison	USA	46.4
18	The Johns Hopkins University	USA	46
18	University of California, San Francisco	USA	46
20	The University of Tokyo	Japan	45.9

Not very much changes even if we look at the top 50 or even the top 100 universities. This then is the first puzzle –why are US universities so good? But there is a second puzzle which table above also points to. Of US universities, why is Harvard almost invariably counted at the top? Third, while it is commonly acknowledged that it takes a long time (of the order of centuries) to create a world class university, many US universities, such as Stanford, Carnegie Mellon, the University of Chicago, Johns Hopkins, the University of Michigan, UC Berkeley and others achieved world-class status in a relatively short period of time, sometimes in a few short decades.

Why did this happen? Rosovsky (1991) summarizes the conventional view that focuses on US national wealth, the size of its population, its private philanthropy and its open immigration policies that have welcomed scholars from around the world since before World War II when a large number of eminent Europeans fleeing Europe, were especially welcomed. In addition he points to the fiercely competitive US university environment for students and for faculty and to unitary governance that makes US university Presidents and Deans answerable to the Trustees. Others (Aghion, Dewatripont *et al.* 2007) talk about the autonomy that US universities enjoy.

However, many other nations have tried to copy many elements of this system, with centralized support for research, independent peer review for promotions and tenure, competition for faculty, and singling out elite universities for special treatment (Deem, Mok *et al.* 2008). Yet no country has come close to denting the nearly complete US monopoly on the *highest* quality higher education. This has been true for a very long time.

In fact, US universities achieved their prominence quickly, they did so *en masse* and they did it starting in the middle of the nineteenth century much before several of the factors that Rosovsky and (Aghion, Dewatripont *et al.* 2007) mention, were even visible. Certainly, the institutional mechanisms for large scale research funding were not in place till World War II. It is interesting that when Rockefeller wanted to create a great modern university, in the latter half of the nineteenth century, he turned not to Oxford and Cambridge, which were the earlier colonial models for US universities, but to Harvard, which was already quite prominent. Further, the reason that scholars fleeing Hitler's Germany chose the great US universities was because they were already very prominent. Princeton did not become great because of Albert Einstein; rather Einstein came to Princeton University (and to the Institute for Advanced Study) because it was great and because he had lectured there and received an honorary doctorate earlier.

So what was the key innovation that so quickly allowed US universities, especially Harvard to take one notable example, to propel themselves into the front rank of institutions, and allowed new entrants among US universities to very quickly achieve prominence equal to, or in some cases greater than, universities that were around much longer than they were?

► **Alumni control, the key factor?**

The key innovation was alumni control of the Board of Trustees. This is what made possible several desiderata on the Rosovsky (1991) and (Aghion, Dewatripont *et al.* 2007) lists in the first place. This is what simultaneously allowed autonomy, continuity of purpose, large endowments and the ability to weather turbulence. The role of alumni trustees has not been fully examined so far. Rosovsky does talk about the role of independent trustees. It is true that in one sense the trustees of US schools are often truly independent in that they provide a buffer against interference from the political. Further, they are usually able to take a view of the institution independent of the interests of the faculty.

Table 2: The Top Twenty US Universities and their Board of Trustees

Rank	University	Trustees	Alumni	% Alumni on Board of Trustees
1	Harvard University	30	30	100 %
2	Princeton University	42	38	90 %
3	Yale University	17	17	100 %
4	Columbia University	23	23	100 %
5	Stanford University	31	28	90 %
5	University of Pennsylvania	58	53	91 %
7	California Institute of Technology	50	20	40 %
7	Massachusetts Institute of Technology	73	57	78 %
9	Dartmouth College	22	20	91 %
9	Duke University	36	31	86 %
9	University of Chicago	46	36	78 %
12	Northwestern University	81	56	69 %
13	Johns Hopkins University	63	42	67 %
13	Washington University in St. Louis	53	29	55 %
15	Brown University	42	37	88 %
15	Cornell University	64	55	86 %
17	Rice University	24	14	58 %
17	Vanderbilt University	56	45	80 %
19	University of Notre Dame	49	39	80 %
20	Emory University	41	32	78 %

Let us first quickly review the facts of the matter. If we look at the top 20 universities in the United States, data on rankings and governance are available for all of them. The rankings are from the *US News and World Report* for 2010-11. The data on alumni amongst the Board of Trustees has been compiled from University websites, where available, and where not available by contacting the office of the Board of Trustees of the University concerned. We list the number of trustees, and the number of alumni amongst them, and then calculate the percentage. This is shown in Table 2.

With one exception (Cal. Tech.) all are above 50% and three of the top five universities (all of whom are above 90%) register a perfect one hundred per cent. That is, 19 out of the top 20 universities in the US are alumni controlled! They are also non-profit. We argue in this paper that this combination results in continuing excellence over long periods of time.

In the paper on which this note is based⁴, I show that the picture is true for the top 100 Universities as well, and that the greater the degree of *alumni* control (as defined by % of *alumni* on the Board of Trustees) the higher the endowment, the higher the selectivity, and the higher the rank of University in question, even after controlling various other relevant factors and this is true of all categories of institutions public, private and religious. The paper also shows that it was Harvard that pioneered alumni control when it was formally turned over to its *alumni* by the State of Massachusetts in 1865 (yes Harvard was a government controlled University till that time!). It rapidly achieved global prominence thereafter and its system of *alumni* control was rapidly copied throughout the US, by public as well as private, and religious as well as non-religious institutions.

Interestingly, the US borrowed a non-profit governance form from Europe (the eleemosynary corporation) and found a way to infuse a competitive *ethos* into it. All this is made possible by a model that *transfers control to those who value it most*, that is the *alumni*, who then drive competition for students, faculty, facilities, research, programs, global ties, sports coaches and rankings. Conversely, they also provide funds and guidance to maintain uniform excellence in all these pursuits. This maximizes the value of the degree or the “sheepskin” that the alumni are figuratively cloaked in for the rest of their lives.

Interestingly enough, this method of alumni control has not been emulated anywhere else, not even in Canada. It deserves to be more widely known, and after being adapted to national and cultural contexts, perhaps more widely emulated.

4. “Why is Harvard #1? Governance and the Dominance of US Universities” – Working Paper 2012, Indian Institute of Management, Ahmedabad.

L'École de la deuxième chance

Jean-Louis Reiffers

Ecole EuroMedManagement,
Université du Sud Toulon-Var

Je suis tout à fait d'accord sur l'importance de l'enseignement primaire et ses nécessaires réformes. Je me suis occupé quant à moi des gens qui n'ont rien en éducation. Je vous propose quelques points de repères.

En France, il y a chaque année 150 000 jeunes qui sortent sans diplôme. Les études scientifiques montrent que 33% se débrouillent tous seuls, les autres se retrouvent dans une situation qu'on pourrait appeler de dénuement : pas d'allocations chômage, pas d'inscription au chômage normalement, pas de retour à l'école possible, pas de sécurité sociale... Ce sont pour l'essentiel des jeunes qui habitent dans les grands ensembles de nos banlieues, à deux ou trois par chambre avec une maman d'origine étrangère dont le mari est parti.

Si vous étudiez cette population-là qui connaît des taux de chômages extraordinaires, vous vous apercevez qu'en stock de 18 à 28 – je prends 18 ans exprès, je ne prends pas 16 ans – cela fait 800 000 jeunes dans nos banlieues. Question : est-ce que l'éducation peut être une solution pour cette population ? On a essayé d'y réfléchir à Bruxelles, grâce à l'énergie et à la conviction d'Édith Cresson commissaire européen, on a pu passer à l'action. La première école de la deuxième chance s'est ouverte à Marseille. Il y en a aujourd'hui 50 en France, 70 en Europe. Avec le cortège d'obstacles attendu dans un pays où on vous dit toujours que la part de l'éducation dans le PIB est déjà extravagante.

► Petit état des lieux

Au niveau de la formation professionnelle, vous vous apercevez que la masse importante de moyens qu'on y met est divisée en deux : il y a

toute la partie qui est prise en charge par les travailleurs sociaux et les collectivités territoriales qui ont leur marché, le «marché du pauvre» et l'autre partie qui organise des séminaires de dirigeants. Les vases financiers ne communiquent pas. Autrement dit, la formation professionnelle est un marché qui se partage entre deux groupes sociaux parfaitement identifiés.

Quand on s'est posé le problème de ces 800 000 jeunes de banlieue, on s'est dit : «On va essayer d'inventer une école qui fonctionne sur quelques principes simples : elle fait de l'alternance, elle ne travaille pas à partir du diplôme, elle travaille à partir de la compétence, elle suit le jeune au niveau social.» À partir de là, vous avez un coût équivalent à celui d'un élève de lycée professionnel, même un peu moins cher et un résultat autour de 60% de sorties positives dès la sortie de l'école (CDI, CDD, reprise d'études) et près de 70% un an après.

Curieusement, peut-être, les entreprises qui suivent difficilement les universités en France ont suivi très facilement ces écoles. Ainsi, tout au début de l'École de la deuxième chance, il y a dix ans, ici même aux Rencontres d'Aix, le vice-président d'IBM nous a dit : «Je vais vous aider avec ma fondation» et on a réalisé un socle de base didactique de très haut niveau pour cette population qu'on a contribué à transformer. Mais les discussions ont été rudes.

► Une course d'obstacles

Avec qui les débats ont-ils été difficiles ? D'abord avec les syndicats d'enseignants, évidemment. Les syndicats d'enseignants nous disaient : «Cet argent, il faut le mettre dans le collège et vous n'aurez plus de sorties négatives, tout le monde réussira. Or, en fin de 3^e nos enfants ont besoin de répondre aux tests PISA, ils ont besoin d'être concurrents avec les Japonais». Ce type d'objectif est tout à fait inabordable pour la plupart des jeunes des banlieues nord de Marseille ce qui est évident compte tenu de leurs conditions de vie concrètes. Donc, il fallait faire de la discrimination positive ce que le collège ne sait pas faire. Il fallait faire passer ce message.

Deuxièmement, il fallait accepter de définir un socle de base minimum pour que plus personne ne puisse sortir sans rien à la fin de la scolarité obligatoire. Nous sommes dans un pays où la scolarité est obligatoire et où les programmes sont lourds en partie parce que chaque discipline est un lobby qui cherche à gagner des heures d'enseignement pour offrir des postes à ses élèves. Il faut savoir qu'en France, quand on augmente les horaires d'une matière d'une demi-heure ou d'une heure, vous avez immédiatement besoin de milliers professeurs de plus. Ce deuxième blocage est toujours présent.

Troisième blocage : le fonctionnement du dispositif de formation professionnelle qui oblige à passer par des intermédiaires qui ont un monopole de l'orientation. Je ne fais pas ici un procès aux missions locales, mais je pense que le monopole de l'orientation qu'elles ont est une mauvaise chose. La raison est que dès que la mission locale envoie un jeune vers un centre de formation, ce dernier a accru son chiffre d'affaires sans que soit correctement évalué le résultat. Système contestable qui empêche un gamin des banlieues d'accéder directement à cette école de la deuxième chance car il doit passer par des intermédiaires qui connaissent peu les entreprises et le marché du travail et ont leur propre réseau de formateurs. C'est donc un système administré difficile à pénétrer et l'on a clairement dit à l'origine aux écoles qu'elles prenaient une part de marché aux organismes de formation professionnelle existants.

Malgré tout cela, la greffe de la deuxième chance a fini par prendre, à coup d'évaluations positives, à coup de réussites et il faut bien le dire, souvent grâce aux médias.

► Une deuxième chance qui s'exporte

Dernier point : au cours d'une réunion à l'office de coopération économique avec les pays arabes, l'OCEMO, j'ai découvert que les pays arabes étaient dans la même situation que nous, mais au carré. Ils ont aujourd'hui des dépenses éducatives en pourcentage du budget extrêmement importantes et le système diplômant qu'ils ont constitué est absolument en chute libre (le chômage des diplômés est le plus élevé du monde). Ils sont donc tous partants pour partager notre expérience. Nous allons créer des écoles de la deuxième chance, on les appellera « nouvelle chance » dans cinq pays toutes financées par de grandes entreprises, parce qu'elles se sont rendu compte que si elles ne faisaient rien pour cette jeunesse ce seraient les islamiques radicaux qui le feraient à leur place.

Je plaide pour que se développe ce type d'initiatives et d'opérations, faute de quoi, un jour ou l'autre, et sans doute plus tôt qu'on ne s'y attend, il y aura une boucle de rétroaction négative qui posera de sérieux problèmes à notre société, et je suis bien placé pour le voir à Marseille.

Échanges

Vernon Ellis

I have a specific question for Shailendra Mehta, as I was very interested in his statistics. If you look at the statistics of leading universities, some will show two British universities while others will show four. However, British universities are very different in terms of forms of governance and the people involved in whatever governance is, which is extraordinarily complex in somewhere like Oxford or Cambridge, and it is totally dominated by alumni. However, I think that this has got less to do with the things than Shailendra does and would suggest that the big issue is about giving, which Shailendra also mentioned.

As regards the Boards of Trustees they are there because people give large sums of money. Is that not more what the question is here, that there are people on these very large boards who are alumni and they give large sums of money, which is a reflection of a different attitude to commitment to society and the communities around you, as is evidenced through philanthropy in other countries? That is more the fundamental issue.

Shailendra Mehta

In fact, it is a lot more than that and I will give you a specific example, as I talked about Harvard. It is not just that these are people who contribute to the university, as there are also Committees of Visitors. Out of a board of 30, they will divide themselves into groups of five or six and every year they will sit down with every department and basically just review performance. Let us be very clear here: they do not tell the faculty what to teach or how to teach or whom to admit or give a degree to. On academic matters, the faculty has full independence. However, on business matters, they are totally irrelevant in terms of which department gets more funding, which new departments are created or which new faculties will be added. These are business decisions that

are taken by the Board of Trustees. They do it in consultation with the faculty but the faculty never has the final say. It is therefore this unitary governance through the trustees that is singularly American and with it they have completely ceded control of academic matters, and it is important to make that distinction.

Finally, I will turn to Oxford and Cambridge, and I speak as an alumnus of Oxford. The interesting thing about Oxbridge is that, first of all, their Board of Trustees is the entire academic staff, which is about 4,000 people in each university. Again, I embarked on a foolhardy project to find out what the background was of these academicians and I was able to find data on only about 2,200 of them in each university. More than half of them are alumni of either Oxford or Cambridge. In other words, more than 50% of the academic staff at Oxford have Oxford degrees and more than 50% of Cambridge staff have Cambridge degrees.

Something, which I again just dug up by chance was that until 1926 Cambridge was run by its alumni, with the Board of Trustees controlled by alumni. That is another one of those forgotten facts that I have not been able to dig up more about, but it is very true.

Philippe Aghion

Anna did not give us the counter-factual point of what Sweden would have been if it had kept to the Finnish example and that is why it is very important to have micro studies. I think that cross-country comparisons suggest certain things and you then need to move to micro studies such as those by Angries or Chetty *et al* and they may or may not confirm things. I always think that when you do growth analysis you need to combine cross-country analysis and micro studies and you then learn from both, and that is also true for other aspects of determinants of growth.

The second thing that I wanted to say is that, as we heard, there is a culture in the US and other Anglo Saxon countries of *mécénat* and giving money which does not occur in other countries, such as France, although it may develop over the years. France has its universities, but perhaps the *Grandes écoles* could do it. With universities, you want governance, but what can you do? I think that we already know that with external boards, if they are composed of scientists from other universities or other countries, you can get a lot. In fact, universities in your country have alumni but they may also have other characteristics that together then explain why they do well in the Shanghai rankings. We looked at these characteristics and it turned out that they are often correlated to alumni. However, you might be able to reproduce the other characteristics, even when you cannot immediately rely on alumni. I think that that is where there would

be a lesson for reforming France. There is the notion of past dependence. You cannot introduce mécénat in France overnight, but you can still improve governance significantly.

As regards what I was talking about earlier, I was saying that the comparison between France and Finland shows that governance matters because Finland spends as much as France on education but gets much better results because it has much better governance. When you have good governance you make better use of additional funding.

It is true that I was critical of the idea of the French policy (RGPP) of not replacing one civil servant in two for education and other sectors. It was a silly policy and I think that everybody acknowledges that now.

Question du public

C'est une question à Monsieur Mehta. En Europe, nous avons une école un peu particulière qui s'appelle l'INSEAD qui a été créée dans un contexte européen et où il y a aujourd'hui moins de 20% de Français bien qu'étant établie en France.

Shailendra Mehta

That is a very interesting question. INSEAD is not ranked by Shanghai Jiao Tong because it is a business school and is therefore a very specialized entity, like the London Business School, for example. It is therefore not ranked directly. However, it is an excellent institution. I do not have the numbers for the Board of Trustees, but I would be happy to take a bet that more than 50% are alumni of INSEAD.

Du public

That is right.

Question du public

My question is about what we should teach. Should we teach about things –knowledge– or should we teach methods or values?

Anna Ekström

What should we teach? My answer is that according to almost every curriculum in the world we should learn methods, ethics and skills. It is a combination of the three. For instance, if you look at the PISA studies, they measure much more than you would think. They measure quite a lot of so-called non-cognitive skills, which are vital for having a good life after school, which is after all what

school is all about. All these aspects are therefore included in the curricula and they should be included and we could measure them more than we think.

I would also like to stress the fact that if there are market mechanisms in the school system, as I explained that we have in Sweden, I am not against that. It is not necessary. It could be a very good thing or it could be a bad thing, but it calls for new types of things that you would have to do. You would have to inspect more and therefore put more money into inspection. We put quite a lot of money into this in Sweden and you should always try to use the money that you put into inspection as effectively as possible and try to find ways of using it for evaluation and development as well. We found that we needed to look at the example of Finland and put much more money and resources into teacher support, career paths for teachers and teacher education. However, it is also very important to look at the curriculum. Is it up to date and does it really give schools what we think the future labor market requires? The discussion on curriculum should be a discussion for everyone interested not only in the school system but also in the future of society.

Esther Dyson

There is another possible stakeholder, for higher education, which is employers. For example, in India and Russia many companies simply find that their employees are not prepared and they therefore have large internal education departments. The same also goes for Apple in the US. Could you comment on that?

Shailendra Mehta

As regards what universities should teach, this is a question that is very close to my heart because I am writing a book on the 2,700 year history of universities. Can people guess which country invented the university?

Dominique Rousset

India!

Shailendra Mehta

Correct. It was not the Greeks. India invented the idea of the university in Takshila in the 6th Century BC where four great cultures came together. Alexander spent time in Takshila, as is mentioned in Plutarch's Lives and five other Greek sources. Apollonius of Tyana went there, although it is not clear about Pythagoras. A major paper that came out three years ago showed that St Thomas, the Apostle of Christ,

spent time in Takshila and the Chinese, Koreans and Mongolians all went to Takshila and Nalanda and for 1,800 years, from the 6th Century BC to the 12th Century AD, India led in higher education. All of this was destroyed at the same time by the Barbarian invasions in 1194, almost the same year in which Oxford was created, and Bologna and Paris before that. There were 10,000 students, 3,000 faculty members and 1,000 classes running simultaneously at the height of Nalanda and it was a global faculty with global students and it was all destroyed. This chopping off the knowledge base was a major factor in the decline of Indian civilization.

There is therefore a long history involved in your question. It starts with the question “Why?” The function of universities is not to teach values –that is a by-product– or a specific set of skills –which is also a by-product– or to train people for jobs –which is another by product– but to question and ask why in the broadest sense of the term. Everything else is a by-product. Training is not the purview of universities but of specialized training companies. You cannot conflate training with education. Training is preparing people for a specific skill set; education is preparing people to question and giving them the tools and received wisdom to form their questions and answers intelligently. That is the purpose of education and if it is done that way then it will never become obsolete.

Dominic Barton

I will deal with the question on the role of companies. We need to look ahead and companies are going to have to play a key role because they do not have the people with the skills they need. Even in the US, where we have 12.5 million unemployed people, there are 3 million jobs that are not filled because the skills are not there. This is therefore about skills as opposed to broader education but the skills are not there. It is about organizations such as Microsoft, Apple, Infosys, the Indian outsourcer, and McKinsey that have built campuses and are training people. We spend 10% of our revenue on training people and we have to do that because we would be even more useless if we did not have the education we need. I think that it is therefore vital that people do this and the challenge that you then come up against is one of standards: how will you know that Microsoft’s training in a particular area will be transferable elsewhere? I think that industry associations will play a bigger role here.

The other thing that I would just like to say is that if you think about our methodology of teaching, it is still a group of people sitting three feet higher than others on wooden benches. This is where I believe that we really need to think hard about things. I am not saying that business should run things –that would not be good– but we have to think about the role that could come from innovation in how and when we teach.

Lastly, I remember Shimon Peres saying “Why is it that we send 14 year old boys to school at nine o'clock in the morning? It makes no physiological sense to do that.” We really need to work at this and business can play a role here.

Vernon Ellis

I would just like to endorse what Dominic Barton said about technology and learning from companies. I think that this is true and certainly in the field of English we are having a much greater reach and engagement with young people through mobile phones, low-cost tablets and Microsoft centers in our collaboration.

My second point is that no one has really picked up on the interesting question of ethics, although it was mentioned that it can be taught. I would like to endorse that. I was in Rio de Janeiro last month and visited a favela, which up until a year ago you would not have dared go to during the day and we were wandering around there at night. What has happened there? There has been a project that we have been involved in with the Premier League skills group, who engage people in football, and a pitch is being provided by MTV. Girls and boys are involved in equal numbers and the police are also involved as is the Department of Education. The focus is on social responsibility and care for your community. It is formal teaching in classrooms, engaging the boys and girls and giving them a sense of responsibility towards their community. For example, a square that was used as a rubbish heap was cleared by them and they are now preparing a children's playground. There is a much greater sense of peace, a trust in the police and a sense of social responsibility to the community. It is a remarkable transformation, but it comes from going beyond teaching people to a sense of involving them in the community and the ethics and values that have to go behind that.

Question du public

Do you not think that there is a potential bottleneck for future scientists and engineers in the US given the declining number of American-born students in graduate schools of science at the American universities and also given the constraints on student visas that in turn put constraints on the arrival of foreign students, including science students and, thirdly, given the natural trend of Asian or Latin American born graduates in science to go back to their countries once they have their degrees and work in these, thankfully, developing emerging countries? Do you not see a kind of threat there for the future of science and engineering in the US?

Philippe Aghion

C'est vrai que la politique des visas aux États-Unis va poser un problème. Actuellement ce sont des pays comme le Canada et d'autres qui en bénéficient.

Je voudrais rajouter un mot du système américain : c'est très bien d'avoir des alumni qui investissent, mais ce que l'on a vu, c'est qu'il y a eu des baisses de moyens donnés à l'éducation supérieure par l'État et une augmentation de l'inégalité. Il y a eu un livre très intéressant de Goldin et Katz qui montre qu'en fait, les inégalités persistent ou augmentent, parce que les moyens mis à la disposition des universités par l'État sont insuffisants.

Un dernier mot à propos de la confiance. Vous avez tout à fait raison, c'est très important. Les travaux d'Algan plus récents montrent qu'en fait on est trop vertical en France. C'est trop l'école des *400 coups* ; c'est bien d'avoir un peu d'interaction horizontale, et il faut un mélange des deux. Aller trop vers l'horizontal, ce n'est pas bon, il y a un bon mélange à trouver. Il y a aussi tout le débat sur les notes. Il y a le fait d'introduire les notes trop tôt qui a un côté humiliant et décourageant. Donc, il y a un usage optimal des notes. C'est un autre débat.

Ensuite vous parliez d'accompagnement individualisé. Je crois que c'est très important de le mettre en place, mais on ne peut pas le mettre partout, il faudra prioriser : le primaire, les zones défavorisées et commencer à le mettre en place progressivement. Mais je crois que le soutien individualisé est une idée très importante.

Daniel Vitry

Je voudrais simplement tirer deux conclusions, en prenant un instant pour essayer de comprendre ce qui se passe dans notre système éducatif, qu'il soit primaire, secondaire ou supérieur. Je crois que ce qu'il y a eu de commun à toutes les contributions, c'est que la question de la gouvernance à tous les niveaux doit être posée de la façon la plus claire, dans tous ces aspects, y compris au plus haut niveau des plus prestigieuses universités, des plus grands pays, des mieux dotés, etc. et à l'autre bout de la chaîne les écoles de la deuxième chance qui prennent ici ou là des formes diverses et permettent à des jeunes passablement perdus dans notre société de retrouver un cheminement et un espoir.

Mais en aucun cas, la gouvernance n'est homogène. En aucun cas, la gouvernance ne se fait de la même façon pour une très grande école, pour une école de la deuxième chance ou pour une école maternelle. Ce ne sont pas du tout les mêmes problèmes qui se posent. Ce ne sont pas du tout les mêmes approches, ce n'est pas du tout la même façon de se poser les questions.

Deuxième réflexion : en finance, on a constaté dans les dernières années que la loi normale, ce que certains ont appelé la courbe en cloche, finalement ne marche pas. Cela ne marche pas contrairement à ce qu'on croyait, parce que la loi normale a une capacité d'expliquer les choses dans un monde parfait qui n'existe pas. Le système éducatif est fait d'un ensemble de ruptures, on n'est pas du tout dans des positions symétriques quand on est dans les *Top 10* ou dans les *Last 10*. Donc, il ne faut pas du tout considérer qu'il faut utiliser les mêmes réflexions pour gagner tout à fait en haut et quand on est tout à fait en bas il faut revoir nos systèmes, il faut remettre la loi de Pareto là où il faut, il faut revoir la façon dont les 20 premiers pour cent gagnent ou perdent, de telle façon qu'on puisse déboucher sur un système plus efficace et surtout un peu plus porteur d'espoir.

Débat

Les entreprises à la pointe de la relance du monde occidental

Qui va faire repartir les économies ? Pas facilement les États, tenus de réduire les déficits et les dettes publics ; pas les ménages, surendettés et confrontés à la hausse du chômage.

Restent les entreprises, mais pour investir et créer des emplois dans les pays de l'OCDE, elles ont besoin d'une forte demande intérieure pour de nouveaux biens et services, comme cela a été le cas avec les Nouvelles Technologies de l'Information de 1995 à 2000. Quels sont ces nouveaux biens et services : énergies renouvelables, économies d'énergie... Comment les États peuvent-ils soutenir l'attractivité de ces nouveaux marchés pour les entreprises ?

Les entreprises rentreront-elles alors dans un jeu coopératif avec les États, les salariés, les sous-traitants, les universités, à l'image de ce qui se fait en Allemagne, en Suède, et pas semble-t-il en France où domine la logique du conflit ?

Contribution du Cercle des économistes

Patrick Artus

Témoignages

Louis Gallois • Henri Proglio

Modérateur

François Lenglet

Les entreprises à la pointe de la relance du monde occidental

François Lenglet (*BFM Business*)

Nous sommes dans une situation macroéconomique en Europe qui semble extrêmement préoccupante. La demande finale privée, celle des ménages, est évidemment déprimée. L'outil budgétaire est utilisé à contre-cycle, à contre-emploi puisque les plans de rigueur sont de plus en plus violents, qu'ils concernent un nombre croissant de pays. L'outil monétaire semble lui aussi émoussé, les taux d'intérêt sont proches de zéro et on en est à justement inventer des mesures non conventionnelles. Est-il raisonnable de penser sérieusement que dans une telle conjoncture les entreprises peuvent être le fer de lance, le fer de la relance, et si oui, à quelles conditions ?

Patrick Artus (*Cercle des économistes*)

Notre sujet est de parler plutôt de microéconomie et de la façon dont on s'organise collectivement pour sortir de la crise.

D'abord quelle est vraiment la nature de la crise aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Espagne, en Italie, au Portugal, en Grèce, et dans beaucoup d'autres pays ? Je crois que c'est une crise où nous avons des économies qui étaient tirées par leur secteur, ce qu'on appelle le secteur abrité, donc par des activités qui n'étaient pas exposées à la concurrence : la construction, la distribution, les services à la personne, et qui doivent se reconvertir vers des économies tirées par le secteur exposé à la concurrence. Parce qu'on ne peut plus utiliser un endettement pour doper le logement, parce que la bulle immobilière a explosé, parce qu'il y a des déficits extérieurs et qu'il faut les faire disparaître.

À cet égard, le pays le plus emblématique, c'est l'Espagne : 25% de la population qui travaillaient autour de la construction directement ou indirectement, et ces 25% d'emplois vont devenir à peu près zéro ! Donc il faut les remplacer par des emplois exposés dans le *traded sector* comme on dirait en anglais, qui est lié à la concurrence.

Cela évidemment pose des questions de ce qu'on a appelé la ré-industrialisation. Il faut dire un mot de ce débat parce qu'il n'y a pas totalement consensus. Il y a des gens qui disent que l'industrie, ce n'est quand même pas l'avenir des États-Unis ou de la France ; on ne va pas re-fabriquer les vieilles industries, qui de toutes façons créent peu d'emploi. Il y a des travaux académiques récents qui montrent que l'emploi est plutôt créé dans les services, y compris dans les économies industrielles. Donc je crois que ceci est un faux débat parce qu'il ne s'agit pas d'industrie, il s'agit de secteurs exposés à la concurrence.

Le secteur exposé à la concurrence, c'est l'industrie, mais c'est aussi l'énergie, le tourisme, la finance, l'éducation, les universités, le numérique, beaucoup de choses qui relèvent de la technologie, qui ne sont pas que l'industrie. Il y a aussi une réflexion très intéressante, je trouve, sur le rôle de la connaissance. Il y a des pays qui vivent des redevances de la connaissance, des brevets, des inventions, les noms de marques, le Japon par exemple ou les États-Unis dans une certaine mesure. Donc dépassons ce débat service/industrie, il n'a pas vraiment d'intérêt. Ce qu'il faut faire, c'est recréer des emplois et de la production exportatrice du secteur exposé.

Un deuxième débat s'est introduit, peut-être plus européen, celui des coûts de production. Ou bien s'agit-il d'un problème de positionnement en gamme ? Alors à nouveau il s'agit d'un faux débat. Le problème d'un pays comme la France, c'est que les coûts de production sont trop élevés compte tenu du niveau de gamme. On ne peut pas considérer l'un ou l'autre, ce sont les deux réunis qu'il faut regarder.

Ce qui est très intéressant quand on fait des comparaisons, c'est que la différence entre la France et l'Allemagne, par exemple n'est pas l'évolution des coûts de production de l'industrie, c'est l'évolution des prix de vente de l'industrie. L'industrie française ne sait pas passer ses coûts dans ses prix, surtout quand l'euro monte ; l'industrie allemande sait le faire, et c'est pour cela qu'elle est profitable et que l'industrie française ne l'est pas. Mais il y a évidemment un problème d'horizon temporel : on peut baisser tout de suite le coût du travail par exemple en faisant des réformes fiscales, ce que certains d'entre nous appellent de leurs vœux, mais la montée en gamme est un processus beaucoup plus long.

La montée en gamme est certainement au cœur de notre débat. Assortie de deux ou trois questions :

– Est-ce que le problème du financement est aussi sévère que ce que dit le nouveau gouvernement français qui met beaucoup l'accent sur le problème de financement des PME innovantes, de l'industrie et donc sur les banques d'investissement ? Honnêtement j'ai quelques réserves. Je ne suis pas sûr que le financement soit un tel problème. Il y a eu des problèmes de financement extrêmement récents et qui sont liés aux réglementations des banques, bien sûr. Mais est-ce que structurellement nos problèmes sont un problème de financement et d'absence de financement en capital ou en crédit des PME innovantes ? Je n'en suis pas sûr du tout.

– Finalement, en quoi consiste une « politique industrielle ? » C'est facile d'utiliser des mots magiques mais c'est plus difficile d'y mettre un contenu. D'ailleurs, quand on regarde ce qui marche à l'étranger, on a l'impression que la politique industrielle n'a pas forcément besoin d'énormément d'argent, puisque ceci serait un problème. C'est plutôt un problème de coopération dans les régions qui marchent : le nord de l'Italie, la Bavière, le sud de la Suède. Ce serait plutôt une coopération entre les grands groupes, la région, l'État, les PME, les universités, c'est plutôt la mise en place des coopérations qui compte plus que l'argent public.

– Qu'est-ce que ça veut dire l'État stratège ? Nous utilisons tous les mêmes mots sans les définir. Je crois que c'est une question extrêmement importante. Est-ce que l'État stratège doit choisir lui-même les secteurs d'avenir ? À ce sujet, les discussions récentes avec le gouvernement britannique sont très intéressantes car il ya en ce moment au Royaume-Uni un drôle de mélange de libéralisme macroéconomique (on baisse les impôts, on réduit le nombre de fonctionnaires) et un grand dirigisme étatique (« nous allons choisir les quatre industries qui méritent d'être aidées »).

Donc jusqu'où faut-il aller dans le dirigisme étatique dans les choix industriels ? Je pense qu'il y a des expériences d'échec dans les deux sens, dans l'excès de dirigisme et dans l'absence de dirigisme, mais je crois que le dosage est très compliqué.

– Le seul instrument utilisable à court terme c'est la fiscalité. Sommes-nous collectivement d'accord pour une grande réforme fiscale où on basculerait une quantité massive de charges sociales des entreprises vers un impôt généraliste comme la CSG ? Quantité massive, c'est 30 à 40 milliards d'euros, c'est quelque chose qui se verrait. Serions-nous d'accord pour qu'il y ait trois ou quatre points de CSG en échange d'une baisse massive des charges des entreprises qui changerait complètement les conditions de production et la rentabilité de l'industrie ?

Un dernier mot sur des exemples historiques ou contemporains qui sont plus ou moins des bons exemples. Existe-t-il des exemples de sortie par le haut ? Peut-on espérer que l'Espagne s'en sorte autrement qu'en continuant à vouloir plus de chômage, moins de production, moins d'emplois et plus de déficit public d'ailleurs ? Car c'est la conséquence intéressante de ces politiques restrictives en Espagne : plus ils serrent plus le déficit public augmente. C'est le côté intelligent de la politique !

Quand on regarde dans le passé, il y a des sorties par le haut. Une sortie très intéressante est celle de la Suède qui avait dans les années 90 des problèmes assez semblables à ceux de l'Espagne et où il y a eu une réforme très impressionnante de l'État. Les Suédois passent à partir de 92 à un système totalement différent, où il n'y a pratiquement plus de fonctionnaires : il n'y a plus que 3 000 fonctionnaires et 13 agences¹. Donc il n'y a plus de conflits de responsabilité, et il y a des lignes fortes directrices pour la gestion de ces agences. 12 points de réduction des dépenses publiques par rapport au PIB en cinq ans, cela fait 20% de gain de productivité sans aucune dégradation de la qualité des services publics. Et dans le même temps, doublement des dépenses de recherches et développement qui passent de 2 à 4% du PIB. Donc ce n'est pas vrai, nous dit la Suède, que quand on réduit les dépenses publiques on abandonne forcément les efforts d'investissement, d'innovation et de protection sociale.

Autre exemple intéressant, ce sont les États-Unis aujourd'hui – qui bizarrement – se réindustrialisent, dans la vieille industrie : raffinage, chimie, caoutchouc, plastique. Comment font-ils ? Par deux choses qu'on n'a peut-être pas envie de copier finalement. Ce sont les salaires plus bas dans le Sud, et c'est le gaz de schiste. Donc vous mettez le prix du gaz naturel à 2,50 dollars le million de BTU au lieu de 9 ici et de 19 au Japon, et les salaires à 20 dollars de l'heure en Caroline du Sud et au Nord de l'Alabama. Est-ce que c'est de la sortie par le haut ? C'est de la sortie par la ré-industrialisation. Cela ressemble plutôt au miracle du charbon en Angleterre au XIX^e siècle, ce n'est pas du tout la Suède dans les années 90. Est-ce que nous avons envie de copier la Suède ou de copier les États-Unis ? C'est une question qui me paraît importante.

François Lenglet

Le décor est maintenant campé. Louis Gallois, une question d'ailleurs posée implicitement par Patrick Artus : est-ce qu'on peut encore faire de la politique industrielle quand l'État n'a plus un sou ?

1. voir «Les Actes des Rencontres» 2011, page 425

Louis Gallois (*commissaire général à l'investissement*)

La situation de l'industrie française est très claire : elle est squeezée entre l'industrie allemande qui est dans le haut de gamme avec une compétitivité qui ne s'exprime pas par les prix – il faut savoir que la baisse des parts de marché à l'exportation de la France a été partiellement compensée par l'augmentation ou le maintien des parts de marché allemandes – et entre les économies émergentes ou certains pays comme l'Espagne qui sont capables de développer des coûts plus bas que les nôtres. Alors comme l'industrie française exprime sa compétitivité par les prix, nous nous retrouvons avec des entreprises dont les marges ont baissé. Les marges des entreprises françaises industrielles sont de l'ordre de 30%, elles sont de 40% en Allemagne. Elles étaient à peu près au même niveau et même légèrement supérieures en France au début de la décennie. Il faut évidemment mentionner l'évolution du coût du travail en Allemagne qui a joué un rôle tout à fait important.

Cette dégradation des marges se traduit par une dégradation de l'autofinancement. Actuellement le taux d'autofinancement des entreprises industrielles, hors le CAC 40 qui attire le regard mais qui n'est pas significatif de l'industrie française, est passé de 90% à 65%. Cela conduit les entreprises à s'endetter, les apports en fonds propres n'ayant représenté que 4% environ de l'écart. Il a donc fallu avoir recours à l'emprunt au moment même où les banques étaient en train de se retirer du risque industriel. Parce que même si la Fédération Française des Banques nous indique que le crédit aux entreprises augmente, lorsqu'on essaye de regarder plus finement, on voit qu'il diminue pour les entreprises industrielles ! Double squeeze donc entre l'Allemagne, les pays émergents et certains pays de l'Union européenne, et squeeze financier.

Comment sortir de cette situation sans argent ?

La première chose à faire je crois est de créer un choc de compétitivité. Il y a là dessus un consensus assez large face à ce phénomène de dégradation qui paraît inéluctable et dont nous voyons tous les jours les effets dans la presse, plans sociaux et déficit massif de notre commerce extérieur, car nous sommes actuellement déficitaires hors balance énergie.

Ce choc de compétitivité doit toucher le secteur exposé. Pour toucher le secteur exposé, il faut qu'il soit assez massif et qu'il porte sur les cotisations sociales concernant des salaires relativement élevés. Il s'agit de transférer sur la fiscalité 30 à 50 milliards pour avoir un effet significatif de 1,5 à 2% du PIB. C'est une affaire extrêmement compliquée, surtout à un moment où l'État lui-même augmente la fiscalité pour couvrir son propre déficit.

Les marges de manœuvre sont limitées. Il y a certainement les taux intermédiaires de la TVA puisque le débat sur la TVA sociale conduit à exclure, au moins pour le moment, l'augmentation des taux de TVA, ce qui était pourtant quelque chose qui apparaissait de bon sens puisque cela revenait à une mini-dévaluation. Maintenant il nous reste les taux intermédiaires, certaines niches fiscales et certainement la CSG.

Ce choc doit avoir deux effets. Le premier est effectivement d'essayer de commencer à sortir du squeeze que j'évoquais, et donc de redonner de la capacité aux entreprises pour investir en productivité, en innovation, en qualité pour monter en gamme. Parce qu'effectivement le problème est bien celui de la montée en gamme de notre industrie pour sortir de cette étreinte de la compétitivité prix.

Deuxième effet, redonner confiance aux chefs d'entreprise en France. Je crois que c'est absolument décisif actuellement, il y a un problème massif de confiance des chefs d'entreprise qu'il faut que nous soyons capables de traiter.

Je pense aussi qu'il ne devrait pas être impossible de mobiliser des moyens financiers. L'épargne européenne est importante. Mais quand les taux d'intérêt sont au niveau où ils sont actuellement pour un certain nombre de pays, Larry Summers le disait dans un article récent : emprunter pour investir sur l'avenir avec des taux de rentabilité clairement supérieurs au coût de l'emprunt, mérite considération. L'emprunt n'est pas un mal en soi. Je sais bien dans quelle conjoncture nous sommes, je sais bien quelle est la situation. L'endettement global de l'Europe n'est pas astronomique par rapport à d'autres zones. Donc je pense qu'il y a là une piste qui mérite réflexion qui est celle de savoir si on ne peut pas trouver des ressources d'emprunt pour financer des investissements d'avenir.

Dernier point : je crois que les entreprises elles-mêmes doivent se prendre en charge. La structuration du tissu industriel français, le développement des coopérations dans tous les domaines, que ce soit dans les filières verticale ou dans les territoires devient un enjeu décisif. Et s'il y a de maigres moyens financiers, ils doivent être focalisés sur le rapprochement des entreprises donneuses d'ordre et sous-traitants, entreprises du même secteur, de la même région, relations avec les instituts de recherche, avec les grands organismes d'innovation, etc.

Je crois qu'il y a beaucoup de choses qui sont en train de se passer en France actuellement, et mon prédécesseur aux investissements d'avenir, René Ricol, a fait un travail remarquable dans ce domaine. Je crois qu'il faut aller encore plus loin pour que le tissu industriel français se solidarise. Cela ne se fera pas sans dialogue social, il faut avoir les personnels avec nous. Il faut négocier une sorte

de pacte productif en France avec toutes les énergies focalisées dans le même sens. Enfin il faut qu'en Europe il y ait un relais pour cela. Je parlais d'emprunt européen, je crois qu'il faut un relais au niveau de l'Europe. Il faut que l'Europe se saisisse du problème industriel et des secteurs exposés.

François Lenglet

Henri Proglia, l'énergie a toujours été un axe important dans la politique industrielle française. Une étudiante nous demandait s'il fallait «stigmatiser l'immobilisme énergétique français qui viendrait de ce qu'on est collé sur le nucléaire, ce qui nous empêche d'organiser la transition énergétique.» Son argument n'était pas écologique mais économique. Elle sous-entendait qu'il y avait là un levier de croissance important dont on se privait. Que lui répondez-vous ?

Henri Proglia (EDF)

Première remarque : les Français ne reconnaissent jamais leur réussite, ils ne sont jamais fiers de ce qu'ils ont réalisé. Le sentiment de fierté et d'ambition a un peu disparu dans ce pays.

La France a une particularité dans le domaine de l'énergie, c'est d'avoir construit, en tout cas pour l'électricité, le seul exemple en Europe d'indépendance et de compétitivité énergétiques. Nous sommes le pays où l'électricité est 40% moins chère que la moyenne européenne. Nous sommes un pays qui a anticipé l'avenir : au cours des cinquante dernières années, la France a construit un formidable outil de compétitivité et d'indépendance énergétique que nous envient pratiquement tous les pays européens.

Faut-il pour autant se contenter du chemin parcouru ? On peut au moins se féliciter collectivement d'avoir créé un atout compétitif formidable pour le pays, et une des rares industries exportatrices françaises, en dehors de l'aéronautique. La France peut non seulement considérer le programme qui a été accompli avec une certaine fierté, mais aussi investir davantage sur la trajectoire de cette ambition industrielle qui est devenue aujourd'hui mondialement importante.

Il faut évidemment réfléchir à des axes d'amélioration et de perspectives.

Les besoins énergétiques sont gigantesques dans le monde. On sait que d'ici trente ans la population du monde continuera à augmenter. Nous sommes aujourd'hui 7 milliards d'habitants sur la planète, nous étions 1,5 milliard au début du XX^e siècle, nous serons 9 milliards d'habitants en 2050. C'est dire l'ampleur des besoins d'énergie, notamment des besoins considérables des pays émergents.

Face à ces besoins, quelles sont les solutions ?

C'est évidemment d'avoir recours aux énergies fossiles primaires. On sait qu'on va les chercher de plus en plus loin, de plus en plus profond, et de plus en plus cher. Il faut aussi innover et chercher les réponses adaptées. Ces réponses sont multiples. Elles sont non seulement dans le développement de nouveaux systèmes énergétiques, mais aussi dans le perfectionnement des systèmes énergétiques existants. Il se construit actuellement une centrale à charbon tous les jours dans le monde, deux par semaine en Chine. Il se construit une centrale nucléaire chaque mois en Chine.

Les besoins, encore une fois, sont titanesques et l'industrie française ne trouvera jamais sur le territoire national l'espace de développement nécessaire pour développer une industrie. C'est dans le monde qu'il faut chercher les parts de marché à capter, et donc les besoins propres à satisfaire l'industrie française. C'est cela le sujet.

François Lenglet

Est-ce que vous rejoignez le diagnostic de Louis Gallois : faut-il un choc d'offres important en France de 30 à 50 milliards ? Y a-t-il là un levier de compétitivité qui serait précieux pour les années qui viennent ?

Henri Proglio

Je suis d'accord sur le diagnostic bien entendu, et même sur les propositions.

Mon regard se porte sur les trente dernières années : qu'est-ce qui fait que la France a dérivé ? Qu'est-ce qui fait que la situation française a empiré à ce point ? En ce qui me concerne, mon regard se porte sur les règles du jeu et sur le constat qu'on peut en faire. Au fond, on s'est laissé, comme beaucoup de pays du monde occidental, vraisemblablement polluer par la finance, le court terme et la spéculation au détriment du long terme, de l'industrie et de la vision stratégique. Cela a conduit à des aberrations dont on voit aujourd'hui les conséquences. Le profit à court terme, les résultats à court terme, le trimestre qui remplace l'année, qui remplaçait la décennie, etc., ont conduit à des aberrations totales. Le monde financier est devenu un monde court-termiste, et le monde court-termiste est devenu un monde spéculatif. Quand on voit la différence entre les économies mondiales, on voit que ceux qui sont les plus financiers sont ceux qui ont le plus échoué par rapport à ceux qui sont les plus industriels ; c'est un constat.

Deuxièmement, toutes les règles du jeu sont allées dans le même sens :

– Le baromètre de performance pour lequel le court terme l'a emporté une fois de plus sur le long terme.

– Les règles comptables : on a inventé des nouvelles normes comptables qui favorisent la volatilité, ce sont les normes IFRS. Aujourd'hui plus personne

parmi les gens normalement éduqués et non spécialistes n'est capable de lire des comptes parce que c'est tellement sophistiqué qu'il faut une table à calcul pour essayer de comprendre, et quand on a fini par comprendre, on a aussi fini par comprendre qu'on avait choisi la volatilité pour que les marchés puissent s'en satisfaire plutôt que la performance effective. Les comptes n'ont plus rien à avoir avec la réalité économique.

– Le rating financier. Là aussi c'est la même chose.

– Les règles de solvabilité qui s'appliquent aux banques et aux compagnies d'assurance, les seules à capter l'épargne aujourd'hui. On les a éloignées de l'entreprise. Aujourd'hui, toute l'épargne est détournée de l'économie réelle.

Quelles sont les conséquences ? Les entreprises n'ont plus de capitaux propres, elles n'ont plus d'actionnaires, elles n'ont plus recours aux augmentations de capital, l'inertie triomphe, le système se crispe. À l'inverse des pays émergents qui eux n'avaient pas « la chance » d'être dans le système financier moderne, qui ont donc misé sur l'industrie et qui aujourd'hui en sont les grands bénéficiaires. C'est cela le sujet.

Si on ne corrige pas les données ou les règles du jeu, il me semble difficile d'en corriger les effets. Quels sont les problèmes actuellement de l'Europe et de la France ? L'emploi et le niveau de vie. Qu'est-ce qui crée de l'emploi ? L'industrie au sens large ; la technologie et l'industrie. On a pensé que c'était la finance et les services, mais je ne le crois pas. Quand on regarde les résultats des entreprises – prenons le CAC 40 des cinq ou dix dernières années – d'où vient l'essentiel des profits ? De la finance, du pétrole, du luxe. Plus de 60% des profits viennent de là, et aucun de ces trois secteurs ne crée d'emplois en France. Sommes-nous oui ou non décidés à corriger cela ? Dans l'affirmative, des mesures à court terme d'accompagnement sont nécessaires. Dans la négative, il est inutile de se livrer à ce genre de réflexion.

Patrick Artus

Ce qui nous rapproche tous, c'est le constat que le fer de l'entreprise a cessé d'être rentable dans ce pays. Autre point de convergence, l'idée qu'il va falloir trouver des solutions européennes. Les Espagnols ne s'en tireront pas tout seuls. Troisièmement, peut-être une divergence, l'idée de Louis Gallois qu'on peut avoir plus de dettes. On a déjà trop de dette. Est-ce que plus de dette est la bonne solution ? Est-ce qu'il ne faudrait pas mieux trier dans les dépenses que mettre plus de dette ?

Quatrièmement, le dernier point d'Henri Proglio. Je crois que nous avons tous écrit comme économistes depuis dix ans qu'il fallait empêcher les règles comptables en *mark-to-market*, les règles de solvabilité des assureurs ou des

banques. Il n'y a pas eu de mobilisation, on a laissé faire cela, et on se rend compte aujourd'hui que c'est extraordinairement difficile à bouger et qu'on va probablement devoir vivre avec, alors que ce sont des règles pro-cyclique, destructrices des moyens à long terme.

Dernier point, la répression financière. La répression financière (Solvabilité II, Bâle III, etc.) est un vrai sujet parce qu'elle participe, – on pourrait presque soutenir une thèse du complot – à l'idée qu'il faut canaliser l'épargne vers l'État et non pas vers les entreprises. Il faut se rendre compte qu'aujourd'hui re-canaliser de l'épargne vers autre chose que l'État est compliqué. Ce ne sera pas évident de retrouver cette épargne à long terme et de la diriger vers les entreprises.

Question du public

Je pense qu'il va falloir à un moment ou à un autre qu'on considère qu'on ne peut pas y aller par des petites mesures incrémentales, qu'il va falloir faire quelque chose de visible, ressenti par les entreprises et qui crée une onde de choc.

Henri Proglio

Qu'est-ce qui peut faire évoluer les choses ? D'abord psychologiquement redonner confiance. La confiance et l'ambition sont les éléments absolument moteurs de n'importe quelle communauté humaine, et l'économie est une communauté humaine comme une autre, donc il faut redonner confiance.

Deuxièmement, avoir l'audace de reposer des questions de fond. Ce n'est pas la peine de constater toujours la même chose pendant quinze ans et de ne rien faire. Une entreprise qui ferait cela serait déjà morte ; un pays qui fait cela est en train de mourir, c'est une évidence. S'il y a une correction à apporter, alors que le politique serve au moins à cela. C'est prendre peut-être une décision une bonne fois pour toutes de remettre en cause les règles, et de faire en sorte de réalimenter l'économie avec l'épargne. L'épargne est un des rares atouts de la France au même titre que la Chine. C'est le taux d'épargne en France, c'est le taux d'épargne en Chine qui font la richesse théorique de ces pays.

En France, l'épargne a été totalement diluée, répartie et dispersée au cours des vingt dernières années. Elle n'est plus du tout allée vers l'économie. Est-ce qu'on ne peut pas corriger cela ? Il m'appartient de faire un constat, il ne m'appartient pas de donner la réponse. La réponse appartient collectivement à tous, et à ceux qui sont responsables de ce pays.

Le problème de la dette est un problème important. On hérite d'une dette importante, dont acte ! Elle est là, on ne va pas l'effacer du jour au lendemain. Mais la dette n'a de sens que si on la rapporte à des cash-flows, à des flux économiques. Investissons dans une stratégie qui permette d'améliorer le ratio

par une amélioration du numérateur, quitte à ce que le dénominateur n'évolue que lentement ; c'est cela le sujet. Or aujourd'hui on ne pense qu'à réduire la dette et pas à faire des investissements, par conséquent on s'enferme. Ce que vous disiez pour l'Espagne est vrai pour tous les pays.

Si notre seule ambition c'est de réduire les déficits et de réduire la dette, de faire du *cost-cutting* et de l'*asset management*, il est certain que comme n'importe quelle entreprise nous irons dans le mur. Donc il faut effectivement continuer à avoir l'audace de lancer des investissements à la fois industriels, technologiques, en matière de formation, pour que la France ait les moyens d'affronter l'avenir avec confiance.

La croissance ne peut venir que des entreprises, mais où et comment ?

Patrick Artus

Aux États-Unis, en Europe, au Japon, les États doivent restaurer l'équilibre des finances publiques et aucune marge de manœuvre budgétaire significative n'est à attendre pour plusieurs années ; après la bulle immobilière et la bulle de l'endettement, les ménages sont rentrés dans une dynamique de réduction de leur dette et de faible dépense. Le seul agent économique qui a les moyens de dynamiser les économies est le secteur des entreprises. Les entreprises sont profitables, en moyenne peu endettées, ont des réserves financières, et pourraient investir et créer des emplois. Mais ceci pose plusieurs questions :

– Sont-elles incitées à utiliser leurs profits pour investir dans les pays de l'OCDE, pour investir dans les pays émergents, pour se désendetter, ou pour accumuler des réserves financières ?

– Dans quels secteurs pourraient-elles créer des emplois en grand nombre ? L'équivalent des nouvelles technologies de l'information dans les années 1990 ? Les énergies renouvelables ont-elles le potentiel attendu ?

– Comment les États peuvent-ils aider les entreprises à remplir ce rôle de stimulant de la croissance ?

Bien entendu, les situations sont hétérogènes et nous ne regardons que les situations moyennes, en particulier en Europe où des cas atypiques sont présents : l'Allemagne n'a plus de déficit public, la France a une profitabilité faible de ses entreprises. Mais cela ne change pas la situation d'ensemble de l'Europe.

■ Ni les États ni les ménages ne feront repartir la croissance des pays de l'OCDE

Les États sont confrontés à une situation très dégradée des finances publiques après la crise des subprimes et la récession de 2009, et avec, dans de nombreux pays, l'imprévoyance antérieure avec le maintien de déficits publics dans les périodes de croissance. Pour de nombreuses années, il faudra aujourd'hui réduire les déficits publics, réduire les dettes publiques. Il faut donc s'attendre à des baisses de dépenses publiques, en particulier, malheureusement, souvent à des baisses d'investissement public, qui sont les plus faciles à organiser, et à des hausses de pression fiscale.

Les ménages se sont beaucoup endettés (dans les années 1980 au Japon, dans les années 2000 aux États-Unis et en Europe, et on observe maintenant partout leur désendettement. Les ménages doivent rétablir leur solvabilité, sont confrontés à la baisse des prix de l'immobilier, à la hausse des marges de taux d'intérêt demandées par les banques, à la hausse du chômage (et donc à l'incertitude sur les revenus futurs. Il est très improbable que la demande des ménages soit le moteur de la croissance dans les pays de l'OCDE, comme cela avait été le cas aux États-Unis et en Europe jusqu'en 2007.

■ L'espoir de dynamisme vient des entreprises

On l'a dit plus haut, certains pays sont dans une situation très différente de la moyenne (faible profitabilité des entreprises en France par exemple). Mais nous regardons seulement la situation moyenne des États-Unis, de l'Europe, du Japon. Dans ces pays, les entreprises sont très profitables et ont les moyens d'investir, d'où les taux d'autofinancement élevés; elles sont peu endettées (sauf au Royaume-Uni) et ont d'importantes réserves financières.

Les entreprises ont donc la capacité, en principe, d'investir et de créer des emplois. Vont-elles le faire ? Pour l'instant, l'investissement productif ne redémarre qu'aux États-Unis, faiblement au Japon, et pas du tout en Europe ; l'emploi reste déprimé partout.

■ Les entreprises veulent-elles/ peuvent-elles dynamiser les économies des pays de l'OCDE ?

Nous pensons que cette question en recouvre trois autres :

1. Les entreprises sont-elles incitées à utiliser leurs profits pour investir dans les pays de l'OCDE ?
2. Y a-t-il dans les pays de l'OCDE des secteurs potentiellement grands créateurs d'emplois ?

3. Les États aident-ils les entreprises à remplir ce rôle de soutien de la croissance ?

Utilisation des profits

Les perspectives de croissance sont faibles dans les pays de l'OCDE. Les entreprises peuvent donc être incitées :

– à investir dans les pays émergents en croissance forte, d'où les sorties d'investissement direct des pays de l'OCDE. Cet investissement dans les pays émergents est de plus en plus nécessaire pour produire localement les biens demandés par les pays émergents, ce qui correspond à la logique économique et politique ;

– à ne pas investir et à se désendetter, sauf aux États-Unis où on voit un comportement plus dynamique des entreprises et le retour du levier d'endettement ;

– à accumuler des réserves financières.

Le cas américain est intéressant. On y voit un redémarrage de l'investissement productif tiré par l'amélioration des conditions de l'offre : faiblesse des coûts – salariaux, particulièrement dans le sud des États-Unis ; baisse du coût de l'énergie avec la production de gaz de schiste. Une rentabilité élevée des entreprises ne garantit donc pas un niveau d'investissement élevé si le marché local n'est pas attractif.

Quels secteurs peuvent créer beaucoup d'emplois ?

Dans la seconde moitié des années 1990, les nouvelles technologies de l'information ont créé un nombre très élevé d'emplois en devenant un secteur important de l'économie, à une époque où la rentabilité des entreprises était élevée. Aujourd'hui, ce secteur est devenu mature et n'est plus créateur d'emplois (il est même destructeur d'emplois). Dans ces conditions, quels pourraient être les secteurs équivalents ?

Une idée communément acceptée est qu'il s'agit du secteur des énergies renouvelables. Mais, si les pays de l'OCDE s'équipent en production d'énergie renouvelable, vont-ils fabriquer en masse les équipements correspondants ? Ce n'est aujourd'hui le cas, parmi les pays de l'OCDE, que pour l'Allemagne et les États-Unis.

Les États vont-ils aider les entreprises ?

La clé de la reprise de la croissance dans les pays de l'OCDE est donc pour nous la capacité des entreprises à créer de nombreux emplois et à investir dans des secteurs qui peuvent se développer rapidement et durablement. Le reste risque d'être seulement du transfert de parts de marché d'un pays de l'OCDE à l'autre : si l'industrie américaine redémarre, c'est probablement en prenant des

parts de marché aux industries des autres pays de l'OCDE (surtout zone euro).

L'aide des États peut être :

– positive : aides à la recherche, commandes publiques, financements en capital...

– défensive : absence de mise en place de mesures défavorables aux entreprises : hausse de la pression fiscale, réglementation trop restrictive du marché du travail, hausse excessive du coût du travail.

Une question compliquée est celle du rôle de l'État dans la définition des «secteurs d'avenir» : doit-il les définir ou seulement accompagner les entreprises ? Quelle est la capacité d'utilisation de la voie réglementaire : normes environnementales...

Y a-t-il un problème de financement des entreprises innovantes ? Ceci n'a pas été le cas structurellement dans le passé, mais pourrait le devenir avec les nouvelles règles prudentielles des banques qui conduisent à durcir les conditions de crédit, en particulier dans la zone euro.

Est-il alors plus efficace pour les États de se substituer aux banques ou de réfléchir aux normes prudentielles ? Rappelons-nous aussi que, à part quelques cas exceptionnels (France), la rentabilité des entreprises est forte, ce qui réduit le risque de problème de financement.

■ Le seul espoir réside dans les entreprises

Très probablement, les États et les ménages auront durablement très peu de moyens macroéconomiques de relancer la croissance des pays de l'OCDE. Les entreprises sont, en moyenne, rentables et ont des réserves financières.

Mais pourquoi investiraient-elles dans les pays de l'OCDE :

- si la croissance est plus forte dans les pays émergents ;
- s'il n'apparaît pas de nouveaux marchés de grande taille ;
- si le contexte réglementaire et fiscal est défavorable ;
- si les coûts de production sont élevés ?

Le rôle essentiel des États serait donc de promouvoir (par la réglementation, les incitations) de nouveaux marchés de grande taille (énergies renouvelables, isolation de l'habitat), à condition qu'il ne s'agisse pas seulement d'un soutien de la demande sans que la production soit locale (comme on le voit dans l'énergie solaire aux États-Unis, en Europe...).

11.

L'innovation

C'est encore dans les pays développés que naissent la plupart des innovations, mais, en raison de la mondialisation, la diffusion au reste du monde est de plus en plus rapide. L'accélération du processus schumpetérien crée à la fois de fortes incitations et de fortes contraintes pour les pays développés, ainsi que de formidables opportunités pour les pays émergents.

Quelles sont les conditions favorables à l'innovation ? Une politique de l'innovation doit-elle aller plus en aval que la politique de recherche et développement? Les programmes européens ont-ils eu des effets significatifs ?

Quelles seront les innovations les plus porteuses ? Plutôt celles qui s'appuient sur des progrès techniques (iPhone, imagerie médicale...) ou celles qui n'y sont pas liées (Geox, Velib) ?

La société peut-elle orienter l'innovation autrement que par sa consommation ? Peut-elle définir des bornes éthiques et afficher des préférences ?

Contribution du Cercle des économistes

Jean-Michel Charpin

Témoignages

Jean-Louis Chaussade • Carsten Fink • Clara Gaymard • Patrick Hubert
Christian Lajoux • Osamu Motojima • Stéphane Richard • René Steichen
Scott Stern

Modérateur

Nicolas Pierron

Une méthode positive pour surmonter les défis

Jean-Michel Charpin

Comme beaucoup d'autres concepts économiques, celui d'innovation se comprend sans difficulté parce qu'il trouve son origine dans le vocabulaire courant. Mais, contrairement à d'autres, il ne nécessite guère de précisions théoriques ou méthodologiques. Le manuel d'Oslo élaboré à ce sujet sous l'égide de l'OCDE est certes utile, notamment pour ses typologies, mais il reste préférable de conserver une définition large de l'innovation, couvrant toutes les façons d'innover.

L'innovation, c'est de façon générale l'attitude, le comportement qui consistent à chercher dans le mouvement la solution aux difficultés. Elle s'oppose ainsi à tous les réflexes de peur, aux tentations de retour en arrière, aux recherches de bouc émissaire. Dès lors, ce thème se trouve par nature au cœur de la problématique des Rencontres économiques.

La vaste recomposition économique et politique à l'œuvre, qui voit les pays développés concurrencés, contestés, dans certains cas dépassés par certains pays émergents pourrait en effet déboucher sur des attitudes craintives et rétrogrades. L'innovation synthétise la méthode tonique pour y faire face, celle qui consiste à accepter cette concurrence et à bénéficier de cette émulation pour contribuer au progrès commun.

■ Les conditions de l'innovation

Depuis une trentaine d'années, la «révolution numérique» est à la source d'innovations considérables liées à son impact sur le stockage, le transport et le traitement de l'information sous toutes ses formes. Il en résulte des créations de nouveaux produits et services, ainsi que des changements majeurs

dans les procédés de production. Mais les innovations de la période ne se réduisent pas à celles qui trouvent leur origine dans les progrès techniques. Tout aussi souvent, elles résultent d'adaptations aux nouvelles demandes des consommateurs ou à de nouveaux modes de vie, ainsi qu'aux possibilités offertes par la mondialisation. D'ailleurs, dans de nombreux cas – pensons par exemple au Velib, aux aliments bio, aux chaussures Geox –, il serait compliqué, voire artificiel de faire la part de ces différentes explications dans leur naissance et leur concrétisation.

Dans ces conditions, les principales questions qui se posent sont les suivantes :

– L'intensité de la concurrence dans les pays développés est-elle suffisante pour inciter à l'innovation ? Quelles sont les protections et rentes de situation qu'il conviendrait dans cette optique de réduire ? La protection de la propriété intellectuelle est-elle correctement dosée ?

– Après l'élargissement de l'éventail des revenus au cours des vingt-cinq dernières années et l'allègement de la fiscalité des hauts revenus qui l'a accompagné et accentué, ne peut-on juger que ces incitations financières ont désormais atteint leurs limites et qu'il faut jouer sur d'autres leviers ?

– La sélection des innovations suppose que les gaspillages soient évités, que l'allocation des ressources reste rigoureuse, au moins dans le long terme. Lorsque le financement est entièrement privé, on peut juger que les autorités publiques n'ont pas à interférer. En revanche, quels sont les dispositifs de sélection à mettre en œuvre lorsqu'un accès privilégié à des financements, voire des subventions est organisé pour favoriser l'innovation ?

■ Les politiques de l'innovation

Alors que le processus de Bologne, lancé en 1999 en matière d'enseignement supérieur, a rapidement connu un succès éclatant en Europe s'appuyant sur la généralisation du modèle LMD et les initiatives des acteurs, la stratégie lancée à Lisbonne en 2000 a connu un sort tout à fait différent. L'Europe de l'innovation n'existe guère, et les performances européennes en matière d'innovation restent médiocres. Les gains de productivité ne cessent de ralentir et les parts de marché européennes sur les marchés mondiaux de se contracter. Ces constats ont été abondamment documentés par la Commission européenne elle-même, notamment à l'occasion du rapport élaboré par la Commission Kok. L'avenir dira si la nouvelle perspective Europe 2020 connaîtra plus de succès. Ces difficultés sont en tout cas le signe que la définition de politiques de l'innovation reste délicate.

Au-delà de la création d'un environnement favorisant les conditions de l'innovation et de politiques actives en matière d'enseignement supérieur d'une

part, de recherche et développement d'autre part, quels sont les ingrédients souhaitables d'une politique de l'innovation ?

En France, le président Sarkozy avait lancé un programme d'investissements dits d'avenir. Une gouvernance originale devait favoriser une sélection sévère des projets financés et éviter le risque de nourrir des « éléphants blancs ». Il serait utile de discuter ce programme : faut-il le considérer comme un retour des anciennes politiques de sélection des priorités, qui ont si souvent échoué dans le passé, ou, au contraire, comme une tentative originale et prometteuse pour sauvegarder des priorités à long terme, notamment en matière de recherche, en période de rigueur budgétaire ?

La mondialisation, l'élévation du niveau d'éducation dans l'ensemble du monde, la facilité croissante des communications expliquent la diffusion de plus en plus rapide des innovations. Souvent encore nées en Occident, celles-ci sont exploitées rapidement dans les pays émergents, nourrissant leur rapide croissance. La concurrence qui en résulte pour les pays développés crée à la fois des menaces et des opportunités. C'est bien en tout cas de leur capacité à renouveler en permanence cette dynamique schumpétérienne que dépendra la contribution des pays développés à la croissance mondiale et le maintien de leur avantage de niveau de vie.

Innovation, a Long-Term Commitment

Scott Stern

MIT

I would like to set the context for our discussion. We have a wonderful group here of policymakers, practitioners and others, and it is really important, particularly given the broader theme of this conference, to think about the role that innovation plays in competitiveness, and the role that innovation plays in shaping and lifting up prosperity both for France and globally.

Basically, I would like to make five interrelated points. The first of those is that, ultimately, innovation has the potential to transform and alleviate the most pressing social, political and economic challenges that we face. That having been said, innovation is not free. Our best understanding is that innovation will require long-term commitment and resources, human, financial and infrastructural.

Precisely because innovation requires, commitment, passion and a long-term view, there have only been a certain number of places around the world that have been really successful in fostering an effective and dynamic innovation-driven entrepreneurial ecosystem. Ultimately, innovation is not random, but emerges in regional innovation ecosystems, not all the time but by and large.

How do we set up those ecosystems? I will talk here about the role of innovation policy, incentives, institutions and policy. Given all that background framework, the fact is that the very nature of innovation is changing, and in fact some of the most intensive innovations that we have been doing over the past few decades, particularly in the information technology centre, particularly in ways that have opened new vistas around globalization and healthcare, are changing the very nature of how we innovate going forward.

► **No one-size-fits-all policy for innovation**

Our excellent panel comes from an incredibly diverse set of industries and contacts, and I want to make sure I say that innovation is enormously diverse. There will be no one-size-fits-all policy for all kinds of innovation, for the broad range of innovation activities that people have been talking about.

I just want to make one contrast between two products that are now closely linked to the French system. For example, one is the kind of innovations being done by companies like Sanofi-Aventis. I am more knowledgeable about Genzyme¹, their acquisition in Cambridge Massachusetts, which has been coming up with therapies that can actually save the lives of children who would have ultimately died, but those innovations cost, and the price per therapy is more than USD100,000 per year.

We have Plumpy'Nut nutrition bars on the other hand, a wonderful French innovation that has probably done more over the past five years to alleviate gastric hunger in very poor environments around the world. Now, the French company that produces the Plumpy'Nut has received much criticism because they have a patent on that. However, a good question is, would Plumpy'Nut have been commercialized and helped those children.

Once again, we have to think very hard about the different contexts and diverse environments and applications that innovation plays into. That being said, there are some very fundamental drivers of the ability of economies and companies to innovate at the global frontier. Ultimately, there are some fundamental drivers of the national or regional innovative capacity of a particular place. That includes some basic investments in a common innovation infrastructure, the basic rules and policies for building a science and engineering workforce and creating access to risk capital.

Innovation, on the other side, is actually done, by and large, in companies, real companies that are competing, often quite locally, in very dynamic regional clusters, and the nature of those clusters will be different across different regions throughout the world and in different contexts. Ultimately, one of the great challenges of innovation policy, and for this panel, is to bring those broad commitments –essentially large educational commitments to building a science and engineering workforce– and linking them up effectively with the specific needs and requirements in which a particular region has comparative advantage. Let us think about that as we go forward.

1. Genzyme Corporation is a fully owned subsidiary of Sanofi. It specializes in Products targeted on rare inherited disorders, kidney disease, orthopedics, transplant and immune disease, cancer, and diagnostic testing.

One of the big elements involved in getting to those kinds of commitments is the building of an innovator workforce. A question came up in the question and answer session² in an earlier panel on education, about the kinds of training that will be required, the kind of educational commitment that is required, in order to build an effective innovator workforce.

One of the things coming from the perspective of the United States, and is also a challenge in Europe, is less interest in the part of students to enter science, engineering and mathematics fields. Over time, there has been a significant increase in the total number of individuals, both at an absolute level and on a global basis, involved in R&D, in doing innovation, and essentially trying to be part of that innovator workforce.

One of the interesting challenges for economists and for policymakers in this area is that, even though we now spend a lot more on innovation, our overall total factor productivity (TFP) growth rate is at best constant, and obviously, in the context of this conference, all the Western economies are facing the most difficult economic challenges that they have faced in the last 70 years, despite that very significant innovation and investment. A good question, which I am asked all the time, is why that innovation investment we have made is not paying off.

► **The changing nature of innovation**

There are two other pieces around that which speak to the broad themes of this conference concern the changing global nature of innovation. One component of that 30 years ago the United States, partly because of the context of the post-World War Two era, was the dominant producer of innovation at a global level. There were some small exceptions to that, of course. That having been said, there has been great convergence over time, with lots of OECD countries in the innovation game, which founded their comparative advantage and competitiveness on innovation. However, the most important thing that has happened recently is the rise of a true innovator workforce and innovator capacity among a group of emerging Asian economies, most notably China.

I have a group at MIT that is working on understanding the Chinese innovation landscape, and one thing I will say is that, no matter how fast you think China is growing, its innovation capacity is growing much faster.

Although innovation is for local markets, we see these hotspots around the world, whether in Singapore, Israel, Silicon Valley, Cambridge

2. Voir session 10 «L'avenir passe par l'éducation» *Échanges*, page 415.

Massachusetts, Toulouse, etc. Toulouse probably does more innovation with a global impact than much of the rest of France combined. We should be asking what activities and policies those regions have invested in that allow those hotspots to emerge, and that gets to my last broad theme, which is around innovation policy. Let me say a few brief words about that.

► **The issue of intellectual property**

The first is that, over the last 15 years, a very significant body of evidence has been assembled that really talks to how important incentives are, how important intellectual property is, and how important institutions are. Getting the details of that is complicated, of course. There is a large body of work, on the one hand, that says the patent system is very complicated, and a case can be decided one way or the other, but one thing the patent system absolutely does is to help products get to market. It allows trade in the market for ideas, the market for innovation; it allows, for example, a small entrepreneur to work with a bigger company to achieve a licensing deal, and that is important for areas like biotechnology.

Regarding the most upstream research, on the other hand, allowing people to get strong patents can get in the way. For example, we have shown that work by the US Government leading to looser intellectual property in the area of genetics led to an absolute explosion in experimentation, diversity and innovation by freeing up the intellectual contents.

Finally, I want to make the point that the nature of innovation is itself changing. One of the most important things we have innovated in over the past 40 years has been the information technology revolution. Moore's Law is arguably the single most important factor shaping everything that we do. I think it is fair to say that not only has that provided us with our iPhones so we can all talk to our children, but it has also changed the nature of how we innovate, how we gather knowledge, how we accumulate it, and how we produce new knowledge going forward. It has led to the rise of new institutions, whether it is Wikipedia, creative commons, the X Prize, and so on.

Finally, with that very success comes a whole new set of challenges. Global warming is the consequence of innovations from the 19th century. We came up with great innovations that created energy for one generation, and now we have to address the consequences of those prior innovations with a new route. The question is how we then ensure that we will have the capacity to innovate going forward given these global challenges.

Le médicament, emblème des produits à forte valeur ajoutée

Christian Lajoux

LEEM

L'innovation change progressivement de nature, son amortissement devient de plus en plus aléatoire, elle demande des conditions particulières et une volonté politique forte pour s'épanouir. C'est un point structurant du changement de *business model* des industries de santé. On est certes loin des ambitions européennes du début de la dernière décennie dans l'agenda de Lisbonne si la France et l'Europe ne sont pas significativement distancées dans la compétition internationale sont-elles encore aptes à y jouer un rôle de premier plan ?

► La nature de l'innovation se modifie

L'innovation peut revêtir plusieurs formes notamment incrémentale ou de rupture.

L'innovation incrémentale, c'est-à-dire l'amélioration d'un principe ou d'une molécule déjà existant, s'ajoute à la découverte née d'un saut technologique. Dans le domaine de la santé, elle apporte confort et qualité de vie aux malades. Elle doit être reconnue par les autorités de santé et non négligée comme c'est le cas aujourd'hui en France. Les critères d'évaluation actuels ne permettent pas une rémunération légitime de cette innovation incrémentale.

L'innovation de rupture est de plus en plus recherchée par les équipes de chercheurs car plus prestigieuse et porteuse de progrès majeur tant en termes de santé qu'en termes économiques. Elle résulte parfois du hasard mais beaucoup plus souvent de la conjonction de conditions favorables liées à la formation des chercheurs, à l'organisation de la R&D, aux

interactions public/privé, à son financement (mode et niveau), à l'ensemble de l'écosystème,...

Elle est le fruit d'une organisation tendant à l'efficacité, au retour sur investissement et donc à une plus grande sélection des projets.

La recherche se mondialise, l'accumulation et la diffusion des connaissances s'effectuent quasiment en temps réel, induisant une compétition «féroce» entre les pays développés et entre ces derniers et les pays émergents (BRIC). Ces pays forment déjà des chercheurs remarquables en grand nombre mais ils ne disposent pas encore de structures de recherche de taille suffisante et d'organisation satisfaisante susceptibles de générer des découvertes majeures.

L'organisation de la recherche est en pleine mutation et transformation radicale dans tous les groupes mondialisés du médicament pour accroître son efficacité : petites structures autonomes au sein et plus souvent encore en marge de grandes entreprises, recours au moins dans les sciences du vivant à de nombreuses disciplines : biotechnologie, informatique, chimie, physique, mathématiques (exemple : modélisation des essais cliniques)...

Elle fait appel de plus en plus à la sous-traitance, modalité plus souple et au partenariat public/privé.

En France, ces dernières années ont vu le décloisonnement de la recherche académique et une véritable ouverture vers des structures associatives, notamment privées, sur des thèmes précis, favorisée par les grands plans de santé publique (cancers, Alzheimer...). Ils permettent des financements par projets et non par structures. C'est l'occasion de redire la qualité de la recherche académique ou universitaire française, son retard encore aujourd'hui dans la valorisation, et l'insuffisance d'écosystèmes efficaces malgré quelques pôles de compétitivité performants.

À l'instar de nombreux États, la France a encouragé le développement de pôles de compétitivité spécifiques, de clusters d'entreprises afin d'être attractive et d'acquiescer une visibilité mondiale. Dans ce domaine de l'organisation de la recherche publique et des partenariats avec le secteur industriel privé des sciences du vivant, le bilan des initiatives des récentes années est indiscutablement jugé positif par les entreprises de toute culture et inscrit dans le monde aujourd'hui. Notre secteur y a beaucoup participé, en créant une plateforme d'échange public/privé (ARIIS, en réponse à la coordination publique AVIESAN). L'ensemble de cette dynamique doit être poursuivi.

L'innovation s'adapte et change de nature. Issue en grande partie des pays développés en réponse à leurs besoins, elle doit pour s'internationaliser répondre à une dimension locale pour satisfaire des demandes spécifiques

par grandes zones de population. Les populations de chaque continent développent des pathologies spécifiques même si les pathologies propres à l'élévation du niveau de vie (obésité, diabète, cancers...) se répandent.

► **L'amortissement de l'innovation devient un défi**

En santé, les coûts de la recherche et du développement croissent de façon exponentielle. Un laboratoire pharmaceutique doit investir de l'ordre d'un milliard d'euros pour la mise au marché d'un médicament innovant, quasiment par autofinancement compte tenu de son caractère aléatoire. Cet investissement devient de plus en plus difficile à amortir. Un euro investi en R&D aujourd'hui ne génère plus que 0,7 euro de retour sur investissement. Les autorités d'évaluation élèvent de façon continue les exigences de preuve et exercent une vigilance accrue sur la détection des effets secondaires préjudiciables aux patients, restreignant ainsi les populations cibles des médicaments, s'agissant du stock comme du flux de la pharmacopée. Les Autorités renforcent ainsi la dimension aléatoire cette fois de l'exploitation d'un produit nouveau. En trois ans, les critères se sont durcis aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France. Les entreprises doivent faire face également à la maîtrise des dépenses de santé quel que soit le mode d'organisation et de prise en charge des biens et services de santé. Dans le même temps, les associations de patients exercent des pressions sur les laboratoires et les Pouvoirs Publics pour accélérer la mise à disposition de l'innovation.

La R&D exige le respect de la propriété intellectuelle. L'innovation doit être protégée sans nuire à sa diffusion rapide ; or le droit des brevets ne s'applique pas de manière uniforme. Certains pays notamment émergents possèdent des législations beaucoup plus souples pour favoriser leur propre industrie de génériques. Et même dans les pays développés, le champ de la brevetabilité se réduit ; le médicament est le secteur emblématique de la fragilité de cette protection, avec de puissants groupes mondialisés de génériques. L'industrie a du mal à convaincre, dans un domaine où le passionnel l'emporte souvent sur le rationnel, qu'il n'y a pas de progrès thérapeutique sans protection de l'innovation, et que le progrès immédiatement bien commun reste sans lendemain. C'est la parabole du passager clandestin.

Pour autant, la fonction de copieur légal ou licite n'a pas à être dénigrée et ce n'est pas là mon propos. Sanofi, comme beaucoup des entreprises majeures du secteur, possède une division générique. Cette fonction répond à un autre modèle économique tout aussi légitime que celui qui gouverne la mise au point des produits princeps.

► **L'innovation, porteuse de progrès, doit être encouragée**

Nombreux sont les États qui ont pris des mesures destinées à favoriser l'innovation. La France a créé le crédit impôt recherche (CIR) dont les résultats sont encourageants voire exemplaires pour maintenir ou attirer des centres de R&D sur le territoire national. Ses modalités actuelles sont satisfaisantes, il serait improductif de céder à une tentation bien française de diluer l'attribution des crédits par une technique de saupoudrage totalement inefficace. Un effet de « masse » doit au contraire être recherché. La création de *clusters* nécessite des investissements importants des entreprises dont le CIR constitue un effet de levier indispensable.

L'innovation est conditionnée par le décloisonnement des différentes sciences, ce qui favorise l'apparition de nouveaux métiers nécessaires à la compréhension de modes de raisonnement inconnus liés aux nouvelles synergies. Ces métiers requièrent des formations adaptées et évolutives, nouveau challenge pour l'Université et les Grandes écoles. L'autonomie des universités permet ces avancées dans des domaines d'excellence, par exemple les sciences de la vie, reconnus comme prioritaires car porteurs d'avenir. La France ne doit pas rater le tournant des biotechnologies. Les pays développés seront balayés de la R&D s'ils ne s'adaptent pas à ce nouveau mode de relations interdisciplinaires.

Ce sujet complexe, majeur, de la formation aux métiers de demain est sous-estimé. Serons-nous capables de former des chercheurs de haut niveau et de les conserver, d'attirer les meilleurs étudiants étrangers ? L'industrie pharmaceutique a noué récemment des partenariats avec plusieurs universités pour une adaptation des formations aux futurs besoins des entreprises et le secteur vient d'investir dans la création d'un observatoire des métiers avec la puissance publique et les partenaires sociaux. Cette anticipation des besoins de formation pour les emplois de demain va bien au-delà des actions, développées par Pôle Emploi avec certains secteurs industriels, de communication sur les métiers de l'industrie auprès des jeunes et des chômeurs ou encore du simple repérage de postes non pourvus. De la même façon, il avait su anticiper la réduction drastique de la visite médicale. L'objectif est de parvenir à une meilleure adéquation entre besoins et formations à moyen terme notamment au niveau des doctorants. Le secteur interpellera les Pouvoirs Publics sur cette dimension majeure de l'attractivité du territoire.

Dernières conditions de succès : un respect bien compris du principe de précaution. La recherche de sécurité des patients est légitime, le législateur a défini le contenu du principe de précaution qui garantit l'innocuité de

l'innovation mais ce principe ne doit pas conduire à inhiber la R&D. Des pays plus ouverts au progrès attirent sur leur sol de plus en plus d'essais cliniques au préjudice de la France dont la qualité du système de santé et de sa médecine mais aussi son attachement au respect des personnes et à la vie humaine sont pourtant reconnus. Il convient de définir une juste application du principe de précaution.

► **Conclusion**

La France possède de nombreux atouts et a entrepris ces dernières années des réformes de grande envergure : autonomie des universités, grand emprunt et investissements d'avenir, crédit impôt recherche, création de pôles de compétitivité, et plus particulièrement pour le médicament et les technologies médicales du Conseil Stratégique des Industries de Santé...

L'innovation est l'une des conditions essentielles à la réindustrialisation de la France qui ne peut concurrencer les autres pays que par une différenciation de ses produits, c'est-à-dire fabriquer des produits à forte valeur ajoutée intégrant le progrès technique, et non par une seule diminution de ses coûts de production par ailleurs non contestée. Le médicament est l'emblème de ce type de produits innovants.

Il faut amplifier ces réformes, à défaut c'est l'indépendance nationale qui est en jeu autant que la balance commerciale ou l'image de notre pays dans le monde.

La politique d'innovation, un équilibre délicat

René Steichen

SES

La politique d'innovation d'une entreprise doit composer avec des dynamiques opposées, liées d'une part aux contraintes opérationnelles et financières, et d'autre part aux exigences commerciales qui poussent au développement de nouvelles applications et de nouveaux marchés. Ce texte décrit de façon sommaire les caractéristiques principales des processus d'innovation dans le vécu quotidien du groupe SES.

SES est l'un des leaders mondiaux de la télécommunication par satellite. 50 satellites en orbite géostationnaire (à quelque 36 000 km au-dessus de l'équateur) assurent la diffusion de plus de 6 000 chaînes TV et radio dans le monde entier (il s'agit là de la plus grande plateforme satellitaire de distribution audiovisuelle au monde). SES fournit également d'innombrables liaisons de communication pour des entreprises, des opérateurs de télécom, des institutions publiques et des agences gouvernementales. Les activités de la société touchent au spatial, aux télécommunications, à la radiodiffusion – tous des domaines perçus comme étant à la pointe de l'innovation. Vu sous un certain angle, cette perception relève cependant un peu du mythe. Soumis à de puissantes contraintes opérationnelles et financières (un satellite coûte cher et, une fois lancé sur orbite, ne pourra plus guère être modifié ou réparé), les opérateurs de satellites en général, et SES en particulier, ne sont nullement des inconditionnels de l'innovation de pointe et de la nouveauté absolue. En règle générale, et surtout dans le doute, ces entreprises préféreront la technologie dont la fiabilité et le fonctionnement prolongé dans l'environnement hostile de l'espace ont été démontrés. Même si cette technologie n'est point d'avant-garde et peut en fait dater d'hier.

Le spatial commercial représente un chiffre d'affaires d'environ 180 milliards de dollars US à l'échelle mondiale. À eux seuls, les opérateurs de satellites de télécommunication génèrent un chiffre d'affaires combiné de quelque 11 milliards de dollars, et gèrent des programmes d'investissements combinés de l'ordre de deux milliards de dollars par an en moyenne.

En termes d'innovation et de recherche, en paraphrasant une métaphore connue, ces opérateurs de satellites sont tous juchés sur les épaules des géants qui les ont précédés dans leur cheminement technologique. Qu'il s'agisse des satellites, de la technologie de transmission, ou encore des lanceurs nécessaires pour mettre tout cela sur orbite : les ingrédients techniques essentiels sur lesquels s'appuient aujourd'hui les activités du secteur sont issus de programmes de recherche et d'innovation financés par les pouvoirs publics, très souvent pour des raisons stratégiques nationales.

► Économies d'échelle

SES investit dans l'acquisition de satellites et les exploite en louant leurs capacités de transmission à ses clients, par exemple des programmeurs tels que le groupe Canal + ou la BBC. L'avantage de la transmission par satellite réside dans les économies d'échelle : pour diffuser un grand nombre de programmes à un grand nombre de spectateurs à l'intérieur d'un territoire très étendu, le satellite est imbattable.

À condition cependant que le service rendu soit fiable – c'est un élément crucial de l'offre, à la fois du point de vue des clients programmeurs (qui abhorrent les interruptions de transmission), mais aussi du point de vue de la communauté des investisseurs (qui scrute inlassablement la création de valeur actionnariale et déteste tout ce qui risque de mettre en cause la fiabilité établie du système). Toute procédure de « *trial and error* » liée à l'introduction de nouvelles technologies est exclue. Afin de limiter la prise de risque, les opérateurs ont donc recours aux technologies qui ont fait leurs preuves, et ils pratiquent en général une approche innovante prudente et focalisée qu'ils appliquent par couches successives.

Il est possible de distinguer plusieurs types d'approches à l'innovation : celles portant sur les technologies, sur les services, et sur les processus.

► L'innovation technologique

Typiquement, un opérateur de satellites commercial ne se positionnera guère aux commandes d'un processus d'innovation technologique. Un tel processus sera plutôt conduit de concert avec les constructeurs – ce seront

eux qui porteront le processus innovateur en fonction des besoins formulés par un opérateur. L'introduction de satellites à propulsion entièrement électrique en est un exemple. L'avantage de la nouvelle technologie : une économie de poids comparé à la variante classique ; ces satellites reviennent donc moins cher au lancement, ou bien permettent d'héberger davantage de charge utile. Le désavantage : une augmentation de la durée de mise en orbite, qui passe de quelques semaines à quelques mois.

Un satellite «tout électrique» conduit à une amélioration notable du modèle économique de base en réduisant l'investissement par répéteur. Un opérateur commercial s'aventurera dans cette voie à partir du moment où il disposera d'une assurance raisonnable que le taux de fiabilité de son système n'en pâtira pas. La nouvelle technologie devient d'autant plus éligible s'il existe déjà une flotte satellitaire bien développée qui ne se trouverait pas trop affectée par un allongement de la phase de déploiement opérationnel d'un satellite, ni même par un échec ponctuel de la nouvelle technologie.

► L'innovation dans les services

Se démarquer de la concurrence en proposant de nouveaux services mieux ciblés, constitue un modèle d'innovation préféré par un fournisseur de services. L'adoption d'une technologie ayant fait ses preuves, et son adaptation afin d'adresser des besoins non satisfaits, ont été les éléments-clés permettant l'essor de la télévision par satellite en Europe dans les années 90. Cette approche a été à la base de la création d'une chaîne de valeur qui représente aujourd'hui quelques dizaines de milliards d'euros par an.

Dans les années 80, la télédiffusion par satellite en Europe était pensée en termes de marchés nationaux : il était prévu un satellite pour desservir la France en programmes de télévision nationaux, un satellite pour l'Allemagne, un autre pour le Royaume-Uni, et ainsi de suite. S'inspirant du modèle américain de la diffusion à l'échelle continentale, SES introduit à l'époque un concept nouveau. En offrant une couverture pan-européenne ainsi que la possibilité de transmettre un nombre élevé de programmes recevables sur des antennes fixes de petite taille, elle permettait d'un coup à de nombreuses chaînes TV de toucher des millions de foyers en Europe dont l'appétit pour un choix de programmation plus large restait inassouvi.

Une approche similaire peut être détectée actuellement dans le projet de la constellation O3b Networks. Elle proposera, à partir de 2013, de la connectivité à haut débit par satellite essentiellement aux régions en développement du monde, sur base d'une technologie satellitaire établie, mais qui est pour la première fois mise en œuvre dans ce contexte particulier.

► **L'innovation dans les processus opérationnels**

L'amélioration, la simplification et l'accélération des processus sont des ingrédients importants du succès commercial. C'est là un domaine qui se trouve entièrement sous le contrôle d'un opérateur. Par exemple, celui-ci voudra optimiser l'utilisation du spectre de fréquences qu'il commande. SES a développé une stratégie de co-positionnement de satellites sur une même position orbitale ; celle-ci a conduit à une augmentation importante du nombre de chaînes pouvant être transmises, ainsi qu'à une sécurisation mutuelle des satellites, renforçant ainsi la fiabilité du système. Il y a donc eu création de valeur au profit des clients télédiffuseurs par le développement d'un écosystème de programmation varié et mieux sécurisé et au profit des utilisateurs finaux qui disposent d'un plus grand choix de programmes.

Un exemple plus récent : la mise en place de la *Space Data Association* regroupant de multiples opérateurs de satellites dans le monde. L'organisation permet un échange sécurisé d'informations relatives aux positionnements des satellites, contribuant ainsi à augmenter la sécurité des manœuvres en orbite et permettant ainsi d'améliorer les pratiques opérationnelles de tous les participants.

Ces exemples décrivent l'approche pragmatique d'un opérateur commercial de satellites de télécommunication dont la politique d'innovation doit composer avec des contraintes opérationnelles et financières (qui imposent un comportement prudent et conservateur) et des pratiques innovatrices très focalisées sur les besoins apparents des marchés et des partenaires technologiques. Mais il est clair que par ailleurs, le choix des projets porteurs d'innovation est également influencé par d'autres variables, liées par exemple à l'environnement concurrentiel ou aux impératifs du développement durable.

ITER: bringing a Sun to Cadarache

Osamu Motojima

ITER Organization

In a global context of rising oil and gas prices, decreased accessibility to low-cost fossil fuel sources, and an estimated three-fold increase in world energy demand by the end of this century, the “energy question” finds itself propelled to the front of the stage. How will we supply this new energy, and how can we do so without upsetting the fragile environmental balance of our planet?

Fusion energy may be part of the answer. The energy source that powers the Sun and the stars could provide a safe, non-carbon emitting and virtually limitless source of energy. Fusion energy could make an important contribution to the sustainable energy mix of the future.

Although the physical conditions in the core of the Sun and stars cannot be re-created on Earth, physicists and engineers have developed different techniques that lead to the fusion of light atoms and the release of large amounts of energy. A half-century of research marked by spectacular gains in the performance of fusion devices throughout the world has convinced the international scientific community that the goal of demonstrating the scientific and technological feasibility of fusion energy is now within sight.

► **The unanimous choice of Cadarache**

China, the European Union, India, Japan, Korea, Russia and the United States have joined together to launch one of the largest and most ambitious international science projects ever conducted: ITER, the Latin word for “the way”, will bring fusion research to the threshold of the industrial and commercial exploitation of fusion energy.

The ITER fusion machine is based on the “tokamak” concept that has

demonstrated its high performance and reliability –the word *tokamak* is the Russian acronym of “toroidal chamber and magnetic coils.”

On 28 June 2005, after two decades of conceptual and engineering design activities and more than two years of negotiations, the seven ITER Members unanimously agreed to the European proposal to build ITER in Cadarache, in southern France. Since that date, the ITER Organization has been established and 500 collaborators recruited, Domestic Agencies have been created in each ITER Member, the Cadarache site has been cleared and levelled, and construction work launched (2010). The long-nurtured dream of harnessing fusion energy is becoming a tangible reality as ITER progresses.

An important milestone was achieved this year when the foundations for the main Tokamak Complex were completed. Construction work on the buildings that will house the ITER experiments will begin within the next months.

► **First Plasma in November 2020**

Component manufacturing is progressing in factories throughout the world. Beginning in 2014, components for the ITER Tokamak –some of them exceptionally large and heavy– will be transported by sea to the Mediterranean harbor of Berre-l'Étang before traveling the 104-kilometre, specially adapted ITER Itinerary to the ITER site. During the peak years of 2014-2017, on-site assembly and construction operations will require a work force of close to 4,000. ITER will become an operational laboratory in November 2020 with its First Plasma. A several-year «shakedown» period of operation in pure hydrogen is planned during which the machine will remain accessible for repairs and the most promising physics regimes will be tested. This phase will be followed by operation in deuterium with a small amount of tritium to test wall-shielding provisions. Finally, scientists will launch a third phase with increasingly frequent operation with an equal mixture of deuterium and tritium, at full fusion power, in 2027.

ITER aims to achieve pulses of 300-500 seconds and a power amplification of 10 (50 MW input/500 MW output). If these goals are reached early on, as planned, higher amplification factors and longer pulses (up to 50 minutes) will be pursued in the course of operations.

ITER is one of the most complex scientific and engineering projects in the world today. For the ITER Members, this translates to challenging R&D and industrial projects that are placing their laboratories and industries at the forefront of technological progress.

► **Pushing technology to new limits**

The complexity of the ITER design has already pushed a whole range of leading-edge technologies to new limits. Time and again, innovative solutions have been developed to address specific ITER challenges. These solutions have found applications well beyond the bounds of fusion technology. There are already numerous examples of fusion spin-offs that are providing concrete solutions to real and current problems.

Building ITER requires an extremely wide range of industrial systems: vacuum, remote-handling, optics, cryogenics, materials, high heat flux components, superconductors, microwaves sources, computer codes, welding techniques... the list could go on for at least another page.

Already, superconductor R&D has led to significant spin-offs in Magnetic Resonance Imaging (MRI); diagnostics developed for the study of plasma turbulence have found applications in advanced satellite thrusters; innovative techniques to bond carbon-fiber composites originally developed for tokamaks are now used in aerospace... even the clothing industry has benefitted from fusion spin-offs: the electronic looms that produce high added-value cloth and fabrics from computer-generated design owe much of their performance and reliability to the very micro-actuators that were developed for tokamak components.

► **A model for international collaboration**

ITER is also a unique international project. The project relies on the close working relationship of a large number of participating nations, representing over 50 percent of the world's population and 80 percent of the planet's gross industrial product. In the interest of advancing toward viable fusion energy, these nations are pooling scientific and technological knowhow and resources.

Every day, men and women from 25 different nations are "inventing" new ways of working together, both here in Cadarache, where the machine is being built and assembled, and at the Domestic Agencies.

The ITER project is testimony to human creativity and resourcefulness: when confronted with a global challenge, nations can pull together to establish a completely new model for international collaboration.

Innovation in a Transforming World Economy

Carsten Fink

World Intellectual Property Organization

The World Intellectual Property Organization is a multilateral organization, and I think we have, not a unique, but an interesting view of what is happening in different parts of the world. Initially I will be a little journalistic and just present some facts and figures on what is happening on innovation in various parts of the world. I will be a little more speculative in the second part. I will talk about the changing nature of innovation and introduce one element that I think is quite important and quite interesting.

► Innovation: facts and figures

Looking at innovation, one of the first indicators economists turn to are statistics on research and development, and we know they are highly imperfect in measuring innovation, but it is one of the few data points we have. Looking globally at expenditure on research and development, they have pretty much doubled between 1993 and 2009 in real terms. About 70% of global research and development expenditure in 2009 still took place in high-income countries, and what is interesting about the global distribution of research and development expenditure is that it is more concentrated than the distribution of global economic output.

That being said, middle- and low-income countries have clearly caught up; the share of low- and middle-income countries has increased by 13% between 1993 and 2009, and what is fascinating about this is that, to me, this is entirely a story about China. China alone accounts for 10% of those 13% I mentioned.

At WIPO, we are responsible for collecting data on patent applications around the world, and looking at this, one sees that the number of patent applications has increased from around 800,000 per year in the early 1980s to about two million these days, and again, China stands out as the only non-high income country that has seen exponential growth in patent applications.

Looking at other forms of intellectual property this is even more dramatic. Looking at industrial design applications, more than 50% of design filings in the world these days take place in China, and this is really mind-boggling, given that that the Chinese economy still accounts for slightly more than 10% of the world's GDP.

Just to underscore this point about China, what is interesting is that it has an R&D intensity ratio these days of about 1.5%, which is out of line with China being a middle-income country. Comparing that to a country like Mexico, in terms of GDP per capita it is around twice as rich as China yet has an R&D ratio to GDP of about 0.4%. China's R&D to GDP ratio compares to that of Portugal, which obviously is in a situation of crisis but is still far richer in terms of GDP per capita than China.

► **Innovation policy in China**

What explains this? We probably know part of the story. China is a country with a high rate of savings, which generates a tremendous pool of investment, and some of that investment has clearly gone into the creation of innovative capacity. I think we can also say that a lot of that is directed by policy. One may call it industrial policy, but one may also call it innovation policy, and one could argue it almost follows textbook economics in the sense that it tries to address the many market failures that exist in the economic activity called innovation.

There are a lot more questions. How much real innovation capacity is being created? Chinese policymakers are among the first to ask the question of what is the quality behind a lot of the intellectual property that is generated in China. We are only beginning to understand what is behind China's IP surge, as some studies are emerging in China and elsewhere that give us a sense of what is going on. However, in terms of economic history, I would argue that it is a largely unprecedented phenomenon. We know there is real innovative capacity behind it, but I think it will still take some time for us to assess what the implications of all of that will be.

► **The changing nature of innovation**

We published a report on this subject late last year, and one of the arguments we make in that report is that, looking at the way innovation is conducted, one can argue that one thing has changed. Just as we have seen a defragmentation of the manufacturing process, where different components of the manufacturing process can be geographically separated and undertaken in different parts of the world, one sees something similar in terms of the innovation process. It was never the case that innovation was done entirely in-house. Firms have always collaborated with universities and other firms, but I think there are a number of reasons one can believe that something different is happening here.

One is that technology itself has become more complex, and there are clear benefits from specialization. Sometimes specialization occurs around economic clusters that exist in different parts of the world, and also in different regions of economies. I always use the example of battery technology. There are companies, which are really good at finding ways to extend the life of batteries, but they may not be in the best position to manufacture all the applications that use batteries these days; however, they can take out intellectual property and license the patents that they generate and therefore make their technology available to other firms.

A second element that has driven greater fragmentation is the revolution that has taken place in the area of information and communication technologies. A lot of innovation is the processing of information, and to the extent that that is more easily communicated at a distance, it is possible to separate different parts of the innovation process and locate them in different places. Sometimes that still takes place under the roof of one company, and sometimes it takes place in the open market.

Finally, I think companies have realized that cost savings, through locating certain parts of the R&D and commercialization process in different countries –this is the traditional trade argument of exploiting comparative advantage– has yet another dimension. Companies also want to be close to the market, because a lot of adaptive research and development that is going on may not necessarily lead to technological breakthroughs but responds to the needs of local consumers.

What does all of that imply for the future of innovation? I think that it does imply certain challenges. There is probably the traditional fear in the Western world of hollowing out; the argument used to be that “maybe we lost labor intensive manufacturing, but our future is in knowledge intensive

activities". Might it be the case that in the future those knowledge intensive activities will also take place in the developing countries?

I think that is probably too pessimistic a view, and there are grounds for optimism here. I think there are real benefits from specialization. What I think will in some sense be the future of innovation policy will be to identify the strength of the local economy and build on that, exploiting it to the greatest extent possible.

Having said that, to conclude on an optimistic note, I think the greater defragmentation of the innovation process also holds important opportunities precisely because it can increase the efficiency of the innovation process, increase the effectiveness of the innovation process, and make use of resources that exist in different parts of the world. Clearly, if innovation really is the solution to many of the economic and social problems that we face, it is something that society needs.

Respirer l'air du temps, et y trouver l'éternité

Clara Gaymard

GE France

On parle énormément des pays émergents. On parle de la Chine, du Brésil, de l'Inde comme de partenaires ou de concurrents éventuels, mais on ne parle pas des technologies émergentes. Nous vivons aujourd'hui dans un monde très particulier, où la quasi-totalité des technologies qui vont changer notre futur et nous permettre de créer de la croissance ne sont pas encore connues. Ces technologies, il est donc possible de les associer au concept d'émergence.

J'illustre mon propos par quelques exemples : l'énergie solaire, l'éolien, l'efficacité énergétique, le *cloud computing*, l'Internet des objets, le *machine-to-machine*, le véhicule électrique, l'énergie distribuée, les nanotechnologies... Toutes ces technologies sont émergentes. Elles n'ont pas encore trouvé leur *business model*, elles n'ont pas encore trouvé leur équilibre technologique, elles n'ont pas encore trouvé leur performance, et pourtant elles sont là. Elles sont en train d'émerger, pour la plupart en Europe. Ce qui me fait penser que, dans les années à venir, notre continent a encore de belles cartes à jouer. Je demeure donc optimiste !

Mais que faut-il faire, alors, pour encourager l'épanouissement de ces technologies émergentes en Europe, et notamment en France ? Comment reprendre une certaine forme de leadership sur ce qui va changer notre monde demain ?

► Ne pas faire de saupoudrage

La France, pour parler d'elle, a des écosystèmes extrêmement puissants : dans l'aéronautique, dans les transports, dans la santé, dans l'énergie

sachant que, pour l'énergie, ce n'est pas tant la question de la production énergétique qui importe, mais celle des réseaux et de la gestion intelligente de la demande. Il nous faut donc nous concentrer sur ces secteurs où nous avons déjà une longueur d'avance, afin de demeurer en mesure de définir les standards, les modes économiques et les modes d'utilisation de ces technologies.

► ***Small is not the only one that is beautiful!***

Il faut arrêter de penser que seul *small is beautiful*. Bien sûr, il faut aider les PME ; bien sûr, les PME sont l'un des acteurs majeurs de l'économie française. Mais pour ce qui concerne la R&D, je crois que centrer le crédit impôt-recherche sur les PME serait une grave erreur. Je ne veux pas focaliser sur General Electric, mais voici un exemple très concret. Nous avons investi en France dans un produit, «Discovery», que nous commençons à commercialiser. C'est une machine qui permet de faire de l'imagerie médicale pendant les actes chirurgicaux. Elle a été élaborée en partenariat avec une PME française qui s'appelle BA Systèmes, qui initialement faisait des chariots de levage et qui a un savoir-faire dans la technologie des lasers. Nous avons fait entrer cette PME dans un autre domaine, la haute technologie de la santé. Nous avons également travaillé avec le CEA pour réaliser une roue qui soit quasiment une boule complète. Le CEA en a d'ailleurs la propriété intellectuelle et industrielle. Le CNRS a aussi été associé au projet, et sa contribution a été de donner à «Discovery» la plus grande mobilité possible. Le CNRS a lui aussi gardé la propriété intellectuelle de son travail. GE, au total, a investi 32 millions d'euros à la fois dans la recherche et dans le processus de production industriel. «Discovery» est produit en France, d'où l'on fournira le monde entier. Cette innovation a rencontré un vif succès lors de sa première présentation à un congrès mondial qui se tient chaque année à Chicago. Si nous n'avions pas pris la décision de lancer ce programme de recherche en France, il n'existerait ni pour GE, ni pour aucun des acteurs qui ont été partie prenante de ce projet.

Je veux vous donner un autre exemple, avec EDF cette fois. Nous avons monté ensemble un partenariat pour mettre sur pied la «FlexEfficiency 50», la première centrale de production électrique qui allie les énergies fossiles (gaz) aux énergies renouvelables, avec une efficacité record. C'est en France qu'on la produit, et c'est en France que la première centrale verra le jour en 2015.

Ces deux exemples viennent conforter notre approche basée sur le partenariat ou le co-développement avec des PME, des centres de recherche

ou des grandes entreprises. Nous avons besoin des grandes entreprises, nous avons besoin qu'elles investissent dans la recherche et développement et qu'elles soient, d'une certaine manière, aussi le moteur de notre économie.

► **La vitesse, un atout clé**

On a beaucoup parlé de compétitivité, mais il y a une autre forme de compétitivité qui me semble absolument indispensable, c'est la vitesse. Nous, la France, ralentissons alors que le monde accélère. Nous risquons de finir dans l'immobilisme à cause de notre peur du risque. C'est cette peur qui pousse souvent le législateur à élaborer une loi ou une réglementation dès lors qu'un accident ou un risque a été identifié. On pénalise les entreprises vertueuses pour éviter tous les risques, et ce faisant on étouffe le dynamisme de l'innovation – innover, c'est prendre des risques : le refuser, imposer des réglementations partout, c'est tuer la vitesse. Et donc tuer l'innovation.

► **Innovation technique et innovation d'usage**

Nous voyons se développer un nombre croissant d'innovations qui, au delà de l'aspect technologique, sont surtout des innovations d'usage. On ne fabrique plus simplement des produits, on ne fournit plus simplement des services, mais on offre un usage. En termes de *business model*, surtout pour des entreprises comme les nôtres qui sont des entreprises industrielles et de technologie, cela signifie que l'on se rémunère désormais avec le *pay per use*. Tout cela, ce sont des innovations de design, de service, mais aussi d'usage, pour lesquelles il va falloir trouver un accompagnement public-privé.

Je voudrais prendre l'exemple de la santé. On sait bien que la santé à domicile, c'est l'avenir pour les longues maladies, pour les maladies chroniques, pour la maladie d'Alzheimer. Mais qui va payer ? Comment cela va-t-il s'organiser ? Ces questions sont davantage de l'ordre de l'innovation sociale et sociétale que de l'innovation technologique.

Toutes ces problématiques convergent enfin vers une question cruciale : celle du recrutement. On a recruté ces dernières années des gens qui étaient d'excellents exécutants, d'excellents experts, qui s'y connaissaient par cœur en process, en se disant qu'on évitait le risque, avec des gens qui faisaient très bien leur travail. Mais on se rend compte aujourd'hui que, non seulement le monde est plus risqué, mais qu'il est de plus en plus imprévisible. Comment, dans ces conditions, recrute-t-on des gens qui savent créer, des gens qui savent inventer, et pas simplement des gens qui savent bien travailler ?

Pour permettre l'invention, il faut pouvoir s'adjoindre les qualités de gens originaux, hors du commun, qui ne rentrent pas dans les clous, qui n'ont pas forcément le profil qu'on attendait ni le comportement qu'on imaginait. Quand on y réfléchit bien, l'innovation et l'invention passent par le désir et par la création. Et ce qui fait la différence entre la vraie création, la vraie innovation et la simple mode, c'est le fait de pouvoir avoir ici, en France, des gens qui respirent l'air du temps et qui savent y trouver l'éternité.

« Il était une fois dans l'Ouest », conte de fée ou western ?

Patrick Hubert

Clifford Chance

Le conte de fées, d'abord. L'innovation à l'Ouest est portée de façon assez miraculeuse par un système juridique qui met en tension trois démarches qui ne sont pas spontanément cohérentes. D'abord on fait comme si l'inventeur était le vrai innovateur, c'est-à-dire qu'il avait tout fait tout seul, et on lui donne cette récompense absolue : le monopole de son invention. Il peut en faire ce qu'il veut, ne pas l'exploiter, l'exploiter, ce qu'il veut.

Ensuite, deuxième temps, on se souvient que la société est là et qu'elle a joué un rôle important dans l'invention. Du coup on oblige cet inventeur, pas si solitaire que ça, à rendre publique son invention quand il dépose son brevet et on limite dans le temps la durée de son monopole : au bout d'un certain temps, il tombe dans le domaine public.

Enfin, on fait attention à ce que, sur la base de ce monopole, notre inventeur ne développe pas de puissance, de pouvoir au-delà de ce que l'on veut récompenser. Le droit à la concurrence va l'empêcher d'abuser de ce monopole.

Un vrai conte de fées, donc, qui marche assez bien. Il faut être prudent quand on se met à le critiquer ou à tenter de faire mieux : les réalisations des pays occidentaux en matière d'innovation sont suffisamment spectaculaires pour imposer le respect.

► Sans problèmes ?

Certes, quand on a trois forces mises en tension, comme c'est le cas ici, il y a un problème de curseur. Par exemple, on dit aujourd'hui que la

recherche pharmaceutique peine à être rentable. Il faudrait peut-être que la protection soit un peu plus longue, qu'on protège plus longtemps. Mais peut-être que dans les technologies de l'information il faudrait que cela soit moins long. Jeff Bezos dit qu'il faudrait réduire la durée des brevets à trois ans dans ce domaine. Autre débat : la puissance de Google est-elle en rapport avec son invention initiale ? Est-ce qu'il n'y a pas eu un levier trop important entre cette invention et les bénéficiaires qui en ont été tirés ? De cela, les autorités de la concurrence peuvent s'occuper. Au fond, ce sont des sujets classiques, on fait bouger les curseurs : protection plus longue, moins longue, plus de sévérité dans la définition des abus. Il y a des autorités qui s'en occupent, il y a des régulations. Ce n'est pas, me semble-t-il, un sujet fondamental, il faut simplement se souvenir qu'il y a une conséquence à cette modification des curseurs : cela crée de la complexité.

Or, c'est peut-être elle, la complexité, qui peut transformer le conte de fées en western : l'Ouest est-il en train de mourir de la complexité de son système ?

C'est là, je crois, le vrai débat aujourd'hui sur l'avenir de l'Ouest en matière d'innovation. Pour illustrer cette problématique, je vous propose de résumer rapidement le jargon métaphorique qui la décrit : cela suffit je crois à la comprendre et à saisir pourquoi j'ai parlé de western (qui est aussi, ne l'oublions pas, une autre figure de l'Ouest).

► **Au coin du bois !**

D'abord, il y a ce qu'on appelle le *patent thicket*, le «fourré» des brevets. Quand vous lancez un téléphone androïde aujourd'hui, d'après Google il faut environ 250 000 brevets. Autrement dit, on n'a plus l'inventeur qui invente un produit, on a l'inventeur qui invente une micro-innovation, mais qui n'est pas un produit. Celui qui veut lancer le produit, – c'est cela qui nous intéresse, au fond, dans l'économie réelle – est obligé de se demander s'il n'y a pas 250 000 brevets devant lui, dont il faut trouver les titulaires et avec qui il faut négocier des licences. Et cela peut réserver des surprises. Par exemple vous êtes BlackBerry, il y a quelques années, vous avancez dans le *patent thicket* et tout d'un coup vous tombez sur ce qu'on appelle un «troll». Le *patent troll* c'est quelqu'un qui a mis exprès un brevet sur votre chemin, un brevet que vous n'avez pas vu, et pour lequel vous devrez par exemple payer la licence plus de 600 millions de dollars. C'est ce qui est arrivé à BlackBerry.

Vous pouvez avoir des gens qui pratiquent ce qu'on appelle le *patent fooling* : ils vous voient en train d'innover et ils se dépêchent de semer autour de vous des brevets assez proches de ce que vous faites. Quand vous allez vouloir développer votre innovation, vous allez tomber sur ces brevets.

Et pour terminer, le *patent ambush*, l'embuscade par les brevets : vous êtes en train de négocier une norme, et l'une des entreprises qui négocie la norme dit qu'il faut vraiment beaucoup de sécurité, c'est très important pour les consommateurs. On se met d'accord sur ce niveau de sécurité élevée et on s'aperçoit après coup que pour l'atteindre, il faut respecter un brevet que cette entreprise, si soucieuse de sécurité, n'avait pas déposé avant. En réalité, elle était prête à le faire et, dès l'accord sur la norme intervenu, le brevet va apparaître et les industriels qui ont accepté la norme n'ont plus qu'à passer à la caisse, aux conditions imposées par l'*ambusher*.

À tous ces éléments de complexité et de méchanceté, si l'on peut dire, il y a des réponses. Par exemple sur le *patent thickets*, on crée des *pools* de brevets qui vont être licenciés d'un seul coup ou bien on s'accorde des licences croisées. Mais cela pose aussi des problèmes car la concurrence entre ces entreprises qui se tiennent en quelque sorte par la barbichette peut s'en trouver atteinte. Aussi les autorités de la concurrence fixent-elles des règles sur les *pools* de brevet et sur les licences croisées. En ce qui concerne les normes, on a des autorités habilitées à interdire un certain nombre de mauvaises ruses et qui viennent par exemple dire : «Quand vous négociez une norme, vous devez tout mettre sur la table. Et si vous avez des brevets nécessaires pour respecter la norme, ils devront être licenciés dans les conditions équitables.»

Ainsi, ces solutions à la complexité ajoutent-elles des couches de complexité supplémentaire. C'est ce qui explique que, pour contourner ces difficultés, on en arrive à l'idée que cela devient tellement compliqué qu'on ferait peut-être mieux de renoncer : et si on renonçait aux brevets, si on arrêta tout, si on passait à un monde de transparence et d'ouverture complète, un peu inspiré du modèle académique où les avancées scientifiques sont publiées et mises à la disposition de tous ? On va parler par exemple de l'*open source* en matière de logiciels. Ce sont des idées très intéressantes.

► **Transparence ou secret ?**

Mais, attention ! Si on laisse tomber brutalement le système tel qu'il existe, si l'on renonce purement et simplement à protéger l'innovation juridiquement, la réaction normale ne sera pas la transparence, ce sera le secret. On retournera 200, 300, 400 ans en arrière, à l'époque où le roi de France allait faire enlever à Venise un artisan verrier parce que, comme la seule protection des savoir-faire était le secret, on ne pouvait y accéder que d'une seule façon : en enlevant les détenteurs de ce secret.

Et il faut le savoir, les systèmes alternatifs comme l'*open source*, qui sont très intéressants, ne sont pas des systèmes de Bisounours se développant

dans un vide juridique. Ce sont en réalité des systèmes juridiquement très sophistiqués, et qui créent bien entendu leurs propres problèmes. Par exemple la viralité : comme tout utilisateur d'une licence d'*open source* doit lui-même délivrer en aval une licence open source, vous pouvez vous trouver très en aval avec de la propriété intellectuelle en quelque sorte marquée par l'*open source* et dont vous ne pouvez pas tirer de royalties parce que le *business model* dans l'*open source* est différent. C'est un *business model* dont Henry Ford avait rêvé dans l'entre-deux-guerres : ne pas vivre par les *royalties* mais par l'exploitation de l'innovation. Excellente idée dans certains cas mais qui implique que l'on trace l'origine *open source* du logiciel de façon à savoir si l'on a le droit de demander des *royalties* ou pas.

Je ne crois donc pas personnellement que l'Ouest s'en sortira en tournant le dos à son système de protection de l'innovation ni à la complexité qu'il engendre. Je crois plutôt que c'est en la gérant, malheureusement de façon complexe, et en faisant évoluer de façon complexe un système qui l'est déjà. Cela implique à la fois de vivre avec le monde des brevets et d'accepter aussi la naissance d'idées également complexes comme l'*open source*, ou encore comme le *Human Genome Project* par exemple, qui fonctionne différemment à destination des équipes qui veulent ne pas être embêtées par le système de propriété intellectuelle traditionnel.

► **Gérer la complexité, un moindre mal ?**

Finalement, la question pour l'Ouest, qui déterminerait son avenir en tant que région innovante du monde, ne serait-elle pas la capacité à gérer cette complexité qui suppose qu'on ait des experts, des spécialistes ? Aux États-Unis, par exemple, un des débats actuels porte sur le manque de contrôleurs de brevets. C'est ce qui explique que les brevets mettent très longtemps à être approuvés. Mon sentiment, – mais, comme je suis avocat, vous me direz qu'il faut prendre ce que je dis avec une pincée de sel – c'est que finalement ce tissu de complexités et les spécialistes qui vont gérer l'innovation, qui vont innover sur le cadre juridique de l'innovation, sont un des atouts de l'Ouest. Ce n'est peut-être pas très enthousiasmant, car nous avons spontanément tendance à penser que ce qui compte, ce sont les scientifiques et que les couches d'experts qui prolifèrent au-dessus sont plutôt parasitaires, mais c'est comme cela, me semble-t-il, que nous allons progresser : par la modernisation continue d'un système sophistiqué de protection et de circulation de l'innovation, avec sans doute la coexistence de plusieurs modèles qui privilégient différemment la protection et la transparence, et qu'il va falloir articuler entre eux.

L'innovation au service de la croissance verte

Jean-Louis Chaussade

Suez Environnement

Je dirais en préambule que lorsqu'on parle de croissance, on parle nécessairement de croissance verte, le point essentiel à ce sujet étant qu'on peut combiner croissance et soutenabilité de cette croissance. Je pense qu'on peut trouver un chemin qui permette à la fois de protéger la planète et de continuer à croître. Et je pense que ce chemin passe essentiellement par l'innovation, par différentes formes d'innovation, et pas simplement, par l'innovation technique.

► Pour planter le décor

On vous a dit dans un des débats précédents que nous serions à peu près 9 milliards en 2040. Mais ce qu'il faut surtout retenir, c'est que trois quarts de la population mondiale vivraient dans des villes. Si je prends l'exemple simple de la Chine, qui était très rurale au début du XXI^e siècle, aujourd'hui ce sont 50% de sa population qui vivent dans des villes, et demain ce sera 75% de sa population. Le problème de la Chine c'est qu'elle aura 22% de la population mondiale, et 8% des ressources en eau.

Dans le décor aussi, la fin prochaine des matières premières abondantes et bon marché, le pétrole mais aussi toutes les matières premières minérales autres. Ensuite il va falloir nourrir ces 9 milliards d'habitants et cela pose un double problème, celui des terres et de la concurrence d'abord entre les pays sur les terres, et celle de la concurrence sur les différentes utilisations des terres. N'oublions pas non plus que l'agriculture consomme 70% des ressources en eau aujourd'hui consommées par la planète.

Enfin, il y a le réchauffement climatique. Très concrètement, cela va vouloir dire qu'il y a des villes qui aujourd'hui ont de l'eau qui n'auront pas d'eau demain. Comment va-t-on les alimenter ? Cela veut dire qu'il y a des villes qui auront des épisodes pluvieux extrêmement violents qui conduiront à des inondations non maîtrisées, ou en tout cas catastrophiques. On voit bien que ces quelques éléments de décor amènent à une conclusion assez simple, c'est que les *business models*, les modèles auxquels nous étions habitués aujourd'hui sont des modèles profondément dépassés.

Un exemple qui touche la problématique des déchets. Autrefois les déchets, c'était simplement l'élimination, on les collectait, on les mettait dans des décharges. Aujourd'hui les déchets, c'est de la collecte, c'est du tri, c'est de la valorisation, elle peut être énergétique. L'environnement est un des plus grands producteurs d'énergie en Europe. On a l'équivalent d'à peu près, si je devais prendre un exemple, deux centrales nucléaires classiques, donc deux fois 1 000 mégas watts de production. Si vous ne les mettez pas en production énergétique ou en valorisation énergétique, vous les mettez en valorisation matière, et vous utilisez cette matière une deuxième fois ou une troisième fois.

Voilà le décor. C'est un décor qui change, des modèles industriels qui changent et il faut s'y adapter.

► **S'adapter par l'innovation**

À quels types d'innovation pense-t-on ? La première qui vient à l'esprit c'est l'innovation technique ; elle est multiple. Par exemple faire que les eaux résiduaires qui contiennent beaucoup d'énergie puissent être utilisées. On utilise cette énergie pour que les usines qui traitent ces eaux résiduaires deviennent à énergie positive et qu'elles produisent de l'énergie au lieu d'en consommer. Je vous ai parlé des villes qui n'auront pas d'eau, il faudra soit dessaler, soit réutiliser les eaux résiduaires en les traitant et en les utilisant par exemple pour l'irrigation ou l'industrie.

Il faudra aussi dans les innovations techniques être innovant dans la manière d'innover. Je pense qu'aujourd'hui il n'y a pas une seule grande entreprise qui imagine de tout trouver. Donc l'innovation technique devient une innovation de partenariat. D'ailleurs Suez Environnement a des partenariats avec GE tout simplement parce qu'il y a des parties de la chaîne de valeur qu'on ne maîtrise pas, il y a des parties de la chaîne de valeur que GE ne maîtrise pas et nous pensons qu'ensemble on peut maîtriser mieux et trouver des innovations qui permettent de répondre aux besoins de nos clients.

J'ajouterai une autre innovation : les fonds de capital-risque. Nous en avons un qui s'appelle *Blue Orange*. C'est un petit fonds doté d'une cinquantaine de millions d'euros sur une dizaine d'années. La première invention qu'on a aidée, c'est une transformation de plastique non réutilisable pour en faire du gazoil. C'est une innovation, elle n'est pas complètement aboutie. Est-ce qu'elle sera rentable ? Je n'en sais rien. Mais dans tous les cas, le procédé semble marcher.

Deuxième type d'innovation, les innovations contractuelles. Nous, nous sommes confrontés dans nos métiers à différentes évolutions contractuelles. D'abord avec nos clients. Nos clients ne nous font pas signer aujourd'hui les contrats que nous signions il y a vingt ans. En particulier, ils veulent beaucoup plus de transparence, ils veulent une meilleure compréhension de ce que nous faisons. Ils veulent pouvoir jauger de notre capacité à leur apporter un service correctement.

La problématique des volumes est une autre piste de réflexion. On a parlé de l'énergie, on pourrait parler du gaz, de l'électricité, on pourrait parler de l'eau. Autant dans les pays en voie de développement, la demande d'énergie est considérable, autant je pense que dans la vieille Europe l'innovation va aller dans le sens de la réduction de la consommation énergétique. Mais alors quel *business model* ? Nous payons tous nos factures d'eau, d'électricité et de gaz en multipliant le nombre de mètres cubes par un prix. Si on veut faire baisser la consommation, ce n'est sûrement pas le meilleur modèle. Nous appelons cela transformer un modèle de volume en un modèle de valeur.

J'ajoute que la vitesse de l'innovation est devenue telle et les transformations contractuelles sont telles que bien entendu je m'inscris complètement dans l'idée qu'il faut plus de brevets. Il faut qu'ils soient raisonnables à déposer, facilement utilisables. Je pense qu'on a un travail considérable à faire dans ce domaine où tout est devenu plus complexe, et où finalement ceux qui gagnent ce sont les parasites, c'est-à-dire ceux qui utilisent le brevet des autres pour s'enrichir.

Ensuite, je dirais qu'il faut aussi de l'innovation sociale, c'est-à-dire à la fois les tarifs sociaux, la diversité, le dialogue avec la société civile. Enfin, dernier point, il faut de l'innovation partenariale. Mais cela se traduit aussi bien en termes de partenariats entre les entreprises qu'en partenariats avec les États ou les entités publiques. Je pense qu'on ne peut aujourd'hui plus rien faire seul, que ce soit en recherche, en investissements, et il n'y aura de succès dans le développement durable que si nous sommes capables de travailler tous ensemble à travers à l'innovation.

12.

Les mutations énergétiques

La catastrophe de Fukushima a marqué une rupture dans la perception globale du risque nucléaire et a relancé du même coup l'intérêt pour les énergies renouvelables, comme alternative crédible aux modes de production d'énergie actuels.

Cette nouvelle perception du risque nucléaire débouchera-t-elle sur une bifurcation claire vers d'autres modes de production d'énergie ou, plus probablement, des singularités nationales continueront-elles de subsister avec des politiques énergétiques différentes ? Si l'avenir des énergies renouvelables semble se dégager grâce à des politiques d'investissements volontaires, les obstacles scientifiques, techniques et financiers sont importants et la place réelle qu'occuperont ces énergies dans le mix énergétique reste en suspens.

Le processus de mutation actuel est également inédit par le souci apporté à la réduction de la consommation d'énergie et à la traque des pertes énergétiques. Des progrès majeurs peuvent être encore réalisés par la mise en place de réseaux de distribution d'électricité intelligents : les smart grids, de procédés industriels moins énergivores et de mesures incitatives telles que les marchés d'émissions de CO₂, les taxes carbone ou des aides ciblées.

Contribution du Cercle des économistes

Alain Trannoy

Témoignages

Yukiya Amano • Mustapha Bakkoury • Pierre-André de Chalendar
Pierre Gadonneix • Paul Joskow • Hans-Peter Keitel • Dmitry Konov
Pierre Mongin • Luc Oursel • Nobuo Tanaka

Modérateur

Bruna Basini

Les mutations énergétiques après Fukushima

Alain Trannoy

Chaque grand accident nucléaire, *Three Mile Island* aux États-Unis en 1979, Tchernobyl dans l'ex-URSS en 1986 et Fukushima au Japon en 2011, a montré qu'il était possible que l'homme perde le contrôle d'une centrale pendant un certain temps avec des conséquences irrémédiables et dramatiques au voisinage de celle-ci et des conséquences sérieuses et persistantes bien que plus diffuses au-delà d'un certain périmètre. Chaque fois, l'opinion publique et les gouvernements se sont interrogés sur la place que l'on devait réserver à l'énergie nucléaire. La catastrophe de Fukushima n'a pas fait exception à la règle et a marqué une rupture dans la perception globale du risque nucléaire dans un certain nombre de pays (Japon, Allemagne, Italie, Suisse) et relancé du même coup l'intérêt pour les énergies renouvelables, comme alternative incontournable aux modes de production d'énergie actuels.

L'importance de Fukushima ne doit pas être sous-estimée : l'accident intervient quand même 60 ans après la mise en service de la première centrale au monde, et 25 ans après le dernier accident, à Tchernobyl. On pouvait penser à bon droit que ces délais auraient pu être mis à profit pour rendre totalement sûr le fonctionnement des centrales nucléaires. Les esprits ont été frappés que la perte de contrôle soit intervenue au Japon, un des pays les plus avancés de la planète et à qui l'on prête volontiers une réputation de sérieux. Si le fonctionnement et la sûreté des centrales ont été améliorés et écartent le risque d'un accident très grave provenant du fonctionnement même d'une centrale, il reste le problème de la déstabilisation provenant d'un facteur extérieur à la centrale, qu'il soit naturel ou humain. Ceux qui pointent le fait que les tsunamis ne frappent pas, loin s'en faut, tous les pays

de la planète se trompent de diagnostic. Le problème posé par Fukushima est que les autorités d'un pays qui se savait régulièrement frappé par des tsunamis n'ont pas pris la mesure du risque que ceux-ci faisaient peser sur le fonctionnement des centrales implantées en bord de mer. L'événement majeur qui s'est produit au Japon peut arriver dans d'autres pays pour tout autre type de risque. La France est occasionnellement frappée par des attentats terroristes. Leur occurrence montre par défaut que l'on ne peut pas les prévenir à 100%. La dangerosité des centrales nucléaires les désigne naturellement comme des cibles privilégiées d'une action terroriste de grande envergure. Ainsi parce que Fukushima est le premier accident très grave provenant d'une source externe à la centrale, et qu'il est normal de penser que les risques liés à l'environnement naturel ou humain ne peuvent être totalement maîtrisés, la question du devenir de l'énergie nucléaire est posée, en tout cas à l'Ouest qui, par sa richesse globale, peut se passer de ce type d'énergie, s'il s'en donne les moyens. Le Japon a montré au prix de lourds sacrifices qu'il était possible d'arrêter totalement son parc en 14 mois. L'Allemagne d'une manière moins brutale mais très volontariste suit le même chemin.

■ **L'Ouest va-t-il abandonner le nucléaire ?**

Cette nouvelle perception du risque nucléaire débouchera-t-elle sur une bifurcation claire vers d'autres modes de production d'énergie ou, plus probablement, des singularités nationales continueront-elles de subsister avec des politiques énergétiques différentes ? L'Ouest va-t-il abandonner le nucléaire, pendant que les projets d'installation de centrales continueront de voir le jour dans les pays du Sud ? Le « soleil énergétique » se lèvera-t-il à l'Ouest ou au Sud ? Si l'avenir des énergies renouvelables semble se dégager grâce à des politiques d'investissements volontaires dans les pays du Nord de l'Europe, les obstacles scientifiques, techniques et financiers restent importants et la place réelle qu'occuperont ces énergies dans le mix énergétique reste en suspens. Il l'est d'autant plus que l'Europe continue d'être engluée dans une crise de la dette, alors même que le financement de grands investissements (par exemple dans le domaine du transport d'énergie) nécessite de solliciter les marchés financiers. Le caractère d'entraînement pour la croissance de ces grands investissements n'est pas certain sur un plan théorique. Pour qu'un grand investissement entraîne de la croissance, il faut qu'il induise une diminution du prix d'un bien ou service, créant un gain de pouvoir d'achat et ainsi suscitant une hausse de la demande dans les autres secteurs. En l'occurrence, a priori, aucune baisse du prix de l'électricité n'est à attendre, les investissements ne permettant que d'échapper à des risques (risque d'accident nucléaire, risque climatique). Ce sont en quelque sorte des investissements de prévention.

■ **Mise en place des « smart grids »**

Le processus de mutation actuel est également inédit par le souci apporté à la réduction de la consommation d'énergie et à la traque des pertes énergétiques. Là, l'économiste peut se montrer plus optimiste sur le caractère entraînant pour la croissance des économies d'énergie. La diminution du poste consacrée à l'énergie permet des reports de demande vers d'autres biens, favorables à la croissance. Le Japon montre ici la voie et indique comment une action volontariste, à la suite de la pénurie d'électricité peut induire des changements d'habitude dans le secteur résidentiel. L'augmentation du coût de l'énergie inhérente au passage aux énergies renouvelables incitera de toute façon les acteurs économiques à rationaliser et à optimiser leur consommation. Des progrès majeurs sont à venir avec la mise en place de réseaux de distribution d'électricité intelligents, les « smart grids ». Ceux-ci intègrent le fait que les économies d'énergie demandent au jour le jour une attention qui s'avère pénible sur le plan cognitif. La mise en place de systèmes d'information intégrés dans les lieux d'activité professionnelle ou privés permet d'économiser ces coûts de mémorisation et supplée à une faiblesse du comportement humain. Les mesures incitatives telles que les marchés d'émissions de CO₂, les taxes carbone ou des aides ciblées peuvent également contribuer à la réduction de la facture énergétique. L'Ouest montrera-t-il la voie ou les pays émergents seront-ils en mesure de mettre en place à une grande échelle les solutions de l'avenir, franchissant subitement le cap les faisant passer du XIX^e siècle au XXI^e ?

The Future of Nuclear Energy and Nuclear Safety

Yukiya Amano

International Atomic Energy Agency

The IAEA is generally known as the world's nuclear watchdog, which aims to prevent the spread of nuclear weapons. The IAEA became quite well known for its safety activities after the Fukushima Daiichi accident, but in fact we were very active long before that in the use of nuclear technology for the control of cancer in developing countries, water management and food production.

However, today I would like to discuss the future of nuclear power and nuclear safety. The Fukushima Daiichi accident was very severe and some people thought it would lead to the end of nuclear power. This, however, is not the case. What happened after Fukushima Daiichi is very different from what happened after Chernobyl. After the Chernobyl accident, there was no nuclear power plant construction for 20 years, whereas today, after Fukushima Daiichi, 62 new nuclear power plants are under construction. In my capacity as General Director of the IAEA, I visit some 30 countries each year. Whenever I visit these countries, I hear that government leaders believe that nuclear power is an important option.

I went to China. They are very sensitive to safety, but they say that nuclear power is indispensable as an option to provide the necessary energy for industry and for the people. The same goes for India and for developing countries such as Vietnam, the UAE or Bangladesh. This is not limited to developing countries in the south: leaders of eastern European countries like Hungary, Poland, Lithuania and Belarus believe that nuclear continues to be an option.

This June, we had a meeting of the Board of Governors, the decision-making body of the IAEA. The clear message from member states was that nuclear energy remains an option for them, especially for developing countries. A group called the G77 insisted that it should be an option.

► **Nuclear power will expand**

I do not mean, of course, that it is business as usual. We know that, after the Fukushima Daiichi accident, Germany decided to phase out nuclear power. Italy decided not to reintroduce nuclear power. Switzerland decided not to construct new power plants after the end of the lifetime of their reactors, and Belgium and Spain are revising their policies. Wherever I go, national leaders say that renewable energies are important. And public opinion is very much against nuclear power.

All these facts –policy changes in some of the most developed European countries, hostile public opinion against nuclear power as a whole, and a strong interest in renewable energies– do not alter the fact that nuclear power will continue to expand. According to our latest estimate, the number of nuclear reactors will expand by at least 90, and possibly as many as 350, by 2030. There are currently 435 nuclear reactors in operation. This is a steady increase, and we need to have this reality in mind.

What should we do if this is the case? Fukushima Daiichi, in my view, was a very loud and clear wake-up call to every country in the world, to the international community, that safety should come first. Looking at the report from the Japanese Parliament, it was obvious that the Fukushima accident was indeed caused by a huge earthquake and tsunami, but there were human errors, human failings, and we need to learn the right lessons.

Shortly after the Fukushima Daiichi accident, I proposed holding a ministerial meeting in June 2011, which adopted a Ministerial Declaration. The member states of the IAEA adopted an Action Plan in September last year to improve the safety of nuclear power and we are now implementing it. The IAEA and Japan will host a conference at the end of this year in Fukushima Prefecture.

The international community jointly made various efforts, including stress tests at nuclear power plants, strengthened defences including additional power and water supplies, stronger regulatory bodies, and greater security using new technology. Peer review is one of the best ways of comparing best practices and learning from other countries' experience.

In conclusion, I would like to say that, despite the Fukushima Daiichi accident, there is still strong interest in nuclear power, and its use will expand. This is a fact. We have to do our utmost to make it as safe as possible. We have learned, and are still learning lessons and we should not be complacent. But if we continue to implement improved safety measures, we can reduce the possibility of another accident, though we cannot completely eliminate this possibility.

Let's not be Driven by Fear

Nobuo Tanaka

The Institute of Energy Economics, Japan

I used to work for the International Energy Agency, which is very often confused with Mr Amano's organization, the IAEA! It is located in Paris, and we are the oil market watchdog. Watchdogs bark but also sometimes bite by releasing stockpiles of oil. When I went back to Tokyo in September, I found the total chaos in energy policymaking after the Fukushima incident.

► Going for an energy mix

Currently there is a discussion as to what will be the best mix of energy sources for Japan. It is certainly an emotional discussion. Aiming for zero nuclear power toward 2030 is one option. Another option, which means no replacements, no new plants, will lead us to 15% electricity being generated by nuclear energy by 2030. Another option is 20-25%. A further option is not to have a quota but just to leave it to the market.

The political reality will probably lead us to this 15% option, which would mean no replacement and no new plants, but letting people decide eventually, with the development of new renewable energy resources, or gas prices, or the CO₂ emissions situation, leaving the further discussion in the future to the public.

This may be the most likely scenario after Fukushima, but as Amano-san said, the reality is that the nuclear option will still be a very important one in terms of energy security. My role as the ex-Executive Director of the IEA is to give the international context to the Japanese domestic discussion, because current discussion on energy policy, safety and radioactivity is driven by fear, and fear-driven energy policy may not lead us to the appropriate mix.

Therefore, we need to make sure that the Japanese people will make the correct decision about the mix. There are serious issues pending such as what would happen if Israel attacked Iranian nuclear facilities. This is another important field where Mr Amano is trying to create a compromise, but if an attack happens, the Strait of Hormuz will be blocked, at least for a couple of weeks or months.

► **The Japanese economy cannot do without nuclear energy**

The Japanese economy is in total chaos without nuclear. We are paying US\$40 billion per year for additional oil and gas, and this will take up half the current balance surplus, meaning that the Japanese economy will go into a death spiral in the future. This is the kind of risk that the Japanese Government must take seriously. Prime Minister Noda said that there is a risk in the Middle East, which means that we will have to make the decision to restart the nuclear power plant in the Kansai region. This is the kind of thing we have to think seriously about in the short term.

We need a good diversification of energy sources in the long term, so renewable sources will be part of that, and feed-in tariffs are starting to be implemented in Japan. But high feed-in tariffs alone cannot work, because a price bubble might happen as in Spain or Germany, and we have to carefully manage this feed-in tariff system. The grid connection is another very important feature for Germany in phasing out nuclear power; buying nuclear power from France or coal-generated power from Poland is a very good option for this purpose. However, we cannot do that, because there is no connection of grid lines with Russia or with Korea.

Therefore, I believe that collective energy security in the EU is a very interesting model for East Asia. We are importing Russian gas, but that is just 9% of our market, and we could go further. We have to import gas from Russia by pipeline, not only LNG. We must import electricity from Russia by gridlines. This is a totally different direction from what Europe is seeking, but for energy security and diversity for Japan, this is a very interesting option.

We have to go further for very comprehensive security, not only for gas or for oil but for the electricity supply as a whole. This is the very important decision the Japanese Government now has to make.

Finally, technology is probably one of the areas, which can enhance security, and this energy crisis will push Japan further into the technology field. These include certainly energy efficiency, demand control, smart grids, and smart appliances, and this is a new area into which Japan will probably put a lot of investment and research.

Another one is the possibility of methane hydrate, deep in the ocean floor; this could be developed, but the cost is much higher than the possible gas or oil price, so it is a future resource.

The third option is hydrogen. There was euphoria about a hydrogen economy a couple of years ago, but it is now almost forgotten, because the use was only limited to the fuel cell vehicle, and the demand for fuel cell vehicles is very small, so by introducing new transportation and storage technologies for using hydrogen for power plants, the demand could be much greater, and these would give incentives for the infrastructure.

The Perspective of German Business after Fukushima

Hans-Peter Keitel

Federation of German Industries – BDI

► Phasing out of nuclear power and energy transformation: an asset or a risk?

When the legislation to drop nuclear power was passed a year ago –in the aftermath of the tsunami and nuclear meltdown in Japan– there was a sharp turn in energy objectives in Germany. The change of direction is aimed at cutting overall energy consumption by 50% by 2050 and electricity consumption by 25%. In addition, 80% is to be produced by renewables by the same date.

From the very beginning German industry provided constructive support for what is known as the “Wende” (that is a 180° tack in sailing). However, business is concerned about the impact of the decision to phase out nuclear power on security of supply. After 8,000 MW of nuclear power was phased out in 2011, the winter proved to be an endurance test for German energy transformation. In February the energy grid almost collapsed as the energy reserves were exhausted.

Moreover, it should be noted that the ambitious energy turnaround project should not be implemented at the expense of the security and cost effectiveness of energy supplies in order to maintain Germany’s economic position. This is crucial for German industry as it uses 45% of the electricity generated (whereas 25% is used in households) and hence for the German economy: industry generates 25% of the gross domestic product and provides 8 million jobs. Furthermore, industry pulled the German economy out of the financial crisis. Today Germany’s electricity prices for the business/industrial

sector are among the highest in Europe. To keep pace with the international market, the electricity price must be competitive. The “Energiewende” can only be considered a success when energy and electricity supplies are safe, clean and affordable. Should this not be the case industry, prosperity and jobs are at risk.

At the same time energy transformation can be seen as an asset for some industrial sectors –especially the “Mittelstand”, the German medium-sized enterprises– as the change of direction stimulates investment needs and boosts innovation opportunities, for example, for offshore wind farms, photovoltaic modules, electrically powered cars and lagging buildings. Even high-energy industries benefit from the energy transformation despite the rising costs, since the new structure requires their materials (e.g. steel and special chemicals for new windmills and copper for the undersea cable to connect it). As the Federation of German Industries takes all industrial sectors into account, business cannot simply reject the energy turnaround.

In order to score a success with the German go-it-alone business wants to contribute its know-how. The energy switchover can be compared to open-heart surgery and requires intense monitoring and professional management. The Federation of German Industries has repeatedly called for this from the federal government and offers its support and know-how.

► **Is there a place for a more coordinated European policy or will these issues have to remain essentially national?**

When realizing this ambitious project Germany should not forget its European partners as electricity grids and energy markets go beyond frontiers. A change in the composition of German energy sources can only be achieved in a concerted effort. National energy policies should be interlinked to benefit all EU states. The European Commission has therefore introduced the Energy Roadmap 2050. Instead of presenting one strategic option, it describes seven different scenarios based on a different energy mix. The use of the full potential of the internal market is recommended to ensure that electricity is produced where it is most cost-effective. Moreover, more flexible resources are needed in the power system, as there are more variable renewables in the system. According to the Energy Roadmap 2050, access to flexible supplies of all types (such as demand management, storage and flexible back-up power plants) can best be delivered in a well-connected and well-functioning internal energy market.

German industry welcomes this initiative. Headed by Günther Oettinger, the Commission has correctly focused on the internal market

and infrastructure development. The problem of sealing markets should be addressed. An important step would be to harmonize the conveying systems for renewables. Coordination is crucial. Working together will keep costs down and ensure security of supply. In autumn 2012, a survey by the Federation of German Industries is to examine various options to achieve harmonization over the medium term.

Il n'y a pas d'hiver nucléaire

Luc Oursel

AREVA

Je vous propose un voyage à travers le monde pour vous montrer que le nucléaire n'est pas une énergie du passé, mais demeure bien une énergie pour demain.

Commençons par le Japon qui vient d'être évoqué. Le Japon sans énergie nucléaire aujourd'hui (7 juillet 2012, les réacteurs ont commencé à redémarrer courant juillet 2012), est un pays dont la balance commerciale est devenue déficitaire. Paradoxe donc pour un grand pays exportateur.

Regardons l'Allemagne et l'évolution de son modèle énergétique. Aujourd'hui, beaucoup de questions subsistent sur la capacité de l'Allemagne à atteindre cet objectif : le pays se heurte à de très nombreux problèmes, en particulier les montants élevés des subventions accordées aux énergies renouvelables. On parle de près 10 milliards d'euros versés chaque année pour développer ces énergies.

Quant à l'Europe, elle a réagi de manière exceptionnelle après Fukushima. En un mois et demi, toutes les autorités de sûreté nucléaire se sont mises d'accord sur un programme commun d'inspection des centrales, avec un certain nombre d'inspections croisées ; ce programme a été déployé en moins d'une année, validé au niveau européen et a permis de conclure d'abord à la sécurité des centrales, tout en appelant à faire un certain nombre de travaux, mais surtout de mieux s'organiser pour gérer les crises.

Il est par ailleurs faux de penser que l'Europe a abandonné le nucléaire. Début février, à l'initiative de la France et de la Grande-Bretagne, 15 pays se sont réunis à Paris pour confirmer leur engagement dans l'énergie nucléaire, que ce soit les centrales existantes ou les centrales à venir. Jamais nous

n'avons travaillé sur autant d'appels d'offres en Europe aujourd'hui. En Finlande, en Pologne, et demain en Suède. Ce n'est pas du tout l'hiver nucléaire en Europe, zone qui a probablement été, effectivement, après le Japon, la plus affectée émotionnellement, et c'est normal, par les événements de Fukushima. On y voit bien l'impact de Tchernobyl.

Continuons ce voyage à travers le monde et dirigeons-nous maintenant aux États-Unis. L'impact sur l'opinion de Fukushima est extrêmement faible. Les citoyens américains expriment une très forte confiance dans l'industrie nucléaire. Ici aussi, un même dispositif d'audits de sûreté (*stress tests*) a été déployé et a concerné l'ensemble des centrales, et un certain nombre de projets de centrales sont en cours de construction. La principale opposition, ou le principal frein au développement aujourd'hui, c'est simplement le très bas prix du gaz.

Nous pourrions prendre de nombreux autres exemples : l'Inde, la Chine, mais il en a déjà été question. Parlons plutôt d'un autre pays, l'Arabie Saoudite. Premier producteur mondial d'hydrocarbures, ce pays va lancer un programme nucléaire en 2013 pour faire face à ses besoins croissants d'électricité, pour son développement industriel, pour les emplois qu'il est nécessaire de créer dans ce pays pour assurer sa stabilité, et puis tout simplement pour éviter un gaspillage des hydrocarbures dans la production d'électricité.

Finalement, il n'y a pas d'hiver nucléaire, et nous voyons une croissance certes moins importante que deux ans auparavant de la capacité nucléaire installée, croissance de probablement + 50% d'ici 2030.

► **La précarité énergétique**

Bonnes nouvelles pour le groupe AREVA : deux tiers du chiffre d'affaires à l'export, deux tiers des emplois en France. AREVA fait réellement partie du patrimoine national industriel français qui peut à la fois contribuer à résorber le déficit de la balance commerciale et créer des emplois.

Pourquoi en est-il ainsi ? Il en est ainsi parce que l'électricité est de plus en plus nécessaire dans notre vie : dans l'industrie, dans le transport, dans les technologies de l'information, et ce même si – et c'est parfaitement compréhensible – tous les équipementiers travaillent à proposer des équipements moins consommateurs d'électricité. Tout le monde cherche un prix de l'électricité compétitif et stable. Je suis frappé de voir combien la précarité énergétique se développe. La précarité énergétique, c'est le fait qu'un certain nombre de gens payent maintenant plus de 10% de leurs dépenses dans leur facture d'énergie. Il y a 60 millions d'Européens pour

qui toute augmentation des prix de l'électricité serait insupportable pour leur niveau de vie. Il y a là une responsabilité sociale colossale de répondre à ces besoins. Par sa compétitivité économique, et de ce point de vue-là le nucléaire est une solution importante, à défaut d'être la seule.

Évidemment, il y a le problème de la sécurité d'approvisionnement. Nous avons tous oublié les conditions de création du programme nucléaire français. C'était le premier choc pétrolier. Or, des situations géopolitiques ressemblant à celles du premier choc pétrolier sont possibles et même probables. De ce point de vue, là encore, l'outil nucléaire représente une capacité pour tous les pays de produire localement l'électricité et de garantir l'indépendance. Pour autant, il faut tirer les enseignements avec modestie de ce qui s'est passé à Fukushima.

► **Première leçon : la sûreté, la sûreté, la sûreté !**

Nous en ferons davantage encore, nous avons tiré les enseignements de cet événement, en particulier en matière d'organisation de crise. Il faut davantage de coopération internationale, les opinions publiques ne comprenant pas que les autorités de sûreté de chaque pays travaillent indépendamment les unes des autres. L'AIEA¹ a un rôle très important à jouer, mais chaque pays aussi a un rôle majeur pour accepter de ne travailler que dans le respect des plus hauts standards de sûreté, ce que nous faisons quand nous proposons le réacteur EPR sur les marchés.

► **Transparence et équilibre**

La transparence maintenant : le nucléaire nécessite d'être débattu, et il l'est. Fin 2012 doit débiter un débat en France, il y en a eu huit depuis 1981. Au-delà de la France, prenons un autre exemple récent frappant : en Chine, les résultats des inspections de sites ont été mis sur Internet pour recueillir les réactions du public.

Cette technologie nécessite également des compétences, de la technologie, de la R&D. Cela signifie que toutes les politiques de *Stop and go* ou d'accélération trop rapide ou de freinage trop rapide dans le domaine de l'énergie mènent inévitablement à des échecs. Il faut une continuité dans ce secteur.

Il faudra aussi être capable de mobiliser des financements, ce qui n'est pas facile sur des investissements d'infrastructures à très longue durée de vie, alors que le système bancaire est un peu à bout de souffle pour prendre

1. Agence Internationale de l'Énergie Atomique.

des engagements à long terme, et alors que la dérégulation excessive des marchés de l'électricité dissuade aujourd'hui tout investissement.

Il faut bien sûr un équilibre avec les énergies renouvelables et arrêter cette opposition idéologique stérile entre nucléaire et énergies renouvelables. Il y a de la place pour ces deux énergies qui se complètent. Mais, pour développer les énergies renouvelables, il faut les rendre compétitives. Or aujourd'hui, leur développement a été essentiellement subventionné. C'est pour cela qu'AREVA s'est lancé dans le sujet en apportant ses compétences en matière de technologies.

Les énergies renouvelables ont deux inconvénients aujourd'hui : leur coût élevé et leur intermittence. Seule la technologie apportera une réponse à cela, et c'est l'ambition d'AREVA d'apporter notre expérience pour que ces énergies se développent et contribuent à l'équilibre énergétique.

Le Maroc se lance dans l'énergie solaire

Mustapha Bakkoury

Agence Marocaine de l'Énergie Solaire

Je suis ici pour parler du solaire, qui a été présenté comme une nécessité suite à l'accident de Fukushima. Je voudrais en introduction parler d'un autre accident que nous avons vécu, et qui a été le déclencheur de notre stratégie du renouvelable : c'est le baril à 147 dollars, en juillet 2008, que nous semblons oublier aujourd'hui. Mais tout le monde est d'accord sur le fait que nous sommes définitivement installés dans l'ère du pétrole cher, à tout le moins, dans l'ère du pétrole volatil, ce qui, pour un pays qui souhaite se donner tous les moyens de compétitivité économique, est un peu gênant. C'est un déclencheur d'autant plus douloureux que nous sommes encore dans un pays en transition. Il y a beaucoup d'infrastructures à réaliser, beaucoup de carences à combler et cela se fait par les compensations, cela se fait par des subventions. Si nous voulons éviter des déséquilibres sociaux, nous devons continuer de le faire, évidemment, sans perdre de vue qu'il faut arriver à en sortir.

Donc, il était fondamental à ce moment-là de se dire que pour continuer à croître, pour continuer à assurer un certain rythme de croissance, nécessaire dans un premier temps pour répondre à ces besoins sociaux, il faut dégager les éléments d'une meilleure visibilité sur le plan énergétique, puisque sans énergie, point de croissance.

Un autre facteur était aussi venu s'ajouter, puisque nous avons vécu une décennie à une croissance de 5 à 6%, ce qui en termes énergétiques se traduisait par un doublement de la capacité énergétique existante. Cette dynamique devrait continuer sur les dix prochaines années, ce qui veut dire

à nouveau un doublement des capacités énergétiques. C'est un formidable défi, plein d'opportunités si on sait s'y prendre.

Vient donc s'ajouter une autre dimension à laquelle notre pays est très attaché, celle de la nature du développement économique que nous souhaitons. Étant donnée la zone dans laquelle nous sommes, l'Euro-Méditerranée, il était fondamental de se poser la question sur la problématique du développement durable. Comme nous savons que la production d'énergie est le premier secteur responsable des émissions de gaz à effet de serre, c'était à ce moment-là qu'il fallait essayer de joindre l'acte à la parole.

► Pour le Maroc, l'hydraulique, l'éolien et le solaire

L'idée, toute simple, était de voir dans quelle mesure nous pouvions explorer et exploiter les ressources dont nous disposons, hydraulique d'abord, de manière historique et sur laquelle il y a encore un potentiel de réalisation d'infrastructure électrique ; éolienne ensuite avec un formidable potentiel éolien sur quelques territoires au niveau national ; puis solaire pour la première fois avec une grande hypothèse effectivement que le pétrole allait rester cher, et aussi que les coûts de génération d'électricité solaire allaient baisser à la faveur de l'innovation et de l'évolution des technologies et surtout, à la faveur, si beaucoup de gens s'y mettent, de la visibilité que nous serions en mesure de donner aux industriels. Je crois que c'est essentiel aussi.

Le Maroc a donc décidé de se lancer dans l'énergie solaire, avec un consensus assez large et assez rapide entre les décideurs et les politiques, traduit dans un contexte légal et réglementaire. Cela a permis de donner naissance à plusieurs instruments institutionnels et opérationnels dont l'agence que je dirige depuis. Le défi est d'essayer de trouver un modèle économique qui se tient. Mais ce modèle économique ne se crée pas du jour au lendemain. Il faut essayer de le créer sur le moyen terme.

Nous avons estimé que la meilleure façon de faire était de lancer un premier projet à une échelle qui permettrait d'atteindre le maximum d'économie, puisque le coût du solaire est d'abord la résultante du Capex (*capital expenditure*), étant donné la durée d'amortissement du projet et les coûts de financement. Je pense aussi à la conception des centrales par rapport à l'usage que nous en avons et à la nature de l'électricité que nous souhaitons générer.

► Un premier projet de 160 mégawatts

Dans notre cas, il était fondamental pour l'opérateur électrique de s'attacher à « matcher » cette production par rapport à la consommation, dans

un pays dont la consommation est en train de ressembler progressivement à celle constatée en Europe, à savoir une pointe en fin de journée, juste au moment où le soleil se couche, et une deuxième pointe à midi, surtout l'été. Par rapport à cette pointe du soir, nous avons estimé qu'il était fondamental que ce projet solaire contribue à résoudre cette problématique, d'où découle celle du stockage.

Ce premier projet a été la résultante de ce travail itératif. Il est aujourd'hui en train de bien avancer et nous sommes sur le point d'annoncer l'attributaire de ce premier projet de 160 mégawatts à Ouarzazate avec une technologie de miroirs paraboliques et un stockage de trois heures en sel fondu. Cela nous montre déjà le potentiel d'amélioration des coûts. Nous allons probablement atteindre un nouveau palier au niveau mondial sur les prix.

Je pense que pour développer les énergies solaires, il faut être plusieurs pays, d'abord par rapport à cette nécessité de donner de la visibilité aux industriels parce qu'il y a un véritable potentiel. Il faut développer le renouvelable là où la ressource est la plus disponible et travailler cette intégration originale. C'est ce qui permettra à ce modèle économique de se mettre en place. Ce n'est pas une stratégie de luxe, c'est une nécessité de se préoccuper des déterminants de la croissance à moyen et long terme pour un pays comme le Maroc.

Supporting Improvements in Energy Efficiency

Paul Joskow

Alfred P. Sloan Foundation

I was asked to make a few comments about the future of nuclear power and the energy mix, responding to the comments we have already heard, and then also to talk about innovations and investments in smart grid technology, especially in the US and especially focused on supporting improvements in energy efficiency.

► **Old plants vs new plants: two different issues**

I do not disagree with the comments we have heard about the future of nuclear power. I would like to suggest a way of thinking about it, or organizing one's thoughts about it. I think we need to distinguish between the existing nuclear power plants, of which there are over 400 in the world, and construction of new plants. Obviously they are related to one another: the existing plants provide almost 15% of the world's electricity and represent the largest CO₂ free generation source in the world. Those plants will not last forever; maybe they will last for 60 years, but eventually they will have to be closed. They start closing in the US, even if all the plants are relicensed, in 2035, and by 2055 they are all gone. The question from a climate change perspective is what will replace them?

Construction of new plants is relevant as well, and people have varying levels of optimism about the prospects for significant investments in new nuclear plants. The prospects for significant construction of new nuclear power plants in developed countries, that is OECD countries, over the next ten years was really quite modest prior to the Fukushima accident and Fukushima

has further reduced the prospect for investment in new nuclear plants in developed countries in my view. The demand for new nuclear plants in developing countries, on the other hand, was quite robust prior to Fukushima and appears to remain robust. It is interesting to look at the IAEA data, and I count 64 plants under construction. Prior to Fukushima the largest producers of nuclear generated electricity in the world were the United States, France, Japan, Russia and South Korea, with Germany a close sixth.

However, about two-thirds of the roughly 64 nuclear power plants under construction globally in 2011 were in China, India and Russia; only nine new units were under construction in OECD countries, two of which were in Japan, where new construction has been suspended since these data were collected, and three in South Korea. Therefore, in my view, even before Fukushima the prospects for construction of new nuclear plants in developed countries were really not very good, and Fukushima has had the effect of taking new nuclear construction off the table in a number of European countries.

We do not know what will ultimately happen in Japan. All of the plants were out of operation as of June, but two have been authorized to restart this month. Regarding existing plants in most other developed countries, it has been pretty much business as usual. The US plants after safety reviews are all being relicensed, and not a single plant has had a license renewal refused. Two new plants have received construction permits. The French nuclear regulatory commission, as with the Nuclear Regulatory Commission in the US, has continued to go through a thorough safety review. There will have to be safety upgrades in existing plants following these reviews.

► **Working out a credible safety governance system**

One thing that perhaps was not emphasized enough prior to Fukushima was the importance of a credible safety governance system. Looking at Japan, one of the reasons the people are now against nuclear power is that they feel there is not a truly independent regulatory agency, that there is basically a cabal between the industry, the Government and the regulators. I am not sure whether that is true or not, but I am sure that what the people believe is important in the end. The Nuclear Regulatory Commission in the US has developed a reputation for credibility and for being an excellent safety regulator and a credible regulatory framework should be a goal of all countries that seek to build and operate nuclear power plants.

I will conclude by saying that nuclear power faces a number of challenges in developed countries. Electricity demand will grow slowly; there are lavish subsidies for wind and solar; in the US, Canada and Mexico natural gas is

very cheap and itself is a big story and revolution, making nuclear power uneconomical, at least in North America. There are opponents to nuclear power in all the developed countries; in many countries prior to Fukushima many environmental groups had been convinced that nuclear had to be part of the mix to reduce CO₂ emission, while after Fukushima, especially in a number of European countries, their opposition has increased.

► **What is the smart grid?**

Just a few words to define the term “smart grid”. It refers to the modernization of the electricity delivery system so that it monitors, protects and automatically optimizes the operation of the interconnected elements in an electric power network. It includes everything from the central station generators to distributed generators like rooftop photovoltaic facilities, from the high voltage transmission system to the local distribution system to the end users, including inside their dwellings. It includes energy storage facilities, end-use customer meters, electric vehicles, appliances and other household devices.

The primary stimulus for interest in the US and very substantial investments in smart grid technology is, firstly, to be able to integrate renewable energy, especially wind, reliably into the electric power network. Secondly, it is to remove bottlenecks in the network to make it possible to use the most economical sources of generation. Thirdly, it is designed to improve reliability, because US distribution systems are much less reliable than those in Europe.

Most importantly, the development of smart meter technology is designed to make it possible to introduce two-way communications and near-real time monitoring and control into individual homes, to empower consumers to see and respond to the actual prices of electricity in the market, to enable them to control their utilization of electricity, to program their networks inside their homes to do so, and to promote energy efficiency in the use of appliances.

Investments in these technologies are very expensive but they are proceeding rapidly, and while there are controversies about them, these investments over the long run seem to be essential to make effective use of intermittent generation, wind and solar in particular, and also to allow consumers to take better advantage of emerging and existing energy efficiency opportunities.

L'enjeu de la maîtrise énergétique des transports

Pierre Mongin

Groupe RATP

À côté des très gros chantiers comme l'optimisation des réseaux électriques *smart grids* que vient d'évoquer Paul Joskow ou la maîtrise énergétique de la construction chère à Pierre-André de Chalendar, la question aujourd'hui, est la contribution et l'impact des transports urbains sur la mutation énergétique nécessaire. L'enjeu est de taille puisque que, je le rappelle, le secteur des transports :

- consomme $\frac{1}{4}$ de l'énergie finale² au niveau mondial, (le reste de la consommation mondiale se répartit entre l'industrie pour $\frac{1}{4}$, le résidentiel pour $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{4}$ dans les autres activités humaines) ;
- produit $\frac{1}{4}$ des émissions mondiales de CO₂ (chiffres 2005, dont 18% pour le routier 3% l'aérien et 2% le maritime, 1% autres transports).

La maîtrise énergétique du secteur des transports est donc une des clés de la maîtrise énergétique au niveau mondial. La question des transports est décisive en ville, car actuellement une personne sur 2 dans le monde y vit. En 2050, ce seront plus de 2 personnes sur 3. Cette croissance de la population citadine a entraîné quasi mécaniquement une croissance de la mobilité urbaine.

► Principaux effets de cette croissance de la mobilité urbaine

On les retrouve dans toutes les grandes métropoles, ils sont de trois ordres :

- Une augmentation du temps passé et perdu dans les transports : les franciliens par exemple passent en moyenne 1 h 30 de leur journée dans les

2. Soit pour les transports une consommation de 2 284 Mtep en 2009.

transports en commun (soit rapporté à une vie entière de travail, près d'un an et demi de vie).

– Des réseaux qui sont de plus en plus congestionnés : nous passons 70 heures (2 semaines de travail) par an dans des bouchons à Paris.

– Un impact sur l'environnement de plus en plus néfaste : entre 1990 et 2003, les émissions du secteur des transports ont augmenté à l'échelle mondiale de +31%, soit une hausse de 1,412 Md de tonnes de CO₂. La part des émissions mondiales de CO₂ produites par les transports est passée de 22% en 1990 à 24% en 2002.

Tout cela a un coût collectif et individuel élevé, mal valorisé aujourd'hui par les règles du marché, ce qui implique un poids important de la puissance publique dans ces questions pour les réguler.

► **Les transports en commun, meilleure réponse pour lutter contre ces externalités négatives**

S'agissant des réponses possibles, il existe une gradation entre les différents modes de transport public, qui est complètement corrélée à leur impact énergétique et environnemental, mais également, et cela est très important, à leur coût d'investissement. L'idéal, est un *mass transit system*, comme un RER urbain ou un métro automatique qui émettent 55 fois moins³ qu'une automobile (avec un passager). Mais, dans la plupart des villes du monde, le transport collectif repose sur un élément de base, qui est le bus, qui émet deux fois moins de CO₂ que l'automobile. Ce qui est déjà un progrès significatif ! Pour autant, dans ce contexte, la solution n'est pas pour moi de restreindre la mobilité. Cette mobilité est à la fois une conséquence et un facteur de croissance. Elle est également intrinsèque à la liberté des citoyens ; donc, je ne crois pas du tout à un modèle de restriction tel qu'un péage urbain qui ne peut être que prohibitif, du fait de son seul coût de déploiement.

Les transports collectifs ne se substitueront jamais complètement à la voiture individuelle pour desservir les territoires peu denses. Et, force est de constater que la performance écologique du transport individuel est en progrès constant.

Mais l'arbitrage entre les différentes mobilités n'est qu'une partie de la solution.

3. Émissions de gaz à effet de serre : Transports ferrés (3,3 g éq CO₂ / voy.km) et le bus (99,3 g éq. CO₂ / voy.km) par rapport à la voiture (186 g éq CO₂ / voy.km). Un bus consomme 2 fois moins de grammes équivalent pétrole par kilomètre voyageur (en gep/voy.km) que l'automobile; un métro 7 fois moins.

► **Les avantages décisifs des transports urbains**

Ils vont bien au-delà du point de vue de la mutation énergétique. Ils permettent de remodeler la ville au travers de schémas de transport, bref de la reconstruire sur elle-même.

– Tous les élus des villes qui veulent repenser leur urbanisme se penchent sur des plans de mobilité, qui constituent l'ossature des agglomérations de demain.

– Aujourd'hui, créer une ville dense est le même défi porté actuellement par deux des plus grandes capitales européennes : le Grand Paris et le Grand Moscou.

La marche à pied et les modes doux de transport, comme le vélo, sont bien davantage possibles dans des villes compactes, bien irriguées par les transports en commun.

Cette co-construction de la ville, cette articulation entre urbanisme et transport est une opportunité unique pour la mutation énergétique qui n'a de sens qu'avec des transports qui soient

– **Attractifs** : de ce point de vue, l'efficacité énergétique intrinsèque dépend d'abord de son taux de remplissage (un bus avec un seul passager n'est certainement pas moins polluant qu'une voiture avec un seul passager). Il faut donc que l'offre de transport soit attractive pour influencer les choix individuels (afin que les voyageurs renoncent à leur voiture au profit de transports en commun sur la base d'un arbitrage rationnel). Pour cela, les transports collectifs doivent être accessibles financièrement, avec des tarifs compétitifs et modulés, en surmontant le principal handicap financier du transport collectif qui reste le coût de l'investissement en infrastructure.

– **Innovants** : pour offrir une gamme de services complémentaires comme la généralisation de la connectivité et l'information en temps réel des voyageurs ; et bien sûr innovants en terme énergétique, par exemple, avec des bus électriques ou hybrides, ou l'utilisation de carburants renouvelables, ou encore l'éco-conduite...

Pour résumer, l'attractivité des transports dépend étroitement de la qualité du service rendu et des capacités des réseaux, mais aussi de son image dans l'opinion publique.

Enfin, la mutation énergétique impose de trouver un modèle économique sous-jacent pour faire fonctionner le triptyque ville-mobilité-énergie ! Trois variables qu'il faut optimiser dans un nouveau modèle de financement.

Et, c'est possible ! Et ça rentre totalement dans l'ordre du jour de nos échanges autour d'une nouvelle croissance.

Résoudre cette équation implique :

- une planification claire et consensuelle avec des axes prioritaires et le choix de la maille pour la desserte des territoires (ce qui explique dans des centaines de grandes agglomérations la difficulté d'y parvenir malgré l'évidence des besoins)
- une gouvernance efficace de l'autorité organisatrice de transport, intégrant la soutenabilité financière de ses propres choix, notamment en termes d'endettement;
- un opérateur de transport attractif et innovant proposant des solutions techniques et économiques adaptées à chaque situation (géographique et sociale).

À partir de là, nous devons être optimistes car tous les financements sont alors possibles, même s'il est nécessaire en général de compléter le paiement du client final par une contribution fiscale qui peut être anticipée, car basée sur la croissance endogène suscitée par la transformation de la ville.

Et, il est aussi important de souligner que nous avons besoin, sur cette question du financement, d'un déclencheur, d'un « coup de pouce » qui aujourd'hui peut venir de l'Europe et de ses nouveaux instruments pour la croissance comme les EU *projects bonds* ou les fonds structurels, concentrés vers le transport public urbain, la BEI devant poursuivre son effort pour soutenir les projets en faveur de la ville durable.

Avec ce modèle économique, on peut impulser une nouvelle politique de mobilité favorable aux individus et collectivement profitable. C'est ce que nous nous efforçons de faire avec le Groupe RATP partout où nous le pouvons dans le monde.

The “Green Side” of the Chemical Industry

Dmitry Konov

SIBUR Group

Being part of chemical industry for now about a decade, one issue I keep facing both domestically and globally is quite negative general public opinion toward our industry and more often than not this opinion is not quite fair and not fact-based. Today I would like to address some of the common misperceptions about the “green side” of the chemicals, as well as discuss some relevant environment-related developments in Russian petrochemicals.

First off, we need to understand that global petrochemical industry is one of the biggest industrial segments in terms of energy consumptions and CO₂ emission: petrochemicals account for 14% of global industrial energy consumption (379 mtoe), second only to steel industry (594 mtoe), but, petrochemicals account for only 11% of global CO₂ emissions (709 mt). Simple math tells petrochem is above-average efficient in energy-to-CO₂ conversion, but there is more to that, so lets discuss this in more detail.

► **Reconciling profitability and good practice**

Contrary to the popular (and misguided) public opinion, Global Petrochemical industry is a net reducer/killer of greenhouse emissions: for every ton of CO₂ produced by global petrochem, output of petrochem industry reduces 2-2,5 tons of CO₂ emission in its customer industries and energy generation (petrochem products, at large, reduce demand for energy generation and related emissions thru better insulation (construction), energy-saving materials); without modern petrochem, global CO₂ emissions

would grow 8-11%. Petrochem is one the world's most advanced industries in terms of energy and CO₂ efficiency – in EU alone, in 1990-2005 petrochem output grew 60% while keeping energy consumption at same level (!) – equivalent of 3,6% annual energy spend reduction each of 15 years; also, CO₂ emissions during periods dropped by 30% meaning every ton produced by Petrochem industry is now 2,3 times more CO₂ efficient. Last but not least, Petrochem processes 75-80% of global APG volumes (where APG flaring is one the biggest single sources of global CO₂ emission).

► **Taking matters seriously**

Russia (as country) and Sibur (as company) are taking these matters very seriously –we want to be efficient, and we want to be good citizens of Earth, and energy efficiency (EE) is among key pillars in this process. Russia has great potential in EE –according to the World Bank, in oil & gas alone, better EE can bring 85-110 bn USD annually. Also, based on Russia's Ministry of Economy estimates, in 2012-200, 80-85% of additional energy demand of Russian economy can be satisfied with better EE. Main sources of better EE are construction, iron and steel, transport, oil and coal recovery, power plant efficiency; housing insulation is one big example (just to get a feel –in the EU almost 90% window frames are plastic, while in Russia it is the reverse (10% are plastic, the rest are outdated wooden frames; given 40-70% better EE of plastic windows, and 53 million households in Russia –you can do the numbers).

Sibur over the last decade has invested heavily in EE and better environmental standards –again this is driven by very pragmatic economic reasons (profit) as well as intention to be a good (environmentally too) corporate citizen. Our total energy bill (electricity, heat, fuels) is 16% of cost base, roughly 1+ bn USD –its very material for us. APG is our main feedstock, and over last 5 years we grew its processing 50%, now to 18 bn cu m; in sync we grew liquids extraction from 75% to 90%– this was very good for our bottom line, but that also allowed to avoid significant APG flaring volumes (5 bn cu m flaring is an equivalent of 7 mio tons of CO₂); we hope to get to 22-23 bn cu m by 2015; in a way, Sibur is a APG solution provider for oil companies, which have little alternatives to flaring. In downstream petrochem, we focus heavily on operational EE – our efforts concentrate on a wide range of solutions, from better insulation and heat leaks prevention, to advanced energy-thrifty machinery (pumps, compressors, gas drives, engines and motors), smart energy consumption monitors, flexible machinery regimes. In green field projects, we design

and contract equipment and energy solutions from world-class technology companies –Fluor, CB&I, Linde to name just a few. Year in year out, we reduce our per-unit-of-output energy spend by 4-6%. Another major theme –Kyoto, but here there are both opportunities in risks for Russia

While Kyoto process has been quite controversial in the last decade, I believe it's a right thing to implement in Russia and so we did become one of the pioneers among major industrial holdings. So far Russia has (reserved) 16 bn CERs, however Russian Government at this point approved only 300 mio (equivalent of EUR 1,1 bn at current prices). Sibur, in cooperation with certified agencies and int'l and domestic CER brokers (JP Morgan, Sberbank) has formed portfolio of projects targeting in total 14 mio tons of reduced emissions (5% of Russian quota). So far one project is completed (2,5 mio tons) –construction of modern gas processing plant at Yuzhny Balyk. While we have more projects in the pipeline, there are concerns over future of Kyoto in Russia as the Russian government is contemplating about joining the second phase (2013-18)– among reasons, concern that with the development of Russian economy (especially in energy generation) Russia will soon join the club of countries, which are net payer under Kyoto rather than recipient (with possible transfer to customers and tariffs increase); one alternative under discussion is to create domestic CER market. We are closely monitoring the situation, opportunities and risks, but with Kyoto or not, our long-term stance on EE boost and better environmental standards will remain unchanged.

Instaurer un ravalement thermique

Pierre-André de Chalendar

Saint-Gobain

En introduction, je voudrais revenir sur l'accident de Fukushima et sur ses conséquences. Une chose me paraît claire : dans les pays qui continueront à avoir du nucléaire, le nucléaire sera plus cher parce qu'il faudra qu'il soit plus sûr. Il en sera de même dans les pays qui ne l'utiliseront pas du fait du renchérissement du coût de l'énergie. L'accident de Fukushima confirme que l'énergie sera beaucoup plus chère. La meilleure source d'économie d'énergie, la source d'énergie la moins chère est donc celle que l'on ne consomme pas. Pierre Mongin a parlé du secteur du transport, mais le secteur qui consomme aujourd'hui le plus d'énergie dans le monde, et en particulier en Europe, c'est le bâtiment. 40% de l'énergie consommée en Europe l'est dans les bâtiments, 72% de cette énergie est utilisée pour les chauffer ou les climatiser. Cela signifie que 30% de l'énergie consommée en Europe est utilisée pour chauffer ou climatiser des bâtiments.

La bonne nouvelle, c'est que l'on sait réduire pratiquement à zéro la consommation de chauffage ou de climatisation dans les bâtiments aujourd'hui. Un exemple : si l'ensemble des bâtiments qui existent aujourd'hui en France était aux normes de la réglementation 2012, issue du Grenelle de l'environnement, on diviserait la facture énergétique du bâtiment par 5. On sait le faire dès à présent et nous construisons même des maisons à énergie positive qui produisent plus d'énergie qu'elles n'en consomment. Saint-Gobain en a réalisé un certain nombre au cours des derniers mois dans de nombreux pays afin de montrer que toutes les technologies sont disponibles pour y parvenir.

Que faut-il faire ? Il faut d'abord avoir une conception de l'enveloppe

du bâtiment complètement différente. C'est essentiellement sur cette problématique que travaille Saint-Gobain. Nous y consacrons plus du tiers de notre chiffre d'affaires qu'il s'agisse de la laine de verre, des vitrages isolants... Ensuite, il faut des instruments efficaces pour le chauffage résiduel et des instruments de contrôle, notamment sur le plan électrique. Tout cela constitue l'efficacité énergétique qui est une source d'économies considérable.

► **Source de croissance**

Pour y parvenir dans la construction neuve, nous nous appuyons sur les réglementations qui deviennent de plus en plus exigeantes, notamment en Europe. Les constructions coûtent de l'ordre de 5 à 10% de plus, mais les économies de charge réalisées permettent de rembourser ce coût supplémentaire. Mais le renouvellement du parc immobilier neuf est très lent. Il faut donc se concentrer sur le sujet prioritaire : celui de la rénovation. Dans ces bâtiments puisque l'énergie est plus chère, il est plus aisé d'inciter aux économies. Les différents gouvernements ont mis en place des mesures fiscales pour le financement de travaux tant dans l'habitat individuel que collectif. Cependant, compte tenu de l'état des finances publiques dans de nombreux pays, il me paraît plus difficile de garantir leur pérennité. On peut toutefois imaginer de nouvelles solutions. Les Allemands par exemple ont commencé à rendre obligatoires les économies d'énergie dans le bâtiment. Cela paraît politiquement compliqué, mais, à l'instar du ravalement Malraux instauré il y a 50 ans en France dans les grands immeubles, pourquoi ne pas instaurer un ravalement thermique ? Je pense que l'on arrivera progressivement à cette décision qui n'aura pas de coût pour les finances publiques.

Beaucoup de choses ont été faites en Europe au cours de ces dernières années, en France en particulier avec le Grenelle de l'environnement. C'est un sujet majeur pour l'avenir. Economiser l'énergie est clairement source de croissance par les réductions de la facture énergétique qu'elle entraîne dans chaque pays. Nous disposons du savoir-faire technique. Il faut à présent mettre en œuvre d'importants programmes d'ordre réglementaire.

Pour une gouvernance mondiale de la sûreté nucléaire

Pierre Gadonneix

Conseil Mondial de l'Énergie

Dans un monde mené par les pays à forte croissance, confronté à l'immensité de leurs besoins en énergie et au bouillonnement de leur développement, une gouvernance mondiale de la sûreté des énergies pour les hommes et l'environnement est plus que jamais nécessaire. La France peut jouer un rôle de premier plan pour faire émerger cette gouvernance.

Depuis le tragique accident de Fukushima en mars 2011 au Japon, le débat sur la sûreté de l'énergie nucléaire civile et la pertinence de son exploitation, s'est installé dans le débat politique global et notamment français.

Cet accident nous a forcés à reconsidérer les fondamentaux du choix politique consistant à poursuivre, accroître, réduire ou stopper le recours à l'énergie nucléaire pour contribuer à l'approvisionnement en énergie, et à en envisager les enjeux nationaux et globaux, en termes de sécurité d'approvisionnement en énergie, de protection de l'environnement et du climat, et d'acceptabilité sociale – les trois piliers d'une énergie au service d'un développement économique durable.

Un rapport du Conseil Mondial de l'Énergie (CME), «*The future of nuclear – One year after Fukushima*» rendu public le 11 mars 2012, nous apprend qu'un an après l'accident, 60 réacteurs étaient en construction dans le monde, très majoritairement dans les pays émergents et en développement (22 en Chine, mais aussi en Inde, au Brésil, en Finlande, en Russie, aux Émirats Arabes unis, en Corée), et que 50 pays exploitaient, construisaient ou programmaient l'exploitation d'unités de production d'électricité nucléaire (24 projets de nouveaux réacteurs dans l'UE, dont 6 en construction ; d'autres en Afrique du Sud, Turquie.)

Seules l'Allemagne, l'Italie, la Suisse ont indiqué avoir renoncé à l'énergie nucléaire. Ces chiffres permettent de comprendre que Fukushima ne remet pas en cause le fondement du recours au nucléaire – une énergie non émettrice de CO₂ dans un contexte de changement climatique – mais pose des conditions strictes à son futur développement.

Pour le CME, le nucléaire fait partie de la solution globale pour répondre aux besoins en énergie croissants du monde, mais doit faire l'objet d'une culture et pratique de la sûreté renouvelée.

En effet, l'accident de Fukushima a provoqué un choc qui a conduit tous les pays et toutes les autorités de sûreté à revisiter leurs règles, et a mis en évidence les efforts nécessaires en matière de standards de sûreté, qui doivent être partagés et alignés sur les meilleures pratiques (conception et design des usines, façon d'opérer les usines, gestion des crises ...), et de gouvernance (rôles et coordination des institutions, des industriels, des gouvernements et des autorités de sûreté nationales, notamment en cas d'accident, contrôles...).

Fukushima a mis en évidence le danger lié au fait que chaque pays fixe actuellement ses propres règles de sûreté, contrairement à ce qui se passe dans le secteur aéronautique.

► Le nouveau nucléaire se développe à l'Est

Dans ce contexte, alors que le nucléaire existant se trouve à l'Ouest et que le nouveau nucléaire se développe à l'Est, la gouvernance de la sûreté nucléaire ne peut plus être un pré carré national. Une gouvernance mondiale de la sûreté nucléaire doit émerger. Toutefois, la question de la sûreté nucléaire doit être remise dans le contexte plus global d'une nécessaire gouvernance mondiale de la sûreté de toutes les énergies, pour s'assurer que globalement, les choix des uns et des autres contribuent tous à une croissance durable et à la sécurité de tous.

Sont en effet concernées :

- Le charbon, au niveau de la sûreté et la gestion sanitaire dans les mines.
- Le pétrole : comme l'ont gravement rappelé les accidents successifs sur les plateformes de forage profond dans le golfe du Mexique en avril 2010, et en 2012 en mer du Nord. L'exploitation des sources non conventionnelles avec des technologies de plus en plus sophistiquées, pose des problèmes accrus de sûreté. Et tous les pays n'y répondent pas toujours avec cohérence : tandis que l'exploitation de ressources situées à plus de 6 000 mètres sous l'eau de la mer Méditerranée a été interdite, l'exploitation de ressources à la même profondeur dans les eaux de la Guyane pourrait être autorisée...

– Le gaz : notamment l'exploitation des gaz non conventionnels dont les conséquences sur la pollution des eaux ou encore les fuites de méthane font actuellement débat.

– Enfin, les énergies renouvelables ont aussi des défis environnementaux, notamment la concurrence pour l'usage des sols, l'usage de l'eau, la sûreté des systèmes électriques, la gestion des déchets polluants dans la chaîne de fabrication.

Je vois aujourd'hui une réelle opportunité pour faire émerger cette gouvernance. Le timing est favorable pour, avec une ambition concrète, relancer une dynamique de négociation internationale alors que les négociations sur le commerce et le climat patinent. Si une régulation mondiale est de plus en plus nécessaire sur de nombreux sujets au fur et à mesure que se globalisent les économies – finance, environnement, climat, santé –, aboutir à un accord reste à chaque fois difficile. Aussi, la communauté internationale a besoin de sujets plus propices à faire émerger un consensus global. Je crois que la gouvernance de la sûreté nucléaire en fait partie.

Tous les pays ont intérêt à cette gouvernance globale de l'énergie : entre d'une part les économies émergentes en attente d'une gouvernance pour sécuriser leur approvisionnement en énergie, et d'autre part les pays développés, en recherche de leviers de croissance verte et où les débats sur la sécurité de l'exploitation des différentes sources d'énergie sont les plus vifs. Ainsi la gouvernance de la sûreté de toutes les énergies et notamment du nucléaire, et la gouvernance de la sécurité d'approvisionnement ne pourraient être que les deux facettes d'un échange équitable et profitable à tous les pays, développés et en développement.

► **Un rôle moteur pour la France**

En particulier sur la gouvernance de la sûreté nucléaire, la France peut jouer un rôle moteur avec une idée concrète. La France aurait sur ce sujet toute la légitimité scientifique, technique, et démocratique pour porter ce projet. Ce serait pour notre pays l'opportunité de partager son expertise et renforcer son avance en continu, dans toutes ses industries.

Concrètement, un groupe international d'experts indépendants, internationalement reconnus et mandatés – par une autorité internationale type G20 – indépendamment de leur nationalité, pourrait établir un corpus d'améliorations des standards et du dispositif actuel de gouvernance internationale de la sûreté. Dans un monde de l'énergie globalisé, les règles du jeu communes doivent être au cœur d'une gouvernance mondiale et les pratiques industrielles guidées par la coopération. C'est au cœur de l'action du CME.

Échanges

Question du public

J'ai deux questions pour Monsieur Amano. La première question est celle-ci : on parle en général du manque de sécurité d'approvisionnement du pétrole et on donne en opposition la sécurité de l'approvisionnement du nucléaire, comme si le nucléaire était une procédure domestique qui ne dépendait pas du marché d'une matière première. Or, si je ne me trompe, la matière première c'est l'uranium et l'uranium, si je ne me trompe pas non plus, est produit par beaucoup moins de pays que le pétrole. Donc, pourquoi est-ce qu'on ne s'inquiète pas de cette dépendance qui, un jour ou l'autre, finira par poser les mêmes problèmes de risque de dépendance que le pétrole ?

Deuxième question : on nous dit que l'événement de Fukushima a éveillé le monde aux problèmes de sécurité, mais on nous dit en même temps que la plupart des projets vont naître dans les pays en voie de développement. Or, ces pays ne sont absolument pas à cheval sur la sécurité. Ni en Chine, ni en Inde et encore moins au Bangladesh. Donc, ce n'est pas crédible de croire que, quand bien même ils se plieraient à une autorité mondiale, ils auront des systèmes de sécurité qui seront fiables.

Yukiya Amano

I think there are two issues here, firstly, the provision of uranium, and secondly, security in developing countries. Regarding the first issue, provision of uranium, we have to think about two things. One is uranium itself, and the other is the provision of enriched uranium.

Firstly, regarding uranium itself, there is enough provision for the time being in terms of uranium mines. Uranium mines are found every year in Namibia and Kazakhstan, and I do not think there will be a shortage in the coming years and

decades. This is not an unlimited resource, of course, and we have to worry about it over the long term, but in the coming decades we do not have to worry about it.

The next issue is enriched uranium. Uranium itself cannot be used for fuel; we have to enrich it, so this is an industrial product, and there are enrichment facilities in the world for that purpose. This is a very delicate question. There exist enrichment facilities for the time being, and these can be expanded. We come to the very sensitive question of whether we can limit it or not. There is the idea of having nuclear fuel banks, and the IAEA is now in charge of establishing these, but it is only to prepare for a case in which the market is disrupted for non-economical reasons.

Regarding the issue of safety, I would like to say first of all that China is very serious about nuclear safety. I have been to China many times, and the top leaders, including the Deputy Prime Minister, are very serious about nuclear safety; they were saying that nuclear safety came first even before Fukushima Daiichi, and they have decided to strengthen the security agency by adding 1,000 more people. This time they have decided to make a very important investment, so the safety of developing countries like China and India is much better than you think.

Furthermore, the IAEA has a nuclear safety standard, and all the countries are expected to implement it, and as long as they abide by it and respect the rules we do not have a problem with China, India and other countries.

Pierre Gadonneix

Je voudrais compléter ce que disait M. Amano pour dire que je pense que le contexte actuel n'a jamais été aussi favorable pour essayer de développer une gouvernance mondiale en matière de sûreté, parce que tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement, ont un intérêt à améliorer la confiance dans les nouvelles technologies. Parce que tous ces pays, M. Amano vient de le dire, les pays en voie de développement ou les pays émergents ont un besoin colossal de développer leurs ressources en énergie. Que ce soit le pétrole, le gaz, le nucléaire, l'hydraulique, le solaire, ils ont besoin de toutes les énergies.

Pour que les nouvelles technologies soient acceptées, on a intérêt à avoir des standards internationaux qui permettront d'ailleurs aux pays en développement de rendre leur technologie exportable, parce qu'il est impensable d'exporter une technologie qui n'aurait pas un standard international. Avoir un standard international permet d'avoir des économies d'échelle, comme on l'a fait dans l'aéronautique. Ce que je dis existe dans l'aéronautique. C'est très différent, mais ça existe.

13.

Comment nourrir la planète ?

Les projections démographiques, combinées à la hausse des prix agricoles et aux entraves à l'exportation consécutives aux mauvaises récoltes, ont fait resurgir les thèses malthusiennes développées par le Club de Rome dans les années 1970.

La terre est-elle capable de nourrir 9 milliards d'humains tout en préservant des forêts pour réguler le climat ? Quelles seront les surfaces réservées aux autres usages des productions agricoles ?

Le progrès technique devrait pouvoir augmenter la productivité. Les habitudes alimentaires pourraient évoluer. L'exploitation raisonnée des océans permettrait également de desserrer la contrainte.

Quelle devrait être la place de l'agriculteur et de l'agriculture dans la société ? Comment adapter les institutions (accès à la terre, subventions agricoles) et les infrastructures ? Comment assurer un accès équitable à l'alimentation pour les pays les plus pauvres ?

Contribution du Cercle des économistes

Lionel Fontagné

Témoignages

Kym Anderson • Sylvie Brunel • Stéphane Le Foll • Erik Orsenna
Vera Songwe • Hiroshi Watanabe

Modérateur

Jean-Michel Quatrepoint

Nourrir 9 milliards d'humains

Lionel Fontagné

Les projections démographiques à l'horizon du milieu de ce siècle, combinées à la hausse des prix agricoles et aux entraves à l'exportation consécutives aux mauvaises récoltes de l'été 2010, ont fait resurgir les thèses malthusiennes du Club de Rome dans les années 1970. La terre est-elle capable de nourrir 9 milliards d'humains, tout en laissant la place au développement des autres usages des matières premières agricoles (transformation en énergie, matière première pour l'industrie) et en préservant des surfaces de forêt suffisantes pour réguler le climat ?

Pour répondre à ces questions, il convient de s'appuyer sur une représentation économiquement et démographiquement fondée de l'économie mondiale à l'horizon 2050. L'évolution des productions et productivités agricoles, tenant compte des modifications attendues du climat, doit également être prise en compte. Les travaux menés au CEPII permettent d'apporter un éclairage quantifié à ces questions. Nous en rappelons ici les principales conclusions, avec un focus sur les productions agricoles et alimentaires.

D'autres projections de croissance sont bien sûr disponibles, mais celles du CEPII apportent plusieurs améliorations.

Un traitement particulier est accordé à l'énergie, considérée non seulement comme contrainte pesant sur la production (l'énergie est l'un des trois facteurs de production) mais aussi comme source de rente pour les pays producteurs. La relation retenue entre épargne et investissement tient compte de l'imparfaite mobilité internationale des capitaux et de l'existence d'un biais domestique, un point généralement négligé, de façon étonnante. Le CEPII sépare explicitement la croissance réelle des variations de prix relatifs. Cette question de valorisation

du PIB est abordée à travers un effet Balassa-Samuelson indiquant l'évolution des prix des économies en rattrapage.

Dans une première section, nous indiquons quelles sont les perspectives de croissance à l'horizon considéré. Dans une seconde section, nous examinons plus particulièrement l'évolution de la productivité et des productions agricoles. Nous concluons que l'enrichissement attendu de l'économie mondiale ne règlera pas spontanément les problèmes d'accès à l'alimentation dans les régions les plus pauvres.

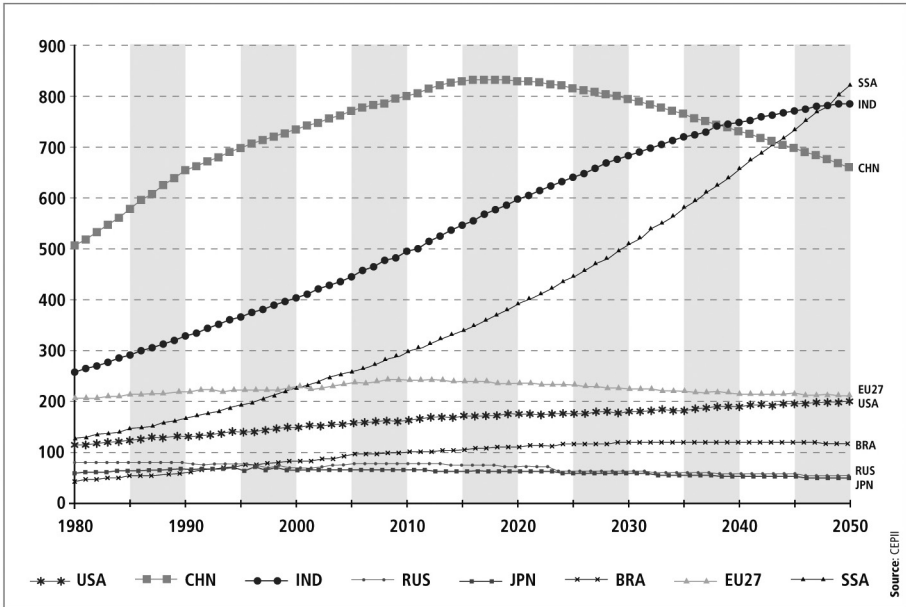
■ Une image de l'économie mondiale en 2050

L'extrapolation des taux de croissance observés ne permet évidemment pas de donner une représentation de l'économie mondiale à l'horizon du milieu du siècle. La croissance est plus rapide pendant une phase de rattrapage, qui par définition n'est que temporaire. Les taux de croissance record observés pour certains pays émergents n'ont donc aucune raison d'être permanents, indépendamment de toute contrainte de pression sur l'environnement ou les ressources. La position dans la transition démographique, la participation au marché du travail, l'éducation, le progrès technique, l'évolution des taux d'épargne, la mobilité internationale des capitaux, la qualité des institutions et bien entendu le prix de l'énergie se combinent en réalité pour déterminer à quel rythme chaque économie peut croître, et ce rythme n'est pas constant pour une même économie. L'ensemble de ces éléments est suffisamment complexe pour justifier le recours à une modélisation simple. Sur la base de ce constat, le CEPII a développé depuis plusieurs années un programme de recherche ambitieux et mis en ligne les résultats de ses projections pour près de 150 pays de l'économie mondiale¹.

Ces travaux s'appuient sur un scénario de croissance de long terme établi à l'aide du modèle MaGE (*Macroeconometrics of the Global Economy*). Ce modèle est fondé sur une fonction de production à trois facteurs (capital, travail et énergie) et deux formes de progrès technique (qui couvrent à la fois l'efficacité énergétique et celle des facteurs travail et capital). MaGE modélise la croissance à long terme. Aussi, pour prendre en compte l'impact de la crise de 2008-2009, est-il préférable d'utiliser les projections de modèles macro-économétriques de court terme (en l'occurrence celles du Fonds monétaire international pour les années 2010 à 2012) et de ne démarrer la propre projection qu'en 2013.

1. Voir Fouré J., Bénassy-Quéré A. & L. Fontagné, "The Great Shift: Macroeconomic projections for the world economy at the 2050 horizon", Document de travail CEPII#2012-3 et Fontagné L., Fouré J. & P. Ramos, "A General Equilibrium Long-Term path of the World Economy", GTAP resource, Juin 2012.

Population active pour une sélection de pays (1980-2050) – millions

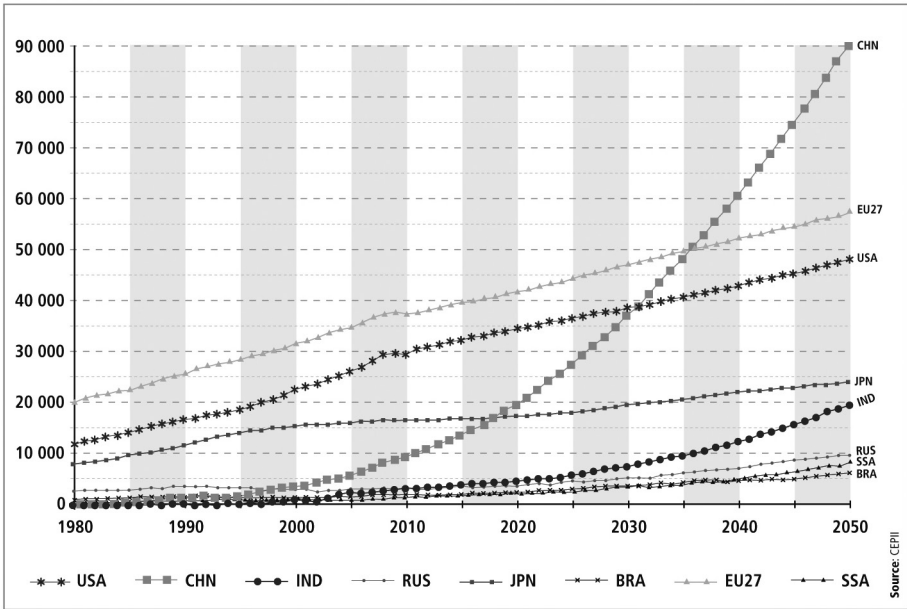


Concernant l'évolution des populations, les projections démographiques de l'ONU et de l'OIT ainsi que différentes estimations économétriques sont mobilisées. Cela permet de connaître la population active par date, en tenant compte de l'évolution des taux de participation par genre. Le graphique 1 illustre par exemple le vieillissement de la population chinoise et son impact sur la population active.

Mais d'autres variables importantes doivent être estimées, puis projetées, avec des méthodes économétriques. Il s'agit (1) de l'accumulation du capital, (2) des taux d'épargne, (3) du lien entre épargne et investissement et (4) du progrès technique. Le principe est simple : le capital, au niveau macro-économique, s'accumule simplement par l'investissement, net de l'amortissement (économique). L'investissement dépend de l'épargne disponible dans une économie à un moment donné, mais pas seulement. La mobilité internationale des capitaux permet en réalité à ces deux grandeurs de différer pour une année donnée. Cette mobilité est différente pour différentes catégories de pays, à des niveaux de développement différents. Le taux d'épargne, quant à lui, dépend non seulement des niveaux de vie, mais aussi de la position du pays considéré dans la transition démographique : les comportements d'épargne/désépargne sont différents d'une classe d'âge à l'autre et donc différents pour une économie donnée en fonction de la représentation de chaque classe d'âge dans la population. Le graphique suivant montre l'accumulation de capital pour une

sélection de pays. La situation particulière de la Chine, susceptible de devenir à un horizon de moyen terme l'économie la plus dotée en capital du monde doit être examinée à l'aune de deux autres facteurs : compte tenu de la taille de sa population active, le montant disponible de capital par travailleur reste très inférieur à ce qu'il est dans les économies avancées. Par ailleurs, la productivité dans l'utilisation des facteurs diffère, comme on va le voir maintenant.

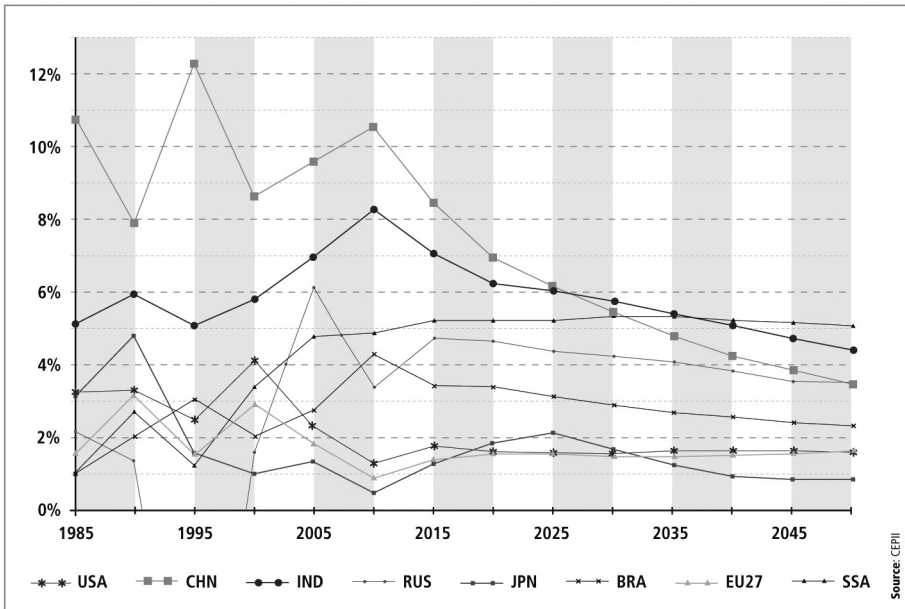
Stock de capital dans une sélection de pays (1980-2050) – milliards \$ de 2005



La productivité du capital et du travail (notre première forme de progrès technique) dépend de l'accumulation de capital humain (c'est-à-dire de l'investissement dans la formation, et de l'efficacité de cet investissement), ainsi que d'un phénomène de rattrapage. L'efficacité énergétique relève aussi d'un rattrapage, mais dépend également des niveaux de revenu : dans les premières phases de décollage et d'industrialisation, elle baisse avant de croître au-delà d'un certain niveau de revenu par tête lorsque l'industrie devient moins préminente dans la création de richesse et que l'environnement devient un « bien » plus demandé par les populations.

Au final les rythmes de croissance économique ainsi projetés sont loin de l'image que renverrait un simple prolongement des tendances passées, comme on le voit dans le graphique 3. En particulier, il n'est pas nécessaire de s'appuyer sur un raisonnement extra économique (comme une fragmentation politique) pour projeter un effondrement du taux de croissance chinois.

Taux de croissance annuel du PIB en volume pour une sélection d'économies



Il apparaît au final que la taille des économies chinoise et indienne pourrait être multipliée par 8 entre 2008 et 2050 à prix constants, tandis que celle des économies américaine et européenne augmenteraient de seulement 80%-90%.

Mais en tenant compte du rattrapage progressif des prix par rapport au niveau actuel des prix américains, la taille des économies chinoise et indienne serait multipliée respectivement par 18 et 16. On voit ici que les questions de prix relatifs et de taux de change sont décisives, et en ce domaine, la marge d'incertitude est élevée même si les tendances de long terme ont un caractère inévitable : en termes réels la monnaie chinoise s'appréciera nécessairement fortement à l'horizon considéré.

Au final la Chine pourrait représenter 33% de l'économie mondiale en 2050, soit autant que l'Union européenne (12%), les États-Unis (9%), l'Inde (8%) et le Japon (5%) réunis. La Chine dépasserait les États-Unis vers 2020 (vers 2040 à prix relatifs constants).

Cependant, en termes de niveaux de vie, mesurés par le PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat, la Chine serait encore 10% derrière les États-Unis à l'horizon 2050. Enfin, à compter de 2040 environ, l'Afrique subsaharienne deviendrait la zone du monde à l'économie la plus dynamique, avec une croissance réelle supérieure à 5% par an, en dépit de niveaux de vie encore bas.

■ Prospective des productions agricoles

Le progrès technique dans l'agriculture va être un enjeu décisif. Il dicte les conditions dans lesquelles la production va pouvoir répondre à la demande de productions animales et végétales des différentes régions du monde, en fonction de l'accumulation de facteurs et des obstacles aux échanges de biens agricoles entre zones excédentaires et déficitaires. Pour analyser cette question, deux étapes supplémentaires sont nécessaires, une fois connue la trajectoire des revenus au niveau mondial.

La première étape concerne la productivité agricole. On a expliqué plus haut comment était projetée la productivité du travail et du capital, au niveau d'une économie dans son ensemble. Revenir sur la question de la productivité agricole est nécessaire dans la mesure où celle-ci peut être différente de la productivité de l'ensemble de l'économie, et parce que la mesure des facteurs de production est difficile dans ce secteur. Ainsi, il n'existe pas de séries de stock de capital employé dans l'agriculture au niveau international. On dispose toutefois d'une information assez détaillée sur les différents facteurs utilisés (tracteurs, terre cultivable, etc.) permettant d'utiliser une méthode statistique (dite «d'enveloppement des données») nous renseignant sur la distance de chaque économie à la frontière d'efficacité. Le progrès technique peut alors se mesurer comme la moyenne (géométrique) de deux termes : l'efficacité et le changement technique. Ces progrès peuvent être mesurés sur la période 1961-2009 en utilisant des données de la FAO². Les facteurs de production considérés sont la population active agricole, les surfaces de terre arable, les tracteurs, les engrais, les cheptels. Alors que la productivité agricole est estimée et projetée, la productivité des secteurs industriels et de services est déterminée par le modèle sectoriel mondial que nous allons maintenant décrire.

La dernière étape, concernant l'équilibre général des marchés agricoles au niveau mondial, s'appuie sur une maquette dynamique de l'économie mondiale découpant celle-ci en secteurs et en régions. Ce modèle calibré est contraint par les résultats du modèle de croissance (PIB, taux d'épargne, comptes courants, efficacité énergétique), par les données démographiques et de prix de l'énergie, enfin par la productivité agricole projetée. Ceci permet de décomposer la croissance macroéconomique, pour chaque région ou pays, au niveau sectoriel en connaissant les comportements de consommation et d'offre et les entraves au commerce international. Incidemment, on projette ainsi également les émissions de carbone par région.

2. Cf. Fontagné et al., 2012, op. cit.

Le premier résultat ressortant de ce travail est la forte baisse de la part de l'alimentation dans la consommation mondiale (en valeur). La taille de l'économie mondiale (en volume) pourrait tripler, mais la consommation alimentaire augmentera dans des proportions bien moindres. Sa part dans les budgets de consommation baissera d'environ un quart, en dépit de la hausse des prix alimentaires. Cette baisse sera compensée par une hausse (modérée) de la consommation en valeur des biens manufacturés (notamment électronique et machines) et d'une forte hausse de la consommation de services marchands (transport, banque, assurance).

Le deuxième résultat est que les niveaux de vie s'élèvent même dans les régions défavorisées comme l'Afrique sub-saharienne, et en absolu comme en relatif. En standard de parité de pouvoir d'achat, l'Afrique sub-saharienne comble une partie de l'écart la séparant de l'Europe. Le revenu par tête triple en Afrique sub-saharienne à l'horizon 2050 et représente 15% du revenu européen, soit le double d'aujourd'hui.

Ces évolutions ne doivent pourtant pas laisser penser que la hausse généralisée des niveaux de vie moyens combinée aux progrès techniques dans l'agriculture permette de résoudre les problèmes alimentaires. Et ceci pour trois raisons.

Tout d'abord, les revenus par tête moyens ne renseignent pas sur la distribution des revenus individuels correspondant à cette moyenne. La hausse de la moyenne peut s'accompagner d'inégalités croissantes et donc de poches de pauvreté qui se combineront à la hausse des prix alimentaires dans certains pays en développement.

Ensuite, les gains de productivité dans l'agriculture seront inégaux entre les productions végétales et animales, et aussi inégales d'un pays à l'autre. Le réchauffement climatique, aux effets contrastés selon les régions mondiales, aggravera ces inégalités. Les pays en déficit sur telle ou telle production devront donc recourir aux importations ce qui constituera une contrainte forte pour leur balance courante.

Enfin, la dissociation croissante des lieux de production et de consommation (par exemple les États-Unis vont accroître leur position d'exportateurs de produits agricoles et alimentaires), va faire du commerce mondial de produits agricoles un enjeu stratégique croissant. Les menaces pesant sur le libre-échange pourraient donc jouer contre les pays les plus démunis.

Plaidoyer pour les agriculteurs... et l'agriculture

Erik Orsenna

De l'Académie française

Rappelons qu'avec le Cercle des économistes, il y a 5 ans, nous avons travaillé sur les raretés. Nous avons distingué, entre les raretés que nous avons qualifiées d'opiniâtres, c'est-à-dire s'affrontant à des manques physiques, et les raretés paresseuses, qui dériveraient simplement du manque d'investissement. Étant donné les tensions, souvent, sur les marchés, et la volatilité des cours dans le domaine de l'agriculture, on pourrait croire que la rareté dans le domaine agricole est une rareté opiniâtre. Or c'est exactement l'inverse : ce sont des raretés paresseuses.

Il y a la volatilité des cours, qui sont juste la traduction d'une offre insuffisante par rapport à la demande, pour une raison précise : c'est qu'on n'investit pas suffisamment dans l'agriculture. C'était ma première remarque.

Deuxième remarque, toujours sur la rareté. Quand j'ai travaillé sur l'eau – j'ai fait mon petit tour du monde sur l'eau – on m'a dit «c'est la rareté de demain». Or, après expérience et après enquête, je me suis rendu compte que dans 85 à 90% des cas, on manquait d'eau parce que l'on n'investissait pas suffisamment dans l'eau, et que l'on ne l'économisait pas suffisamment. Donc la question de la rareté est beaucoup moins une question de rareté d'eau qu'une rareté de terre. Premièrement, il y a déjà des continents entiers qui sont en manque de terres, et deuxièmement, d'après une enquête de la Banque mondiale, les investissements dans les terres – soit pour les louer soit pour les acheter – ne sont efficaces que s'il y a derrière un État qui permet de garantir les règles du jeu.

Troisième remarque : il y a la place de l'agriculture, des agriculteurs, dans la société. C'est un cercle vicieux que j'ai retrouvé à peu près partout. On oublie les agriculteurs, voire on leur écrase la tête. Donc ils accroissent la population dans les villes. Comme les villes sont de plus en plus nombreuses, on veut que les citoyens aient des produits agricoles aux prix les plus faibles et on continue encore plus à écraser les agriculteurs. Et ce cycle-là est évidemment infiniment pernicieux.

► **Colère**

Quatrième remarque : le mépris dans lequel on tient les agriculteurs – notamment dans notre pays – est inacceptable. Franchement, quand je vois tellement de citoyens donner des leçons de nature aux agriculteurs, je me dis qu'il y a tout de même un problème qui se pose. Et quand on voit ces mêmes citoyens, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, vouloir dépenser de moins en moins pour la nourriture, je me dis qu'il y a quelque chose d'un peu pourri. Enfin, quand je vois toujours ces mêmes citoyens – je résume – se méfier énormément de tout progrès technique ou scientifique dans le domaine de l'agriculture en faisant référence à une sorte de soi-disant nature, je continue de m'inquiéter.

Cinquième remarque : si le prix, c'est-à-dire si le bas prix, est le seul critère retenu de l'excellence, nous aurons la situation suivante : cinq ou six pays de production agricole qui distribueront leurs produits au peu partout, dans des cargos, dans tout ce que l'on peut imaginer, là où les agricultures sont mortes. Dans aucun autre domaine, le modèle libéral, voire ultralibéral, n'est aussi pernicieux.

Dernier point, en forme de conclusion : c'est bien d'avoir parmi nous un Ministre de l'Agriculture qui est en même temps un Ministre de l'Agro-alimentaire, parce qu'évidemment il va devoir reconstituer les filières. Il n'y a pas seulement des marchés. Je connais assez bien le monde agricole français et revenant très souvent d'Asie soit par le Nord, soit par le Sud, je compare le terroir allemand et le terroir français. Et quand je vois que la France, maintenant, est derrière l'Allemagne en termes de produits agricoles, je suis en colère.

A Totally New Global Food Landscape

Kym Anderson

University of Adelaide

Prediction is difficult, especially if it is about the future! But I think there is one safe prediction we can make, and that is that developing countries will become a very much bigger part of the world economy in the next two or three decades. This is already shifting the centre of gravity of the world economy and industry, but it is doing more than that; it is altering the commodity composition of global trade, and it is doing so at a much more rapid rate currently than was the case three or four decades ago, when first Japan and then Hong Kong, Korea and Taiwan developed rapidly.

► **Steeply rising commodity prices and related problems**

The reason is not only that China and India, like Japan and Korea, are natural resource poor, but they are vastly more populous, and in the case of food it means they will be expanding the demand for food far more than happened with the income growth associated with their east Asian neighbors in earlier decades. This rapid industrialization in natural resource poor countries means that the price of primary products has been rising on international markets, whether for industrial raw materials, fossil fuels, or food.

However, there have been two other contributors to high food prices in recent times. One of them is bio-fuel policies that have developed in a number of countries, including this part of the world, and that has meant that the price of fuel, when it is high, will suck up the price of food, because crop products will be used as substitutes, or more usually supplements, for fossil fuels.

The second important reason for these high prices we have now is the global neglect of agricultural investment, particularly in research and

development, over the past quarter century. Looking back to the mid-1980s, the world price of food was at a record low, and countries thought that they had beaten Malthus and now had a world with a food surplus and so need not invest quite so much in agricultural research and development. That research and development takes 25 or 30 years to have an effect, however, so a slowdown there has had an effect on raising international food prices a generation later.

► **The price of food will remain high for the poorer**

We can expect the price of food to remain high with this rapid growth in incomes in emerging economies, which of course will threaten global food security for the food-insecure people, who are usually the poorest people in the world.

Two possible solutions to this situation are available: boosting investment in agricultural research, and improving food-trade policies.

► **Investment in agricultural research**

Returning to a higher rate of growth in public investment in agricultural research and development, and associated education for rural people that will help them absorb those new technologies as they come on stream, would help both farmers and consumers. Indeed that sort of investment has a very high social rate of return nationally and globally. It will have an even higher rate of return into the future, not only because of bio-fuel demands but also because of climate change.

This investment not only has to be in the developing countries but also in high-income countries and in the international agricultural research system. This is because if the investments were only in large middle-income countries such as India and China, that would raise incomes in those countries, some of which would be spent on higher quality food products like livestock products. There would therefore not necessarily be a large increase in surplus exports from those countries from that investment, so the investment effort needs to be broader. It could, of course, yield faster results if new biotechnologies were adopted in more countries, but even without that there will be a high rate of return to further investments in that area.

► **Improving trade policies**

The second solution has to do with trade policies. The World Trade Organization has not been able to conclude its current Doha Development

Agenda, which means that agricultural policies, which are a major contributor to remaining welfare costs of trade policies around the world, are not being disciplined by a new agreement amongst WTO members.

That inability to reach agreement raises the risk that some newly industrializing countries, such as China, become agricultural protectionist countries in the same way that earlier industrializing countries did. If they were to do that, it would mean there would be less growth of international food trade and markets would remain thinner. When markets are thin (the share of production exported is small), markets are more volatile –especially when stocks are low or some other shock hits the world’s food markets.

There is one other area where the WTO could make a contribution, if only members would agree to add it to the agenda of the Doha round. It is to bring more discipline to agricultural export restrictions. They are currently disciplined very little in the WTO, such that when a food price spike occurs, as it did in 2008 and again in 2010 and 2012, there is nothing to stop a WTO member from putting an export restriction in place, and when that happens it increases the international price further and makes it even more difficult for the poorest countries in the world to afford food.

The last point I would make is that if bio-fuel subsidies and mandates were to be abandoned, that would de-link food prices from fuel prices, and so we would not have that additional influence on raising the mean level and the volatility of international prices.

Pour résoudre le problème de la faim : paix, prix et pluie

Sylvie Brunel

Université Paris-Sorbonne,
Ancienne présidente de l'ONG Action contre la Faim

Selon le Programme alimentaire mondial, l'organisme qui apporte l'aide alimentaire dans des situations d'urgences, il y a un peu moins d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim aujourd'hui. Ce ne sont pas des affamés, ce sont des malnutris. Ce milliard de personnes représente à peu près 17% de la population mondiale. C'est intéressant de voir que par rapport aux années 70 nous avons divisé le pourcentage par 2 ; c'était 33% à souffrir de la faim dans les années 70. Mais nous n'avons pas changé le chiffre global malheureusement : un milliard de personnes toujours, un volant de population qui est en dehors, des non consommateurs qui n'ont pas accès à la nourriture même si cette nourriture existe.

Quelles sont les perspectives ? En 1996, lors du premier Sommet mondial de l'Alimentation post Guerre froide, la FAO disait qu'il y avait 800 millions de malnutris et que nous passerions à 400 millions avant 2015. Cet engagement fut solennellement réaffirmé dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Mais il y a eu les émeutes de la faim en 2007-2008. Nous avons découvert que le chiffre restait désespérément élevé et que les enjeux qui nous attendaient pour demain étaient très inquiétants. La production céréalière mondiale devrait passer de 2,3 milliards de tonnes de céréales à 3,4 milliards de tonnes d'ici 2050, pour nourrir une population qui passerait de 7 à 9 milliards d'individus, dont les deux tiers résideraient en ville. Aujourd'hui c'est la moitié. Chaque année, les villes s'accroissent de 50 millions de personnes. À ces milliards de citoyens, il faut une alimentation

accessible, donc régulière et peu coûteuse, dans un contexte où l'on parle de changement climatique, où l'on nous dit qu'il faut étendre les zones protégées. C'étaient deux millions de kilomètres carrés en 1950, ce sont vingt millions de kilomètres carrés aujourd'hui. La conférence de Nagoya de 2010 précise qu'il faut passer de 13% à 17% des superficies émergées d'ici 2020.

► **D'immenses réserves de terres**

Face à cela, sommes-nous obligés de nous accommoder de la faim des pauvres ? Je pense que non. Après avoir travaillé 17 ans dans l'humanitaire, je peux dire qu'il nous reste d'immenses possibilités d'améliorer la situation. Des possibilités en matière de rendement : celui-ci reste très faible dans un grand nombre de pays. Des possibilités en matière d'extension des superficies cultivées : en Afrique, 10% seulement des terres sont effectivement cultivées ; il y a des réserves de terres gigantesques dans un grand nombre de continents et le réchauffement climatique, paradoxalement, va augmenter les terres disponibles, notamment dans l'hémisphère nord. Mais pour résoudre le problème de la faim, il faut réunir trois conditions. Elles commencent toutes par la lettre «P».

► **Premier «P», la paix**

Parce que dans un grand nombre de pays, les paysans souffrent de la faim simplement parce qu'ils vivent dans l'insécurité. Ils ne peuvent pas récolter, ils ne peuvent pas investir dans leurs terres. On voit bien que les grandes zones d'insécurité alimentaire, quelles que soient les conditions climatiques, sont d'abord les zones d'instabilité politique. Aujourd'hui, il peut y avoir des crises alimentaires, mais quand elles dégénèrent en famine, c'est-à-dire la rupture absolue de nourriture pour des populations entières, c'est toujours parce qu'il y a eu un processus politique qui fait que certaines populations n'ont plus accès à l'alimentation à l'endroit où elles se trouvent. Sinon, le Programme alimentaire mondial peut apporter de l'aide et enrayer la famine. On a des systèmes d'informations, on a des systèmes d'alerte. Les famines ne sont plus naturelles, elles sont politiques. C'est tout le problème de l'information et de la démocratie.

► **Deuxième «P», les prix**

Parce qu'aucun paysan du monde ne se limite à un estomac qu'il suffit de remplir. Un paysan, pour travailler, pour investir, pour prendre des risques, a besoin d'être rémunéré. Et pour être rémunéré, il faut que son travail soit reconnu. Cela veut dire que les paysans doivent s'organiser, que

partout où ils souffrent, c'est parce qu'ils ne sont pas organisés en syndicat, en coopérative, qu'ils ne sont pas soutenus par des ONG. Le rôle des filières est essentiel. Mais il ne suffit pas de rémunérer correctement les paysans ; il faut aussi que la nourriture soit accessible en ville, à ceux qui sont dans une situation où 70% de leur revenu est consacré à l'achat de nourriture. Cette logique très compliquée entre « rémunérer correctement les paysans dans les campagnes » et « fournir une nourriture accessible dans les villes », passe par la productivité. Cela passe par des efforts agronomiques et techniques, des investissements dans les campagnes. Parce que sans semences améliorées, sans outils, sans soutien à l'agriculture, sans filière de distribution, le paysan est complètement spolié. Il est exposé aux fluctuations climatiques et aux fluctuations des prix. Et la volatilité des prix constitue une catastrophe chez nous comme dans le Sud. C'est une catastrophe partout. Quand le paysan sème, il va s'écouler entre quatre et huit mois jusqu'à sa récolte. S'il n'a pas des systèmes assuranciers, des systèmes de contrats, il est pieds et poings liés devant les caprices de l'économie et devant les caprices de la météo.

► **Troisième « P », les pluies**

Parce qu'on l'oublie, mais sur le milliard de paysans qui aujourd'hui est pauvre dans le monde, un très grand nombre dépend encore des caprices du ciel. Et cette agriculture pluviale est souvent une agriculture à faible rendement. Le changement climatique nous pose de nouveaux défis. Nous entrons dans l'ère des incertitudes. Dans le sud-ouest de la France par exemple, à cause du réchauffement, on a gagné trois semaines dans l'avancée des semis du maïs. Ce qui montre bien que le changement climatique est une réalité. Or il faut que l'agriculture puisse agir à la fois en terme d'adaptation au changement climatique, c'est-à-dire agir sur les conséquences du changement climatique en rendant les territoires plus résistants aux aléas, mais on attend aussi d'elle qu'elle agisse dans l'atténuation du changement climatique. Il faut savoir par exemple qu'un champ en croissance capte deux fois plus de CO₂ et deux fois plus d'oxygène qu'une forêt. Il ne s'agit pas d'opposer les forêts aux champs cultivés, mais de comprendre que les paysans peuvent produire une biodiversité nourricière, qu'ils peuvent être les meilleurs alliés de cette nature que nous idéalisons, mais qui n'est en réalité qu'une nature construite, une nature façonnée. Sans paysans pour fabriquer la nature, les chemins se ferment, les terres s'embroussaillent, les friches gagnent, les incendies se développent et le citadin qui aime tant la nature se retrouve dans l'incapacité d'en profiter. Sauf que comme les pluies sont erratiques, il faut penser à un autre « P », celui des puits, parce

que l'irrigation est le moyen de faire face aux aléas climatiques. Aujourd'hui, 17% des terres sont irriguées dans le monde, mais elles produisent 40% de la production. Irriguer, c'est produire plus sur moins de terres, en employant plus de monde ; c'est faire 3 récoltes par an dans les pays tropicaux. Or les paysans français se retrouvent confrontés aujourd'hui à une opposition sociétale face à l'irrigation. Ils ne captent pourtant que 3% des volumes qui tombent sur notre territoire. Mais on leur fait la guerre. Chaque fois qu'un citadin en vacances voit un asperseur dans les campagnes, son petit cœur se serre, car il a l'impression que le paysan vole l'eau de la collectivité, alors que depuis la loi sur l'eau de 1992, aucune autre profession n'est soumise à de telles contraintes pour l'utilisation de cette dernière. Connaissance accrue des besoins des plantes, qui permet d'optimiser l'irrigation et de l'employer au bon moment, à la bonne dose, compteurs et «tours» d'eau, pilotage précis des outils d'irrigation... un certain nombre de techniques permettent aux paysans aujourd'hui de ne plus arroser, comme ils le faisaient par le passé, mais d'irriguer. C'est très important. En Afrique, seulement 5% des terres sont irriguées.

► **Que peut-on dire face à ces grands enjeux, face à ces trois P ?**

C'est que d'abord toutes les agricultures sont nécessaires. On ne peut pas jeter un diktat sur les grandes cultures. On ne peut pas considérer que la petite agriculture familiale, paysanne, est la seule à nourrir le monde. Elle est nécessaire, elle est fondamentale, mais nous avons besoin de toutes les formes d'agriculture.

Nous pouvons et nous devons aussi nous poser la question du génie génétique. Cela ne doit pas être un sujet tabou. Il faut s'interroger sur ce qu'il peut permettre dans certains pays. Mais pour résoudre cette quadrature du cercle, entre les quatre «P», il faut de bonnes politiques agricoles et alimentaires. Il n'est pas normal que trois quarts des paysans du monde soient méprisés et le dernier quart soit contesté. On se rend bien compte aujourd'hui que le problème de l'agriculteur, c'est qu'il ne bénéficie plus du respect auquel il devrait avoir droit.

► **Souveraineté alimentaire**

En France, après la Seconde Guerre mondiale, on a demandé aux agriculteurs de nous aider à nourrir la France. Nous étions dépendants, nous étions affamés. Ces agriculteurs ont relevé le défi. Ils ont réussi à faire de notre France un des pays les plus performants au monde. Et aujourd'hui, on les regarde comme des malfaisants, comme des empoisonneurs. Alors

qu'en réalité, ils sont en train de faire, eux aussi, leur révolution écologique. Simplement, l'agriculture ne peut pas obéir aux lois du marché. Quand on veut une agriculture forte, il faut la protéger. C'est-à-dire qu'il faut pouvoir, pour chaque pays, mener une politique de souveraineté alimentaire. Les conditions ne sont pas identiques dans le monde. Cinq pays seulement pourraient nourrir le monde entier. Sauf qu'à ce moment-là, un milliard de personnes supplémentaire quitterait les campagnes et viendrait dans les villes. Et le problème de la faim ne serait pas résolu.

Il faut du soutien, il faut du respect, il faut de la protection. Et il faut aussi des stocks, car l'agriculture est un secteur erratique. Je rappelle la loi de King : toute variation même minime dans la production se traduit par une variation considérable dans les prix. Et le seul moyen de réguler cela, c'est de pouvoir stocker. Parce que les bonnes années suivent les mauvaises années. Dans un certain nombre de pays, le paradoxe – je pense par exemple à l'Éthiopie – c'est qu'une année de très bonne récolte va être suivie d'une année de mauvaise récolte. Pourquoi ? Parce que le paysan produit beaucoup, mais il ne peut pas vendre. Cela reste au bord de son champ et il a dépensé des semences, il a dépensé des intrants, il a utilisé de l'eau, il a fourni du travail, et il l'a fait pour rien. L'année d'après, il utilise juste la quantité de semences, d'eau, d'intrants qu'il lui faut pour faire face à ses besoins. Et là, si par hasard les précipitations sont en retard, s'il y a des ravageurs, on est face à une crise alimentaire. Il faut réguler ce secteur, il faut intervenir. Le Ministre de l'Agriculture sait bien que les enjeux qui l'attendent dans la renégociation de la PAC sont considérables et il sait très bien aussi qu'il n'y a pas une agriculture. Ce n'est pas uniquement le bio, ce n'est pas uniquement l'agroforesterie, ce ne sont pas uniquement les circuits courts. Ils sont nécessaires, mais la sécurité alimentaire, ce sont aussi les échanges. Le Maghreb représente 2% de la population mondiale, mais 20% des importations alimentaires mondiales. Aujourd'hui la France nourrit en partie le Maghreb. Si nous oublions notre rôle, qui est à la fois de fixer les agriculteurs dans les campagnes, de créer de la richesse, créer de l'emploi, mais aussi d'assumer notre devoir nourricier vis-à-vis de régions structurellement déficitaires – de plus en plus déficitaires – à nos portes même, nous nous préparons des lendemains qui déchantent.

Production agricole et nouveaux modèles alimentaires

Stéphane Le Foll

Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Il y a plusieurs sujets. Il y a une question posée à l'agriculture de l'Ouest, les pays «avancés», que l'on pourrait poser ainsi : «l'avenir est-il aux agricultures des grands pays développés»? Pour l'Europe en particulier, cette question alimentaire et agricole est un enjeu stratégique. Il y a suffisamment de débats au niveau européen pour dire que l'on met trop d'argent dans la politique agricole, pour que le Ministre de l'Agriculture affirme que cette question est un enjeu stratégique. C'est le premier point.

Le deuxième point concerne la diversité des agricultures. Nous sommes passés d'une manière de voir les choses, qui considérait que des modèles allaient dominer tous les autres, à l'idée de la diversité de formes de production agricole, d'organisation et de commercialisation de produits agricoles différentes et qui portent elles-mêmes des potentiels. Il ne s'agit plus de considérer que l'une serait meilleure et devrait s'imposer à toutes les autres. Je crois qu'il s'agit d'une grande évolution dans la manière dont on aborde la discussion sur l'agriculture européenne et en particulier sur l'agriculture en France, en tenant compte du bio, de toutes les techniques nouvelles, et des grands systèmes, à la fois le circuit court, en passant par des circuits régionaux, nationaux, internationaux. Il y a, pour tout le monde, une logique des perspectives et des projets.

Le troisième point, est double. Nous vivons avec des modèles de productions qui datent de 30 à 40 ans. Et nous ne faisons que corriger les effets négatifs de ces modèles, sans penser à de nouveaux modèles. Là est la grande question. La bio a apporté une pierre à l'édifice. Mais au-delà

de la bio, il y a bien d'autres choses à faire, pour arriver à changer l'idée même que l'on se fait de la production agricole, et à revenir à des principes d'agronomie que l'on a eu tendance à oublier.

C'est, pour Michel Griffon¹, l'idée d'une révolution doublement verte. Il y a eu la révolution verte, très bien. Il faut une deuxième révolution, doublement verte puisqu'elle part du principe que pour être productif, il ne suffit pas de s'affranchir des contraintes naturelles, il faut d'abord, au contraire, prendre en compte les contraintes naturelles et à partir de ces contraintes, faire en sorte d'aller le plus loin possible dans la capacité de production. Ce changement est conceptuel. Et le Ministre de l'Agriculture le disait bien avant d'être ministre. Il le dit quand il est ministre, il le dira après quand il ne sera plus ministre ! Ce point d'analyse est pour moi essentiel. Cela vaut pour l'ensemble des questions posées à l'échelle du monde. Nous serons dans une problématique où nous aurons besoin de toutes les agricultures du monde pour nourrir la planète. C'était d'ailleurs déjà la thèse d'Edgard Pisani². Les productions agricoles devront être adaptées aux écosystèmes, dans lesquels elles se trouvent. On ne va plus imposer, comme on l'a fait dans les années 70, le même modèle à tout le monde. Cela ne marchera pas.

Il y a ensuite la question alimentaire, l'alimentation du monde. Elle se pose déjà chez nous : l'accès à l'alimentation n'est pas quelque chose d'assuré pour une partie de la population en France et en Europe. Il y a 17 millions d'Européens aujourd'hui qui souffrent de malnutrition. Il y a des enfants en France qui ne mangent qu'une fois par jour, à la cantine. Et cela ne semble poser de questions à personne. C'est la raison du débat à l'échelle européenne sur le PEAD, le Plan d'aide aux plus démunis... Toutes ces questions sont des questions essentielles. Il suffit de rencontrer les gens du Secours populaire ou des Restos du Cœur pour s'en convaincre. La question de l'accès à l'alimentation – qui vaut aussi pour la question de l'accès aux soins – est encore posée, même dans un pays comme le nôtre, même dans un continent comme le nôtre. Et la crise que nous vivons va accroître cette question. Nous sommes obligés d'être comptables de cette idée.

► Des agriculteurs meurent de faim

Reste le débat sur la nourriture de la planète. C'est vrai qu'il y a la logique linéaire et malthusienne : «Combien sommes-nous aujourd'hui ? Nous sommes 7 milliards, nous allons être 9 milliards. Il y a combien de production en volume aujourd'hui ? Pour passer de 7 à 9 et en tenant compte

1. Auteur de *Nourrir la planète* (2006).

2. Ministre de l'Agriculture de 1961 à 1966.

de l'évolution des comportements dans les pays les plus peuplés, il faut multiplier par 2 le niveau de la production.» Sans se poser la question, qui est essentielle, du niveau qualitatif où l'on se situe. Quels sont les modèles qui vont se développer ?

Personnellement, je suis convaincu de la nécessité de concevoir ces nouveaux modèles de production agricole en même temps qu'on va devoir penser les modèles alimentaires. Et il n'est pas du tout écrit, comme il est répété partout, que tout le monde va se mettre à manger de la viande rouge, que tout le monde va se mettre à consommer des protéines animales ; qu'il va donc falloir produire au triple ou au quadruple les protéines végétales. La question alimentaire, et donc la question culturelle de l'alimentation, doit revenir dans les débats. Je plaide pour que l'on revienne là-dessus. En effet, c'est par une nouvelle conception de l'alimentation que l'on arrivera à décliner l'idée même de l'agriculture ou des agricultures que l'on va développer. C'est par la conception de l'alimentation, à l'échelle mondiale, que l'on arrivera à résoudre LA question alimentaire de manière globale. Le constat est simple : nous sommes passés de 5 à 6 puis à 7 milliards d'habitants, et nous allons passer de 7 à 9 milliards, et il reste toujours un milliard de gens qui souffrent de la faim. C'est bien la preuve que nous sommes capables d'augmenter le volume produit, mais qu'il reste quand même un vrai problème. Ce milliard n'a jamais baissé. Comment l'expliquer ? D'abord, dans ce milliard d'habitants qui souffrent de la faim, 80% sont des agriculteurs. C'est un vrai problème. On parle des transferts des agriculteurs vers la ville et on dit « le problème est là ». Mais non, le problème, c'est qu'il y a des agriculteurs qui aujourd'hui meurent de faim. On en revient bien à la question initiale sur les modèles et sur l'investissement dans l'agriculture.

► **Transparence et régulation**

Depuis des années, on n'a pas arrêté de nous rabâcher que le commerce agricole et des produits agricoles allaient régler le problème de l'alimentation du monde. C'est faux. Il y a de temps en temps des constats à faire. Si c'était la solution, on l'aurait trouvée. Ce n'est pas la solution, pour les raisons que l'on évoquait, sur l'investissement, sur l'écosystème, sur les modèles alimentaires. Il faut donc reprendre les choses dans l'ordre pour adapter la production agricole aux situations de chacun des écosystèmes. Tel est l'enjeu. Telle est la clef d'entrée maintenant dans ce grand débat sur la question alimentaire.

Il faudra aussi s'interroger sur la transparence et la régulation de l'alimentation mondiale, avec en particulier la transparence sur les stocks,

la régulation sur la spéculation. Je ne suis pas contre l'idée de l'échange mondial et du commerce mondial sur les produits agroalimentaires. Mais je n'en fais pas l'alpha et l'oméga pour réduire la question du problème de l'alimentation dans le monde. Au contraire, j'invite vraiment à se poser des questions. Je suis convaincu de la nécessité, à l'échelle du monde, de changer l'approche qui doit être la nôtre pour résoudre ce problème.

Financial Innovation and Africa's Agricultural Sector

Vera Songwe

World Bank

The election of a new French president and the Greek, Spanish and Italian crises have finally brought the discussion on the need for growth to the fore, but also how to spur this growth. Five years after the worst financial crisis since the great depression the global economy is still suffering the aftershocks. It is no surprise therefore that the mood is cautious and discussions on improving global understanding about vulnerabilities affecting financial systems will be inescapable as are initiatives to promote financial stability. The challenge for policy makers today is to strengthen the financial sector prudential regulations while providing financing for growth including in the developing world. This includes financing for the agriculture sector.

To date, there is a global consensus that emerging markets have managed the financial crisis well and that bank deleveraging had a limited impact on the financial sector in Africa. Despite their positive growth since 2009, African countries are in search of ways to sustain their growth in a continuously volatile and uncertain environment. They are looking for ways to stimulate domestic and regional demand; to organize markets for primary commodities better; reduce the burden of the agriculture sector on government accounts while improving food security.

► How to make production growth sustainable

Financial sector development holds significant promise for growth in Africa; this is especially true in the agricultural sector where access to financial

services has been limited. A focus on agriculture has led to substantial increases in production for a number of commodities on the continent. Ivory Coast, for example has increased its production of green coffee by 47% between 2008 and 2010, Cameroon by 31%. Ghana has increased its production of maize by 27%, and Ethiopia by 17%. Also, rice production has increased by 34 percent in Cameroon and by an impressive 63% in Ghana. Tobacco production has increased by about forty percent in the main producing countries such as Nigeria while production of groundnuts, beans and tea has also increased noticeably. Having made progress in production, African farmers are now faced with the challenge of accessing adequate transport, storage and marketing facilities.

Similar to the United States in 1848, improved production is creating a need for production differentiation. The need to improve quality, storage, marketing and transportation systems is creating new markets in Africa including organized spot markets, forward markets for warehouse receipts and an increasing number of futures markets. This process of innovation, as it did in the US between 1848 and 1920, has led to rapid financial innovation in Africa. The pattern of financial innovation in Africa is happening at an accelerated pace and if well managed could provide access to finance for millions of African farmers and businesses.

Farmers in many African countries do not have access to financial services. Data on the share of bank credit to the agriculture sector is difficult to calculate and in most cases this number though very low as evidenced by the table below does not fully reflect all the market based credit going into the sector due to the fragmentation of initiatives between bank and non-bank entities and the lack of adequate records and statistics on the sector.

Seasonal Credit by Country (% of GDP)							
	Benin	Burkina-Faso	Ivory Coast	Mali	Niger	Senegal	Togo
2005	0.72	2.32	0.85	0.00	0.05	0.24	0.04
2006	0.39	2.64	0.76	0.00	0.02	0.19	0.01
2007	0.83	0.60	1.06	0.00	0.04	0.21	0.04
2008	0.54	0.43	1.00	0.00	0.04	0.10	0.00
2009	0.36	0.55	0.94	0.07	0.02	0.08	0.00
2010	0.51	0.27	0.98	0.23	0.05	0.17	0.00
Average 2005-2010	0.56	1.13	0.93	0.05	0.04	0.17	0.02

New financial instruments bring promise for the hundreds and millions of farmers, both commercial and subsistence, in Sub-Saharan Africa (SSA). However, unregulated use of some of these products is among the root cause of the global financial crisis. The challenge will be to ensure that much needed financial regulation designed to prevent another global crisis does not endanger access to finance for the African agribusinesses and farmers.

► **Protecting African markets from Wall Street errors**

Better access to markets is the key to increased production and productivity. Policymakers will need to ensure that as agriculture production increases, farmers have secure access to markets and that trading in these commodities does not lead to rampant and unregulated financial innovation. This can be done by focusing on four issues.

First, in addition to working on providing additional resources for increased production, there is a need to focus on developing sustainable and inclusive agriculture trading markets. Countries must put in place failsafe market infrastructure for agriculture commodity trading. The private sector, farmers and development partners should support a simple system of forward trading by investing in storage infrastructure and strengthening the legal environment for contracting. This combination will help to support the development of a warehouse receipts system across the continent thereby providing farmers with better access to financing and an ability to smooth their incomes.

As the agriculture market moves from a forward to a future market there will be a need to support the development of transparent, efficient and standardized trading via regulated clearing houses. If Africa's agricultural sector is going to leapfrog on financial innovation, we must ensure that African farmers are protected from the errors of Wall Street. This means that the rules on over-the-counter derivatives must be enforced at entry on the continent to provide greater transparency. While this may constrain some trade by reducing the flexibility of farmers and other agents in the market it will ensure that farmers and other traders have enough time to understand the instruments available to them in a secure and regulated environment. Standardized products will also allow for increased competition in the provision of such services thereby increasing farmer's access to products and services at competitive prices.

A third and important area that requires support will be the development of credit agencies. The development of a warehouse receipt system and other related financial products will allow individual farmers or cooperatives

to access banking sector credit using the warehouse receipts as legal tender. As a consequence, a large segment of previously unbanked groups, especially women, will have the ability to access financial services and build a credit history. To support this process it will be important that countries develop credit bureaus that allow for the capture, storage and sharing of information across the sector, countries will initially require some assistance in establishing these systems.

Finally, there is a growing number of important regional banks that will manage farmers accounts as activity increases. As they grow, these banks could pose a systematic risk to Africa's financial sector. With 70% of the rural population in Africa depending on agriculture for their livelihood, a crisis in the sector could quickly weaken financial institutions on the continent and diminish the wellbeing of millions.

Between 2008 and 2012 the World Bank alone has committed over \$US 3.2 billion into the Agriculture sector in Africa. Recently the G-8 announced that it would increase resources to the agriculture sector in Africa through the Global Agriculture and food security program, by leveraging private sector support. For Africa to become a leading agriculture producer and improve food security it must ensure that a substantial share of these resources gets into the hands of the farmers through increased access to financing.

Solutions for the Impact of Climate Change are not Lacking, but...

Hiroshi Watanabe

Japan Bank for International Cooperation (JBIC)

► **The negative impact of climate change**

Regarding the impact of climate change, there are a number of points to be made, but one we should note is that sometimes it is a good thing, and one of the good things is that even cold areas have higher productivity now that higher temperatures have been reached. However, it also has a negative impact; the melting icebergs in the north and south are going to raise the sea levels, so areas with river deltas will suffer from salt-water incursions. Most of the areas of agricultural production in Asian countries are in the south. Usually we say in the case of the North-South problem that the North is rich, but in the case of Asia the South is rich, because most of the rivers run from North to South. However, now that delta regions will be affected by saltwater, it might create difficulties.

Climate change will have a large negative impact in terms of uneven rainfall, meaning that we will have both drought and flooding. Flood control is going to be very important. Last year in Thailand huge flooding caused a disaster, and flood control is very important there.

► **Technology and innovation are the key words**

The second point concerns technology. The point has already been made about expenditure on research to raise production levels, but we will also have related industries, or fringe industries, such as transportation, storage, canning and processing. How product can be preserved for a long time is an issue, and in that case canning, processing and storage are very important.

There is also the question of shortening the transportation time of the product from the production site to the consumer market, so road construction should be evaluated in terms of efficiency, and I really appreciate the work done by the World Bank on this. Education in the context of water will also be very important in the future, but at the same time new technology can also be used. Water pumping systems are important, and small power generators powered by renewables can also be found everywhere, which can reduce the cost of supplying electricity to run irrigation systems. Such new kinds of technology can also be used in the future.

► **Rivers are a matter of politics**

The third point is water, and using rivers, which are currently unusable or only partly usable will be very important for additional crop production in the future. There are only six remaining rivers in the world with such potential. There are two categories. One is international rivers, which run through five or six countries, and the other is rivers which flow mainly through one country. There are three in the first category, the La Plata in Latin America, the Zambezi in southern Africa, and the Mekong in Indo-China, and sharing the water equitably could be a very important issue. This has been done in the case of the Mekong, but it is also being done in the case of the others, with institutions being created for the purpose.

There are also single-country rivers, which are the Magdalena in Columbia, the Amazon in Brazil, and the Congo. There is no international collaboration on sharing the water in those cases, but there is some worry as to whether the products produced there will be consumed in just one country or one market, and this kind of exclusive enclosure is already found in many countries. For example, there are oil-producing countries, which acquire land in neighboring countries, produce crops and simply bring the product back to their own country, so only those rich countries can access it. However, from now on we will encourage this production to be opened to international markets, and that is quite important.

► **Financing issues**

Finally, we have financing issues. Food is scarce, but money is abundant, especially short-term money, and it is a challenging question of how this money can be channeled into the agricultural sector. The World Bank, the Asian Development Bank and also some regional banks have been working on that, but we are looking at inviting more private investment in the agricultural sector.

There are some measures that need to be taken in that case. Firstly, who is going to produce the agricultural products? The individual farmer is very much dominant in developed countries, but in the case of developing economies or very low-income countries, we are going to encourage the formation of cooperatives so that individual farmers can cooperate, and that is one of the big discussions we are going to have. Political resistance will of course arise over this, and this will not be an easy matter, but enabling the producer to finance production collectively is an important issue.

The second measure is the creation of institutions in domestic markets. Micro-financing and small financing institutions can be used, and they will also provide finance in local currencies, but these should be backed by hard currency provisions from the World Bank, multilaterals, our JBIC or other financing institutions. There is the foreign exchange risk in that case, and I think that the government or Central bank of each host country should make some effort in that direction, so that some currency flow can be sustained.

We will also use agricultural machines as collateral. The question of collateral is very difficult in the case of agriculture. Whereas in manufacturing the production capacity and facilities can be used as collateral, the question of doing the same with agricultural land is difficult, and is restricted for political reasons, so in order to increase agricultural productivity we can use the machines as collateral. Furthermore, we will allow the borrowing farmers to repay loans in the equivalent quantity of product in order to meet their repayment schedules. This can be sold to the market so that they can get the money, but the schedule is not decided according to the amount of money but according to the quantity of products, and in this arrangement will give farmers some degree of flexibility.

Finally, there is huge volatility in the food market, fluctuating food supply and demand and weather conditions will have a huge influence over prices in the market, so in order to mitigate this, we will buy insurance against the climate. Some Southeast Asian countries have already introduced insurance policies against the climate, and these have not removed the risk but they have mitigated it. That could provide another source of assurance for investors to put money into the market, and that is quite important.

Échanges

Lionel Fontagné

Tout ce que nous avons entendu est relativement, voire très encourageant. Nous avons entendu qu'il y avait une grande diversité d'agriculture possible, qu'il y a au fond à peu près tous les financements, qu'il y a à peu près le progrès technique nécessaire. On se demande quel est le chaînon manquant. Je voudrais en signaler un, tiré de l'expérience post-africaine où il y a les terres, le potentiel, la tradition et même de moins en moins de problèmes d'argent. Parce que franchement, on peut mobiliser suffisamment d'argent domestique et d'argent international. Il n'y a pas d'entreprise, il n'y a pas d'exploitation, il n'y a pas de coopérative. Il manque un chaînon. C'est celui qui, comme le disait très bien Madame la représentante de la Banque mondiale, est d'entreprendre en logistique, en chaîne de froid, en transport : des entreprises avec trois camions, des silos, des silos frigorifiques, des frigos. C'est extrêmement simple, toutes les technologies sont disponibles, il y a absolument tout, sauf des entreprises. Et je crois que si les coopératives françaises, si les entreprises agroalimentaires françaises ou européennes avaient chacune des projets de partenariats, pour faire naître des entreprises ou accélérer leur développement, on irait beaucoup plus vite. Par ailleurs, cela créerait des débouchés importants pour les entreprises du Nord concernées. Erik Orsenna connaît très bien les efforts d'organisation des coton-culteurs d'Afrique de l'Ouest. Avec une coopérative, on quintuple la production de coton. Pour une raison simple : les problèmes de logistique, de stockage, de savoir-faire, etc. sont résolus. Il y a un grand besoin d'entreprises sur le terrain. Ce ne sont pas les Chinois, qui dans certains pays sont en train de jouer le rôle de ces entreprises. L'Afrique n'appartient pas à la Chine, elle appartient aux Africains et, temporairement encore, aux Européens. La Chine est un fantasme européen.

Erik Orsenna

Les agriculteurs sont morts, s'ils sont isolés. Il faut les rassembler, il faut les former, dans des coopératives, et établir le plus possible des filières. Le chaînon manquant, c'est en fait le rassemblement : l'entreprise et après les filières. C'est vrai, nous avons essayé de le faire pour le coton. Cela marchait assez bien au Burkina, qui a pris pas mal d'avance par rapport au Mali qui était bien devant. Je ne parle pas des difficultés terribles du Mali en ce moment, très angoissantes, mais avant, parce qu'il y a eu cet effort de rassemblement. Et il faut le faire dans d'autres domaines. Je reviens, pour l'Unicef, du Niger. Il y a un programme 3N : les Nigériens Nourrissent les Nigériens. On est en train d'essayer de bâtir ce genre de rassemblements et d'entreprises. C'est particulièrement difficile, mais nécessaire, puisqu'au Niger, le problème est que le pays riche est au sud. Les troupeaux par exemple sont vendus sur pieds au Nigéria, et les entreprises sont au sud, au Nigéria, et pas au Niger. Et s'il n'y a pas d'entreprises, il n'y a pas de solution pour les entrepreneurs. Encore une fois, l'agriculteur, par définition, est isolé et dans l'incertitude. Tout ce qui brise l'isolement et diminue l'incertitude, c'est bon pour la diminution de la faim.

Vera Songwe

Vous avez raison sur les coopératives. Mais c'est une question de «*chicken and egg*», comme on dit en anglais. Si aujourd'hui nous avons un centre auto-stockage – ce qui se passe en Afrique de l'Est très souvent, qui est géré par un privé, mais qui dit «vous pouvez amener votre cacao and *I will pay you and keep it. So I'm buying*» tous les agriculteurs, individuellement, vont utiliser cette base de stockage. Après un mois ou deux, ou deux saisons de cultures, ils vont se rendre compte, en allant tout seul avec 25 sacs que ce qui se vend au marché, c'est 100 grammes par kilomètre. «Ce n'est pas intéressant pour moi, j'ai intérêt à m'associer à quelqu'un d'autre.» Et il va le faire. Je crois que le fond de ce débat est que nous considérons encore l'agriculteur comme quelqu'un qui ne réfléchit pas économiquement tout seul. Et je pense que c'est une erreur.

Question du public

Vous avez dit qu'on avait le potentiel pour nourrir la planète, qu'on avait les avancées technologiques et scientifiques. Mais je voudrais savoir comment on pourrait empêcher la spéculation de venir brouiller tout cela, surtout la spéculation des politiques. Je pense par exemple à 2008, où il y a eu une crise alimentaire, totalement liée à la crise financière, due à une anticipation d'une envolée des cours. Donc j'aimerais savoir si on pourrait complètement décorréliser ces anticipations-là et les politiques agricoles. Si on pouvait empêcher

la rumeur, comme en 2008, d'avoir un impact direct sur la nourriture des autres pays, car les stocks étaient extrêmement stables

Erik Orsenna

J'aimerais répondre, surtout sur deux points. Le premier, c'est l'investissement dans l'agriculture. L'Europe investissait 20 sur 100 dans sa politique de développement il y a 20 ans ; elle investit 4 sur 100 aujourd'hui, et c'est bien le problème. Le deuxième problème c'est que cet investissement ne se fait pas uniquement dans l'agriculture. Cela a été évoqué sur le transport et le stockage, mais c'est surtout la transformation. Un produit agricole ne vaut que s'il est transformé. On ne mange jamais un produit agricole brut. C'est une idée fausse. Et c'est tout le débat sur les agricultures vivrières, qui laisse penser qu'elles sont vivrières par définition, alors qu'il y a toujours un acte de transformation : sécher, conditionner, c'est aussi important que de produire. En Afrique, on a importé beaucoup de céréales qui viennent d'ailleurs, parce que les céréales produites sur place n'étaient pas transformées et donc pas accessibles. Ce n'est pas simplement dans l'agriculture qu'il faut investir, c'est dans la transformation.

Sur la question de la spéculation, on sait que les phénomènes spéculatifs amplifient la volatilité des prix qui existe déjà. Ce n'est donc pas la peine d'en rajouter. Il y a des mesures à prendre, d'abord, au niveau de la transparence : on ne sait pas exactement quels sont les stocks aujourd'hui. À l'ONU, à la FAO, il y a un vrai travail à faire de transparence pour éviter des effets spéculatifs. Cela a commencé avec le G20. Il faut savoir que l'origine de la spéculation est l'agriculture. Aujourd'hui, on ne peut pas accepter qu'il n'y ait pas de règles, parce qu'à partir de l'agriculture, se pose la question vitale de l'alimentation. Les révolutions viennent des crises agricoles et alimentaires. On en a encore vu la preuve il n'y a pas si longtemps au Maghreb. Il faut vraiment des règles nouvelles et spécifiques qui permettent de réguler et d'éviter les envolées non maîtrisées des prix, simplement liées aux effets de la spéculation. Cela existe, par exemple à Chicago. L'Europe est en retard sur cette question. Nous devrions être beaucoup plus offensifs sur ce principe. Et puis il y a certainement des règles à mettre en place du côté du lien entre des volumes physiques qui sont traités sur un marché et le volume de monnaie spéculatif, lui-même sur ce marché.

Hiroshi Watanabe

We had the food crisis, the money crisis and many other issues in 2008, but I think that speculation was not the main reason for the food crisis. The real reason is the shortage of supply with respect to demand. The Vietnamese Government made a mistake, so that the price of rice was too high because their

production capacity was too low. Regarding the energy market, the spill-over from the financial market has a very big impact on that, but the energy market can sell futures for ten years down the road, whereas for the food market the maximum is 2-3 years, so it is very much limited on that side. Therefore, the spillover has not been neglecting such a small market so far.

Policymakers have started discussing how to prevent this, but so far I think the impact of the crisis in financial market on the food market is limited. However, I would like to argue that staple foods are much more important, and cocoa, coffee and other products which can be sold in the international market should not be the main product of the western African countries. That is my belief, and I have been debating with the World Bank on that for more than two decades.

Vera Songwe

Sur la question de la spéculation et la régulation, nous devons être très prudents. Car quelque part les financements innovants sont le moteur pour beaucoup de ce financement, surtout dans les pays en voie de développement. C'est vrai que c'est à cause des financements innovants, ou peut-être à cause d'un excès de financement innovant, que nous avons eu la crise. Mais je pense que ce n'est pas pour cela que nous devons trop réguler et faire en sorte que cela devienne un peu plus difficile. Que les agriculteurs aillent au marché, comme monsieur le Ministre l'a si bien dit. 1848, c'était le début de *Commodity Exchange Trading*, aux États-Unis.

There was an upsurge in commodity exchange trading in the US because we had a food crisis, and what they did was to organize markets, so I think what we have to be very careful about is that we should not talk about trading on the market because we have had a crisis; on the contrary, we should be able to trade on the market, but we should regulate the market in such a way that we do not have another crisis, so there is a fine balance between innovation and creating agricultural markets, because we need those markets.

Lionel Fontagné

Il y a trois choses à retenir de ce débat. La première, qui me paraît vraiment la plus importante et sur laquelle l'économiste à lui seul ne peut pas trouver toutes les solutions, c'est la place de l'agriculteur dans notre société et dans le système économique qui amène les gens à pouvoir s'alimenter.

Deux idées ont été évoquées. La première sur l'entrepreneur. L'agriculteur est d'abord un entrepreneur, ou devrait être un entrepreneur. Une autre façon de présenter les choses, c'est l'agriculteur jardinier. Cela n'a pas été évoqué

ainsi, mais on a bien montré que la place de l'agriculteur dans la société était aussi d'entretenir le paysage et que l'on devait prendre cela de plus en plus en compte dans les politiques. Mais cela a déjà été très largement fait en Europe : c'est la réforme de la politique agricole commune, depuis des lustres ! On a fait en sorte que toutes nos mesures soient dans la boîte verte.

Le deuxième point est le modèle productif. Nous avons vu que nous avons trouvé tout sauf un accord. Parce que pour le modèle productif il y a deux extrémités et la réalité et le bon équilibre sont évidemment entre les deux. Il y a une première extrémité qui est celle de la spécialisation totale selon les avantages comparatifs et où il y aura un petit nombre de localisations qui produiront beaucoup avec beaucoup de commerce. À l'autre extrémité, on prône l'autosuffisance alimentaire. On voit bien que les deux systèmes ne marchent pas complètement bien, et qu'il faut trouver une solution qui fonctionne au milieu.

La troisième idée importante, c'est qu'aujourd'hui nous sommes dans une situation où, en dépit de la croissance des volumes de production agricole, il y a toujours de la pauvreté, il y a toujours de la malnutrition. La question de l'agriculture ne doit pas être dissociée de la question des politiques de lutte contre la pauvreté. Dans les pays en voie de développement bien sûr, mais aussi dans les pays industrialisés. Cela pose une question importante, qui est celle de la distribution des revenus et de la juste rémunération des productions. Mais la question du juste prix n'est pas une question économique ! C'est une notion qui, du point de vue social et du point de vue politique, est un vrai sujet. Il faut trouver la façon de motiver l'agriculteur, avec des prix suffisamment élevés, tout en permettant au consommateur d'acheter des produits à des prix suffisamment bas. La réalité du marché est de trouver le bon équilibre.

14.

Une nouvelle consommation

Contrairement à certaines idées reçues, crise ne rime pas forcément avec baisse de la consommation. L'heure est à des comportements plus responsables et écologiquement conscients. La consommation ne se segmenterait-elle plus seulement en fonction du revenu, mais aussi en fonction de la valeur ajoutée de l'acte d'achat ?

Cette nouvelle consommation trouverait son origine dans quatre facteurs principaux : la crise économique qui renforce le sentiment de dégradation de pouvoir d'achat et d'incertitude ; la crise écologique avec une prise de conscience accrue des problèmes environnementaux ; la crise de sens avec une recherche de valeurs et de points de repère ; la révolution numérique qui donne un rôle plus important au consommateur.

Ces nouveaux types de comportement reflètent-ils une mutation du marché traditionnel vers un marché « plus social » : consommation de proximité, circuits courts avec les « locavores », consommation solidaire et non propriétaire où la location prime sur la possession ?

Contribution du Cercle des économistes

Dominique Roux

Témoignages

Morald Chibout • Herman Chinery-Hesse • Yseulys Costes • Marc Guillaume
Esther Guluma • Josep Piqué I Camps • Robert Rochefort

Modérateur

Luc Évrard

Une nouvelle forme de consommation est en train de naître

 Dominique Roux

La crise économique est en train de modifier les comportements des consommateurs, mais contrairement à certaines idées reçues, crise ne rime pas forcément avec baisse de la consommation. Selon le dernier rapport de l'observatoire Cetelem qui se penche depuis plusieurs années sur les attitudes de consommation dans une douzaine de pays européens, le désir des consommateurs aujourd'hui n'est pas de consommer moins mais mieux. L'heure n'est pas à la décroissance mais à des comportements nouveaux plus responsables comme une rationalisation des modes de consommation, une prise de conscience écologique à travers une « consommation verte », une recherche de biens d'occasion avec l'apparition du conso-vendeur, on assiste à une sorte de recyclage lucratif, sans oublier la recherche de produits moins chers via internet.

Aujourd'hui, on peut dire enfin que la consommation ne se segmente plus en fonction du revenu, mais aussi selon la valeur ajoutée de l'acte d'achat, le consommateur est prêt à dépenser plus lorsqu'il trouve une valeur supplémentaire et dans le cas contraire il se tourne alors vers le « hard discount » ou le e-commerce pour dépenser le moins possible.

La nouvelle consommation trouve son origine dans différents facteurs dont quatre ont une importance particulière :

- La crise économique récente qui renforce le sentiment de dégradation de pouvoir d'achat et l'incertitude face à l'avenir et met en lumière une nouvelle consommation engagée avec, on peut dire, des « consommacteurs ».

– La crise écologique qui génère une prise de conscience accrue des problèmes environnementaux, en mettant en cause la responsabilité individuelle.

– La crise de sens qui conduit à un besoin de lien social et une recherche de points de repères.

– La révolution numérique qui donne un rôle plus important et un pouvoir plus grand au consommateur.

Ces nouveaux types de comportement reflètent une mutation du marché traditionnel. On ne retrouve pas la consommation insouciant des années 1960, ce qui se traduit par un nouveau mode d'acquisition des biens et des services qui prend des formes variées : consommation sobre sans gaspillage, consommation de proximité, consommation de circuits courts avec les «locavores», consommation solidaire pour faire le bien en insistant sur la valeur d'usage, une consommation non propriétaire, le pouvoir plutôt que l'avoir dans une économie de partage où la location prime sur la possession. On se dirige vers un marché «plus social» qui découle d'un sentiment de responsabilité et d'obligations réciproques que les gens éprouvent les uns envers les autres.

C'est pourquoi les changements de valeurs vis-à-vis de la consommation s'exprime à travers de nouveaux concepts en forme de slogans comme *boycott* (le shopping volontaire), *adbuster* (contre l'hégémonie des grandes marques), le *no marque* ou le *no name*, le *no-logo*, le *bookcrossing*, le *slow-food*, le *slow travel*, etc...

Une nouvelle forme de consommation est bien en train de naître, qui ne pourra qu'entraîner de profondes modifications dans la conception des produits, les modes de distribution et la manière de conquérir le consommateur.

Nouvelles consommations et nouvelles communications : des enjeux liés

Yseulis Costes

1000 mercis

En quelques années seulement, Internet a connu un essor considérable : selon une étude IAB France¹, on compte aujourd'hui en France 35,9 millions d'internautes, soit 67,1% de la population. Avec un temps moyen de connexion par jour autour d'une heure et vingt minutes, le web a révolutionné le quotidien des Français. Mais si Internet constitue une véritable révolution à la base d'une profonde mutation de notre façon de consommer et de communiquer, l'explosion récente des réseaux sociaux a conduit à une accélération du phénomène. Facebook compte aujourd'hui 800 millions² de membres dans le monde. En France, 66% des utilisateurs actifs³ s'y connectent tous les jours. L'aspect communautaire devient ainsi un enjeu majeur. À côté de cette transformation du média, le développement de l'internet mobile participe également à faire évoluer les usages et pratiques. Selon une étude IAB France⁴, au printemps 2011, 11,4 millions de Français surfent au moins une fois par semaine depuis leur téléphone, soit un tiers contre moins d'un sur quatre en 2010. Au final, on estimerait en tout à environ 24 millions le nombre total de mobinautes en France.

Mais au-delà d'avoir bouleversé la consommation média, les canaux interactifs ont également bouleversé le marketing relationnel et donc la consommation de manière générale en s'imposant comme des outils

1. Étude IAB France (2011) – «Les usages de l'Internet en France

2. Source : Facebook, janvier 2012.

3. Source : Facebook, octobre 2011.

4. Étude IAB France (2012) – «Internet mobile : quels usages ?»

incomparables dans la gestion et l'animation de la relation client. Le marketing interactif s'appuie ainsi sur des technologies permettant la construction de base de données historisées offrant l'opportunité à l'entreprise d'instaurer une relation interactive avec leurs clients ou prospects. De par le caractère immédiat et instantané des média interactifs, les annonceurs peuvent collecter et exploiter les données de navigation en temps réel. Aujourd'hui, le principal enjeu pour les annonceurs est de réussir à élaborer une stratégie de communication intelligente intégrant les différents outils de communication (e-mail, réseaux sociaux, mobile) adoptés par les consommateurs.

Si l'on prend l'exemple de l'e-mail, il est un outil incontournable en marketing interactif, utilisé à la fois dans les stratégies d'acquisition et de fidélisation. Ray Tomlinson ne pouvait pas imaginer l'impact de son invention en ce jour d'automne 1971 quand il réussit à envoyer le premier e-mail de l'histoire ! Comment aurait-il pu concevoir qu'il venait de révolutionner la façon dont nous allons communiquer ? 40 ans plus tard l'e-mail est devenu une technologie à la fois omniprésente et banalisée, utilisée quotidiennement par plusieurs milliards de personnes pour converser, travailler, se rencontrer, communiquer avec d'autres personnes ou avec des organisations et en particulier avec des marques. Le développement de l'e-mail a nourri celui du Web, cette « conversation planétaire » comme l'appelle Cécile Moulard dans *Mail Connexion*. D'un point de vue marketing, sa traçabilité au niveau de l'envoi et des réactions, son exceptionnelle capacité de personnalisation et la facilité de rapprochement avec les bases de données transactionnelles en font un canal surdoué pour le Marketing Relationnel. Les internautes ne s'y trompent pas et citent spontanément l'e-mail comme le canal le plus efficace pour les inciter à visiter un site Web. Ce succès fulgurant ne doit pas toutefois faire oublier les deux grands défis de l'e-mail comme canal relationnel pour ces prochaines années.

► **Moins de messages mais plus pertinents : capter les signaux faibles grâce aux réseaux sociaux**

Le premier défi que devra relever l'e-mail comme canal clé de la relation client est celui du nombre de messages. La critique la plus fréquente à l'égard de l'e-mail, c'est en effet le trop grand nombre de messages reçus et le temps passé à les traiter. L'e-mail est victime de son succès : trop simple et trop peu coûteux pour empêcher le spam, trop efficace pour dissuader les marques d'envoyer toujours plus d'e-mails légitimes, trop facile d'utilisation pour ne pas encourager les collaborateurs d'une organisation à mettre en copie leurs collègues. Le coût réel de l'e-mail n'est pas tant son routage

ni sa création mais bien le risque de lassitude ou de désinscription qu'il provoque chez le destinataire. Dans cette perspective, plutôt que de jouer sur le levier fréquence, beaucoup d'annonceurs font aujourd'hui le choix de la pertinence dans leurs messages par des stratégies de plus en plus sophistiquées de personnalisation ou de *trigger marketing* utilisant mieux les données de navigation et les algorithmes de recommandation. Et on est en droit d'être optimiste quand on voit qu'avec le *retargeting* par e-mail l'*e-mailing* de conquête n'a par exemple jamais été aussi performant, l'efficacité étant multipliée par 10 sur certains segments pour des volumes d'envoi beaucoup plus raisonnables.

► **Réseaux sociaux et e-mail : deux canaux interdépendants**

Si l'e-mail s'inscrit comme un véritable outil relationnel se pose la question de son adaptation dans un environnement marqué par le développement des réseaux sociaux. Beaucoup d'analystes ont cru voir avec le développement rapide des réseaux sociaux la fin de l'e-mail. Avec quelques mois de recul, il apparaît que les réseaux sociaux grand public et en premier lieu Facebook viennent surtout capter le flux des conversations interpersonnelles amicales. C'est ainsi la messagerie instantanée qui a le plus été touchée par l'émergence de Facebook. De même, dans le domaine professionnel les réseaux sociaux d'entreprise semblent prometteurs pour aider les collaborateurs d'une organisation à mieux travailler ensemble en regroupant tous les échanges autour de chaque projet. Le recours systématique à l'e-mail et à la fonction « copie » provoquent en effet souvent un accroissement des volumes d'e-mails envoyés, une dilution des responsabilités et une perte d'efficacité organisationnelle. On constate ainsi que les réseaux sociaux polarisent des usages liés aux communications interpersonnelles fréquentes tout en vivant en interdépendance avec l'e-mail (pour les notifications, pour les échanges avec l'extérieur). Il n'y a donc pas d'effet de substitution clair et massif entre l'e-mail et les réseaux sociaux aujourd'hui mais bien des effets de complémentarité. Les communications entre les marques et les consommateurs se cherchent quant à elles encore beaucoup sur les réseaux sociaux. L'essentiel est clairement à inventer. Et comme toujours, ce sont les usages qui trancheront ! Aux marques de savoir écouter les consommateurs en inventant avec eux de nouveaux modes de communication efficaces c'est-à-dire qui permettent d'assurer une interaction simple à l'initiative soit de la marque, soit du consommateur, une protection pour le consommateur de la confidentialité de ses données et une capacité de contrôle du volume de messages qu'il reçoit, une capacité enfin pour la marque de personnalisation et de mesure d'efficacité.

Ce qui comptera demain dans la performance relationnelle des marques c'est leur capacité à s'adapter face aux usages des consommateurs qui vont continuer à évoluer très vite notamment dans le domaine des canaux relationnels utilisés et leur capacité à intégrer ces différents canaux pour assurer une cohérence de discours qui leur fait parfois défaut. Dans 5 ans, quelle que soit la technologie utilisée pour envoyer des messages, ils seront lus sur des mobiles, des tablettes, des télévisions connectées, des ordinateurs ou d'autres *devices* qui seront apparus entre temps et nous devons nous adapter à cette diversité d'usages et de consommation.

De la possession à l'usage

Robert Rochefort

Fondateur de l'ObSoCo et membre du Parlement européen

Notre table ronde s'appelle «une nouvelle consommation» (on met d'ordinaire un point d'interrogation) et nous sommes dans une réunion d'économistes. Je voudrais donc que l'on essaie de voir ce qui fait système dans cette nouvelle consommation. Je voudrais partir des quatre crises que Dominique Roux a signalées en introduction⁵, et qui ont la caractéristique d'être durables et non conjoncturelles. Puisque notre raisonnement s'inscrit dans une perspective économiste, en tout cas en point de départ, il nous faut partir de la base en économie : le pouvoir d'achat pour la consommation. Dominique Roux, lorsqu'il parlait de la dégradation du pouvoir d'achat, s'est repris en précisant : «ou le sentiment de dégradation». C'est là un débat constant chez les économistes : y a-t-il réellement dégradation, ou y a-t-il sentiment de dégradation ?

► Des dépenses contraintes en augmentation

Pour répondre à cette question, j'aimerais rappeler que la vraie nouveauté en matière de consommation (qui maintenant date d'il y a une vingtaine d'années, probablement) a été la montée de ce que nous, économistes, avons appelé les dépenses contraintes. C'est-à-dire qu'une part croissante du budget des consommateurs est préemptée au début du mois soit par des

5. 1. La crise économique récente, qui renforce la dégradation, ou le sentiment de dégradation, du pouvoir d'achat et de l'incertitude face à l'avenir. 2. La crise écologique, qui génère une prise de conscience accrue des problèmes environnementaux en mettant en cause la responsabilité individuelle. 3. La crise de sens, qui conduit à un besoin de lien social et une recherche de point de repère. 4. La révolution numérique, qui donne un rôle plus important et un pouvoir plus grand aux consommateurs.

chèques qu'ils sont obligés de faire, soit des prélèvements sur leur compte en banque. Comme cette part de consommation contrainte augmente, la consommation libre – c'est-à-dire la différence entre le pouvoir d'achat et la consommation contrainte – diminue. Et évidemment, à chaque fois qu'il y a un accident dans le pouvoir d'achat, ou le désir d'une consommation supplémentaire, on se heurte à ce seuil devenu quasiment incompressible, en tout cas à court terme, des dépenses contraintes.

Il est intéressant de savoir pourquoi on est arrivé à des dépenses contraintes qui vont au delà des dépenses que l'on pourrait appeler d'utilité, comme le gaz, l'électricité, etc. Cette augmentation a d'abord été due aux programmes de télévision payants – entraînant notamment cette fameuse situation, que certains d'entre nous avons connue, où l'on n'arrive pas à se désabonner de Canal+. Toute la téléphonie s'y est ensuite ajoutée, puis internet. Par la suite, cela s'est communiqué à d'autres secteurs. Pour quelle raison ? Tout simplement parce que pour les entreprises commerciales, le fait de transformer une consommation en abonnement génère une rentabilité extraordinaire. Cela crée une fidélité, de fait, et permet une marge considérable. Cela permet de nourrir une rente : la construction des marchés avec dépense contrainte nourrit des rentes. On en voit l'exemple depuis quelques mois avec Free qui, en brisant l'oligopole des opérateurs téléphoniques, permet d'un seul coup de payer 20 euros un forfait – qui ne marche pas toujours parfaitement – qu'on payait jusque-là 70 ou 80 euros, voire plus.

► **Une dématérialisation grandissante de la consommation**

En favorisant l'augmentation des dépenses contraintes, les entreprises de consommation ne se sont pas rendu compte qu'elles encourageaient l'un des changements majeurs des modes de consommation : la dématérialisation. Une dématérialisation certes amplifiée par les nouvelles technologies, mais qui au départ n'était pas liée à quelque chose de technologique, mais à quelque chose de commercial : la capacité à avoir des clients captifs. Cette dématérialisation se fait à deux égards. Dématérialisation de l'acte commercial lui-même d'abord. Dématérialisation du support de la consommation ensuite, c'est-à-dire de l'objet acheté, qui dans un premier temps ne vous appartient plus ou n'est plus payé à son coût d'acquisition (c'est le cas du téléphone portable) et qui maintenant (c'est là qu'on rejoint les nouvelles technologies) devient en même temps un bien tangible qui disparaît, qui est invisible et n'a plus d'utilité. Quand on télécharge de la musique par exemple, légalement ou illégalement, on n'a plus besoin d'avoir le CD. La dématérialisation va ainsi jusqu'à son terme.

Cette tendance de fond dans les changements de comportement de consommation gagne de très nombreux secteurs et de ce fait, ouvre à une extraordinaire compétition – comme toujours en économie – entre le principe de rente et le principe d'innovation. Il s'agit de l'aspect à mon sens le plus important. Il est amplifié par différentes caractéristiques, en particulier – et ce n'est pas un phénomène récent puisque mon livre sur le sujet, *Le Consommateur entrepreneur*, date de 1997 – l'acquisition des compétences professionnelles des acteurs individuels dans leur métier de consommateur, c'est-à-dire le transfert d'un savoir-faire acquis sur le terrain professionnel dans leur fonction de consommateur. Ce comportement s'est totalement généralisé.

► **Retour au principe d'utilité**

Je viens de répondre d'un point de vue macro-économique à la question du pouvoir d'achat, en expliquant comment résoudre l'apparente contradiction entre la non baisse – jusqu'à présent – du pouvoir d'achat et le sentiment de sa baisse. Mais derrière cet indicateur macro se cachent des accroissements d'inégalité de revenus bien connus et qui provoquent, pour des segments importants de la population, une véritable baisse du pouvoir d'achat. Du fait, à la fois, de l'arrivée des compétences professionnelles, du désir de consommer plus, et des dépenses contraintes, nous basculons vers une consommation qui va jouer jusqu'au bout la dématérialisation et qui va déboucher sur ce qu'on appelle, dans le langage des économistes, un retour au principe d'utilité. C'est-à-dire que nous acheminons vers une consommation dite des effets utiles, dans laquelle l'usage prime sur la possession. On se précipitera pour revendre l'objet utilisé – qu'il soit physique, réponde à un besoin ou qu'il soit immatériel, comme par exemple les vêtements de mode qui ont une composante immatérielle très forte – lorsque l'on n'en voudra plus. Ce principe de revente se met en place dans de nombreux domaines et comporte deux registres : je suis un consommateur qui devient vendeur en revendant et en même temps, quand j'achète d'occasion, je suis un consommateur qui achète d'occasion. C'est-à-dire que je gagne dans les deux cas en pouvoir d'usage – je ne sais pas si l'on peut dire en pouvoir d'achat ou en capitalisation des biens, puisque quand je vends mes biens je ne les ai plus, et quand je les achète d'occasion, ils n'ont pas la même valeur que si je les avais achetés neufs.

► **La consommation et les réseaux**

À ce nouveau comportement de consommation va s'ajouter un certain nombre d'autres, fondés sur le principe de la mutualisation. Ils vont

s'appuyer sur les réseaux, mais pas seulement ceux d'internet : il peut s'agir des réseaux de très grande proximité, comme le voisinage – mon voisin de palier n'est pas nécessairement mon ami sur Facebook, mais je peux partager un bien utile avec lui. Le partage peut être lourd à faire directement par les consommateurs, et dans ce cas les pouvoirs publics peuvent servir d'accompagnateur, d'abord dans une logique de subvention de ces logiques de partage : c'est le cas de Vélib' et d'Autolib'. Ce type de partage n'est pour l'instant pas possible sans un acteur public qui organise et aide à ce qu'il se fasse. Il y a là aussi l'idée d'une productivité – le mot est un peu excessif mais je l'utilise quand même – de l'usage du produit. Il est clair par exemple qu'un Vélib' sert plus d'heures par jour que le vélo que l'on a chez soi ; et son partage amène d'autres types d'avantages, comme de ne pas être obligé de le ramener chez soi : si jamais il pleut, on rentre par les transports en commun !

Voilà donc la tendance fondamentale. Tout ce qui ne trouve pas sa place dans le cadre de cette tendance donne lieu au développement massif du super-discount. Je m'arrête là, car c'est l'essentiel de mon message. J'aurais effectivement pu vous parler de l'Europe, de la façon dont ça se passe pays par pays – on y reviendra peut-être. Je dirai simplement que toutes ces nouvelles tendances de consommation sont bonnes, parce qu'elles amènent de la concurrence et donc de la création d'entreprises. Sans tuer les formes anciennes de consommation et de commerce, elles en créent d'autres. Je tiens cependant à préciser que le rapport des entreprises à ces politiques est un petit peu plus complexe que ça n'en a l'air : beaucoup d'entreprises ne souhaitent pas, par exemple, permettre que leur site internet soit un site de vente par smartphone ou autres pour les consommateurs de l'ensemble de l'Union européenne. Nombre d'entre elles désirent garder des logiques de rentes. De nombreux sites de vente à distance sont ainsi fermés pays par pays parce que les entreprises ne veulent pas que les consommateurs sachent qu'elles vendent le même produit 10% moins cher ou 20% plus cher d'un pays à l'autre.

Mais, à mon avis, le changement le plus important à étudier dans les pratiques de consommation est le passage d'une logique de possession à une logique d'usage, l'avènement d'une économie des effets utiles. Ce n'est pas une dé-consommation, ce n'est pas une non-consommation : c'est une consommation différente.

Le monde entier consomme

Josep Piqué I Camps

Vueling Airlines

Avant de commencer et de commenter le secteur aérien, laissez-moi vous dire ce qui suit. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'intervention initiale, selon laquelle, la crise et la consommation n'ont pas de corrélation. Cela dépend. Nous parlons d'un point de vue euro-centrique, et il n'en va pas de même pour le reste du monde. Je ne sais pas si le soleil peut se lever à l'Ouest ; mais la vérité est que le Soleil se lève à l'Est et, en ce moment, il s'y couche aussi. Le centre de gravité du monde s'éloigne de plus en plus de l'Europe. Des milliards de personnes entrent dans la consommation pour la première fois dans l'histoire. L'Occident n'est pas le seul à consommer : de plus en plus, c'est le monde entier qui consomme. C'est une très bonne chose.

► À chaque pays sa consommation

Mais parlons du point de vue occidental : l'évolution de la consommation aux États-Unis n'est, par exemple, pas comparable à celle du Japon. Ces deux pays sont tout à fait différents, y compris du point de vue du comportement des consommateurs : les États-Unis sont un pays de dépense, le Japon est un pays où l'on épargne. En Europe aussi, les situations sont très différentes. Les comportements ne sont pas les mêmes en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Espagne – mon pays – ou en Italie. L'Espagne est un pays qui dépense plus qu'il n'épargne. Nous avons accumulé des déficits extérieurs considérables, et avons maintenant des déséquilibres et des problèmes très importants. De ce fait, les consommateurs espagnols consomment moins qu'avant, et différemment. Cela est lié à l'évolution des crédits, pas seulement en Espagne mais partout en Europe : le problème

le plus important auquel l'Europe doit faire face aujourd'hui est l'incitation du système financier. Notre système financier et bancaire a renversé sa fonction traditionnelle, qui est de transmettre l'épargne à l'investissement et de financer l'activité économique. Actuellement, la situation réelle est l'inverse : le secteur bancaire, particulièrement dans mon pays mais aussi dans toute l'Europe, demande les ressources de l'activité économique. D'où les problèmes actuels de la zone euro.

► **Qu'est-ce que le *low-cost* ?**

J'en viens à la question du comportement des consommateurs. J'aborderai rapidement deux points. D'abord, le phénomène que nous appelons le *low cost*. Que signifie *low cost* ? Cela signifie « coût plus bas », donc simplement être plus compétitif, plus concurrentiel que les compagnies qui existaient auparavant. Le secteur aérien est à ce titre un exemple clair. Nous sommes en France, mais ce que je vais dire vaut pour l'Espagne, l'Inde, le Royaume-Uni ou l'Allemagne. Le secteur était autrefois monopolisé par les compagnies que nous appelons des « drapeaux ». Elles ont été repensées parce qu'elles ont été privatisées, ce qui a permis une nette libéralisation du secteur. Désormais, ces compagnies opèrent en réseau. Un réseau reçoit des passagers venus de différents pays, et l'obligation est de remplir des rangs d'avions dans leurs hubs respectifs : pour Air-France c'est Charles-de-Gaulle, pour Calm Air c'est Schiphol, pour Lufthansa, Munich, pour Iberia, Madrid, etc. C'est avec ces compagnies que les nouvelles que nous appelons *low cost*, mais qui sont simplement plus efficaces du point de vue de la structure du prix, sont en concurrence. Les affaires les plus importantes pour ces compagnies sont les vols inter-continentaux, transatlantiques, ceux qui traversent les mers.

En Europe, la compétition des compagnies venues du Golfe, d'Amérique latine, du continent américain, met en crise le modèle et provoque la nécessité de changer radicalement les conditions de concurrence. Sans cela, ce secteur peut provoquer la mort de compagnies très importantes. Nous l'avons déjà vécu : les compagnies américaines de ma jeunesse, la Pan Am et la TWA ont disparu. Le risque existe de voir advenir un monde très différent de celui que nous avons connu jusqu'à présent, et le changement est très rapide.

► **Le client-souverain**

Deuxième point que j'aimerais aborder à propos des comportements des consommateurs : les nouvelles technologies. Pour le consommateur, cela permet l'obtention, pour la première fois, de la souveraineté, puisque

désormais il a la possibilité et le droit de disposer de toute l'information nécessaire afin de choisir librement, sans intermédiation, une chose ou une autre. Pour toutes les entreprises – les compagnies aériennes, les commerces, etc. –, c'est un changement considérable.

Je terminerai par un petit exemple, une vidéo que vous pouvez voir sur YouTube. On donne à un enfant un exemplaire de *Paris Match* en version papier. L'enfant prend le journal et cherche à le faire «fonctionner» comme s'il s'agissait d'un écran tactile. Et à la fin, l'enfant pleure parce que le *Paris Match* ne réagit pas comme il veut.

Africa's On Line

Herman Chinery-Hesse

ShopAfrica53.com

I am from Ghana. I run two companies in Ghana, both of them technology companies: SOFTTribe, a software company, and ShopAfrica53.com, which is an e-commerce company. Black Star Line, the e-commerce company, owns ShopAfrica53.com, and it also owns the African Liberty Card voucher, which is a payment system for the website.

Regarding the impact of technologies like e-commerce. I will give you some background. A lot of these things were not possible for us as Africans ten years ago. When the Internet came along and especially SMS, the game suddenly changed. Suddenly, we could communicate with Africans in the bush, all our cousins in the middle of nowhere, and do so cheaply and reliably, because SMS does not have to be on all the time, and even bad SMS can work. The SMS can go through if they get a little service three times a day.

We not only launched a software company as soon as we saw this was the case, but we also launched a new company, called Black Star Line, which is like an African eBay. It is quite different from the way it would be handled here or in America, because it is a different environment, as you can imagine. 50% of the population cannot read or write, and now we are asking them to go into international business, which is needed for the economy to grow. We do not all work for the government. We have our private companies which do business with many countries, and that is how the country collects taxes, so we need to go in the same direction.

► **Inventing a new language**

However, to achieve that with a population at least 50% of which cannot read or write needs a different formula. I will give you examples of the

way we got round the difficulty. We had to come up with a system for communicating with the people in the villages which was number based, because we discovered they could not read or write English or French, but they knew numbers, and the numbers worked. Here is the wording for a typical order of four shirts “10122 x 4” and then the date for pickup, and that is it. And it worked! We had to come up with a new language, similar to the language pilots use, just to achieve trade in the villages. That is the first problem we had to deal with.

► **Inventing new transport solutions**

The second problem we had to deal with was this. We told them they could bring their product and their cell phone, and we could put them into international business, so they could suddenly become a multinational, and they were very excited.

The other thing we had to deal with was transportation, because if you are in France and you order two African drums, and are happy to pay US\$500 for the two African drums to come to Marseilles, the African drums are in the bush, which is a six-hour journey on a bad road, then across the river in a canoe, then on a horse or on a donkey. We had to fix all those problems. We had to go and study what traditional systems existed for transport, and we had to plug into them.

For example, we did not try to use our own transportation. We partnered with a courier company, and this courier company had intelligence, and competence, and that is how we plugged them in. But there were very complicated things to deal with: the merchant would ask for four days before picking up an order, and the courier would say he had to add four days, and when I asked why, he said that every Thursday the truck came from that village, so even if it was ready they could not pick it up. We had to put all of these rules into the computer system, so that by the time we were telling someone it would take eight or 12 days to deliver to Marseilles, it would actually be 12 days; in fact, we added a few days extra just in case.

► **Inventing new payment systems**

We found that there was no payment system that would work for Africa. We do not have Visa or MasterCard, or at least they barely exist, so we had to come up with a full-blown payment system, where we have pay-as-you-go scratch cards. You can buy with Visa or MasterCard on this side of the world, whereas on our side of the world, we had to invent a card system. It was no problem, and we did it. The first time I did an interview on the

radio, I got arrested. The security from the Central Bank said they had heard me on the radio, and said that I could not do this, because it was a financial document, so we had to go and partner with the banks, and the banks were not interested.

What we had to do was to give the banks a reason to be interested, so we had to do some research, and we discovered that 80% of Africans do not have bank accounts, because building a bank costs US\$600,000, and if you build it in an African village, which has a US\$25,000 turnover per year, you never make a profit, so no bank goes into the village. Therefore, we stopped everything and we designed a mobile phone-based banking system, with full-blown bank accounts on a mobile phone, took that to the bank, and they said it was interesting and sexy.

The bank will now, on this basis, be issuing our scratch card on the streets to put money in their accounts. We can also use them for shopping. It was a very long journey; it took three years to come up with this model, convince the bank, and make it work, and we are not bankers, but we made it work in the end.

Therefore, these are the kinds of issues, but we are almost finished setting up the business, and it is very exciting if you look at some of the merchants on the shopping site and how it is going to change their lives. The average wage in Ghana is US\$500 a year, which is nothing; for the guy making the African drums, it is two drums, and that is supposed to be the income, but now you can make that every week. Instead of Africa taking aid, we should trade our way out of poverty, like everybody else does. Nobody made money from aid. No country develops through aid. It is not going to happen now, and I have never heard of it happening.

These are the kinds of things that are happening, and there are many interesting businesses being created. I would have given you many more examples of businesses that have come online, such as radio and TV stations formed by people from their bedrooms and that are going to start broadcasting to the world, and so on.

La philosophie d'Autolib'

Morald Chibout

Autolib'

Depuis 15 ans, le Groupe Bolloré s'est développé dans le domaine du stockage d'électricité, en élaborant des batteries dotées d'une technologie unique au monde, la technologie LMP (Lithium Métal Polymère). Cette technologie est le cœur du programme de développement de véhicules électriques que sont la Bluecar et le Bluebus.

Fort d'un investissement de plus d'un milliard d'euros qui a contribué à développer un savoir-faire unique au monde, le groupe Bolloré a remporté l'appel d'offres lancé en décembre 2009 par la Mairie de Paris afin de choisir l'exploitant du service.

Écologique, pratique et économique, Autolib' est avant tout un concept citoyen qui offre à chacun la possibilité de contribuer à relever ce défi urbain, de rendre nos villes plus propres et plus agréables à vivre.

Dans le comportement client, il s'agit de démocratiser l'accès à la voiture en passant d'une logique de possession à une logique d'usage. Il apparaît que chacun a entre ses mains une des clés de la réussite de ce projet et comme l'a énoncé Vincent Bolloré : « Vouloir avancer pour le bien de tous et des générations futures commence lorsque nous nous demandons : Que puis-je faire au lieu de se dire : Que va-t-il arriver ? ».

De plus, Autolib' est un mode de transport totalement nouveau puisqu'il est entièrement constitué de voitures 100% électriques. Grâce à la performance environnementale de la Bluecar à bord de laquelle circulent les utilisateurs d'Autolib', ce service va contribuer à faire respirer nos villes puisque ces voitures répondent à la loi du triple zéro : zéro bruit, zéro odeur, zéro émission de CO₂ !

► Une première mondiale

S'agissant du service, il a été commercialisé le 5 décembre 2011 à Paris et dans 46 communes d'Île-de-France. Dès son lancement, 250 voitures réparties dans 250 stations, dont 180 dans Paris intramuros, furent disponibles. Chaque mois, de nouvelles Bluecars sont mises en service pour atteindre le chiffre de 2 000 voitures en juin 2012, puis 3 000 voitures à la fin de la même année, réparties sur 1 200 stations dans Paris et 46 communes d'Île-de-France. Les 3 000 Bluecars mises en location vont permettre de réduire le parc privé d'automobiles francilien de 22 500 véhicules, soit l'équivalent de 164 millions de kilomètres parcourus chaque année par des véhicules polluants.

La mise en place de ce service, totalement nouveau et de grande ampleur, était un important défi technologique mais aussi logistique. Au centre opérationnel de Vaucresson, ce sont près de 250 équipiers qui gèrent le service à distance. Ils sont épaulés par pas moins de 1 000 ambassadeurs chargés d'accueillir les clients dans les espaces d'abonnements et de veiller sur le terrain à la bonne marche du service.

Symbole des transformations dans les modes de déplacement en milieu urbain, ce service met ainsi à la disposition du client une assistance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Pour s'abonner, il suffit, soit de se rendre dans l'un des espaces Autolib' avec son permis de conduire et une pièce d'identité en cours de validité, soit de se rendre sur le site officiel www.autolib.eu. Une fois équipé de son badge d'abonnement, on peut louer une Bluecar dans l'une des bornes de location et bénéficier d'un service client sans interruption. Après avoir utilisé le véhicule, il suffit de le déposer dans la station Autolib' la plus proche de son lieu de destination et de raccorder le véhicule à la borne de recharge.

Toute cette logistique permet aussi de perfectionner le service. Il est par exemple possible aujourd'hui de réserver à l'avance sa Bluecar ou sa place d'arrivée.

Enfin, la multiplicité des offres permet à chacun, entreprises ou particuliers, de trouver son compte, les gammes d'abonnements offrant à chacun la possibilité de personnaliser son choix.

Changing the World, One Purchase at a Time...

Esther L. Guluma

Fairtrade International

Is the typical consumer deliberative or impulsive? What does the consumer look for and what influences purchases? Do consumers buy in order to “keep up with the Jones” or do they consume in order to satisfy basic needs? Does the consumer actually shop for the best deal? Does consumption occur in an environment of control by the consumer and in the context of long term planning? Are consumers rational, well informed and consistent in their decisions? Does commitment to justice and equality play any part in consumers’ choices?

All these questions may put to a test a number of assumptions we currently have regarding consumers behavior. These include the assumptions that consumers act to maximize their own wellbeing (not necessarily the wellbeing of others) and make their purchasing decisions accordingly; or that they have full information about the product they buy, about its origin and its process of production. However, increasingly, consumers in North America and Europe express to the commercial world their concerns about trade justice, the environment and similar issues through purchasing preferences. This is known as “ethical consumption”.

The liberal approach to consumption assumes that consumers should be able to act in their own best interests. In this regard, we should remember that there is a social context in which consumption occurs: it is built around the way we perceive our social standing as based on what we consume, often resulting in what is called “conspicuous consumption”. Nevertheless, the fact that consumption has a social nature begs the questions: should

we not aim for a society in which our relationship to consuming changes, in which we see consumption as leading to more justice and equality for others, and in which we consequently consume differently? Simple economic models of consumption will probably fail to address the pressure posed by consumption decisions on consumers as well as fail to address the impact of these consumption decisions on individual consumers.

And what about producers as consumers? Should we aim at putting more income into their hands, so that they too can consume more? Should we aim for redistribution of wealth by ensuring income to farmers in developing countries? Should we not care about a decent standard of living for the producers of the goods we produce?

► **Production: the other side of the “coin” of consumption**

The other side of the “coin” of consumption is of course production. A lot of it is being carried out in the South, where disadvantaged smallholder farmers, artisans and laborers on plantations are to be found, producing the tea, sugar, cocoa, coffee, bananas we consume. They are disadvantaged due to unfavorable and inequitable trade relations among other reasons.

Fairtrade and similar ethical labels offer consumers an alternative that is better for our planet and its inhabitants, enabling us to use available resources responsibly. They offer a more ecologically sustainable consumption by ensuring that the production protects the environment as much as possible. They enable commercial entities to become socially and environmentally responsible when they offer fair trade products. By offering fairer rules of access to the global market, *Fairtrade* contributes to poverty reduction. It sets prices for products that enable people in the South to cover their cost of labor and living and facilitates their access to markets. It empowers people by strengthening their knowledge and capacities. Its focus is the impact on the poor and sustainable development. In short, *Fairtrade*'s goal is to improve through trade the living conditions of marginalized producers and laborers in the poor countries of the South.

In the past, *Fairtrade* was known simply as an alternative trading mechanism. It has evolved today to become an economic model, based on consumer awareness on the one hand and business interest on the other hand. As an international movement, *Fairtrade* aims to ensure that producers in poor countries get a fair deal –a fair price for their goods (guarantying a living wage and covering the cost of production), secure long-term contracts which protect them from the market's fluctuating prices, and access to the knowledge and skills they require in order to develop their business and increase sales.

Our assumption in *Fairtrade* has to be that even in the face of bewildering choices consumption decisions and consumers behavior must be somewhere between impulse and deliberation. We assume that these days there are consumers who seek products that deliver price and quality but at the same time provide societal and environmental good. These are the consumers who reflect on how their purchases impact their families, as well as global communities, along the entire supply chain.

Supermarket shelves in Europe do carry *Fairtrade* products, and there is a growing demand for these. Even within the fashion industry there is recognition of the importance of social conscience and its attraction. Nevertheless, most of the products offered through *Fairtrade* cannot be included in the category of “consuming for the sake of conspicuous consumption”. Although the *Fairtrade products* do not necessarily correspond to minimal basic human needs, they do cover many basic commodities, such as sugar, tea, coffee, cocoa, cotton...

We are often asked: “why buy products from far-away developing countries that have high carbon footprint when we can buy products locally”. However, the products *Fairtrade* certifies do not commonly grow in Europe or the USA. Furthermore, the purchase of a *Fairtrade* product ensures that a premium –an added sum of money– goes back to the producer community. *Fairtrade* offers consumers the choice to make ethically sound decisions in their spending, resulting in a positive impact on the world rather than contributing to exploitation, including the exploitation of children. The International Labor Organization’s Statistical Information and Monitoring Program on Child Labor recently estimated that 211 million children, or 18% of children aged 5-14 are economically active worldwide. 60% of these working children live in Asia, and 23% live in sub-Saharan Africa. By buying *Fairtrade* products, certified free from child labor, the consumers make a bold statement concerning child labor. *Fairtrade* standards apply to trade relations (including contracts and pricing...), labor (complying with the ILO Conventions, working hours, health and safety...) and environmental standards (climate, protection of water resources...).

► **A success story**

There is no doubt that *Fairtrade* is by now a success story. Its market share in the North has grown in recent years, quite considerably in some countries, and yet it has not lost its idealism and kept its roots in civil society.

Marketing is essential to *Fairtrade*. Our marketing initiatives recognize that *Fairtrade* products must be available where consumers can buy them.

Sales of *Fairtrade* products in Europe, North America, and Japan have grown exponentially in recent years. In 2011, *Fairtrade* registered good growth in the sales of *Fairtrade* bananas, cocoa, dried fruits, fruit juices, rice, sugar and tea. Despite the current global financial crisis, the global retail value increased by 12% between 2010 and 2011 and there are opportunities for further significant growth. There is evidence that global sales of *Fairtrade* can increase by a factor of 10-15 in the next few years.

Fairtrade is a consumer choice model that came as a reaction to the failure of international trade to bring benefits to the most disenfranchised producers in developing countries. It has by now become the consumer standard for social responsibility in the sourcing of products. *Fairtrade* is not controlled or enforced by any government agency. Instead, if consumers are willing to pay more for the *Fairtrade* guarantee of giving farmers a higher price, it is, clearly, their right to do so. Therefore, *Fairtrade* actually increases the options and choices available to consumers.

The basic principles of *Fairtrade* have remained unchanged since its earliest days: farm workers receive a “premium” for their product, which they invest in community development. Farms are inspected to ensure that labor and environmental standards are met. Hence, consumers have to only look for a *Fairtrade* label to know that they are purchasing a product made without exploitation. In addition, *Fairtrade* ensures market access for marginalized producers, sustainable and equitable trading relationships, capacity building and empowerment and consumer awareness and advocacy.

In the words of Jacques Chirac, “Promoting *Fairtrade* reconciles the act of consumption with the protection of ethical values and human dignity”.

Pour aller plus loin

Marc Guillaume

Pour préparer les échanges à venir, je vous propose quelques questions.

La première question est : y a-t-il un nouveau modèle de consommation ? À l'évidence oui, cela a été montré depuis une heure et le seul fait qu'on parle de la consommation aux Rencontres économiques d'Aix prouve que celle-ci a changé. Parce qu'autrefois les économistes ne pensaient pas à la consommation, ou très peu. Leur réflexion portait plus sur la finance ou la production ; la consommation était considérée comme une variable d'ajustement, un moteur qui marchait tout seul, au mieux un multiplicateur keynésien. Depuis une vingtaine d'années, peut-être plus, ce moteur ne fonctionne plus tout seul. Quelques économistes, quelques organismes de recherche l'étudient de près désormais et, découvrent deux choses.

– La première a été discutée. Je me contenterai donc de la résumer en une phrase : l'intelligence est du côté de la consommation. Les clients, les consommateurs deviennent acteurs, entrepreneurs et, au niveau individuel, collectif, par réseau social... inventent les usages.

– La deuxième chose n'a pas été évoquée. Un spectre hante le problème de la consommation : cette intelligence de la consommation ne comprend-elle pas un risque d'effondrement de la consommation ? On pense évidemment aux réseaux numériques, et à certains secteurs qui sont victimes de leur gratuité. Mais il faut songer également à la voiture, par exemple. Puisqu'on ne l'utilise que 5% du temps, mieux vaut la louer. Mais qu'est-ce que cela entraîne pour les constructeurs d'automobiles ? Ne vont-ils pas y perdre et être amenés à se demander «et maintenant, qu'est-ce que je fabrique» ? Pour le moment, des entreprises comme Autolib' et comme 1000 mercis gagnent à ce virage dans les

modes de consommation ; mais n'est-il pas difficile, risqué à prendre pour les pays les plus riches ? Il faut tout de même prendre ce virage consommatoire sans trop ralentir ; mais peut-être a-t-il à voir avec les taux de chômage. Voilà une question que je voulais poser.

► Une société de gâteries?

Je terminerai par deux remarques. Je disais que les économistes n'ont pas pensé la consommation ; mais il y a eu des sociologues : Edgar Morin, Jean Baudrillard et bien d'autres, et avant eux beaucoup de penseurs. Plus récemment, un penseur et philosophe allemand, Peter Sloterdijk⁶, a construit une vraie réflexion sur la consommation. Je vous encourage à le lire. Il ne parle plus de société de consommation mais de société de gâteries. Le mot « gâter » me plaît beaucoup : il signifie qu'il y a des problèmes environnementaux, qu'il faut être moral et éventuellement culpabiliser, se demander d'où ça vient, ce que l'on consomme, etc. Mais en même temps, il faut gâter comme un enfant le consommateur, en lui permettant de soulager le plus rapidement possible ses soucis. C'est une chose très importante : un véritable changement de paradigme.

Dernière remarque : il est bon d'avoir réuni autour de cette table des acteurs de la mobilité. Car contrairement à ce que certains croient, plus il y a de numérique et plus il y a de déplacements. Déplacements obligatoires, mais aussi déplacements pour des raisons professionnelles évidentes. Le secteur de la mobilité va donc être bouleversé, et je suis heureux qu'on ne l'ait pas oublié. Mais il y a un secteur qui l'a été en revanche : le secteur de la santé, au sens très large du terme. On ne le classe pas dans la consommation parce qu'on considère que la santé, dans notre pays du moins, est une dépense collective plus ou moins – de moins en moins d'ailleurs – prise en charge par l'État. En réalité, c'est probablement le secteur le plus important pour l'avenir, et il a l'avantage de ne pas poser trop de problèmes d'environnement. Il doit être soutenu par des partenariats de plus en plus intelligents et un financement adéquat.

6. *Tu dois changer ta vie*, Libella / Maren Sell, 2011.

Échanges

Question du public

Je suis un économiste écologique et urbaniste. Donc une question pour M. Chibout : votre projet est superbe, mais c'est dans Paris. Comment faire pour le périurbain, où vivent 40% des Français ?

Morald Chibout

C'est une bonne question. Aujourd'hui le projet tel qu'il a été fait, est conçu pour des villes comme Paris et 47 communes. C'est-à-dire que Paris intra-muros, c'est 2 millions d'habitants, la banlieue 10 millions. Aujourd'hui quand on prend les 47 communes plus Paris, c'est un bassin de 4 millions. Pour étendre le projet, il existe une structure qui s'appelle le syndicat mixte Autolib. Le système tel qu'il est aujourd'hui n'est pas prévu pour s'étendre en France. Mais si des villes veulent travailler avec nous, tout est possible.

Aujourd'hui, comme nous sommes une vitrine mondiale, nous avons reçu énormément de maires de grandes capitales. Et toutes les grandes capitales de Séoul à Londres, s'interrogent aujourd'hui sur le sujet. Il y a une réflexion mondiale aujourd'hui, sur l'éco-mobilité urbaine. Et donc elle se pose à la fois sur l'intra-mobilité urbaine, mais aussi sur l'extra-mobilité urbaine, pour répondre à votre question.

Question du public

Je ne suis pas du tout économiste. Je voudrais savoir simplement quel est l'impact des politiques – et de manière générale, des politiques publiques – sur ce nouveau mode de consommation. Monsieur Chibout, vous disiez qu'il n'y a pas eu dans votre business plan d'investissement public ; il y a quand même eu la décision, celle d'un maire. Quelle est la marge de manœuvre, positive ou négative, des politiques sur ce nouveau mode de consommation dont vous avez tous parlé ?

Morald Cibout

Aujourd'hui c'est l'impulsion d'un homme. C'est Bertrand Delanoé qui décide à un moment où à un autre de faire Autolib. Dans le *business model* lui-même, c'est le groupe Bolloré qui prend en charge. La voiture est fabriquée par nous. Les travaux sur la batterie Lithium-Polymère, qui date depuis plus d'un an, c'est quasiment 1,5 milliard qui a été investi. Les stations Autolib en elles-mêmes ont été fabriquées et payées par nous. La seule chose qui est aujourd'hui payée par la commune, c'est l'installation des espaces. C'est-à-dire qu'aujourd'hui une commune va nous payer – pour avoir un espace Autolib chez elle – 50 000 euros. Mais attention, ce n'est pas une subvention ! Puisque le groupe Bolloré verse une redevance de 7 500 euros par place et par an. Le reste, nous allons continuer à le payer puisque la délégation de service public est supérieure à 12 ans. C'est d'une part une volonté publique, d'autre part c'est nous qui investissons au maximum. Je rappelle juste en passant, que le groupe Bolloré, notamment sur Autolib, est l'entreprise en France qui a dû créer le plus d'emplois ces derniers mois : nous avons embauché 1 900 personnes sur le terrain. Et comme nous sommes partisans de l'égalité des chances et de l'équilibre territorial, nous avons énormément recruté dans les banlieues. À la fois sur le centre d'appel, puisqu'il est ouvert 7 jours sur 7 et sur le terrain. Ce qui nous permet d'ailleurs d'être positionnés dans les quartiers et en plus d'engager des jeunes de manière très opérationnelle.

Question du public

C'est une question pour *Fairtrade International*. En tant que mère de famille qui fait son marché, je connais cette initiative. Et on se dit que c'est bien de pérenniser des emplois des gens à l'autre bout du monde. Mais quelle est la part de votre marge ? Je pense qu'on finance énormément l'organisation elle-même ?

Esther Guluma

First of all, we are completely non-profit. Regarding the administrative salaries that we have to pay, if you as a mother want to have the assurance that the product you buy is free from child labor, that a living wage is paid to someone, there must be someone to prepare the standards on which we operate, someone who will go out, actually check that the farms comply with the standards, and do audits, some one also who will go out and improve the skills of farmers in those countries.

Unfortunately, we cannot do these things without administrative costs. I work voluntarily; I do not get paid a cent for my work. However, the salaries are much lower than what you would get in comparable organisations in Europe,

so rest assured that when you buy *Fairtrade* chocolate, the money does not go mainly to fund administrators; it goes to people in developing countries.

Question du public

C'est une question de la différence entre e-commerce et e-business. Pour être simple e-commerce, c'est plutôt Amazon, E-bay, PriceMinister. Moi je m'occupe surtout de l'e-business, c'est-à-dire de la dématérialisation de l'entreprise étendue : l'entreprise qui gère des processus de manière dématérialisée et automatisée, avec ses clients, ses fournisseurs et ses prestataires de services. Je pense que cet aspect de la dématérialisation est sous-estimé et sous-traité. Et à propos du e-commerce, je me pose de sérieuses questions en matière d'empreinte carbone : récemment j'ai acheté sur Amazon trois livres, qui m'ont été livrés dans le quartier du Panier à Marseille, par deux voitures successives, le samedi et le dimanche. Je pense que le coût en matière de carbone de mon achat de livre a été très élevé. Et je pense que le problème est général.

Robert Rochefort

Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous dites. Il ne faut pas présenter le e-commerce comme une solution. D'ailleurs, le e-commerce n'a pas grand-chose à voir avec les nouvelles consommations dont on a parlé. Il n'y a pas de la même façon les garanties sociales dans les sites d'entrepôts où de logistique du e-commerce. Elles ne sont pas toujours excellentes. Ce qui existe dans l'idée d'un consommateur citoyen qui peut être attentif aux conditions de salariat des personnes qui fonctionnent dans le commerce, on ne le voit plus du tout dans le e-commerce. Et si vous vous en souvenez, il y a d'ailleurs eu des polémiques, il y a quelques mois sur en particulier les horaires de travail. Parce que sur les plates-formes de e-commerce, il y a des gens qui travaillent de nuit, des gens qui travaillent le week-end... et cela ne donne pas lieu à une visibilité. Le e-commerce permet par exemple à des petits producteurs de trouver des marchés qu'ils ne trouveraient pas autrement. Mais par d'autres aspects, cela réintroduit une sorte de jungle, et donc ce n'est pas civilisateur en soit.

Question du public

Ce que nous faisons, nous, dans l'e-business, c'est de mettre en place des systèmes de transports intelligents. Ce système de transport, grâce au système d'information, organise du report modal, du transport routier vers le transport ferroviaire. Cela ne peut se faire qu'à partir de systèmes d'informations qui permettent d'organiser le transport massifié. Et on a là quelque chose qui est tout à fait vertueux. On est en train de mettre en place un système de

commerce, transport, valorisation des filières fruits et légumes pour la France entière. C'est un investissement d'avenir.

Question du public

Une question pour Monsieur Chinery-Hesse. J'ai le sentiment qu'une des causes de la paupérisation et de la misère dans certains pays en développement, c'est l'hémorragie des campagnes vers les villes. Et que ce que vous êtes en train de faire va probablement permettre aux gens de rester dans leurs villages. Il faut probablement que vous soyez accompagnés par des associations qui pourraient vous aider à ne pas seulement faire venir une banque dans le village, mais à aussi y creuser un puits et améliorer les infrastructures. J'ai aussi le sentiment que c'est dommage que vous restiez ghanéen, et que ce serait formidable que vous deveniez totalement Africain. Mais est-ce que ça fait partie de vos plans, d'une part, de faire l'extension en Afrique ? D'autre part, de vous connecter avec des associations pour compléter ce que vous faites pour faire en sorte que votre mission soit pleine et entière.

Herman Chinery-Hesse

The website is ShopAfrica53.com. We intend to start in Ghana and go to other countries. I completely agree with all that you said. We have not received as much interest from the NGOs as we might have liked. We think it will get better in the future, but philosophically, I think there is dignity in work, and I think that a charity case is a temporary thing. I am sure that France got some help from the World Bank, the IMF... World War Two, but they very quickly paid off and became a proper country, made their Peugeots and Fabergé, and everything started moving, their wines started being exported, etc. This has happened to a lot of organisations with good intentions, where they go in, start taking aid money, and then business stops, and now aid is their business. I am trying very hard to avoid that. We have done the technology and the payment system so far, and I must admit that we have run out of money a few times during the process, because it costs a lot. This is something that governments and NGOs should be doing, you are right, but we have had to do it ourselves.

The last time we ran out of money, we had to go and raise money internationally, because in Africa it is hard to raise money, there is not enough money in the system, but I opted once more to bootstrap, to stand on our own, and what we did was to innovate and come up with a site product which today is one of our best selling products, which is an armed robbery product that works on scratch cards that we made for the payment along with SMS. Five mobile phones in your house are registered with our system for USD6 a month,

and if anybody attacks your house you just send a blank text to our number, we send a private security company, we send a message to ten of your neighbors that the house is being robbed; we have a deal with a radio station so that they announce, "The house opposite the mango tree is under attack," and then we tell the police as well... These are the kinds of innovative things we have had to do to survive, because we are not getting the kind of support that we need, not from the Government and not from the NGOs. We are a for-profit company, and maybe that makes it difficult for them, but we believe in for-profit and we believe in the sustainability of all these models. It is not civilized always to be asking Europeans and Americans to send money to Africa; it is embarrassing. We want all those small businesses to be profitable, whatever it is worth. We have to beat USD500 a year, which is easy. We will push it to USD2,000 a year. That will have a bigger impact on our economy, and will be more sustainable than anything any of the aid organizations has done in 50 years.

Dominique Roux

Je ne vais pas conclure, mais je voudrais simplement répondre à Marc Guillaume que si les économistes ne se sont pas beaucoup intéressés jusqu'à présent à la consommation, je suis sûr que dorénavant ils vont s'y intéresser, compte tenu de l'ampleur du sujet. Moi-même j'ai créé une chaire numérique à l'Université de Paris Dauphine. On mesure les comportements aujourd'hui avec Médiamétrie et les chiffres que nous obtenons sont totalement impressionnants. Je vais vous donner deux chiffres, simplement, pour terminer sur une note un peu plus légère. On a demandé récemment, aux ménages à quel âge on doit acheter un téléphone mobile à un enfant. 30% des Français on répondu à 10 ans. Moi j'ai tout de suite pensé : pauvres professeurs qui vont avoir un tiers de la classe, au minimum, qui aura le téléphone mobile. Voilà, ce genre de question, prouve qu'il se passe des choses très importantes.

Deuxième question, beaucoup plus subtile, qu'on a posée il y a quelques semaines : «Est-ce que pour préparer vos vacances, vous avez utilisé internet pour louer, réserver, trouver un hôtel, trouver une location, si vous avez regardé des images, etc. 80% on répondu par l'affirmative. Ce qui est moins banal, c'est que 90% nous ont dit qu'ils croyaient aux informations qu'ils avaient eues sur internet. Ce qui veut dire, me disent certains amis sociologues, que l'information verticale d'autrefois – je fais une campagne de pub où je dis... allez voir ce film – , ce n'est plus ça qui marche. Ce qui marche, c'est «mon voisin m'a dit que le film était très intéressant». L'information horizontale devient plus importante maintenant que l'information verticale. Vous voyez que nous aussi, à l'université on commence à s'intéresser à ces questions !

15.

Choc des cultures et des modèles sociaux. Quel renouveau ?

L'État providence doit relever de nombreux enjeux (retraites, dépendance, système de santé, emploi...). Quels modèles sociaux faut-il retenir, en particulier en Europe ?

La demande de santé est corrélée aux exigences en matière de qualité de vie, au degré d'instruction et au niveau de développement. L'État y répond sous contrainte économique. Les systèmes de santé européens et américains semblent démunis face au vieillissement, à la montée des exigences sociales et même aux innovations techniques.

Comment évoluer ?

Face aux modèles occidentaux, se dressent aujourd'hui d'autres réponses aux défis sociaux, qui semblent tout à la fois s'inspirer et se défier de ce que l'Ouest a pu faire prévaloir.

La question des modèles sociaux dans les sociétés vieillissantes appelle aussi une réflexion sur le rôle de l'immigration, dans la dynamique qu'elle peut imprimer comme dans les chocs qu'elle peut produire.

Contribution du Cercle des économistes

Françoise Benhamou

Témoignages

Mani Shankar Aiyar • Roland Benabou • Jean-Marc Borello • André Lévy-Lang

André Masson • Joakim Palme • Astrid Panosyan • Maboula Soumahoro

Philippe Wahl

Modérateur

Henri Gibier

Des modèles sociaux, aux modèles culturels

Françoise Benhamou

Les modèles européens sont-ils en péril ? Y a-t-il encore un modèle européen ?

Assiste-t-on au déclin fatal de la social-démocratie ?

Quelle santé ?

Quels modes de vie en perspective ?

Hérité de l'histoire, le rapport qu'une société entretient aux inégalités, au rôle de l'État, à la protection sociale, à la santé, au vieillissement, à la famille, se joue sur plusieurs registres. S'il n'est pas indifférent aux rythmes de la vie sociale, aux pratiques culturelles, à l'organisation du temps libre, il est contraint de s'adapter à la conjoncture économique et à l'étendue de la marge de manœuvre des pouvoirs publics locaux et centraux.

Le niveau de la demande de santé est corrélé aux exigences en matière de la qualité de la vie, au degré d'instruction et de développement ; les attentes sociales divergent selon les strates de la population et les niveaux de culture. L'État social y répond sous contrainte économique et sachant que le curseur entre dépenses privées et publiques dépend de modèles qui engagent le politique. Selon l'OCDE, les dépenses de l'État providence représentaient 15,6% en moyenne du PIB de ses 34 membres ; elles atteignent au début des années 2010 plus de 22% du PIB. Les modèles d'organisation du système de santé en Europe et en Amérique du Nord, fondés sur un mix d'assurances sociales, d'assurances privées et d'assistance, sont tous en crise face aux innovations techniques dans ce secteur, au vieillissement (question qui touche aussi la

Chine) et à la montée des exigences sociales (degré d'aversion au risque, formes de la demande de couverture du risque). Le tableau ci-dessous montre une opposition entre modèles où le malade couvre la moitié de ses dépenses de santé (Mexique, États-Unis) et modèles où l'État en couvre plus des trois quarts (France par exemple).

Dépenses publiques de santé (en pourcentage des dépenses totales de santé), 2011

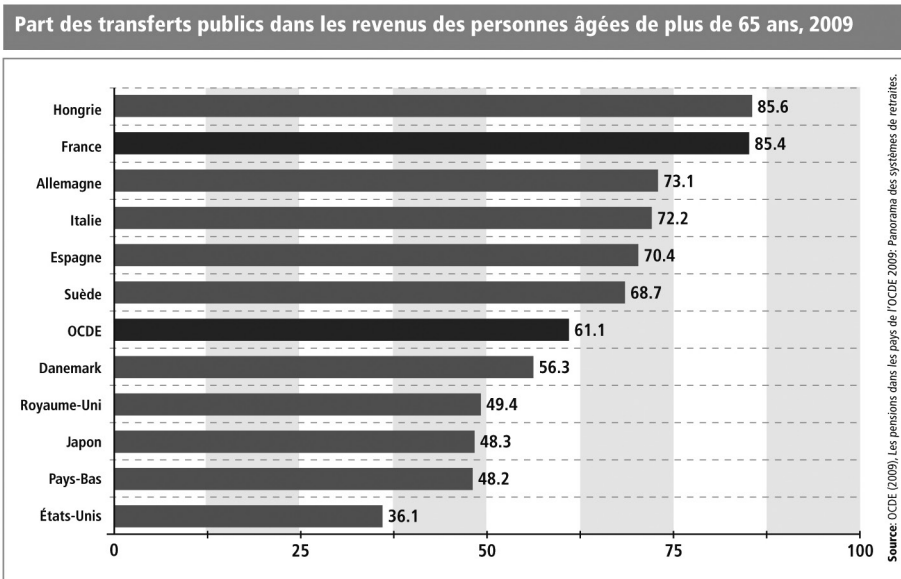
Canada	70,6	Corée	58,2
Chili	47,4	Mexique	48,3
République tchèque	84,0	Nouvelle-Zélande	80,5
Danemark	85,0	Norvège	84,1
Estonie	75,3	Pologne	72,2
Finlande	74,7	République slovaque	65,7
France	77,9	Slovénie	73,4
Allemagne	76,9	Espagne	73,6
Hongrie	69,7	Suède	81,5
Islande	82,0	Suisse	59,7
Irlande	75,0	Royaume-Uni	84,1
Italie	77,9	États-Unis	47,7

Source : OCDE.

De même, les systèmes de retraite requièrent des réformes à hauteur des besoins générés par l'allongement de la durée de la vie et la baisse ou la stagnation des taux de fécondité. En moyenne en 2009, dans les pays de l'OCDE, 60% des revenus des personnes âgées proviennent de transferts publics, 20% des retraites privées et d'autres formes d'épargne individuelle et 20% du travail. Comment évoluer ? Comment changer sans perdre son âme ? L'invention de nouveaux modèles est à l'ordre du jour. En France, le *Think tank* « Terra Nova » met l'accent sur le *care* (au sens de l'entraide, du souci permanent de l'autre)¹ : politique de lutte contre les inégalités sociales et de genre, d'incitation à la solidarité, de promotion des compétences et des « capacités », dans une logique individualiste – qui certes reconnaît l'importance des services publics, mais prend distance avec l'État Providence. Dans le débat récurrent entre assistance et assurance, d'autres voies pourraient être tracées.

Dans son livre sur l'État providence (Le Seuil, 2008), Gøsta Esping-Andersen revient sur l'enjeu majeur que l'État providence doit relever, celui du vieillissement de la population, et cela sous plusieurs angles : retraites, dépendance, organisation de la famille, emploi. Il interroge les modèles sociaux européens : faut-il aller vers un surcroît d'assurances privées, au risque

1. Gilles Seraphin, *Les défis du « care »* : Renforcer les solidarités, groupe de travail Terra Nova, www.tnova.fr.



Note: la moyenne de l'OCDE est calculée sur la base des 27 pays sur les 30 pour lesquels les données sont disponibles. Source: OCDE (2009), Les pensions dans les pays de l'OCDE 2009: Panorama des systèmes de retraites.

d'accroître l'injustice sociale ? Faut-il s'en remettre aux solidarités intrafamiliales ? À ces deux questions, il répond par le caractère inévitable de la montée des dépenses sociales publiques. Il préconise une croissance de l'emploi des femmes et une meilleure prise en charge collective des enfants. Le point de vue sur l'État providence renvoie ainsi à un modèle culturel qui laisse une large part à la possibilité de concilier, pour les femmes, vie professionnelle et vie familiale. Dans un autre cadre, Emmanuel Todd² propose une lecture des options politiques et idéologiques des sociétés ; celles-ci sont sous-tendues par les structures familiales. L'attachement français à l'égalité et à la liberté procède, par exemple, d'un modèle familial «nucléaire égalitaire».

► **Le recul de la famille ?**

Du point de vue des formes de la vie sociale et familiale, des temps respectifs de la vie professionnelle et des activités personnelles (clivage grandement perturbé par les nouvelles technologies qui imposent une porosité entre temps travaillé et temps de repos), des solidarités, plusieurs mondes coexistent à présent. L'économiste américain Robert Reich, ancien conseiller de Bill Clinton, pointe le recul de la famille : «Les Américains passent en moyenne 32 heures de moins par semaine avec leurs enfants qu'il y a trente ans.» On est loin de

2. *L'invention de l'Europe*, Le Seuil, 1990.

ce temps où le cinéma américain donnait au monde le spectacle d'un mode de vie idéalisé, autour d'une vie familiale très standardisée. Divers médias, les télévisions et leurs séries, les cinématographies du monde, les sites de partage de vidéos, montrent et font circuler d'autres manières d'organiser la vie en société, d'autres modes de communication. L'influence sociale et politique ainsi que la domination des modes de consommation avec les conséquences économiques qu'elles peuvent revêtir, dépendent de flux d'images et de modèles qui ne sont plus seulement ceux des sociétés occidentales.

► Réfléchir sur l'immigration

La question des modèles sociaux et familiaux dans les sociétés vieillissantes occidentales qui traversent une crise majeure appelle aussi une réflexion sur le rôle de l'immigration, dans la dynamique qu'elle peut imprimer comme dans les chocs qu'elle peut produire : comment composer avec le brassage des populations ? François Heran³ nous incite à « discuter des principes plutôt qu'à briser des tabous, quitte à repenser nos conceptions du volontarisme et de la souveraineté. » La réussite d'une politique d'immigration repose sur la capacité à conduire des politiques de promotion de la diversité culturelle. La production de données est indispensable et permet de mettre à jour les comptes de l'immigration. Une étude récente a ainsi montré que les immigrés ont reçu de l'État français 47,9 milliards d'euros en 2009⁴, mais ont reversé 60,3 milliards⁵. Contre nombre d'idées reçues, le solde est largement positif.

Face aux modèles occidentaux, se dressent aujourd'hui d'autres réponses aux défis sociaux, qui semblent tout à la fois s'inspirer et se défier de ce que l'Occident a pu faire prévaloir. Comment comprendre les révolutions arabes si on fait l'économie des questions culturelles, démographiques, de niveau d'instruction et de rapport à la famille ? Comme Arjun Appadurai le montre sur d'autres terrains, l'Occident a perdu le monopole du regard sur le nouveau monde qui se lève.

3. *Le Temps des immigrés*, Le Seuil, 2007.

4. Dont retraites, 16,3 milliards d'euros ; aides au logement, 2,5 milliards ; RMI, 1,7 milliard ; allocations chômage, 5 milliards ; allocations familiales, 6,7 milliards ; prestations de santé, 11,5 milliards ; éducation, environ 4,2 milliards. Source : Xavier Chojnicki, *Étude sur les coûts de l'immigration pour l'économie nationale*, ministère des Affaires sociales, 2009.

5. Dont impôt sur le revenu (en euros), 3,4 milliards ; sur le patrimoine, 3,3 milliards ; impôts et taxes à la consommation, 18,4 milliards ; impôts locaux et autres, 2,6 milliards ; contribution au remboursement de la dette sociale et CSG, 6,2 milliards ; cotisations sociales, environ 26,4 milliards. Source : idem. La France compte une proportion d'étrangers de 11%, comparable à ses voisins : 13% en Allemagne, 10% au Royaume-Uni en 2010. Source : INED

Of Facts and Myths: Social Mobility, Social Models and Social Beliefs

Roland Bénabou

Princeton University

► The puzzle of beliefs

To introduce more concretely the idea of conflicting cultural and social models, I will start with a survey question. “*The free enterprise and free market economy is the best system on which to base the future of the world. Do you strongly agree, somewhat agree, somewhat disagree, strongly disagree?*” We could poll the participants in this meeting, and it is not hard to guess where the majority of answers would lie. A more representative sample is desirable, however, and this question was in fact asked to 1,000 people in 20 countries⁶.

Most striking in the results was a huge dispersion of opinions around the average (agreement to various degrees by 61%). Some countries are where we expect them to be, such as the US, where 70% concur with the statement. Others countries may come as a surprise, such as China, where support reaches 74%; it is also quite high in the Philippines, South Korea and even India. At the other extreme –lowest levels of belief in the virtues of the market– we have Russia with just 43% and, even below, France at 34%. One might be concerned that the question about free enterprise and market economy is so broad and coarse that the answers do not mean anything (for example, because the question is interpreted differently in different

6. World Public Opinion (2005). “20 Nation Poll Finds Strong Global Consensus: Support for Free Market System, But also More Regulation of Large Companies.” Published by the *Program on International Policy Attitudes*, available at www.worldpublicopinion.org.

places). But in fact, they do. If one examines the cross-sectional relationship between the fractions of each population expressing support for the market system and their country's actual policies, one discovers a tight relationship. Where survey respondents express a greater skepticism of markets is also where we find a higher share of taxes in GDP, more intervention in the labor market and a larger welfare state. On the one hand, this can be taken as good news about the political process, in that whatever prevailing opinions might be, they translate into policy. On the other hand, we are confronted with a major puzzle: how can people have such divergent views about "how the world works", even between very similar industrialized, open, democratic, and neighboring countries as Germany (65%) and France (34%)?

This divergence is an example of the more general phenomenon of ideology, namely social beliefs that are highly immune to evidence, or at least very hard and slow to change. Another example of it shows up with the question on which I will now focus, namely social mobility and its accompanying myths and facts.

► **What is social mobility and why is it important?**

Over the last three decades, there has been a steep rise in income inequality within both developed and emerging countries; much attention has of course been paid to this. Mobility is a different concept: it is about how persistent the inequality is, whether across generations how much of it is transmitted from parents to children or over a person's lifetime. This question sits at the crossroads of many topics of interest to this meeting, such as the education system, social insurance, labor market regulation, and social beliefs.

One view that has been prevalent for a long time (particularly in the US) is that social mobility compensates, in a way, for high inequality: relatively laissez-faire systems where there is a lot of inequality are also those in which everyone has more of a chance to make it (or not), where people or their offspring move up and down the social ladder rather than being stuck in place. This is, of course, an important part of "the American Dream". The data from recent research shows, in fact, exactly the reverse: countries with the most inequality are also those with the least mobility, where children's socioeconomic fate is (on average) most closely tied to that of their parents. Conversely, the countries with the least inequality, particularly the Nordic ones, are those with the most mobility. The data also show another interesting pattern: at a given level of inequality, there is wide variation in mobility across countries. For example, Canada, New Zealand and Australia have comparable inequality but much higher social mobility

than France, Italy or other countries with a larger welfare state system. Thus the American Dream is in good part a myth, but so is the idea (also deeply ingrained, but in other places) that a bigger welfare state necessarily ensures or promotes higher mobility and equality of opportunity.

► **What policies promote or hinder mobility?**

The number-one answer to this question is of course education, particularly early-childhood and primary education. A growing body of research shows that early interventions and investments have longer-lasting effects; this is also the stage at which one would most want to put everyone on the same starting line. At the High School and Middle School levels, pure funding is also important but other factors become critical, such as urban structure and socioeconomic segregation –the extent to which rich and poor live in proximity or in isolation, whether their children attend the same or different schools, etc. The image that first springs to mind on this topic may be that of US inner cities, but the same process is also happening, as we speak, in many European countries. For emerging nations, this represents a kind of advance warning about the need to plan the education system and the urban/social infrastructure jointly, rather than separately. Finally, when it comes to higher education, for university to be essentially free (including elite institutions predominantly attended by children of the better-off) is actually not mobility promoting, but regressive. Other systems, such as moderate tuitions and long-term loans with repayment based on earnings would likely do more to promote mobility (and quality) than fully taxpayer-funded higher education.

A second important determinant of mobility is social insurance, particularly health insurance. A major reason for dropping out of the middle class in the US is health shocks. European welfare states, with their national insurance systems, do much better in this respect (although some adjustments are necessary), and it is urgent for emerging countries to set up safety nets (a number of them are starting to do so). As to unemployment insurance and labor market regulation, protecting existing jobs through restrictions on firing and plant closings is likely to be mobility reducing: people become stuck in the same jobs (sometimes even passed on from parent to child), or lack of job. Southern European countries, where such policies are the most stringent, are also those with the longest duration of unemployment and the highest rates of youth unemployment. The Nordic countries and to some extent Germany focus more on protecting (and retraining) workers, rather than jobs. This represents a different “flavor” of the welfare state that is clearly more efficiency-promoting, and most likely more mobility-promoting.

► **Social models and ideologies: a feedback loop**

The empirical patterns described above linking inequality, mobility and various forms of direct or indirect redistribution largely validate the predictions of theoretical models emphasizing the interplay of imperfections in capital markets and in the political system. Yet there remain some more puzzles, requiring us to move beyond a purely “rational” (in a narrow sense of the word) account and bringing us back to culture and ideology. We saw, first for attitudes toward the market system and then for beliefs about which countries are most mobile, the coexistence of a huge range of beliefs, often at odds with factual evidence (some of them have to be, as they are mutually incompatible). If not to facts, what are they tied to? The answer, in large part, is culture, ideology and other “motivated beliefs”, to borrow a term from psychology (things people want to believe, because they find them either reassuring or practically useful.

For example, the “World Values Survey” asks respondents whether they think that success in life is due to luck or to personal effort; and, relatedly, whether the poor find themselves in that condition because they are “lazy and lack willpower”, or because “society treats them unfairly”. There are here again enormous variations, on the order of 2 to 1, between advanced democracies (e.g., 60% vs. 30% between the US and Europe), and these attitudes correlate very highly with social spending –education, social insurance, public pensions and the like. Yet the poor work no less in the US than in Europe, and surely are not treated less fairly in the latter set of countries. Whatever one’s opinion on where the truth lies between these two extreme visions of how just or unjust the world is, what is striking is how “adaptive” or “rationalizing” each of these beliefs is with respect to the system in which it is found. In a country with low taxes and not much of a safety net, a belief in the efficacy of individual effort helps motivate oneself (and one’s children) to try to make it on one’s own, and helps those who have made it to justify low taxes and minimal redistribution. In a country where high taxes and a generous welfare state prevail, a belief in individual effort is less valuable, and even possibly disturbing since it suggests that the prevailing policies (inherited from the past, or expected to be those of the majority) are misguided. The opposite view is more functional, as taxes revenues are then seen as being spent appropriately, and without much disincentive effect.

More generally, international surveys reveal a tendency to think that whatever “social model” (ranging from economics to politics to culture and norms) one’s country has inherited from the past is better than others, both

domestically and possibly even as an example to be imitated. Hence, a more worrisome side of the link noted initially between beliefs and institutions, which can turn it into a feedback loop: even dysfunctional systems can engender fact-resistant ideologies and cultures that justify and help perpetuate them. Conversely, even severely distorted or outdated beliefs can sustain policies that, in turn, create incentives to hold on to and collectively protect these myths.

The strongest and most valued form of belief is, for most people across the world, religion. This is not the place to go at depth into its relationships with economics, so I will simply relate another striking finding that connects it to my main themes of inequality, mobility and redistribution. When respondents in advanced democracies are asked about “the importance of God in your life”, there is once again a wide dispersion in reported religiosity across countries, which also explains rather well (or at least, has a strong negative correlation with) the fraction of GDP devoted to social spending. I will leave you to think about the direction(s) of causality and possible feedback loops on this one.

► **Concluding thoughts**

In conclusion, recent research in both traditional and “behavioral” economics teaches us two lessons. First, there is by now a substantial body of internationally accumulated experience and evidence on social mobility and its determinants, including policies that favor or hinder it. The more this knowledge spreads, the greater the potential for better policy choices. Second, one should approach with caution and some skepticism even heartfelt celebrations and defenses of a country’s unique “social model” or “culture”, especially economic and political. While collectively shared beliefs can be very valuable assets, they often tend to become powerful allies of the status quo and barriers to the diffusion of real knowledge.

What Social Europe Should Be About

Joakim Palme

Uppsala University, Sweden

I will start with a bit of a conceptual discussion and I hope that you will bear with me with this kind of academic disease of discussing the concepts. However, I think that it is important to see that the shocks that we are talking about are not really shocks but processes that have been going on for quite some time. Globalization is not a new phenomenon. The aging of our populations is not only something that has been going on for decades but it is also highly predictable for the future. We see global immigration as a consequence of population structure change elsewhere with rapidly growing youth populations in Asia and the Maghreb region, and this has also been foreseeable for a couple of decades. It continues to put pressure on our part of the world but Europe has also needed more labor supply. I would add another culture shock to the list we are discussing during this session, which is the change in gender relations that we have been experiencing. Women are demanding the same kinds of opportunities in the labor market and in other spheres in society. Although it has been going on now for some decades, for many it is still a great shock!

► **Institutions need to be changed**

Facing these challenges we might choose to give up. I would however argue that we could also turn things around. We have the possibility to respond to the fact that our aging populations need a greater redistribution of resources and care, despite the fact that globalization is putting pressure on the tax base. In my view, the adequate response is to increase the tax base by facilitating for not only with women but also with migrants to

enter the labor market. These two groups have a much lower labor force participation today in Europe. However, an important observation here is that this will not happen automatically. To the extent that we will respond adequately to the challenges, we need to change our institutions in order to promote this development.

► **Why are institutional changes problematic?**

This leads me to the second point, which is that institutional change is problematic because institutions are there to be predictable and foreseeable for individuals and firms so that people can make long-term decisions. When we change our institutions the risk is that we will give the impression that they will not be there in the future. The reform process is therefore demanding in political terms. In this context, I would argue that there is a need to make it credible for the citizens that the institutions are being reformed to meet the needs of today and tomorrow. The old structures should not be kept as they are insofar as they are responses to yesterday's problems.

► **A golden opportunity for Europe**

My third point is that the European context provides some very interesting options for exploring these different opportunities for institutional reform. The discussion of a European social model is particularly interesting, not in that it provides a set of institutional solutions but rather that it provides a goal dimension for European cooperation on institutional reforms. The goals are about promoting equality of opportunity and social inclusion. However, I would also say that there is a kind of commonality in the European policy institutions that is different from what we usually perceive as the American policy institutions, which is that the European policies represent outcomes for political processes of cooperation. It has been a story of social conservatism, social liberalism and social democracy. It has entailed forms of cooperation that also have included the middle class, not just tax payers but also the beneficiaries of various benefits and services.

This then provides a different political opportunity for doing what I think is very important, which is to respond to the future challenges in ways which can strengthen what I would call *the economic life cycle*. This is about how we educate ourselves, work, pay taxes and invest, not only in our own children but also in other children through the tax system in order to secure the future tax base for caring for our aging populations. I think that there is no way around a sustainable response to the current challenges

other than using taxes for investing in education. This is about education over the lifecycle, starting with early childhood education. What I think is particularly important is to more adequately address the transition from youth to adulthood. If we want to be successful in this endeavor we need to be engaging in more private-public partnerships when it comes to the important, although in some countries diminishing, investment in human capital formation that firms carry out.

There is a conceptual framework that has been put on the agenda as the social investment perspective, an approach that can be useful in terms of framing a whole set of policy initiatives that take an investment perspective on the welfare state. Together with Natahlie Morel and Bruno Palier, I have explored this perspective in a recent edited book, entitled *Towards A Social Investment Welfare State*.⁷ It is a perspective that is challenging the view of the welfare state as being a burden to society. We need to rethink the way that economic and social policies go together and that the social models are not only about redistributing resources but are also about insurance, investing and providing opportunities.

This is relevant beyond the European context because not only are we seeing the Maghreb region experiencing birth rates at the same levels as Europe but China has also been doing so for quite some time. We are seeing rapidly falling birth rates in many countries of the world. In Latin America, China and elsewhere, the concern is not primarily with aging societies but with the rising inequalities resulting from economic reforms and the threat rising inequalities pose for social cohesion.

My final point is that European societies have a good record of promoting social cohesion via, in my view, not establishing a social consensus but through negotiations and striking deals, and not establishing equilibrium but trying to promote development through cooperation.

7. Policy Press 2012.

Les trois paradigmes du social

André Masson

Paris School of Economics

Pour satisfaire les besoins fondamentaux et les risques des individus tout au long de leur existence, une société développée peut faire appel à trois piliers pourvoyeurs de bien-être : le marché ; l'État providence et les collectivités locales ; les familles et les solidarités civiles. Les solidarités civiles, ce sont les corporations, les associations, les mutuelles, etc.

Elle peut le faire en privilégiant l'un des trois piliers. Si elle privilégie le marché, elle est plutôt du côté de la liberté. Si elle privilégie l'État, elle est plutôt du côté de l'égalité. Si elle privilégie la famille et les solidarités civiles, elle est plutôt du côté de la fraternité qui, depuis Léon Bourgeois, est devenue la solidarité. Il y a donc ces trois arbitrages.

– Soit on pense que les individus vont eux-mêmes se comporter comme des agents libres et rationnels, autonomes et responsables sur les marchés, vont épargner, travailler, s'assurer, etc., en particulier pour leurs vieux jours ; de plus, cette responsabilité s'étend aux « non-agents » que sont leurs enfants ou, collectivement, les miséreux et les handicapés, mais aussi les générations futures. On est alors dans ce que j'appelle la pensée du libre agent.

– Soit on pense que quels que soient son sexe, son âge, sa classe sociale, l'individu est censé entretenir un lien direct privilégié avec la société et l'État, ce lien de « citoyenneté » étant privilégié par rapport à tout autre lien personnel – famille, proches, amis, etc. ; ses besoins et les risques de son existence vont alors être couverts par les politiques publiques et les transferts sociaux, qui ont notamment pour objectif d'éradiquer la pauvreté et de diminuer les inégalités. Cette position est celle du paradigme de l'égalité citoyenne.

– Soit on pense que les besoins de l'individu relèvent d'abord des solidarités entre proches et entre générations, étant d'abord pris en charge par la famille,

ou encore par les corps intermédiaires que sont les solidarités civiles. L'individu n'est pas, en dernière instance, un agent libre ou un citoyen doté de droits et devoirs étendus ; il est fondamentalement dépendant d'autrui et se définit, selon une logique identitaire d'appartenance, d'affiliation, comme «frère de» au sein de différentes «familles», depuis celle de sang jusqu'à la nation (et au-delà), la difficulté étant d'assurer une articulation cohérente entre ces différents niveaux de solidarité. Une telle vision relève du paradigme multi-solidaire.

Ces trois pensées, largement incompatibles, se repèrent aisément dans les discours sur le social et les politiques fiscales et de transferts sociaux. Elles ne correspondent pas à des modèles de protection sociale existants, même sous forme stylisée : ce sont vraiment des pensées, des paradigmes du social, des philosophies de l'État providence, des *Weltanschauungen* en allemand, des univers de pensée, des doctrines ou croyances qui résistent à l'épreuve des faits que l'on peut observer. À ce niveau théorique, il n'y en a que trois. Il n'y en a pas plus. Les modèles sociaux des pays développés vont emprunter plus à l'un ou à l'autre. Ce caractère composite fait qu'une typologie des modèles sociaux existants, même une typologie «idéale» à la Max Weber, devient vite beaucoup plus compliquée, voire arbitraire.

► La famille, point de clivage

Un point clé de clivage entre ces trois pensées, qui explique le caractère «idéologique» (au bon sens du terme) de nombre de controverses sur l'État providence, concerne le rôle de la famille, envers les enfants comme les parents.

La pensée du libre agent a une position ambiguë et variable de ce rôle : ses partisans répugnent souvent à s'immiscer dans les «affaires de famille» qui sont du domaine du privé.

Dans les discours multi-solidaires, la famille intervient en premier et son rôle est considéré comme primordial et en général bénéfique. Une variante traditionnaliste de ce paradigme ira même jusqu'à souscrire à la maxime absolue selon laquelle «les parents savent, veulent et font ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants et cela, mieux que quiconque». Mais la variante coopérative, aujourd'hui dominante, souligne que ce rôle premier de la famille ne peut s'exercer à plein sans une aide conséquente de l'État qui permet justement de faire naître de nouvelles solidarités familiales, modernes, particulièrement conviviales et efficaces. C'est donc plutôt un hymne à la famille.

La pensée de l'égalité citoyenne, dominante dans les pays d'Europe du Nord, a au contraire une approche négative de la famille dont l'action serait jugée souvent inefficace, inégalitaire, voire arbitraire ou perverse. L'idée clef

est que l'État et les services collectifs à la personne peuvent se substituer avec bonheur à la famille, sans présenter les mêmes travers.

► **Le dilemme de tout modèle social.**

Ces trois pensées assez abstraites conduisent néanmoins à des recommandations précises en matière de protection sociale, en prônant des États providence aux propriétés très différentes.

La pensée du libre agent milite pour un État providence de taille réduite, qui évite la production d'une culture d'assistés et se concentre sur l'éducation et la formation des jeunes (encore peu responsables de leur situation) dans un souci d'égalité des chances et de priorité à l'investissement. Les deux autres prônent au contraire une protection sociale généreuse, mais les prélèvements et transferts se font sur une base individuelle pour la pensée de l'égalité citoyenne, sur une base conjugale ou familiale pour celle multi-solidaire.

Par ailleurs, la pensée de l'égalité citoyenne favorise les dépenses «actives» pour les enfants et les jeunes parents sujets aux «nouveaux risques» (famille monoparentale, jeunes non qualifiés, etc.) et préfère les équipements et services collectifs qui vont directement au bénéficiaire (crèches et cantines scolaires gratuites, aide aux personnes âgées). Au contraire, dans le cadre multi-solidaire, les transferts publics, le plus souvent monétaires, sont orientés en priorité vers les parents (allocations familiales) et les aînés (retraite, santé, dépendance), à charge en retour pour ces derniers de procéder aux investissements et transmissions idoines pour leur descendance. On voit au passage que la France a une dominante «macroéconomique» plutôt multi-solidaire.

En pratique, chaque modèle social est cependant amené à faire un mélange composite entre ces trois philosophies ou paradigmes, à réaliser ainsi un arbitrage entre liberté, égalité et solidarité – la solidarité exprimant un lien de dépendance à la fois social et intergénérationnel. Dans le système français, par exemple, les quotients conjugal et familial et l'obligation alimentaire sont clairement d'inspiration multi-solidaire ; à l'inverse, le RMI ou le RSA, ou encore l'APA relèvent davantage du paradigme de l'égalité citoyenne, puisque ces allocations ne dépendent que des ressources de l'individu, pas de celles de ses parents (RSA) ou de ses enfants (APA) – et ne sont pas conditionnées au respect de l'obligation alimentaire.

► **Un arbitrage impossible**

Cet arbitrage entre liberté, égalité et fraternité auquel doit procéder tout modèle social se heurte cependant à une double difficulté.

D'une part, chaque pensée, poussée à la limite, n'est pas tenable :

– celle du libre agent campe ainsi un individu totalement autonome et rationnel, souverain et prévoyant, qui n'est pas de ce monde ; et elle suppose encore que cet individu soit pleinement moral et responsable, hypothèse tout aussi utopique ;

– au détriment de tout autre lien, la pensée de l'égalité citoyenne hypostasie le lien direct entre le citoyen et la société, au point que l'universel se réduit aux nationaux ; or la solidarité publique ne suffit pas entre individus isolés, elle coûterait trop chère et serait inopérante (Alain Supiot) – de fait, les modèles scandinaves qui s'inspirent le plus de cette pensée, ont élaboré toute une série de palliatifs, gestion locale de la protection sociale, recours aux familles, dose de capitalisation et ouverture minimale au marché (retraites), etc.

– dans le cadre multi-solaire, l'interdépendance entre individus comme entre générations engendrent des problèmes « d'aléa moral » et favoriserait l'irresponsabilité : nous sommes bien solidaires, embarqués sur la même galère, mais pourquoi m'efforcer de ramer si les autres peuvent le faire pour moi ? La dépendance au collectif sape l'efficacité des mécanismes d'incitation individuelle. Par ailleurs, la logique d'appartenance à de multiples cercles de solidarité, de la famille à la nation, pose le problème de leur articulation et de la préservation de l'intérêt général.

Mais d'autre part, si chaque pensée pure n'est guère tenable, toute combinaison d'éléments disparates empruntés aux trois pensées du social se heurte à un problème de cohérence : ces dernières reposent en effet sur des principes antagonistes. C'est là le dilemme auquel est confronté tout modèle social dans son arbitrage pratique entre liberté, égalité et solidarité. Ce dilemme est à la base des enjeux que soulève l'État providence.

► **Le cas français : entre protection sociale et déséquilibre intergénérationnel**

J'en arrive aux applications et en particulier au cas français. Dans notre pays, l'État providence se traduit par une dominante des transferts aux plus âgés. Les plus de 60 ans constituent à peu près 20% de la population et reçoivent près de 20% du Produit Intérieur Brut en transferts sociaux, soit autant que les autres classes d'âge en allocations familiales, éducation, dépenses de santé, minima sociaux, chômage, etc. Cela va bien peut-être encore aujourd'hui, mais je rappelle que les plus de 60 ans faisaient 6 à 7% de la population en 1950 et qu'ils feront un tiers de la population en 2050. C'est donc un problème de solvabilité globale du système de l'État providence – pas des retraites, de la santé, de la dépendance ou de l'éducation, mais du système globalement.

Le deuxième problème est le déséquilibre intergénérationnel entre les

seniors et leurs enfants. Il y a notamment une concentration du patrimoine aux mains des plus âgés, des seniors et des aînés. Comme on hérite tard, cette concentration du patrimoine aux mains des aînés a tendance à se reproduire. Ce patrimoine est plutôt de rente, un patrimoine qui ne répond pas aux besoins plus importants des jeunes, qui ne permet pas de lever les contraintes de liquidité des jeunes, ni de relancer la consommation.

► **La France à la croisée des chemins.**

Sur le long terme, elle doit prendre une voie ou une autre, se diriger du côté du libre agent, de l'égalité citoyenne ou du multi-solidaire. Elle ne peut pas rester dans l'état où elle est.

La voie d'avenir multi-solidaire, plus inédite, conduirait à des politiques qui visent à renforcer les liens solidaires entre générations ou entre individus, alors que les deux autres approches voudraient plutôt les relâcher en dénonçant les dérives du pacte intergénérationnel et en prônant notamment des comptes de retraite personnalisés suivant une logique contributive.

Pour être plus clair, indiquons sur un exemple comment la pensée multi-solidaire entend mettre en avant les solidarités entre générations. Lors d'une manifestation de retraités ou d'actifs de la fonction publique, j'ai entendu ce slogan : « On s'est battu pour les garder, on se bat pour les conserver, nos pensions sont à nous. » Avec un camarade, on répondait que leurs pensions sont aux générations suivantes. Ce ne sont pas des droits individuels définitivement acquis mais des droits contingents. Dans le modèle vraiment multi-solidaire, et même déjà dans le modèle français actuel, tout dépendra de ce que voudront bien faire les générations suivantes, et donc en particulier de ce que nos générations auront fait pour leurs aînés en matière de retraite, mais aussi en matière d'éducation pour les générations suivantes : nous sommes le maillon d'une chaîne générationnelle de réciprocités directes et indirectes. Est-ce que l'on veut cela ? Je n'en sais rien. On est dans l'idéologie. Mais ce modèle multi-solidaire suppose bien un renforcement des liens.

Je vais donner un dernier exemple, tout simple, de cette logique multi-solidaire : si on veut renforcer les liens entre les « vieux riches » et les « jeunes pauvres », on ne prend pas (par l'impôt) aux vieux riches pour donner aux jeunes pauvres, on fait en sorte qu'au-delà d'un certain niveau, les retraites (aisées donc) soient indexées sur un indicateur de la réussite des jeunes non qualifiés. D'une certaine manière, le sort des vieux riches est lié à celui des jeunes pauvres. On est dans un monde tout à fait spécial où les vieux riches ne peuvent plus dire « après moi, le déluge ». Nous en sommes loin dans les politiques actuelles...

L'entrepreneuriat social, relais des pouvoirs publics

Jean-Marc Borello

Groupe SOS

L'entrepreneuriat social est sans doute issu de l'économie sociale dont on parle souvent ces derniers temps. Ce dispositif, analysé dans ce pays depuis près d'un siècle, se définit par ses statuts – les associations, les mutuelles, les coopératives et les fondations – et qui se situait entre les logiques publiques, donc la poursuite de l'intérêt général, et les logiques économiques, un certain nombre de ces dispositifs, en particulier les coopératives, devant d'abord créer de la richesse avant d'envisager de la répartir. L'entrepreneuriat social est issu de cela.

Le groupe que j'anime gère aujourd'hui des hôpitaux, des crèches, des maisons de retraite, des centres d'enfants, avec à la fois une logique solidaire et une réalité économique. Le groupe SOS, ce sont 10 000 salariés aujourd'hui et 600 millions d'euros de chiffre d'affaires. 75% de ce chiffre d'affaires est dans le marché concurrentiel, c'est-à-dire entre autre la santé, la dépendance et les crèches. Ce sont trois secteurs parfaitement concurrentiels, où nos concurrents sont de grands groupes cotés, qui vont moins bien que nous mais qui continuent à exister et à représenter une part significative du marché.

Nous avons une forte capacité à construire des murs dans ce pays, des murs idéologiques et de vrais murs. Au lieu d'opposer ces trois dispositifs, l'idée était plutôt de construire des ponts, c'est-à-dire de mettre une logique économique au service de l'intérêt général. Pour partager de la richesse différemment, il faut avoir des logiques économiques qui fonctionnent. Un groupe, fût-il de l'entrepreneuriat social de 10 000 salariés, cela fait quand

même 10 000 salariés à payer en fin de mois. Nous sommes aujourd'hui au service de l'intérêt général, avec des concurrents privés lucratifs et avec des dispositifs publics. Ceux-ci, je le regrette, coûtent souvent plus cher lorsqu'ils sont mis en place par l'autorité publique et leur pertinence n'est pas forcément meilleure que le privé lucratif ou le privé non lucratif, en termes de service rendu.

Aujourd'hui, il s'agit de réfléchir à de nouveaux dispositifs, sans doute, parce que les trois systèmes vont mal. Compte tenu de l'état des finances publiques, la redistribution risque d'être limitée. Un certain nombre de dispositions étaient strictement économiques. Un certain nombre d'entreprises, dont l'unique obsession a été l'augmentation du dividende versé, ne peuvent pas durer dans ce dispositif. Quant au monde associatif, c'est malheureusement un secteur aujourd'hui purement et simplement sinistré. Toutes les semaines, ou à peu près, je reçois à mon bureau des associations de maintien à domicile qui sont en liquidation judiciaire et qui font disparaître quelques dizaines de milliers d'emplois. Quelques centaines de milliers de personnes suivies à domicile ne le seront plus parce que les structures disparaissent. Elles coûteront donc beaucoup plus cher puisque pour une majorité d'entre elles, il faudra passer au niveau institutionnel et que les établissements pour personnes âgées dépendantes coûtent plus cher que l'aide à domicile.

► **Des intérêts contradictoires**

Le sujet n'est sans doute pas le fait de choisir parmi ces dispositifs mais plutôt de leur apprendre à travailler ensemble. Nous sommes confrontés à trois crises majeures : sociale, économique, environnementale. Je ne suis pas persuadé qu'un des dispositifs ait la clé. Certes, seuls les pouvoirs publics ont la légitimité démocratique. La mise en œuvre des politiques publiques par l'administration n'est pas forcément ce que l'on peut faire de plus efficient. Cela a été démontré maintes fois par les analyses de coût, dans les réflexions autour des modifications des politiques publiques. Dans ces secteurs, le privé lucratif a atteint sa logique de fin. Nous sommes arrivés dans des dispositifs où, très clairement, le choix économique est contraire au choix en matière de santé publique. Un certain nombre d'équipements hospitaliers ne sont plus ou ne seront pas rentables, ou ne seront pas suffisamment rentables. Pourtant, il s'agit bien de permettre à l'ensemble des Français de continuer à accéder aux soins. La gestion par le monde de l'économie sociale et solidaire, l'entreprenariat social, ou au niveau international, le *social business*, a démontré a fait la preuve de son efficacité, y compris dans

des pays anglo-saxons. L'Institut Montaigne a plusieurs fois étudié l'offre de soin aux États-Unis, pour conclure que le privé non lucratif était dans les hôpitaux les mieux gérés, pour un coût équivalent aux frais des meilleures prestations. Ces dispositifs sont aujourd'hui une alternative économique qui permet de poursuivre des intérêts souvent contradictoires. Gérer une entreprise sociale, c'est choisir en permanence entre la logique économique, la logique sociale et la logique environnementale, ce qui fait que nous sommes attentifs sur les trois. Il n'y a pas de parfaits dispositifs, il y a des dispositifs qui prennent en compte l'ensemble de ces impératifs.

Ce secteur est en train de grandir. Les Anglo-Saxons le font grandir avec un pragmatisme tout à fait efficace. Au cabinet Obama, j'ai rencontré des gens qui étaient entièrement mobilisés sur le *social business* et qui avaient développé des modèles à l'échelle du pays. Nos amis Anglais ont aujourd'hui mis un responsable du *social business* dans l'ensemble des cabinets ministériels, pour envisager de créer des entreprises sociales lorsque les pouvoirs publics renoncent ou ne peuvent plus assurer tel ou tel type de solidarité, sous des formes non lucratives mais qui peuvent être parfaitement commerciales. Il existe des sociétés commerciales non lucratives.

Ce dispositif est donc un dispositif d'avenir, l'idée étant qu'il naîtra de notre possibilité de co-construire. Il faut que ces trois univers réussissent à travailler ensemble, face aux défis qui nous attendent. Aucun d'entre eux n'a la solution. Mais si les pouvoirs publics, les grandes entreprises et l'entrepreneuriat social peuvent travailler ensemble, nous avons démontré que nous sommes capables de trouver des solutions innovantes permettant de diminuer les dépenses publiques et d'accentuer la solidarité.

Réinventer un service public bancaire

Philippe Wahl

La Banque Postale

Le modèle d'État providence, est d'accompagner le développement des services et des biens publics. La production de ces biens et de ces services publics s'est bien répandue et diffusée dans la société, poussée par deux facteurs. D'abord la péréquation tarifaire. C'est comme cela que fonctionne le service public. Grâce à la péréquation tarifaire, les entreprises publiques, les entreprises privées et les entreprises de l'économie sociale ont diffusé des biens publics à la totalité de la population. Le deuxième facteur qui a favorisé la diffusion de ces biens publics, est la baisse de leurs prix relatifs. Grâce à des innovations technologiques absolument majeures et à la baisse du prix de l'unité téléphonique de télécommunication, toute la population peut avoir accès au téléphone mobile. Je rappelle qu'il y a une trentaine d'années, seuls les militaires pouvaient s'en servir. La diffusion des biens publics a donc fonctionné.

Dans la société moderne, on se rend compte que le social résiste au service public. L'un des domaines dans lequel le service public, c'est-à-dire la péréquation tarifaire et à l'innovation technologique a du mal à progresser, c'est notamment la banque. C'est la raison pour laquelle le parlement français a voté une loi de service public qui s'appelle l'accessibilité bancaire. L'accessibilité bancaire est née de l'idée qu'il y a 600 000 personnes en France, sur 60 millions d'habitants, qui n'accèdent plus aux banques, parce qu'ils sont exclus bancaires. C'est l'image de la résistance de la pauvreté aux politiques publiques et à la convergence des efforts. C'est la raison pour laquelle nous avons l'obligation d'ouvrir et de gérer gratuitement un livret d'épargne – le fameux livret A – à tout le monde, à tous ceux qui nous en

font la demande, notamment à ceux qui sont prêts à n'y déposer que 1,5 euro. Cela peut paraître tout à fait marginal, mais il est certain que plusieurs milliers de gens viennent ouvrir des comptes quittant d'autres banques : on s'aperçoit de l'existence d'un grand nombre de personnes en voie de marginalisation.

Pour gérer cet afflux, nous sommes confrontés à la nouvelle frontière de ces services publics. Pour essayer de progresser, nous essayons de construire deux innovations sociales. Je dis bien « nous essayons ».

► **Indispensables associations**

La première innovation est de considérer que pour rendre notre service public d'accès bancaire aux marginaux, à tous ceux qui sont en marge de la société, nous avons besoin des associations. Nous sommes donc entrés en longues discussions avec les associations humanitaires et sociales connues : les Restos du Cœur, la Croix Rouge, les deux Secours – le Populaire et le Catholique –, ATD, etc. Il s'agit d'envisager comment les banquiers que nous sommes, peuvent répondre à un certain nombre de difficultés, grâce aux associations et à la société civile. Voici un exemple qui n'est pas pris par hasard : lorsqu'un client bascule dans le surendettement, nous avons un accord avec deux associations en France pour qu'elles viennent l'aider, si le client le souhaite et le demande, au-delà de ce que nous, banquiers, savons et pouvons faire. Il y a un moment où nous ne pouvons plus être efficaces, seuls. Ce travail d'alliance entre le service public bancaire que nous représentons et la société civile et ses associations est un axe stratégique nous permettant de moderniser le service public.

► **«L'Envol»**

Le deuxième axe que nous essayons de construire relève plus du mécénat social et nous avons décidé d'y consacrer de l'argent. La Banque Postale concentre son mécénat sur un seul projet qui s'appelle «l'Envol» et qui est un campus virtuel. De quoi s'agit-il ? Chaque année, sur nos propres ressources, en nous inspirant du principe des bourses de la République, nous allons sélectionner 60 jeunes en seconde, que nous allons accompagner jusqu'à la fin de leurs études supérieures, c'est-à-dire à bac +5. Nous allons donc suivre 60 jeunes pendant 8 ans. Cela veut dire qu'en période de croisière, nous allons gérer un campus virtuel de 500 jeunes, pour les amener de l'âge de 15 ans à la fin de leurs études supérieures. Ces jeunes ayant la double caractéristique d'avoir d'excellents résultats scolaires et d'être dans des situations familiales et sociales particulièrement précaires. Nous sommes

dans le processus de choix en ce moment. Je peux certifier qu'il n'y a aucun problème pour trouver 60 jeunes dans cette situation.

Nous estimons donc que le service public du XX^e siècle a largement produit ses effets – il faut s'en féliciter –, qu'il nous importe maintenant d'essayer de réinventer, de moderniser, avec la société civile, avec les associations, avec l'économie sociale en général. C'est là une nouvelle frontière du service public bancaire.

Le dilemme de la démocratie et du développement

Mani Shankar Aiyar

Council of States, India

Pour venir d'Inde jusqu'ici, j'ai franchi un quart du monde et j'arrive un peu surpris puisque vous vous demandez si le soleil se lèvera encore ici, à l'Ouest. Vous étiez d'accord à midi, il y a quelques années ; maintenant, vous arrivez à l'heure d'été ; mais, nous, nous ne sommes même pas arrivés à l'aube. Je ne vois pas pourquoi vous considérez l'Inde et la Chine comme des concurrents ou même comme des rivaux. Le taux de croissance de notre Produit National Brut monte à environ 8% par an. C'est très élevé par rapport à l'Europe. Mais, en même temps, le taux de diminution de la pauvreté chez nous est de 0,8% par an. Ce sont les chiffres officiels présentés par la Commission de planification. D'accord l'Inde prospère, mais le peuple indien reste presque là où il était. Cela nous pose un grand problème. C'est le dilemme de la démocratie et du développement.

Parmi à peu près 150 pays du monde, l'Inde est le seul pays qui a gagné son indépendance en 1947 et qui, depuis le premier jour, est resté une démocratie jusqu'à aujourd'hui. 65 ans de démocratie : c'est notre plus grande réussite. Dans la démocratie, tous les peuples n'ont qu'un seul vote. Mais, malheureusement, sur les marchés, certains ont beaucoup de notes et la plupart n'ont presque pas de notes du tout. Réconcilier votes et notes est très important. Les Indiens ont compris ce qu'est la démocratie, après 15 élections à l'assemblée nationale – le parlement –, environ 500 élections aux assemblées de nos 28 États, et des milliers d'élections aux gouvernements locaux. Nous avons presque 300 000 unités de gouvernement local, dans lesquelles nous avons élu à peu près 3,2 millions de représentants,

dont 1,2 million sont des femmes, dont 86 000 sont Présidentes ou Vice-présidentes de leur unité de gouvernement local. Les Indiens connaissent donc la démocratie et ils demandent leurs droits.

Qu'est-ce qu'ils reçoivent ? Presque rien puisqu'ils ne sont pas sur la trajectoire de la croissance accélérée que nous avons connue pendant ces 20 dernières années, surtout depuis que les réformes économiques ont commencé. Le résultat est qu'il y a un tout petit pourcentage des Indiens qui est incroyablement riche. Pour la plupart, la pauvreté est aussi incroyable. Mais comme les pourcentages en Inde se traduisent par des nombres absolument colossaux, même s'il y a 1% de la population qui va de l'avant, cela se traduit par des millions de gens. On entend donc qu'il y a des millions d'Indiens qui se sont échappés de la pauvreté et nous sommes contents de notre modèle démocratique, de notre modèle de développement.

Mais le fait est qu'il y a beaucoup d'Indiens qui ne sont pas satisfaits. Il y a ceux qui restent tout à fait à la base et ont un sentiment de révolte. Ils se demandent pourquoi nous donnons notre territoire, notre pays, pour l'exploitation économique, afin par exemple d'envoyer des minerais de fer en Chine. Parmi les tribus qui vivent dans le centre de l'Inde, où il y a des forêts, presque 65 millions de membres de ces tribus ont été renvoyés de leur habitat ancestral depuis 1947. Ils sont en révolte maintenant. Ils demandent ce que ce développement a à voir avec eux.

Pour moi, la réponse est la suivante. Quand le développement est accéléré, les riches contribuent au budget par beaucoup de revenus, qui se transforment en argent qui peut être investi à fonds perdus dans le secteur social et les programmes contre la pauvreté. Pendant ces 20 dernières années, de 1994 à aujourd'hui, la dépense du budget central pour le secteur social – la santé, l'éducation, l'irrigation, l'infrastructure dans les régions rurales, etc. – a été multipliée par 24 ou 25. Incroyable ! C'est probablement le plus grand accroissement, n'importe où dans le monde. Mais malheureusement, d'après le *Human development index* de l'ONU, l'indice de développement humain, nous étions à la 134^e place en 1994 et nous sommes toujours à la 134^e place aujourd'hui. *We are running very fast* mais nous restons à la même place, comme *Alice in Wonderland*.

► **Multiculturalisme**

Pour changer cela, il est nécessaire que les dépenses aillent directement dans les mains des pauvres. Pour l'instant, elles y sont envoyées par la bureaucratie. Mais si l'on utilise ces 3 millions de représentants élus par le peuple pour assurer le progrès social et pour établir l'égalité ainsi que

la justice sociale, alors on réussira. Mais le problème est qu'en Inde, nous faisons évoluer notre démocratie de haut en bas. Ici, en Europe, vous avez fait évoluer votre démocratie de bas en haut. Pour moi, il y a beaucoup à apprendre de vous. Mais vous ne nous reconnaissez pas dans ce secteur de la démocratie, que vous considérez comme tout à fait au cœur de vos efforts. Et vous ne nous reconnaissez pas parce que nous avons donné la démocratie à un sixième de l'humanité sans votre aide. Nous l'avons fait nous-mêmes. Si nous avions été une dictature, les Américains auraient débarqué, nous auraient donné des leçons et nous serions peut-être devenus aujourd'hui une quasi-démocratie, comme le Pakistan. Nous sommes une démocratie depuis le début mais une démocratie qui a une grande faille : nous n'avons pas un Valéry Giscard d'Estaing qui reste le maire de son village même quand il est le Président de la République. Dans ce domaine, vous pouvez nous apporter beaucoup. Comme cela, nous aurions peut-être plus de justice sociale, liée au progrès économique.

Je vous assure que comme nous ne sommes même pas à l'aube, vous n'avez rien à craindre de nous. Vous avez votre place et nous avons la nôtre. Le point auquel vous avez craint de descendre, c'est bien celui auquel nous espérons arriver. Pourtant, il y a quelque chose que nous pouvons vous apporter, c'est la diversité. Ce n'est que maintenant que vous commencez à aller sur la voie du multi-culturalisme. Mais chez nous, nous avons toutes les races du monde, toutes les couleurs du monde. Nous avons 28 langues qui sont reconnues officiellement. Les danses sont différentes, les cuisines sont différentes, les musiques sont différentes, mais nous sommes Indiens puisque nous savons comment baser notre unité sur la diversité. C'est un grand besoin ici en Europe. Si on prend la superficie de l'Inde et si on la compare à la superficie des 27 pays de l'Union européenne, c'est exactement la même, mais nous sommes un seul pays, avec un bras coupé, donné au Pakistan et l'autre bras coupé, donné au Bangladesh. Ici, il y a 4 pays, je pense. Il faut apprendre comment vivre ensemble. C'est une leçon que nous pouvons vous enseigner. Et en échange, il est très nécessaire que nous apprenions de vous la démocratie à la base, au niveau du gouvernement local.

Comment être rentable sans être frileux

Astrid Panosyan

Groupama

Les intervenants précédents ont montré comment les postulats sur lesquels s'était construit l'État providence dans les pays développés se sont profondément érodés. En même temps, on sent bien que le recours au tout marché n'est pas une solution complètement satisfaisante, à la fois sur le plan de l'acceptabilité des opinions publiques mais également sur le plan de la faisabilité technique. Comme l'a rappelé Françoise Benhamou, les débats sur l'assurance maladie aux États-Unis ont bien montré qu'il fallait faire évoluer le système parce qu'il n'était pas à même de répondre aux objectifs de couverture des populations, d'accès au soin et de maîtrise des dépenses de santé.

La pérennisation de notre système social – là, je concentrerai mon propos sur l'assurance maladie – passe donc par une refonte de ses missions, de son organisation, de ses financements, l'assurance devant pouvoir y jouer pleinement son rôle.

Dans ce contexte, les assureurs mutualistes ont sans doute des qualités qui leur permettent aujourd'hui d'être particulièrement légitimes et plus acceptés par nos concitoyens pour accompagner les réformes de l'État providence, dans une logique d'expérimentation et d'évaluation. Je vois plusieurs raisons à cela.

Il y a des raisons historiques. Monsieur Borello a rappelé les origines du secteur mutualiste, coopératif, économie sociale. Pour les mutuelles et les coopératives en Europe, il s'est créé à la fin du XIX^e siècle pour répondre aux besoins de l'État providence qui naissait à ce moment-là. Ce sont aussi des raisons de gouvernance. Quand on parle de Groupama, ce sont 4 500

caisses locales, 7 000 élus, 450 000 sociétaires qui se rendent chaque année aux assemblées générales en France. La place des sociétaires dans cette gouvernance rend les mutuelles, comme les coopératives, plus garantes d'un fonctionnement participatif, à même de faire l'articulation entre intérêt particulier et intérêt général. C'est grâce à cette proximité avec le terrain que les mutuelles sont aussi capables de jouer un rôle essentiel dans l'expérimentation et le partage d'expérience, afin de faire évoluer les dispositifs publics.

Certains d'entre vous le savent, Groupama est un assureur qui a une implantation en milieu rural historiquement très importante, avec ses problématiques sanitaires spécifiques. Il y a le vieillissement de la population, l'offre de soin ambulatoire qui est en net déclin, des pratiques médicales qui changent avec les générations de médecin qui ont également d'autres attentes et le mythe du médecin de campagne qui n'est plus vraiment là. Depuis les années 2000, Groupama a financé et organisé plusieurs fois des expérimentations dans des cantons ruraux, pour améliorer l'offre de soin ambulatoire de proximité et permettre au personnel de santé de rester sur place, avec des expériences en Champagne-Ardenne, en Aquitaine, pour créer des fonctions de coordinateurs de soin, pour favoriser la participation consultative de la population et pour offrir aussi des palettes de services : prévention, dépistage, aide à la gestion des cabinets. Cette expérimentation a commencé en 2009 et sera terminée fin 2012. D'ores et déjà, l'agence régionale de santé d'Aquitaine a déclaré cette semaine qu'elle souhaitait maintenir ce dispositif, en pérennisant les investissements et les financements. Sur la base des évaluations qui ont été réalisées par les pouvoirs publics, ceci permettra d'améliorer la prise en charge en milieu rural, tout en réduisant concrètement les dépenses sociales et le recours à l'hôpital qui est souvent le seul et unique recours quand les services de proximité ne sont plus là.

► **Tâter les pierres de la rivière...**

En synthèse, les mutuelles ont donc cette capacité à faire et cette capacité à se faire accepter. Elles peuvent être utiles pour faire avancer le débat. Pour reprendre une expression de Deng Xiaoping, que je ne cite pas tous les jours mais qui est connu pour ses talents de réformateur, ce sont des pierres que l'on tâte pour traverser la rivière et pour aider à la réforme. Mais ceci est vrai pour autant que deux conditions fondamentales soient respectées. La première est qu'il faut que les organisations mutualistes démontrent leur capacité à être rentable. Si elles entendent rester fidèles à leur vocation, elles évoluent aussi dans un contexte d'économie de marché, avec ses règles, ses atouts et ses contraintes. Je le dis d'autant plus volontiers que je

représente un groupe qui a connu des difficultés financières en raison de la crise grecque, de la chute des marchés boursiers l'année dernière. Là, je pense plus particulièrement à la France, il faut aussi que les pouvoirs publics soient moins frileux à entrer dans une logique d'expérimentation et d'évaluation. Ce sont des démarches qui sont certes moins médiatiques, plus modestes que l'annonce du grand soir, que l'annonce d'un énième plan Grenelle, mais elles sont incontestablement plus positives pour faire avancer le débat et l'esprit de réforme dont notre pays a tant besoin.

Six propositions pour répondre aux défis de la longévité

André Lévy-Lang
Institut Louis Bachelier

Aujourd'hui, être jeune est un risque particulièrement anxiogène dans notre société. Et j'éprouve l'angoisse des jeunes très concrètement à l'université Paris-Dauphine où mes étudiants viennent de terminer leur master, cinq années après le bac. C'est un master de bonne qualité, ils sont donc a priori plutôt privilégiés. Mais ils sont profondément conscients du choc qu'ils doivent vivre, que nous vivons, qui est un double choc : le choc de la mondialisation qui n'est pas nouveau mais aussi le choc de la crise. Je pense donc qu'ils sont plus conscients que beaucoup du défi que représente pour nous le renouveau du modèle social français.

Je pense que face à ce défi, il faut se placer à la fois au niveau des principes et au niveau de la pratique ou de la technique.

Au niveau des principes, c'est le retour à ce qu'ont été les éléments fondamentaux de notre succès dans le passé, c'est-à-dire non seulement, comme le disait André Masson, liberté, égalité et fraternité, qui a vraiment été la marque de l'ensemble de notre système, mais aussi un mot de plus : responsabilité, la solidarité étant une dimension de la fraternité. La responsabilité est l'autre volet de la liberté, quand on parle du marché comme étant un des éléments de l'évolution et du progrès.

Au niveau de l'application pratique, je me référerai aux travaux d'une des chaires que finance la Fondation du Risque, animée par Jean-Hervé Lorenzi et à laquelle participe d'ailleurs André Masson. Elle s'appelle «Transitions démographiques, transitions économiques». Elle traite précisément du défi que représente la longévité, défi positif naturellement, mais aussi défi

en termes de problèmes que cela pose à l'économie dans son ensemble mais aussi indirectement aux jeunes. Je vais simplement reprendre les six points d'une proposition qu'a faite l'équipe qui travaille dans cette chaire, proposition rendue publique il y a quelques semaines, avant la présidentielle. Ils posent en fait six questions.

Premièrement, rééquilibrer les transferts sociaux vers la jeunesse. C'est le point que soulevait André Masson. Il y a aujourd'hui un déséquilibre manifeste dans les transferts sociaux qui n'avantage pas la jeunesse. La part de la jeunesse, sous les différentes formes, dans les transferts sociaux est inférieure à ce que l'on pourrait attendre. Si l'on ne fait rien, elle ne va faire que se dégrader à l'avenir.

Deuxièmement, favoriser les transferts de patrimoine vers les jeunes. Il est clair que là-dessus, il y a des mesures fiscales très spécifiques, très précises, pour lesquelles je crois que l'on est exactement en train de faire le contraire de ce qu'il faudrait, afin que ces transferts de patrimoine se fassent suffisamment tôt pour que les jeunes aient leur part dans ce patrimoine, avant d'être eux-mêmes à la retraite.

Troisièmement, favoriser l'emploi des seniors. C'est peut-être une tarte à la crème mais il faut savoir que le taux d'emploi des seniors en France, au sens de la fourchette 55-65 ans, est seulement de 40%. C'est manifestement une perte d'énergie considérable. Là-dessus, on ne donne pas toutes les réponses, il y en a quelques-unes, mais on voit bien que c'est un problème fondamental.

Quatrièmement, la retraite. Je traduirai à ma façon les recommandations de la chaire en proposant de mettre une dimension plus importante de responsabilité individuelle dans les systèmes de retraite, qui sont aujourd'hui en grande partie basés sur la solidarité, y compris solidarité entre la génération actuelle et la génération des jeunes et des très jeunes pour l'avenir.

En cinquième point, mener une politique positive de l'immigration. Des travaux récents, nombreux et de bonne qualité, dont certains vus dans le cadre de la Fondation du Risque, montrent que l'immigration n'est pas un coût ou n'est pas qu'un coût. En particulier, c'est un élément très important de la résolution du problème démographique qui se pose aujourd'hui à l'Europe, moins à la France.

Le dernier point est très actuel : élargir les sources de financement de la sécurité sociale. Là encore, c'est un sujet éminemment politique mais dont on voit qu'il est très actuel. Comment faire en sorte que la sécurité sociale ne pèse pas avant tout et principalement sur le travail ?

► **Des exemples à suivre à l'Est et au Nord**

Le programme est vaste. Sur ces sujets qui sont finalement des sujets très philosophiques puisqu'ils traitent de la culture, des principes fondamentaux de la société, des grands choix que l'on peut faire, il y a des questions très pratiques qui se posent. Nous verrons dans les semaines et peut-être dans les quelques semestres qui viennent si nous sommes capables de répondre à ces questions très pratiques, qui concernent directement les jeunes aujourd'hui. Il y a là un défi extraordinaire pour lequel je pense qu'il n'est pas mauvais de regarder par la fenêtre, de regarder au sein même de l'occident qui partage globalement ces valeurs et ce modèle social, à des degrés divers, et de voir qu'il y a des réactions très différentes. Si l'on regarde un peu à l'Est et un peu au Nord, on voit qu'il y a des exemples qui fonctionnent bien et qui ont fonctionné mieux que le nôtre. C'est peut-être là que l'on pourrait trouver quelques idées.

Pour une France multiculturelle et solidaire

Maboula Soumahoro

Université de Tours François-Rabelais

On m'a chargée d'apporter une voix emplie d'espoir, je ne sais pas si je pourrais relever le défi. En tout cas, puisque je suis la dernière à intervenir, il est intéressant de voir que mes collègues étrangers partagent la même vision de l'évolution de nos sociétés dites occidentales.

La France du XXI^e siècle, de fait, est multiculturelle. Ce fait est une réalité contemporaine et historique, sociologique et humaine, qui ne peut plus être niée. Cela dit, la prise de conscience de cette réalité par la nation est ce qui peut aujourd'hui poser problème. Ainsi, s'il est devenu courant d'utiliser depuis quelques années le terme «mondialisation» pour désigner le caractère international et transnational des échanges commerciaux et le déplacement des personnes, un petit rappel historique s'impose.

L'ère moderne a débuté à la fin du XV^e siècle pour l'Occident, notamment avec ce qui a été nommé à tort ou à raison les «Grandes découvertes», dont celle du «Nouveau Monde». Cette ère moderne a véritablement marqué le début de la mondialisation par le biais fondamental des traites négrières, de l'esclavage et du colonialisme, systèmes indispensables à l'émergence du capitalisme et au développement de celui-ci. Ce phénomène de mondialisation, avec son lot de migrations libres et forcées, va de pair avec les questions liées au multiculturalisme. Il ne s'agit donc pas d'un phénomène récent. La transformation du monde de manière profonde et pérenne ne date absolument pas de la fin du XX^e siècle.

Sans vouloir nullement offenser les organisateurs de cette manifestation, je voudrais interroger l'intitulé même de notre session, au moins une partie de

cet intitulé. En effet, tout d'abord, quels sont les chocs culturels auxquels nous faisons référence aujourd'hui ? Cette première question me semble importante dans la mesure où la réponse à celle-ci permet de dévoiler le positionnement adopté par la France, peut-être même par l'Europe, ainsi que cet espace finalement flou appelé occident. Par positionnement, j'entends la perspective qui apparaît sur la vision du monde, la vision de l'Autre, celle de l'histoire, de la race, du genre et des sexualités. Voici quelques éléments de réponses à cette première question. Loin de constituer des analyses aux conclusions abouties et définitives, ces réponses se présentent davantage soit sous la forme de pistes de réflexion, soit une invitation à la remise en question. Je le déclare ici solennellement et en toute sincérité : je ne possède aucune réponse ferme. Je me contente de faire des constatations. Cela est compréhensible et tout à fait légitime puisque je suis enseignante-chercheuse. J'irai même plus loin, il s'agit de mon droit et de mon devoir professionnels.

► **Faire place aux relations horizontales**

Ainsi, lorsque dans le discours public national, on traite des questions d'islam et de laïcité, c'est de l'héritage chrétien réel ou imaginé dont il s'agit. La question raciale, quant à elle, met en lumière une identité française blanche supposée. Pour ce qui est des discussions ayant trait aux notions de genre et de sexualité, la France se révèle alors masculine et strictement hétérosexuelle. Enfin, le phénomène du vieillissement, à peine endigué par des vagues migratoires extra-européennes finalement indispensables, nous démontre que la France est un pays dirigé quasi exclusivement par les seniors.

Qu'induisent ces constatations que nous ne pouvons, faute de temps, approfondir ? Je me contenterai de dire qu'il s'impose de parvenir à gérer la différence à laquelle la République est confrontée de manière logiquement plus pressante aujourd'hui. Avant toute chose, cette différence doit être reconnue et acceptée comme telle. Il faut ensuite mettre un terme aux visions hiérarchisées du monde, de l'histoire, des individus, des communautés et des cultures. Après tant de siècles jalonnés par les relations politiques verticales, n'est-il pas temps de faire place aux relations politiques horizontales ? Au final, les questions alors soulevées sont celles très anciennes du partage des richesses et de l'abolition des privilèges. Oui, la justice et l'égalité peuvent être des objectifs visés et surtout complètement assumés. En cela, la politologue Françoise Vergès, par le biais de la rencontre «Mémoires croisées» qu'elle a organisée en mai dernier au Sénat, a pris à bras-le-corps les questions souvent douloureuses liées au passé colonial de la nation française. Ces questions impliquent une refonte et une nouvelle imagination

du récit national. Ce dernier, pour se transformer, doit être plus ouvert et plus proche de la réalité. En un mot, ce récit national doit devenir plus juste. Cela est possible, même si de sérieux efforts restent à faire. Néanmoins, n'omettons pas le fait que la nécessité évoquée est garante de l'avenir apaisé de la France, car le monde se trouve dans la France et la France se trouve dans le monde. Tous deux sont en mouvement. Il serait fou, dangereux et totalement irresponsable d'ignorer cela.

Voici ma touche d'espoir.

16.

Le retour d'une société de droit dans la dynamique mondiale

Les analyses récentes de la croissance insistent sur le rôle des institutions dans l'allocation des ressources, la capacité à contracter ou à innover. En ce sens, la reconnaissance de l'État de droit, l'existence d'un système juridique de qualité, s'avèrent essentielles.

A contrario, la difficulté à dire le droit et à le faire respecter, la corruption, l'absence de démocratie, apparaissent comme des freins à la croissance. Ces violations reposent sur les pressions exercées par des individus qui y trouvent la possibilité de ponctionner la richesse collective. Dans certains pays, ces dérives persistent et peuvent même servir les intérêts d'individus appartenant à des économies étrangères (c'est le cas des paradis fiscaux ou réglementaires) ou encore revêtir des formes inacceptables d'exploitation d'hommes et de territoires.

Quelles peuvent être les solutions susceptibles de mettre fin à ces pratiques condamnables et que peut-on espérer d'une coopération internationale ?

Contribution du Cercle des économistes

Jean-Paul Pollin

Témoignages

Ronny Abraham • Stephen Breyer • Pietro Grasso
Ivailo Kalfin • Georges Terrier • Frank Vogl • Shunji Yanai

Modérateur

Jean-Pierre Robin

Liaisons incertaines entre progrès de l'état de droit et nouvelle dynamique mondiale

Jean-Paul Pollin

Pourquoi la progression de l'état de droit dans le monde pourrait-il embellir le futur des pays avancés ? Est-ce parce que ceux-ci seront à même de valoriser l'avantage comparatif dont ils disposent en ce domaine ? Ou parce qu'un meilleur respect des libertés individuelles, la réduction de la corruption, les progrès de la démocratie dans les autres pays pourraient profiter aux économies occidentales ?

On est a priori tenté de répondre que la généralisation de l'état de droit engendre pour tous un gain économique, auquel s'ajoute ce que procure le fait de vivre dans des sociétés plus libres. En effet, l'existence de règles et surtout l'assurance qu'elles seront respectées est essentiel pour la conclusion de contrats et la réalisation de transactions équitables, ce qui est de nature à accroître l'efficacité économique. Et de multiples arguments peuvent être invoqués à l'appui de cette idée générale :

– La protection des droits individuels est nécessaire pour que les agents économiques acceptent d'apporter leur contribution au processus de production et pour qu'ils y investissent en développant ainsi le potentiel de l'économie. Diverses observations montrent qu'une façon d'échapper aux effets de la corruption consiste à se réfugier dans le secteur informel ou dans les productions de subsistance. Ce qui nuit à la productivité micro et macroéconomique.

– La protection des apporteurs de capitaux (notamment la protection des actionnaires minoritaires, les possibilités de recours offertes aux créanciers...) est nécessaire au développement des systèmes financiers. Sur ce point aussi de

nombreux travaux ont montré que la qualité du cadre juridique, de la régulation des activités financières, plus généralement des institutions, exerçait un effet significatif sur la taille, l'efficacité et la stabilité du système financier¹.

– L'intégrité des institutions est nécessaire à l'efficacité et à la sécurité des transactions. À l'inverse, la corruption constitue une ponction (le plus souvent improductive) sur l'activité économique qui entraîne des gaspillages et des distorsions dans l'allocation des ressources.

– La démocratie permet, en principe, d'écarter les dirigeants qui s'avèrent incapables d'assurer la croissance, le plein emploi et plus généralement de bonnes performances économiques.

► **Qualité des institutions et croissance : une relation mal établie**

Les propositions qui précèdent semblent toutes raisonnables et convaincantes, et pourtant les conclusions qu'elles suggèrent ne sont pas faciles à vérifier empiriquement². Dans les faits, il n'apparaît pas de relation évidente entre la qualité de l'environnement institutionnel et la croissance des économies, contrairement à ce que laissent espérer les arguments que l'on vient de recenser. En particulier la corruption (telle que mesurée par exemple par le *Corruption Perception Index* construit par *Transparency International*) n'est pratiquement pas corrélée à la croissance, si l'on prend quelques précautions pour tester de façon rigoureuse la causalité. D'ailleurs on sait bien que certains pays émergents qui ne sont pas des modèles en matière de démocratie ou d'intégrité de leurs bureaucraties, connaissent des taux de croissance très élevés.

Ce constat dérangeant peut faire l'objet de diverses explications qui permettent de mieux comprendre la persistance des situations de non droit ou la difficulté de combattre la corruption. Ces explications s'appuient entre autres sur les observations suivantes :

– La démocratie ne peut s'installer durablement sans qu'un certain niveau d'éducation ait été atteint au préalable, simplement parce que la contestation d'un pouvoir, quel qu'il soit, suppose que les citoyens soient capables d'en connaître et d'en comprendre les errements³. Plus généralement la qualité des

1. Tout un courant de recherche, largement diffusé avec le soutien de la Banque mondiale, s'est développé durant les 15 dernières années, autour de la relation entre cadre juridique et finance. Cf. R. La Porta, F. Lopez-de-Silanes, A. Shleifer et R. Vishny, «Law and Finance», (1998), *Journal of Political Economy*, pp. 1131-1150.

2. Cf. par exemple E. Glaeser, R. La Porta, F. Lopez-de-Silanes et A. Shleifer (2004), «Do institutions cause growth?», *Journal of Economic Growth*, pp. 271-303 et J. Svensson (2005), «Eight questions about corruption», *Journal of Economic Perspectives*, pp. 19-42.

3. Cf. J. Botero, A. Ponce et A. Shleifer (2012), «Education and the quality of government», NBER, Working Paper n°18119.

institutions, mais aussi l'influence que celles-ci exercent dépendent du contexte économique et social d'ensemble. De sorte qu'il n'est pas possible d'établir de relation de causalité simple entre telle ou telle caractéristique institutionnelle et son impact sur l'économie.

– On sait que dans certains cas des régimes autoritaires (éventuellement corrompus) ont favorisé le décollage des pays peu développés. Les dictateurs ne sont pas identiques et n'ont pas les mêmes motivations ou incitations. Ce qui exclut ici à nouveau d'établir des relations simplistes.

– La corruption se nourrit souvent des dysfonctionnements provoqués par des défaillances de l'administration, des rigidités institutionnelles, le délabrement de la fonction publique... Dans un pays protectionniste, par exemple, la corruption permet de contourner les barrières à l'entrée ; ce qui peut favoriser la croissance, quand bien même il existerait des moyens plus efficaces de parvenir à un résultat semblable. Dans d'autres pays la corruption tolérée est une façon pour l'État de compenser la trop faible rémunération des fonctionnaires.

Il se peut aussi que les violations de l'état de droit et/ou des libertés individuelles, le fait d'abriter des activités illégales (blanchiments, contrefaçons), permettent de procurer des gains importants aux États qui les tolèrent, voire les encouragent. Ces gains se font alors aux dépens des autres pays. Ce qui pose le problème en des termes différents : dans ce cas, la croissance de l'un provient des préjudices portés aux autres. Le refus de règles communes implique un conflit d'intérêt entre États qui appelle une réponse (régulation, arbitrage, sanction ...) au niveau international.

► **Amorcer un cercle vertueux entre état de droit et croissance**

Bien entendu le fait de reconnaître que les violations de l'état de droit ne sont pas forcément défavorables à la croissance (au pouvoir d'achat, à l'emploi...) ne suffit évidemment pas à les justifier. La démocratie, le respect de la justice et des libertés individuelles sont estimables pour elles-mêmes. Mais leur relation à l'économie peut expliquer pourquoi il semble si difficile d'y faire adhérer. Pour dire les choses de la façon la plus générale possible, il se trouve que la protection des libertés individuelles entre en conflit dans certains cas avec l'efficacité économique, peut être même parfois avec la recherche d'un certain intérêt collectif, exprimé en termes marchands.

C'est bien là ce qui rend délicate la définition des solutions à mettre en œuvre. Car la démocratisation de la société, l'amélioration de la qualité des institutions, ne relèvent pas de la seule volonté politique. Le renforcement de l'état de droit ne passe pas uniquement par l'augmentation des moyens consacrés à la bonne

rédaction et à l'application rigoureuse des lois et de règlements. Les réponses sont à chercher avant tout dans la compréhension du contexte, des intérêts en jeu et des logiques d'actions individuelles. En ce sens, pour prendre un exemple souvent utilisé, la dérégulation ou une politique de concurrence (l'ouverture de l'économie, l'abaissement des barrières à l'entrée...) serait de nature à réduire les sources de corruption, dans la mesure où ces obstacles au libre jeu des marchés peuvent être contournés en payant des politiques ou des fonctionnaires. Ce type d'argument ne doit évidemment pas être poussé trop loin, car il ne s'agit pas de préconiser un démantèlement de toute régulation ou de plaider pour une autorégulation le plus souvent utopique. Il faut en réalité arbitrer entre une réglementation trop stricte qui pousse à des contournements et à l'inverse des règles trop laxistes (ou une absence de règles) qui joue à l'encontre des droits individuels. En d'autres termes, il faut choisir entre le coût du désordre et celui de la dictature pour reprendre une idée développée par Djankov et *al.*⁴.

Il est en revanche plus simple (ou moins discutable) de plaider pour un renforcement de la transparence dans l'utilisation des fonds publics, les pratiques de l'administration... Dans le même ordre d'idée, plusieurs travaux ont montré de façon convaincante que l'élévation du niveau d'éducation est un moyen efficace de lutte contre la corruption et d'augmentation de la qualité des institutions⁵. La constitution d'un capital humain et social est probablement un bon levier pour enclencher un cercle vertueux entre la croissance économique, l'accès à la démocratie et l'amélioration du cadre institutionnel.

► **Trois questions à propos de la constitution d'un droit international**

On a toutefois noté que les conséquences des violations de l'état de droit ne concernent pas que les pays qui en portent la responsabilité. Elles affectent aussi les économies étrangères qui subissent des dégradations de leur compétitivité, des pertes de recettes fiscales, des délocalisations de leurs productions... Les conflits d'intérêt entre États qui en résultent nécessitent alors l'existence d'un droit international, de conventions ainsi que des possibilités de recours auprès de juridictions compétentes. Or la mondialisation des échanges de toute nature implique fatalement des besoins accrus en ces domaines. Viennent alors diverses questions qui ne sont pas liées exclusivement au respect de l'état de droit, mais qui se trouvent plus aiguës et plus difficiles à résoudre lorsqu'il est en cause. Nous ne retiendrons ici que celles qui concernent la place du droit international, sa formation et sa nature :

4. Cf. S. Djankov, E. Glaeser, R. La Porta, F. Lopez-de-Silanes et A. Shleifer (2003), «The new comparative economics», *Journal of Comparative Economics*, pp. 595-619.

5. Cf. en particulier Botero et *al.* (2012), art cit.

– Jusqu'où peut-on et doit-on aller dans l'élaboration de règles communes au plan international ? D'un côté le droit s'enracine dans des préférences sociales (issues d'une histoire, d'une culture ...) propres à chaque pays, qui ne peuvent être aliénées ou simplement écornées sans perte d'utilité sociale. Ce qui réduit le champ admissible du droit international. On peut, par exemple, s'entendre pour condamner certaines conditions de travail jugées inacceptables, mais cela ne suffit pas à réduire les profonds écarts entre les droits du travail nationaux.

– D'un autre côté la mondialisation nécessite un cadre juridique stable, pas trop complexe et qui n'entraîne pas de distorsions de concurrence excessive pour éviter au moins les comportements opportunistes susceptibles d'exploiter les différences entre les droits. Et ceci joue au contraire en faveur d'une harmonisation des cadres juridiques et d'un élargissement du droit international. Mais cet argument est sans doute de peu de poids lorsque les intérêts nationaux sont très divergents.

– La construction d'un droit international doit-elle se faire par concurrence entre les droits nationaux ou par des initiatives centralisées ? Un courant libéral extrême avance l'idée d'une concurrence entre normes juridiques qui aurait pour vertu d'imposer les règles les plus efficaces. Ce serait donc la demande de droit qui déterminerait le système juridique optimal ; par exemple les entreprises choisiraient le système le mieux adapté à la conclusion de leurs contrats. Ainsi le système juridique le plus favorable au développement des affaires s'imposerait par ce jeu de la concurrence.

Mais on comprend bien que le risque est ici que s'impose le droit le moins protecteur des agents minoritaires ou disposant du plus faible rapport de force. C'est en quelque sorte le « moins disant » juridique qui l'emporterait. Plus encore on peut difficilement imaginer que la sauvegarde des ressources naturelles ou des biens publics mondiaux soit assurée par une telle démarche.

– Quelle place faut-il accorder respectivement à la règle écrite et à la jurisprudence dans la constitution d'un droit international ? Cette question renvoie au vif débat qui s'est engagé il y a quelques années sur les mérites comparés des régimes de *Civil Law* d'une part et de *Common Law* d'autre part ; ce qui conduisait à poser le problème étrange aux yeux de nombre de juristes, de l'efficacité économique du droit. D'un côté on a fait valoir qu'un système fondé sur la jurisprudence est plus souple et susceptible de réagir plus vite aux évolutions de l'environnement et aux besoins de droit qui en résultaient. Mais en contrepartie les juges n'ont pas toujours la légitimité nécessaire pour définir les préférences sociales qui s'inscrivent dans les règles de droit. Dès lors, l'opposition entre les deux types de systèmes juridiques (l'anglo-saxon basé sur la jurisprudence et celui d'Europe Continentale fondé sur la règle écrite)

ne peut être poussée trop loin. En réalité l'un et l'autre combinent, certes en proportions inégales, les deux sources de droit, et ce qui les différencie au fond ne se situe peut être pas à ce niveau. Mais la question des proportions reste tout de même posée.

► **Pour conclure**

Au terme de ces brèves réflexions il semble incertain de miser sur une généralisation d'une société de droit pour freiner le déclin relatif des pays occidentaux. Ce n'est pas que ceux-ci n'aient rien à y gagner ; on peut au contraire penser que la réduction de la corruption, un meilleur respect de l'état de droit dans le monde, leur serait très favorable. C'est plutôt que nombre de pays émergents, ou du moins les groupes et les institutions qui structurent leur ordre social, auraient beaucoup à y perdre. Ils s'opposent naturellement à la disparition de leurs rentes et privilèges qui sont en partie construits sur des violations de l'état de droit et le refus de la démocratie.

En conséquence, la transition d'une société fondée sur des rentes et des discriminations (un ordre «à accès limité» pour reprendre la terminologie de North, Wallis et Weingast) à un ordre fondé sur la démocratie politique et la concurrence économique (un ordre «à accès ouvert»), est un processus long, fragile et complexe⁶. Il ne suffit pas pour l'engager d'invoquer des valeurs universelles ou des perspectives de développement. Il suppose que soient réunies des conditions de natures politiques, sociales et économiques dont la théorie, en admettant qu'elle soit possible, est encore balbutiante. C'est à l'évidence un domaine d'étude extrêmement fertile. Mais en attendant, et en observant les désordres mondiaux, il faut sans doute un peu d'optimisme pour croire à l'avènement rapide d'une société de droit.

6. Cf. D. North, J. Wallis et B. Weingast, *Violence et ordres sociaux*, Gallimard, 2010.

Corruption is an Insidious Plague

Frank Vogl

Co-founder, Transparency International

Over the last 20 years I have worked with Transparency International, as a volunteer, to help build a global anti-corruption organization that speaks truth to power. I have friends who are threatened and yet I know, more surely today than ever, that we will win. In my book, *Waging War on Corruption: Inside the Movement Fighting the Abuse of Power*,¹⁰ I explain why.

► The story of Rose

Nigerian Finance Minister Ngozi Okonjo-Iweala¹¹ once told the story of Rose, a twenty-one year-old university student in Nigeria:

“Rose, from a poor rural family, could not purchase the series of class notes sold by her lecturer to students as part of the reading material for her class. The lecturer, who used these moneys to supplement his income, noticed that Rose was not purchasing the notes and penalized her through low grades for her work. When she explained she couldn’t pay she was asked to make up with other favors, which she refused. The failing grade she was given was instrumental in her withdrawal from the university, which put an end to her higher education. An individual and an entire family lost their hope and pathway to escape poverty. When I followed up on this story, I found that it was by no means an isolated case. It was part of a systemic rot that had befallen what had once been a very good tertiary education system in Nigeria.”

10. Rowman & Littlefield, October 2012.

11. Ngozi Okonjo-Iweala, née en 1954, ministre des finances du Nigéria depuis 2011, à la suite d’une brillante carrière, entre autres à la Banque mondiale.

► **Corruption is not an abstraction**

The crimes of corruption are not abstract issues. Every time an official steals from the public purse, then someone suffers. Every time an official acts as a villain, then there is a victim. There are tens of millions of young people like Rose.

An enormous amount is at stake for our civilization in securing the success of the fight against corruption. As former UN secretary-general Kofi Annan has noted: “Corruption is an insidious plague that has a wide range of corrosive effects on societies. It undermines democracy and the rule of law, leads to violations of human rights, distorts markets, erodes the quality of life, and allows organized crime, terrorism, and other threats to human security to flourish.”

Moreover, the scale of the problem is enormous. At the end of 2011, TI published its annual Global Corruption Barometer survey covering 105,500 people in one hundred countries, which noted that almost one in four people surveyed reported paying a bribe in the previous twelve months to one of nine institutions and services, from health to education to tax authorities. The police were the worst offenders –almost 30 percent of those who had contact with the police paid a bribe. For example, Sean Rayment, the defense correspondent of the London *Daily Telegraph*, has repeatedly reported on police corruption, especially in Afghanistan, as he sees this corruption as one of the main problems in controlling the opium trade there. For example, on May 20, 2012, he reported that among “the Afghan National Police... many of their officers were drug addicts and the organization as a whole was riddled with corruption.” In many of the poorer countries of the world the police are paid so badly, often at levels below a living wage, that extorting cash from the public at large is seen by the police as a necessity. Most Nigerian policemen, for example, earn less than \$200 a month and many have to pay for their own fuel and telephones.

In many countries corruption is seemingly all-pervasive across politics, the civil service, and the military. Transparency International’s Corruption Perceptions Index – its CPI – ranked the ten countries perceived as the most corrupt in a survey of 183 countries in 2011 as Venezuela, Haiti, Iraq, Sudan, Turkmenistan, Uzbekistan, Afghanistan, Myanmar, North Korea, and worst of all, Somalia!

► **The mixture of money and politics is toxic everywhere**

And in most countries there is a sense that deals are done between the privileged and the politicians that benefit these players at the public’s expense. This is not a developing country reality alone. My own country, the United States, today in election year 2012 has nothing to be proud about.

We are in the midst of what will be the dirtiest election of my lifetime – one where the scale of money involved is staggeringly large.

Fred Wertheimer, the founder and president of Democracy 21, a non-profit, non-partisan organization dedicated to transparency in the US political system, has stated: “When the Supreme Court in the *Citizens United*¹² decision struck down the ban on corporate expenditures to influence federal elections, five Justices radically changed our political system. The 5-4 Court decision elevated the status of corporations in our democracy and freed them to use their immense, aggregate wealth to flood elections and buy influence over government decisions... According to a recent survey USA poll, more than 75 percent of voters, including 70 percent of Republicans and 73 percent of Independents, view corporate election spending as an attempt to bribe politicians rather than as free speech protected by the First Amendment.”

Free speech is for sale in American politics to smear all who seek to serve the public, to distort public perceptions, to acquire political influence – when a few mega-rich individuals or corporations can anonymously buy all the advertising space available in a U.S. state’s TV media to demonize politicians they do not like, then corruption abounds.

More generally across the globe, the public official/political villains on the great corruption stage know exactly what they are doing and why, and so do the business people who pay them bribes. Neither the bribe takers nor the bribe payers have respect for the law. The scale of the fortunes that corrupt leaders amass results in large part from collaboration with crooked giant corporations. Enterprises engaged in infrastructure engineering; real estate development; arms sales; oil, gas, and mining; and pharmaceuticals are often found to be at the forefront of international bribery.

► Major Western governments involved

Moreover, major Western governments shoulder a portion of the blame for the scale of global corruption. Their actions are not motivated by the self-enrichment of leaders, nor do they entail abuses of law or criminal behavior. Yet, by supporting corrupt regimes in the developing world with military and economic aid that is often poorly audited, by peddling a soft line on money laundering and on the repatriation of stolen assets, they have collaborated in what amounts to corruption conspiracies. The

12. Janvier 2010. La décision pose que les dons d'argent aux partis politiques relève de la liberté d'expression et que le gouvernement ne peut pas empêcher les entreprises, les syndicats, etc. de dépenser de l'argent pour persuader les électeurs dans un sens ou dans un autre. Se sont opposés à cette décision, Justices Stevens Ginsburg, Breyer and Sotomayor.

gravest consequence of such Western governmental complicity relates to international security. North Korea and Iran bribed Pakistani officials for nuclear bomb secrets; Western aid has protected some of the worst despotic rulers from former French colonies in Africa to Afghanistan and Iraq and the result is a less secure world.

For example, consider what happened in Iraq. Judge Radhi Hamza al-Radhi was appointed in June 2004 to lead Iraq's Anti-Corruption Commission. Under his determined efforts the commission filed 541 cases in its first eighteen months, including forty-two that involved government ministers. Speaking before a committee of the US Congress in 2008, the judge said that the cost of corruption across all ministries in Iraq was an estimated \$18 billion.

The judge's key message that day went far beyond the waste of US taxpayer cash by officials in Baghdad. He said that he was unable to do his work. Between 2004 and 2007, thirty-one of the commission's employees were assassinated and twelve family members were murdered. Judge al-Radhi lived under constant threat and ultimately had to flee, seeking political asylum in the United States in August 2007.

Ultimately, the success of efforts to curb corruption on a sustainable basis –nationally and internationally– will depend on the existence of strong and independent legal systems that can enforce laws that criminalize the abuse of public office for private gain. I believe that this can only evolve if countries have strong democratic institutions that ensure the checks and balances between branches of the government and include effective nongovernmental watchdogs, from the media to civil society organizations and independent academic institutions.

► **“Be on the right side of history”**

Now, I believe that the outlook for fighting corruption is far brighter than most of you probably recognize. To be sure this is a long anti-corruption war. There will always be corrupt politicians and government officials. But, the “Arab Spring” awakened the world to a mounting understanding that a revolution is unfolding against corruption and in support of cleaner government. There is a momentum now toward greater transparency and accountability in public life and in big business in many countries. More battles are being waged in more nations than ever before.

Be it in the public parks or the city squares the protests over governmental and corporate greed ring loud and get louder every day. They contribute compellingly to a public sense of outrage and injustice and so fortify those

leading anticorruption efforts. The news of the excesses of greed now travel faster and wider than ever before, thanks to the Internet, and the better informed the broad public becomes, the more support anticorruption campaigns can secure.

Across the globe a rising number of heroes are leading civil society to fight the abuse of power. The leading activists are a breed apart. They seem to have a different kind of blood running through their veins and a level of passion for what they do that is awesome. To sit at a table with Devendra Raj Panday from Nepal, Cobus de Swardt from South Africa, Sion Assidon from Morocco, and Geo Sung-Kim from South Korea is to become swept up in their passion. Each of them is modest, down to earth, and realistic about the anticorruption cause that binds them together and which they lead. Each of them has spent time in prison for their work for human rights and freedom.

These are selfless leaders, willing to risk an enormous amount because they have a deep emotional conviction that their concern is directed at seeking to improve the lot of the world's people—they see Rose and the tens of millions of innocent victims of corruption like her—and they know they must keep driving ahead in a very long war for justice and against graft. They do not see curbing corruption as an end in itself. They understand from personal experience that corruption is the largest single barrier to the development of decent living for their fellow men and women across most of the world. Their misery is a cause worth fighting for, irrespective of the personal risks.

A paradigm shift is under way from broad resignation and acceptance of corruption to recognizing that the fight against corruption can and will produce substantive victories in the immediate years ahead. The climb to the summit will continue, and its tempo will accelerate. We have reached base camp, there is an Everest ahead for us to mount, but we shall overcome.

On December 10, 2011, three African women received the Nobel Peace Prize: Ellen Johnson-Sirleaf and Leymah Gbowee, from Liberia, and Tawakkol Karman, from Yemen. Thorbjørn Jagland, chair of the Norwegian Nobel Committee, concluded his speech in Oslo with a quotation from the American author and civil rights advocate James Baldwin, who wrote, "The people that once walked in darkness are no longer prepared to do so."

Mr. Jagland added, "Make a note of that! all those who wish to be on the right side of history."

Corruption vs Institutional Efficiency

Ivailo Kalfin

Member of the European Parliament
Vice-President of the Committee on Budgets

The European Commission estimates that the annual losses from corruption in the Member States amount to €120 billion. Most of the corruption practices are related to public procurement, which in 2008 was estimated at around 15% of the EU's GDP or €1.7 trillion. Corruption is often related to legal but unethical practices like opaque lobbying rules, trading in influence or revolving doors between public and private sectors. Some analysts speak about corrupt legality for cases, where loopholes of the legislation allow corrupt practices.

There is a clear link between corruption and the level of efficiency of the institutions. Undoubtedly, public institutions are expected to preserve the public interest and the public interest excludes corruption. At the same time, the quality of the institutions cannot explain alone the existence of corruption. We should also consider the environment factors like legislation, law enforcement, public tolerance, etc. Hence, strong institutions can fight corruption successfully only when there is sufficient political will, supported by a strong public consensus to do so.

► **Example 1: The Bulgarian National Bank**

BNB is the central banking institution of Bulgaria. Back in 1996 the country entered into an economic turmoil. The deep recession was combined with a sharp increase of bad bank assets, related to the loose banking supervision over the commercial banks. This crisis was very much fuelled by the dependency of the Central bank and its vulnerability to political influence.

Bulgaria was facing default on her debt payments and was saved only by a massive IMF intervention, based on tight budgetary measures, reformulated monetary policy and deep economic reforms. IMF introduced a currency board arrangement, depriving the central bank from its monetary policy instruments. The legislative base of BNB was changed, its independence was guaranteed, its supervisory functions were strengthened. The tight measures enjoyed very high public support, based on the painful experience of hyperinflation and bank bankruptcies. As a result, 15 years after this period, the Central bank is an institution with a high reputation, the banking sector in Bulgaria is sound, unlike in many other countries. For many years Bulgaria has maintaining a budgetary surplus policy, leading to the drastic reduction of the sovereign debt and accumulation of considerable reserves. Hence, the independence of the Central bank, combined with a large public support for a disciplined fiscal policy made a very clear difference in terms of financial stability and sound banking supervision. An attractive source of corruption was simply cancelled.

► **Example 2: the judicial system in Bulgaria**

The Bulgarian judicial system is often quoted by the EU institutions as an example of inefficiency, failing to provide adequate and timely justice. There are good arguments that to a large extent this is a caricatured picture but the problems apparently exist. The judicial system was created in its present state with the adoption of the new constitution of Bulgaria in the beginning of the 1990s. At that time the prevailing debate in Bulgaria was extremely ideological. As a result, the judicial system acquired a very large autonomy but the top magistrates and prosecutors were appointed mostly on ideological bases rather than on professional criteria. Since that time the political pressure on the judiciary in Bulgaria was present almost at all times. The result is that the country still has an inefficient judicial system, lacking in public confidence, struggling with the pressure from politics and improving slowly under the pressure of the EU.

These are one positive and one negative example for institutions, created at the same period, in the same country. The difference lies on the public tolerance to inefficiencies. A recent study by Eurobarometer¹³ shows that 74% of the European citizens believe that corruption is a major problem in their country. However this percentage fluctuates between 19% of the respondents in Denmark and 98% in Greece. To achieve results, the public awareness and concern should be transformed into public pressure. The level of corruption is not a given and it requires continuous efforts to keep it low.

13. Corruption report, Special Eurobarometer report 374, 2011.

Analyzing the various studies on corruption in Europe, one can identify some very interesting trends. First, it is difficult to draw a North-South or East-West dividing line. But we can probably find that as a rule the countries that have experienced a dictatorship are more ready to tolerate corruption. Second, it is clear that the economic crisis stimulates corruption. Different agents are much keener to take the risks associated with corruption in times of crisis. Third, fighting corruption is a continuous process. Even if results are achieved, efforts need to be sustained.

In recent years, the EU institutions have moved from merely controlling the spending of the EU public funds to requiring the member states to properly fight corruption in general. That is very much needed in order to create a level-playing field on the single market. The European Council set up a strong mechanism to put pressure on Bulgaria and Romania to improve the efficiency of their judicial systems; the fight against corruption and organized crime will be an integral part of the criteria for future enlargements, as from 2013 the European Commission will start publishing an EU anti-corruption report, aiming at monitoring on a biannual basis the EU member states' efforts to combat corruption.

Still, whatever measures are taken at EU level the fight against corruption also depends to a large extent on the level of public tolerance and pressure on the institutions.

Les mafias, un mal qui ronge le cœur du monde

Pietro Grasso

Direction Nationale Antimafia, Italie

► Le crime organisé à la pointe de la mondialisation

L'internationalisation des marchés, la chute des frontières, la facilité accrue et la rapidité des échanges commerciaux, des transports, des télécommunications, la globalisation, en somme, et les nouvelles technologies ont été immédiatement exploitées par la criminalité organisée dont le visage ressemble de plus en plus à une entreprise commerciale transnationale caractérisée par le multi-traffic, c'est-à-dire par la fourniture simultanée de différents types de biens et de services légaux.

On ne parle plus uniquement de stupéfiants –dont l'offre et la demande, bouleversant par ailleurs toute loi économique, sont en augmentation constante– ni d'armes et d'explosifs. Les marchés ont créé aujourd'hui de nouvelles opportunités criminelles comme la traite des êtres humains, le trafic des déchets, des marchandises contrefaites, d'œuvres d'art, d'organes, le trafic des mineurs, la piraterie maritime, les délits informatiques, le cyber-crime et ainsi de suite.

La criminalité organisée s'est donc diversifiée, atteignant des proportions macro-économiques et conquérant une portée globale. Les marchandises légales sont produites sur un continent et sont transportées et trafiquées à travers un autre continent, pour être commercées et consommées sur un troisième continent. Les mafias italiennes se sont soudées de façon opérationnelle à d'autres formations criminelles et sont devenues aujourd'hui un véritable problème transnational. Elles représentent une menace pour la

sécurité, l'autorité et la gestion du gouvernement des États, en particulier dans les pays frappés par la pauvreté et les conflits. Le crime fomente la corruption, s'infiltré au sein des entreprises et de la politique et entrave le développement. Le pouvoir risque ainsi de finir entre les mains de ceux qui agissent hors la loi. Il est connu que toute activité illicite génère de l'argent qui est ensuite recyclé, dissimulé, réutilisé.

► **Que faire ?**

Le profit et l'argent sont la raison d'être du crime organisé. La solution est de l'en éloigner, mais le problème est de le trouver. L'argent de la criminalité organisée n'a pas d'odeur et ne se repose jamais. Il court vite, change constamment de place et devient méconnaissable lorsqu'il s'arrête. Il s'en dégage un parfum frais et propre, lavé et relavé après des dizaines de transactions. Il réapparaît comme une lymphocyte vitale pour des affaires constamment renouvelées. Le défi du nouveau millénaire est de le retrouver dans les coffres-forts dans lesquels il baigne avant de finir dans l'essoreuse des échanges et des achats, des cessions et des ventes.

► **Le crime organisé menace tous les systèmes économiques et politiques**

L'économie criminelle a pour objectif la conquête illégale d'espaces du pouvoir économique et pollue le tissu productif ainsi que les structures institutionnelles des pays dans lesquels elle opère. Il n'y a pas de place pour la libre concurrence dans un système corrompu.

Les règles sont anéanties, les valeurs sont faussées, des positions dominantes voient le jour, les institutions subissent des effets qui ne se gouvernent pas et, en définitive, il n'y a pas de véritable développement parce qu'il n'y a pas d'innovation, pas de croissance.

L'argent des mafias se positionne confortablement dans les secteurs les plus modernes du marché, de l'énergie aux déchets et va jusqu'à bouleverser les règles en créant des monopoles ou des oligopoles. Il maximalise le profit au détriment de la qualité et écarte du jeu ceux qui seraient en règle pour y participer.

Suivant le Fonds Monétaire International, l'argent sale produit entre 3 et 5% du PIB de la planète, soit un chiffre qui oscille entre 600 et 1 500 milliards de dollars rien qu'aux États-Unis. Selon la Banque centrale, en Italie, l'industrie du recyclage produit un chiffre d'affaires de 150 milliards d'euros, soit 10% du PIB qui est de 1 500 milliards d'euros. Au même titre que les profits provenant du crime organisé, l'évasion fiscale et la corruption produisent des effets négatifs sur le fonctionnement correct de l'économie.

Les estimations diffusées par *Transparency International*, estiment qu'en Italie les coûts de la corruption atteignent 50 à 60 milliards d'euros par an. Des réserves s'imposent certes puisqu'il s'agit d'estimations recueillies à travers des interviews sur la perception de la corruption. Mais, quoi qu'il en soit, les sommes en question sont considérables et équivalent à une manœuvre financière.

En Italie, le Parlement est sur le point d'approuver une nouvelle loi anti-corruption et le Gouvernement du Président Monti suit la bonne direction en limitant l'usage de l'argent comptant, en augmentant la traçabilité des transactions, en allumant les réflecteurs sur les biens de luxe, en sanctionnant pénalement les déclarations mensongères ou les faux actes présentés au fisc et en majorant les flux d'information financière qui confluent vers le bureau d'imposition. En somme, il a lancé une opération de transparence et de justice ayant pour objectif de faire émerger et de sanctionner sévèrement les fraudeurs et les corrompus.

Des enquêtes récentes montrent qu'il est de plus en plus difficile de poursuivre la corruption, parce qu'elle a perdu sa dimension contractuelle bilatérale, selon laquelle le corrupteur et le corrompu échangent des avantages ou de l'argent, pour prendre un aspect circulaire : plusieurs personnes, suivant une méthode propre à la criminalité organisée, accèdent à un réseau sans échanges directs, mais uniquement à travers des concessions d'actes et d'avantages unidirectionnels qui finissent pas se compenser les uns les autres à la fermeture du cercle.

Il s'agit d'une stratégie difficile à démasquer et à frapper, qui exige également le recours à des moyens d'enquête plus sophistiqués, possibles aujourd'hui grâce aux codes pénaux et à la procédure pénale et que la Loi met à la disposition des magistratures et des forces de police qui combattent les crimes de la criminalité organisée.

En Italie, on a donné la priorité à la stratégie de l'agression des patrimoines de la criminalité organisée, avec des instruments juridiques liés au processus et à la responsabilité pénale, ainsi qu'avec des mesures de prévention à caractère patrimonial fondées sur la dangerosité des individus. Les résultats obtenus grâce à ce système et au travail d'impulsion et de coordination du Parquet national que je dirige sont exceptionnels : on a saisi ces quatre dernières années des biens mobiliers et immobiliers, des sociétés et des entreprises pour une valeur de plus de 40 milliards d'euros. On a confisqué des biens pour un total de 4 milliards d'euros qui, grâce à une loi au contenu hautement éthique, par l'intermédiaire d'une agence nationale, sont destinés aux Italiens, à qui l'on restitue ce que les mafieux leur ont dérobé.

► **Sans la coopération des États, rien de possible**

Le problème le plus difficile à résoudre est toutefois de convaincre les États d'adopter des normes et des stratégies communes et homogènes pour poursuivre les délits et des patrimoines criminels, où qu'ils se trouvent. Sans une coopération totale utilisant les nouvelles technologies et les instruments juridiques pour un développement coordonné des enquêtes liées, on n'obtiendra jamais aucun succès car les différences entre les législations nationales ouvrent des voies inespérées aux organisations criminelles.

C'est justement sur le thème de la saisie et des confiscations des patrimoines illicites que la coopération entre les États rencontre les difficultés les plus grandes voire insurmontables. La globalisation de la légalité ne s'est pas encore opposée à la globalisation de la criminalité. Dans un monde désormais sans frontières, les organisations criminelles d'envergure internationale se sont partagé les tâches, les marchés, les lignes et les zones d'influence, à travers de simples accords. Compte tenu de leur capacité extraordinaire à accumuler d'énormes richesses et donc un pouvoir énorme ainsi qu'à polluer et conditionner les institutions, ces organisations finiront pas détruire l'économie, par polluer la politique, par constituer un danger pour la démocratie moderne, si la communauté internationale n'adopte pas au plus vite des contre-mesures.

La loi, la liberté, la propriété

Stephen Breyer

Cour Suprême des États-Unis

Il faut se souvenir que je suis juriste, je ne suis pas économiste. Néanmoins, je peux vous proposer trois réflexions.

La première réflexion est technique. Elle concerne des dispositions spécifiques de la Constitution. On veut savoir s'il y a une grande différence entre la protection donnée par ce document aux libertés fondamentales des personnes physiques et la protection donnée à la liberté de la propriété et aux personnes morales ? Y a-t-il une telle différence dans la Constitution des États-Unis ? Je dirais sans controverse que la réponse à cette question est oui.

Cela ne veut pas dire que la propriété est sans protection. Par exemple, la constitution précise qu'on ne peut pas enfreindre les obligations des accords. Aussi, si le gouvernement saisit la propriété privée pour un usage public, il faut donner une compensation équitable. Mais ces protections sont moins grandes que les dispositions données aux personnes physiques, par exemple, l'assurance d'une égalité devant la loi et l'assurance que le gouvernement ne peut priver personne de la vie, de la liberté ou de la propriété sans un processus équitable. Ce dernier texte, comme je viens de le dire, s'applique à la propriété autant qu'à la liberté, mais malgré tout ce texte s'applique à la propriété par des moyens bien différents. Si un juge a devant lui un texte qui pourrait priver quelqu'un de la liberté personnelle ou de la vie, il regarde et examine ce texte d'une manière bien scrupuleuse. Mais si ce texte prive quelqu'un de la propriété, cet examen est bien moins scrupuleux. C'est un examen dont la finalité est de trouver non pas une nécessité mais une rationalité. Et comme d'habitude, la plupart des textes qui concernent la propriété, vont réussir cet examen.

Pourquoi ces différences ? La raison est à trouver dans le fond de la Constitution et dans la nature de la société moderne. La Constitution est moins un document qui dit aux personnes ce qu'il faut faire qu'un document qui trace des limites, des frontières sur ce que le gouvernement peut faire. Quelles frontières ? Les frontières qui assurent la démocratie, qui protègent certaines libertés fondamentales, qui insistent sur une division et une séparation des pouvoirs pour que personne dans le gouvernement ne devienne trop puissant ; qui insistent sur une certaine égalité entre les personnes, et qui assurent un état de droit.

La Cour Suprême dans un sens est la police des frontières. La vie à la frontière n'est pas toujours agréable. J'ai entendu un programme de radio quand j'étais enfant sur la police des frontières au Canada ; je me souviens qu'il y faisait très froid et que le travail était très difficile. La question est de savoir ce qui est à l'intérieur des frontières et ce qui est à l'extérieur. Ce que nous faisons en tant que policiers des frontières est de trancher des questions comme celles que M. Vogl de *Transparence Internationale* a posées. L'exemple qu'il cite, est-il à l'intérieur ou à l'extérieur de la frontière constitutionnelle ? De telles questions sont difficiles, ce qui veut dire que la vie à la frontière est difficile pour les juges. Mais il faut se souvenir que tout de même, il ne s'agit que de la frontière. Et entre les frontières, il y a un grand espace, un grand champ d'action démocratique que le peuple peut saisir.

Voilà l'arrière-scène constitutionnelle. Revenons aux *practicalities* modernes. La nature de la société moderne est telle que la grande moitié des sujets législatifs concernent la propriété. La nature de la société moderne exige de la réglementation de la propriété et des contrôles des personnes morales. Donc dans ce grand champ entre les frontières constitutionnelles, il y aura une quantité de lois, de règlements, de contrôles, qui concerneront la propriété. La Cour vient, par exemple, de trancher une grande question de droit sur le sujet de la santé. Cette affaire concerne d'abord l'économie et la société. Les questions sociales sont primordiales, les questions de liberté individuelle existent mais elles sont secondaires. Donc pour moi, cette affaire se résumait à une question –système de sante fédéral ou non– que la Constitution donne au peuple la possibilité de résoudre par moyen législatif démocratique. Ce n'est pas mon devoir de décider si la loi sur la santé est pour le bien ou pour le mal ; mais c'est mon devoir de décider si la loi est dans le champ de la frontière, ou si la constitution donne le pouvoir de décider aux législateurs et non aux juges. La Cour a décidé que la loi était à l'intérieur des limites constitutionnelles et cela veut dire que c'est au législateur et non aux tribunaux de prendre la décision de la mettre en œuvre.

La deuxième réflexion concerne le rapport entre la prospérité économique et le droit. Je voudrais dire à une femme américaine, une citoyenne ordinaire, qui entre dans un supermarché et qui n'est pas avocate (contrairement à ce qu'on lit dans les journaux : 308 millions de personnes sur 309 aux États-Unis ne sont ni avocats, ni juges) que le droit a quelque chose à faire avec l'existence de ce grand étalage de produits qu'elle va voir dans son supermarché. Par quel moyen ? Par un moyen institutionnel. Parce qu'il faut avoir une institution juridique, un corps de juges honnêtes et pas corrompus, pour donner aux investisseurs la confiance que leurs accords seront mis en œuvre, ce qui les amènera à investir plus dans le pays et ce qui contribuera à la prospérité. C'est un excellent sujet de discussion et c'est une tâche immense de créer et maintenir de telles institutions.

La troisième réflexion concerne la difficulté de traduire une constitution de mots sur parchemin en réalités qui donnent aux citoyens des protections efficaces. Pourquoi les 308 millions des citoyens ordinaires (ni avocats, ni juges) vont-ils mettre en œuvre les décisions des juges ? Voilà une question qu'on me pose souvent. Des juges africains, par exemple la Présidente de la Cour Suprême du Ghana, me posent cette question. Beaucoup de professeurs asiatiques aussi. Et ils pensent que j'ai une réponse qui dépend de la nature du document ou de la structure des institutions gouvernementale. Mais je n'ai pas de telles réponses. Au lieu de cela, je leur raconte des moments de l'histoire des États Unis, une histoire qui commence avec des idées des lumières, mais où on trouve aussi des épisodes tout à fait contre la liberté des individus, la constitution et même les décrets des juges. Considérez la prise des territoires des indiens, l'esclavage, la guerre civile, quatre-vingt ans de ségrégation raciale, et l'arrêt *Brown vs Board of Education*⁸ et la lutte pour mettre cet arrêt en œuvre. Donc l'état de droit est une matière de l'historien et l'esprit d'un peuple autant qu'une matière des mots et institutions légales. On peut apprendre plus de notre expérience que d'un discours théorique sur le sujet.

Voilà les trois réflexions. Maintenant j'espère que nous allons considérer comment répondre aux problèmes que j'ai exposés dans un monde juridique qui est de plus en plus international. Aujourd'hui l'économie est internationale. Le problème de sécurité est international. Mais nos institutions sont nationales. Par quel moyen le droit va-t-il s'adapter aux problèmes du niveau international ? C'est un défi pour M. Abraham², c'est un défi pour nous tous.

8. L'arrêt *Brown vs Board of Education* date de 1954. Il déclare anticonstitutionnel la ségrégation raciale dans les écoles

9. Voir pages suivantes.

Les États et les progrès de l'état de droit dans l'ordre international

Ronny Abraham

Cour Internationale de Justice

Dans la société internationale, comme dans les sociétés nationales, il y a des règles et il y a des juges, et les juges sont en principe chargés de faire respecter les règles. Mais il y a de grandes différences entre la société internationale et les sociétés nationales, tant en ce qui concerne les règles qu'en ce qui concerne les juges.

En ce qui concerne les règles, on a fait allusion tout à l'heure à la grande division entre le droit civil et les traditions de *common law* ; à beaucoup d'égards le droit international dépasse cette césure ou cette opposition entre la *common law* et la *civil law*. On peut dire que le droit international est par nature, par nécessité, une sorte de langage commun qui doit dépasser ces clivages et ces frontières. Et puis on sait que le droit international a plusieurs composantes. Il est en grande partie un droit coutumier, un droit non écrit ; et de ce point de vue-là il rappelle la *common law* britannique. Mais il est aussi en grande partie un droit écrit : le droit des traités, le droit des accords internationaux, le droit des règlements qui sont édictés par les institutions internationales qui peuvent être des textes très longs, très détaillés. Donc le droit international est aussi en grande partie un droit écrit, et à cet égard il peut faire songer aux traditions de droit civil ou de droit romain.

Bref, je ne crois pas qu'on puisse appliquer de façon simple au droit international la séparation entre *common law* et *civil law*, même si de temps à autre on voit ressurgir les différences entre les traditions, y compris dans l'élaboration même des normes internationales.

En ce qui concerne les juges, je dirais que l'originalité de la société

internationale est encore plus marquée car ce qu'il faut bien comprendre dès le départ c'est que la justice internationale se trouve en présence d'une situation tout à fait spécifique : ses sujets, c'est-à-dire les États, ses justiciables, ont une particularité, c'est que ce sont des entités souveraines. C'est délicat d'avoir un justiciable qui est en même temps un souverain car la définition de la souveraineté, c'est qu'on ne peut pas imposer à l'entité souveraine une obligation à laquelle elle n'aurait pas d'une manière ou d'une autre consenti.

La base de la juridiction internationale c'est donc le consentement des États. Ils doivent avoir consenti à la juridiction. Ils ne peuvent pas être soumis à l'autorité d'un juge s'ils ne l'ont pas acceptée. Pas nécessairement pour une affaire déterminée, ils peuvent avoir accepté à l'avance de se soumettre à l'autorité d'un juge pour une catégorie d'affaires, pour un ensemble de différends futurs. Mais, d'une manière ou d'une autre, tout juge international doit d'abord vérifier le consentement des États qui se présentent devant lui avant de pouvoir exercer sa juridiction. Et c'est une différence essentielle avec les sociétés nationales.

► Multiplication des juridictions internationales

Qu'est-ce qu'on constate depuis une trentaine ou une quarantaine d'années ? C'est que les États consentent de plus en plus à la juridiction internationale. C'est qu'ils créent même de nouveaux tribunaux internationaux dans des domaines particuliers, auxquels ils donnent vie et dont ils reconnaissent la compétence et l'autorité à leur égard. On peut en donner quelques exemples qui sont d'ailleurs parfaitement connus de tout le monde. Le droit de l'Union européenne, à l'origine Communauté économique européenne, repose en partie sur l'existence d'une Cour de justice qui est la création des États. La Cour de justice de Luxembourg n'existerait pas si les États qui ont conclu le traité de Rome n'avaient pas voulu qu'il y ait un tribunal international chargé d'arbitrer leurs différends, de surveiller la manière dont les uns et les autres appliquent leurs obligations juridiques.

Au sein de l'OMC, il y a un organe de règlement des différends auxquels les États ont consenti en adhérant au Traité fondateur de l'OMC. Et ce mécanisme est un mécanisme judiciaire ou quasi judiciaire. Il est dans les mains de juristes indépendants qui peuvent connaître des différends entre les États et trancher ; trancher avec une portée obligatoire. De plus en plus nombreux sont les traités internationaux au cours de ces dernières décennies qui comportent ce qu'on appelle une clause compromissoire, c'est-à-dire une disposition qui donne compétence à la Cour internationale de justice ou à un tribunal arbitral ou à d'autres juridictions internationales

pour connaître des différends qui pourraient survenir entre les États parties ; et ainsi les États, à l'avance, acceptent de se soumettre à l'autorité d'un juge international.

► **Pourquoi les États sont-ils consentants ?**

Chose encore plus surprenante, à première vue : quand le juge international rend sa sentence et qu'il condamne un État à faire, à ne pas faire, à ne plus faire, à défaire, dans l'écrasante majorité des cas, l'État qui a perdu son procès exécute la décision du juge. Alors on pourrait se demander pourquoi ? Qu'est-ce qui fait que les États qui n'y sont pas tenus a priori, consentent à la juridiction de tribunaux internationaux, les créent, les acceptent ? Et qu'est-ce qui fait que lorsqu'ils ont perdu une affaire ils acceptent d'exécuter le jugement qui leur est défavorable ? Quelle est l'explication de cet apparent paradoxe ?

Il y a deux explications possibles, je ne sais pas laquelle est la meilleure ; elles sont sans doute vraies l'une comme l'autre dans des proportions que chacun pourra apprécier. La première explication est une explication d'ordre moral, elle repose sur une philosophie ou sur des valeurs. Les États consentent à la primauté du droit que traduit le rôle du juge parce que c'est bien, parce qu'il faut le faire, parce que cela correspond aux valeurs d'une société démocratique, et naturellement les États démocratiques sont toujours les premiers à consentir à la juridiction internationale. Et les opinions publiques concourent parfois à cette position en faisant pression sur les gouvernements en faveur de la reconnaissance de la compétence d'un tribunal international.

C'est une explication qui a sans doute une part de vérité, mais je crois que ce n'est pas la seule et probablement, ce n'est pas la plus importante. Je crois que l'explication essentielle c'est que les États (du moins ceux qui acceptent de se soumettre au juge) considèrent que c'est dans leur intérêt de consentir à la juridiction internationale, au moins dans une certaine mesure. C'est dans leur intérêt pourquoi ? Parce qu'ils considèrent qu'une société internationale régulée par le droit fonctionnera finalement davantage au bénéfice des États qui en font partie, qui en sont les membres, qu'une société où les seuls rapports de force vont régler les relations entre les sujets de droit.

C'est dans l'intérêt des États de consentir d'une part à la règle elle-même, et ensuite à ce que cette règle soit appliquée par un juge. Certes, un État peut ne pas y avoir intérêt dans une affaire en particulier. Et notamment quand il perd un procès, son intérêt immédiat n'est pas d'exécuter l'arrêt,

mais il le fera tout de même parce qu'il considère que globalement c'est son intérêt que le système fonctionne de cette façon-là. Parce qu'il pense que s'il a perdu ce procès il en gagnera d'autres. Il pense aussi que s'il n'exécute pas la sentence qui l'a condamné, un autre État pourrait ne pas s'exécuter de son côté, dans une autre affaire, et ce pourrait être à son détriment.

Je pense finalement donc que la société internationale progresse dans le sens d'une société de droit. Mais il ne faut pas se faire d'illusion : quand les intérêts fondamentaux ou les intérêts vitaux d'un État sont en cause, il est rare qu'il consente à la juridiction, et il arrive en revanche qu'il retire son consentement (pour l'avenir) lorsqu'il estime qu'il en va vraiment de son intérêt. Mais globalement, je crois que la société internationale va dans le sens d'une société de droit. Et finalement ma conclusion personnelle, c'est qu'il n'y a pas de contradiction entre les intérêts des États et les progrès de l'état de droit dans l'ordre international. Conclusion peut-être optimiste, mais je veux y croire.

Rule of Law on the Seas and Oceans

Shunji Yanai

International Tribunal for the Law of the Sea

I am delighted to have a chance to make a brief presentation on the work of the International Tribunal for the Law of the Sea (ITLOS) which has its seat in Hamburg. Our Tribunal, as you know, was established under the UN Convention on the Law of the Sea in 1996, so our history is much shorter than that of the International Court of Justice (ICJ), which Judge Abraham represents today.

ITLOS specializes in law of the sea matters and contributes to the peaceful settlement of maritime disputes, thus enhancing the establishment of the rule of law in the field of maritime affairs. Now I would like to talk about the most recent decisions taken by ITLOS, focusing on their economic impact.

There is a rather complex yet flexible dispute settlement system under the UN Convention on the Law of the Sea. It is complex because States Parties to the Convention may choose one or more forums for dispute settlement, which include ITLOS, the ICJ and arbitration. This system is flexible at the same time, because States Parties can choose the forum they prefer for the settlement of disputes. ITLOS, as it specializes in law of the sea matters, plays a central role in this system.

► **Giving guidance to states concerning activities in the deep seabed area**

Regarding the recent decisions, I would like to touch upon the Advisory Opinion of the Seabed Disputes Chamber of ITLOS, which was given in February last year. The Council of the International Seabed Authority, seated in Jamaica, requested the Seabed Disputes Chamber in 2010 to render an Advisory Opinion on several questions regarding the responsibilities and obligations of states sponsoring persons and entities with respect to activities in the international seabed Area in accordance with the Convention.

Many States Parties to the Convention, the International Seabed Authority and other international organizations expressed their views by way of written or oral statements at the hearing before ITLOS. The Chamber, after having examined these views, delivered its Advisory Opinion on 1 February 2011, a little less than nine months after the request was submitted. The Chamber in its Advisory Opinion explained the nature and extent of the responsibilities and obligations of a sponsoring state, and gave guidance as to the necessary and appropriate measures, which a responsible state must take. These measures include enactment of national laws and also the taking of a precautionary approach in order to protect the marine environment when states explore the deep seabed Area for mineral resources.

Thus, the Chamber facilitated the work of the International Seabed Authority by clarifying the relevant provisions of the Convention and related documents. The International Seabed Authority, as a result, was able to give exploration licenses to some small island countries so that they could explore for the deep seabed resources around them. The Advisory Opinion of the Chamber had a positive economic impact on those countries, as they depended entirely on marine natural resources.

► **Settling a 36 year-old dispute**

The second decision I would like to mention is the judgment on the dispute concerning the delimitation of the maritime boundary between Bangladesh and Myanmar in the Bay of Bengal. This case, submitted to ITLOS in December 2009, is the first maritime delimitation case to have come before the Tribunal. In the judgment rendered on 14 March 2012, ITLOS delimited the territorial sea, the exclusive economic zone and the continental shelf within 200 nautical miles, as well as the shelf beyond 200 nautical miles, between Bangladesh and Myanmar.

Regarding the continental shelf beyond 200 nautical miles, it should be pointed out that the Commission on the Limits of the Continental Shelf has decided, in the light of the dispute between Myanmar and Bangladesh, to defer consideration of the two states' respective submissions on the limits of the continental shelf beyond 200 nautical miles. The issue concerning the establishment of the outer limits of the continental shelf of these adjacent states might have remained in deadlock if ITLOS had declined to delimit the continental shelf beyond 200 nautical miles.

ITLOS concluded that, in order to fulfill its responsibilities under the Convention in the present case, it had an obligation to adjudicate in the dispute and delimit the continental shelf between the parties beyond 200

nautical miles. Such delimitation is without prejudice to the establishment of the outer limits of the continental shelf in accordance with the Convention. This is the first judgment of an international court or tribunal delimiting the continental shelf beyond 200 nautical miles between two adjacent states.

I would like to add that Bangladesh and Myanmar had negotiated for 36 years without reaching an agreement, but ITLOS delimited their maritime boundary in two years and four months, and as a result Bangladesh and Myanmar are now able to exploit the rich natural resources in the Bay of Bengal. There would be a lot more to say, but I hope I have given an idea of the scope of cases ITLOS can help to settle.

On aura toujours besoin du Droit

Georges Terrier

Davis Polk & Wardwell

Nous parlions ici même, l'année dernière, des États défailants. Nous voilà réunis, aujourd'hui, pour envisager le retour d'une société de droit. C'est là un de ces retournements de tendance dont le Cercle des économistes a le secret... Ne nous en plaignons pas. La perspective est en effet beaucoup plus réjouissante... Je me concentrerai sur deux questions.

► Comment passer de l'*État* à la *Société* de droit ?

Sans oublier tout ce que le concept d'État de droit a apporté à la construction des démocraties modernes et à la prospérité du monde occidental – en consacrant la hiérarchie des normes, la séparation des pouvoirs et les droits fondamentaux – comment œuvrer, au-delà des nations, à la construction d'une société de droit, d'une communauté juridique – notion plus rousseauiste, plus universelle, et surtout plus à même, aujourd'hui, d'alimenter la dynamique mondiale, car porteuse de projets collectifs, de nouveaux équilibres et de croissance durable ?

Les outils qui permettent la construction de cette société de droit sont disparates : coexistence d'organisations supra-étatiques, conclusion de conventions internationales, mouvements d'harmonisation entrepris à des échelles régionales plus ou moins intégrées, etc. A cet égard, il me paraît important de souligner que l'Union européenne, si souvent critiquée, a constitué à la fois un exemple et un moteur d'harmonisation pour d'autres zones géographiques d'échanges. Je pense notamment à l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) qui est devenue l'une des expériences d'intégration juridiques les plus réussies de la fin du XX^e siècle. Le droit y est utilisé pour propulser le développement

économique et créer un vaste marché intégré permettant de faire de l'Afrique un pôle de développement. Il est porteur de dynamique.

Mais dans la construction de cette société de droit, on aurait tort de croire que l'unique moyen passe par l'harmonisation pure et dure des règles juridiques.

Même en dehors de tout cadre harmonisé, on sait que les législateurs nationaux s'observent sans relâche et que la compréhension aiguë qu'ils ont de la compétition des systèmes juridiques (et de l'importance que ces systèmes jouent dans le développement économique, social et environnemental) peut faire parfois autant, en termes de convergence des droits, que l'harmonisation impulsée de façon institutionnelle.

D'autre fois, il arrive que ces mêmes législateurs nationaux prennent des mesures dont ils s'efforcent d'étendre la portée extraterritoriale. On peut citer en exemple la réforme opérée aux États-Unis en 2010 en matière boursière, le *Dodd Frank Act*, ou encore la loi britannique relative à la répression et la prévention de la corruption, l'*UK Bribery Act* de 2010 qui est le pendant anglais du *Foreign Corrupt Practices Act* américain ("FCPA"). En pareilles hypothèses, c'est alors le droit local qui, par sa force, imprime des solutions dans la communauté juridique mondiale.

De même, ce n'est pas parce que les cours suprêmes ou les autorités de régulation appliquent des droits locaux qu'elles n'ont pas le sens de la globalité des problèmes. J'observe qu'elles ont, au contraire, une grande conscience des effets systémiques de leurs décisions. Et, bien souvent, les principes qu'elles forgent au travers de leur activité de supervision apparaissent à ce point fondamentaux qu'ils constituent les pierres presque universelles d'une société de droit en construction, indépendamment du clivage traditionnel que l'on fait entre les systèmes de *common law* et de *civil law*. Je pense notamment à l'émergence des principes de transparence et de cohérence qui, habilement combinés, permettent aujourd'hui, à travers le monde, de responsabiliser le comportement des acteurs d'une manière parfois plus forte que celle résultant du droit écrit.

On peut encore aller plus loin en reconnaissant ceci : le retour d'une société de droit peut également s'opérer en dehors de tout cadre étatique. À cet égard, la pratique des affaires est un ciment efficace. Surtout lorsqu'elle se veut une bonne pratique et tend vers la promotion d'attitudes responsables.

Il est ainsi de plus en plus fréquent de voir, dans les grands contrats internationaux, des clauses érigeant en obligations contractuelles le respect de normes que les textes de droit international ne sont pas encore parvenus à rendre pleinement obligatoires ou à développer avec un degré suffisant, par

exemple en matière d'environnement, de partage des ressources, de protection de la santé humaine, de lutte contre la corruption, le travail des enfants, etc.

Dans le même ordre d'idées, les entreprises contribuent elles-mêmes au retour d'une société de droit lorsqu'elles s'engagent à agir en acteurs socialement responsables dans une dynamique mondiale de développement durable. À l'évidence, le retour d'une société de droit emprunte donc de multiples voies.

► Le droit au service de l'éthique

La deuxième question est celle de savoir si, au moment où il revient en force au soutien d'une dynamique mondiale, le droit n'évolue pas lui-même, en intégrant pleinement sa dimension naturelle, sa propension souvent inavouée à se mettre au service d'une éthique.

Il n'est pas rare aujourd'hui que mission soit donnée au conseil d'une société multinationale de l'assister dans une démarche éthique. Celle-ci peut notamment se matérialiser dans l'adoption d'une charte destinée à constitutionnaliser, au niveau du groupe, les principes de probité et d'intégrité qui devront guider son action dans l'ensemble des zones géographiques où il intervient et qui pourront s'imposer par capillarité à chacun de ses partenaires (fournisseurs, sous-traitants, co-investisseurs, revendeurs, etc.). Avec ici de passionnantes questions relatives à la juridicité d'une telle charte et sa vocation à modifier le comportement et les responsabilités des membres du *board*.

Il arrive qu'une telle démarche se prolonge par la réalisation d'un audit éthique, par lequel l'entreprise confie à un tiers l'examen formel et approfondi de l'ensemble des pratiques d'un ou plusieurs de ses sites ou filiales. Ce processus, qui mobilise des ressources non négligeables et un savoir-faire typiquement occidental, permet à l'entreprise de comprendre et mesurer ses performances sociales et environnementales et de contribuer à les améliorer afin de pérenniser son développement en tant qu'acteur mondial responsable. Le Label. Ce type de pratique va de pair avec le développement de la compliance qui regroupe l'ensemble des dispositifs permettant de parvenir à l'objectif de conformité d'une activité donnée.

L'éthique et la *compliance* sont-elles des excroissances du droit, appelées à évoluer de façon autonome ? Au moment où nous nous interrogeons sur le retour d'une société de droit, signent-elles l'avènement d'une société de la morale ? Certains pourraient le souhaiter. Mais cela serait un tort : la morale et l'éthique ont toujours besoin du droit pour passer de l'état de vérités naturelles au statut de règles justes qui s'imposent dans une réalité donnée.

Débat

La relation transatlantique a-t-elle encore un sens ?

Contribution du Cercle des économistes

Olivier Pastré

Témoignages

Steven Erlanger • Charles Kolb • Jean-David Levitte

Modérateur

Laurent Joffrin

La relation transatlantique a-t-elle encore un sens

Olivier Pastré (*Cercle des économistes*)

Il ne vous a pas échappé que nous travaillons depuis deux jours sur le renouveau de l'Occident. En deux jours de travail, nous avons découvert que nous n'étions pas des « brêles ». La matinée d'aujourd'hui va consister à passer du statut de « brêle » au statut de star ; je ferai donc quelques références cinématographiques.

Moi, si j'étais Président des États-Unis, je ne désignerais pas l'Europe comme source de tous mes problèmes et je jouerais « Casablanca », le film de Michael Curtiz de 1942. On a eu une intervention remarquable de Nouriel Roubini, qui suppliait les banques européennes d'être plus efficaces ; ça ne serait pas mal que les banques américaines le soient aussi un peu.

On nous dit que les États-Unis sont en pleine période de rebond ; je rappelle cependant qu'il n'y a pas beaucoup d'investissements, que l'immobilier est encore en crise et que quatre cents banques sont en faillite. Il faut donc rester modeste. Moi, Président des États-Unis, je réduirais mon double déficit. Je ne ferais pas le film « M.A.S.H. » de Robert Altman, sorti en 1970 ; je me préoccuperais plutôt du double « S ». Le premier « S » est le sénioriat, c'est-à-dire le droit de cuissage des États-Unis sur le reste des monnaies mondiales. L'autre est le « S » de *Savings*, l'épargne : j'inciterais mes citoyens à épargner un peu plus.

Moi Président des États-Unis, je m'abstiendrais de faire un bras d'honneur aux nouvelles régulations internationales. Les Américains adorent les régulations internationales, surtout quand ils ne les appliquent pas, comme c'est le cas de Bâle II et probablement de Bâle III. Dans ce domaine-là, je jouerais « Chantons sous la pluie », le film de Stanley Donen sorti en 1952. Si j'étais Président des États-Unis, je m'abstiendrais de tout protectionnisme, protectionnisme commercial

mais aussi protectionnisme monétaire et je jouerais «Le train sifflera trois fois» de Zinnemann (1952). Voilà ce que je ferais si j'étais Président des États-Unis.

Si j'étais Président de l'Union européenne, je ferais deux choses – je réduis mes ambitions. D'abord j'écrirais un tweet très simple à Barroso, disant : «Je te remercie Manuel pour ton volontarisme, ta pugnacité et ta vision prospective», trois caractéristiques, et dans ce domaine-là je tournerais «Le Cuirassé Potemkine» d'Eisenstein (1925).

Si j'étais Président de l'Union européenne, je donnerais la priorité absolue à l'Europe des secteurs. Il faut construire les institutions mais il faut aussi construire les secteurs. On a parlé de l'union bancaire ; il faut aussi développer l'Union européenne des transports, l'Union européenne des États Unis. Il faut donc bouger, et je ne tournerais pas «Le Guépard». Je tournerais le dos à Luchino Visconti et à Lampedusa. Maintenant je descends encore d'une marche : moi Président français, je miserais tout sur l'offre. En particulier, je m'occuperais enfin des PME ; j'en parlerais un peu moins et je les aiderais un peu plus. Je tournerais le dos à «La Grande illusion» de Jean Renoir (1937).

Moi Président français, je miserais tout sur l'Afrique, et dans ce domaine-là j'essaierais de faire des choses y compris avec les États-Unis. Je fais ici référence à «Quai des Brumes», le film de Marcel Carné de 1937.

Charles Kolb (*French-American Foundation*)

Pour moi il n'y a qu'une seule réponse à la question posée dans ce débat, et elle est affirmative : c'est «assurément, oui». J'ai quitté le CED (*Committee for Economic Development à Washington*, équivalent de l'Institut de l'Entreprise à Paris) après quinze ans comme Président. Je recommence comme Président de la *French-American Foundation* à New York. Avec notre partenaire, la *French-American Foundation* à Paris, notre but est d'augmenter les relations entre nos deux pays. Donc si ma réponse à cette question était «non», j'aurais fait une grosse bêtise professionnelle. C'est pour cela que je dis «oui».

Je continue en anglais !

The transatlantic relationship grew out of the rubble of 1945, and the Committee for Economic Development was present at the creation. We, in fact, helped design the Marshall Plan, and also the institutions known as the Bretton-Woods system, the International Monetary Fund and the World Bank, and I think those institutions have served the transatlantic relationship extremely well. However we now find ourselves in Western societies in a very interesting and challenging situation.

We have what some call a welfare state, or you might use the American phrase

“The American Dream”, where we have developed a set of institutions that call for good quality education, access to quality healthcare, sound retirement and pension plans, and, at least until recently in the United States, the opportunity to own your own home.

These relationships were formed in the late 1940s through a partnership between business, government and labor, and I think it is fair to say that, certainly in both of our countries and on both sides of the Atlantic, these relationships are extremely strained. Business in the United States for the last ten years has been held in very low esteem. Our government, particularly the Congress, has the lowest public approval in its history; depending on the polling you want to look at, it is either 8% or 13% public approval, and the American labor movement has the lowest participation rate in its history. Therefore, we are at a point where the institutions that were created by these relationships need be rethought, and I want to make two suggestions: that on both sides of the Atlantic we begin to rethink the role of debt in our societies, and secondly, the way in which business, government and labor can interact once again to recreate the social relationships that we have known for most of the last 70 years.

Let me just take one example of debt, and it is an example in the United States, which surprised many Americans. Earlier this year, in the spring, it was noted that, for the first time in the United States, the amount of debt for student loans exceeded USD1 trillion. USD1 trillion in student loan debt for our young people is an amount that is in excess of the outstanding credit card debt in the entire United States.

We say to our young people that they need more lifelong learning, lifelong education, and then we tell them they need to take out a mortgage to pay for it, and there is no guarantee they will have any equity once they have paid out all this money. It is an unsustainable situation, and as the Committee for Economic Development’s former chairman, economist Herbert Stein, used to say, if something is unsustainable, it will stop. Therefore, this is one example of where our countries need to rethink the role of debt, public, private, sovereign, etc.

The transatlantic relationship, in my view, provides a framework for rethinking both debt and the relationship between business, government and labor. We have shared set of values, a shared history, shared economic principles, and shared democratic experiences. We are committed to openness, transparency and the rule of law, and I would conclude by saying there is no doubt that there will be new relationships that will evolve, driven by demography, driven by emerging economies, in Africa, in Asia, in other parts of the world, and in my view, these are challenges that we should welcome and also encourage.

However, I remain an optimist, and conclude that the values that we have shared on both sides of the Atlantic, values that we have shared and shaped together for almost 70 years, will serve all of us well as we rethink, regroup, and regenerate our own institutions.

Steven Erlanger (*New York Times*)

Does the question still make sense, and what is the direction? I would like this relation to be better than it is. I fear the direction is not good, and we need each other; I think that is really the point. The West is a declining part of the world, in economic terms and in demography. We need allies; there are actually very few parts of the world that share the values we hold dear. The United States and Europe differ on many things, from the death penalty to abortion, and we have different obsessions. I often think that even liberty, equality and fraternity mean different things in France and in America.

However, China believes in things that are entirely different, and so does India, and so does much of Asia, and they are not children who will suddenly see the light. They simply have a different view, sometimes, of what is important, of the role of the state, of the role of the collective, and we need to respect it, but it seems to me it is also a very good reason why we need one another. We need to hold together to what we believe in, which is the rule of law, which is some protection for free speech, for freedom of the press, for a justice system that provides a degree of fairness, for some kind of democratic responsibility and transparency.

Having said that, what worries me terribly is the return of a self-centered and self-involved European Union, which is spending most of its time engaged in its own crisis of conscience, crisis of institutional structure, crisis of sense and of direction. The Lisbon Treaty was supposed to mark a new, more efficient Europe, suddenly able to play a role in the world. The hour of Europe was going to last more than a minute. It was going to be an actor in the world on its own.

However, in fact we have a president who never gives a speech and inspires no one. We have a foreign policy chief who, whatever her intelligence, is completely unequipped for the job and terrified of the press. What troubles me further is the abandonment of the European security aspiration. The idea of a European defense and security identity is gone, it is finished; I do not expect one.

Libya, some would say, was a counterexample, but to me it made very clear, against one of the weakest armies in the world, that Europe cannot fight anywhere on its own, so its voice is muted. Only Britain and France, and Turkey of course, have relatively modern and capable military forces able to act, so long as they agree, and so long as the Americans are there to provide

air power, refueling, anti-tank planes, intelligence, targeters, and stocks of ammunition. Libya was the kind of success that implies, “never again.”

Are the lessons going to be learned? Will Europe decide that it has failings and needs to remedy them, or will Europe decide in this period of economic crisis, “never mind”? That is a question, and tomorrow, as we say, is another country.

Lastly, what troubles me is the state of denial in which much of the euro zone, including France, appears to live. The European Union has shown the resiliency of the desperate, but it is usually too little, too late, and thus too expensive for everyone. The crisis of the European Union metastasized because of inadequate leadership and inadequate rules into a banking crisis, and an institutional crisis, and a crisis made worse by a series of late night-early morning crisis meetings in Brussels that to the world looked simply embarrassing and fed the anxiety of the markets.

One sometimes still hears that it is just all an Anglo-Saxon conspiracy, or the fault of the press, and that the state is the font of all innovation and job creation. However, there are demographic changes and global competitiveness problems that are being wished away without structural reform, and there is a fundamental misunderstanding of Germany, which I think is very, very dangerous.

Germany may not understand the financial markets, but it understands the market itself. It intends to remain competitive in this globalised world. It is not hiding from competition. It will not allow itself to be dragged down by everyone in the name of solidarity, and if the debt would be collective, so will sovereignty, and more Europe means more Germany. The other countries of the euro zone, if they do not want that, will either have to leave or get their houses in order, even in a recession.

America, of course, has its own large problems, of immigration, of debt despite a functioning central bank, etc. Its system is becoming ancient, I think; it is not functioning properly. The presidential election will be agonizingly close. “Taxmageddon”, which is a word you may have heard, will concentrate the mind, I hope.

Benjamin Franklin, at the end of the constitutional convention in America, said to the people next to him that he was looking at the President’s chair, and behind the President’s chair was a sun, and he said it was very difficult for painters to tell a setting sun from a rising sun. After a long debate in the constitutional convention, he finally said, “But now at length I have the happiness to know that it is a rising and not a setting sun.” Well, I am not so sure.

Jean-David Levitte (*Ambassadeur de France*)

Je rejoins résolument le «oui» quant à la question du sens de la relation transatlantique. Je pense qu'elle est plus indispensable que jamais, et je ne partage pas le pessimisme de mes deux voisins. Pourquoi ?

D'abord, je pense que les États-Unis ont une capacité de rebond qu'il ne faut pas sous-estimer. Rappelez-vous la fin des années Carter : à l'époque – je parle devant deux ambassadeurs du Japon –, on disait que le Japon allait acheter le monde entier, Hollywood, *L'Empire State Building*, et que l'Amérique était finie. Puis est venu le rebond des années Reagan, où l'Amérique est devenue l'hyper-puissance.

Aujourd'hui, nous vivons dans un monde multipolaire. La Chine va devenir naturellement la première économie du monde. Mais ne sous-estimons pas ses difficultés : son vieillissement accéléré, la nécessité pour elle de financer un système de santé et de retraites, et de nettoyer son environnement dévasté.

L'Amérique, quant à elle, garde tous ses atouts. Elle garde d'abord **l'atout démographique** : sa capacité à absorber des émigrants du monde entier. Les Américains sont 300 millions, en 2050 ils seront 450 millions. Je crois que c'est leur premier atout.

Le deuxième atout des Américains est qu'ils ont **40% des meilleures universités** du classement de Shanghai ; chaque année, ils déposent à peu près 30% des brevets dans le monde.

Le dernier atout est la **puissance militaire** : à eux seuls, les États-Unis font plus dans l'investissement militaire que les 15-20 puissances qui suivent.

Ces atouts-là, les Américains peuvent les jouer s'ils le souhaitent. Mais ils ne peuvent pas les jouer seuls : ils ont besoin de partenaires. Et ces partenaires sont les Européens, leurs alliés en Afghanistan. Quand il faut agir quelque part, avec qui les Américains peuvent-ils agir, sinon avec les Européens ?

Nous touchons là à un enjeu capital. Le monde d'aujourd'hui a besoin de direction, d'une force d'entraînement. Lorsqu'on est passé du G8 au G20, j'ai été frappé de constater un changement absolument fondamental : le G20 est une institution nécessaire car elle permet d'intégrer les puissances émergentes ; mais le regard que portent ces puissances sur leur rôle dans le système mondial est totalement différent du regard que portent les États-Unis, l'Europe et le Japon.

Les pays émergents ne remettent pas en cause le système. Ils veulent qu'on reconnaisse leurs droits, mais ils ne veulent pas de devoirs. Ils ont un pouvoir de blocage (on le constate également dans le domaine politique, avec le jeu de la Russie ou de la Chine sur la question syrienne par exemple), mais ils n'ont pas la volonté d'entraîner le système global. Seuls les États-Unis et l'Europe

ensemble ont encore la force, la capacité et, je l'espère, la volonté d'entraîner le monde pour maintenir la globalisation. Si on n'y arrive pas ensemble, je crains que la globalisation aille tout doucement vers sa fin, vers un monde polycentrique et fragmenté. Ainsi, le cycle de Doha est mort et personne ne le dit. Personne ne songe à lui donner un successeur : nous nous dirigeons donc vers un système d'accords régionaux. Je crois que c'est une vraie menace pour l'avenir de l'économie mondiale. J'en veux pour preuve les deux derniers sommets qui se sont tenus : celui du G20 de Los Cabos, où il ne s'est rien passé, où rien n'a été décidé, et celui de Rio+20, absolument pathétique et qui marque un recul. C'est là, il me semble, le résultat de la vision des puissances émergentes (« nous voulons plus de droits mais ne nous demandez pas d'agir, d'assumer des responsabilités croissantes ») et de la situation dans laquelle nous sommes en Europe.

Je suis un Européen passionné, convaincu, et je pense qu'on va réussir. J'ai eu le privilège d'assister à dix-huit des dix-neuf Conseils européens qui se sont succédé depuis le début de la crise. Nous n'avons simplement pas d'alternative à la réussite pour sortir de la crise de l'euro, sinon, c'est la fin de tout rôle pour l'Europe et les pays européens sur la scène de l'histoire au XXI^e siècle. Nous sommes condamnés à réussir ; mais en attendant, nous sommes complètement absorbés par notre crise et nous ne jouons pas le rôle qui est attendu de nous.

Par ailleurs, les États-Unis sont en pleine campagne électorale¹. Ils sont donc pour le moment passionnés par ce qui se passe chez eux, et n'ont pas la capacité ou la volonté d'agir. Mais dès que ces échéances seront passées, il sera absolument nécessaire que nous ayons ensemble la capacité de reprendre notre place et de jouer notre rôle moteur, afin de permettre à la globalisation de continuer à progresser pour le bien de tous.

Olivier Pastré

Ce qui me frappe dans ce qui a été dit est l'idée qu'il faut que ce soit l'Europe qui prenne l'initiative de la coopération. Cela va être compliqué, mais c'est possible si on arrête de considérer qu'Aix-en-Provence est le centre du monde et si on tend les bras – et plus que les bras – aux États-Unis. Sinon ils vont aller jouer avec la Chine et les pays émergents. Il y a donc là, malheureusement – car les institutions ne suivent pas toujours en Europe –, une initiative à prendre du côté européen. C'est en tout cas mon sentiment. Je ne sais pas s'il est partagé par l'autre côté de l'Atlantique.

1. À l'heure où sortent « Les Actes des Rencontres » 2012, les Américains ont fait leur choix. Le Président Obama a « *four more years* ».

Et je conclurai très brièvement.

Moi, Président du monde, je nommerais Valéry Giscard d'Estaing Président de l'Europe et convoquerais le Président de l'Europe et des États-Unis pour leur dire quatre choses :

1. Arrêtez de vous shooter à la dette.
2. Je me réfère ici aux interventions de ce matin : défendez votre modèle social.
3. Ne baissez pas les bras, y compris en matière militaire.
4. Arrêtez de vous chamailler ; sinon, vous serez mangés par les petits, non pas cochons, mais Chinois.

Europe – États-Unis : guerre fratricide ou querelle amoureuse ?

 Olivier Pastré

Les États-Unis et l'Europe sortiront-ils de la crise actuelle plus proches l'un de l'autre ou, au contraire, plus différents ? Qui des deux sortira vainqueur, s'il doit y en avoir un ? L'Europe se verra-t-elle exclue d'une gouvernance mondiale pilotée par la Chinamérique ? L'Europe saura-t-elle, au contraire, tirer parti de son *binterland* africain en inégale mais forte croissance ? Telles sont quelques unes des questions qui se posent aujourd'hui dès lors que l'on cherche à éclairer les voies possibles d'une sortie de crise.

Pour contribuer à apporter des réponses à ces questions, nous nous placerons d'un triple point de vue : macroéconomique d'abord, institutionnel ensuite, financier enfin.

D'un point de vue macroéconomique, les apparences statistiques semblent donner raison au modèle américain. En ce début d'été 2012, certains signes de reprise sont, en effet, en train de poindre aux États-Unis. Ainsi en est-il, par exemple, de l'emploi, les embauches connaissant une reprise d'une ampleur insoupçonnée. À contrario, l'Europe semble s'enfoncer dans une crise institutionnelle qui repousse aux calendes grecques l'émergence tant attendue d'un véritable gouvernement européen, seul à même de piloter la politique de «*fine tuning*», indispensable à la reprise de la croissance.

Nous voudrions apporter quelques nuances à ce tableau contrasté véhiculé par les médias. L'Europe est, certes, en crise. Ce n'est pas un scoop. Elle est en crise depuis la signature du traité de Nice en 2001, qui a commis la funeste erreur de préférer l'élargissement de l'Europe à son approfondissement. Dès lors que l'on s'oblige à décider à 27, on s'interdit de trouver autre chose que

des compromis boiteux. Mais, malgré ce handicap originel, l'Europe n'a jamais autant progressé que depuis que la crise a éclaté. Jamais on ne pensait que l'Allemagne viendrait au secours de la Grèce et jamais on n'envisageait que la BCE prendrait des mesures aussi hétérodoxes pour sauver son système bancaire. Et l'éclatement de la zone euro, que presque tous prédisaient et que certains appellent encore aujourd'hui de leurs vœux, ne s'est toujours pas produit. Preuve s'il en est besoin que le modèle européen, aussi abâtardi soit-il, a su témoigner d'une résilience dont personne ne lui faisait crédit.

■ USA-Europe, score 0-0

Quant aux États-Unis, la reprise qui s'esquisse ressemble, par bien des aspects, à l'hirondelle qui, comme chacun sait, ne fait pas le printemps. N'oublions pas ici que la crise dite des *subprimes*, même si elle s'est généralisée à l'ensemble de la planète, a éclaté aux États-Unis et témoigne de dysfonctionnements de cette économie qui ne se sont que partiellement résorbés à ce jour. Les Américains continuent à ne pas épargner suffisamment et sont loin d'avoir remboursé toutes leurs dettes. Ceci ne doit, certes, pas faire oublier les ressorts qui ont toujours permis à l'économie américaine de rebondir plus vite que son homologue européen au sortir de chaque crise. Ainsi en est-il notamment de la souplesse de son marché de travail, grâce, notamment, à une politique d'immigration clairement assumée. Ainsi en est-il aussi de la rente que constitue le dollar, toujours injustement considéré comme monnaie refuge en période de montée des risques. Mais ces ressorts ne doivent pas faire oublier que les États-Unis sont assis sur une double bombe – celle de leur déficit commercial et celle de leur déficit budgétaire – qui ne demande qu'à exploser à tout instant. Car, dans ces deux domaines, sous le double effet de la désindustrialisation pour le déficit commercial et de la relance Paulson pour le déficit budgétaire, des limites jamais atteintes jusque-là ont été franchies, à l'occasion de la crise. S'ajoute à cela une difficulté pour les citoyens américains à consommer faute de crédit, une reprise de l'investissement qui reste très localisée, un marché de l'immobilier qui n'a pas encore, tant s'en faut, pansé ses plaies et un système financier dont les 400 faillites bancaires déclarées depuis 2008 témoignent de la fragilité. Cela fait beaucoup quand même et amène à tempérer l'optimisme béat affiché par nombre de conjoncturistes depuis quelques mois. Au niveau macroéconomique, on peut ainsi conclure par un score entre les États-Unis et l'Europe de « 1-1 » ou plus exactement de « 0-0 ».

■ Au plan des institutions

En particulier en ce qui concerne la gouvernance d'entreprise, la comparaison entre l'Europe et les États-Unis est très difficile à faire. On peut même considérer

qu'elle est impossible à opérer. Les modèles européens et anglo-saxons sont fondamentalement différents les uns des autres et cette opposition paraît irréductible. C'est vrai au niveau du Droit comme l'a très bien montré Marie-Anne Frison-Roche dans ses travaux. Contrairement au droit romain qui inspire les législations d'Europe continentale, aux États-Unis, le respect de la lettre prime sur celui de l'esprit et tout ce qui n'est pas interdit est, de ce fait, autorisé. Ce qui est vrai pour le Droit est vrai aussi, à un moindre degré, pour les normes comptables.

Malgré certains efforts faits de part et d'autre à la suite du scandale Enron en 2001, les normes IFRS et IAS restent et resteront durablement antagoniques les unes par rapport aux autres. Même si une philosophie anglo-saxonne inspire les normes de l'IASB «européen», la loi américaine Sarbanes-Oxley n'a, à ce jour, trouvé aucun écho en Europe continentale.

■ Au niveau financier

Cette opposition se retrouve aussi au niveau de la gouvernance des entreprises au sens strict. Il est vrai que, dans ce domaine, la différence de points de vue n'est pas que de façade. Elle repose sur une différence de contexte managérial qui se décline à quatre niveaux au moins :

- une dominance des PME dans le tissu industriel européen ;
- une reproduction des élites plus endogamique, en France et en Italie au moins ;
- un rôle de l'État plus marqué en Europe même si celui-ci s'est replié au cours des deux dernières décennies ;
- un capitalisme de *stakeholders* et non de *shareholders*, intégrant dans la gouvernance des entreprises l'ensemble des «parties prenantes» (État, syndicats, clients) et non les seuls actionnaires². Des rapprochements se sont, certes, opérés des deux côtés de l'Atlantique depuis la crise. Mais ces rapprochements restent anecdotiques et il convient donc de considérer que, dans ce domaine au moins, la mondialisation n'a pas contribué à l'uniformisation des comportements et qu'il faudra donc se faire à l'idée d'une différence durable de points de vue sur la gouvernance des entreprises sur les deux rives de l'océan Atlantique.

■ La Finance est partout

Reste un niveau auquel l'éventuelle convergence entre l'Europe et les États-Unis mérite d'être appréciée : c'est celui de la réforme financière. La crise rend

2. Olivier Pastré : « Corporate governance : the end of l'*exception française*? », *Columbia Business Law Review*, 1998, n°1.

celle-ci absolument incontournable. On ne peut pas dire que les G20 qui se sont succédés depuis la faillite de Lehman Brothers (à l'exception de celui de Londres en Avril 2009) aient contribué à franchir des étapes décisives dans ce domaine. Pourquoi alors s'interroger sur ce thème ? Pourquoi ne pas conclure, comme pour la gouvernance d'entreprise, à la relative innocuité des divergences qui peuvent exister dans ce domaine entre l'Europe et les États-Unis ? Pour deux raisons au moins. D'abord, la Finance est partout aujourd'hui. C'est bien la marque distinctive de ces dernières décennies que d'avoir été les témoins d'une financiarisation complète de l'économie mondiale. Si les règles de gouvernance des entreprises, même multinationales, n'ont pas ou peu d'«effets externes» sur les autres économies, il n'en est pas de même de la Finance. Les normes financières s'invitent dans tous les pays et, dans ceux-ci, dans tous les actes ou presque de la vie économique.

■ Des banques qui ne se ressemblent pas

Par ailleurs, si les entreprises diffèrent relativement peu dans le rôle qu'elles jouent dans l'économie nationale sur les deux rives de l'Atlantique, tel n'est pas le cas en matière de banques. On l'oublie trop souvent lorsque l'on compare les réformes menées aux États-Unis et en Europe dans le domaine financier (et Christine Lagarde, la Directrice du FMI, ne fait pas exception à cette règle quand elle morigène, de Washington, les banques européennes) les banques ne contribuent aux États-Unis qu'à concurrence d'un tiers au financement de l'économie (ce financement étant assuré aux 2/3 par les marchés) alors qu'en Europe, c'est exactement le contraire : deux euros sur trois des capitaux mobilisés le sont par l'intermédiaire de l'industrie bancaire. La différence n'est pas mince et témoigne du rôle stratégique que jouent les banques en Europe. Ce point est essentiel dès lors que l'on intègre une troisième spécificité de l'industrie financière. Cette industrie est, avec les Télécoms et, peut-être, la Pharmacie, l'industrie la plus réglementée, ce qui est parfaitement normal puisque la Banque, et la Finance en général, ont un impact direct sur le reste de l'économie mais ce qui se traduit par le fait qu'il existe, en matière financière, une concurrence réglementaire entre pays qui a un impact direct sur la compétitivité des différentes industries bancaires nationales. Moins je régule ma banque, plus je renforce indirectement, toutes choses égales par ailleurs, la compétitivité de mon industrie. Cette règle d'or pèse de tout son poids en période de crise sur la combativité réglementaire des pays et des régions à l'échelle mondiale.

Or que constate-t-on dans ce domaine ? L'Europe semble avoir pris la mesure de la crise et a impulsé toute une série de réformes dans le système financier. C'est le cas notamment en matière de rémunération des «traders», de lutte

contre les paradis fiscaux, d'organisation des marchés dérivés et de contrôle des agences de notation. Cela est fait, bien sûr, avec l'efficacité et la rapidité, toute relative, qu'autorise le fonctionnement des institutions européennes. Mais cela est fait, l'impulsion est donnée et le calendrier est arrêté. À contrario, les États-Unis semblent considérer que, avec la loi Dodd-Frank (dont le calendrier d'application est, mois après mois, allongé), ils ont fait l'essentiel et que, pour les autres réglementations (en particulier les nouvelles normes prudentielles de Bâle III pour les banques et de Solvency II pour les compagnies d'assurance), il est urgent... d'attendre. La stratégie adoptée dans ce domaine par les États-Unis est celle de « *cherry picking* » : je prends, au coup par coup, ce qui me convient. Les États-Unis avaient presque refusé d'appliquer Bâle II (à l'exception de quelques très grandes banques) ; pour Bâle III, l'Amérique, aiguillonnée par ses lobbies bancaires particulièrement bien organisés, semble se donner le temps de la réflexion. Des États-Unis sur le reculoir face à une Europe empêtrée dans ses contradictions mais particulièrement zélée : le chantier de la régulation bancaire n'est pas près d'être « mis au cordeau » alors même qu'il est de plus en plus urgent.

■ La Finance de l'ombre = 50 000 milliards de dollars

À cela s'ajoutent deux autres phénomènes dont il ne faudrait en aucun cas sous-estimer l'importance. La nouvelle réglementation prudentielle issue de Bâle III va, insensiblement mais sûrement, pousser les banques européennes vers le modèle « américain » de financement par les marchés, modèle dont l'efficacité n'a pas été – c'est le moins que l'on puisse dire – prouvée à l'occasion de la crise³. Une fois encore, cela serait de faible importance si le financement des entreprises (et notamment des PME) européennes ne dépendait pas étroitement du financement bancaire. Nos fonctionnaires, à Paris, à Berlin mais aussi et surtout à Bruxelles, feraient bien d'y réfléchir à deux fois. Par ailleurs, ce nouveau type de régulation devrait inmanquablement pousser au développement du *shadow banking*, cette « Finance de l'ombre » qui échappe, pour partie, à toute régulation, et qui représente aujourd'hui 50 000 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB mondial.

La Finance ayant horreur du trop-plein réglementaire, la crise est définitivement loin d'être terminée. Et, sur ce point au moins, les régulateurs européens et américains devraient pouvoir – et devraient tout court – trouver un terrain d'entente au moins a minima. Car le vrai problème n'est pas tant, aujourd'hui, la concurrence entre l'Europe et les États-Unis que la concurrence entre le Nord et le Sud. La Chine et l'Inde qui représentaient à elles deux 52%

3. Patrick Artus : « Le modèle américain et le modèle de la zone euro de financement des entreprises : lequel est préférable », Natixis, Flash 307/2012.

du PIB mondial en 1820 – on l’oublie trop souvent, pas eux – retrouveront cette « part de marché », selon les prévisions les plus prudentes, à l’horizon 2040⁴. Il sera bien temps alors de s’interroger sur les divergences d’intérêts entre les États-Unis et l’Europe. Si ces deux régions, qui occupent encore aujourd’hui un rôle central dans la gouvernance économique mondiale, n’arrivent pas à s’entendre et à collaborer très vite, il ne leur restera, dans une ou deux décennies à peine, qu’à se consoler en se remémorant, au « coin du feu » économique, les souvenirs de leur grandeur passée...

4. Cercle des économistes (Pierre Dockès & Jean Hervé Lorenzi, eds.) : *Le choc des populations Guerre ou Paix ?*, Fayard, 2010.

Entretien

L'Europe aujourd'hui et demain

Valéry Giscard d'Estaing,
ancien Président de la République française

et

Peter Sloterdijk,
de l'Université des arts et du design de Karlsruhe

Questions

Jean-Marc Sylvestre

i>TELE

L'Europe aujourd'hui et demain

Jean-Marc Sylvestre

Je ne vous présente pas Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien Président de la République est, comme chacun sait, l'un des architectes du système monétaire européen, peut-être le principal architecte. Peter Sloterdijk, vous enseignez à l'Université des arts et du design de Karlsruhe. Vous êtes un des philosophes les plus connus dans le monde et vos ouvrages sont aujourd'hui des best-sellers mondiaux.

Je vous propose de réagir à trois points d'actualité.

Premier point : quel est votre jugement, à vous qui avez des expériences et des carrières très différentes, sur ce qui s'est passé lors du sommet européen de Bruxelles il y a trois semaines ? Est-ce qu'il y a eu de véritables avancées ? Est-ce qu'on a véritablement sauvé l'équilibre et l'avenir de la zone euro ?

Deuxième point : que se passe-t-il aujourd'hui au sein du couple franco-allemand ? Qu'est-ce qui ne va plus ? Rappelons que la construction européenne n'a été possible que par la solidité, la force et l'énergie politique et technique de ces deux grands pays.

Troisième point : comment rêvez-vous l'Europe ? Comment la voyez-vous dans les dix ans ou ne serait-ce que dans les trois mois qui viennent ? La zone euro va-t-elle exploser ? Ou bien va-t-elle trouver des solutions, inventer autre chose ?

Valéry Giscard d'Estaing

Ce sommet a été globalement plutôt positif. «Sommet» n'est d'ailleurs pas le bon terme : c'est un Conseil. La communication ne s'habitue pas à ce que l'Europe existe et continue de parler de «sommet», ce qui est un vocabulaire inadapté. Ce sont des réunions institutionnelles, des Conseils, à l'instar du Conseil des Ministres. Ce Conseil, donc, a donné des résultats assez positifs. Je ne les énumérerai pas, vous les connaissez. Mais je soulignerai deux choses.

D'abord, il y a eu par rapport aux positions nationales des uns et des autres des écarts. Les décisions prises n'ont pas été conformes à l'ensemble des demandes nationales, c'est d'ailleurs normal. Les demandes principales formulées par la France, par exemple, n'ont pas été satisfaites : il n'y aura pas de renégociation du traité du mois de mars dernier et l'émission de bons du trésor communs européens n'est pas traitée dans les textes. Cette question est renvoyée à beaucoup plus tard. Donc du point de vue français, le Conseil a eu des résultats assez éloignés de nos demandes.

Mais du point de vue des pays en situation plus difficile – et naturellement le Président Monti¹ sera beaucoup plus qualifié que moi pour en parler –, il y a eu des avancées assez importantes. Le système d'assistance européen peut désormais venir directement au secours des banques fragilisées sans passer par les États. Les relations entre le Fonds, la Banque et les banques sont donc simplifiées, sans toutefois augmenter l'endettement du système. Voilà donc un résultat plutôt positif.

J'aimerais cependant signaler un élément très négatif : la confusion permanente entre l'Europe à 27 et l'euro groupe. Pour les citoyens, c'est incompréhensible ! La grande réunion était une réunion à 27 ; mais elle n'est pas compétente pour parler des problèmes de l'euro groupe puisque parmi les vingt-sept, dix pays n'appartiennent pas à la zone euro. Donc le seul moment important a été la réunion de l'euro groupe – c'est-à-dire un déjeuner tout à fait à la fin du Conseil et qui a abouti à un texte. Un texte bon mais anonyme : on ne sait pas qui l'a écrit, et c'est caractéristique du système de l'euro groupe. Il n'y a pas de secrétaire général, il n'y a personne, et cependant on publie un communiqué : le texte tel qu'il est n'a pas de signature et ne provient pas d'une structure. Il est tout à fait anormal que le système de la deuxième monnaie du monde – qui est soit dit en passant un grand succès, car devenir en dix ou douze ans la deuxième monnaie du monde est un résultat formidable occulté par toutes les histoires de la crise de l'euro – n'ait pas de structure. Il y a une Banque centrale, très opérationnelle d'ailleurs et qui a été fort bien gérée par ses deux derniers gouverneurs, mais c'est tout. Les gouvernements des pays qui sont dans cette zone euro n'ont entre eux aucun système institutionnel. La réunion des Ministres des Finances qu'on appelle l'euro groupe est importante, mais elle est circonscrite aux Ministres des Finances ; au niveau au-dessus, il n'existe pas de structure. Cela me paraît tout à fait anormal.

Les marchés ont bien réagi au début – même si, au point de vue des taux, il y a eu deux ou trois marchés d'euphorie. Nos amis espagnols ont placé des

1.Voir page 753.

bons dans des conditions moins sévères. Nous allions donc dans la bonne direction. Le renversement de tendance n'a pas été dû aux éléments monétaires, mais aux mauvaises nouvelles venues des États-Unis en matière d'emploi. Cela montre d'ailleurs la complexité de la situation actuelle : il y a à la fois, dans les mouvements de marché, des éléments purement techniques (comme ceux qui ont suivi l'accord de Bruxelles) et des éléments internationaux, tels que les informations données sur la conjoncture américaine.

Jean-Marc Sylvestre

Lorsque vous dites qu'il n'y a pas de structure au niveau de l'euro, monsieur le Président, que suggérez-vous ? Un président de l'Europe ? Un ministre ? Avec quelle légitimité politique ? Et quel mode de désignation ?

Valéry Giscard d'Estaing

La première chose à faire – et si nous étions là avec nos amis allemands nous l'aurions fait – c'est de nommer un secrétaire général de la zone euro. On ne peut pas travailler dans un système quel qu'il soit sans une personnalité chargée de suivre les travaux, de prévoir des réunions, de maintenir le calendrier... C'est complètement absurde, et c'est dû au fait que l'Europe à 27 ne veut pas voir apparaître une organisation de la zone euro. Elle l'empêche. Donc d'abord, nommer un secrétaire général.

Deuxièmement, instaurer des réunions régulières du Conseil de la zone euro. Le Conseil européen créé en 1974, au début de ma présidence, était une proposition conjointe que nous avons réalisée avec nos partenaires allemands. À l'époque, il n'y avait rien : tous les six ou neuf mois, les chefs d'États et de gouvernements se réunissaient dans ce que vous appelez des « sommets ». Nous avons dit non : cela va être organisé, ça devient un Conseil, il y aura un certain nombre de réunions régulières par an – nous avons été modestes et en avons fixé trois pour commencer. Le Conseil européen est aujourd'hui l'organe central du système. Cela montre la nécessité qu'il y a à doter tout système, et donc le système de la zone euro, d'un minimum de structures d'organisation.

Jean-Marc Sylvestre

Peter Sloterdijk, dans votre dernier livre² vous plaidez pour que l'une des solutions soit d'atteindre la perfection en tout. Pensez-vous que nous soyons en train d'atteindre ou de faire un pas vers la perfection européenne ?

2. *Tu dois changer ta vie !*, Libella/Maren Sell, 2011.

Peter Sloterdijk

Perfection européenne serait un mot-clé très exigeant. J'aimerais revenir à votre première question concernant la situation de l'Europe après la dernière réunion à Bruxelles. À l'issue de cette réunion, j'ai eu l'impression d'avoir appris quelque chose d'essentiel sur le mode de fonctionnement de la politique contemporaine.

Pendant tout le XX^e siècle, on a cru avoir trouvé la formule décisive de la modernité dans le mot fameux de Trotsky sur la «révolution permanente». L'ironie du terme consistait dans le fait qu'il n'avait pratiquement aucune valeur descriptive pour ce qui se passait en Union Soviétique, mais une grande valeur descriptive pour ce qui se passait dans le domaine du capitalisme occidental. «Révolution permanente», c'est la formule de l'activité même d'une économie de marché propulsée par l'innovation, l'ambition et la compétition, etc.

Après Bruxelles, j'ai eu l'impression d'avoir trouvé une formule encore plus convaincante chez le romancier américain – considérable d'ailleurs – John Cheever. Il décrit la situation intérieure des États-Unis après la crise des années 30 comme une «improvisation permanente». Je crois que cette formule met exactement le doigt sur nos soucis et nos espoirs : les hommes politiques se sont transformés en une sorte de premiers essayistes de l'État – il y a d'ailleurs une nouvelle forme de collégialité entre les écrivains, ceux qui font de la spéculation monétaire et ceux qui font de la politique. On se regroupe, de façon tout à fait inédite, en un ensemble de nouveaux essayistes. Je crois que ce phénomène nous conduit au cœur de la problématique européenne : ce qu'on observe, en parlant avec les gens, en étudiant les scrutins et les audimits, est un clivage qui va en s'approfondissant entre les ambitions de la classe politique – de la classe «essayiste» – et les populations, en quête d'un nouveau sérieux.

Les populations sont à la recherche de sérieux. Et les politiciens ne sont pas en situation de livrer ce que les peuples exigent, parce qu'ils sont condamnés à l'improvisation. D'ailleurs, chez John Cheever, ce terme décrit une réalité américaine qui s'est sédimentée dans le caractère psycho-politique de la population : ainsi, l'Américain moyen accumule une série de sept, huit ou neuf déménagements au cours de sa carrière professionnelle. Chez nous en Europe, l'esprit d'improvisation a envahi l'espace politique et pour la première fois, du fait de la densité des interactions entre politique et économie, on a l'impression que l'économie pousse la sphère politique devant elle et a miné la souveraineté des États.

Jean-Marc Sylvestre.

Cela ne vient-il pas du fait que le temps politique n'est pas le même ?

Peter Sloterdijk

Il y a en effet un décalage entre la temporalité de la politique et la temporalité des économies, et c'est pour cette raison qu'on a l'impression que la classe politique est dans une situation presque désespérée : elle est obligée de réagir à des rythmes qui ne sont pas ceux de la réflexion démocratique. La démocratie est la forme de gouvernement la plus exigeante du point de vue de la temporalité, car le temps de la décision n'est pas celui de la réflexion.

Jean-Marc Sylvestre

Monsieur le Président, cela nous ramène à une critique qui a été formulée très souvent à l'encontre de l'Europe, selon laquelle cette dernière aurait été construite en dehors des peuples, des opinions publiques.

Valéry Giscard d'Estaing

Deux choses. D'abord, j'entends bien ce que vous appelez l'improvisation et c'est vrai. Mais c'est aussi le propre du processus de création historique, qui ne se fait pas d'un seul coup mais par étapes. On n'impose pas un modèle : on avance et le fait d'avancer induit une certaine improvisation. On cherche le chemin, on le parcourt, etc. La question est de savoir si, à Bruxelles par exemple, il y a eu une avancée. La réponse est oui. Par exemple, vous avez dû constater que le mot de « fédéral », qu'on emploie très peu dans la construction européenne, commence à être prononcé. On voit donc venir des formes de fédéralisme, et c'est une avancée.

La deuxième chose est qu'il y a un manque de contact considérable et surprenant, entre ceux qui s'occupent de l'Europe et les citoyens européens. Quand j'étais à Bruxelles, il y a onze ans pour la convention européenne, je m'étais fait la réflexion qu'il fallait que le peuple européen parle : il fallait faire une première journée « d'expression », afin que les gens disent librement ce qu'ils veulent, ce qu'ils attendent de l'Europe. C'est très difficile d'obtenir des réponses et je pense que dans le système européen à venir, qui se met lentement en place, il faut fortement développer la branche démocratique, c'est-à-dire celle de l'expression du peuple. Le pouvoir démocratique n'est pas un système institutionnel, c'est le pouvoir du peuple. Je recommande par exemple la création d'un congrès des peuples d'Europe, annuel ou bisannuel. Ce genre d'organisation existe dans la plupart des grandes démocraties, notamment émergentes, pour que les peuples s'expriment devant les institutions.

Jean-Marc Sylvestre

Il y a l'Assemblée européenne, monsieur le Président.

Valéry Giscard d'Estaing

Ce n'est pas du tout la même chose. L'Assemblée européenne est un parlement élu tous les cinq ans, de caractère technique et à vocation législative. Il n'y a pas de débat politique, au sens fort du terme, entre les institutions et les citoyens au sein de l'Europe. Je pense qu'on aurait dû l'instituer dans la convention européenne. J'avais proposé la création d'un congrès des peuples d'Europe.

Jean-Marc Sylvestre

Cette construction européenne n'a été possible que grâce à l'énergie et à la volonté politique de la France et de l'Allemagne, qui ont servi de moteur. Monsieur Sloterdijk, comment jugez-vous aujourd'hui ces relations ? Pourquoi fonctionnent-elles moins bien qu'avant ?

Peter Sloterdijk

À l'époque où des hommes d'État tels que le président Giscard d'Estaing et monsieur Schmidt étaient à la tête des nations, il était plus facile et plus convaincant de créer cette ambiance de confiance nécessaire à la bonne coopération. Trente ans plus tard, la complexité des processus politiques et économiques a augmenté, entraînant l'affaiblissement de la confiance des populations en la capacité du système politique à gérer les affaires. Le dernier pilier dans la tempête a été la ténacité de notre Chancelière, qui n'a pas voulu entendre parler des eurobonds et des instruments dont elle pensait que c'était une machine infernale propre à faire éclater l'Union européenne. Je crois que la divergence des interprétations concernant l'introduction de nouveaux instruments monétaires est au cœur du débat actuel. Mais à l'arrière-plan, il faudrait raconter toute l'histoire de l'Allemagne et toute l'histoire de France depuis la Libération, car il y a une bifurcation profonde au niveau psycho-politique.

Jean-Marc Sylvestre

Sur ce point précis de la mutualisation des dettes, et notamment de l'instrument des eurobonds, comprenez-vous la motivation de la Chancelière ?

Peter Sloterdijk

Je la comprends très bien car je suis presque sûr qu'il y a un élément de vérité dans sa réticence et ses hésitations, et qu'on ne peut approuver un pas vers l'introduction des eurobonds que si ces considérations sont intégrées de façon cohérente et suffisamment réassurée dans la construction à venir. C'est d'ailleurs une fois de plus la preuve que la temporalité de la réflexion ne colle

pas vraiment avec la temporalité de la décision politique et économique, qui veut toujours être plus facile que la réalité ne le permet.

Jean-Marc Sylvestre

Monsieur le Président, les désaccords entre la France et l'Allemagne, qui ont fait les unes de la presse ces dernières semaines, marquent-ils une vraie divergence ? Ou est-ce que ce sont des postures politiques ?

Valéry Giscard d'Estaing

Ce sont de vrais désaccords. C'est normal qu'il y en ait, mais c'est tout à fait regrettable qu'on les mette tout de suite sur la place publique, sans avoir travaillé à les réduire. Dans le couple que nous avons formé avec le Chancelier Helmut Schmidt, que je salue, nous avons une règle : jamais une déclaration française ou allemande, pendant notre gestion, ne fera état de positions différentes. Pendant sept ans – vous pouvez fouiller dans les textes – il n'y a jamais eu de déclaration divergente entre la France et l'Allemagne. Ça ne veut pas dire qu'au départ il n'y avait pas une réflexion différente. Comme le dit monsieur Sloterdijk : la culture, l'histoire, etc., ne sont pas identiques. Il y a la culture germanique ; en France, nous avons la chance d'avoir une double culture, germanique au nord et latine au sud – cela constitue d'ailleurs une espèce de transition dans l'Europe – mais nous n'avons pas exactement la même culture et pas du tout la même histoire.

Cela étant, nous ressentons la même nécessité, et je crois que c'est le point fort. L'entente franco-allemande est une nécessité, sans cette entente il n'y a pas de moteur dans le système. Essayez de bâtir l'Europe sans entente franco-allemande : vous n'avancerez pas. Nous avons compris cette nécessité, qui implique qu'à notre niveau – celui des dirigeants et des responsables – les différences d'approche soient atténuées afin d'aboutir à des propositions communes sur tous les sujets. Nous avons eu à faire face à de grands événements : l'entrée des Soviétiques en Afghanistan, les premiers mouvements de la révolte en Pologne, le déploiement des missiles stratégiques en Europe, deux chocs pétroliers. Nous n'avons pas au départ les mêmes positions mais avons toujours formulé des positions communes.

Jean-Marc Sylvestre

Monsieur le Président, l'un des points de désaccord forts entre la France et l'Allemagne est l'attitude à avoir envers les pays du Sud qui sont en difficulté. Comprenez-vous les réactions de l'Espagne, de l'Italie et même de la Grèce, qui ne réussissent pas à assumer les plans d'austérité qui leur sont imposés ?

Valéry Giscard d'Estaing

C'est un autre sujet. Revenons au couple franco-allemand sur la question des *eurobonds*. Je vais vous répondre en une phrase.

Le couple franco-allemand est une nécessité. Ceux qui ne comprennent pas cette nécessité ne verront pas progresser l'Union européenne. Dans quelle que réunion, quelle qu'instance que ce soit, on ne peut conclure tant qu'on n'arrive pas à une position commune. Dans l'affaire des *eurobonds*, le départ était différent, c'est-à-dire plus proche du point de vue allemand que du point de vue français. L'idée de mutualiser des emprunts entre des pays qui sont très solvables et ceux qui sont en difficulté de solvabilité était étrange et tout à fait irréaliste. Je penchais donc davantage pour la position allemande. Cela étant, il était normal qu'il y ait un débat. Et on avance peu à peu : on aura des *eurobonds* le jour où on aura fait une harmonisation réelle des macroéconomies des pays de la zone euro.

Jean-Marc Sylvestre

N'est-ce pas la condition posée par Madame Merkel à leur autorisation ?

Valéry Giscard d'Estaing

Oui, et c'est une position tout à fait raisonnable. (*rires*) Je ne vois pas en quoi l'évocation d'une position raisonnable vous fait rire ? (*applaudissements*)

Jean-Marc Sylvestre

Peut-être pouvez-vous maintenant répondre à la question concernant les pays d'Europe du Sud ?

Valéry Giscard d'Estaing

Ces pays sont en difficulté. Ce sont nos partenaires, nos amis et ils ont à leur tête des hommes tout à fait responsables. Il faut donc travailler avec eux. Il est hors de question de ne pas faire preuve de solidarité vis-à-vis de l'Italie ou de l'Espagne. Mais les modalités de cette solidarité sont évidemment complexes et il y a des limites à ne pas dépasser – nous ne pouvons pas aller vers une situation d'inflation ou de dévergondage monétaire.

Je crois que maintenant nos partenaires savent – et nos partenaires allemands le disent – qu'il y a une solidarité. À Bruxelles, les textes sont bons, c'est-à-dire qu'on est allé à la rencontre des demandes. On n'est pas allé jusqu'à la satisfaction des demandes, mais on est allé à leur rencontre. Il y a donc bien un dialogue approfondi et solidaire entre les grands pays en difficulté (Espagne et Italie) et les pays qui sont dans une situation plus favorable, comme l'Allemagne ou certains pays scandinaves.

Jean-Marc Sylvestre

Monsieur Sloterdijk, comment pensez-vous que l'Europe puisse avancer ? Par les projets comme ceux que le président Giscard d'Estaing vient d'énumérer ? Par une volonté politique forte ? Une action politique ?

Peter Sloterdijk

Je pense d'abord que l'avenir de l'Europe va dépendre de la capacité des responsables à débloquer l'avenir en tant que tel. Il ne faut pas oublier que le terme « capitalisme » n'est pas vraiment utile pour décrire la réalité économique dans laquelle nous vivons : il est plus juste de le qualifier de « créditisme », c'est-à-dire un système qui crée un avenir parce qu'il est fondé sur la promesse d'un débiteur de payer ses dettes. Le créditisme est essentiellement un futurisme en ce qu'il ouvre une perspective dans l'avenir. Mais cette force à ouvrir un avenir est empêchée dès lors qu'une grande partie des transactions financières est bloquée par la nécessité de payer les dettes par de nouvelles dettes, ce qui est la façon la plus sûre de bloquer l'avenir.

Un avenir commun différent ne peut être reconstruit qu'à partir d'un appareil commun qui permette de débloquer, de libérer la créativité du crédit primordial.

Jean-Marc Sylvestre

L'urgence pour faire avancer les choses est donc de créer une institution. C'est ce que vous disiez tout à l'heure, monsieur le Président.

Valéry Giscard d'Estaing

Il nous reste une minute je crois. Parler de l'avenir en une minute, c'est tout de même une performance !

D'abord, il faut que les hommes politiques, les journalistes, etc., parviennent à distinguer intellectuellement les deux Europe : d'une part l'Europe de l'intégration (la zone euro), d'autre part l'Europe de la géographie européenne (la grande Europe, qui peut-être d'ailleurs s'élargira encore). Ce ne sont pas les mêmes choses.

Ce qui me paraît important, c'est l'avancée de l'Europe de l'intégration. Il faut se limiter à cet égard à ceux qui veulent de l'intégration : on ne peut pas faire de l'intégration avec des gens qui n'en veulent pas. C'est donc la zone euro qu'il faut doter d'institutions légères permettant d'avancer historiquement vers l'intégration. C'est la première chose : il faut avoir une vue d'avenir.

La vue de l'avenir, est-ce que ce sera les États-Unis d'Europe, calqués sur le modèle américain ? Non. Est-ce que ce sera une structure purement étatique ?

Non. Ce sera une fédération d'États membres, c'est-à-dire que les composantes seront conservées (chaque État gardera sa culture, son langage fédéral, etc.) ; mais les décisions seront prises au sommet et ensemble. Il ne s'agira pas d'une fédération de citoyens. Je le dis au Président Monti : les Italiens resteront Italiens, les Espagnols resteront espagnols, les Allemands, allemands, etc.. Mais les matières, les sujets deviendront européens, au même titre que le commerce international est devenu européen. Cette fédération d'États membres sera un des acteurs de l'économie mondiale.

Je suis tout à fait hostile à la globalisation intégrale. D'ailleurs, si globalisation intégrale il y avait, on n'aurait pas besoin d'Europe : on serait des molécules de la globalisation. Nous avons besoin d'une structure mondiale beaucoup plus élaborée, plus réfléchie, dans laquelle l'Europe aura la structure d'une fédération d'États membres.

Question du public

Il y a eu des circonstances exceptionnelles dans l'histoire de l'humanité, où des êtres et des États ont su répondre à des contextes difficiles. La création des États-Unis d'Amérique, il y a un peu plus de deux siècles en a été une. N'est-il pas temps d'envisager une fédération des États d'Europe unis et une fédération des États de la Terre unie ?

Valéry Giscard d'Estaing

Mon Dieu ! Il y a un phénomène historique fondamental que le milieu intellectuel et politique ne prend pas en compte suffisamment : l'explosion démographique du XX^e siècle. La population mondiale est passée, passera de 1,8 milliard à peu près aux alentours de 7 à 8 milliards d'habitants. Changement fondamental car 8 milliards d'habitants, ce n'est pas gouvernable. Ce n'est pas la peine d'essayer ; c'est une prétention littéraire, philosophique. Il ne faut pas avoir l'idée qu'il existera un jour une planète gouvernée : il n'y en aura pas. Ce n'est d'ailleurs pas souhaitable. Ce qui est souhaitable, c'est qu'il y ait des ensembles historico-culturels qui travaillent ensemble – ce n'est pas la même chose.

L'Europe constituera un ensemble historico-culturel représentant une population de 350 à 400 millions d'habitants et disposant de la première économie du monde. Cet ensemble doit exister et doit avoir une physionomie. Elle ne pourra être celle du fédéralisme intégral, parce que nous avons derrière nous une culture et une histoire qui nous poussent à garder certains éléments identitaires. Mais elle devra être telle que l'Europe soit unie pour prendre les grandes décisions. Ce sera donc une fédération d'États membres, dont les citoyens demeureront membres des États nations.

Peter Sloterdijk

L'Europe aujourd'hui, et depuis 1945, est un club d'empires humiliés. C'est un constat à partir duquel il faut partir pour chaque réflexion ultérieure. Et c'est un grand bonheur d'être entré dans une situation post-impériale. Pour la première fois dans l'histoire du monde, on observe des hommes politiques et d'autres gens doués, en train de construire un complexe politico-culturel qui n'a pas la forme d'un empire et dont cependant les dimensions dépassent celles des empires classiques – l'Europe regroupe maintenant à peu près 500 millions de personnes, tandis que l'empire romain, au sommet de son pouvoir, comptait 30 ou 40 millions de personnes.

17.

Quelle ambition pour l'Europe ?

Que reste-t-il de l'ambition de l'Union européenne de trouver sa place entre l'État nation, espace du politique, et le monde, espace de l'économique ? L'Europe, aujourd'hui, semble incapable de résoudre ses propres problèmes. Elle, qui ambitionnait de partager urbi et orbi les leçons de son expérience et se voyait comme le laboratoire où s'élaborent les modèles d'une gouvernance post-nationale, est la malade de l'économie mondiale. Les déficiences de ses institutions et les défaillances de ses dirigeants ont été exposées au grand jour. Le principe même d'une gouvernance commune est remis en question.

À supposer que la crise de l'euro finisse par être surmontée, quelles seront ses traces ? L'architecture du système de gouvernance, que l'on n'ose dire baroque tant la grâce lui fait défaut, sera-t-elle radicalement repensée ? Le renforcement sous la contrainte de la zone euro se paiera-t-il d'un délitement de l'Union à 27 ? La crise européenne va-t-elle se payer d'une réduction accélérée de son influence dans les institutions internationales ? À quelles conditions le reste du monde peut-il encore avoir une image positive de l'Europe ?

Contribution du Cercle des économistes

Christian de Boissieu

Témoignages

Michel Barnier • Jean-Louis Georgelin • Andrew Moravcsik • Ana Palacio
Christoph Schmidt • Pierre Sellal

Modérateur

Philippe Escande

Où va l'Europe ?

 Christian de Boissieu

La crise de la zone euro est loin d'être achevée. Vu sa gravité, il faudra encore plusieurs trimestres avant d'envisager une sortie de crise. Au moment où j'écris ces lignes, l'incertitude est totale sur l'issue des élections grecques du 17 juin et les conséquences envisageables. Elle demeure élevée au sujet de l'Espagne, malgré l'annonce d'un soutien européen de 100 milliards d'euros en faveur des banques espagnoles plombées par la bulle immobilière et son explosion.

■ Quel scénario pour l'Europe ?

Même si toutes les options restent ouvertes, je continue à privilégier le scénario d'une zone euro surmontant les redoutables défis auxquels elle est confrontée, et conservant la Grèce en son sein. Depuis l'éclatement de la crise des dettes souveraines fin 2009 avec la Grèce, puis en 2010 avec l'Irlande et le Portugal, la zone euro s'est trouvée à plusieurs reprises au bord du gouffre. À chaque fois, des compromis ont été réalisés, et l'Allemagne a agi avec beaucoup plus de pragmatisme qu'attendu. À chaque fois également, il a fallu rassurer l'Allemagne et les pays proches de ses positions (Pays-Bas, Finlande,...) sur la portée des engagements budgétaires et la poursuite des réformes structurelles dans les autres pays-membres. Difficile d'avoir le beurre et l'argent du beurre... Les Grecs, qui souhaitent en majorité rester dans l'euro, devront accepter l'essentiel de la potion déflationniste mise en œuvre. Mais il faudra probablement allonger la période des ajustements budgétaires et fiscaux, à la fois par souci de réalisme et par volonté de réduire le coût social de l'austérité.

La crise de la zone euro n'est pas due qu'à des dettes souveraines non soutenables. Elle résulte aussi de dettes privées hors de contrôle (Espagne,

Irlande...), mais surtout d'écart de compétitivité intra-zone qui se sont accentués avec la monnaie unique. La feuille de route est alors tracée : à court terme, tout faire pour contenir les effets de contagion de la crise qui pèsent encore sur des « poids lourds » de la zone comme l'Espagne et l'Italie ; à plus long terme, réduire ces écarts de compétitivité par d'autres voies qu'une dévaluation (exclue par définition) ou à défaut, se doter des moyens budgétaires, financiers et politiques de gérer l'hétérogénéité persistante à l'intérieur de la zone euro.

■ **Marcher sur deux jambes**

L'articulation court terme/long terme doit en effet demeurer au cœur de la problématique européenne. Une problématique qui va bien au-delà de la seule dimension monétaire. Car les projections à long terme montrent, en raisonnant « au fil de l'eau » (par simple extrapolation des tendances), que la croissance potentielle de l'UE à 27, de la zone euro à 17 et de la France (se situant en l'occurrence dans la moyenne européenne) va rester proche de 1 à 1,3% en moyenne d'ici à 2020. Or, la croissance effective oscille autour de la croissance potentielle ; elle ne peut durablement la dépasser. Ces chiffres sont inacceptables du point de vue économique et social, car ils signifient une persistance voire une augmentation du chômage global, une envolée du chômage des jeunes. Si l'Europe veut relever le défi du chômage, si elle veut rester en première division et ne pas décrocher vis-à-vis des grands pays émergents et des États-Unis, il lui faut mettre en œuvre une politique de l'offre centrée sur l'objectif de compétitivité au sens le plus large, qui privilégie la R&D, l'innovation, l'éducation, la croissance des PME... C'est ce que j'appelle, pour simplifier, la voie schumpétérienne. Autant il fallait être keynésien face à la récession de 2009, autant désormais il faut devenir schumpétérien pour relever la croissance potentielle, la croissance effective et mordre enfin sur le chômage.

On touche ici à l'un des aspects centraux de la stratégie européenne, l'obligation de marcher sur deux jambes en conciliant rigueur budgétaire et initiatives de croissance. Rigueur budgétaire, car la plupart des pays membres doivent réduire leurs déficits et leur dette publique. Seule l'Allemagne dispose aujourd'hui de marges de manœuvre budgétaires, que certains de ses partenaires la pressent d'activer, mais qu'elle n'utilisera qu'à bon escient et avec parcimonie. Dans les pays déviants, le choix essentiel va être de répartir la charge de l'ajustement entre des augmentations d'impôts et des réductions de dépenses publiques aux trois niveaux concernés (État, collectivités locales, sécurité sociale). Mais cette certitude-là ne lève pas l'ambiguïté du débat actuel en Europe sur la relance de la croissance. En gros, deux approches sont proposées. Ce que j'appelle la voie Monti/Draghi, validée en grande partie par la Commission européenne et par le mémorandum allemand de

juin 2012, privilégie l'accélération des réformes structurelles (du marché du travail, du système de retraites...) ainsi que l'approfondissement du marché unique et l'ouverture à la concurrence de certaines professions réglementées. L'autre approche correspond à la voie schumpétérienne évoquée plus haut et sur ses composantes (R&D, innovation, éducation...). Elle a été au cœur du « grand emprunt » français et joue un rôle central dans le programme de François Hollande. Les deux visions de la croissance sont, en pratique, inter-compatibles, et le manque de croissance en Europe est tel qu'il faut les combiner pour relever l'activité et l'emploi, sans pour autant sacrifier les objectifs environnementaux et en particulier la lutte contre le changement climatique. Une contrainte forte va venir des financements. Il va falloir mobiliser une fraction accrue de l'épargne privée (abondante dans nombre de pays européens) pour financer dans des proportions accrues l'investissement productif, la R&D, les PME... Au plan européen, la BEI peut et doit jouer un rôle d'appoint. Augmenter son capital de 10 milliards d'euros devrait aider. Mais, même sans cela, elle peut emprunter et prêter plus en faveur de la R&D, des infrastructures, des PME... sans dégrader la qualité de sa signature et sans faire monter les taux d'intérêt en Europe. La BEI exerce aussi un effet de levier qui permet d'attirer des financements privés et de développer des cofinancements. Mais le levier européen ne saurait être mobilisé comme un argument pour jouer le statu quo au plan national. Chaque pays membre doit imaginer une politique de qualité de l'épargne : l'objectif n'est pas d'augmenter le taux d'épargne privée, déjà élevé comme indiqué dans nombre de pays membres, car la consommation demeure cruciale en elle-même mais aussi pour l'investissement des entreprises ; il est important d'infléchir la structure de cette épargne privée pour l'attirer, grâce à des véhicules financiers adéquats et à une politique fiscale de l'épargne remise à plat, vers le financement des dépenses d'avenir indispensables pour élever la croissance potentielle et la croissance effective.

■ **Quelle gouvernance européenne ?**

La crise actuelle montre que le statu quo n'est pas tenable, sauf à accepter l'inacceptable c'est-à-dire des secousses à répétition qui finiront par miner la crédibilité de l'euro et de l'Union économique et monétaire. Pour éviter l'implosion de l'euro et consolider l'Europe, il faut mettre en œuvre des sauts qualitatifs dans la gouvernance européenne. Cela passe par plus et mieux de coordination et d'intégration, sans nécessairement aller vers un État fédéral européen de plein exercice. Je rappelle seulement que dans les États vraiment fédéraux, le budget fédéral représente entre 15% et 25% du PIB, alors que le budget communautaire se monte à 1% du PIB de l'UE. Il y a de la marge, et elle va rester là pendant encore très longtemps...

À propos de la BCE, la tension politique est retombée grâce aux initiatives et au pragmatisme de son président Mario Draghi. La réduction des taux directeurs, peut-être pas achevée, et surtout les opérations de refinancement à long terme des banques de la zone ont permis de répondre aux attentes et d'atténuer des tensions sur la liquidité bancaire. La BCE a su intelligemment contourner l'interdiction du «*no bail out*» et elle a géré la crise en évitant de prendre de front les Allemands, totalement crispés dès qu'il est question de monétisation des dettes publiques et de risque d'inflation. Face aux tensions persistantes et aux risques bancaires systémiques, je compte pour les mois qui viennent sur une BCE encore pragmatique.

Contre la mise en place de mécanismes communautaires de soutien – le FESF et à partir de juillet 2012, le MES – les Allemands ont obtenu des engagements fermes sur la discipline budgétaire : «*règle d'or*», réforme du pacte de stabilité et de croissance, mise en place de nouveaux mécanismes de sanctions à l'encontre des pays déviants, etc. Pour tous, le sens des ajustements budgétaires est clair et il devra être respecté. Le débat porte plus sur la vitesse que sur la direction des corrections nécessaires. Depuis longtemps, je pense que les délais donnés à la Grèce ou au Portugal ne sont pas réalistes, et pas seulement à cause de la récession dans ces pays qui rend tout plus compliqué. Pour un pays comme la France, même si la mauvaise conjoncture complique le dispositif, il faut s'en tenir au retour vers 3% de déficit public en 2013. Car tout décalage dans le temps serait mal interprété par nos voisins et par les marchés, suggérant de moindres ambitions dans la maîtrise des dépenses publiques (y compris des dépenses des collectivités locales).

■ Vers une union bancaire en Europe ?

Certes, la fragilité des banques va rester au cœur des défis européens, à cause des dettes souveraines mais pas seulement. Dans ce contexte, la consolidation va toucher l'ensemble du secteur bancaire et financier. Compte tenu de la crise et de la nécessité de rétablir la confiance, l'Europe a eu raison d'anticiper et de durcir les contraintes de Bâle III. Cela n'empêche pas de réfléchir aux voies et moyens pour assurer les financements nécessaires en faveur des PME, du développement durable... dans le contexte de Bâle III. À la suite du rapport de Jacques de Larosière, des avancées significatives ont eu lieu vers plus de coordination et d'intégration pour la régulation bancaire et financière. Mais clairement, les conditions sont loin d'être satisfaites pour un régulateur bancaire européen et pour un système intégré de garantie des dépôts.

L'Allemagne lâchera un jour sur les *eurobonds*, mais pas tout de suite. Elle a d'ailleurs raison de rappeler qu'une telle formule suppose un degré d'intégration

politique et de coordination budgétaire et fiscale loin d'être satisfait. Cela pose à nouveau la question de la bonne séquence dans le processus de construction de l'Europe. À défaut d'*eurobonds*, contentons-nous pour quelque temps des «*project bonds*», totalement compatibles avec la relance déjà citée de la BEI. La réussite espérée de ces véhicules au service du financement d'infrastructures faciliterait la mutualisation partielle des dettes publiques permise par les *eurobonds*.

■ Renouer les liens avec la Grande-Bretagne

Avec la crise bancaire mondiale de 2008 et la crise de la zone euro, la tendance, hors textes juridiques, a été de conférer de plus en plus de compétences à la zone euro au détriment de l'Europe des 27. Cette évolution ne se fait pas sans tensions ni résistances, comme le montre l'attitude de pays comme la Grande-Bretagne, la Suède, etc. La formule des coopérations renforcées inscrite dans le traité de Lisbonne a permis de contourner la règle d'unanimité, tout spécialement le veto britannique. L'un des défis actuels consiste à renouer les liens avec la Grande-Bretagne, alors qu'ils ont été distendus par les chocs dans la zone euro. Cela passe en particulier par les relations bilatérales, comme le suggère l'accord franco-britannique de novembre 2010 en matière de défense et de sécurité.

Lorsque Madame Merkel évoque le scénario d'une Europe à plusieurs vitesses (ou à géométrie variable), elle n'anticipe pas ; elle ne fait que rappeler l'existant, avec des avancées sur les différents sujets entre ceux «qui le veulent et qui le peuvent». Une difficulté sous l'angle de la gouvernance tient au fait que les périmètres de référence ne sont pas les mêmes selon qu'il est question de Schengen, de l'euro, de l'Europe de la défense et de la sécurité. Le marché unique demeure le thème fédérateur pour les 27, mais les découplages se multiplient entre l'espace de ce marché unique et les espaces d'intégration et de coordination renforcées. Compliquer le système de gouvernance en Europe est probablement nécessaire pour surmonter la crise et pour aller de l'avant, mais ce n'est certainement pas suffisant. Il s'agit d'un moment de la construction européenne, non d'une configuration durable sur le long terme.

L'Europe est-elle en train de tomber en deuxième division ?

Michel Barnier

Commission européenne

En 2012, parmi les dix premières puissances économiques mondiales figurent quatre pays européens. Cependant si l'on tient compte du rythme actuel de développement des économies du monde, on constate que, tous les dix ans, un de ces quatre pays européen quitte la liste. Si bien qu'en 2050, plus aucun pays européen – pas même l'Allemagne – ne sera membre du G8. Le risque pour l'Europe d'être reléguée en seconde division est donc réel. Ce risque est rendu encore plus aigu par les différentes crises que nous affrontons – qu'elles soient propres à l'Europe ou qu'elles aient leur source à l'extérieur, notamment aux États-Unis comme c'est le cas pour la crise financière.

► Choisir entre catastrophisme et action

Trois chiffres récents résument l'ampleur de cette conjonction de crises : 0% de croissance prévu dans l'UE pour 2012 ; un chômage de 11% dans la zone euro ; enfin pour la France, une réduction de 20% de nos parts de marché sur la scène commerciale internationale depuis quelques années.

Les interpellations venues de l'extérieur ne sont pas moins frappantes avec la montée en première division de nouvelles équipes : la Chine, le Brésil et l'Inde, en plus des anciennes équipes qui sont toujours là. Comment ne pas mentionner également le choc démographique ? Il s'agit là d'une vraie faiblesse européenne, puisque nous sommes le seul continent du monde qui, dans les trente ou quarante ans à venir, va perdre de la population. Et je n'oublie évidemment pas les défis liés au changement climatique.

Face à ces défis, deux attitudes sont possibles. La première est le catastrophisme : baisser les bras, se mettre la tête dans le sable. La seconde attitude est donc celle de l'action. C'est le choix que nous avons fait. C'est le choix qu'avaient fait Jean Monnet, Robert Schuman, Conrad Adenauer, en 1950. Ils n'ont pas baissé les bras, ils ont eu l'idée géniale de cette communauté qui a commencé par regrouper six États nation et en compte aujourd'hui 27, bientôt 28.

Mais agir ne suffit pas, l'action ne portera ses fruits que si nous jouons collectif. Il ne doit pas y avoir de penalties dans le jeu européen, ni de tirs au but. J'ai été très choqué par un journal français qui titrait au lendemain du Conseil européen¹ : «Hollande un, Merkel zéro». Ce n'est pas comme cela que les choses se passent au Conseil européen ; ce n'est en tout cas pas ainsi que nous avons vécu de l'intérieur les résultats du dernier Conseil.

Sans jeu collectif, la sanction des marchés est immédiate ; tandis qu'avec l'esprit d'équipe, notre crédibilité et notre souveraineté sont consolidées.

Nous avons essayé de tracer cette route, pour la toute première fois peut-être, au dernier Conseil européen. Les quatre présidents du Conseil européen, de l'eurogroupe, de la Commission et de la Banque centrale, ont tracé une feuille de route assez ambitieuse – certains disent trop ambitieuse et surtout qui fixe à la fois un cap budgétaire, un cap financier et un cap économique. Et c'est probablement cet horizon-là que les marchés ou que les observateurs ont pu saluer.

► **Jouer collectif, pour quoi faire ?**

C'est la question posée à tous les dirigeants européens actuellement. J'aimerais y répondre brièvement. Le jeu collectif doit nous mener à une union budgétaire et financière, c'est-à-dire à la construction d'un Trésor européen (au même titre qu'il existe un Trésor américain), avec pour ambition de se doter un jour d'un ministre des finances européen ou d'un secrétaire général de la zone euro – probablement les deux à la fois d'ailleurs. Nous prévoyons de faire dès le mois de septembre de premières propositions sur l'Union bancaire.

Mais le jeu collectif doit également nous permettre de construire une véritable union économique, qui permettra d'ouvrir un champ nouveau et à mon sens vital : l'agenda de compétitivité entre les Européens. Louis Gallois² disait qu'il faut un choc de compétitivité, une politique ou des politiques

1. 16 mai 2012

2. Voir page 423.

industrielles pour les secteurs stratégiques. Au sein de la Commission, je plaide – et les lignes bougent tout doucement – pour que l'on retrouve l'audace des fondateurs de la CECA, la première politique industrielle européenne sur le charbon et l'acier. Une politique de compétitivité entre nous, une politique de réciprocité avec les autres aussi. Voilà les trois éléments principaux du jeu collectif qui est devant nous : union budgétaire, union financière, union économique.

J'aimerais conclure par une remarque politique. La contrainte qui pèse sur la prochaine étape de l'intégration européenne est politique et démocratique : les peuples vont-ils accompagner, comprendre, suivre, soutenir ces réformes ? Je n'en suis pas sûr, et notamment chez nous, en France. Compte tenu de ce qui s'est passé en 2005, je plaide pour qu'un débat public soit ouvert en France autour de la prochaine étape de l'intégration budgétaire, financière et économique en Europe. Nous en avons le temps et, au lendemain d'élections, la sérénité nécessaire. Le Président de la République doit ouvrir un débat public et construire un accord politique entre la droite, le centre, la gauche et les Verts. Nous n'avons pas cette habitude mais il faut que nous ayons l'audace de nous engager dans cette voie.

Si de tels débats démocratiques n'ont pas lieu pour construire un accord politique entre la majorité et l'opposition, je crains que les mêmes causes ne produisent les mêmes effets et que nous nous trouvions en France devant un blocage qui entravera cette future étape d'intégration politique.

J'ai retrouvé une phrase de Thucydide, à propos de la guerre du Péloponnèse : «Se reposer ou être libre, il faut choisir.» Je pense que la liberté, aujourd'hui, est d'être européen.

Europe: a Superpower in Need of Psychoanalysis

Andrew Moravcsik

Princeton University

I will make one observation and draw political conclusions from it. My observation is in the form of a geopolitical paradox. Europe has more influence in the world today than China but gets less credit for it. Europe, not China, unambiguously remains the world's "other" superpower, alongside the US. It is going to retain that position for some time to come. Yet Europeans seem convinced otherwise, constantly underestimating, even deprecating, their own influence in the world. This is not a desirable situation for Europe or the world, and important policy consequences follow from it.

► What kind of power does Europe have?

Europe enjoys military influence in the world ("hard power") assets second only to those of the United States and non-military geopolitical influence ("civilian power") second to none.

Consider Europe's military power. Almost 25% of the world's military spending (properly measured) is European compared to 5-7% for China. Europe has had 50,000-100,000 combat troops active in the world for most of the last couple of decades, compared to 2,000 today for China. There have been 25 military interventions over the past couple of decades, and Europe has been involved in most of them. Europe leads operations in Libya, Lebanon, *Côte d'Ivoire* and elsewhere. China does none of this. Finally, Europe is lucky to have an essentially peaceful region, stable borders, and dozens of allies and friends—including a close relationship with the US. By contrast, China neighbourhood contains potential great power rivals, and only one firm ally, North Korea.

Even more important, given the limited efficacy of military force today, there is a dimension in which Europe is the world's most powerful entity, in the even more important than the United States: civilian power. To understand just what civilian power is and how important it is, consider the various forms that European non-military influence takes.

The most important European civilian instrument is perhaps EU enlargement. This has been the single most cost-effective strategic tool for spreading peace and order in the world any country has employed the end of the Cold War—far more efficient than most American military operations in the Middle East. No other region of the world has anything like it.

Economically, Europe is the world's largest trading power, larger than China, particularly when you net out intra-firm trade. More importantly, transatlantic foreign direct investment remains 60% of world investment. In addition, Europe gives over half of the world's foreign aid.

Europe also enjoys other forms of legal, political, social and cultural influence. It dominates international organisations. It takes four times as many foreign students (third-country students) as the United States. Its values, like parliamentary government, social welfare rather than libertarian governance, and international, not parochially American, human rights values, are spreading internationally.

None of this will change soon, no matter how the euro crisis is resolved. At current trends, China will not have more military power than Europe until around 2050, and it will not have more military power than the United States until around 2100. Economically, Europe's greatest advantages are a relatively high per capita income and stable political institutions, and those will not change either.

► **Consequences for European Foreign Policy**

Europeans possess a powerful military and dominant civilian power positions, yet they tend to underestimate their own global influence. What are the consequences of this powerful position and psychic mismatch for Europe's relations with the world?

First, transatlantic relations are likely to remain relatively healthy. There is no alternative. If either wants to engage in military, economic, or legal activities with the rest of the world on more than a unilateral basis, they will be all but forced to do so with each other. The case of the Iraq War, where the United States and some in Europe disagreed viscerally, has been vastly overestimated. In fact it is the only case in the past 20 years where

the United States and Europe disagreed on a major military intervention; in the other two dozen cases, such as Libya, they agreed entirely – a far more cooperative relationship than we saw during the Cold War.

Similarly in economic, social and normative areas, the relationship between the United States and Europe is so intense that there is no alternative to working on it together, and there is much more agreement than there is between, say, China and the United States and China and Europe. True, conflicts may arise over policy issues like currency values in the wake of the euro crisis, or even in the geostrategic area, such as with the Middle East, but these things are normal in such a relationship. It is the Western international economic order, and Western norms of legality, that are spreading throughout the world despite all the conflicts over it.

Second, does the euro crisis negate all previous analysis? There is a tendency for policy analysis to chase headlines, extrapolating in an unguarded and extreme manner. In fact, the euro crisis is important. Yet it is also important not to overstate its importance. In particular, we should not take a romantic notion about the effect of the recent crisis. Many people think that the effect of the euro crisis will be to denigrate Europe as a model for the rest of the world, to undermine Europe's symbolic power, but I think we should be more pragmatic. The advantages Europe has are not primarily symbolic; they are primarily material and political.

Yes, on the one hand it is important to get European growth going again. Yet, on the other hand, Europe's advantages and high per capita income, its distinctive political institutions, its policy stances, will persist no matter what. So will other EU policies, which would in fact probably be strengthened not just by a resolution of the crisis through stronger EU and domestic reforms, but even through a break-up of the euro. If European member states are able to maintain free trade in the face of 30% differentials in competitiveness and rampant recession driven by currency and financial turmoil, think of how much more they will achieve without these things. The important thing is not to preserve the euro; the important thing is to preserve growth, and whatever policy preserves that is a good policy.

Third, we should understand that the greatest burden under which European foreign policy suffers is neither the threat that Europe as a model will disappear or be delegitimized, nor the concern that one or another European policy has been unsuccessful. It is that Europeans are structural pessimists, even when they are doing extraordinarily well. As we have seen, they underestimate and undersell themselves massively. We have seen that Europe is a *de facto* superpower, but few Europeans acknowledge this, not

just to others, but even to themselves. The result is that Europe persistently undersells itself.

Consider two examples. One is that a few years ago Europe recognised Kosovo. This resolved legal difficulties, started movement towards some kind of resolution of border issues, expanded the flow of aid, and broke a negotiating logjam. Yet what did we read in the newspaper? It was a failure for Europe, because five countries abstained on the EU vote. Yet who cares what the vote was, as long as the policy works. Indeed, the sort of flexibility that permits countries to accept in practice a policy they reject in principle might be viewed as an advantage—to anyone except a convinced Euro-federalist!

Another example is European intervention in Libya. Europeans, took the political initiative, did 75% of the fighting, paid over 75% of the bill, and generated an entirely new US foreign policy doctrine in the process. The entire operation cost only EUR1 billion overall, and succeeded—a sobering comparison to the US in Iraq, a failure that cost EUR1 trillion (and counting) over ten years. Yet what we read in the headlines? It was a failure for Europe because it was not a formal UN or EU operation, because Germany did not participate, because military officers (never at a loss for a moment to press for more spending) complained of not having enough material, and because some aspects of the operation had to rely on US assets, such as intelligence and high-precision bombing. Pretty soon, even my friend Steven Erlanger was converted, saying here earlier in the meeting, and I quote, ‘Libya was the sort of success that implies, “Never again”’. Like President Obama, whose name is now attached to it, I think Libya is the sort of success that implies a new model for very cheap and effective American-European cooperation led by Europe.

► **The Need for political psychoanalysis**

Europeans need to understand that their persistent pessimism is not just an endearing form of political modesty. It is a public relations disaster. This is so not just with regard to domestic public opinion in European countries, which rarely gives the EU, and European governments acting in tacit cooperation, credit for their global achievements. It is also a public relations disaster in dealing with foreign governments. This is a major problem for relations with Washington and Beijing. My family and I lived for a year in China recently, and I spend a lot of time explaining the EU to American policy-makers. I have learned that if European leaders tell Americans or Chinese over and over again that Europe is impotent and on the verge of collapse, they will begin to believe it. And then they will underestimate you.

European powerlessness becomes a self-fulfilling prophecy. The Americans and the Chinese are far more pragmatic. They would never talk that way. Indeed, even when they are powerless to deal with a situation, or have pursued misguided policies, they speak as if they are powerful and in control. It does not serve the European interest to understate their influence. This, I have come to believe, is not simply a political problem. It is a psychopolitical problem. Europe needs political psychoanalysis. The world would be a better place for it.

L'Europe a-t-elle l'envie et les moyens d'une politique de défense commune ?

Général d'armée Jean-Louis Georgelin

Ancien Chef d'état-major des armées

La réponse à cette question est à mon avis simple et claire et c'est non !

En disant cela, je ne méconnais évidemment pas qu'il existe quelque chose labellisé « Europe de la défense » que, les uns après les autres, les traités européens décrivent, en particulier le traité de Lisbonne. Je ne méconnais pas qu'il existe beaucoup d'organismes tous plus subtils les uns que les autres, affublés d'acronymes imprononçables. Je ne méconnais pas qu'il existe un service d'actions extérieures composé de 5 000 fonctionnaires, sous les ordres de Madame Ashton. Je ne méconnais pas évidemment que chacun des vingt-sept pays de l'Union européenne a une armée. Je ne méconnais pas les nombreuses avancées bilatérales – et non pas à l'intérieur de l'Union – qui sont faites dans le domaine militaire. Et je ne méconnais pas les difficiles avancées industrielles dans l'industrie de défense européenne. Mais tout cela ne suffit pas, loin s'en faut, à faire de l'Europe une « Europe-puissance », même si on peut s'interroger, dans le monde actuel, sur la place et le rôle de la puissance militaire dans le concept de puissance, et notamment par rapport à la puissance économique. Il est évident que nous ne sommes plus ni au XIX^e siècle, ni même au XX^e siècle.

La démonstration de cette inexistence de l'Europe de la défense a paradoxalement été faite par deux pays européens, la France et le Royaume-Uni, lors de l'affaire libyenne. Voilà un cas extraordinaire où l'Europe avait la chance, dans une zone à proximité immédiate de l'Europe puisque de

l'autre côté de la Méditerranée, de faire jouer les mécanismes de sa politique européenne de sécurité et de défense, alors que les USA étaient au début prêts à lui laisser le champ libre. Mais l'Union européenne en tant que telle s'est finalement avérée incapable d'en assurer le leadership et quelque brillant qu'ait été le succès politique, diplomatique, militaire français et britannique, cela n'a pas été le succès qu'on aurait pu attendre de l'Union européenne : il a fallu faire appel aux États-Unis, à l'OTAN. J'y reviendrai.

► **L'Europe est un nain militaire**

L'Europe est assez largement un continent désarmé. La question est : jusqu'où va-t-on continuer ? Et est-ce que c'est grave ? Alors que le PIB de l'Europe est supérieur à celui des États-Unis – 26% du PIB mondial, contre 23% pour les États-Unis – les 27 pays de l'Union européenne représentent, si l'on additionne leurs budgets de défense, à peine 40% du budget américain. Évidemment, le but n'est pas nécessairement de rattraper ce dernier, mais c'est un indicateur qui « fait sens » et qui mérite qu'on s'y arrête. La France et le Royaume-Uni, les deux seuls pays conservant des capacités militaires crédibles, adaptées aux types d'opérations dans lesquelles nous sommes impliqués aujourd'hui, c'est-à-dire des opérations de projection au delà des frontières nationales, sont eux-mêmes en difficulté sur ces questions budgétaires. Et en définitive, tout se passe comme si la première puissance économique du monde avait renoncé explicitement ou implicitement au concept de puissance militaire, à l'utilisation de la force dans la réduction des conflits, considérant que nous sommes entrés dans l'ère du *soft power* et que ce *soft power*, déconnecté d'un *hard power* qui lui donne sa crédibilité, se suffisait à lui-même.

► **Quatre explications**

D'abord, les deux guerres mondiales, qui ont conduit l'Europe presque au suicide et lui ont donné la volonté d'éradiquer la guerre dans son espace géographique. C'était l'ambition de Jean Monnet et de la CECA qui, ne l'oublions pas, a été créée pour rendre la guerre impossible entre les États européens – et de ce point de vue-là c'est un succès total. Mais pas au point que, du fait qu'elle ait disparu en Europe, la guerre ait été éradiquée du monde.

Deuxième raison : l'OTAN. L'organisation de sécurité transatlantique est la principale en matière de défense et personnellement je regrette l'échec, en 1995, de la construction du pilier européen de défense au sein de l'OTAN. Quand on est chef d'état-major des armées et qu'on assiste, d'abord, à la réunion des chefs d'état-major d'armée dans le cadre de l'OTAN avec ses

partenaires européens, et ensuite à la réunion des chefs d'état-major (les mêmes moins huit plus six) dans le cadre de l'Union européenne, on voit tout de suite où se situe la priorité de nos partenaires.

La troisième raison est la disparition d'une menace clairement identifiée. Jusqu'à présent, dans l'histoire, l'armée était construite par rapport à une menace précise : la menace allemande dans le cas de la France, la menace soviétique dans le cadre de l'OTAN. De nos jours, c'est plus polymorphe, plus diffus : cyber attaque, etc. C'est compliqué.

Enfin, l'Europe reste une réunion de nations fortes. Or, le domaine de la défense est au cœur de la souveraineté des États : il est plus difficile d'abandonner sa souveraineté dans le domaine de la défense, où l'on risque la vie des hommes et des femmes qui sont engagés dans les conflits, que dans d'autres secteurs.

► **Un continent qui sera convoité**

Aujourd'hui, les conditions de la puissance ont considérablement évolué dans le monde globalisé où la révolution numérique a tout changé, y compris les formes de la guerre et l'exercice de la démocratie. Se fixer comme objectif pour l'Europe de rattraper le niveau de construction militaire des États-Unis serait sans doute absurde, et personne ne le demande du reste. Mais renoncer naïvement à toute puissance militaire, à la possession des moyens qui permettent d'être un acteur crédible sur la scène internationale, est jouer avec l'avenir de notre continent et les générations futures. Un espace aussi privilégié géographiquement, culturellement, économiquement que le nôtre ne saurait rester longtemps, s'il était désarmé, non convoité. N'oublions pas que dans le domaine de la défense, qui est celui du temps long et non pas de l'immédiat, les décisions qui sont prises aujourd'hui engagent l'avenir dans trente ans.

En guise de conclusion, je vous livre cette réflexion : la puissance militaire est à la sécurité ce que l'oxygène est à la respiration ; on n'y prête guère attention sauf lorsqu'on vient à en manquer.

A Bridge Towards the Future

Christoph M. Schmidt

Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung

We are engulfed in a crisis that is systemic, and we need to find a way out of this crisis, towards a long-term governance of the Euro area. This governance should follow some principles, which we might be able to agree on easily in the current situation, but the difficulty is to survive until that time, until we will be able to install this governance.

But there is a way to provide a bridge into this longer term. That solution is something that the council I am a member of, the Council of German Experts, proposed last autumn, a European redemption pact. And I am very grateful to have the chance to describe its elements here in this circle.

► **Why can't we just jump into a better future?**

Let me just step back for a minute and describe the problem. Why do we need a bridge towards the future? Alas, the euro area is suffering from a severe crisis, a systemic crisis, a crisis of confidence, and there is no straightforward solution to this crisis, because three areas are entangled with each other to generate this crisis. These are (i) the area of sovereign debt, where there is a debt overhang in many countries in the Euro area; (ii) the area of ailing banks, with insufficient equity to provide a buffer to shocks, so that states which are ailing have to help banks which are ailing themselves, and both are entangled in a vicious circle; and (iii) many countries in our region have developed a low level of competitiveness over time, and overcoming this low level of competitiveness needs time and structural reform. But you cannot engage in structural reform, if you do not have the time to breathe and to refinance your normal operations.

This is a vicious circle of three problem areas, and you need a strategic solution. You need a solution that addresses all three of them at the same time, because if you do it one at a time you might help in one situation and exacerbate the situation in another area. This credible encompassing strategy needs to do at least two things at the same time. First of all, it needs to specify how the sovereign debt levels, the debt-to-GDP ratios, are brought back within a palatable range. The Maastricht Treaty provided a limit, arbitrary of course, but a limit which might be quite a good one to aim at, 60% of the GDP in each country. The strategy, at the same time, needs to specify what kind of structural reform will be undertaken with what timeframe and what efforts.

This strategy needs to be convincing not only for us, for voters, for politicians, for economists, but also for the potential investors that states and governments turn to in order to refinance their activities. It might be the case that European policymakers and leaders have so far understood the systemic nature of the problem; I cannot look inside their heads. However, they do not really act in this way. They have engaged in a sort of piecemeal engineering, with a stepwise widening of the rescue funds, and this of course is testing the devotion of European leaders, and of European voters also, to prevent a breakup of the euro area in each step.

Every time a new council meeting or a new summit agrees on a new step to widen the rescue funds, to take another step towards political integration, banking union or whatever, you test devotion to the European idea. Therefore, there should be a strategy, which is once and for all set and kept to within the next decade, where all the decision-makers stick to their promises.

► **Balancing solidarity and competitiveness**

This is something I have to say, and I am happy to be able to say it here. It is easy to understand that the German Government is insisting adamantly on a strategy of *quid pro quo*. I think that without conditionality and without adjustment measures it will be difficult to regain competitiveness. Solidarity and competitiveness have to be balanced, and one way of facilitating that is a bridge, the European redemption pact, which we suggested.

It is a pact with one element, the European redemption fund, which would allow member states, participants in this pact, to take all debt beyond 60% of their own GDP and put it into a fund with joint and separate liability. That is one part of the proposal. However, why is it a pact? There are conditions that come with it, namely the installation of a crisis resolution mechanism at the end of the process, with private sector involvement if

necessary, and in particular a commitment to the installation of national debt brakes.

This fund would be temporary and limited in magnitude, albeit very large, on the order of EUR2.5 trillion. And the 60% in each country which is not transferred to the fund would need to be kept at 60%, and that is only possible by using debt brakes and sticking to the agreement that is set out at the beginning.

There is one major point, at least from the point of view of the German Council of Economic Experts, namely that also the German voters have to be convinced that this is working, and that other players in the game are sticking to their promises. That is why several safety valves are included, for example the pledging of gold reserves or currency reserves.

I cannot explain in detail what these safety valves are, but I think everybody has to understand that this would be a way to provide a bridge, and embracing it means embracing all elements of it, embracing joint and several liability, embracing the low interest rates accompanying this decision, and also embracing the conditions to provide a better structure for future prosperity.

Therefore, in the end, my answer is that neither a European Germany nor a German Europe would be sufficient. It would not be sufficient only if Germany became more European, and it would also not be sufficient, if Europe became more German, whatever that might mean. We need both elements to come true to proceed to a prosperous, peaceful and coherent Europe. We have a bridge, but we have to embrace all of its elements at the same time, or it will not be a success.

« En l'Europe, nous ne croyons plus » ?

Ana Palacio⁵

Conseil d'État, Espagne

Depuis des décennies, les détracteurs de l'Union européenne parlent d'un déficit démocratique. Je n'ai jamais adhéré à ces critiques de l'UE et de ses institutions, mais je constate aujourd'hui un nouveau et dangereux déficit au sein de l'Union – un déficit de confiance, à la fois entre les gouvernements et entre les citoyens des différents États membres. En fait, si les billets en euros devaient porter une maxime, comme les billets en dollars, elle pourrait être « En l'Europe, nous ne croyons plus ».

Ce manque de confiance a conduit la zone euro au bord de l'implosion et met en cause l'avenir même de l'unité européenne. La trajectoire de l'histoire de l'UE semble tendre vers la catastrophe – le type de désastre périodique européen que l'intégration était censée prévenir. Aussi grandiloquent que cela puisse paraître, la désintégration de l'euro et la confusion qui submergerait le projet européen, sans parler des répercussions mondiales, provoqueraient une dévastation comparable.

Mais rares sont les déclarations officielles, et encore moins les mesures politiques, à prendre la mesure de ce déficit de confiance et de crédibilité. La crise actuelle a dévoilé les décalages croissants et les lacunes originelles du contrat conclu entre les citoyens européens et les institutions de l'UE, entre le Nord et le Sud de l'Europe, et entre ses populations et ses élites.

En fait, un discours émotionnel alarmant a fait surface, reflétant – et alimentant – les pires stéréotypes concernant le « Sud paresseux » et le « Nord despotique ». Il est révélateur que le dernier sondage du *Pew Research*

5. Copyright: Project Syndicate, 2012. www.project-syndicate.org

Center de la fin mai révèle une unanimité sur les Européens ressentis comme les moins travailleurs : les Européens du Sud, et en particulier les Grecs. De même, les sondages et les élections attestent d'une progression des politiciens populistes dans toute l'Europe, tandis que le comportement de charognards des marchés financiers repose sur le calcul cynique que l'UE n'a pas les moyens de restaurer sa crédibilité.

► **Camisole de force**

Ce dernier point est après tout la raison de la camisole de force que sont les mesures d'austérité, qui plombent les perspectives de croissance et qui ne font donc pas grand sens du point de vue économique. L'objectif final de l'austérité est précisément de rétablir la confiance – afin que les Européens du nord pensent que les sommes transférées aux pays en difficulté ne sont pas gaspillées et pour que les populations soumises à de douloureuses réductions des dépenses pensent que leurs efforts sont reconnus et soutenus.

M'exprimant depuis le centre de ce Sud en difficulté, je peux témoigner du fait que la nécessité de l'austérité a été le leitmotiv du gouvernement du Premier ministre espagnol Mariano Rajoy, une approche qui a rallié un soutien explicite des citoyens aux dernières élections. La réforme des *cajas* (les caisses d'épargne) espagnoles, du marché du travail, de la sécurité sociale et du fonctionnement des régions autonomes figure en tête de l'ordre du jour national (malheureusement, surtout à l'insistance de la Commission européenne et de l'Allemagne).

Mais il faut plus qu'une discipline consentie par les pays du Sud pour rétablir la confiance et la crédibilité. Les pays du Nord doivent également honorer leurs engagements. L'Allemagne en particulier doit reconnaître que loin d'être une victime innocente, son économie a été la principale bénéficiaire de la zone euro – et ce, depuis l'introduction de l'euro. Ce constat, couplé à une hypothèse contrefactuelle – la calamité économique qui s'abatrait sur l'Allemagne dans le cas de l'effondrement de l'euro – implique qu'elle occupe une place unique pour soutenir la monnaie européenne.

La chancelière allemande est depuis un certain temps déjà la cible favorite des adversaires de l'austérité. Il est donc compréhensible qu'après des mois passés comme spectateur de la pénible incapacité de l'UE à gouverner, l'Allemagne ait décidé d'intervenir, bien qu'à contrecœur – et insuffisamment. Si l'on se projette dans l'avenir, plus la menace de désintégration de la zone euro se précisera, plus l'Allemagne devra prendre la barre du navire en perdition. Mais une fois la crise passée, une réforme institutionnelle de l'UE deviendra un élément essentiel du rétablissement de la confiance.

Le supposé déficit démocratique de l'UE est le corollaire de « l'impératif technocratique » qui est devenu le bouc émissaire favori du drame européen actuel. Selon ce point de vue, l'intégration européenne était vouée à l'échec dès sa conception, il y a plus de soixante ans, parce qu'elle était un projet élitiste. Mais tant que le projet européen s'accompagnait de la prospérité, personne ne songeait à remettre en cause ce concept.

► L'ambitieuse stratégie de Lisbonne

Mais aujourd'hui, l'UE est le point de référence le plus bas en ce qui concerne la prospérité. Selon le sondage *Pew*, l'attrait de l'UE a chuté presque partout depuis 2007, en baisse de 20 points en République tchèque et en Espagne, de 19 points en Italie et de 14 points en Pologne.

Pour que les institutions de l'UE retrouvent leur pertinence et la confiance des citoyens européens, elles doivent formuler des politiques concrètes et produire des résultats sur des questions qui ont directement trait à leurs intérêts : le chômage des jeunes, l'urbanisation, la santé, la recherche biotechnologique, les économies d'énergie, les transports et le vieillissement de la population. Toutes ces questions étaient parties intégrantes de l'ambitieuse stratégie de Lisbonne de l'UE (qui en 2000 avait fixé comme objectif de faire de l'Europe l'économie la plus compétitive au monde d'ici à 2010), mais elles furent rapidement confisquées par les programmes politiques nationaux. Il ne faut pas tolérer que cela se reproduise.

En fait, l'échec de l'euro n'a rien d'inévitable. La piètre image que l'Europe offre aujourd'hui au reste du monde ne reflète pas la réalité. Le Vieux Continent dispose de la population la plus éduquée et en meilleure santé du monde, elle est la principale économie mondiale, et détient une formidable puissance d'influence, liée en grande partie à son engagement envers les droits humains et les valeurs démocratiques.

Et pourtant, l'Europe est au pied du mur. La discipline et la moralité pourraient bien être essentielles au renforcement de la confiance et de la crédibilité du tissu social européen – un argument que les Européens du Nord ne se lassent pas de répéter. Mais à moins que tous les Européens assument leurs responsabilités pour sauver l'euro – et avec lui, l'UE – tout le reste n'est que rhétorique creuse.

L'Europe a-t-elle besoin d'une réforme institutionnelle ?

Pierre Sellal

Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères

Depuis vingt ans, six traités de réformes institutionnelles ont été conclus – ce qui signifie une négociation pratiquement continue. Il est aisé d'opposer cette période, à la fois riche en réformes et difficile, aux trente-cinq premières années de la construction européenne, heureuses, et qui ne comptent qu'une ou deux modifications institutionnelles – la création du Conseil européen et, en 1984, l'Acte Unique. Le contraste est saisissant entre ces trente-cinq années de stabilité institutionnelle et, depuis vingt ans, cette frénésie de réformes institutionnelles.

► Une frénésie de réformes

Pour la comprendre, il est utile de se rendre compte que pendant cette dernière période, on a souvent engagé des réformes pour de mauvaises raisons. D'abord au nom de la chimère de la simplification, alors que le système européen est un système profondément et durablement complexe, pour de bonnes raisons: il y a des États souverains, des compétences fédérales, des coopérations à degrés d'intensité variables, des autorités indépendantes, des organes collectifs... Se fixer comme objectif la simplicité du système européen me paraît être extrêmement difficile, sauf à considérer qu'un système dictatorial doit être la perspective dans laquelle on doit se situer – il n'y a pas plus simple qu'un régime dictatorial.

Deuxième mauvaise raison de faire des réformes : les faux débats. On en a eu beaucoup depuis vingt ans. Je citerai un seul exemple : la pondération des voix entre les États membres a été un combat absurde qui

a duré dix ans, qui a eu des effets pervers considérables, et dont on aurait pu faire l'économie.

Troisième mauvaise raison : les corporatismes institutionnels. La défense, par chaque institution, de son pré carré de compétences, de ses prérogatives, de sa place, a conduit à des réformes le plus souvent illisibles et en tout cas impropres à susciter l'adhésion.

Je citerai enfin ce que j'appellerai l'illusionnisme institutionnel, c'est-à-dire s'imaginer que l'on peut résoudre des problèmes de fond, des contradictions d'intérêts, par des traités ou par la création d'institutions. Ce qu'a dit le Général Georgelin à propos de la défense européenne s'applique bien, je crois, à ce que je viens de dire.

► **De bonnes raisons pour réformer**

Néanmoins, il y a de bonnes raisons pour réformer, et le besoin d'institutions plus efficaces est une exigence accrue dans le contexte de la crise et de la nécessité du renforcement de la gouvernance de la zone euro. Parmi les raisons pour lesquelles il faut réformer, il y a d'abord le besoin d'efficacité : l'expérience récente a montré que nous avons du mal à décider bien et vite. Il y a ensuite une exigence de légitimité, comme le soulignait Ana Palacio : comment susciter la compréhension, l'adhésion, la confiance ? À cet égard, force est de constater que tout ce qu'on a pu mettre en place ces dernières années, en particulier le renforcement du rôle du Parlement européen et la généralisation de ce qu'on appelle la codécision, n'ont pas suscité une véritable adhésion aux décisions. Enfin, la troisième exigence est celle de la cohérence : nous devons veiller à ce que le mécanisme institutionnel permette effectivement de mettre en œuvre les politiques qui ont été décidées. Je prendrai un exemple tiré d'un autre domaine que la sphère économique et financière : celui de la justice et des affaires intérieures. Des avancées considérables ont été faites concernant la politique commune des visas et le mandat d'arrêt européen ; mais comme les institutions pour les mettre en œuvre – une autorité commune pour délivrer les visas ou bien un Parquet européen – n'existent pas, il est bien difficile de tirer tout le bénéfice de ces avancées politiques.

Efficacité, légitimité, cohérence : c'est ce que nous devons avoir aujourd'hui à l'esprit dans la réflexion sur le renforcement de la gouvernance de la zone euro. Combiner efficacité et légitimité, cela signifie trouver le bon dosage, le bon équilibre entre le domaine de la décision partagée (décision collective prise si possible au plus haut niveau et qui a l'avantage de la lisibilité et d'une forte légitimité) et la décision déléguée à la Commission

ou à la Banque centrale en tant que superviseur européen – qui a l'avantage de l'efficacité, mais pose des problèmes d'acceptabilité et d'adhésion.

La question de la cohérence aujourd'hui est liée au rythme de l'intégration. Faut-il, pour assurer l'adéquation entre le cadre institutionnel et les avancées politiques, fixer immédiatement une perspective finale, un grand saut, qui dirait qu'à terme identifié nous aurons un basculement vers des institutions de type fédéral avec à leur tête, le cas échéant, des autorités élues au suffrage universel ? Cela a l'avantage de la lisibilité. Certains y ont rêvé à la veille du dernier Conseil européen, en sous-estimant le fait que l'un des problèmes reste l'acceptabilité politique profonde – Michel Barnier avait raison de rappeler le référendum de 2005. De plus, comme le disait le Président Giscard d'Estaing, on peut prévoir qu'à terme, notre système sera fondé sur la coexistence entre des États membres et des éléments fédéraux. Dès lors, notre approche doit être progressive : veiller, à chaque étape, à ce qu'il y ait adéquation entre le degré d'intégration institutionnelle et le degré d'intégration des politiques. C'est la voie qui a été esquissée lors du dernier Conseil européen.

La cohérence pose aujourd'hui une question nouvelle : celle des coopérations renforcées, qui est une gageure. Comment faire en sorte que l'on puisse agir à quelques-uns avec des institutions qui, en principe, appartiennent à tout le monde ? Pendant une quinzaine ou une vingtaine d'années, on a pu gérer ce hiatus parce que la différence n'était pas trop accusée entre la sphère à 17, plus intégrée, et la sphère à 27. Mais ce sera de plus en plus difficile, et les décisions du dernier Conseil européen ont accentué la séparation potentielle entre les deux sphères. Je doute que les institutions telles qu'elles sont, et en particulier la Commission et le Parlement européen – parce que le Conseil, lui, a davantage de plasticité interne – puissent jouer leur rôle dans le fonctionnement et la gouvernance de la zone euro s'ils ne sont pas capables de s'adapter en profondeur.

La réforme institutionnelle est donc nécessaire pour assurer une adéquation continue, peut-être par une approximation permanente, entre notre capacité de décider et ce qu'il est nécessaire de mettre en commun. Mais elle ne sera jamais le substitut à une volonté politique défaillante.

18.

Quel nouveau système de valeurs ?

Après la Seconde Guerre mondiale, on a opposé dans une tradition Hobbesienne la « grande politique », qui concernait la sécurité des États nations à la « petite politique » faite de la gestion des escarmouches diverses. Ce sont les débats de « grande politique » qui ont permis la paix et la prospérité du demi-siècle qui a suivi.

Le monde connaît aujourd'hui une crispation où la tentation est grande de réagir par la « petite politique ». Il est urgent de revenir aux débats de grande politique et de redéfinir le système de valeurs qui régira les relations internationales.

Quatre thèmes seront abordés : les objectifs communs de l'humanité (paix, biens publics mondiaux) ; l'évolution du droit international ; l'usage de la force et l'avenir de la démocratie qui montre à la fois ses limites dans les pays occidentaux tout en étant une aspiration forte pour de nombreux peuples, comme en ont témoigné les « printemps arabes ».

Contributions du Cercle des économistes

Pierre Jacquet • Philippe Trainar

Témoignages

Jean-Claude Trichet • Esther Dyson • Bernard Focroule
Jean-Marie Guehenno • Peter Seligman • Tidjane Thiam

Modérateur

Arlette Chabot

Revenir à la « grande politique »

Pierre Jacquet

Pourquoi poser la question du « nouveau système de valeurs » dans un colloque d'économistes consacré aux perspectives pour l'Occident ? Cette question conduit elle-même à deux autres interrogations : nos « valeurs », si tant est qu'elles puissent être définies, sont-elles aujourd'hui en question ? Et faut-il adopter une approche proactive en la matière, et comment le faire ?

■ Constat

Quatre éléments de constat amènent à se préoccuper de l'évolution des valeurs. Tout d'abord, la crise économique et financière qui s'est enclenchée à partir de 2007 montre les dangers économiques et sociaux d'un capitalisme livré à lui-même. Certes, le capitalisme est porteur d'une dynamique d'innovation et de prospérité, mais seules la régulation et l'intervention publique peuvent garantir que la collectivité y trouvera son compte dans la durée. En principe, le capitalisme en tant que tel n'est pas un système de valeurs ; il est compatible avec plusieurs systèmes différents, comme le montrent les évolutions des sociétés et politiques américaine, française, allemande, ou encore chinoise. L'interaction culturelle, l'échange d'idées, de marchandises, de services ou de capitaux ou la mobilité internationale des personnes favorisent la communication entre des systèmes de valeurs différents. Bien plus, les « gains de l'échange » chers aux économistes trouvent leurs fondements dans la différence : différence de technologies, de dotations en facteurs de production, de goûts des consommateurs, etc. Mais c'est aussi la raison pour laquelle les valeurs collectives doivent sans arrêt être rappelées et confortées, puisque le système économique lui-même n'en est pas le garant spontané. De même, l'économie est une boîte à outils dont la mission

n'est pas de défendre telle ou telle valeur, mais plutôt d'informer les décideurs de l'efficacité et des coûts comparés de différentes options pour poursuivre leurs objectifs. L'analyse économique postule les fonctions d'objectif, elle n'a pas pour essence de les déduire d'une réflexion normative. C'est donc un déficit politique beaucoup plus qu'un déterminisme économique qui a contribué à laisser se développer les excès récemment constatés.

Deuxième élément de constat, la montée en puissance des grands pays émergents, acteurs dorénavant majeurs de la gouvernance mondiale dans tous ses aspects, accroît la friction potentielle entre des systèmes de valeurs différents. On attend de ces pays qu'ils s'ajustent à l'ordre international que les pays industrialisés ont peu à peu constitué, alors qu'ils ont aussi vocation à le façonner. On a donc besoin d'un système international qui organise cette friction potentielle, d'une façon qui ressemble à l'approche de «reconnaissance mutuelle» développée dans le cadre de l'intégration européenne : une connaissance respective approfondie et un socle minimal d'harmonisation conjugué à l'acceptation des différences. Il s'agit de l'un des principaux défis de la gouvernance mondiale. Il s'agit en quelque sorte de faire de la différence non pas une source de tension, mais l'une des richesses essentielles d'un système fondé sur l'interdépendance mondiale.

Le troisième élément de constat concerne l'importance déterminante des enjeux collectifs mondiaux, comme le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, les nouvelles pandémies, la contagion des crises financières, etc. Dans la plupart des cas, la réponse est à trouver dans une action collective internationale impliquant tous les pays. Mais ces derniers n'accepteront d'entrer dans une telle action collective que si les engagements que cela implique sont acceptables au niveau national. Comme il s'agit de problématiques nouvelles, dont les implications économiques et sociales sont potentiellement considérables et pour lesquelles les meilleures approches restent à identifier, l'information sur les différentes options et leurs avantages et inconvénients respectifs est encore très incomplète. Cela pousse à tester avant de s'engager. Jamais le lien entre politiques nationales et gouvernance mondiale n'aura été aussi dense.

Enfin, le dernier élément de constat renvoie au rôle des États et à l'exercice des politiques publiques : les gouvernants n'ont pas ou plus la maîtrise exclusive de l'action publique ; leur efficacité dépend de leur capacité à définir et faire partager des objectifs collectifs et sociaux, à exercer le leadership nécessaire au fonctionnement de la démocratie et à catalyser l'action d'une multitude d'acteurs, dans un contexte d'interdépendance internationale accrue. La politique publique, qu'elle soit nationale ou doive s'exercer dans le cadre de la coopération internationale, apparaît ainsi davantage comme une question

fondamentale de management, parfois hiérarchique mais essentiellement transversal et incitatif : la définition de valeurs communes, la vision, le sens de l'écoute, la fixation des objectifs et la capacité de les faire partager sont ainsi devenus des facteurs de réussite beaucoup plus fondamentaux que la seule expertise technocratique. Mais le rôle des entreprises et des différents représentants de la société civile est devenu déterminant.

■ Enjeux

Le « nouveau système » de valeurs doit ainsi gérer l'interdépendance entre individus, entre entreprises et entre nations. Or, le déficit du « politique » empêche aujourd'hui de faire de l'interdépendance une richesse à préserver, et en accentue au contraire les dimensions conflictuelles. La « petite » politique a dorénavant pris la place de la « grande ». Ce que l'on appelait « grande politique » (*high politics*) dans une tradition hobbesienne renvoyait aux conditions fondamentales de sécurité des États et fondait de fait, en particulier pendant la Guerre froide, le cadre de gestion de l'interdépendance globale. Pendant la Guerre froide, il aurait été par exemple hors de question de laisser les escarmouches économiques, financières ou commerciales (*low politics* ou « petite politique ») mettre en danger la cohérence des grands systèmes d'alliance. Mais on a fini par prendre la « grande politique » pour acquise, et, depuis la fin de la Guerre froide, le système est orphelin d'une mise à jour nécessaire des grands principes de la sécurité internationale. Les institutions internationales, Nations Unies, Banque mondiale, FMI, OMC, ont permis de gérer crises et quotidien et d'éviter que le système se délite, mais elles ne peuvent se substituer à une réflexion profonde sur la mondialisation que l'on souhaite et les grands principes de gouvernance globale. Elles entretiennent aussi un confort illusoire dans la possibilité de traiter les grandes questions du moment dans une continuité institutionnelle faite d'adaptations successives et maîtrisées.

Or, l'articulation des objectifs nationaux et internationaux relève de la grande politique. Il ne faut pas la laisser déterminer par le seul jeu des forces dites « de marché », comme si ces dernières étaient porteuses des valeurs individuelles et collectives. Les réactions souvent égoïstes à la succession de crises que nous connaissons – tentation protectionniste ou de repli sur soi, critiques nationalistes voire xénophobes, crainte de la différence, hostilité aux flux migratoires – confirment l'importance de rappeler les valeurs essentielles d'humanisme, d'ouverture, de respect de la diversité, de solidarité. Le débat nécessaire sur la gouvernance mondiale devrait commencer par affirmer ces valeurs et par réfléchir aux conditions nécessaires pour les préserver et les approfondir. C'est de la « grande politique », à laquelle ni les « marchés » ni le

traitement de mesquines escarmouches ne conduiront spontanément. C'est un rôle essentiel pour le G20. Cependant, ce dernier semble enfermé dans une logique technocratique de «recherche de solutions» à grands renforts médiatiques. Outre le danger permanent de conduire à une déception amplifiée par les medias, cette approche n'est pas adaptée aux enjeux que nous venons de discuter : la priorité d'une enceinte comme le G20 consiste à débattre des valeurs communes et du système de gouvernance susceptible de les affirmer, et donc d'assumer le rôle de leadership politique, au sens de la grande politique, qui aujourd'hui fait défaut.

Le monde occidental : unité ou diversité ?

Philippe Trainar

Le monde occidental se pense lui-même à la fois comme unité et comme diversité. C'est son projet qui fait son unité, un projet qui fait reposer son identité sur un principe, la liberté, et une institution, la démocratie. De ce point de vue, le monde occidental se conçoit non point tant comme un projet limité à certaines frontières géographiques que comme un idéal universaliste : c'est un projet sans rivage. Mais, le projet de liberté du monde occidental repose aussi sur l'affirmation du principe de diversité, auquel des principes comme celui de subsidiarité vont se rattacher. Il s'agit en quelque sorte d'une conception fédérale de la liberté où la diversité est l'expression même de la liberté. «Enrichissons-nous de nos différences mutuelles» recommandait le poète Paul Valéry. Dans la conscience que le monde occidental a de lui-même, la réponse est donc claire : le monde occidental est unité et diversité ou, pour être plus précis, unité dans la diversité.

Mais il faut se demander si l'histoire récente ne met pas à mal ces deux piliers du projet. Vu de l'autre rive du monde, le monde occidental est très souvent perçu comme contradictoire dans son projet hérité des Lumières.

Pour les uns, le monde occidental n'a toujours pas maîtrisé sa diversité qui le menace d'implosion, loin des rêves unitaire et identitaire. L'histoire de l'Europe qui n'a pas réellement réussi à s'affirmer au plan politique et à créer les institutions fédérales, ou confédérales, dont les pères fondateurs de l'Europe rêvaient semble parfaitement illustrer cette contradiction. Les difficultés à gérer la crise de la zone euro et l'incapacité à dépasser les intérêts à courte vue des gouvernants la confirment. De ce point de vue, l'Europe peut apparaître aujourd'hui comme un navire, tout juste sorti de la baie protégée, notamment

par l'OTAN, dans laquelle elle a vécu depuis la fin de la seconde guerre mondiale et affrontant, sans pilote et carte de navigation, les océans déchaînés de la recomposition du monde, avec ses nouveaux tyrans, ses fanatismes religieux, un pourtour de la Méditerranée en flamme. Inutile de dire qu'il faut plus que la seule déclaration des droits de l'homme et quelques bonnes intentions pour manœuvrer efficacement dans un monde menacé d'implosion par la crise économique et ses répercussions sociales, politiques et religieuses.

L'Europe peut donner l'impression d'une pure utopie dont les jours seraient comptés, maintenant que les derniers vestiges de la guerre froide s'effacent, que les Etats-Unis semblent en passe d'assurer leur indépendance énergétique, que la Chine émerge à grande vitesse sur la base d'une stratégie strictement réaliste, que le monde musulman est décidé à porter ses conflits et ses espoirs sur le théâtre du monde. «L'Europe est de Vénus» disait le spécialiste des relations internationales Robert Kagan. Les débats sur l'entrée de la Turquie au sein de l'Europe donnent la mesure des incertitudes de l'Europe sur elle-même et de sa difficulté à se projeter au plan géostratégique. L'alliance atlantique est naturellement affectée par cette situation de son pilier européen. Il a du mal à définir un partenariat crédible entre les deux rives de l'Atlantique, qui survive aux turbulences à court terme du monde. Il a du mal à définir sa propre identité et ses frontières. Le monde occidental apparaît dès lors comme un monde à la dérive quand le reste du monde se pense et agit en fonction de trajectoires très précises.

■ Pour le reste du monde, le monde occidental n'a rien appris du passé

Pour les autres, le monde occidental n'a rien appris du passé et reste fermé à toute diversité autre que lui-même. Il pense toujours qu'il est la source de toute valeur, que sa démocratie parlementaire est la recette unique à tous les problèmes dans le monde, que sa vision des droits de l'homme est la mesure de toute chose. L'Asie s'insurge devant ce mépris de la culture confucéenne, l'Afrique s'étonne d'une démocratie qu'elle considère comme ethnocentrique, le monde musulman y voit un des derniers avatars de l'idéologie des croisades. De leur point de vue, le monde occidental n'a peut-être pas une conscience claire de ce qu'il est, de son unité, mais cela parce qu'au fond, de façon inconsciente, il n'a pas changé et ne veut pas s'avouer qu'il n'a pas changé, alors que le reste du monde a totalement changé et que la montée des BRIC et des émergents ainsi que la croissance nouvelle de l'Afrique forcent le monde occidental à la défensive. Il reste un club privilégié qui cherche à conserver sa domination économique et politique du monde, que ce soit à travers les idéologies néo-conservatrices qui visent à assurer la police du monde en fonction de leurs intérêts ou les idéologies redistributives qui cherchent à réallouer la richesse

en fonction des intérêts exclusifs de leur clientèle occidentale, smicards ou Rmistes. Les débats sur le changement climatique ou sur le protectionnisme social illustrent bien cette fracture du monde. De ce point de vue, l'Europe et le monde occidental sont perçus comme une unité ou plutôt une solidarité qui nie toute diversité et qui veut s'imposer, que ce soit par la force ou par les sanctions économiques.

Cette vision du projet occidental comme un projet contradictoire ne manque pas d'une certaine vérité. Hegel y verrait probablement une des ruses de la raison dans l'histoire et l'illustration de la nature fondamentalement dialectique de l'histoire du monde occidental. Pourtant, elle fait aussi l'impasse sur des pans importants, pensés ou impensés, du monde occidental. En effet, l'alliance de l'unité et de la diversité dans le projet occidental repose sur trois institutions fondamentales :

– **La liberté de pensée et de parole** tout d'abord : elle est à l'origine du monde occidental tel que nous l'entendons et qui est déjà solidement établi au XVIII^e siècle avec la République des lettres, la République des sciences... qui constituent des républiques sans frontières ; ceci conduit à souligner une dimension fondamentale du monde occidental, le dépassement des frontières nationales qui est intrinsèque au projet *ab initio* ; il n'est pas surprenant que les formes les plus outrancières du nationalisme aient voulu supprimer cette liberté de pensée et de parole transfrontière, globale avant l'heure.

– **Le marché** ensuite : le marché est une unité, l'unité d'un système dans lequel tous les agents sont interdépendants ; violemment critiqué par l'intelligentsia occidentale, il n'en demeure pas moins que le marché et son extension progressive à l'ensemble du monde restent une des dimensions fondamentales du projet du monde occidental ; c'est que le marché est une force d'intégration dans la diversité : seule la diversité possède une valeur d'échange mais dès lors que j'échange je m'intègre à un système, le système des échanges, qui repose à la fois sur la subsidiarité et sur la spécialisation, c'est-à-dire sur le fait que j'ai une identité en tant que producteur et consommateur et que je dois, en même temps, faire confiance à l'autre qui a lui aussi une identité en tant que producteur et consommateur ; ce n'est donc pas par hasard, ou par malheur, que l'Europe et le monde se sont construits sur la base de l'extension des règles de marché.

– **L'ordre international** enfin : certes, le monde occidental est et reste un monde national à la base, qu'il nous suffise de rappeler le rôle de la décolonisation comme moment essentiel dans la définition du projet du monde occidental après la Seconde Guerre mondiale ; mais, en même temps, dès qu'il commence à poindre, il cherche à dépasser le monde national avec tout d'abord l'affirmation

d'un droit international qui limite le pouvoir des nations, dans les traités de Westphalie, puis la tentative de création d'un ordre international, principalement à la suite des deux guerres mondiales, grâce à la construction d'ensembles régionaux (Union européenne) et d'ensemble mondiaux (Nations Unies) ; cette construction internationale est intrinsèque au monde occidental ; ce qui, en revanche, a été et demeure extrêmement difficile pour le monde occidental, c'est le passage d'un ordre international à un ordre (con)fédéral, car ce passage suppose une prise de conscience « nationale » nouvelle comme cela a été le cas avec l'unité italienne ou l'unité allemande ; et, c'est le défi de l'Europe.

■ Un projet en mouvement

Le monde occidental repose sur un projet qui pense, repense et approfondit le mariage dialectique de l'unité et de la diversité. Ce n'est pas la même unité que nous avons en vue aujourd'hui et que nous visions hier. Ce n'est pas la même diversité que nous recherchons aujourd'hui et que nous avons acceptée hier. Au fond, et c'est probablement une des caractéristiques fondamentales du projet occidental, c'est un projet en mouvement, dont le monde occidental voit l'évolution comme linéaire tandis que le monde non occidental le voit comme contradictoire et attaché à la seule défense des intérêts propres du monde occidental. C'est en outre un projet sans rivage, au sens d'un projet progressiste selon la perception que le monde occidental en a, et inachevé selon la perception du monde non occidental. C'est donc fondamentalement un projet intégrateur, qui, selon le point de vue que l'on adopte, peut être considéré comme positif ou comme négatif. Mais, il faut bien voir que ce qui a vocation à être intégré par ce projet, ce sont des nations conscientes d'elles-mêmes et c'est là probablement une de ses limites principales car de nombreuses nations, notamment parmi celles issues de la décolonisation, ne sont pas nécessairement des nations conscientes d'elles-mêmes et n'ont probablement pas de raison de le devenir à court-moyen terme. Beaucoup des difficultés et des quiproquos dans les relations du monde occidental avec le monde non occidental viennent de là.

La crise économique et financière exacerbe aujourd'hui les tensions internes au projet du monde occidental, tout au moins dans l'acception qu'on en a aujourd'hui, sachant que celle-ci peut encore évoluer significativement dans l'avenir. Notamment, elle met à rude épreuve deux des institutions fondamentales du monde occidental : le marché, parce qu'il est perçu comme la cause de la crise (même si les politiques publiques ont aussi joué un rôle déterminant), et l'ordre international, parce que les gouvernements peuvent être tentés par la solution de facilité court-termiste du protectionnisme. La crise de 1929 a abouti à l'éclatement puis la conflagration du monde. La crise actuelle constitue un

véritable défi pour le monde occidental, défi intérieur tout d'abord si l'équilibre entre unité et diversité devait être rompu, défi extérieur ensuite si le repli sur soi devait conduire à des explosions nationalistes ou à la mise en place de grands ensemble agressifs. En fait, plus que jamais, le monde occidental a besoin de trouver la juste balance entre unité et diversité pour contribuer positivement à la sortie de crise.

Histoire et valeurs émergentes

Jean-Claude Trichet

Ancien Président de la Banque centrale européenne

Nous sommes en train de voir émerger des valeurs sur lesquelles nos démocraties insistent particulièrement. Certaines sont nouvelles, d'autres anciennes. Je les interprète comme étant le fruit des changements structurels extrêmement profonds et rapides que nous observons dans le monde, du fait de la mondialisation, des progrès de la technologie, du succès des pays émergents et de la crise des pays avancés – qui d'ailleurs n'est que l'ultime crise des pays souverains dans le monde, puisque nous avons eu celle des pays d'Amérique Latine, de l'ensemble de l'Afrique et du Proche-Orient, de l'Asie... Vu sous cet angle, c'était donc le tour des pays avancés, et il est tout à fait normal que ceci s'ajoutant aux bouleversements mondiaux, nous voyions émerger des valeurs issues de cette période historique extrêmement exigeante.

► Huit maîtres mots

Pour l'ensemble de nos démocraties, je résumerais les valeurs émergentes en huit maîtres mots. Il y a bien sûr des dimensions propres à chaque culture. Mais dans tous les pays avancés, je vois émerger le maître mot de «citoyen», accompagné d'une nouvelle et forte exigence pour que les décisions dans toutes nos démocraties soient beaucoup plus proches de nos concitoyens. Je vois les mots «justice», «solidarité» et «responsabilité», sur lesquelles l'insistance est très grande, et ce dans toutes les cultures. Nous avons l'habitude, ici à Aix, d'opposer la culture continentale et la culture anglo-saxonne ; il s'agit désormais d'un mouvement absolument général et très puissant. Je vois également émerger l'idée de «long terme», de durabilité, de développement durable, qui est également généralisée. Enfin, émergent

les idées de «transparence», de «prudence» (de prévention des crises, de précaution), et bien entendu de «gouvernance».

► **Long terme, transparence et prudence**

Ces valeurs, qui émergent avec force dans nos démocraties, doivent toutes s'appliquer, en dernière analyse, au fonctionnement politique des grandes démocraties avancées. Il me semble que les quatre dernières valeurs que j'ai mentionnées sont également nécessaires dans le domaine économique et financier. Le «long terme», par opposition au *short-termism*, est un thème récurrent chez nous ces dernières années et il est maintenant reconnu comme fondamental. Dans le monde anglo-saxon, on dirait *equity versus debt, long-termism versus short-termism*, absolue nécessité de raisonner à long terme. La crise a rendu le thème de la «prudence», du renforcement des règles prudentielles, de la concentration des efforts de prévention des crises systémiques, absolument nécessaire dans le monde économique et financier. Le maître mot de «transparence» est applicable et appliqué à la fois à toutes les dimensions de nos démocraties politiques et, tout particulièrement, au monde économique et financier, qu'il s'agisse du secteur privé ou des autorités publiques.

► **Vous avez dit «gouvernance» ?**

J'en viens enfin au maître mot de «gouvernance», que l'on retrouve désormais comme une exigence universelle de «bonne gouvernance». Le Groupe des Trente a lancé des travaux sur la gouvernance des *financial corporate* en proposant de très substantielles améliorations. Bonne gouvernance de l'ensemble des entreprises ; bonne gouvernance de l'ensemble des entités individuelles et collectives, privées et publiques – avec cette absolue nécessité, au niveau public, de dépasser le monde westphalien et d'accompagner l'émergence d'un monde «post westphalien» dans lequel une partie de la souveraineté est exercée à un niveau supranational permettant la bonne gouvernance des entités nouvelles qui émergent au niveau continental et mondial. C'est évidemment essentiel pour les Européens, puisque ce sont eux qui, au niveau continental, sont de très loin les plus avancés dans le concept de gouvernance supranationale. Cela tient à la crise, mais pas seulement : crise ou pas, je crois que nous avons toutes les raisons, au bout de treize ans de fonctionnement de l'euro, d'opérer un bond qualitatif vers une gouvernance beaucoup plus fédérale. On peut désormais, comme le relevait Valéry Giscard d'Estaing, prononcer le mot «fédération européenne» sans choquer, ce qui n'était pas le cas

auparavant. Cette prise de conscience est commandée à la fois par la leçon des treize premières années de l'euro, indépendamment de la crise, et par la crise elle-même qui a joué le rôle d'un révélateur.

Ce qui est vrai de l'Europe l'est également des autres grandes économies avancées. Toutes ont besoin de se réformer et de s'engager dans la voie d'une meilleure gouvernance. L'un des signes indiquant sans équivoque que les grandes économies avancées ont un comportement anormal se trouve dans les bilans de leurs banques centrales. Toutes les banques centrales dans le monde avancé se sont engagées dans des mesures non standard. Les bilans des banques centrales des pays avancés ont considérablement augmenté depuis le début de la crise financière en août 2007. En termes de pourcentage du produit intérieur brut, cette augmentation a représenté plus de 11% à 12% du PIB aux États-Unis et dans la zone euro, environ 16% dans le Royaume-Uni et plus encore au Japon. Ces augmentations considérables sont dues aux mesures «non standard» prises par les banques centrales depuis la crise.

L'une des questions les plus importantes aujourd'hui est de rétablir un fonctionnement beaucoup plus satisfaisant de l'économie des pays avancés. Le fait que dans toutes ces économies, les banques centrales doivent se substituer à des acteurs privés défaillants pour assurer elles-mêmes une intermédiation financière représentant plus de 11% à 12% du PIB signale l'existence d'une crise profonde. En Europe, il faut que nous progressions résolument en matière de gouvernance économique et budgétaire : c'est un impératif de la situation. Il s'agit de faire une avancée décisive vers l'union politique, et je plaide moi-même pour l'établissement de ce que j'appelle une «fédération économique et budgétaire par exception».

► **Être optimiste sans complaisance**

J'ai entendu il y a un instant que l'Europe avait tendance à s'auto-dénigrer. Je crois que c'est profondément vrai. Je vais vous donner un exemple frappant. Je pense que 95% de l'audience ne connaît pas, ne peut même pas imaginer, que les chiffres que je vais donner sont exacts. Combien d'emplois avons-nous créé dans la zone euro depuis la création de l'euro (1^{er} janvier 1999) jusqu'à la fin de l'année dernière (31 décembre 2011) ? 14,5 millions. Combien d'emplois a-t-on créé aux États-Unis dans exactement la même période de treize années ? 8,5 millions. Nous ignorons ces chiffres et nous nous considérons comme gravement défaillants. Mais c'est un professeur américain, M. Moravcsik¹, qui nous disait : «Vous êtes beaucoup trop pessimistes sur vous-mêmes».

1. Voir page 682.

Je crois que c'est vrai. Cela dit, ce serait évidemment une erreur très grave que d'être complaisants. D'abord, nous n'avons pas de quoi être fiers de nos résultats en matière d'emplois et de lutte contre le chômage. Ensuite, nous avons le triste privilège d'être à l'épicentre de la crise mondiale des risques souverains dans les pays avancés. Cela nous donne des responsabilités considérables, non seulement pour nous-mêmes mais aussi vis-à-vis de l'ensemble de l'économie mondiale qui est influencée négativement par notre crise. Nous, Européens, devons tous être extrêmement actifs et conscients du fait que nous écrivons en ce moment non seulement notre propre histoire mais aussi, d'une certaine manière, une partie de l'histoire du monde.

► **Économistes, au travail !**

Je m'adresse pour finir aux économistes éminents qui nous entourent : la recherche économique, au sens scientifique du terme, doit être intensifiée dans le domaine de la compréhension des propriétés du nouveau monde économique et financier dans lequel nous sommes. J'ai eu l'occasion de dire que j'avais eu le sentiment, après la banqueroute de Lehman Brothers, que nous avions été « abandonnés » par l'analyse économique traditionnelle. Non seulement la menace, grave et immédiate, d'un effondrement total de l'ensemble du système financier n'avait pas été anticipée, mais la rapidité de la transmission du choc dans l'ensemble des économies des pays avancés – il s'agissait de quelques demi-journées – n'était en rien expliquée par les modèles utilisés. J'ajoute qu'aucun modèle existant non plus ne pouvait rendre compte de la « chute libre » de l'économie réelle qui s'est poursuivie sur trois trimestres entiers, après l'événement Lehman Brothers.

Si les Banques centrales, et immédiatement après les gouvernements, n'étaient pas intervenus aussi rapidement et aussi audacieusement, nous aurions eu la pire dépression depuis la deuxième guerre mondiale – peut-être même la pire depuis la première guerre mondiale. Nous avons expérimenté, à notre corps défendant, des phénomènes économiques et financiers nouveaux, sans précédent, qui demandent à être totalement compris. Ceci suppose que la recherche économique s'engage résolument dans des voies nouvelles susceptibles d'élucider les propriétés émergentes des économies intégrées nées de la globalisation, de l'ouverture générale des marchés et des progrès considérables réalisés par les technologies nouvelles de l'information et de la communication.

Sermon pour un dimanche pas ordinaire

Jean-Marie Guéhenno

Université de Columbia

Qu'on parle du système international dans le cadre d'un séminaire ou qu'on soit dans une conférence de marchands de vin, une conférence qui se respecte doit aujourd'hui parler des valeurs. Notre session est, d'une certaine manière, comme le plateau de fromage avant le dessert. Si on était cynique, on verrait dans cette présence nouvelle des valeurs une sorte de décoration bourgeoise, à la manière du XIX^e siècle où un dîner bien pensant ne se concevait pas sans la présence d'un général et du curé ami de la famille. Je suppose donc que ce matin, je suis le curé ami de la famille.

Je crois en fait que c'est plus que cela et que le sujet mérite d'être pris au sérieux. Pour le démontrer je vais m'efforcer de répondre à deux questions :

1. Pourquoi cet intérêt accru pour les valeurs ?

2. Pourquoi, si le sujet est important, fait-on aussi peu de progrès en la matière ? Pourquoi les banalités bien-pensantes restent-elles la règle et comment faire mieux ?

► Deux raisons de fond à l'intérêt accru pour les valeurs

La première est un cliché, mais un cliché qui représente une réalité : le brassage du monde, autrement dit la mondialisation, fait circuler les hommes et les idées, ce qui dérange l'horizon familial auquel un monde plus statique et plus dominé par la géographie nous avait habitués, je pense ici au thème de l'émigration. Si on ajoute à cela les communautés virtuelles que permet l'Internet, on comprend pourquoi notre rapport aux autres humains est

bouleversé. Dans le monde réel, nous sommes tous les jours surpris par des voisinages que nous n'avons pas choisis ; dans le monde virtuel, il nous est de plus en plus possible de vivre dans des bulles qu'on pourrait qualifier de narcissiques et où nous ne rencontrons que ceux qui nous ressemblent. Autrement dit, alors que nous avons grandi dans des communautés héritées, nous vivons de plus en plus dans des communautés choisies. Et ce choix est lourd à porter : il pose avec acuité la question des valeurs. Par exemple, quand nous parlons de solidarité, quel est le cercle de la solidarité ? Est-ce la région ? La nation ? L'Europe ? Est-ce que ça va plus loin ? On parle beaucoup de la solidarité avec la Syrie ; qu'est-ce que ça veut dire aujourd'hui ? Quelle est la communauté dont nous nous sentons solidaires ?

Deuxième raison de cet intérêt accru pour les valeurs : le triomphalisme vaniteux avec lequel nous avons géré la chute du communisme soviétique. Nous avons voulu y voir le triomphe d'une vision du monde alors que c'était d'abord la défaite d'un système économique ; et nous avons prétendu que, parce que nous étions plus efficaces, nous serions plus justes. J'emploie le mot «juste», et Jean-Claude Trichet vient de rappeler tout à l'heure l'importance du mot «justice» ; je crois qu'effectivement cette notion est au centre de la question.

Optimisation des prix, optimisation des choix démocratiques – les mêmes instruments théoriques ont justifié les fondamentalistes du marché et ceux de la démocratie post-historique. Mais la crise commencée en 2007 a pulvérisé ces certitudes. L'efficacité est mise en doute, et l'efficacité, pas plus que l'homme de Protagoras², ne peut être la mesure de toute chose. Dans un monde qui n'est pas régi par la simple optimisation des choix individuels, dans un monde où il doit y avoir du collectif, où il y a des rapports de force collectifs à l'intérieur des nations et entre les nations, la question des valeurs est posée et ne peut pas être réglée par des automatismes d'équations mathématiques. De sorte qu'aujourd'hui on comprend mieux pourquoi les valeurs sont devenues le refuge des déçus de la politique, et ce aussi bien pour les extrémistes de l'Islam radical que pour les militants des ONG humanitaires, qui me pardonneront de les mettre dans le même sac, pour un instant, que les djihadistes qui se font sauter.

La rédemption individuelle l'emporte sur le projet politique, jugé trop compliqué et trop compromettant, parce que par construction la politique est l'art de concilier de bons objectifs partiellement incompatibles. Et cette conciliation n'est possible que si l'intérêt commun, que si le sentiment

2. Sophiste grec du V^e siècle avant J.-C. «L'homme est la mesure de toutes choses : de celles qui sont, du fait qu'elles sont ; de celles qui ne sont pas, du fait qu'elles ne sont pas.»

d'appartenir à une communauté est suffisamment fort pour faire accepter ces compromis. Si ce sentiment faiblit, il est évidemment beaucoup plus confortable de s'enfermer dans l'absolu d'une cause particulière, et c'est ce qu'on voit de plus en plus.

► **Pourquoi fait-on si peu de progrès ?**

Nous approchons la question des valeurs comme s'il s'agissait de donner un supplément d'âme à la politique, alors que le problème essentiel n'est pas celui des valeurs mais, comme le disait Pierre Jacquet, celui de la politique. Le succès des figures protestataires, de Mère Teresa à Stéphane Hessel, est à cet égard révélateur de cette fuite hors du politique. Le culte des saints est toujours caractéristique des périodes de crise du politique. Avec l'atténuation progressive d'affrontements politiques définis en termes de conflits d'intérêts collectifs, de conflits de classe, les politiques – qu'on appelle désormais les élites précisément pour ne plus parler de classe, de rapport de pouvoir – ont cherché à légitimer leur pouvoir par le savoir. Je crois que c'est une approche dangereuse et qui se retourne aujourd'hui contre eux, contre nous tous, les «élites». Les politiques ont dépolitisé la politique. Ils sont aujourd'hui perçus comme n'ayant ni un savoir aussi sûr qu'on l'imaginait, ni valeurs. Ce n'est donc pas une très bonne situation.

► **Comment peut-on faire mieux ?**

Il faut aujourd'hui avoir le courage de séparer logique du savoir et de l'expertise d'une part, logique de la politique et des valeurs d'autre part. Il faut admettre que le «bon gouvernement», pour employer une expression médiévale, doit faire sa place au savoir sans prétendre que le savoir règle la question des valeurs. Je crois que nous sommes dans une période de transition. On commence à reconnaître l'importance d'autorités indépendantes fonctionnant selon une logique du savoir, de l'expertise – et la présence de Monsieur Trichet, ancien Président de la Banque centrale européenne, est une illustration de cette transition en cours. On reconnaît l'importance de ces autorités un peu comme, il y a quelques siècles, on a reconnu l'importance de l'indépendance de la justice, qui n'émanait plus simplement du roi. Cela suppose que la politique se recentre sur des valeurs, et je crois qu'elle commence en effet à le faire. Mais elle peut le faire de façon très dangereuse, obscurantiste, en soumettant le savoir à des choix de valeurs. Je vis la plupart du temps aux États-Unis et je vois comment les *boards of education*, qui sont des organes politiques, se mêlent désormais de la fabrication des manuels scolaires dans certains États : ce n'est pas

toujours rassurant. Le risque de glisser vers des fondamentalismes existe. Ou alors, la politique peut avoir le courage de définir les limites de la politique mais, à l'intérieur de ces limites, présenter dans la transparence des choix de valeurs.

Pour conclure, je dirai un mot sur ce qui me paraît être une difficulté si on va dans cette direction. La confusion entre les différents types de légitimité – celle du savoir et celle des valeurs – avait l'avantage de brouiller les différences profondes de valeurs qui existent encore à l'intérieur du monde. Si on va vers une distinction plus claire, la discussion entre les grands ensembles – je pense d'abord à la discussion entre les ensembles occidentaux, l'ensemble chinois et les nouvelles puissances émergentes – sera plus difficile. Parce qu'aujourd'hui il n'y a pas de communauté internationale au sens fort du terme, et que la définition « scientifique » d'intérêts communs ne suffira pas à créer un espace politique commun. Aujourd'hui, les valeurs divisent le monde plus qu'elles ne le rassemblent.

Que nous disent les artistes ?

Bernard Focroulle

Festival d'Aix-en-Provence

Que nous disent les artistes ? Que nous disent leurs œuvres ? L'art et la culture ont-ils une pertinence face à l'ampleur de la crise, à l'inquiétude suscitée par l'état du monde ? Dans son brillant essai intitulé *Le dérèglement du monde*, Amin Maalouf écrit : « De la crise morale de notre temps, on parle quelquefois en termes de « pertes de repères », ou de « perte de sens » ; des formulations dans lesquelles je ne me reconnais pas, parce qu'elles laissent entendre qu'il faudrait « retrouver » les repères perdus, les solidarités oubliées et les légitimités démonétisées ; de mon point de vue, il ne s'agit pas de « retrouver », mais d'inventer.

► Mutation

Inventer, créer, voilà des notions qui sont au centre de toute activité artistique. Les formes et les enjeux de la création artistique semblent toutefois en pleine mutation. Au vingtième siècle, les avant-gardes ont multiplié les exemples de ruptures avec les traditions. Aujourd'hui, il semble que ce que les artistes très créatifs nous offrent de plus prospectif, c'est une prodigieuse capacité d'inventer, non plus en rupture, mais bien à partir des traditions les plus diverses, des plus proches aux plus lointaines ou aux plus anciennes.

N'avons-nous pas vu Robert Lepage s'emparer des techniques millénaires des marionnettes d'eau vietnamiennes pour mettre en scène *Le Rossignol* de Stravinsky ? N'avons-nous pas vu Peter Brook, Michael Hanneke ou Dmitri Tcherniakov relire chacun à leur manière *Don Giovanni*, à la lumière de leur héritage culturel propre ? *Written on skin*, le nouvel opéra de George Benjamin dont la création mondiale vient d'avoir lieu à Aix est inspiré d'un

conte occitan du XIII^e siècle. Le texte de Martin Crimp et la musique de George Benjamin nous proposent une confrontation passionnante entre le temps présent et le Moyen Âge, entre des anges cyniques et ténébreux sortis de l'univers de Walter Benjamin et des êtres humains intemporels dont la violence des passions amoureuses nous atteint avec une force inouïe.

Inventer aujourd'hui, c'est donc moins prétendre à créer de toutes pièces, qu'à déplacer les contraintes, à choisir de nouvelles perspectives, à redécouvrir sur ce que nous pensions déjà si bien connaître et que nous voyons d'un regard neuf.

Arrêtons-nous un instant sur l'apparente contradiction entre la solitude de tant d'artistes authentiques, et leur immense capacité empathique.

► Solitude et résistance

La voie de la création emprunte très souvent un chemin solitaire. Solitude de Paul Cézanne, en son temps. Solitude de Gao Xing Jian, d'Imre Kertesz, d'Omar Pamuk, grands témoins de notre temps. Résistance de la part de l'artiste chinois Ai Weiwei, ou de l'écrivain algérien Boualem Sansal, et de tant d'autres, partout dans le monde.

Cette posture courageuse et souvent solitaire est-elle aussi celle des stars du marché ? La virtuosité et le marketing ne suffisent pas à faire les très grands artistes ! On peut se demander si le marché ne nous égare pas, et si les artistes les plus « nécessaires » pour éclairer notre temps ne se situent pas plutôt dans l'ombre, notamment dans les pays qui échappent aux feux des projecteurs médiatiques.

Cette solitude et cette résistance qui fondent la position de tant d'artistes n'excluent en rien une grande capacité d'empathie. Depuis la préhistoire jusqu'aux grands concerts rock, l'art repose sur l'empathie. Ce qui est neuf aujourd'hui, c'est la force des rencontres et des créations entre artistes provenant de cultures différentes. Voyons avec quelle maîtrise des artistes orientaux s'approprient la culture musicale occidentale, ou vice et versa. Voyons avec quelle créativité des artistes originaires de tous les continents, de Yo Yo Ma à Peter Sellars ou Alain Platel se consacrent à des créations interculturelles qui ne se contentent pas de répéter les traditions, mais se construisent dans le dialogue, font bouger les formes artistiques traditionnelles, et leur donnent un sens nouveau.

Ces identités-là sont tout sauf meurtries ou meurtrières ! Elles sont multiples, mouvantes, ouvertes, créatives. Au lieu de craindre les différences, elles s'en nourrissent. Au lieu de rejeter l'autre, elles l'accueillent. Un peu partout,

nous voyons se développer des initiatives qui auraient été inimaginables il y a cinquante ans : je pense au travail de Daniel Barenboim avec son Divan Orchestra, ou encore à ces centaines, ces milliers d'orchestres qui sont nés au Vénézuéla et se répandent comme une traînée de poudre à travers la planète, rassemblant enfants des favellas autour de Beethoven et Chostakovitch.

Tout récemment, nous avons eu l'occasion de vivre, à Aix et à Marseille, une aventure à la fois infiniment modeste et profondément émouvante : un petit groupe de femmes appartenant à la communauté comorienne de Marseille ont été invitées à créer avec leurs enfants et quelques musiciens du London Symphony Orchestra et de l'Orchestre des Jeunes de la Méditerranée un spectacle basé sur des berceuses comoriennes. Des berceuses qui transmettent aux enfants la mémoire des événements passés, y compris des souffrances et des massacres. Le spectacle, mis en scène et chorégraphié par Thierry Thieu Niang, a dépassé toutes nos espérances, tant sur le plan artistique que sur celui de l'émotion et du sens : dignité de ces femmes et de leurs enfants, émotion de ces racines culturelles retrouvées, force de la mémoire et de la transmission par la création artistique !

Ces voix des femmes, ces regards des femmes sur le monde nous sont plus nécessaires que jamais ! Notre culture a été dominée depuis des millénaires par le regard des hommes. Mais pouvons-nous comprendre le XX^e siècle dans le regard de Pina Bausch ou de Louise Bourgeois ? Pouvons-nous comprendre le XXI^e siècle sans prêter attention à cette sensibilité des grandes artistes contemporaines, telles qu'Anne-Teresa De Keersmaeker ou Katie Mitchell ?

Dignité. Courage. Résistance. Création. Solidarité. Respect de la diversité. Travail dans la durée. Conscience de la fragilité de la nature...

► Urgence

Telles sont quelques-unes des valeurs que les artistes nous proposent aujourd'hui. Si nous voulons refonder un monde sur ces valeurs, il y a urgence. Il faut investir dans la création artistique mais également dans le partage de cette création avec les couches les plus larges de nos populations, des plus jeunes aux moins jeunes, des temples de la culture aux quartiers et aux banlieues.

C'est ici que se croisent art et éducation, culture et démocratie, développement durable et équité. C'est ici aussi que se joue, tout simplement, la survie de l'humanité.

How will the People Govern themselves?

Esther Dyson

EDventure Holdings

I am going to talk, not about the values themselves, but about the context that is shaping the values of the people I spend most of my time with. Some of these people are on the Internet, some of them are on cell phones, and what that is now creating is a dramatic shift in the balance of power between individuals and all the institutions we have been talking about for the last few days. We would say in English, to some extent, “We don’t need no stinkin’ governance.” We are ourselves.

My Twitter name, @edyson, is described as “I occupy Esther Dyson,” so perhaps that gives you some sense of where I am coming from. I am not going to resolve the tensions. When these people all become individuals, empowered, how do they govern themselves? That is the question that is now facing a lot of the people in the Middle East. I will leave that to the rest of you.

► **Changing balances everywhere**

Regarding the changing balance of power, the first vision is clear. Everyone in Europe and the United States sees it. It is between consumers and big institutions, whether it is the press, the stores they buy things from, the manufacturers or whatever. What is also beginning to happen is that that same balance is shifting between employers and employees, not through unions but through people talking about their jobs, through people trading information and so forth. As examples of these shifting balances, I would like to focus on particular stories outside the US and Europe.

► **Earning money with a cell phone in Africa**

The cell phone is making a huge difference in Africa. It is often a means of entertainment in the developed world; it is something in addition to your Internet access. It is a piece of capital equipment in most of Africa. It turns consumers and recipients of aid into potential producers. These people are now economically empowered, and of course that makes them empowered in many other ways.

I am investing in companies that allow people to use cell phones to earn money by doing market research, by becoming marketers themselves, by sharing market information. Suddenly they are all active economic players and no longer simply passive.

► **Stories in Russia**

I spent a lot of time, not with the Russian oligarchs, but the upper middle-class, the software programmers, the start-up businesses, and people like that. Until two years ago no one wanted to discuss politics; it was boring, full of crooks and thieves or naive idealists, not practical business people. They were now economically empowered, wanted to get ahead, and did not want to deal with dirty politics. However, that has suddenly changed. The Soviet Union disappeared, and so did its economic system, but the value system, the habits of thinking, did not until a couple of years ago. The reason is not, for example, Facebook as an organising tool in the Middle East, but something different. Until recently the Soviet Government did everything; it produced the goods, it educated the people, it picked what they would buy, it chose their heroes, it produced their movies. The state did everything.

Now people are suddenly not only buying what they want and picking their heroes, but they are writing their own history. That is different from the media telling the truth; the people are now telling the truth about themselves. You have somebody on Facebook; he has an identity beyond his own individual circle. Your uncle, in the old days, would disappear, and you could not talk about him. Now, if somebody disappears he or she persists on Facebook. Nobody can be shut up, and that gives them an incredible sense of power and dignity. That is the Russian elite.

Finally, out in the Russian hinterlands, the villages, people are not quite as Internet savvy; they are behind the elite that matters so much to the Soviet power centre, but these people are changing too. Three days ago in Moscow I saw a software application; it is a map of a city, and it marks the

various projects in the city, then it shows what is to be built, who is building it, and who is building on the construction projects. Most Russians know the Government is corrupt, but they admire Putin; if Putin knew, this would not happen, just as if Stalin knew, this would not happen. However, if they see that it is not some guy in Moscow getting rich, but if they see that, in the park where someone was going to put in a playground set, suddenly there is no playground set, they want to know where the money went. They feel personally affronted, and with these new information tools, they feel personally empowered to demand change.

Those stories, to me, tell a huge amount, not about what is happening to the institutions but about what is happening to the people who are going to be picking the institutions that will govern them in the future.

Pour un dialogue global entre privé et public

Tidjane Thiam

Prudential

Je crois que c'est ma quatrième tentative pour participer aux rencontres économiques et j'ai finalement réussi. Je ne sais pas très bien de quoi ma présence est un indicateur, parce qu'en 2008, c'est la crise qui m'a empêché de venir, en 2009 aussi. Ensuite, échouer dans une tentative d'OPA de 35 milliards de dollars vous laisse un peu occupé, donc en 2010-2011 je n'ai pas pu venir non plus. Aujourd'hui, me voici ! Je ne sais pas si c'est une bonne ou une mauvaise chose, mais en tout cas je suis là.

Je vais essayer de m'en tenir à des choses pratiques et concrètes : Prudential est numéro 1 dans sept marchés asiatiques : en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, au Viêt-Nam, à Hongkong, à Singapour, etc., donc en Asie du Sud-est essentiellement, ce qui me met, au quotidien, en contact étroit avec les dirigeants asiatiques. Et je crois que j'en retire quelques observations.

► Le rôle du secteur privé a fondamentalement changé

Nous, les acteurs privés, avons tout bonnement changé d'échelle. Je citerai quelques chiffres : Prudential paie chaque mois plus de retraites que l'État britannique en Grande-Bretagne. Nous remplissons donc une fonction publique et sociétale extrêmement utile et directe. Avec 500 milliards de dollars d'actifs à notre bilan, nous ne sommes pas la plus grosse entreprise du monde, mais ces chiffres restent significatifs à l'échelle macro. En écoutant Jean-Claude Trichet, je me remémorais des moments de la crise lors desquels nous avons joué un rôle très actif, car nous sommes en même temps un peu la cause mais aussi la solution à beaucoup de problèmes. Je

me souviens d'un vendredi après-midi : nous avions 900 millions de livres de dépôt chez HBOS ; il nous restait 700 millions de capital ; et la banque d'Angleterre parlait de fermer HBOS... je peux vous dire que ce sont des moments qu'on n'oublie pas ! Le téléphone a donc fonctionné très vite entre Prudential et Londres pour essayer de trouver des solutions.

Cela montre combien le rôle du privé a changé : nous sommes aujourd'hui engagés dans un dialogue global avec le secteur public, et les choses ne peuvent fonctionner qu'ainsi. Cela a pour corollaire que l'importance du dialogue public-privé est plus grande que jamais.

► L'exemple des politiques de santé en Asie

On le voit bien en Asie. Je prendrai un exemple concret : les politiques de santé dans lesquelles nous nous sommes engagés en tant qu'entreprise. Nous y obtenons d'excellents résultats pour nos actionnaires, mais aussi, je pense, pour les pays asiatiques, qui ont une vision très claire : les ressources publiques étant rares, l'argent du contribuable doit être concentré sur les nécessaires. En Indonésie par exemple, des progrès économiques ont été réalisés mais la population reste très nombreuse (245 millions d'habitants) ; ils ont donc choisi un mix public-privé où les classes moyennes doivent subvenir à leurs besoins de couverture en recourant à l'assurance privée, que nous fournissons. Au-delà de l'exemple particulier, c'est la méthode qui compte : une analyse claire de la situation, une solution explicite et un rôle très clair pour le privé et pour le public ; tout cela accompagné du troisième volet, c'est-à-dire un appareil régulateur transparent, bien gouverné et qui délivre ce qui est censé être délivré.

Je ne préconise pas de solution. Je pense que sur ces questions, de nature essentiellement sociale, relevant de l'équité, chaque pays apporte ses propres réponses. Ce que je relève et que je souligne, c'est la méthode, l'approche adoptée par les autorités de ces pays-là, leur volonté de discuter avec le secteur privé ; c'est aussi la focalisation sur le long terme, sur la recherche de solutions de long terme, au-delà de l'horizon à court terme que peut avoir le marché.

► L'émergence d'une classe moyenne comme élément clé

Je me suis amusé à faire une analyse sur trente ans de l'évolution du PIB par tête dans quatre pays asiatiques et de comparer ces chiffres à ceux des États-Unis. Dans les trente dernières années, l'Indonésie a fait soixante ans de progrès américain : elle est passée à peu près de 1850 à 1910. La Chine, cent vingt ans : elle est passée de 1820 à 1940. La Malaisie, soixante-dix ans :

de 1890 à 1960. Et Singapour, cinquante ans en passant de 1955 à 2005. Ces chiffres sont frappants. Cette accélération de l'histoire et du progrès économique est remarquable, et quoi qu'on pense de ces pays, quand on va en Asie on est frappé par la capacité qu'a eu ce modèle de développement à créer une classe moyenne prospère, de plus en plus large et croissante.

Je crois aussi – je vais remettre ma casquette d'Africain – qu'il y a là des leçons pour l'Afrique. En particulier dans la nécessité qu'il y a à y créer une véritable classe moyenne en tant que lest d'une société et du fait que, par la formulation de ses besoins, elle peut exercer une pression sur le politique et l'amener à adopter les bonnes réponses et les bonnes solutions. Une des choses qui manque fondamentalement à l'Afrique est l'existence d'une vraie classe moyenne et entrepreneuriale qui puisse peser sur les politiques. En anglais, on dit : « *You find safety numbers in constitutions* ». C'est très difficile et très risqué pour une entreprise, dans des environnements où les droits de vote ne sont pas toujours respectés, de mettre sa tête au-dessus du parapet comme acteur privé ayant réussi, et donc d'attirer l'attention du politique sur soi. Avoir l'ambition de lui donner des leçons serait également téméraire et dépasserait ce qu'ils sont prêts à accepter aujourd'hui. Dans ce genre de situation, il faut trouver sa protection dans le nombre et essayer d'aborder ces sujets à travers des modes d'organisation syndicaux qui puissent dialoguer avec le politique au plus haut niveau.

Mon propos est donc assez simple et j'ai, de façon pragmatique, voulu utiliser des exemples concrets, tirés de mon expérience de dirigeant d'entreprise, pour souligner quelque chose qui est évident pour tout le monde aujourd'hui : le rôle du secteur privé et, au-delà, l'importance d'un dialogue de qualité et de la confiance entre le public et le privé d'abord, et une grande stabilité de la réglementation ensuite. Je dis souvent : « Le capital est frileux, il est peureux et n'aime pas le changement ». Une des manières de l'attirer est de lui donner une bonne visibilité sur le moyen terme – et parfois le mieux est l'ennemi du bien dans ce domaine. Le privé peut s'adapter à peu près à tous les environnements, mais le public a tendance à trop changer les choses, ce qui nous complique la vie et nous oblige trop souvent à nous réajuster à court terme.

Humanity Needs Nature to Thrive

Peter Seligman

Conservation international

Twenty-five years ago I had the privilege of starting an organisation that focused on the protection of biodiversity, and for the next 20 years we worked in partnership with anybody who would work with us. We worked with businesses, states, communities, and universities all over the world, we had offices in 40 countries, and we struggled to protect biodiversity on the simple concept that if people make money protecting nature in developing countries, nature will be protected. We tallied up our success about five years ago: with 1,000 partners we protected about 200 million acres of the most concentrated biodiversity hotspots on Earth. That is an area about 30 miles wide wrapped around the Equator. You would feel happy about that, except it is 12,500 miles from the North Pole to the South Pole, and in that same period of 20 years where we had all our wonderful successes with all our partners, extinction rates had accelerated by 1,000 times. Global fisheries, the fish we like to eat, had population crashes where the populations are now 90% depleted, and the climate had become totally weird. It was unstable, we could not predict where it was going, and what I realised about five years ago was that the species threatened was not so much biodiversity as humanity.

► **From protecting nature to protecting humanity**

Therefore, we made a decision to change our mission, and we changed our mission from protecting biodiversity to one of supporting human wellbeing, by restoring and maintaining ecosystems that give service and help people in societies to thrive. What we realised was that, as nature and ecosystems were deteriorating, they could no longer provide essential services that we

need. They could no longer provide the food that we need, the water that we need, the climate stability that we need, the medicines that we need, the protection from storms that we need. Therefore, all societies had a common threat, and that common threat was the loss of ecological health. What that made us realise immediately was that when you have conservation on one side and development on the other side, you are doomed to failure. Development will not be successful long-term, conservation will not be successful long-term, and so we integrated our efforts with conservation into development. It was a simple concept: effective long-term development, to be sustainable and durable, for economies to be sustainable and durable, nature must thrive. Humanity, in other words, needs nature to thrive. Nature does not need humanity. Nature will win eventually.

We tried to think about the partners who needed to be engaged in this. It is not the conservation community, and it is not the 15% of the world who are progressive environmentalists, but the 85% of the world that is actually struggling to survive, the 85% of the world that is in business, in government, in civil society, and in the general public. Our partners became what we call global agents of change, institutions who were development organisations, struggling to find new paths for development but were not succeeding. We went with key governments. We focused on the EU, on the United States, on China, not because they had so much biodiversity and ecosystems themselves, but because their behaviour affects the rest of the world.

► **How to work with Wal-Mart**

Then we focused on places around the world, countries where we thought there were opportunities to demonstrate success, and the partners we picked were partners like big business. We went directly after the largest company in the world, Wal-Mart. We went directly after the largest foundation in the world, the Gates Foundation. What we said to them was that their long-term success, their enlightened self-interest in success, depended on taking care of nature; in other words, if you are a large retailer, you had better have a long-term source of the fish you sell, the vegetables that people want to buy, the foods they want to eat. We worked hard with Wal-Mart to get them to understand that their survival depended upon protection of their supply chain, and when they got that, when they realised that they could actually make money, secure their future, by taking care of ecosystems, they became engaged in a deep way, and their engagement flowed to the 80,000 companies that are their suppliers. It was not done through altruism, I guarantee you. It was done through their enlightened self-interest.

► **The Pacific Oceanscape**

We began conversations, in the same way, with 15 island nations that are called Small Island Developing States, in the Pacific. These small islands have very few people on them. Tokelau has maybe 5,000 people, and Cook Island has 30,000, countries you have never heard of. These Small Island Developing States live in a Pacific Ocean, which is threatened by acidification, and threatened by overfishing, and we went to them and suggested we create a very large marine sanctuary.

Right now, 15 island nations that control 8.5% of the earth's surface have bonded together to create something called the Pacific Oceanscape. The idea is simple. Together, they can actually enforce, control, collaborate in the protection of the ocean. It is good for them; it gives them a livelihood and survival. It is good for the rest of the world, because it provides us with food security.

► **Looking for partnerships**

What we are looking for as an organisation is partnerships, because the fact is that government on its own is not moving fast enough. The *Economist* had an article a few weeks ago that said that the rate of polar ice depletion is more rapid than ever anticipated, and what I thought when I saw that article was that we used to look at melting ice and think, "How slow can you be?" The fact is that today ice is melting much more quickly than governments are operating. What that leads us to do is to recognise the partners who can stimulate change, and the partners are that sector of society that understands that every single year revenues need to exceed expenses, and that is business. What is happening now is that business understands sustainability. It is in their own self-interest. Business understands this more than the public does, and the good news is that, from now on, we will begin to see advertising and communications from the business sector that will educate the public as to the importance of sustainability. The result of this, which is really interesting, is that with the public awake, government will have to act, and that is what is shifting today.

Finally, I just want to comment on social networking. The most powerful force of change today is this force of social networking. The reason it is so powerful is that no company, whether a retail company, a mining company, a forestry company, an ad company, or an oil company, can do anything today that will not be seen by the world immediately, and that is the power of social networking that will shift the behaviour as we go forward. That is why I am so optimistic.

Entretien

L'Europe dans le monde

Pierre Moscovici,
Ministre de l'Économie et des Finances

Questions
Emmanuel Kessler
LCI/TF

L'Europe dans le monde

Emmanuel Kessler

Le Cercle des économistes a choisi de mettre l'accent cette année sur les capacités de rebond des pays les plus avancés, en se demandant : «Le soleil peut-il se lever aussi à l'Ouest ?» Diriez-vous que c'est un vœu pieu ? Ou est-ce que ce rebond des pays occidentaux, de l'Europe, est une ambition accessible ?

Pierre Moscovici

Je crois que le thème choisi par Cercle des économistes est en effet volontariste, et met l'accent sur le fait que l'avenir de nos vieux pays, ou supposés tels, n'est pas derrière eux. Si on prend en compte le poids qu'ils conservent dans l'économie, leurs capacités, les ressources humaines, technologiques, scientifiques, culturelles, politiques dont ils disposent encore, il y a sur le déclinisme un poids de fatalité qu'il faut absolument réfuter. Il n'y a pas de fatalité au déclin de l'Ouest, et le soleil peut en effet s'y lever.

Encore faut-il étayer cet optimiste et regarder quels sont les vrais défis à relever.

Plusieurs problèmes ont été évoqués par les économistes et les politiques ces dernières années, qui sont d'importance ou de durée inégale.

Premier problème : le rattrapage technologique des pays émergents, incontestablement en cours et à ne pas sous-estimer. Ce rattrapage technologique a ou aura-t-il une limite est une question tout à fait décisive par rapport à celle que nous nous posons. Je pense qu'il y a une limite, dès lors que les pays de l'Ouest sont capables de continuer à innover, à investir, à développer la science. C'est un facteur de confiance en notre avenir qui est encore extrêmement solide.

Deuxième problème : le facteur démographique. Sur ce point, observons que dans les pays émergents – je raisonne non pas à six mois ou deux ans,

mais à cinq ou dix ans – la transition démographique est également en cours, ce qui entraîne un rattrapage des coûts du travail sur la moyenne période. Nous ne sommes donc pas non plus dans une fatalité démographique qui nous condamnerait. Si nous continuons à valoriser ces atouts, nous conserverons une place prépondérante et dans le présent et dans le futur de l'économie mondiale.

Troisième problème : la dette. Je pense, et cela surprendra peut-être de la part d'un ministre socialiste, que c'est aujourd'hui le vrai problème qui affecte nos économies, parce qu'il atteint tous les acteurs, aussi bien publics que privés. Les économistes – je n'en suis pas un, je pense aux travaux de Reinhart et Rogoff – ont montré de manière sinon irréfutable, du moins très convaincante que dès lors qu'on est au delà d'un certain pourcentage de la dette dans le PIB (autour de 90%), il y a un poids sur la croissance qui peut être de l'ordre de 1% et qui va durer non pas pour une année, mais une dizaine d'années. Or nous avons atteint ces 90% et inverser cette tendance est un impératif catégorique. Le redressement des comptes publics est pour nous inévitable et souhaitable de surcroît. S'endetter davantage, accroître les déficits, être dans le laxisme, est non seulement impossible, mais absolument négatif par rapport aux perspectives de croissance. Je pense même que la réduction de la dette est un facteur de croissance essentiel, comme d'ailleurs tout ce qui peut contribuer à stabiliser la zone euro.

Emmanuel Kessler

À partir de quand la courbe va-t-elle s'inverser ?

Pierre Moscovici

Nous prenons des engagements afin qu'elle s'inverse à partir de 2014. Je voudrais souligner que l'effet négatif de la dette publique joue, contrairement à ce qu'on peut dire, quel que soit le niveau des taux d'intérêts. Si vous prenez des pays comme la Grande-Bretagne, les États-Unis ou la zone euro, le poids de la dette est handicapant en soi. Cela ne veut pas dire que le niveau des taux d'intérêt est un facteur négligeable, mais ce n'est pas le seul qu'il faut considérer. Le niveau de la dette en soi est un handicap pour une politique de croissance. Réduire la dette, poursuivre l'innovation, investir dans la science, dans le capital humain, ce sont là les voies pour que le soleil se lève à l'Ouest.

Emmanuel Kessler

Demain se tient un euro groupe. L'élan est retombé depuis les espoirs suscités la semaine dernière par l'accord du Conseil européen. Comment redonner de la confiance sur les points mis en doute ces derniers jours. Que pouvez-vous dire ici, en présence du Président du Conseil italien ?

Pierre Moscovici

Les relations entre le Président du Conseil italien, le Président de la République française et moi-même en tant que ministre de l'Économie et des finances, sont confiantes, déterminées et elles vont dans le même sens.

Emmanuel Kessler

Elles sont meilleures qu'avec Madame Merkel ?

Pierre Moscovici

Prenons les choses par ordre ! J'ai d'abord insisté, avant de parler des limites ou des doutes, sur ce qu'à mon avis ce Conseil européen a apporté. Il a été extrêmement important. Ainsi que l'a formulé Mario Monti, «Il a ouvert des portes qui auparavant était fermées, et il nous appartient désormais d'explorer les nouvelles pistes.»

Pourquoi ce Conseil européen a-t-il été important ? Les dix-huit ou dix-neuf Conseils européens précédents étaient dans la réponse en urgence à l'urgence ; pour la première fois depuis quelques années, il y a eu globalité. Nous avons abordé ensemble plusieurs problèmes :

- le problème de la croissance, auquel on a répondu par le Pacte de croissance ;
- le problème de la stabilité financière, qui n'avait jamais été considéré en tant que tel, et auquel on a répondu par une série de pistes concrètes, telles que la supervision bancaire intégrée ou les recapitalisations directes ;
- la question de l'intégration. François Hollande aime bien parler d'«intégration solidaire», moi aussi.

Nous avons donc maintenant une feuille de route globale. Il ne faut jamais dire qu'avant c'était l'ombre et que maintenant c'est la lumière ; mais on peut remarquer que, ces dernières années, on avait l'impression qu'il y avait une espèce d'exclusivité dans la relation franco-allemande qui pouvait laisser penser que celle-ci était un Directoire. En ce jour où François Hollande et Angela Merkel se rencontrent à Reims¹ pourquoi ne pas imaginer un nouveau traité le 22 janvier 2013, cinquante ans après le traité de l'Élysée ?

Je voudrais dire que cette amitié franco-allemande demeure fondamentale. Et j'aimerais répondre à ce que j'ai pu entendre, ici ou là, dans la bouche d'interlocuteurs mal intentionnés : il est stupide, et je pèse mes mots, de laisser entendre que nous serions en train de dégrader la qualité de la relation franco-allemande. Le travail que je mène à mon niveau, en tant que ministre de

1. Célébration du cinquantenaire de la Réconciliation franco-allemande.

l'Économie et des finances, avec Wolfgang Schäuble, est constructif et utile ; il se fait en collaboration avec nos amis italiens et espagnols pour préparer le Conseil européen. Il en va de même dans la relation entre Angela Merkel et François Hollande, que ce dernier décrit comme solide et claire. Il a affaire à quelqu'un qui pose des questions, qui analyse, et qui ensuite fournit ses solutions. Au fond il est fabriqué avec le même moule. Cette entente est bonne ; si elle était mauvaise, rien ne serait possible. Nous sommes en train de construire l'Europe avec l'Allemagne, comme toujours. Le changement de méthode vient de ce que nous ne travaillons plus seuls, mais avec nos amis italiens et espagnols – non parce qu'ils sont en difficulté, mais parce que ce sont d'autres grands pays de la zone euro. Nous construisons l'Europe avec les autres pays, avec les institutions européennes qu'il faut respecter. Je respecte la Commission européenne depuis longtemps. Il en va de même du Président du Conseil européen, du Président de l'euro groupe. D'autre part, rien n'est possible si on n'a pas également un concours intelligent, actif, attentif de la Banque centrale européenne. C'est ce travail commun qui a été fait par ce Conseil européen, et c'est pour ça qu'à mon avis il est potentiellement fondateur.

Cela dit, ce qu'on attend de nous, et c'est normal, c'est que nous traduisons en actes les décisions qui ont été prises. C'est ce que nous allons commencer à faire dès demain j'espère, et je le crois, lors de l'euro groupe. Il faut travailler vite sur la supervision bancaire...

Emmanuel Kessler

«Travailler vite sur la supervision bancaire» ne sera probablement pas possible d'ici à la fin d'année.

Pierre Moscovici

C'est normal qu'il y ait des discussions, des prises de position. Mais je dis qu'il faut aller vite également parce que la recapitalisation directe des banques espagnoles est attendue.

Emmanuel Kessler

Le message des économistes, des acteurs réunis ici, est qu'il faut un choc de compétitivité. On entend beaucoup – y compris à gauche, ce qui est nouveau – qu'il faut baisser les charges sociales pour trouver d'autres financements, par exemple sur les charges familiales que l'on pourrait basculer sur la CSG. Quel est votre point de vue sur ce choc de compétitivité, passant par une baisse des charges des entreprises qui semble faire l'unanimité ici ?

Pierre Moscovici

Je ne vais pas utiliser la rhétorique de l'héritage, elle a déjà servi – on a toujours tendance à dire qu'on va être suivi par des incapables et qu'on est précédé par des incompetents. Ce n'est jamais tout à fait le cas. Cela peut arriver... mais pas systématiquement.

Si je regarde la situation française, de manière objective, un certain nombre d'institutions (la Commission européenne, l'Inspection générale des finances au niveau français, la Cour des comptes tout récemment) a porté sur l'économie française des diagnostics signalant un triple déficit.

Le premier déficit est un déficit de croissance, d'emplois, d'activité : nous sommes en deçà de notre croissance potentielle. Nous avons donc, en effet, un problème de compétitivité. Personne ne peut le nier. Les chiffres de notre commerce extérieur sont à cet égard accablants. Et il faut réagir.

Le deuxième déficit est celui de la crédibilité. La crise n'explique pas tout, puisque nous avons la même monnaie que d'autres pays comme l'Allemagne, la même crise que d'autres pays comme l'Allemagne, et nous avons une situation de finances publiques qui est sinon préoccupante, du moins qu'il faut prendre en compte tout de suite. C'est pour cette raison que nous commençons par le redressement des comptes publics. Nous avons pris des engagements : nous avons dit 4,5% en 2012, 3% en 2013, retour à l'équilibre en 2017, et nous le ferons. Il fallait prendre des mesures urgentes : ce sont celles que nous avons présentées avec le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, la semaine dernière, et qui ont été adoptées par le Conseil des ministres et présentées aux Commissions des finances de nos deux assemblées. Nous voulons que la France soit exemplaire, qu'elle soit crédible et favorable à la solidarité. C'est fondamental.

Le troisième déficit est celui de la confiance, qui est lié à un sentiment d'instabilité, au fait qu'on a parfois confondu les objectifs ou qu'on les a remis en question. C'est quelque chose qui, à notre avis, n'est pas possible. Je dis cela car il faut comprendre dans quel ordre nous pouvons prendre les problèmes. Au fond, dans ce quinquennat, comme le disent le Président de la République et le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, il y aura deux phases : une phase de redressement et une phase plus expansionniste et redistributrice.

Il faut commencer par les comptes publics, et c'est ce que nous faisons, selon une approche que nous voulons équilibrée : équilibrée dans le temps, mais à un certain rythme ; équilibrée entre les différents types d'acteurs, publics et privés ; équilibrée au sein des acteurs publics. Il faut des priorités, et la première priorité du gouvernement français est l'éducation : ce sera l'investissement dans

la recherche, l'enseignement supérieur, parce qu'il est fondamental d'aller dans ce sens. Enfin, notre approche sera, en ce qui concerne les finances publiques, d'équilibrer les recettes et les dépenses.

Nous agirons sur la compétitivité dès l'automne, par exemple en faveur des PME/PMI, notamment par l'arme fiscale. Nous créerons une Banque publique d'investissements² qui mettra en synergie les différents outils qui existent (Oséo, CDC Entreprises, le Fonds stratégique industriel) pour mener la politique industrielle dont nous avons besoin, notamment dans un certain nombre de secteurs clé. Nous aurons une politique qui dopera, musclera, soutiendra des mécanismes comme le crédit impôt recherche.

Emmanuel Kessler

Et la CSG sociale ?

Pierre Moscovici

Je vous suggère, sans plaisanter, d'attendre demain et les semaines qui viennent. Nous lançons un processus, la Conférence sociale, qui n'est pas une grand-messe qui se tient en deux jours. Cette conférence sera ouverte par le Président de la République, conclue par le Premier ministre, animée par un certain nombre de ministres. En ce qui concerne mon ministère, nous allons travailler, je vais travailler sur certains sujets : salaires, compétitivité. L'idée est de lancer un certain nombre de chantiers, dont ceux de la compétitivité et du financement de la protection sociale. Si nous sommes, à la fin, capables de parvenir à des solutions consensuelles indiquant la voie à suivre pour un meilleur financement de la protection sociale et/ou pour certaines relances de la compétitivité, nous les appliquerons. Cette démarche me paraît être la bonne, plutôt qu'une approche qui préjuge de tel ou tel point. De ce point de vue-là, les travaux que vous avez faits nous seront certainement utiles.

2. L'Assemblée nationale a adopté le 28 novembre le projet de loi qui prévoit la création de la BPI.

19.

À la recherche d'un nouvel équilibre mondial

Le début du XXI^e siècle restera probablement comme la période au cours de laquelle une série de crises a eu raison de la supériorité économique de l'Ouest. Devenus le moteur de la croissance mondiale, les pays émergents financent le déficit des États-Unis et ont contribué à soutenir l'économie européenne.

Pourtant, on peut penser que le siècle des États-Unis n'est pas terminé : ils continuent d'attirer les meilleurs cerveaux du monde, concentrent encore l'essentiel de l'innovation et leur supériorité militaire reste écrasante. L'Europe, confrontée au ralentissement de son économie et maintenant aux affres de la crise de l'euro, semble être la principale victime de la crise.

De leur côté, les pays émergents ont commencé à recueillir les dividendes de leur nouveau statut avec une voix plus affirmée au sein du G20 et des droits de vote accrus dans les institutions financières internationales. Mais l'unité de façade cache de profondes divisions et révèle leur incapacité à assumer, pour l'instant, un leadership mondial.

Contribution du Cercle des économistes

Jean Pisani-Ferry

Témoignages

Pascal Lamy • Mario Monti • Anne-Marie Slaughter • ZHU Min

Modérateur

François-Xavier Piétri

Imagine a World without Europe

Jean Pisani-Ferry

A striking feature of international discussions in recent times is how much they have focused on Europe and especially on the euro crisis. The last two G20 summits and the latest IMF meetings were largely devoted to it. Most international economic conferences recently held worldwide have discussed its fate. Furthermore, contrary to paranoid conspiracy theories *en vogue* here and there, the world's attitude towards Europe has been overwhelmingly positive. Its partners genuinely hope that it will succeed in rescuing itself and rescuing its currency –and to this end they are willing to offer support and advice, if not always money.

One may wonder why. The euro area accounts for only 14 percent of world GDP, as conventionally measured (in purchasing power parity terms). A two percent drop in its growth rate –roughly what is being observed as a consequence of the euro crisis– translates into a modest 0.3 percent drop in the global growth rate, which was 4 percent in 2011. Even a more catastrophic outcome –say, a 5 percent drop in euro-area GDP– would seem to be manageable. There is a paradox in saying, at one and the same time, that Europe has become marginal and yet that the future of the world economy hinges on the fate of the euro.

Beyond numbers, the broader question is, why should the world care if Europe fails? The unification that is being attempted in a small corner of the Eurasian continent may seem of minor importance. The US, China, India, Brazil, and several others are already continent-size economies equipped with unified regulation, a single currency, and a federal budget. Whether or not the European nations succeed in building a monetary union or a federation of nation states may appear to be a relevant issue for a few smaller economies, but not for the giants of this world, nor for relations between them.

Against this background, the purpose of this note is to explore and discuss whether and why Europe matters to the world. I discuss quantities in section 1 and qualities in section 2, before concluding in section 3.

■ Quantities

Why can a region whose weight in world GDP is small and whose growth perspectives are mediocre matter so much? A first answer is that now-standard measures of GDP underestimate the importance of Europe. Rather than using PPP-based GDP we should perhaps use nominal GDP, which is a better measure of a country's weight as a market. This lifts the euro-area share to 17.5 percent of the global total. Rather than focusing on the euro area we should perhaps include the rest of the EU, Switzerland and Norway, because mayhem in the euro area would inevitably engulf neighbouring partners. This increases the weight of Europe to 25 percent. Finally, we should also take into account that output is not all that matters, because someone has to buy the products. The share of household consumption in EU GDP is 65 percent, whereas it is only 35 percent in China. In the years before the crisis, from 2001 to 2007, household consumption in the EU contributed 0.4 percent to world growth annually, against a mere 0.1 percent for China. We may have become second-rate producers, but we remain first-class consumers.¹

A second answer is that Europe still matters a lot financially. According to a recent McKinsey survey, financial depth (the stock of financial claims over GDP) varies from 400-500 percent in advanced economies to 200-300 percent in China and India and 100-200 percent in Latin America and non-China Asia². For all their failings, advanced countries remain prime suppliers of financial assets. Western Europe in 2010 accounted for 30 percent of total financial stocks worldwide (roughly at par with US, whose share is 32 percent).

Furthermore Europe is more open financially than the rest of the world, including the US. This makes its weight in the world stock of financial assets held internationally even higher: 21 percent in 2010 for the euro area and 38 percent for Europe as a whole, against 20 percent for the US and 8 percent for the BRICs (including Hong Kong).³ Even discounting intra-European asset holdings, Europe must be regarded as an international financial superpower. Investigations into the role played by financial centres confirm that it includes

1. See details in Jean Pisani-Ferry (2010), «China and the World Economy: A European Perspective», *Bruegel Policy Contribution* No 2010-03, March.

2. See MGI, *Mapping Capital Markets Worldwide*, August 2011.

3. Source: External Wealth of Nation Dataset compiled by Philipp Lane and Gian Maria Milesi Ferretti. I am grateful to them for having granted me access to their yet unpublished 2010 data.

a number of significant financial hubs. In fact the comparison of international production networks and international financial networks is indicative of the gradual marginalisation of Europe in the former and its enduring centrality in the latter.⁴

True, Europe is on the retreat. Its disappointing economic performance in recent years is making it shrink faster than implied by the mere demographic and economic trends. Its share of global stock-market capitalisation is dwindling. Its financial woes imply a significant retreat of European banks from Asia and other places where they were playing a major role in the financing of projects and trade. Yet for the time being, it is still big enough for the rest of the world to feel threatened by its crisis.

■ Qualities

In his recent book, *The World America Made*, Robert Kagan warns against the teleological reading of history and argues forcefully that the world as we know it is not the natural outcome of irresistible progress towards democracy and openness but rather the result of a particular shaping by a particularly benevolent sort of superpower –the United States.

Europe shaped the world of the last century rather than the current one, and it did not do it in an indisputably benevolent way, to say the least. It is nevertheless interesting to reflect on what the EU has brought to international relations since it took a turn to post-nationalism in the second half of the twentieth century and to assess on this basis what its fading might imply.

To start with, Europe has consistently played the role of an Institute for Advanced Studies in International Relations (or as a ‘laboratory’, as WTO chief Pascal Lamy likes to put it). Most modern forms of post-national economic governance have been introduced and experimented in, Europe before being transposed internationally. This is true of supranational legislation and economic law courts; extensive delegation of competence to international executive bodies; supranational parliamentary democracy; and mutual economic policy surveillance, including through the eventual imposition of sanctions; and of course supranational currency. Not all these attempts have been successful, but this is precisely what is of interest to the partners, who have been able to learn from EU experience.

Second and consistent with its internal principles, the EU has over the years been a staunch advocate of rules-based multilateralism. The US may have been

4. See Chris Kubelec and Filippa Sa (2012), “The Geographical Composition of National External Balance Sheets, 1989-2005, *International Journal of Central Banking*, June.

an early and forceful promoter of global trade liberalisation, but it behaves in this way only as long as the US political system perceives it as coherent with US national interest. When Congress sees things otherwise (as a large part of it currently does), the US generally turns to different, not necessarily protectionist but at least less multilateral, attitudes. This is not the case in the EU, at least as long as its treaty-based internal governance, that gives trade policy authority to the European Commission, remains untouched. Beyond the specifics of internal decision-making, the EU feels comfortable with rules-based multilateral governance because that is the way it runs itself internally. This stance can be found in trade as well as in many other fields such as financial regulation and climate policy.

Third, Europe serves as a regulator and as a regulation enforcer for the world in fields where global regulation is absent or impotent. Competition policy is an interesting example, where the European Commission has repeatedly been able to block mergers between non EU companies on the grounds that they would have created dominant positions in some market segments and would have hurt domestic consumers. Since then EU competition commissioner Mario Monti famously blocked the GE-Honeywell merger this extraordinary power has not gone unnoticed –the EU was dubbed “the world’s regulator”⁵– but it has thus far remained unchallenged. It seems to be tacitly admitted that, in protecting the European consumer, EU competition decisions may hurt foreign producers (as well as domestic ones), but also protect foreign consumers.

This is not to say that Europe has proved effective in its dialogue with international partners. Its awkward external representation and its propensity to insist that the rest of the world adjust to its own governance failings are not only hindrances to international influence but also, and understandably, matters for irritation and irony worldwide.

This is not to say either that Europe does not have its own interests in mind and that it only acts in the name of the global good. To pretend so would be naive and wrong. In trade and regulation it has sometimes behaved as a tough advocate of particular interests –as farmers in the rest of the world undoubtedly remember. It is not immune of selfishness. But arguably this happens less systematically than for countries where the domestic political system is in direct control of foreign economic policy. In the EU, wide diversity of preferences among the constituent states, the primacy of law and mediation through a transnational body generally combine to soften the outright expression of specific interests.

5. See the *Wall Street Journal* editorial of 31st March 2006.

No other country or group of countries is today in a position to contribute in a similar way to the shaping of global governance. The US largely retains policy leadership and it has undisputed intellectual firepower, but the combination of inexorably diminishing international weight and domestic political parochialism risk producing erratic behaviour. Emerging powers such as China, India and Brazil may have a vested interest in the preservation of the multilateral regime but their domestic political systems are inward-looking and they remain reluctant to allow encroachments on national sovereignty. And, as to regional groupings such as the ASEAN, they are simply too feeble at this stage to exercise influence. So it is fair to argue that Europe in recent decades has brought to the world something unique.

■ Conclusions

I have argued in this note that Europe still matters more than often thought, both quantitatively and qualitatively. Looking ahead, its quantitative importance is bound to diminish further, but it could either collapse –if the euro crisis results in eventual fragmentation– or remain significant for some time – if all the travails of recent times end up producing a more integrated and resilient currency union. Qualitatively it is natural to wonder whether Europe can still be regarded as a laboratory, to argue about what remains of the international influence it once enjoyed and whether it still has the will to define itself as the proponent of the common global good.

It is too early to answer these questions. Even if satisfactorily resolved, the euro crisis will certainly leave a long shadow and Europe may never be able to recoup the credibility and prestige it once had. By the same token, however, it is premature to write it off. What is clear is that, should its influence diminish greatly, the rest of the world would probably miss what a continent with the particular history Europe has can bring to the international table. Maybe this is a dimension partners are somehow conscious of when participating in one of the too-many meetings in which they have been forced to discuss the never-ending euro crisis.

The New Map of a Networked World

Anne-Marie Slaughter

University of Princeton

► Europe is back in the US

First, how has my map of the world changed since 2008, but particularly since the euro crisis, which of course for us started in April 2010? The most important political change for me is that, after many years of trying to convince my fellow Americans of just how essential Europe is for our politics, everyone is now convinced. I am not happy to have been vindicated in this particular way, but we are all too aware of the importance, not only of Europe, but of the necessity of Europe and the United States working together, and we have seen in the past year a shift from the pivot to Asia to an understanding that the United States and Europe must work together on our strategy for engaging Asia.

I recently heard from a high administration official that the U.S. and the EU will be consulting together on a joint strategy before the Asian regional forum. I will say to you that that is a very important shift, that the US and Europe must work with each other politically to engage Russia, Asia and the rest of the world. That is my first significant shift, and perhaps it is a more positive one than you might expect.

► For a Mediterranean energy community

The second is with respect to the implications of the euro crisis for European leaders. There is an enormous need for a much more positive political narrative than we now hear. Particularly when we are asking people to make sacrifices. To talk of austerity or even limited growth followed by

austerity, does not summon the political will that is necessary. Something that Barack Obama understood very well in 2008 and helped him get elected.

I suggest to you that, even if you listen, as I did, to Michel Barnier's vision for a budgetary, economic and financial union, that that does not make ordinary citizens' hearts beat faster. Imagine instead something much more along the lines of what was created 60 years ago. Imagine a Mediterranean energy community. There is estimated to be up to 122 trillion cubic feet of natural gas in the Mediterranean, enough to supply the entire world for one year. There are additionally more gas deposits and large oilfields in the Ionian and Aegean Seas. It is possible to imagine a Mediterranean energy community that would deliver not only energy but jobs and a much brighter future for Cyprus, for Greece, for Turkey, for Israel, and even for Egypt, Tunisia, etc.

You listen and you think we are just American dreamers. Perhaps, but this month is the 60th anniversary of the Treaty of Paris, in which Robert Schumann, Jean Monet and other Europeans had the vision to create the European Coal and Steel Community, and if you think the rivalries between the Greeks, the Turks, and the Cypriots are bad, let us remember what feelings were between France and Germany in 1952. They had fought three wars in seventy years, culminating in devastation across the continent.

Therefore, I put to you that, in this "Cercle des economists" where I have had many conversations about how the euro zone was economically ill-advised, that Europe's politicians once again need to hold out a political vision that will convince citizens to make the political and economic changes and sacrifices that are necessary, possible and indeed desirable in the service of a larger future. It is a future that will also put the current periphery in the centre of a larger Mediterranean community.

► **Extending transatlantic relations**

Finally, in terms of where my map goes, we talk a great deal about transatlantic relations, but we define transatlantic relations in terms of the United States and Europe. I suggest we define transatlantic relations in terms of the four continents of the Atlantic basin. Let me give you just a few statistics from the maps that are being created by the Centre for Transatlantic Relations in Washington, mapping all the flows among the four continents of the Atlantic basin.

First of all, we heard that Africa was no longer manioc, cotton and textiles, but financial services and telecoms. Putting Africa and South America together, you have continents where the growth rate in many countries is

5-6%. Looking just at goods imports, which is only one measure: roughly 4% of the world total goes across the north Atlantic, but if you add in goods imports among the United States, South America, Europe and Africa, you get another 2%, and that of course is just a small fraction of what could be.

Similarly, if you look at foreign direct investment, using 2008 figures, the numbers in the north Atlantic are enormous, but European foreign direct investment in the Caribbean, South America and Africa are double European FDI in all of Asia, and they are almost 60% of FDI in the United States.

There are many other relevant data flows if we think of ourselves in a networked world, the world that Esther Dyson just described and the world I live in with young American people. In that world the networks that cross the Atlantic basin, the economic, cultural, historical and political networks, are the densest networks in the world.

The World is a Movable Map

ZHU Min,

International Monetary Fund

The world experienced dramatic growth in the last 40 years. Real GDP increased by a factor of four, and exports by a factor of ten. Banking assets increased by a factor of 14. The global supply of money increased by a factor of 40. That is where we are today, but each country is in a different position and moves in a different way, which completely changes the map of the world.

Looking at the normal map defined by geographical areas, once we resize each country according to the country GDP, the map changes immediately. For example, Russia, geographically the largest country in the world, becomes much smaller. That is not the whole story. When we try to measure countries by trade, the map changes further. Europe becomes very big, but this is mostly about intra-trade; taking away intra-trade, it changes. When we try to measure countries by cross-border financial transactions, the map really changes. China becomes very small, and Europe becomes huge. Hong Kong becomes almost equivalent to China because of international financial transactions.

When we look at the map today, we have to look at what countries represent in terms of economic strength, in terms of trade, and in terms of international financial transactions, and these give a completely different concept. However, when we try to see how those countries link to each other, the map changes further.

► **Three big clusters**

Going back to the map, the world today is composed of three big clusters. The first cluster has advanced economies, and they are always grouped together. The US is a diverse economy, and is part of this group.

The second cluster is the pan-Asia group, which is an integrated vertical supply chain. You may not believe that Brazil today belongs to the Asia group, and you may not believe that Chile today belongs to the Asia group, but that's a fact. While Mexico is still associated with the United States, just like Latin America north of the Panama Canal, the Southern part of Latin America has moved closer to Asia, and has become the integrated vertical supply chain of the pan-Asia group.

The third cluster is the energy group, which is in different geographical areas. It includes Russia, Saudi Arabia, and Nigeria, but they behave more or less the same way; they share the same business cycle, the same policies, and a lot of interconnections in terms of financial and trade.

► **What happened with advanced economies?**

Regarding Europe, if we look back 12 years, there were two centers in Europe between 1984 and 1999. The first one is in the south, including France and Italy. The second one is the U.K. After 12-15 years, all the countries moved together. They all moved together during 1999-2011 to become one big group. The US economy is more closely associated with Europe today than at any time previously.

► **Is the process complete?**

Therefore, the three big clusters on the map form the fundamental structure of the world today. Is the process complete? The answer is not yet. We tried to understand how those countries link to each other, so we divided countries into cores, gatekeeper links with other countries, and then others.

Then we prepared a global tree map, with the core countries at the centre, the US, Germany, France, and the UK. China is in the core because of manufacturing trade. Looking at the machinery clusters, the core countries are the US, China, Germany, and France, and these expand to cover a greater area, but they have increasingly overlapped in the past 15 years. Looking at the financial map, there is no China at all. The Cayman Islands, for example, become important on the map.

The next one is interesting, it is about gatekeepers which is a key issue. Italy and Austria are the gatekeepers for Poland, Slovakia, Hungary, Czech Republic, Croatia and those areas. Therefore, those areas link through Italy and Austria to the core and to the whole world. The gatekeepers are particularly important because if they are strong they will reduce the risk, and if they are weak they will amplify the risk, and this completely changes

the global linkages as well.

What are the consequences of that? First, correlations across three major financial markets, namely equities, bond and currency markets increased dramatically from roughly 40-50% in 2003 to 60-80% today. It is particularly clear during a crisis, meaning that confidence is transmitted into the real financial market through the co-movement.

The next one is the equity market correlation among the five continents. Looking at the equity markets linked with Latin America and emerging Asia, the correlation between these two markets was 42% ten years ago, whereas today it is 81%. Why is this? Because today Latin America is part of the global supply chain.

We also tried to understand the impact of external shocks on domestic economies, and it was very surprising. Before the crisis, you saw roughly a 30% variation in industrial output in emerging economies caused by external shocks, whereas it was 60% after the crisis.

The same thing happened in advanced economies: before the crisis, only 20% of industrial output variation came from external shocks, whereas today it is 40%. Think about it. 60% or 40% variation, depending on where you are, are caused by external shocks. 60-80% of your domestic equity market, bond market and currency market are associated with markets outside your country. You do nothing but the market changes. The market change impacts on the balance sheets of governments, companies and households. This is globalization.

Let me conclude quickly with four points. Firstly, the whole world is much, much more interconnected than we thought. Secondly, they are connected in very complicated ways. It is a different situation. It is a multi-polar world, and there are no clear drivers, it operates at many different levels. Thirdly, after the crisis the gap between global governance and globalisation became much greater than ever before. Fourthly, in a truly connected world, the only thing that can work is global cooperation and global leadership, which is definitively what we need and what we are searching for today.

L'Europe à la recherche d'un narratif

Pascal Lamy

Organisation mondiale du commerce

► Qu'est-ce qui a changé dans ma carte du monde depuis cinq ans ?

La réponse est assez simple : la période se traduit par une accélération de la recomposition de l'économie mondiale, déjà en cours avant la crise, mais que les cinq dernières années ont précipitée. Les pays en développement occupent une part croissante de l'échange international : plus de 40% du commerce international et plus de 50% des flux d'investissements. Cette évolution s'est accélérée et va continuer de s'accélérer sous l'effet de l'augmentation du différentiel de croissance entre pays développés et pays en développement. Il a donc doublé, provoquant un effet d'accélération de cette recomposition.

L'autre phénomène qui s'est accéléré est l'évolution de la structure des échanges et de leur composition, c'est-à-dire l'évolution progressive vers la multi-localisation des systèmes de production – ce qu'on appelle les chaînes de valeurs globales et que j'appelle « *made in the world* ». De ce fait, l'essentiel du commerce international est désormais composé de biens ou de services intermédiaires.

Pour bien comprendre ce qui se passe dans le monde d'aujourd'hui et ce qui se passera dans les dix ou vingt ans qui viennent, il faut avoir en tête une carte des échanges mondiaux en valeur ajoutée. Elle n'est pas encore tout à fait disponible, mais ça viendra – beaucoup d'équipes dans de multiples endroits du monde y travaillent, de manière incroyablement coopérative. On réalisera alors l'ampleur des changements internes au cours des dernières décennies. En très gros et pour faire très simple, le contenu en importations des exportations

augmente en moyenne dans le monde d'à peu près 1% par an. Il y a vingt ans, le contenu en importations des exportations était de 20% ; aujourd'hui il est de 40%. Dans vingt ans, ce sera probablement 60%. Cela signifie une accélération de l'interdépendance mais aussi, à l'intérieur de cette interdépendance, une accélération du grand basculement vers les pays émergents.

► **L'effacement de l'Europe est lourd de conséquences**

Cela a deux conséquences majeures pour la situation globale et la crise européenne. Conséquence économique : l'Europe entre dans une phase de croissance lente qui va durer, selon que les Européens s'y prennent bien ou pas, cinq ans dans le premier cas et dix ans dans le second. Cela a évidemment des conséquences sur le reste de l'économie mondiale, dans la mesure où l'Europe demeure le plus grand marché d'exportation – disons 20% du commerce mondial hors commerce intra-européen de biens et de services. Comme cela va arriver aux États-Unis aussi – même si on ne sait pas très bien quand. Ces deux gros moteurs sont en train de ralentir, avec les conséquences que cela implique.

Plus importante, la conséquence politique à laquelle nous assistons depuis deux ou trois ans : un effacement progressif de l'Europe dans la gouvernance globale, dans les organisations internationales, dans les systèmes internationaux, préoccupée qu'elle est de ses propres problèmes et tiraillée par les bisbilles entre États membres. Comme nous le savons tous, l'action internationale de l'Europe suppose une cuisine interne complexe et en bon état ; or il n'y a plus au sein de l'Europe, en tout cas pour un certain temps, ni une cuisine qui tourne (les institutions européennes), ni la volonté politique de la faire marcher.

Cela a évidemment un impact majeur sur le fonctionnement du système multilatéral dont l'Europe, pendant cinquante ans, a été un des piliers. De ce point de vue, l'Europe en retrait devient à la fois un acteur et un lieu de l'affaiblissement du système international. Confirmation de ce que nous savons déjà : la construction européenne est à bien des égards un laboratoire de la gouvernance globale, une sorte de microcosme du cosme. La loupe européenne permet de comprendre ce qui se passe dans le monde de manière beaucoup plus claire.

Cette crise européenne correspond à une crise du multilatéralisme beaucoup plus générale. On en voit les traces dans toutes les organisations internationales, que ce soient les systèmes informels comme le G20, les organisations structurées comme l'OMC, que ce soit en matière de changement climatique, de coopération macroéconomique, de gestion des

taux de change... Partout, cette crise ajoute à la difficulté préexistante de réorganiser le système international sur de nouveaux équilibres de droits et d'obligations plus complexes que les vieux équilibres Nord-Sud, qui avaient été élaborés dans les cinquante années précédentes.

► **La Chine est-elle un pays pauvre avec beaucoup de riches, ou un pays riche avec beaucoup de pauvres ?**

C'est une question clé à laquelle les acteurs du système international – je parle du système multilatéral global – ne savent pas encore répondre. Selon la manière dont vous répondez à cette question, les conséquences que vous en tirez sur l'organisation du système multilatéral et des responsabilités, droits et obligations de chacun, sont profondément différentes. Aujourd'hui, les États-Unis ont installé une réponse selon laquelle la Chine est un pays riche avec beaucoup de pauvres. La Chine, elle, considère qu'elle est un pays pauvre avec beaucoup de riches. Dans ces conditions, le système peut rester bloqué pendant un bon moment.

► **Quelles implications pour les dirigeants européens ?**

Je vois deux implications. La première est évidemment la priorité à l'intégration politique européenne. Je parle ici en tant que témoin des questions que se pose le reste du monde, en tant que DG de l'OMC qui passe l'essentiel de son temps à discuter et négocier avec d'autres que les Européens. Depuis un an et demi, la question qu'on me pose le plus souvent – en général discrètement, car ce n'est pas mon travail – est : « Pouvez-vous nous expliquer ce qui se passe là-bas ? On n'y comprend rien ».

L'Union européenne fait des pas d'intégration d'une dimension qui aurait été inimaginable il y a encore quatre ou cinq ans. Mais sans en avoir le narratif : ce qui nous manque, c'est une histoire. Nous sommes dans un monde où il faut avoir des histoires à raconter. Au fond, nous avons perdu notre narratif européen, et ceci risque de poser problème lorsqu'il faudra revenir devant les opinions publiques, dont nous savons tous qu'elles sont nettement moins euro-enthousiastes qu'elles ne l'étaient il y a vingt ou trente ans. La tâche prioritaire des dirigeants européens, à mon avis, est donc de réinventer un narratif européen. Je vous en propose la première phrase : l'Europe constituait 20% de la population mondiale en 1900 et en constituera 4% en 2100 ! Deuxième recommandation dans ce monde dont la carte évolue, et priorité n°1 (pas seulement pour la France) : la compétitivité, à condition qu'elle intègre désormais les questions de cohésion et de sécurité sociale au sens large.

Je propose de conclure sur deux portraits, celui de monsieur Ricardo et celui de monsieur Schumpeter. Je suggère que le Cercle des économistes offre à chacun des dirigeants européens le portrait de ces deux personnages afin qu'ils les mettent dans leur bureau. Monsieur Ricardo et monsieur Schumpeter ont parfaitement expliqué pourquoi la globalisation produit des efficacités considérables, et pourquoi cela se fait au prix de chocs économiques et sociaux qui ne peuvent être traités qu'au moyen de dispositifs de cohésion sociale qui doivent être beaucoup plus musclés que dans le passé. À preuve, les pays les plus performants dans la globalisation ces dix ou vingt dernières années sont ceux dont les systèmes sociaux sont à la fois les plus sophistiqués et les plus solides. Il y a là plus qu'une coïncidence. Ces chocs, dont la racine est technologique et qui continuent à animer l'économie mondiale, se font au prix de transformations économiques et sociales considérables, douloureuses, trop rapides pour beaucoup de cultures et de systèmes comme en témoignent la plupart des pays émergents et même les pays développés. Seuls les systèmes sociaux – dont il faut reconnaître qu'ils font partie de l'équation compétitivité – permettront d'éviter que tout ceci ne continue de dégénérer en inégalités trop considérables, potentiellement porteuses de conflits qui seront dangereux.

Leadership, alongside Governance?

Mario Monti

Président du Conseil italien

I will set out a few points as to how my own map of the world has changed since 2007. The first change is totally irrelevant, but I should underline it, because this change may make me unable to assess the other changes objectively. Since mid-November last year, my way of looking at the map of the world has changed, so the point of observation has changed, and of course not for the better.

How do I see the changes in the positioning of the EU on the global map? My impression is that the position of the EU on the global map in the last five years has both increased and decreased. It has increased in terms of role if we measure it in terms of the demand for Europe in other parts of the world, a demand for an incisive role on the part of Europe in the governance of the global economy. I believe, and this is the aspect where Europe is fading a little from the map, that if our Asian and American friends complain about one thing, it is Europe's inability to supply their, that is our, comparatively huge skills in terms of how to handle a process of globalization.

We have done nothing else in the last 60 years other than handle a process of globalization, quite successfully, albeit the market integration process at the continental level has been accompanied by some coordination of public policy instruments. However, for some reason we are a bit shy and unable to supply material on the global scale on how to handle globalization, although we have been the first ones so far, and to be frank the only ones, to invent and to develop it successfully.

Regarding this divergence between the demand and supply of the role of the European Union in global governance, I believe there is a profound

change in the internal map, because we have been so good at externally projecting a model of globalization, of governance integration phenomena, when it came to governing even huge differences in welfare, in per capita income, in goods and services and even in capital flows.

However, as was mentioned earlier, we are more unable to handle asymmetries within the European Union when it comes to credit and debt, and this is really the reason we are in the highly paradoxical position of having almost the best aggregate macroeconomic position –not referring to growth of course but all the other relevant variables– in the world. However, we dispute so much about the handling of differences that we project an image that makes every concerned and responsible American and Asian want to group Europe among those who have to explain. We see this very distinctly at the G8 and G20 where recently no topic has been more discussed than the crisis in the euro zone.

We do know that, in terms of foreign accounts, fiscal imbalances, debt and deficits, the aggregate of the euro zone is much, much more balanced than the position in the US, the UK or Japan, but we stand out as the problematic area because we have so many difficulties in handling the differences, in spite of an increasing network of rules and enforcement mechanisms.

Unlike in the previous phase where real economic integration brought about a convergence of spirit and psychology, when it comes to the divergence generated by the position of creditor and debtor, we are bringing back old, dangerous prejudices and we are gradually risking undermining and reverting the integration process.

Therefore, I believe that we have to work very hard on the internal map of the EU in trying to extract a contribution to the governance of Europe from each member state. It would be a very difficult position on which to build governance for Europe if we were to come, as we are doing, to being a “creditocracy”.

Here I also see an issue of how to harmoniously create a coexistence of the euro area as a whole with the rest of the European Union. Referring to the map, which Italy is trying to contribute to building, against the background of the work done by the previous Foreign Minister, Franco Frattini, we are interested in working as closely as possible with Germany and France, and we are. We see that cooperation is vital for the preparation of harmonious European councils, but we try to use our presence at that small table in order to reinforce the community method and in order to build bridges with non euro-zone member states like the UK or Poland, which have a huge

contribution to make to the Euro zone, particularly in terms of having a more open, lively and competitive vision of global trade and globalization of the economy.

Therefore, I am a bit uncertain as to whether we should really try to pursue a more cohesive political and economic integration process simply based on the euro zone. I know that in France this is by far the more commonly held view. I have some reservations there, and I believe that it would be best not to isolate ourselves too much from the other parts of the European Union.

Leadership, alongside governance, is a word that recurs a lot in the materials that were prepared and also in the comments that have been made. Here I must say that the problem within the European Union is institutional. Valérie Giscard d'Estaing tried to optimize institutions from the point of view of their being able to deliver leadership. However, I believe that even more important is the imperative to settle a problem which is not only European but is even more important for us in Europe, if we want to have leadership to drive European Union and euro-zone decisions and to have Europe contribute to global governance. That is the map over time, not over space for once, the issue of short-termism versus long-termism.

The paradox I see is that in the last few years, particularly in Europe, politicians have been able to take a bit of short-termism from the financial markets, particularly in the various regulatory activities. However, almost through an osmotic process, short-termism has infected the political process more and more, which is bad everywhere but particularly harmful in a country like the European Union, which is built on the notion of long term, and the benefit of which can only be visible in the long term, whereas in the short term, of course, the problems of living with this difference are overriding.

Let me finish by saying this. There are relevant examples of countries temporarily shaping common decisions. I think it is particularly important that the country which, at this historical point, has a more than proportionate role in the determination of policy, that is Germany, should also be the country which is as it has been over European history, more on course to a clear structural *ordnung*, or view. Where there is short-termism, including in aspects of it in the exercise of discipline, then the whole construction may be somewhat unbalanced.

Échanges

Jean Pisani-Ferry

J'aimerais d'abord souligner la convergence de ce que disait Anne-Marie Slaughter et de ce que disait Zhu Min à propos de l'importance de l'Europe, qui reste considérable à travers ses connexions financières et son pouvoir de nuisance. Finalement – et Mario Monti le disait aussi –, notre pouvoir de nuisance sur le reste de l'économie mondiale nous a mis au centre de la discussion. D'ailleurs, le reste du monde a, fait caractéristique, une attitude essentiellement positive dans cette discussion : il souhaite, pour son intérêt propre, que nous réglions nos problèmes. Il me semble que toutes les théories de conspiration qui peuvent exister, selon lesquelles ailleurs on souhaite notre échec, sont clairement démenties par les faits.

Le deuxième point est la «créditocratie» que Mario Monti soulignait. C'est à mon sens un point extrêmement important car ce qu'on n'arrive pas, historiquement, à traiter dans les relations internationales, ce sont au fond ces questions de position de créanciers et de débiteurs. C'est l'histoire de la réparation allemande et de bien d'autres, qui montre à quel point les questions de dettes bilatérales empoisonnent les relations internationales et sont un facteur de conflit.

En Europe, pendant ces dernières décennies, nous n'avons jamais eu à traiter de problèmes de ce type. Nous n'avons pas d'expérience. La seule expérience est celle, internationale, du FMI, qui a été créé, au fond, pour traiter ces questions à travers une institution respectant une série de principes, et éviter leur bi-latéralisation. En Europe, notre difficulté est, il me semble, que nous n'arrivons pas à éviter la bi-latéralisation de ces questions. Nous créons une institution avec le mécanisme européen de stabilité, mais la perception reste que le Nord paie pour le Sud, et le populisme du Nord progresse sur le thème : «Nous ne voulons plus payer pour le Sud.» La question est de savoir si

on peut combattre cela par les institutions. Ou bien sommes-nous déjà arrivés à un point où ces mécanismes sont devenus le prisme de notre perception, qui se résume à : « c'est mon argent qui va chez les autres » ?

François-Xavier Pietri

Je voudrais poser une première question à Mario Monti. Beaucoup d'indicateurs montrent aujourd'hui que la production industrielle et les entreprises s'affaiblissent en Europe. On connaît les performances en commerce extérieur, qui ne sont pas bonnes à part pour l'Allemagne. Dans les préconisations du Cercle des économistes il y a la demande d'un choc de compétitivité des entreprises, d'un choc sur le coût du travail. Considérez-vous que l'Europe a besoin de restaurer la compétitivité des entreprises ? Est-ce un angle important aujourd'hui pour pouvoir réamorcer le démarrage ?

Mario Monti

Oui, c'est très important dans l'ensemble de l'Europe. Il est également très important de rétablir un plus grand équilibre de compétitivité à l'intérieur de l'Europe et de la zone euro. Dans le cas de l'Italie notamment, on voit bien que depuis dix ou quinze ans son taux de croissance a été à peu près la moitié de celui de la zone euro dans son ensemble ; cela à cause, entre autres, d'un problème de compétitivité.

Je suis donc prêt à confirmer que c'est très important, mais pas au point d'en déduire qu'il ne s'agit que d'un problème de coût de travail. Il y a de cela évidemment, mais englobé dans un problème plus vaste de *total factor productivity* : les politiques de libéralisation, d'accélération des infrastructures, les efforts pour que l'exercice de la justice soit davantage en synchronie avec les temps du commerce, la lutte contre la corruption, ses lois et ses mécanismes, etc., sont aussi très importants dans la compétitivité.

J'aimerais aussi revenir sur la remarque de Jean Pisani-Ferry à propos de la « créditocratie ». Curieusement, les préjugés vont aujourd'hui plus vite que la réalité, au lieu de lui succéder comme un legs. Je ne sais pas pourquoi, mais j'ai consacré quelques mois à m'occuper du cas italien ! L'Italie est considérée dans le nord de l'Europe comme un pays débiteur. Or, mon pays n'a ni demandé ni eu un seul euro du IFSF, etc. Nous avons contribué en proportion : nous sommes donc à un niveau très similaire à celui de la France et un peu en dessous de celui de l'Allemagne. Nous avons contribué au soutien apporté à la Grèce, à l'Irlande, au Portugal, nous allons contribuer au soutien aux banques espagnoles. Mais dans les mentalités, l'Italie est vue comme un pays débiteur. C'est quand même curieux !

Si on demande, comme on l'a fait lors du dernier Conseil européen avec l'appui de la France notamment, qu'on renforce les structures de l'euro zone en mettant en place un mécanisme qui pourrait limiter les divergences de *spreads* (ce qui n'a rien à voir avec une politique monétaire de stabilisation du taux d'intérêt), l'Italie pour l'instant n'aura pas la nécessité de s'en réclamer. Mais la psychologie des créditeurs est autre. Si on demandait en Finlande ou aux Pays-Bas : « Mais où sont les dettes italiennes ? », ils seraient très surpris de constater qu'il n'y en a pas.

Question du public

Mr Monti, could you tell us what is your long-term vision for Europe in order to reconcile the issue of leadership, organization of institutions and vision?

Mario Monti

Honestly, my long-term vision for Europe is not pessimistic at all, because we are, of course, going to grow less than the others in terms of demography. We have the only thing which vaguely resembles an international organization, and much more than that, one with a truly democratic foundation, which is the European Parliament, and we will have to persuade ourselves that it is a true parliament that exercises legitimate control over the executive.

I am rather optimistic because though we are going through a deep crisis, when we look at the Europe between 1995 and 2015, these will be 20 years during which we will have built a single market, a single currency, an extension to the East and almost a constitution. How many years did it take the US to achieve all of this?

ZHU Min

I will add one thing if I may. There is reason to believe that Europe will be stronger in the future. The map shows very clearly that Europe has a very strong financial sector, is very strong in trade, and is obviously still number one in terms of global GDP at 27%. The map also shows that Europe today is highly interconnected. Therefore, the only way for Europe to move forward is to further integrate it and strengthen the euro area as well. I agree with Prime Minister Monti, the overall debt situation in Europe is not as bad as in the US, Japan and others, so the whole issue is the internal one, the issue of governance. The issue for the future of Europe is whether it will be able to articulate a clear vision of the roadmap leading to the future. I think that is the key issue.

Anne-Marie Slaughter

It may take an American to see things that Europe does not, but I would also offer a vision of Europe as, like the United States, a continent that reflects the world. You may not see it, but over my lifetime, the cities of Europe have changed so profoundly. Brussels now reflects large parts of Africa. London reflects the Caribbean, Pakistan and India. Paris reflects Vietnam and Algeria. Germany reflects Turkey. There has been an enormous transformation.

There is huge political debate, over immigration, of course, and there is enormous political debate on it in my country every 20 years, but Europe, like the United States, reflects and is increasingly connected to the rest of the world.

François-Xavier Pietri

Pascal Lamy, quelle est votre vision européenne? Les Européens comprennent-ils bien les ressorts de la politique internationale, de la production, etc. ? Sont-ils vraiment au fait de ce qui se passe ?

Pascal Lamy

Je crois d'abord qu'il faut une vision. Pour l'instant, le plus important est que les politiciens européens reconnaissent qu'il leur faut une vision commune que les opinions publiques comprennent et qui soit capable de les remobiliser. Ce travail a été confié historiquement aux institutions européennes ; il est regrettable, de mon point de vue, qu'elles aient cessé de s'en acquitter.

Quelle est ma vision ? Elle est toute simple et certainement nourrie de mes années mondiales : une économie sociale de marché a une conscience environnementale prononcée. Ça, c'est la spécificité européenne. Ça n'est pas la civilisation américaine, ni la civilisation chinoise. J'essaie de me dégager de ma nationalité européenne pour me mettre au plan philosophique, et je trouve qu'il est essentiel que la biodiversité politique de cette planète comprenne cette identité-là dans cinquante ans, cent ans, cent cinquante ans. C'est ça qui se joue : une forme d'identité, dont il faut bien comprendre les caractéristiques par rapport à d'autres modèles de civilisations dans le monde. Il ne s'agit plus, comme l'histoire occidentale l'a voulu pendant des siècles, d'en faire le modèle mondial, c'est-à-dire de dominer les autres modèles. Il s'agit de ne pas être totalement dominé par d'autres modèles qui, je crois, ne correspondent pas à l'articulation profonde de ce que sont les valeurs européennes.

François-Xavier Pietri

Monsieur le Président du Conseil, on a le sentiment qu'au cours de tous ces sommets européens, la plus grande difficulté est la mise en œuvre des décisions

qui ont été prises : en gros, chacun rentre chez soi avec sa propre lecture des accords qui ont été passés. Pensez-vous que nous aurons désormais la discipline nécessaire pour aller au bout de ce que nous avons décidé ? Allons-nous continuer à avancer ?

Mario Monti

J'espère que nous aurons cette discipline. Je crois que nous l'aurons. Et je suis sûr qu'heureusement, si nous ne l'avons pas, les marchés et nos citoyens nous puniront.

Déclaration finale du Cercle des économistes

Pour un rebond des pays occidentaux 8 juillet 2012

I. Refuser de céder au déclinisme ambiant : le destin des pays avancés n'est pas écrit

La tradition intellectuelle dominante donne souvent aux pays avancés des avantages naturels et considérés comme permanents.

Une perspective historique longue, à la façon de David Landes dans *Richesse et Pauvreté des Nations* (1998), illustre à quel point les déterminismes naturels, géographiques et culturels et en premier lieu les institutions humaines, contribuent de façon majeure au développement économique. Que l'on croie ou non à ces thèses qui ont reçu un récent support économétrique, leur logique conduit à penser que les atouts des pays développés, qui en ont fait une force motrice du progrès économique et de la modernité, n'ont pas disparu :

– *Le capital humain*

Les campus universitaires irriguent les lieux d'innovation.

– *Les forces de la concurrence*

Par l'émulation et le réflexe du *benchmarking*, elles sont à l'origine du dynamisme économique.

– *Le modèle social*

Les institutions du marché du travail avec une dose de flexi-sécurité ainsi que des relations employeurs/employés aptes à gérer les conflits, sont des atouts de stabilité sociale que les pays émergents doivent mettre en œuvre.

– *L'état de droit*

Garant d'un État impartial et pare-feu contre les lobbys et les barrières à l'entrée.

– *Le développement financier*

Les institutions financières des pays avancés, certes affaiblies mais toujours puissantes, ont la capacité de canaliser l'épargne et de la rediffuser à l'échelle mondiale vers l'innovation.

– *La relation privilégiée avec les zones économiques et sociales*, notamment celle qui jouera un rôle majeur au XXI^e siècle, l’Afrique.

Or, l’histoire récente rappelle qu’il s’agit d’avantages plus historiques et construits que naturels. Ceci signifie que nous disposons d’atouts, mais que ceux-ci doivent être réactivés de manière très significative. Faut-il le rappeler, l’endettement public et privé est gigantesque, inconnu jusqu’alors, et toute croissance nécessitera d’une manière ou d’une autre de régler ce problème. De même notre avantage en matière de capital humain est moins évident qu’il n’y paraît. On peut même considérer qu’un certain nombre de difficultés sont liées à de véritables faiblesses dans la formation. Quant au développement financier, la crise de 2007-2009 a bien montré que ses modalités en conditionnent les bénéfices ou les fragilités et peuvent entraîner des excès. Tout ceci conduit à redonner aux politiques publiques au sens large du terme toute leur légitimité, toute leur importance. Si nous voulons jouer notre rôle au XXI^e siècle et préserver notre indépendance et notre niveau de vie, il y a urgence à s’inspirer des bonnes pratiques des uns et des autres.

Trois lignes directrices doivent nous guider.

Il n’y aura de nouvelle croissance que si elle est parfaitement adaptée à nos modèles spécifiques de développement : les secteurs où l’on investit de façon très volontaire doivent être ceux qui correspondent à des besoins propres aux pays occidentaux et pour lesquels nous disposons d’atouts (santé, énergie, éducation). Dans le même temps, pays émergents et pays industrialisés doivent parvenir à s’entendre sur la définition d’un socle commun autour duquel s’organisent les politiques publiques et la mondialisation.

Enfin nous devons retrouver notre confiance dans le progrès scientifique et humain. C’est à ces conditions uniquement que les pays avancés seront capables d’initier et de diffuser les prochaines vagues d’innovation technologique.

II. Huit recommandations pour un rebond des pays avancés

Quelle sera la prochaine vague d’innovation ? Quel sera l’impact de la transition démographique sur la croissance des uns et des autres ? Comment capter l’épargne mondiale et financer la nouvelle croissance et l’investissement de long terme ? Comment évolueront les déséquilibres globaux, commerciaux et financiers inhérents à l’hétérogénéité mondiale ? Voilà les quatre sources d’incertitude que les États-Unis, le Japon et l’Europe doivent traiter à leur avantage pour demeurer une force motrice dans le nouvel équilibre mondial et renouer avec une croissance durable.

Pour cela, le Cercle des économistes considère que les institutions

internationales et les gouvernements doivent défendre et si possible mettre en œuvre les principes suivants :

International

1. Le risque majeur pour les pays avancés est de tenter de gérer de manière individuelle les dangers attachés à leur endettement excessif. Cette tentation pourrait les conduire à des actions non coopératives sur l'échelonnement de la dette avec des conséquences désastreuses sur la croissance mondiale, ainsi qu'à l'utilisation de stratégies de change non coopératives entre le yen, le dollar, la livre et l'euro. Nous considérons que l'exigence première pour éviter une récession mondiale impose de coordonner les politiques de désendettement entre les pays du G7, de limiter les fluctuations de change entre les quatre monnaies et, de manière simultanée, d'inciter fortement à la libéralisation des changes des pays émergents pour les amener à des niveaux plus réalistes. Là repose la vraie solidarité entre les pays avancés pour les cinq ans qui viennent.

Europe

2. Au niveau européen, nous sommes très inquiets de la dégradation de la conjoncture en Europe et du caractère intenable de l'échéancier de réduction de la dette. L'endettement n'est pas un mal en soi s'il permet de financer le risque industriel de long terme. Nous considérons donc comme essentiel de rediscuter cet échéancier de manière organisée au niveau de la zone euro, notamment dans le cas de l'Espagne et éventuellement de procéder à des restructurations.

3. Nous sommes tenus de redonner un socle à la croissance des pays les plus en difficulté. Nous ne considérons pas qu'il soit possible d'augmenter la fiscalité de ces pays. La seule solution pour leur permettre un rebond qui ne peut être que progressif et lent, est de leur donner la possibilité d'une baisse significative de leur coût unitaire du travail. Une solution nous paraît être la mobilisation des fonds structurels (de l'ordre de deux points de PIB), largement sous-utilisés ou utilisés sur des projets d'infrastructure à trop long terme : ces fonds peuvent servir à financer une baisse significative des charges afin de déclencher une dévaluation réelle par la fiscalité dans les pays de la zone en détresse macroéconomique.

4. Pour des pays qui ont une vraie capacité de redémarrage liée à la force de leur tissu industriel, l'urgence est celle des taux d'intérêt. Les solutions sont nombreuses, allant de l'achat de titres publics, flux et stock, par la BCE, à l'utilisation du mécanisme européen de stabilité de la zone euro. L'Europe se dirige naturellement vers cette solution pour sauver la croissance en Europe, le défi étant celui du calendrier.

5. Un comité budgétaire pour compléter l'union bancaire et l'union monétaire.

Cette solution, sans pour autant impliquer une fédération budgétaire, permet l'intégration économique indispensable à toute tentative de mutualisation des dettes souveraines. Ce comité budgétaire nécessite de :

a. Garantir un mode de gouvernance à la fois indépendant et rigoureux sur le modèle de celui de la BCE, et d'une forte légitimité démocratique avec prise de décision à la majorité qualifiée.

b. Appliquer un principe de mutualisation de contrôle des budgets nationaux avec pour objectif un budget de la zone euro.

c. Veiller à une plus grande contracyclicalité des politiques macroéconomiques en particulier en utilisant systématiquement des mesures structurelles, c'est-à-dire corrigées pour le cycle, pour évaluer la conformité aux objectifs de réduction du déficit et de la dette.

France

6. Au niveau de la France, la difficulté immédiate est la faible rentabilité de l'immense majorité des entreprises qui entrave leur capacité à innover, à exporter, à investir et à créer des emplois. Améliorer cette rentabilité passe par un transfert massif des charges sociales vers la CSG. Ce transfert n'aura d'impact que si l'ordre de grandeur est suffisant, supérieur à ce qui était prévu pour la TVA sociale. Cette mesure fiscale n'est qu'une partie d'un choc d'offre qui doit inclure des mesures visant à éliminer les rentes sur certains marchés, à promouvoir une meilleure efficacité des marchés et une remontée en gamme de la production, en particulier dans les secteurs exposés. Plus tardif sera le réveil, plus dur sera l'ajustement : les politiques doivent être calibrées sur des projections de croissance réalistes. Un financement adapté de l'économie française passe par une amélioration très sensible de la fiscalité en faveur de l'épargne de long terme, et tout particulièrement quand celle-ci est utilisée pour l'investissement productif, ainsi que par une réflexion sur les normes comptables et prudentielles.

7. Mais la France a également besoin d'une politique très vigoureuse de la jeunesse. Celle-ci passe par

a. la réforme sans tabou du dispositif éducatif dans son ensemble :

i. revaloriser la formation des maîtres et instituer un soutien individualisé aux élèves en difficulté dans le primaire ;

ii. examiner précisément la rentabilité de l'accumulation de capital humain, notamment dans l'enseignement supérieur ; poursuivre la démarche des universités d'excellence et l'ouverture à l'international en l'élargissant aux formations les plus productrices d'employabilité potentielle, *i.e.* celle de Bac +3 et Bac +4 ;

b. passer de manière généralisée au contrat de travail unique à durée indéterminée, condition nécessaire à la véritable insertion des jeunes sur le marché du travail, même si cela doit être accompagné de flexibilité et de périodes d'essai significatives.

8. En conclusion, le Cercle des économistes insiste sur la nécessité de bâtir une vraie réduction de l'endettement public et privé, et pour cela de se focaliser sur une réforme des retraites, juste, objective, donc acceptable par tous, et permettant le choix par chacun de l'heure de son départ. Pour cela, il nous semble essentiel de mettre en place un système par points avec un objectif d'équilibre sur les trente prochaines années.

For a rebound of developed countries

The fate of advanced countries is not written yet. What will be the next wave of innovation? The impact of the demographical transition? How can one capture global savings and finance long-term investment? How will global imbalances evolve? These are four sources of uncertainty, which the United States, Japan and Europe must tackle in order to remain driving forces of the new global equilibrium and to revive sustainable growth.

The Cercle des économistes states 8 recommendations.

International

1. Coordinate debt reduction policies within the G7 to avoid non-cooperative actions on debt rescheduling and exchange rate strategies. Simultaneously, encourage exchange rate liberalization in emerging countries.

Europe

2. Rediscuss the schedule of debt payments, at Euro Zone level, particularly for Spain, and envisage restructurations if needed. Debt is not necessarily evil if it finances long-term industrial risk.

3. For countries in macroeconomic distress, use structural funds to finance a decrease in unit labor costs. These funds are currently under- or misused while they could trigger a real fiscal devaluation.

4. For countries able to restart because of their industrial base, bring back borrowing costs to sensible levels. Europe is moving towards a partial pooling of sovereign debt, through the purchase of government securities by the ECB, or the use of the European stability mechanism.

5. A fiscal committee to complement the banking union and the monetary union.

a. An independent governance, with a democratic legitimacy, through a qualified majority decision process.

- b. A principle of common control of national budgets, aiming at a euro zone budget.
- c. A counter-cyclical Stability and Growth Pact.

France

6. Enhance the profitability of the corporate sector through a massive transfer of companies' social charges to the *Contribution Sociale Généralisée* (CSG). In addition, eliminate certain rents, move upmarket in the tradable sector and foster long-term savings, thus triggering the positive supply shock that France needs

7. A pro-active policy for the youth.

a. Broaden the policy of clustering universities of excellence to programs leading to high employability (*Baccalauréat +3*)

b. Implement the single open-ended labor contract with flexibility.

8. To reduce indebtedness, implement a retirement system with points, with individual choice of retirement date and with the aim of breaking even in thirty years.

Index des Auteurs

A			
Abraham, R.	635	Chevalier, J.-M.	78
Aghion, Ph.	397	Chibout, M.	564
Aglietta, M.	364	Chinery-Hesse, H.	561
Aiyar, M. S.	639	Cicurel, M.	132
Albis, H. d'	49	Clamadieu J.-P.	91
Amano, Y.	479	Coeuré, B.	163
Anderson, K.	523	Cordoba, J.	135
Aoki, M.	19	Costes, Y.	550
Artus, P.	423, 435	D	
B		Dervis, K.	225
Bailly, J.-P.	281	Donnedieu de Vabres, L.	329
Bakkoury, M.	492	Dyson, E.	720
Barbizet, P.	267	E	
Barnier, M.	679	Ekström, A.	405
Barton, D.	400	Ellis, Sir V.	393
Benabou, R.	582	Erlanger, S.	646
Bénassy-Quéré, A.	154	F	
Benhamou, Fr.	578	Fink, C.	459
Beunardeau, J.	125	Focroule, B.	717
Blanqué, P.	315	Fontagné, L.	514
Boissieu, Ch. de	674	Fontaine Vive Curtaz, Ph. de	379
Bonnand, G.	340	Frattini, F.	46
Boone, L.	250	Frieden, J.	221
Borello, J.-M.	595	FU Jun	245
Borio, Cl.	318	G	
Bourgon, J.	217	Gadonneix, P.	507
Brender, A.	118, 324	Gallois, L.	423
Breyer, S.	632	Gaymard, C.	463
Brunel, S.	526	Georgelin, J.-L.	687
Brunnermeier, M. K.	127	Giovannini, A.	312
Burda M.	85	Giscard d'Estaing, V.	662
C		Godrej, N.	94
Cartapanis, A.	348	Gosset-Grainville, A.	228
Cercley, B.	88	Grasso, P.	628
Cerutti, D.	299	Guéhenno, J.-M.	713
Chalendar, P.-A. de	505	Guillaume, M.	570
Charpin, J.-M.	440	Guluma, E. L.	566
Chaussade, J.-L.	471		

H

Hoban, M 292
 Hubert, P. 467

I

Ischinger, W. 60

J

Jacquet, P. 700
 Jacquillat, B. 12
 Joskow, P. 495

K

Kalfin, I. 625
 Kaushik, V. 261
 Keitel, H.-P. 485
 Klein, O. 302
 Klinz, W. 168
 Kolb, Ch 646
 Konov, D. 502
 Koopman, R. 81

L

Labaye, E. 96
 Lafont, B. 278
 Lajoux, Ch. 447
 Lamy, P. 749
 Larraín, M. 271
 Le Boulch, E. 308
 Le Bras, H. 63
 Le Foll, St 531
 Lévitte, J.-D. 646
 Lévy-Lang, A. 607
 LIEW Mun Leong 284
 Lombard D. 104
 Lombard, E. 177
 Londoño Saldarriaga, J. 242
 Lorenzi, J.-H. 9
 Lubochinsky, C. 288
 Lund, G. 239

M

Malmström, C. 359
 Manasse, P. 183
 Margerie, Ch. de 202
 Martel, J.-P. 275
 Masson, A. 590
 Mehta, Sh. 408
 Mestrallet, G. 174
 Mistral, J. 214
 Mongin, P. 498
 Montbrial, Th. de 326
 Monti, M. 753
 Moravcsik, A. 180, 682
 Moscovici, P. 730
 Motojima, O. 456

N

Noyer, Ch. 121

O

Okamoto, Y 332
 Orsenna, E. 521
 Oursel, L. 488

P

Palacio, A. 693
 Palme, J. 587
 Panosyan, A. 604
 Pastré, O. 646, 654
 Perrot, A. 202
 Piqué I Camps, J. 558
 Pisani-Ferry, J. 738
 Placet, J.-L. 337
 Pollin, J.-P. 614
 Proglío, H. 423
 Puri, D. 335

Index des Auteurs

R			
Raoul-Duval, P.	371	Terrab, M.	202
Reiffers, J.-L.	412	Terrier, G.	642
Ricol, R.	101	Thesmar, D.	114
Rochefort, R.	554	Thiam, T.	723
Romanet, A. de	138	Trainar, Ph.	704
Roubini, N.	189	Trannoy, A.	476
Rousseau, H.-P.	231	Trichet, J.-Cl.	709
Roux, D.	548	Tyson, L.	257
S			
Saïdi, R.	67	V	
Saint-Étienne, Ch.	44	Védrine, H.	37
Sarkozy, G.	344	Viesulus, R.	305
Schmidt, Ch.	690	Villepelet, S.	265
Seligman, P.	726	Vitry, D.	390
Sellal, P.	696	Vogl, F.	620
Silipo, L.	107	W	
Sirou, C.	297	Wahl, Ph.	598
Slaughter, A.-M.	743	Watanabe, H.	539
Sloterdijk, P.	662	Weber, W.	171
Songwe, V.	375, 535	Wong, R. B.	31
Soumahoro, M	610	Y	
Sow, O.	70	YAN Lan	145
Steichen, R.	452	Yanai, S.	601
Stoffaës, Ch.	160	Z	
Stern, S.	443	ZHU Min	746
T		Ziguélé, M.	72, 202
Tamaki R.	143	Zinsou, L.	24
TAN York Chor	368	Zlotnik, H.	52
Tanaka, N.	482		

Achevé d'imprimer en décembre 2012
sur les presses de Wagram Éditions
95870 Bezons

Imprimé en France

Wagram Éditions est titulaire de la marque Imprim'Vert

Et si le soleil se levait aussi à l'Ouest...

Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 2012

Au cours des dix dernières années, s'est forgée une conviction forte, celle du déplacement définitif du pouvoir économique et bientôt politique des pays de l'OCDE vers les pays émergents.

L'objectif de ces 12^e Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence a été d'examiner la course du soleil de chaque point des cinq continents, puisque l'humanité ne survivra que si le soleil se lève et se couche pour tous.

Ces Rencontres ont cherché à donner une vision plus équilibrée de l'avenir du monde, selon laquelle les uns et les autres joueront leurs partitions dans la maîtrise des technologies nouvelles, dans le domaine des ressources rares, de la communication et de la santé. Certes, les pays émergents continueront à connaître une croissance rapide mais les États-Unis, le Japon et l'Europe ont encore beaucoup d'atouts, notamment grâce à la formation et à la qualification de leur main-d'œuvre, aux importants moyens financiers dont ils disposent et à la cohérence de leurs modèles sociaux.

203 personnalités, venues de 31 pays, ont donné leurs points de vue retranscrits dans ces Actes, qui se terminent par la déclaration du Cercle des économistes.

Les membres du Cercle des économistes

Patrick Artus, Agnès Bénassy-Quéré, Françoise Benhamou, Jean-Paul Betbèze, Laurence Boone, Anton Brender, Pierre Cahuc, André Cartapanis, Jean-Michel Charpin, Jean-Marie Chevalier, Benoît Cœuré, Christian de Boissieu, Lionel Fontagné, Pierre Jacquet, Bertrand Jacquillat, Jean-Dominique Lafay, Jean-Hervé Lorenzi (président), Catherine Lubochinsky, Jacques Mistral, Olivier Passtré, Anne Perrot, Jean Pisani-Ferry, Jean-Paul Pollin, Dominique Roux, Christian Saint-Étienne, Christian Stoffaës, David Thesmar, Philippe Trainar, Alain Trannoy, Daniel Vitry.

*Retrouvez toute l'actualité du Cercle des économistes sur
www.lecercledeseconomistes.asso.fr*